Ouvriers contre le travail

Déjà parus

Le Démocratisme radical
Roland Simon

Le Travail et son Dépassement
Bruno Astarian

théorie du communisme volume i
Fondements critiques d'une théorie de la révolution
Au-delà de l'affirmation du prolétariat
Roland Simon

Moyen-Orient 1945-2002 :
histoire d'une lutte de classes
Théo Cosme

Rupture dans la théorie de la révolution
Textes 1965-1975 présentés par François Danel
Collectif

À l'assaut du ciel
Composition de classe et lutte de classe
dans le marxisme autonome italien
Steve Wright

Les Émeutes en Grèce
Théo Cosme

Histoire critique de l'ultragauche
Trajectoire d'une balle dans le pied
Collectif

Ouvriers contre le travail

Barcelone et Paris pendant les fronts populaires

Michael Seidman

Traduit de l'anglais (États-Unis)
par Senonevero

Les éditions Senonevero s'attachent à la publication d'une théorie critique du capitalisme, c'est-à-dire une théorie de son abolition.
L'époque de la libération du travail, de l'affirmation du prolétariat comme le pôle absolu de la société, est définitivement révolue.
La révolution sera l'abolition du mode de production capitaliste et de ses classes – le prolétariat comme la bourgeoisie – et la communisation des rapports sociaux.
En deçà, il n'y a aujourd'hui que la promotion de la démocratie, l'apologie de l'alternative. Ces pratiques et ces théories n'ont d'autre horizon que le capitalisme.
De la période actuelle à la révolution, nul ne connaît le chemin à parcourir : il est à faire, donc à comprendre, par des analyses et des critiques diversifiées. Nous en appelons l'élaboration.
Lutte contre le capital, lutte à l'intérieur de la classe elle-même, la lutte de classe du prolétariat n'est pas le fait de muets et de décérébrés : elle est théoricienne – ni par automatisme, ni par choix. Comme la production théorique en général, nos publications sont activités. Leur nécessité est leur utilité.

ISBN : 978-2-9516460-7-0

Éditions SENONEVERO, mai 2010
ARHIS, 8, rue Chateauredon, 13001 Marseille
http ://www.senonevero.net

« Nous voulons voir la fin du sinistre loisir parce qu'il suppose le travail
– et que le travail n'est qu'un bon prétexte pour ne rien faire. »
La Polycritique, 1968

Abréviations

Espagne

CEDA Confederación española de derechas autónomas
CENU Consejo de la escuela nueva unificada
CNT Confederación nacional de trabajo
FAI Federación anarquista ibérica
JSU Juventudes socialistas unificadas
MZA Madrid–Zaragoza–Alicante
POUM Partido obrero de unificación marxista
PSUC Partit socialista unificat de Catalunya
SEUC Serveis elèctrics unificats de Catalunya
UGT Unión general de trabajadores

France

CFTC Confédération générale des travailleurs chrétiens
CGPF Confédération générale de la production française
CGT Confédération générale du travail
CGTSR Confédération générale du travail syndicaliste révolutionnaire
CGTU Confédération générale du travail unitaire
GIM Groupement des industries métallurgiques
GR Gauche révolutionnaire
HBM Habitations à bon marché
PCF Parti communiste français
PPF Parti populaire français
PSF Parti social français
PSOP Parti socialiste ouvrier et paysan
SACIAT Syndicat et amicale des chefs de service, ingénieurs, agents de maîtrise et techniciens des industries métallurgiques, mécaniques et connexes
SFIO Section française de l'Internationale ouvrière
SIMCA Société industrielle de mécanique et de carrosserie automobile
SNCAN Société nationale de constructions aéronautiques du nord
SNCASE Société nationale de constructions aéronautiques du sud-est
SNCASO Société nationale de constructions aéronautiques du sud-ouest
SNCF Société nationale des chemins de fer français
SNCM Société nationale de constructions de moteurs

PRÉFACE

Cette histoire politique et sociale comparée de la Révolution espagnole à Barcelone et du Front populaire à Paris cherche à montrer la puissance des idéologies révolutionnaires en Espagne, un pays où la bourgeoisie était faible, et leur déclin en France, un pays où les capitalistes avaient développé des industries modernes. Elle interroge la façon dont les ouvriers de Paris et Barcelone ont travaillé durant les fronts populaires, lorsque les organisations qui prétendaient représenter la classe ouvrière détenaient divers degrés de pouvoir. Les modèles d'action ouvrière (et d'inaction) conduisent cette étude à remettre en cause les paradigmes dominants dans l'historiographie anglo-américaine du travail.

Le livre a commencé comme une thèse, sous la direction du professeur Arthur Mitzman de l'université d'Amsterdam ; l'ouvrage a bénéficié de recherches exhaustives à Paris, Barcelone et Salamanque au début des années 1980. À Paris, j'ai été aidé par des amis et des universitaires. Je dois beaucoup à Sylviane Lavergne, Véronique et Jean-Pierre Bachimont, Arthur Marchadier, Louis Chevalier et Michelle Perrot. À Barcelone, Joaquin Sirera et Horacio Capel m'ont apporté savoir et soutien. Stanley Payne m'a aiguillé vers les archives de la Guerre civile à Salamanque, incroyablement riches mais désorganisées, et Raymond Carr m'a fourni des encouragements bienvenus.

Le manuscrit a aussi bénéficié des critiques et suggestions de Traian Stoianovich, John Gillis, Victoria de Grazia, Allen Howard et Mark Wasserman. Les commentaires de Robert Seidman ont permis d'angliciser des expressions idiomatiques françaises et hispaniques.

Abréviations utilisées dans les notes

AD Ministère des Affaires étrangères
AGA Archivo general de administración
AHN Archivo histórico nacional
AN Archives nationales
APP Archives de la Préfecture de police
AR Archives des usines Renault
AS Archivo histórico nacional, sección guerra civil
BN Bibliothèque nationale
CE Archives du commissariat de l'exposition
GIM Archives du groupement des industries métallurgiques
IISH Internationaal Instituut voor Sociale Geschiedenis
PC Pujol Collection
SHAA Service historique de l'armée de l'air
SNA Société nationale aérospatiale
SNCA Société nationale de constructions aéronautiques

INTRODUCTION

Lorsqu'a éclaté la Révolution espagnole à Barcelone en 1936, les militants anarchosyndicalistes, ainsi que d'autres révolutionnaires, exproprièrent rapidement les voitures et les camions de la ville, peignirent les initiales de leurs organisations dessus, et roulèrent dans Barcelone à tombeau ouvert. Conducteurs inexpérimentés qui ne respectaient pas les règles de conduite, ces militants causèrent de nombreux accidents : leur quotidien, *Solidaridad Obrera*, les rappela à l'ordre, leur demandant de conduire sans danger et de ramener les véhicules aux autorités compétentes. Leurs actions annonçaient l'ère de l'automobile en Espagne.

Pendant le Front populaire en France, quasiment au même moment, à l'occasion de leurs premiers congés payés, des masses d'ouvriers quittèrent Paris pour une Côte d'Azur surpeuplée et d'autres lieux dédiés aux loisirs. L'exode compulsif des vacanciers de l'été 1936 inaugurait l'ère du tourisme de masse et du week-end en France.

À première vue, il peut paraître bizarre de traiter d'événements disparates de pays si différents sous le même angle. Après tout, on n'a pas besoin d'être d'accord avec Napoléon (« l'Afrique commence aux Pyrénées ») pour apprécier les larges différences entre la France et l'Espagne. Même durant l'Ancien régime, des développements sociaux, politiques, économiques et religieux séparaient les peuples de la Péninsule ibérique de ceux du nord des Pyrénées. Les grands mouvements du début de l'histoire européenne moderne – la Réforme et l'absolutisme – eurent un plus grand impact en France que chez son voisin ibère. Des siècles durant, avant la Révolution, il y a eu en France des secteurs urbains et ruraux relativement dynamiques et un État modernisateur, alors que l'Espagne lambinait économiquement, politiquement et culturellement. Au XVIIIe siècle, les philosophes français ont produit une critique puissante et originale de l'Église, de la noblesse et de l'économie traditionnelle. En Espagne, les Lumières ne furent qu'un produit dérivé, et moins puissant.

L'avènement et les effets de la Révolution française accentuèrent encore davantage les différences entre les deux pays. Énonçant un programme d'avenir, la nouvelle nation ouvrait ses bras aux gens talentueux, y compris les protestants et les juifs, et subordonnait le clergé à l'État. Dans la lignée des Lumières, la Révolution valorisait le produc-

teur plutôt que le noble ou le prêtre « parasitaire ». Ayant développé une économie agraire bien plus saine que celle de l'Espagne, la France, au XXe siècle, contrairement à son voisin, n'avait pas une masse énorme de paysans en quête de terre ou d'emploi. L'industrie française en plein essor était à même d'employer non seulement les travailleurs français en provenance de la campagne, mais aussi des étrangers, y compris des milliers d'Espagnols. Au début du siècle, la France opéra la séparation de l'Église et de l'État, et subordonna l'armée au gouvernement civil. Mieux encore, la relativement stable Troisième République (1870-1940) bâtit une nouvelle unité nationale et affaiblit graduellement les forces régionalistes et décentralisatrices, désarmant en grande partie les mouvements révolutionnaires et contre-révolutionnaires violents.

L'Espagne ne connut jamais une telle révolution bourgeoise. D'ailleurs, durant la période napoléonienne, de nombreux Espagnols combattirent, en une guérilla sanglante, les envahisseurs français et leurs principes révolutionnaires. Cette réaction à la domination française en 1808 a été perçue comme le point de départ de l'histoire espagnole moderne, tout comme la révolution de 1789 a été vue comme le commencement de la France moderne. Même après la période révolutionnaire, les propriétaires terriens espagnols traditionnalistes, soutenus par le clergé, maintinrent leur domination économique et sociale sur de larges pans de la péninsule, jusqu'à une période avancée du XXe siècle. Contrairement à la France, la nation espagnole n'a jamais intégré les protestants et les juifs, et un grand nombre de gens, parmi les plus dynamiques d'Espagne, émigrèrent. À l'exception peut-être du Pays basque et de la Catalogne, jamais une classe d'industriels énergiques n'a émergé. Même dans cette dernière région, comme nous le verrons, le dynamisme patronal fut éphémère. L'unité nationale ne fut jamais complètement consolidée et les mouvements régionalistes grandirent durant la Restauration (1874-1931) dans les régions les plus prospères de la péninsule. Au XIXe siècle et au début du XXe siècle, la confrontation armée entre les forces révolutionnaires et contre-révolutionnaires favorisa le *pronunciamiento* – l'intervention directe militaire en politique. La Seconde République (1931-1939) se révéla incapable d'assurer la séparation de l'armée d'avec le gouvernement civil et de l'Église d'avec l'État.

Précisément du fait de ces développements différents, une approche comparative peut aider à une compréhension de l'histoire de ces deux pays et à approfondir celle de deux événements simultanés dans l'histoire européenne du XXe siècle : la Révolution espagnole et le Front populaire français. L'historiographie des deux événements a été dominée par une perspective politique ou diplomatique dans cha-

cune des deux histoires nationales. Les historiens ne se sont pas encore attaqués à une approche comparative orientée socialement, mais se sont, pour la plupart, concentrés sur les plateformes politiques, les conflits idéologiques, les changements de gouvernement, et – dans le cas de la Révolution espagnole – les batailles militaires. Pourtant, une histoire comparative sociale des développements qui ont conduit à la Révolution espagnole et au Front populaire et une histoire sociale des événements eux-mêmes peuvent profondément améliorer notre compréhension des histoires politique, diplomatique, et même militaire des deux phénomènes. L'approche sociale comparative a ses limites et ne peut pas entièrement résoudre les problèmes de causalité. On ne peut pas prouver qu'une révolution « ouvrière » espagnole était inéluctable, puisque l'Espagne n'a pas suivi le modèle français. Néanmoins, un examen des différences sociales, économiques et politiques majeures entre les deux pays peut permettre d'éclairer les raisons pour lesquelles les révolutionnaires furent plus influents au sud des Pyrénées.

Mon approche comparée examine le rapport entre les bourgeoisies capitalistes industrielles (les possesseurs des moyens de production) et les classes ouvrières de Paris et Barcelone. Prendre une classe séparément ou isolément de l'autre amène seulement à une compréhension partielle de la société en question et de la dynamique entre les deux classes. Une fois encore, c'est leur rapport et leur interaction qui permet une compréhension plus profonde de l'histoire évènementielle. La diversité des forces en présence, en ce qui concerne les bourgeoisies française et espagnole, a grandement influencé la nature des organisations ouvrières respectives. Faisant face à une élite capitaliste plus dynamique, le mouvement ouvrier français s'est développé différemment de son homologue espagnol. Ces différences, qui doivent être comprises afin de saisir la Révolution espagnole et le Front populaire, ont été dissimulées par le point de vue largement politique de nombreux historiens, et par la similarité des étiquettes politiques dans les deux pays : communiste, socialiste, anarchosyndicaliste, fasciste et ainsi de suite. Pourtant, les mêmes partis politiques ou courants ont dû faire face à des réalités sociales différentes en France et en Espagne, et ainsi assumer des rôles et des significations différents.

Cette étude cherche à aller au-delà des similarités dans les appellations politiques et les slogans pour mettre en avant un certain nombre de questions. Premièrement, elle rend compte de deux élites capitalistes et de deux structures industrielles différentes. Dans un deuxième temps, elle suggère que les différences entre ces élites et leurs industries ont créé des environnements sociaux et économiques distincts pour les

mouvements ouvriers français et espagnol, favorisant le réformisme à Paris et encourageant la révolution à Barcelone. Enfin, elle démontre comment les ouvriers, principalement les cols bleus – mais aussi les cols blancs – ont réagi à la situation révolutionnaire à Barcelone et au gouvernement de Front populaire en France. Je me suis attaché particulièrement aux développements à Paris et Barcelone, parce que Paris et sa banlieue constituaient sans nul doute le plus important centre urbain en France dans les années 30, et parce que Barcelone était le centre de la Révolution espagnole et la capitale de Catalogne, la région espagnole la plus avancée économiquement. Chaque ville était la capitale de son mouvement ouvrier industriel national.

La première moitié du livre met l'accent sur les comportements et les activités politiques, religieuses et économiques qui ont pu soutenir la croissance et la persévérance des mouvements révolutionnaires en Espagne en général, et à Barcelone en particulier. Barcelone fut l'une des villes les plus énergiques de la péninsule. Faisant face à des conditions défavorables – marché intérieur restreint et peu de ressources naturelles –, sa bourgeoisie a réussi à mettre sur pied la plus vaste concentration industrielle du pays. Pourtant la réussite avait des limites nettes. Durant la seconde moitié du XIXe siècle et au début du XXe siècle, les étrangers – non catalans – étaient à l'origine de la création de la plupart des industries les plus modernes. Le niveau de vie et de santé était souvent bien inférieur aux standards de l'Europe de l'ouest. Comme dans d'autres régions d'Espagne, les classes aisées de Barcelone restaient attachées à la foi traditionnelle du catholicisme romain. Dans un climat social imprégné de terrorisme, de contre-terrorisme et de sabotage, de nombreux propriétaires furent tentés d'en appeler à la force armée pour maintenir l'ordre.

Les meneurs de la classe ouvrière barcelonaise réagirent au climat de répression, au manque d'industries avancées autochtones, et à ce qu'ils considéraient comme leur faible niveau de vie en adhérant aux organisations révolutionnaires et principalement anarchosyndicalistes. Les anarchistes et les anarchosyndicalistes n'étaient pas millénaristes ou archaïques, comme l'ont affirmé certains historiens : ils demeuraient influents précisément parce qu'ils offraient – de façon similaire aux marxistes révolutionnaires – une critique de ce qu'ils tenaient pour une bourgeoisie parasitaire et relativement improductive. L'anarchosyndicalisme était une idéologie du travail et du développement économique bien adaptée à une société économiquement appauvrie qui n'avait accepté ni la Réforme, ni les révolutions occidentales du XVIIIe siècle.

Lorsque la révolution survint à Barcelone en 1936, les militants syndicaux de la CNT anarchosyndicaliste (Confederacion nacional del trabajo) et de l'UGT marxiste (Union général de trabadojes) héritèrent d'une structure industrielle arriérée qu'ils furent contraints de moderniser dans les difficiles conditions de la guerre civile espagnole. Ces militants – anarchosyndicalistes, communistes, ou socialistes – copièrent des éléments du développement économique et de l'accumulation à partir des modèles occidentaux et soviétique. Alors qu'ils cherchaient à développer les forces productives, ils furent rapidement confrontés à ce que je nommerai la résistance ouvrière au travail. Les anarchosyndicalistes de la CNT, l'organisation ouvrière la plus importante à Barcelone, furent contraints d'abandonner leurs théories de démocratie et de participation ouvrières pour forcer la base à travailler plus dur et à produire davantage. Les anarchosyndicalistes et les communistes des entreprises nouvellement collectivisées réintroduisirent le travail à la pièce, mirent en place des contrôles stricts dans l'atelier, et se lancèrent dans une campagne intense qui comportait aussi bien des odes au stakhanovisme que du réalisme artistique socialiste.

La seconde partie du livre montre pourquoi la France, et en particulier Paris, au contraire de Barcelone, offrait moins de possibilités de contrôle ouvrier révolutionnaire. Située au centre d'un marché intérieur bien plus riche, l'élite capitaliste parisienne avait mis en place des industries compétitives dans les secteurs modernes, entre autres dans l'automobile et l'aviation. Après l'affaire Dreyfus, l'anticléricalisme et l'antimilitarisme n'étaient plus les questions brûlantes qu'elles étaient encore de l'autre côté des Pyrénées. La haine de l'Église et de l'armée, qui motivait beaucoup de révolutionnaires espagnols, ne fournissait plus une plateforme pour un vaste mouvement révolutionnaire en France. Les propriétaires d'usine parisiens eux-mêmes avaient moins partie liée avec la religion traditionnelle. De toute façon, les juifs et les protestants parmi eux étaient déterminants dans le développement de certains des secteurs industriels les plus avancés. Les déséquilibres économiques régionaux, contrairement à l'Espagne, ne généraient pas de mouvements séparatistes ressentis comme des menaces sur l'unité nationale. En France, la détente relative entre l'Église et l'État, la résolution du conflit entre militaire et civil, et la croissance économique graduelle mais constante entraînaient un déclin des mouvements et idéologies révolutionnaires, telles que l'anarchosyndicalisme, qui avait perdu beaucoup d'influence jusqu'aux années 30. Au lieu d'entraîner la révolution et la guerre civile, la victoire du Front populaire a culminé dans la législation la plus importante de la Troisième République,

comprenant la semaine de 40 heures et les congés payés. Malgré ces avancées dans les industries rationalisées et modernisées (automobile et aviation), et dans des secteurs plus traditionnels (construction) de la région parisienne, les cols bleus ont poursuivi une sorte de guérilla contre le travail. À l'opposé de Barcelone, où les syndicalistes s'emparèrent d'usines littéralement abandonnées par une bourgeoisie faible et effrayée, à Paris les syndicalistes approuvaient couramment ou même encourageaient l'absentéisme, les retards, le sabotage et l'indiscipline de la base. Le Front populaire accoucha du week-end, et les communistes et les socialistes se comportèrent comme des agents de tourisme, et non de la révolution. D'autres envies et d'autres besoins supplantèrent le désir de révolution parmi les organisations de la classe ouvrière (ou, plus précisément, celles qui prétendaient représenter la classe ouvrière).

Cette étude examine l'expérience *vécue* des travailleurs, aussi bien à Paris qu'à Barcelone. Elle vise à questionner le consentement des salariés et leur résistance au travail. L'acceptation du travail revenait à une revendication de la sécurité de l'emploi, des heures supplémentaires, une productivité élevée, et du travail au noir. Dans les deux villes, certains peinaient dur pour satisfaire des désirs consuméristes, des aspirations familiales et les envies déterminées par le genre [*gender-based desires*] : tout cela nécessitait un revenu adéquat à leurs besoins. Ni fondamentaux, ni éternels, ces besoins étaient déterminés socialement d'une façon qui reste à explorer pour les historiens et les sociologues. Les ouvriers rejoignirent les usines non seulement parce qu'ils devaient manger et survivre, mais aussi, sans que l'on sache dans quelle mesure, parce qu'ils choisirent de travailler. Si les ateliers des années 30 étaient souvent des lieux contraignants, ils ne peuvent pas être entièrement assimilés à des prisons. Les forces d'attraction qui conduisaient les ouvriers au travail étaient variées et changeantes, mais elles incitaient tous les travailleurs à collaborer au procès de production, à se plier à l'espace et au temps du travail. Ces forces inculquaient aux ouvriers les valeurs consuméristes, l'existence en tant que soutien de famille solide, la croyance dans le projet réformiste ou révolutionnaire des partis et des syndicats, et à manifester de la ferveur patriotique.

Les désirs consuméristes furent plus développés en France qu'en Espagne, en regard de la plus grande puissance des forces productives et des forces d'attraction. À Paris, la publicité propageait les vertus de la consommation et, préfigurant en cela les consommateurs de l'Europe d'après-guerre, les ouvriers parisiens trimaient pour toute une palette de nouveaux biens et services. Un éventail grandissant de possibilités

de loisirs amenait certains à travailler dur pour de futures vacances. À Barcelone, où les conditions de guerre amoindrirent encore les maigres possibilités d'achat, le réalisme socialiste – c'est-à-dire la glorification de la production et du producteur – se substitua directement aux sirènes consuméristes de la publicité. Les difficultés à survivre en période de guerre civile et la pénurie forcèrent les Barcelonais à lutter littéralement pour leur pain quotidien. Ils revendiquèrent des hausses de salaire dans un contexte économique bien plus difficile et plus inflationniste qu'à Paris. Pourtant, même dans la ville, en temps de guerre, de nombreux ouvriers consommaient plus que le minimum calorique. Ils continuaient à boire, fumer, et à chercher des distractions. Ces besoins pressants ont pu soutenir le rendement des ouvriers à certaines occasions. Après tout, à l'exception du vol, seul un dur labeur fournissait l'argent à dépenser dans ces divers plaisirs.

La position familiale des ouvriers semble aussi avoir influencé leur acceptation ou leur rejet du travail. Les couples avec beaucoup d'enfants étaient contraints de travailler plus que les hommes et les femmes célibataires. Il y avait sans nul doute de nombreuses exceptions, en particulier en France dans les années 30, quand le système de prestations sociales récompensait les familles nombreuses et parfois décourageait certains soutiens de famille de prendre un emploi salarié. Les responsabilités des hommes et des femmes, en tant que soutien de famille – aussi bien primaire que secondaire – les conduisaient à travailler pour faire vivre leur famille. Pendant les fronts populaires, les chefs de famille se sacrifièrent et travaillèrent afin que leurs enfants puissent éviter le genre de travail qu'ils devaient eux-mêmes accomplir.

L'engagement envers les visées révolutionnaires et réformistes de leurs partis et syndicats motivait les militants. Ceux qui voulaient bâtir une Espagne prospère et plus dynamique cherchaient à convaincre leurs collègues, par la persuasion et la propagande, d'œuvrer à la grandeur du pays. En France, les patriotes ouvriers qui s'inquiétaient pour leur pays dans une période de tensions internationales croissantes et de réarmement en Allemagne étaient volontaires pour augmenter leurs heures de travail et accroître la productivité.

Pendant les fronts populaires, ces forces d'attraction – qu'elles fussent patriotiques, révolutionnaires, familiales, ou consuméristes – n'étaient pas assez puissantes pour vaincre la résistance ouvrière au travail, ce qui est un point central de ce livre. Par résistance au travail, je veux dire à la fois actions collectives et actions individuelles qui permettaient aux ouvriers d'éviter le travail salarié dans les usines. L'absentéisme, les fausses maladies, les retards, et les grèves consti-

tuaient une résistance directe, qui signifiait échapper directement au lieu de travail, et donc une réduction du temps de labeur. La résistance indirecte consistait en vol, sabotage, coulages de cadence, indiscipline et indifférence, activités et comportements qui de façon générale entravent le rendement et abaissent la productivité. La perruque, par exemple, peut faire disparaître des outils et des machines qui sont nécessaires à la production et accroître les coûts de contrôle de la force de travail. Les coulages de cadence – le contrôle ouvrier sur la vitesse de travail – limitaient le rendement. L'indiscipline qui remettait en cause la hiérarchie industrielle était difficilement compatible avec l'efficacité.

La résistance au travail au XXe siècle a été en grande partie ignorée ou sous-estimée par un grand nombre d'historiens marxistes et de théoriciens de la modernisation – deux écoles, sinon dominantes, du moins importantes, de l'historiographie du travail[1]. Bien qu'en désaccord sur nombre de questions, les deux courants n'ont pas adopté une attitude suffisamment critique sur le travail. Ils considèrent le travail surtout comme création, et non coercition, et l'ouvrier comme un producteur, non un résistant. Les théoriciens de la modernisation supposent des ouvriers qui s'accordent à la cadence, à la structure et aux nécessités du travail et du lieu de travail. Les marxistes, les anarchistes et les anarcho-syndicalistes perçoivent la classe ouvrière comme désireuse d'exproprier un jour les moyens de production. Les principaux courants du marxisme et de l'anarchisme poussent la soumission au travail à une conclusion extrême, même si logique, et proposent la construction d'une utopie sur le lieu de travail. Malgré leurs différences, la théorie de la modernisation et le marxisme (y compris ses variantes anarchistes) ont une vision comparable de la soumission ouvrière au travail. En effet, on peut dire que la théorie de la modernisation a simplement prolongé le consensus sur le travail dont était largement absente toute critique, que les marxistes et les anarchistes ont mis en place au XIXe siècle.

1. Pour l'historiographie marxiste, voir Georg Lukacs, *Histoire et Conscience de classe* (Cambridge, Mass., 1971), pp. 46–82 ; George Rudé, *Ideology and Popular Protest* (New York, 1980), pp. 7–26 ; voir aussi la récente révision de la position de Lukács in Eric Hobsbawm, *Workers: Worlds of Labor* (New York, 1984), pp. 15–32. On peut trouver quelques aperçus de la théorie de la modernisation in Peter N. Stearns, *Revolutionary Syndicalism and French Labor: A Cause without Rebels* (New Brunswick, N.J., 1971), et Stearns, *Lives of Labor: Work in a Maturing Industrial Society* (New York, 1975). Pour une critique de l'approche de Lukács, voir Richard J. Evans, éd., *The German Working Class* (Londres, 1982), pp. 26–27. Pour une autre critique intéressante de Lukács, voir John Clarke, Chas Critcher, et Richard Johnson, eds., *Working-Class Culture: Studies in History and Theory* (Londres, 1979), pp. 209–11.

Les deux théories postulent aussi une vision progressiste de l'histoire. Les théoriciens de la modernisation considèrent l'adaptation graduelle des ouvriers à une division du travail avancée comme inéluctable, sinon souhaitable. Les marxistes envisagent que la classe ouvrière acquiert une conscience de classe et passe de la classe *an sich* [en soi] à la classe *für sich* [pour soi], ou, en bon français, « se réalise ». Malgré un courant blanquiste ou putschiste qui existait aussi dans le marxisme, les anarchistes et les anarchosyndicalistes étaient d'accord avec leurs rivaux sur le fait que « la révolution doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ». Les idéologies de gauche affirmaient qu'un jour, dans le futur, la classe ouvrière aurait acquis suffisamment de savoir ou de conscience pour réussir la révolution.

La vision progressiste de l'Histoire, et l'acceptation, si ce n'est la glorification, du travail, ont mis en avant l'étude de certains aspects de l'existence de la classe ouvrière et découragé l'exploration des autres. Jusqu'à récemment, l'intérêt pour les idéologies et le développement des organisations ouvrières avaient priorité sur les études consacrées à la vie quotidienne des ouvriers. Les histoires politiques et intellectuelles des partis, des syndicats, et de leurs militants dominaient l'historiographie du travail. Les questions idéologiques, qu'elles proviennent des variantes du marxisme ou de l'anarchisme, ont permis de laisser intouchée la vision productiviste de la classe. Les études des organisations grandissantes – qui, comme les idéologies, affirmaient représenter la classe – ont renforcé le courant progressiste. La conscience, ou du moins l'appartenance aux partis et aux syndicats, semblait se développer à travers tout le XIXe et XXe siècle. L'histoire officielle a aussi donné l'impression que le mouvement ouvrier progressait, lorsque les dirigeants de ses organisations gagnaient en reconnaissance ou en intégration dans l'appareil d'État. Certaines études ont montré toutefois que les organisations ouvrières telles que le PCF (Parti communiste français) étaient des partis passoires[2] : les ouvriers et d'autres les traversaient en s'y investissant peu, comme ils le faisaient dans les principaux partis politiques et syndicats pendant les fronts populaires. Les historiens ont commencé à mettre en question de la proximité entre les ouvriers et leurs organisations ou entre les ouvriers et leurs idéologies, même s'ils l'ont fait dans le cadre de la théorie de la modernisation, qui était tout autant progressiste que productiviste[3].

2. Le terme est d'Annie Kriegel, « Le Parti communiste français sous la Troisième République (1920–1939) : évolution de ses effectifs », *Revue française de science politique* 21, n°1 (février 1966) : 10.
3. Stearns, *Revolutionary Syndicalism.*

Les historiens du travail ont continué à dissoudre l'identification entre la classe et ses institutions et organisations[4]. La culture populaire et plus spécifiquement ouvrière sont devenues des objets d'étude[5]. Cette approche a aussi commencé par l'étude des idéologies, des organisations, et des militants, mais étendue de manière à comprendre des terrains inexplorés, y compris ce que je nomme les forces d'attraction. L'approche culturelle a fourni de véritables contributions à l'historiographie du travail, et ce livre est sans nul doute redevable des questionnements et des problèmes qu'elle a soulevés. Pour autant, l'approche culturelle a été insuffisamment critique et a trop souvent cherché des significations au travail. Comme les marxistes et les théoriciens de la modernisation, elle a pris le travail comme littéralement chargé de sens. Les ouvriers dépeints dans les pages qui suivent considéraient souvent leur travail comme dénué de sens ou, en étant moins radicaux, touchaient juste des salaires pour nourrir leur famille et acheter des marchandises. Le sens de leur travail, s'il était réfléchi, était fréquemment utilitaire ou externe. Les salariés ont persévéré dans cette façon de faire, malgré une propagande intense dans les deux villes pour les convaincre que leur travail avait du sens pour la révolution, le pays et les fronts populaires. La continuelle quête des culturalistes d'une signification et leur conception même du travail les a conduits – comme les marxistes et les théoriciens de la modernisation – à négliger la résistance et la coercition nécessaire, en conséquence, pour la vaincre.

Une histoire de la résistance au travail peut contribuer à une nouvelle vision de la classe ouvrière. Les luttes quotidiennes des ouvriers contre le travail montrent que les perspectives productiviste, progressiste et culturaliste ne peuvent suffisamment recouvrir les aspects essentiels du comportement de la classe ouvrière. Une étude des activités ouvrières à Barcelone et Paris de 1936 à 1938, dans des situations révolutionnaire et réformiste, montrera la continuité des refus directs et indirects du travail. Les salariés des deux villes ont essayé d'échapper à l'espace et au temps de travail en prenant des vacances non autorisées, en arrivant en retard, et en quittant en avance. Une autre forme de résistance directe, les grèves, était plus courante à Paris pour de nombreuses raisons. Les grèves surprises nécessitent habituellement une forme d'organisation

4. Evans, *German Working Class* ; John Bodnar, *Workers' World: Kinship, Community, and Protest in an Industrial Society, 1900–1940* (Baltimore, 1982).
5. Clarke *et al.*, eds., *Working-Class Culture* ; Gareth Stedman Jones, *Languages of Class: Studies in English Working-Class History, 1832–1982* (New York et Londres, 1983) ; Patrick Joyce, éd., *The Historical Meanings of Work* (Cambridge, 1987), pp. 1–31.

collective, et à Barcelone, les rangs des militants étaient dépeuplés, parce que beaucoup d'entre eux géraient les usines ou combattaient au front. Bien sûr, les syndicats eux-mêmes, la CNT comme l'UGT, était largement intégrés à l'État et participaient au développement des forces productives. Peut-être la menace tout à fait réelle de la prison ou du séjour en camp de travail avait un effet dissuasif quant aux grèves de la base. Les ouvriers barcelonais ont pu sentir qu'il était moins risqué d'utiliser d'autres stratégies de résistance, particulièrement de simuler la maladie, pour éviter le lieu de travail. Leurs refus prenaient plus une forme individuelle que collective.

Au contraire de ces stratégies directes, des coulages et d'autres sortes de résistance indirecte apparaissaient lorsque les ouvriers étaient présents à l'usine ou à l'atelier. Les coulages ne permettaient pas aux ouvriers d'échapper au lieu de travail, mais étaient plutôt un moyen d'exercer leur contrôle sur le temps de travail. C'étaient des manifestations de luttes régulières entre les ouvriers et la direction – qu'elle ait été capitaliste, anarchiste ou communiste – pour une « juste » ou « correcte » cadence de travail. Comme nous le verrons, les responsables des collectivités à Barcelone et des entreprises nationalisées ou privées de Paris se plaignaient souvent de rendement léthargique et de faible productivité. Dans les deux villes, la direction voulait augmenter la productivité en liant la paye au rendement individuel.

D'autres formes de résistance indirecte, comme l'indiscipline et la désobéissance, remettaient en cause la hiérarchie qui était et demeure indispensable à l'efficacité économique dans les situations où les ouvriers n'ont pas complètement internalisé l'éthique du travail. Même si la désobéissance était manifeste de l'hostilité du travailleur individuel à son supérieur, l'indiscipline avait habituellement l'effet plus large d'entrave au procès de production. À Barcelone, la désobéissance persistante impliquait un désaveu implicite de la direction économique par les syndicats ; à Paris, les ouvriers désobéissaient tout autant aux cadres capitalistes qu'aux militants syndicaux, mais étaient plus enclins à soutenir les derniers que les premiers. La perruque, une autre forme de résistance indirecte, était une forme particulière de désobéissance. Le vol et le chapardage montraient l'hostilité ou l'indifférence aux visées des fronts populaires, qui avaient besoin d'ouvriers honnêtes, sinon dévoués, pour prospérer.

Les militants de la classe ouvrière espagnole assimilaient le vol au sabotage, une autre stratégie de résistance indirecte. Les révolutionnaires barcelonais donnaient une définition large au sabotage, incluant les actions intentionnelles ou non qui nuisaient au rendement, défi-

nition cohérente au moment de leur lutte. Les saboteurs furent identifiés aux « oisifs », qui devinrent, ensuite, « fascistes ». Les militants politisaient l'oisiveté, qui existait dans la culture ouvrière bien avant que le fascisme existe. À Paris, le sabotage ne subissait pas d'accusation politique, mais augmentait dramatiquement durant les grèves importantes.

La répugnance au travail précède la victoire du Front populaire en France et l'éclatement de la guerre et de la révolution en Espagne, mais possède une signification particulière en ce qu'il perdura à Paris et Barcelone même après que les partis et les syndicats affirmant représenter la classe ouvrière eurent pris le pouvoir politique et, à différents niveaux, économique. Ces continuités dans la culture ouvrière interrogent sur les rapports entre les ouvriers et « leurs » organisations. Les ouvriers, nous le dirons plus loin, étaient souvent plus intéressés par les loisirs que par le travail. L'attachement aux loisirs signifiait que les désirs des ouvriers étaient parfois en conflit avec ceux des organisations qui affirmaient les représenter. En Catalogne, le syndicat anarchosyndicaliste et le parti communiste trouvèrent des partisans réellement dévoués parmi une minorité à part de la classe ouvrière barcelonaise : la majorité des cols bleus conservèrent une certaine distance avec les syndicats et partis politiques révolutionnaires. De même à Paris, même si les ouvriers affluaient dans le syndicat, ils refusaient parfois d'obéir aux syndicalistes haut placés, aux dirigeants socialistes ou communistes, quand ils les pressaient de travailler plus. Pendant le Front populaire, les salariés en col bleu continuaient et parfois accentuaient leur refus du travail. Leurs actions, et leur inaction, sapaient les prétentions des syndicats et des partis politiques à représenter la classe ouvrière.

La persistance de la résistance ouvrière générait des tensions entre les membres de la classe ouvrière et leurs représentants organisés. Dans les deux situations, révolutionnaire ou réformiste, la persuasion et la propagande qui visaient à convaincre les ouvriers de travailler plus étaient inadéquates et devaient être relayées par la force. Dans la Barcelone révolutionnaire, le travail à la pièce fut réintroduit et des règles strictes mises en place afin d'accroître la productivité. Dans le Paris réformiste, ce fut seulement après le 30 novembre 1938, lorsque l'intervention massive de la police et de l'armée brisa la grève générale, qui avait pour but de sauver la semaine de 40 heures, que la discipline fut restaurée et que la productivité grimpa dans de nombreuses entreprises. Dans les deux villes, la coercition était complémentaire de la persuasion pour mettre les ouvriers au travail.

À la fois à Barcelone et à Paris, l'État a joué un rôle coercitif majeur.

Les historiens pro-anarchistes ont affirmé que l'accroissement du pouvoir étatique était responsable de la démotivation des ouvriers des collectivités barcelonaises. D'après ces historiens, dans les premiers temps de la Révolution, lorsque les ouvriers étaient à même de contrôler leurs lieux de travail, ils travaillaient avec enthousiasme. Après mai 1937, l'État intervint davantage, et les ouvriers perdirent le contrôle dans nombre d'entreprises. Par suite, les salariés furent moins enclins au sacrifice et leur enthousiasme diminua. Cette analyse pro-anarchiste renverse en fait le processus. L'État – et les mesures de coercition en général – se renforçait en réponse à la résistance ouvrière au travail. Les gouvernements, à Paris et Barcelone, intervenaient par des mesures répressives pour contrer diverses résistances directes et indirectes au travail.

Ce fut ainsi que les actions, ou l'indifférence, des ouvriers eux-mêmes participèrent de la bureaucratisation et de la centralisation de la CNT anarchosyndicaliste, au même titre que les pressions dues à la guerre. On peut supposer que si les ouvriers s'étaient sacrifiés sans retenue et de façon enthousiaste, les syndicats, les partis politiques et l'État ne seraient pas devenus aussi oligarchiques et aussi peu démocratiques qu'ils le sont devenus. Dans la CNT, ceux qui plaidaient pour un contrôle ouvrier démocratique et une décentralisation auraient pu gagner du terrain : à l'extérieur, les partisans d'une économie de guerre centralisée auraient eu un écho moindre. Le pouvoir d'État et les bureaucraties se sont révélés essentiels à la régulation du travail. C'était sur le rôle de l'État – et non la nature du travail et la nature de la classe ouvrière – que les analyses anarchistes et marxistes ont commencé à diverger de façon significative. Les marxistes voyaient, de façon plus claire que leurs rivaux anarchistes, le besoin d'un État qui saurait faire travailler les salariés.

Une enquête sur la résistance ouvrière au travail ne contribue pas seulement à une théorisation de l'État dans la société industrielle moderne, mais relie aussi les histoires des femmes, des chômeurs et des immigrés. L'étude de la résistance au travail intègrera encore plus les femmes dans l'histoire du travail. Au lieu de considérer les ouvrières comme moins militantes parce qu'elles ont été relativement moins intéressées à rallier les partis et les syndicats, une étude de leurs luttes sur le congé de maternité, l'absentéisme, les maladies et les bavardages [*gossip*] montre que les femmes ont aussi participé de la lutte de classe. Certaines de leur méthodes, telles que l'absentéisme et la faible productivité, étaient similaires à celles de leurs collègues masculins. D'autres, comme le commérage ou les demandes d'absence pour des raisons biologiques constituaient leurs formes propres de lutte. Les

femmes s'identifiaient moins aux lieux de travail du fait du caractère temporaire et non qualifié de leurs emplois, de salaires inférieurs et de charges familiales. Leur rejet relatif de l'implication idéologique ou de la participation dans les organisations – critères traditionnels de la militance – ne signifiait pas qu'elles aient été, de quelque façon, moins conscientes que les hommes. Si le fait d'éviter le lieu de travail, plutôt que l'appartenance à un parti ou un syndicat, est pris comme mesure de la conscience de classe, l'identification minime de nombreuses femmes à leur fonction productive nous amène à conclure que les femmes comptaient parmi la véritable avant-garde, ou conscience, de la classe ouvrière.

Le même argument peut s'appliquer aux chômeurs. Comme les femmes, les chômeurs ne peuvent pas être laissés à la marge. Étant donné l'importance des refus de travail – y compris le vol et le chapardage – parmi les autres membres de la classe, les tricheries et fraudes aux prestations sociales d'une minorité des sans-emploi ne sont pas totalement étrangères à la culture ouvrière. Leur indiscipline, leur indifférence et leurs fréquents changements d'emploi peuvent être des manifestations poussées à l'extrême de tendances présentes au sein des salariés. Durant les années 30, les sans-emploi n'étaient pas que des victimes, mais bien des acteurs disposant de diverses opportunités. Les discours simplistes de la droite et de la gauche qui les réduisaient soit à des producteurs potentiellement parfaits ou à des irresponsables paresseux sont à écarter.

Il existe moins d'informations concernant la soumission ou le refus des immigrés au travail. Contrairement à ce que conclut la théorie de la modernisation, certains immigrés et paysans n'avaient pas besoin d'une période d'adaptation à la société industrielle. Immédiatement à leur arrivée à Barcelone, ils devenaient des jaunes. Les travailleurs provinciaux dans la construction à Paris ne respectaient pas le contrôle syndical à l'Exposition Universelle de 1937 et semblent avoir travaillé plus diligemment que les ouvriers parisiens syndiqués. Les ouvriers industriels de longue date, tels que les ouvriers qualifiés de l'aviation à Paris, utilisaient leur position de force dans la négociation durant le Front populaire pour réduire leur temps de travail par des moyens à la fois légaux et illégaux. À Barcelone, les refus étaient assez répandus dans la construction, qui comprenait un fort pourcentage de personnel formé. La « joie du travail » sorélienne [George Sorel] ne peut pas expliquer convenablement les actions de ces salariés qualifiés.

Dans les cas particuliers des femmes, des chômeurs, des immigrés et des ouvriers qualifiés, un examen étendu des refus du travail remet

en cause les généralités sur les syndicats. Qualifier les syndicats de partie intégrante de la société capitaliste ne peut pas expliquer pleinement leurs activités durant les Front populaires. Selon la situation, les syndicats tentèrent de mettre les ouvriers au travail ou épaulèrent leurs luttes contre les contraintes du lieu et du temps de travail. À Paris, les syndicats aidaient en général les ouvriers dans leurs refus et par conséquent créaient des problèmes aux industriels français et à l'État. Ce fut dans la Barcelone non capitaliste, ou plutôt collectivisée, que les syndicats réussirent dans une certaine mesure à motiver le travail des ouvriers.

Il y a toute une série de sources qui nous renseignent sur l'existence de la résistance ouvrière au travail à Barcelone. Les comptes-rendus des réunions des collectivités et des conseils d'usine fournissent le plus riche matériel d'informations. Dans ces réunions, ceux qui avaient la charge du fonctionnement des entreprises discutaient de savoir comment combattre la résistance directe et indirecte. Les responsables des syndicats locaux rédigeaient des lettres confidentielles qui suggéraient des moyens de réduire les refus et de punir les contrevenants. De façon plus publique, les journaux et publications de la CNT et de l'UGT se plaignaient des « abus » et produisaient des tonnes de propagande destinée à encourager le consentement enthousiaste au travail. La propagande se révéla insuffisante et fut complétée par des règles strictes pour discipliner les salariés sur le lieu de travail. Malheureusement, la situation de guerre, avec ses perturbations des marchés, des approvisionnements et du travail, amenuisait la valeur des comparaisons statistiques de productivité avant et après la Révolution. Toutefois, nous avons à notre disposition l'expression de militants déçus qui se plaignaient que la base continue à résister au travail de la même façon que précédemment ou même se donne moins de mal qu'avant la Révolution.

De nombreuses sources sur la résistance parisienne proviennent de la direction, qui accusait les ouvriers de travailler faiblement. Certaines des accusations des cadres semblent avoir été fondées sur des comptes-rendus quotidiens personnels, relativement immédiats, rédigés par des contremaîtres. Des tiers, comme la police et les compagnies d'assurance, ont confirmé d'autres accusations. À certaines occasions, mais rarement, les syndicalistes eux-mêmes se sont plaint du rejet par la base du travail ou l'ont encensé. Un certain nombre de rapports d'officiels et de décisions de médiateurs appointés par le gouvernement du Front populaire ont confirmé les soupçons émis par les cadres de coulage et d'indiscipline. Dans la construction, il y a plus de preuves de refus du travail en provenance des procès qui furent entrepris pour désigner les responsables des dépassements de coûts. Les deux parties présentaient leurs argumentaires

dans des procès qui parfois ne furent pas réglés avant les années 50. Les statistiques disponibles montrent des déclins de productivité dans l'automobile, l'aviation et la construction à Paris. Pourtant, en France comme en Espagne, des changements rapides dans l'organisation industrielle et le rééquipement amoindrissent l'importance des chiffres et rendent les comparaisons numériques entre le Front populaire et les périodes précédentes, au mieux, très approximatives. En définitive, le problème de savoir comment les ouvriers travaillaient ne peut pas être entièrement résolu empiriquement. On ne peut pas se pencher sur une zone si controversée de l'histoire ouvrière sans quelques partis pris. Le scepticisme radical étant une option peu satisfaisante (qui ne peut certes pas répondre à la question), le mieux que je puisse faire est sans doute de clarifier mes perspectives et d'être conscient de ce qui les détermine. Les conceptions que l'historien se fait du travail et du lieu de travail influenceront grandement sa perception de la classe ouvrière. Ceux des analystes qui insistent sur l'identification des ouvriers avec leur vocation ou qui voient le lieu de travail comme une arène potentielle pour l'émancipation tendront à souligner les aspects disciplinés et productivistes de la classe. Ils suivent la tradition des utopistes occidentaux (marxistes et anarchistes inclus) qui ont souvent considéré le lieu de travail comme un endroit possible de libération. Ainsi, ceux qui adhèrent à la tradition productiviste utopique ont souvent minimisé l'importance des résistances. Ce manque de publicité ne diminue pas le sens des refus. Peut-être la répugnance à admettre la résistance montre combien ceux qui prétendent représenter la classe ouvrière sont immergés dans la tradition productiviste. Leurs silences sont faciles à comprendre, puisque dans des sociétés dévolues au développement des forces productives, le refus du travail se rapproche du crime et possède un côté subversif qui appelle la répression.

Il y a une autre tradition, dans laquelle s'inscrit ce livre. Elle interroge l'interprétation productiviste et considère l'usine et le travail dans la construction des années 1930 comme *trabajo* et *travail* (du latin *tripalium*, ou « instrument de torture »), non comme l'arène d'une potentielle libération. Cette analyse critique du travail touche à la conception qu'a l'historien de la classe ouvrière. Elle considère les ouvriers non comme des producteurs potentiellement parfaits, mais comme des résistants qui doivent être en permanence mis au pas ou séduits pour accepter le travail. Elle valorise l'étude à la fois du consentement et des résistances. Étant donné ces conceptions du travail et de l'ouvrier, les accusations formulées par l'encadrement – particulièrement lorsqu'elles sont confirmées par l'État et d'autres sources – méritent d'être entendues. Mon but n'est pas d'imposer une quelconque

sorte de moralité bourgeoise sur la classe qui souffre, mais bien plus de mettre en évidence les raisons de la séparation entre les ouvriers et les idéologies ouvrières, la nature de l'autorité sur le lieu de travail, et le rôle répressif de l'État dans les sociétés industrielles modernes.

Plus encore, je souhaite faire ressortir la dimension utopique de la résistance, un mot que j'ai choisi du fait de ses connotations positives. L'importance de la résistance dans deux villes européennes majeures durant la quatrième décennie du XXe siècle nous montre que les refus du travail ne doivent pas être relégués à des comportements d'une classe ouvrière « arriérée » ou « archaïque ». Certainement, les résistants n'ont pas clairement énoncé une vision future du lieu de travail ou de la société. Contrairement aux marxistes, ils n'ont pas combattu pour s'emparer du pouvoir d'État ou, au contraire des anarchosyndicalistes, pour abolir ou minimiser le rôle de l'État. Je ne souhaite pas passer outre le fait que les refus ouvriers du travail ont entravé le combat contre Franco ou affaibli les défenses françaises dans une période de réarmement nazi. Pourtant, on peut interpréter la résistance elle-même comme indiquant une utopie ouvrière dans laquelle le travail salarié serait réduit à son minimum. La résistance était aussi un phénomène conjoncturel et cyclique, mais les refus sont restés une part intrinsèque de la culture ouvrière et sont apparus à différentes périodes avec diverses divisions du travail. Pendant les fronts populaires, les ouvriers se révoltaient contre un ensemble de disciplines, y compris celles imposées par les organisations ouvrières. Les salariés souhaitaient certainement contrôler leurs lieux de travail, mais généralement afin d'y travailler moins. On peut supposer que la façon d'éliminer la résistance n'est pas le contrôle ouvrier sur les moyens de production mais plutôt l'abolition du travail salarié lui-même.

L'histoire qui est présentée dans les pages qui suivent reconnaît son caractère partial et ne vise pas à être une histoire totale, qui pourrait au mieux être une illusion utile. Je n'ai pas prétention à traiter de la Révolution espagnole en dehors de Barcelone ou des mouvements ouvriers français de province malgré leur importance : d'autres omissions sont autant à déplorer. J'ai essayé de parvenir à un parallélisme basique entre les sections française et espagnole mais aussi, selon les sources et l'importance du sujet, de traiter certaines questions plus en profondeur dans certaines parties. Les loisirs et le chômage sont mieux couverts dans la section sur Paris ; l'art, la propagande et la punition figurent plus extensivement à Barcelone. Ce qu'en 1936 la France nommait le ministère des loisirs n'a pas d'équivalent espagnol, alors que les conditions de la guerre en Espagne conduisirent à la création immé-

diate d'un ministère de la propagande.

Je dois aussi prévenir ceux des lecteurs qui seraient exclusivement intéressés par les événements politiques, diplomatiques et militaires qu'ils doivent se tourner vers d'autres travaux sur la Révolution espagnole et le Front populaire français où se trouve une profusion d'informations à ce propos. Nombre de questions qui ont préoccupé les historiens de l'Espagne – la participation anarchiste au gouvernement, l'influence communiste dans la Seconde République, le rôle des puissances étrangères – ne seront pas traitées directement ici. La partie française de ce livre passe largement sur l'histoire du Front populaire avant ses victoires électorales du printemps 1936, les changements ministériels qui en ont découlé, et l'opposition strictement politique de la droite. Les événements politiques ne sont nullement absents de la section française. D'ailleurs, ma périodisation des événements français court des victoires politiques du Front populaire au printemps 1936 jusqu'à sa division et sa défaite à la fin novembre 1938. Quand le social et le politique sont entremêlés, comme ils le furent durant les fronts populaires, l'historien social qui méconnaît le politique le fait aux dépens de l'histoire sociale elle-même.

I.
LA FAIBLESSE DE LA BOURGEOISIE BARCELONAISE

Un examen des chemins parcourus par la France et l'Espagne nous éclaire sur les origines de la guerre civile et de la Révolution espagnole et sur la persistance des idéologies révolutionnaires dans ce pays. Politiquement, l'Espagne, contrairement à la France, n'imposa jamais une séparation durable de l'Église d'avec l'État, ni de l'autorité militaire d'avec le pouvoir civil. Économiquement, les élites industrielles et agraires espagnoles créaient moins de richesse que les françaises. Une comparaison des économies espagnoles et française aide à mettre en perspective les débats des historiens sur le supposé dynamisme catalan et le prétendu « retard français ».

Pour l'agriculture, même en tenant compte des plus grandes ressources naturelles et de la fertilité des sols en France, les différences étaient significatives. En 1935, les rendements français en blé étaient à peu près le double des rendements espagnols, et les vignobles français produisaient 49,13 hectolitres à l'hectare, contre 11,63 en Espagne [1]. L'industrie française produisait 17 fois plus de fonte brute et 10,5 plus d'acier brut que l'industrie espagnole. En 1935, la France consommait 2,2 fois plus de coton brut et avait 5 fois autant de filatures de coton. L'infrastructure industrielle française et le secteur des services étaient aussi considérablement plus puissants. En 1930, la France possédait 2,5 fois plus de lignes de chemins de fer, transportant 4,6 fois plus de fret et 6,7 fois plus de passagers. L'Espagne avait 340 000 radios, la France 2 626 000. En 1935, la France produisait 5 fois plus d'électricité que l'Espagne. Même pour le tourisme la France était en tête, les touristes

1. B. R. Mitchell, *European Historical Statistics,* 1750–1970 (New York, 1975). Il faut noter que les statistiques françaises étaient établies en été et les statistiques espagnoles en hiver, ce qui amplifiait peut-être les différences entre les deux agricultures.

étrangers y passant 9 fois plus de temps qu'en Espagne[2]. Les deux pays avaient développé la presque classique relation commerciale unissant une nation industrielle à une nation agraire : les Français exportaient des produits manufacturés et l'Espagne expédiait des produits agricoles. En 1934, les exportations françaises vers l'Espagne les plus importantes étaient par ordre de grandeur : les automobiles et leurs pièces détachées, les autres véhicules à moteur, la soie, le fer et l'acier, et les produits chimiques. L'Espagne envoyait en France fruits, soufre, vin, cuir et légumes verts.

Bien que la Catalogne fût plus dynamique que les autres régions d'Espagne, elle ne pouvait échapper à la faiblesse qui caractérisait l'industrie des autres parties de la péninsule. La bourgeoisie catalane avait développé l'industrie jusqu'à un certain point et avait mis en place une industrie textile d'importance au XIXe siècle, mais au début du XXe, cette industrie était en déclin et les catalans avaient des difficultés à en créer d'autres à sa place. Une étude de l'état de l'industrie catalane et particulièrement barcelonaise est essentielle pour toute compréhension critique de ce que les syndicats et leurs militants désiraient et de ce qu'ils accomplirent quand ils prirent le contrôle des usines et des ateliers à Barcelone.

Pour comprendre l'industrie et les industriels de Barcelone, nous devons examiner certains aspects de son histoire économique, politique et culturelle durant le premier tiers du XXe siècle. En premier lieu, nous avons la faiblesse de son économie comparée à la France et particulièrement à Paris, où la bourgeoisie avait construit une industrie moderne et fondamentalement nationale pour l'automobile, l'aéronautique et d'autres secteurs. L'industrie barcelonaise restait enracinée dans l'industrie du XIXe siècle, dominée par des secteurs comme le textile, qui étaient identifiés à la première révolution industrielle. Les secteurs plus avancés, quand ils existaient, étaient largement contrôlés et impulsés par le capital étranger ; les industries locales étaient dépendantes du protectionnisme provenant des énormes tarifs douaniers garantis par Madrid. Deuxièmement, nous avons le retard de l'économie industrielle de Barcelone, parallèle à la fragilité de l'agriculture de la plupart des régions d'Espagne. Le retard industriel entraînait un bas niveau de vie des travailleurs et impliquait un climat social d'agitation violente. Les propriétaires barcelonais répondaient au terrorisme révolutionnaire et contre-révolutionnaire en soutenant des politiques militaristes et répressives de maintien de l'ordre ; le principe de séparation des pouvoirs civils et militaires leur était aussi étranger qu'à beaucoup

2. Le tourisme, Conseil national économique, AN, F12 8800.

d'autres élites espagnoles. Comme beaucoup d'Andalous et Castillans des classes supérieures, les Catalans ont soutenu les *pronunciamientos* de Primo de Rivera et de Franco. Troisièmement, d'après les éléments dont nous disposons, les industriels partageaient la foi religieuse de leurs homologues ibériques ; certains comptaient sur un catholicisme rigide pour soutenir l'ordre spirituel, alors que d'autres dépendaient du pouvoir répressif militaire pour maintenir l'ordre public. Les propriétaires, qu'ils aient été catalans ou pas, ne soutenaient pas avec enthousiasme la séparation de l'Église et de l'État.

Le manque d'industrie et la faiblesse de la bourgeoisie urbaine en Castille, le centre de l'Espagne, est bien connu, et le succès catalan, adoptant une culture bourgeoise avec ses valeurs de travail, d'épargne et d'industrie est souvent mis en opposition à l'absence de développement en Castille. Cependant, même à son apogée au milieu du XIXe siècle, l'industrie catalane du coton, fondement de l'industrialisation catalane, était faible comparée à ses concurrents étrangers. Par exemple, dans l'industrie cotonnière catalane, un ouvrier transformait 66 kilos de coton par an, au contraire de l'industrie américaine, où un ouvrier en transformait 1 500. À la fin du XIXe siècle, le taux de croissance de cette industrie était tombé de 5,5 % à 2,3 % par an, entre 1880 et 1913[3]. Ce déclin aurait été plus important si l'Espagne n'avait pas conservé son marché colonial protégé, à Cuba et Porto-Rico, jusqu'en 1898, année de la défaite espagnole devant les États-Unis. Après 1898, les exportations vers les anciennes colonies baissèrent drastiquement. Au début du XXe siècle, la plus grande filature de Catalogne avait 25 000 fuseaux, alors que les filatures anglaise et française en avaient en moyenne 50 000[4].

La faiblesse de leur industrie textile amena les industriels catalans (et, fait remarquable, certaines organisations de la classe ouvrière) à réclamer en permanence des tarifs douaniers protecteurs à Madrid. À la fin du XIXe siècle, la revendication catalane de protection douanière déboucha sur un pacte avec les grands propriétaires terriens castillans et andalous, conservateurs et traditionalistes, qui voulaient protéger

3. Jordi Nadal, *El fracaso de la revolución industrial en España, 1814– 1913* (Barcelone, 1975), p. 210 ; Carles Sudrià, « La exportación en el desarrollo de la industria algodonera española, 1875–1920 », *Revista de historia económica,* n°2 (1983) : 371–76 ; cf. Jordi Nadal, « La industria fabril española en 1900: una aproximación », in *La economía española en el siglo xx: Una perspectiva histórica,* Ed. Jordi Nadal, Albert Carreras, et Carles Sudrià (Barcelone, 1987), p. 38.
4. Joseph Harrison, *An Economic History of Modern Spain* (Manchester, 1978), p. 70.

leur agriculture attardée et improductive[5]. Ainsi les industriels catalans vendaient chers leurs textiles sur un marché pauvre mais protégé, où le niveau de consommation était très bas.

Bien que les industries cotonnières et textiles aient été très certainement les plus importantes des entreprises catalanes, la croissance économique régionale au XIXe siècle ne se limitait pas au textile. Des voies ferrées furent construites, mais elles étaient dominées par le capital et la technique étrangers, principalement français[6]. Des mines commencèrent à être exploitées, mais souvent encore les exploitants étaient étrangers, ni catalans, ni même espagnols. On estime que 50 % des mines d'Espagne appartenaient à des étrangers qui furent responsables de la plus grande part de la concentration et de la modernisation de l'industrie espagnole. Les commandes pour l'agriculture, le textile ou la machinerie des transports allaient principalement à l'étranger, les catalans ayant échoué à bâtir une puissante industrie mécanique ou métallurgique. Au tournant du siècle, la Catalogne n'avait même pas un haut fourneau[7].

L'influent historien catalan Vincens Vives a attribué la responsabilité de l'échec catalan à développer une industrie lourde à « l'absence de grands gisements de fer ou de houille »[8]. Le manque de ressources minérales n'explique cependant qu'en partie la faiblesse de l'industrie lourde en Catalogne au XIXe siècle. Les facteurs géographiques et géologiques peuvent être importants, mais la bourgeoisie catalane négligeait les investissements dans la modernisation des forces productives. Les Catalans préféraient d'autres formes d'investissement, comme des titres étrangers sûrs ou le foncier. Vicens Vives lui-même notait qu'en 1895, quand le phylloxera détruisit les vins français et que les prix du vin catalan montèrent en flèche, des vignerons « s'éclipsèrent rapidement, leur fortune faite, pour une vie de plaisirs fastueuse et dispendieuse à Barcelone »[9]. À la fin du siècle, la bourgeoisie catalane perdait le peu de dynamisme industriel qu'elle avait eu. Elle avait bâti une industrie textile qui, bien qu'honorable, souffrait néanmoins

5. N. Sánchez Albornoz, « La integración del mercado nacional », in *Agricultura, comercio colonial y crecimiento económico en la España contemporánea,* éd. Jordi Nadal et Gabriel Tortella (Barcelone, 1974), p. 187.
6. Nadal, *El fracaso,* pp. 30–39 ; voir aussi Gabriel Tortella Casares, *Los orígenes de capitalismo en España* (Madrid, 1975).
7. Harrison, *Modern Spain,* p. 72.
8. Jaime Vicens Vives, *An Economic History of Spain,* with Jorge Nadal Oller, trad. Frances M. López Morillas (Princeton, 1969), p. 658.
9. Jaime Vicens Vives, *Cataluña en el siglo XIX,* trad. E. Borras Cubells (Madrid, 1961), p. 65.

d'une faible productivité et de sous-mécanisation. Étant incapable d'exporter en grandes quantités, elle dépendait d'un marché intérieur pauvre. D'autres secteurs industriels bien établis, comme la construction navale, la marine marchande et l'activité portuaire de Barcelone déclinaient aussi[10]. De 1870 à 1910, le produit national brut espagnol baissa rapidement relativement au reste de l'Europe occidentale[11]. À la veille de la Première Guerre mondiale, l'Espagne dépendait de l'étranger pour beaucoup de matières premières, de produits finis et même de denrées alimentaires. La croissance limitée de la métallurgie, de la chimie, de l'électricité et des transports urbains (tramways), comme des voies ferrées dans une période récente, était impulsée par le capital et les techniques étrangers, mais ces importations ne compensaient que partiellement la répugnance des Espagnols à investir dans les industries nationales.[12] Les industries espagnoles et catalanes étaient incapables de satisfaire la demande en machines, acier, fer, bateaux, charbon et coke. En 1914, l'industrie cotonnière, largement située en Catalogne, importait 98 % de ses fuseaux de Grande-Bretagne[13]. Même les hommes d'affaires les plus en vue, comme Guillermo Graell, à la tête de l'association des employeurs catalans (Fomento de trabajo nacional) se désolait du contrôle étranger sur l'industrie espagnole[14].

De nombreux patrons catalans ratèrent une grande occasion de moderniser et de développer leurs affaires pendant la Première Guerre mondiale. L'Espagne neutre pouvait vendre à toutes les nations en guerre et sur les marchés que les belligérants avaient contrôlés jusque-là. Alors que ses importations en biens d'équipement et machinerie moderne en provenance des belligérants décroissaient substantiellement, l'Espagne créait de nouvelles entreprises qui reposaient sur l'emploi d'une main-d'œuvre peu coûteuse[15]. Les exportations espagnoles se

10. P. Romeva Ferrer, *Història de la indústria catalana,* 2 vols. (Barcelone, 1952), 2 : 378 ; Julian Amich, *Historia del puerto de Barcelone* (Barcelone, 1956), pp. 215–17 ; Nadal, *El fracaso,* p. 158 ; Ivan T. Berend et Gyorgy Ranki, *The European Periphery and Industrialization, 1780– 1914,* trad. Eva Palmai (Cambridge, 1982), p. 94.
11. Berend et Ranki, *European Periphery,* p. 154.
12. A. Broder, G. Chastagnaret, et E. Temime, « Capital et croissance dans l'Espagne du XIXème siècle », in *Aux origines du retard économique de l'Espagne, XVIe–XIXe siècles* (Paris, 1983), p. 78.
13. Nadal, *El fracaso,* p. 158.
14. Guillermo Graell, *Programa económico, social y político para después de la guerra* (Barcelone, 1917), pp. 175–77 ; Fomento de trabajo nacional, *Memoria* (Barcelone, 1932).
15. Santiago Roldán et José Luís García Delgado, *La formación de la sociedad capitalista en España,* with Juan Muñoz (Madrid, 1973), 1 : 23–38.

développèrent rapidement ; le pays eut une balance commerciale favorable inespérée pour la première fois depuis de nombreuses années. Les entrepreneurs catalans et espagnols firent d'importants profits, en approvisionnant les pays européens et latino-américains qui ne pouvaient plus acheter de marchandises anglaises.

Malgré ces profits tombés du ciel, les principaux défauts de l'industrie de Barcelone – petite taille, atomisation, retard technique et manque d'organisation – persistèrent[16]. Des industriels électrifièrent et mécanisèrent certaines entreprises textiles, mais la majeure partie des profits qu'ils auraient pu utiliser pour moderniser une machinerie hors d'âge, concentrer des firmes atomisées, développer de nouvelles industries, et libérer la région de la domination économique étrangère, alla ailleurs[17]. La bourgeoisie barcelonaise préféra acheter de nouvelles voitures étrangères, spéculer sur le mark allemand ou l'immobilier berlinois, ou encore construire de luxueuses maisons. L'énorme opportunité de la Première Guerre mondiale avait été dilapidée et une crise bien prévisible d'après-guerre frappa l'industrie catalane[18]. Nombre de petites compagnies chimiques et pharmaceutiques ouvertes pour fournir des substituts aux exportations allemandes furent rapidement éliminées quand le commerce normal se rétablit. Les grandes puissances industrielles recouvrèrent rapidement les marchés qu'elles avaient cédés à l'Espagne.

---

16. Juan Antonio Lacomba, *Introducción a la historia económica de la España contemporánea* (Madrid, 1972), p. 424. Gaston Leval, anarchiste français, qui a travaillé dans les deux pays, a observé que la division du travail restait primitive en comparaison de celle de l'industrie française. Voir son travail, *El Prófugo* (Valence, 1935).
17. Jordi Maluquer de Motes, « De la crisis colonial a la guerra europea: Veinte años de economía española », in *La economía española en el siglo xx,* Ed. Jordi Nadal *et al.* (Barcelone, 1987), p. 88 ; voir Pedro Gual Villabí, *Memorias de un industrial de nuestro tiempo* (Barcelone, 1922), Pour des aperçus intéressants sur la bourgeoisie barcelonaise pendant la Première Guerre mondiale, voir aussi Pau Vila Dinarés et Lluis Casassas Simó, *Barcelone i la seva rodalia al llarg del temps* (Barcelone, 1974), p. 394 ; Guillermo Graell, *Ensayo sobre la necesidad de la vuelta a las prácticas religiosas* (Barcelone, 1921), p. 309 ; Pedro Gual Villabí, *La economía en la industria textil* (Barcelone, 1950), p. 18 ; Joan Sardà et Lluc Beltran, *Els problemes de la banca catalana* (Barcelone, 1933), p. 22 ; Jordi Nadal et Carles Sudrià, *Història de la caixa de pensions* (Barcelone, 1981), p. 172.
18. Francisco Comín, « La economía española en el período de entreguerras (1919–35) », in *La economía española en el siglo xx,* Ed. Jordi Nadal *et al.* (Barcelone, 1987), p. 107 ; Cristina Borderías Mondéjar, « La evolución de la división sexual del trabajo en Barcelone, 1924– 1980: Aproximación desde una empresa del sector servicios–La Compañía Telefónica Nacional de España » (Ph.D. diss., Université de Barcelone, 1984).

En Espagne, en général, et à Barcelone, en particulier, les entrepreneurs étaient souvent dépendants de la pure et simple répression pour contrôler ou mettre au pas une classe ouvrière combative qui avait été durement touchée par l'inflation provoquée par la guerre. Des actes de sabotage et de terrorisme répétés avaient lieu, ainsi que des assassinats, choses bien plus rares à Paris qu'à Barcelone après la Première Guerre mondiale. Ce dont par dessus tout les employeurs avaient peut-être le plus peur était la faiblesse ou l'impuissance de l'État. En 1919-1920, les industriels soutenaient que l'inefficacité des gouvernements local et national avait permis le raccourcissement de la journée de travail à 8 heures, autorisé une indiscipline « intolérable » dans les usines, où l'autorité patronale était ignorée et où les ouvriers devenaient les vrais patrons[19]. Le Fomento pensait que seules de sérieuses mesures étatiques pouvaient restaurer la normalité. Le climat de grèves et d'assassinats dans lequel « 250 martyrs de la cause des employeurs » perdirent la vie ne conduisait à « nulle autre solution, aussi mauvaise qu'elle paraisse, que le lock-out ». La première tâche de l'État était de d'appliquer la loi face à un syndicalisme qui exploitait « la couardise bourgeoise ».

Les organisations patronales de Barcelone, depuis bien longtemps, subventionnaient directement la *Guardia civil* et les autres organes de police[20]. C'est apparemment en allouant des fonds à de nombreux organismes gouvernementaux que les patrons prétendaient avoir dynamisé le moral des forces de l'ordre. Le Fomento faisait l'éloge de « l'action merveilleuse » des généraux Martínez Anido et Arlegui, qui « en attaquant le syndicat… et ses chefs… diminuèrent le terrorisme »[21]. Ces officiers avaient institué des politiques répressives, et les responsables syndicaux les avaient accusés de soutenir les tueurs à gages (*pistoleros*) des patrons contre ceux de la CNT. Les industriels barcelonais furent troublés quand les généraux furent mutés en 1922. De larges pans de la classe dominante

19. Fomento, *Memoria,* 1919–1920. Ces rapports annuels et les minutes des organisations patronales sont indispensables pour l'histoire des entrepreneurs catalans après la Première Guerre mondiale. En 1919, il y avait approximativement 200 000 employeurs en Catalogne, dont 80 000 étaient des « producteurs ». Selon ses chiffres, en 1925, le Fomento avait plus de 20 000 membres qui étaient presque dans toutes les branches de l'industrie catalane. Beaucoup de déclarations concernant d'importantes questions étaient signées conjointement par des douzaines d'organisations patronales, qui tombaient généralement d'accord sur les questions d'ordre et de discipline.
20. Actas de la junta directiva de la asociación Fomento de trabajo nacional, 24 novembre 1922 (cité ensuite comme Fomento, Actas).
21. *El Trabajo nacional,* août 1923.

catalane (la liste des organisations et des personnalités était presque infinie) regretta le déplacement du redoutable duo. Lors d'une cérémonie d'adieu au général Arleguí, le président du Fomento félicita le général pour avoir « imposé des méthodes spéciales d'ordre public et d'hygiène sociale » qui avaient arrêté « l'anarchie » et restauré « l'autorité »[22]. Après le renvoi des deux généraux et la légalisation de la CNT, les employeurs affirmèrent que le terrorisme était devenu plus violent qu'avant. Ils réclamèrent que le gouvernement détruise le syndicat par tous les moyens disponibles, si nécessaire en proclamant l'état de siège et la suspension des libertés individuelles[23].

Dans cette atmosphère tendue, des patrons influents se cramponnèrent à l'Église. Beaucoup pensaient que le moment n'était pas mûr ni pour la séparation de l'Église et de l'État, ni pour celle des pouvoirs civil et militaire. Guillermo Graell était peut-être l'exemple le plus frappant d'un important homme d'affaires catalan au cléricalisme inébranlable. C'était un militant catholique et ses écrits *La question religieuse* et *Essai sur la nécessité du retour à la religion* (1921) montraient bien la proximité d'esprit entre l'Église catholique et une grande partie de la bourgeoisie catalane. Les écrits de Graell reçurent la pleine approbation de ses collègues du Fomento qui les qualifièrent de « brillants » ; en 1934, on érigea un monument au « regretté maître »[24].

Les essais de Graell étaient révélateurs. Il méprisait presque toutes les convictions non catholiques. Il attaquait « l'excessif anthropomorphisme grec » de même que Descartes, Bacon, Hobbes, Kant, Leibniz, Hegel et (cela va sans dire) Marx. Il critiquait Adam Smith pour avoir attaqué aussi bien les églises anglicane que catholique. En général, le secrétaire général du Fomento soutenait qu'il y avait « faillite de la raison devant la foi »[25]. « Plus de science » ne crée que « plus de mal-

22. *Homenaje tributado por las fuerzas vivas y autoridades de Barcelona al General de Brigada Excmo. Señor Don Miguel Arleguí y Bayonés* (Barcelone, 1922) ; sur Martínez Anido, voir Gerald Meaker, *The Revolutionary Left in Spain, 1924–1923* (Stanford, 1974), pp. 328–34, 456–58. Colin M. Winston (*Workers and the Right in Spain, 1900–1936* [Princeton, 1985], p. 139) a qualifié Arleguí d'« individu authentiquement cruel ».
23. *El Trabajo nacional,* août 1923.
24. Fomento, *Memoria,* 1934. Pour des remarques générales sur le catholicisme des élites en Espagne, voir Stanley Payne, *Spanish Catholicism* (Madison, 1984), p. 110. Sur la religiosité au début du XXe siècle, voir Joaquín Romero Maura, *La rosa de fuego: Republicanos y anarquistas: La política de los obreros barceloneses entre el desastre colonial y la semana trágica, 1899–1909* (Barcelone, 1975), p. 37.
25. Graell, *Ensayo,* p. 250 ; Guillermo Graell, *La cuestión religiosa* (Barcelone, 1911), pp. 16, 36 ; *ibid.*, *Ensayo,* p. 383.

heur ». Les opinions de Graell furent soutenues treize ans plus tard par Victor González dont le *Catéchisme* « pour toutes les classes sociales » attaquait la Réforme, Les Lumières, la Révolution française, Rousseau, et tous ceux – comme les anarchistes – qui croyaient que l'homme était bon[26]. Seule la croyance en Dieu pouvaient contenir les hommes et sécuriser l'ordre social.

Graell attaquait le protestantisme à cause de sa multiplicité de sectes, source « d'anarchie ». Le protestantisme était le résultat du refus instinctif de « la race anglo-saxonne, et particulièrement des Allemands » de se soumettre à la grande capitale de la race latine, Rome. L'individualisme protestant était indésirable comme le luthérianisme et même le jansénisme[27]. La religion réformée bouleverse la conscience : « Le résultat était… [que] chaque protestant était un pape une bible à la main. C'est l'anarchie même. »

La tête pensante de l'association des principaux patrons catalans méprisait le matérialisme et pensait que Jésus donnait plus aux ouvriers pauvres que l'utilitarisme païen. Selon Graell, la résignation et la souffrance conduisait à l'amour de Dieu. En vérité, le paradis sur terre consiste à connaître l'art de la souffrance. Graell expliqua à un ami qui se plaignait de sa pauvreté : « contrairement à l'opinion populaire, vous devriez être plus heureux de votre pauvreté que l'homme riche qui l'est devenu par des moyens discutables. » « Les opulents » étaient « une insignifiante minorité, et vivaient moins joyeusement que les pauvres. L'oisiveté produisait l'ennui, qui était le fléau de la classe dominante ». Graell affirmait que les pauvres qui haïssent la pauvreté étaient « incontrôlables » et se plaignait que ceux qui avaient été appauvris aient perdu leur patience et leur résignation « qui était le soleil et le charme de leur vie ».

À partir de sa position dans l'association des employeurs catalans, Graell ne diffusa pas l'équivalent espagnol des idées de Samuel Smiles sur l'auto-assistance, les histoires américaines d'Horatio Alger ou la carrière ouverte aux talents française. Au lieu de ça, il prêchait la résignation et la soumission. La « colossale guerre sociale » actuelle était le résultat de la perte de « la foi en quelque chose au-delà de l'existence terrestre ». Les ouvriers contemporains étaient pleins de haine et de blasphème, en flagrant contraste avec la paix et la joie de leurs ancêtres qui appartenaient aux guildes, participaient aux processions

26. Víctor González de Echávarri y Casteñeda, *Objeto del catecismo: Su interés para todas las clases sociales* (Barcelone, 1934), p. 48.
27. Graell, *Ensayo,* pp. 76–77 ; *Cuestión,* p. 32 ; les paragraphes sont basés sur *Ensayo.*

religieuses et étaient en général dévots. Il est significatif que Graell ait déclaré que les nouveaux chefs du prolétariat étaient « presque tous des arrivistes (*arrivistas*) » Le terme *arrivistas* montre l'aversion de Graell et sa condamnation de l'ascension sociale, qui était souvent l'objet de louanges, au moins ambivalentes, dans les sociétés plus dynamiques.

Le désir qu'avaient les patrons catalans d'un ordre religieux et leur crainte d'une révolution en amena beaucoup à rechercher un pouvoir qui pourrait restaurer ce qu'ils considéraient comme la stabilité. En 1923, ils soutinrent le *pronunciamiento* du général Miguel Primo de Rivera, qui leur promit religion, autonomie régionale, droits de douane élevés et par dessus tout « la paix sociale ». Suivant les traces de Martínez Anido et d'Arleguí, Primo – qui avait été capitaine-général de Barcelone en 1922–1923 – avait gagné le soutien des patrons catalans grâce sa politique répressive contre les anarchosyndicalistes. Dans les faits, les patrons catalans montraient qu'ils subordonnaient leur demande d'autonomie à leur besoin de stabilité sociale. La bourgeoisie catalane appréciait la baisse drastique des « crimes sociaux » sous la dictature du général[28]. Selon les patrons, ce n'est que lorsque les autorités prenaient une position ferme que les grèves pouvaient se terminer rapidement. Cette confiance, si ce n'est dépendance, du pouvoir policier de l'État a été constante durant les années 1920 et 1930. Des patrons catalans de premier plan, tel Guillermo Graell, espéraient que le catholicisme romain pourrait fournir une idéologie aidant à maintenir l'ordre, mais leurs collègues du Fomento se sentaient plus tranquilles avec la police et l'armée derrière eux. On doit remarquer que les forces de l'ordre étaient espagnoles, pas catalanes.

L'État espagnol ne protégeait pas seulement les personnes des industriels mais aussi leurs affaires. Le gouvernement sous la dictature de Primo de Rivera fournit aux industriels de la région une des protections douanières les plus élevées en Europe, pour sauver les industries incapables d'exporter suffisamment et qui dépendaient toujours d'un misérable marché intérieur. Les industriels catalans se délectaient du zèle protectionniste du régime de Primo, qui avait écarté la menace que faisait régner le précédent gouvernement constitutionnel de réduire les droits de douane[29]. Les lois de 1926 et 1927 ont amené la Société des Nations à accuser l'Espagne d'être le pays le plus protectionniste du monde[30]. Si

28. Sholomo Ben-Ami, *Fascism from Above: The Dictatorship of Primo de Rivera in Spain, 1923–1930* (Oxford, 1983), p. 332.
29. *Ibid.*, p. 262.
30. Josep Fontana et Jordi Nadal, « Spain 1914–1970 », in *Fontana Economic History of Europe: Contemporary Economies,* Ed. Carlo Cipolla (Glasgow, 1976), 2 : 472.

le but en était de donner le temps nécessaire à l'industrie espagnole et particulièrement catalane de se développer et être compétitive avec les nations les plus avancées, ce protectionnisme a échoué. En fait, même pour les entrepreneurs catalans, c'était une épée à double tranchant qui pouvait obérer le développement de la Catalogne. C'était une politique que les organisations patronales en général défendaient ; par exemple, le Fomento imputait l'échec de l'établissement d'une industrie automobile en Catalogne au manque de droits de douane[31].

Considérant l'état de leur industrie, on peut comprendre que les hommes d'affaires catalans n'étaient pas aux avant-postes de l'organisation scientifique du travail. Le livre de Taylor *Dirección de los talleres : Estudio sobre la organización del trabajo* avait été publié à Barcelone en 1914 mais les *Principles of Scientific Management* (Principes de gestion scientifique) ne fut pas traduit avant 1970. Un analyste bien informé du système de Taylor avança qu'il ne pouvait pas être appliqué en Espagne[32]. Le « niveau primitif » d'organisation dans les ateliers espagnols rendait les ouvriers apathiques et totalement inaptes pour le nouveau système ; sauf pour de « petits groupes » en Catalogne et dans d'autre régions « avancées », les ouvriers indisciplinés rejetteraient les nouvelles méthodes d'organisation du travail et resteraient imperméables aux primes. Malgré le fait qu'une réunion internationale sur l'organisation scientifique se soit tenue à Barcelone en 1921, l'année suivante un auteur nota « le manque presque complet de littérature concernant le sujet »[33]. Bien qu'une firme importante – la Maquinista, qui fabriquait des locomotives – introduisit certaines techniques tayloristes en 1924, ses ingénieurs affirmaient que l'Espagne manquait de personnel qualifié et devait former les ouvriers aux techniques de mesure des temps[34].

En 1925, l'Espagne accrut significativement sa participation au congrès international sur l'organisation scientifique du travail et envoya une des plus importantes délégations à la convention de Rome. Cependant, selon les industriels, les conventionnels « donnaient l'impression qu'ils étaient des touristes en promenade, admirant les beautés de Rome, plutôt que des spécialistes recherchant de l'information sur

31. *El Trabajo nacional,* septembre 1924. Voir aussi les discussions dans le Fomento, Actas, 24 novembre 1922 ; Federación de fabricantes de hilados y tejidos de Cataluña, *Memoria,* (Barcelone, 1931) ; Federación de industrias nacionales, *Memoria* (Madrid, 1935).
32. C. Montoliu, *El sistema de Taylor y su crítica* (Barcelone, 1916), p. 63.
33. Josep M. Tallada, *L'organització científica de la indústria* (Barcelone, 1922), p. 9.
34. Antido Layret Foix, *Organización de una oficina para el cálculo de los tiempos de fabricación* (Barcelone, 1931), p. 85.

l'un des problèmes les plus intéressants de notre époque concernant la production »[35]. Le taylorisme avait été appliqué « par morceaux » en Espagne et les espagnols ne comprenaient pas « l'essence » du système. Le journal patronal, *Exito*, faisait montre d'une remarquable ignorance du taylorisme. Il déclarait que « tous ceux qui travaillent dans des usines scientifiquement organisées finissent par considérer leurs patrons comme leurs meilleurs amis, au lieu de les prendre pour leurs ennemis »[36]. La méthode Taylor a doublé la production d'un « grand nombre d'usines américaines » et a complètement éliminé les grèves. Les employeurs qui ont adopté l'organisation scientifique du travail ne licencient pas d'ouvriers, mais leur enseignent la meilleure façon d'accomplir leurs tâches[37]. Gual Villabí, dirigeant du Fomento en 1929, confirmait que l'Espagne était loin derrière l'Angleterre, la France, l'Allemagne et même l'Union soviétique en matière de taylorisation[38]. Bien que l'Espagne ait participé au congrès d'Amsterdam de 1932, seul un petit nombre d'industries trouvèrent des applications limitées aux nouvelles méthodes d'organisation du travail, ce qui explique en partie le bas niveau persistant de hausse de la productivité industrielle dans la décade de croissance des années 1920.

La Seconde République (1931–1939) avait peu de choix, sinon de rehausser les barrières protectrices que Primo de Rivera avait maintenu. Par exemple Hispano-Suiza, qui employait 1 500 ouvriers, menaçait de fermer partiellement, à cause de la « récente décision du ministre de l'économie » de libéraliser le commerce de l'automobile[39]. Ses ouvriers déclaraient que les « usines nationales » ne pouvaient rivaliser avec les usines étrangères[40]. Les exportations espagnoles plongèrent de 10,3 % du revenu national, en 1930, à 4 %, en 1935[41]. Les barrières douanières rehaussées avaient des conséquences paradoxales. Alors qu'elles isolaient l'Espagne des pires effets de la crise des années 30, elles forcèrent l'industrie catalane et barcelonaise à dépendre des marchés de la péninsule ; malgré une certaine croissance au cours du premier tiers du XXe siècle, ces marchés intérieurs étaient trop pauvres pour stimuler l'industrie.

35. *El Trabajo nacional,* octobre 1927.
36. *Exito,* janvier 1931.
37. *Ibid.* ; cf. F. W. Taylor, *The Principles of Scientific Management* (New York, 1967), p. 85, qui demande « l'élimination de tous les hommes qui refusent ou sont incapables d'adopter les meilleures méthodes ».
38. Pedro Gual Villabí, *Principios y aplicaciones de la organización científica del trabajo: Obra de vulgarización* (Barcelone, 1929), p. 11.
39. Télégramme, 6 juillet 1931, Leg. 7A, n° 1, AHN.
40. Télégramme Gobernador civil a ministro, 13 novembre 1931, Leg. 7A, n° 1, AHN.
41. Comín, "Entreguerras," p. 136 ; Maluquer de Motes, "De la crisis," p. 70.

Bien que la Seconde République ait essayé de répondre aux demandes des industriels par l'augmentation des tarifs douaniers, les patrons de Barcelone se méfiaient d'elle. Ils voyaient un lien direct entre l'instabilité politique et les grèves et, de 1930 à 1936, ils se plaignirent que l'absence de gouvernement énergique avait pour résultat des troubles à l'intérieur de l'usine et dans les rues : « C'est l'État qui a l'obligation incontournable d'assurer la paix sociale et le calme développement du travail. »[42] Avec l'avènement de la république, les républicains modérés catalans qui voulaient imiter le modèle français – qui, comme on le verra, était capable d'intégrer des syndicalistes révolutionnaires importants à l'appareil d'État – étaient contrecarrés par l'adhésion obstinée de l'élite capitaliste à une conception répressive et militariste de l'autorité[43].

En 1931, les hommes d'affaires sentirent que le gouvernement ne les défendrait pas et que les syndicats étaient de nouveau trop puissants. Les *sindicatos*, proclamaient-ils, contrôlent l'embauche et le licenciement, font augmenter les salaires, diminuent le nombre d'heures de travail, et abolissent le travail aux pièces. 200 organisations d'employeurs protestèrent contre « l'anarchie » des premiers mois de la République[44]. Ils déclaraient qu'« aucun pays civilisé » ne tolérerait l'atmosphère de « violence » et de « non respect des lois » qui conduirait finalement à la « catastrophe ». De plus, « l'intense activité politique » avait aggravé « les problèmes sociaux »[45]. Les tensions sociales accrues amenèrent une masse de nouveaux membres inquiets au Fomento. Pour ces adhérents de fraîche date, la Seconde République ne signifiait que désordre et laxisme ; les entrepreneurs étaient atterrés par la passivité des autorités face « l'absurde incendie des couvents » qui se s'était produit en dehors de la Catalogne. En même temps, mais apparemment de manière non coordonnée, des mouvements de protestation à la campagne et à la ville indignaient les propriétaires. Durant l'été 1931, les syndicats CNT firent campagne pour une baisse de 40 % des loyers urbains et, à l'automne, les métayers et les petits fermiers (*rabassaires*) s'approprièrent la part de récolte du propriétaire[46]. D'après les propriétaires,

42. Fomento, *Memoria,* 1930. Voir aussi Mercedes Cabrera, *La patronal ante la II República: Organizaciones y estrategia, 1931–1936* (Madrid, 1983), p. 206.
43. Francisco Madrid, *Ocho meses y un día en el gobierno civil de Barcelona: Confesiones y testimonios* (Barcelone, 1932), pp. 242–43.
44. Télégramme de Bosch Labrus, président du Fomento, 22 juillet 1931, Leg. 7A, n° 1, AHN.
45. Federación de fabricantes, *Memoria,* 1932.
46. Telegrames, juillet–octobre 1931, Leg. 7A, n° 1, AHN.

sabotages et tentatives d'assassinats augmentaient à nouveau. La classe supérieure catalane, représentée par 26 associations, protestait contre la loi sur le contrôle des armes à feu, dont beaucoup pensaient qu'elle les laisserait désarmés au beau milieu de vols et d'attaques qui se multipliaient[47]. À l'été 1932, les propriétaires ruraux eurent peur que les paysans qui avaient gardé leur part des récoltes puissent passer sous l'influence de la CNT.

Étant donnée la situation politique et sociale explosive, la répugnance croissante des Catalans à investir dans les industries de la région n'est pas étonnante. En 1931, le Fomento de trabajo nacional blâma « de nombreux » Catalans qui avaient exporté leur capital[48]. Ceux qui avaient perdu leur argent à cause de la situation catastrophique de l'économie allemande étaient priés de ne pas se plaindre. « La peureuse attitude antipatriotique » avait causé de grands dommages à l'économie espagnole qui, déclarait le Fomento, se trouvait dans une situation fondamentalement bonne en dépit des problèmes politiques. Le Fomento demandait « combien d'Espagnols auraient à subir de lourdes pertes pour avoir cru bêtement que l'étranger était plus sûr que leur propre pays ». L'investissement privé chuta effectivement beaucoup entre 1931 et 1933[49]. La propension espagnole à placer de l'argent dans les banques de dépôt était généralement moins forte qu'en France. Au début des années 1930, il y avait un compte d'épargne pour 6,6 Espagnols et, en France, un pour 2,1[50]. De plus, d'importants établissements d'épargne espagnols répugnèrent à investir dans l'industrie pendant la dictature de Primo et la Seconde République. Beaucoup d'épargnants préféraient ce qu'ils considéraient comme les formes les plus sûres d'investissement, le foncier et les bons d'État.

Toutefois, le Fomento sut trouver des mots gentils pour le gouvernement républicain quand il écrasa « les grèves révolutionnaires » en janvier 1932 à Alto Llobregat et dans d'autres villes de Catalogne. Selon les patrons, les autorités avaient réagi avec énergie, et le Premier ministre républicain, Manuel Azaña, fit preuve dans son intervention aux *Cortes* (le Parlement) de « force morale et de sincérité ». Le Fomento réclama de sévères punitions pour les responsables des grèves révolutionnaires, mais en août de la même année il plaida l'indulgence pour les organisateurs du pronunciamiento avorté du général Sanjuro[51]. De nouveau, en 1934,

47. Fomento, *Memoria,* 1931.
48. *Ibid.*
49. Comín, "Entreguerras," p. 112.
50. *Annuaire statistique de la France,* 1934, p. 477 ; Nadal et Sudrià, *Caixa,* pp. 131, 138, 249.
51. Fomento, *Memoria,* 1932.

le Fomento voulait de lourdes condamnations pour les contrevenants révolutionnaires et laissait entendre que dans les villes où la Guardia civil était en petit nombre les rébellions étaient plus susceptibles d'avoir lieu. Parce que les patrons catalans avaient besoin de l'État espagnol pour défendre leurs entreprises, ils se réjouirent du manque de soutien à l'insurrection nationaliste catalane du 6 octobre 1934. Le Fomento cita et approuva un éditorial du *Diario de Madrid* qui félicitait le grand nombre de « bons espagnols » de Catalogne qui étaient restés complètement imperméables à la « folie séparatiste »[52]. Même pendant le « *bienio negro* », la période du pouvoir de droite de 1934 et 1935, le Fometo critiquait l'inefficacité du gouvernement à arrêter les attaques contre les personnes et la propriété et appelait à encore plus de répression. Une agitation considérable persistait dans les rues et les fabriques, où souvent les ouvriers montraient seulement « un désir minimal de travailler ». En outre, beaucoup d'industriels catalans détestaient ce qu'ils considéraient comme de fréquentes capitulations du gouvernement régional, la Generalitat, devant les revendications de la classe ouvrière.

Pendant la Seconde République, les capitalistes barcelonais continuaient de subventionner directement la police. Le 21 septembre 1931, le Fomento rapporta qu'il avait collecté de l'argent pour les familles des guardias blessés ou tués lors de la grève générale[53]. Il faisait l'éloge de l'héroïsme et de la discipline de la garde et des autres policiers dont il pensait que la présence garantissait la poursuite de la vie normale. En octobre le Fomento, la Cámara oficial de comercio y navegación, la Cámara oficial de propiedad urbana, la Sociedad económica barcelonés de amigos del país, et d'autres organisations de l'élite économique réunirent 111 117 pesetas pour la Guardia civil et les forces de sécurité. Publiquement, le Fomento annonça que de nouvelles casernes étaient nécessaires pour le nombre accru de guardias, la population de la ville ayant augmenté, mais en privé le Fomento était plus franc et exprimait des doutes sur le bien-fondé d'installer ces casernes dans les quartiers ouvriers où elles pouvaient être attaquées pendant le moment « d'agitation révolutionnaire »[54]. Ce projet de construction de casernes avait germé à l'époque du général Martinez Anido, quand des organisations catalanes avaient promis d'acheter le terrain nécessaire à la construction des bâtiments par l'État. C'est avec cet accord en tête que la Cámara de comercio et l'Asociación de banqueros avaient déjà donné 50 000 pesetas chacune au printemps 1932. Au cours de la

52. *Ibid.*, 1934 ; 1935
53. Fomento, Actas, 21 septembre 1931 ; Fomento, *Memoria,* 193.
54. Fomento, Actas, 27 mai 1932.

Seconde République, les contributions pour aider soldats et guardias, briseurs de grèves, se montèrent à des centaines de milliers de pesetas. Ces subsides directs à la police et à l'armée montraient les liens solides entre les patrons et les forces de répression de l'État. Dans ces conditions, les propriétaires catalans étaient difficilement enthousiasmés par la séparation des pouvoirs civil et militaire.

De même que les industriels catalans les plus en vue ne défendaient pas la séparation entre l'Église et l'État, ils pensaient que le pouvoir militaire assurait l'ordre public comme l'Église garantissait l'ordre spirituel. Les institutions éducatives étaient largement à la disposition de la classe supérieure ; bien que certains membres de l'élite catalane aient pu être voltairiens en matière de religion – la pensant nécessaire au peuple mais pas pour eux-mêmes –, leurs représentants étaient souvent dévots en public et, souvent aussi, leurs affaires ostensiblement pieuses[55]. La religiosité catholique restait une composante essentielle du système social de nombreuses communautés industrielles catalanes[56]. Les représentants de la Lliga regionalista ou Lliga catalana, qui était le parti de beaucoup de propriétaires, associaient la culture espagnole au catholicisme[57]. La Lliga accusait toute la gauche catalane de vouloir déchristianiser la région et ses écoles, comme cela s'était passé en Union soviétique et au Mexique. Pendant la campagne électorale de 1936, la Lliga en appela au conservatisme et à la piété des femmes, à qui on avait octroyé le droit de vote pendant la Seconde République[58].

Sous la Seconde République, beaucoup d'entreprises barcelonaises périclitèrent. Avec peut-être plus de 50 000 ouvriers dans le textile, la ville de Barcelone était le plus important centre textile en Espagne[59].

55. Sur l'éducation religieuse de l'élite, voir Gary Wray McDonogh, *Good Families: A Social History of Power in Industrial Barcelona* (Ann Arbor, 1982), pp. 376–77.
56. Ignasi Terrada Saborit, *Les colònies industrials: Un estudi entorn del cas de l'Amettla de Merola* (Barcelone, 1979), p. 168. L'auteur qualifie la colonie de « paternaliste-religieuse ». Des historiens du catholicisme espagnol ont souligné cette alliance entre l'élite capitaliste espagnole et l'Église. Voir Joan Connelly Ullman, *The Tragic Week: A Study of Anticlericalism in Spain (1875–1912)* (Cambridge, Mass., 1968) ; José M. Sánchez, *Reform and Reaction* (Chapel Hill, 1964), p. 44 ; Payne, *Spanish Catholicism,* pp. 110–12.
57. Bernat Muniesa, *La burguesía catalana ante la Segunda República española (1931–1936)* (Barcelone, 1986), 2 : 46–47.
58. Elena Posa, « Cada dona un vot », *L'Avenç,* n°4 (juillet–août 1977): 45
59. Voir Alberto Balcells, *Crisis económica y agitación social en Cataluña de 1930 a 1936* (Barcelone, 1971) ; John Brademas, *Anarcosindicalismo y revolución en España (1930–1937),* traduction. Joaquín Romero Maura (Barcelone, 1974) ; G. Blanco Santamaría et E. Ciordia Pérez, *La industria*

Au seuil de la révolution, les firmes dont les organisations ouvrières s'empareraient restaient largement artisanales[60]. Bien que l'industrie textile comprenait plusieurs grandes fabriques à l'équipement moderne, le textile était en général dispersé en « miettes industrielles », de petites firmes familiales sans machinerie ni organisation modernes ; leur équipement primitif et leur ignorance des méthodes de rationalisation les empêchaient de prendre des mesures de réduction des coûts[61]. Souvent, lorsque ces petites unités non économiquement efficaces fermaient, un autre industriel achetait leur vieilles machines à vil prix pour s'en servir de nouveau. La production était rarement standardisée ou spécialisée et un nombre apparemment infini de producteurs fabriquait une grande variété de produits. Beaucoup de firmes textiles ne pouvaient assurer qu'une seule activité, par exemple le tissage ; elles étaient obligées de donner leur production à d'autres firmes, tout aussi petites, pour la teinture ou la coloration. Cela entraînait une production ralentie et chère. La concurrence féroce entre de nombreuses firmes maintenait les profits et les salaires bas et gênait la modernisation et la rationalisation de l'industrie. Quand avec la crise économique qui suivit 1932, la consommation diminua et le chômage augmenta, la Generalitat prit des dispositions en 1936 pour prévenir la surproduction en limitant la multiplication des fabriques et la croissance[62]. La solution de la Generalitat n'apporta évidemment pas de réponse à long terme aux problèmes d'une industrie marquée par la sous-concentration et la sous-capitalisation.

La métallurgie souffrait de problèmes analogues. Au milieu des années 1930, la plus grande partie des 35 000 travailleurs des industries métallurgiques barcelonaises étaient dispersés dans de toutes petites compagnies et ateliers qui avaient en moyenne moins de 50 ouvriers et dépendaient souvent de techniques et de techniciens étrangers. Comme dans le reste de l'Espagne, le travail du métal ne conduisait pas la région vers une croissance industrielle auto-entretenue. Même les entreprises de taille exceptionnellement grande de ce secteur étaient industriellement en retard. La fierté de la construction mécanique de Barcelone, la Maquinista Terrestre y Marítima, qui avait plus de 1 000

textil catalana (Madrid, 1933), pour les statistiques sur les ouvriers dans les diverses industries à Barcelone et en Catalogne.

60. Voir Pere Gabriel, "La població obrera catalana, una població industrial?," *Estudios de historia social* 32–33 (janvier–juin 1985) : 191, 204.
61. Enrique Diumaró y Mimó, *El problema industrial textil: El maquinismo y la cuestión social* (Barcelone, 1939), p. 68.
62. Josep Maria Bricall, *Política econòmica de la Generalitat (1936–1939)* (Barcelone, 1978–1979), 1 : 31–32.

ouvriers, construisait des locomotives et des wagons. Alors qu'on se trouvait là à un moment bien avancé du XXe siècle, sa production était centrée sur le chemin de fer, une industrie typique du XIXe siècle. Les exportations de la Maquinista étaient insignifiantes ; son principal client était l'État espagnol, auquel elle demandait sans cesse des tarifs douaniers protecteurs contre la concurrence étrangère[63].

Il est important de noter qu'en 1936 l'Espagne n'avait pas développé une industrie automobile de poids. Beaucoup de constructeurs automobiles espagnols, découragés par le marché étique de la péninsule, avaient quitté l'Espagne pour le climat commercial plus favorable de France. Par exemple, Hispano-Suiza, créée à Barcelone avec un capital et des ouvriers espagnols, transporta la majeure partie de ses activités depuis sa ville natale vers le bien plus large marché de Paris, avant la Première Guerre mondiale[64]. La plupart des usines automobiles d'Espagne firent faillite dans les années 1920, et dans les années 1930 seule une poignée continuait de produire des véhicules[65]. En 1935, l'Espagne importait plus de 95 % de ses automobiles[66]. Contrairement à la France et même à l'Italie, pays qui avaient aussi un marché national limité, ni l'Espagne ni la Catalogne n'arrivèrent à mettre sur pied une industrie automobile puissante.

L'industrie aéronautique était aussi faible que l'industrie automobile. Quelques petits avions furent construits à Barcelone dans les années 1930, mais l'industrie était loin d'être complète ou indépendante. Ici aussi le marché était dominé par les étrangers, du fait du retard de l'industrie espagnole[67]. Avant la guerre civile, à l'exception des moteurs, l'Espagne ne faisait que de pièces d'avions obsolètes et sous licences et brevets étrangers. Pendant la guerre civile, les observateurs comme les combattants remarquèrent à maintes reprises la domination étrangère en matière d'aéronautique et d'armement.

Dans ce triste portrait du développement industriel catalan et barcelonais, l'industrie électrique avec ses 12 000 ouvriers en Catalogne

63. Voir Alberto del Castillo, *La Maquinista Terrestre y Marítima: Personaje histórico (1855–1955)* (Barcelone, 1955), pp. 418, 461 ; voir aussi Pedro Fraile, « Crecimiento económico y demanda de acero: España, 1900–1950 », in *La nueva historia económica en España,* Ed. Pablo Martín Aceña y Leandro Prados de la Escosura (Madrid, 1985), p. 71.
64. Joaquín Ciuró, *Historia del automovil en España* (Barcelone, 1970), pp. 94–95.
65. *Cuadernos de historia económica de Cataluña* (1969–1970) : 130 ; *El Trabajo nacional,* septembre 1924, liste 8 compagnies qui ont fait faillite.
66. M. Schwartz, « L'industrie automobile », Conseil national économique, AN, F12 8797.
67. *Metalurgia y construcción mecánica* (janvier 1936).

semble à première vue exceptionnelle. La croissance de cette industrie avait été rapide après la Première Guerre mondiale ; dans les années 1930, la Catalogne, sur le plan de sa consommation électrique par habitant, était comparable à l'Angleterre et la France. Malgré cela, l'industrie électrique catalane restait très en retrait derrière l'industrie française. Avec 612 entreprises à Barcelone et en Catalogne, l'industrie électrique manquait de cette concentration qui caractérisait l'industrie française ; la concurrence entre ces « miettes d'industrie » créait des doublons inutiles et anti-économiques. L'industrie catalane manquait de standardisation et les firmes avaient souvent des sous-stations de transformation et de distribution qui produisaient des énergies aux caractéristiques diverses[68]. Contrairement à l'industrie parisienne qui avait standardisé et unifié les diverses compagnies autour du début de la Première Guerre mondiale, l'industrie électrique à Barcelone restait un capharnaüm de petites centrales et centres de distribution électriques, souvent obsolètes.

Comme dans d'autres secteurs modernes, les plus grandes compagnies électriques étaient contrôlées par le capital et la technique étrangers[69]. Un certain Pearson, un Américain, avait promu le développement hydro-électrique en Catalogne ; le capital belge et anglais étaient aussi investis dans cette branche. L'Espagne n'était pas en assez bonne santé économique pour en arracher le contrôle aux étrangers. La fabrication d'équipement électrique étaient particulièrement archaïque, et les fabricants les plus importants étaient aussi étrangers. Une fois encore, la petitesse des firmes catalanes produisant de l'équipement électrique maintenait leurs prix hauts, ce qui les mettait en position non concurrentielle. La plupart des compagnies fabriquaient des produits domestiques, comme des radios, des lampes ou de petits appareils, et pas de produits industriels[70].

Comme l'industrie électrique, l'aéronautique et l'automobile, l'industrie chimique dépendait de l'étranger et les firmes catalanes étaient relativement en retard. Les statistiques disponibles concernant 69 entreprises chimiques montrent que 19 entreprises avaient entre un et dix ouvriers, 35 entreprises de 11 à 50 ouvriers, huit entreprises entre 50 et 100 et seulement six entreprises employaient entre 100 et 500 ouvriers[71]. L'exception la plus notable, la compagnie Cros, avec environ 2 000 ouvriers et des

68. *Conselleria d'economia* (octobre 1936) ; F. F. Sintes Olives et F. Vidal Burdils, *La industria eléctrica en España* (Barcelone, 1933), pp. 48, 128–51.
69. Comín, « Entreguerras », p. 136 ; Carles Sudrià, "Un factor determinante: La energía" in *La economía española en el siglo XX,* éd. Jordi Nadal *et al.* (Barcelone, 1987), p. 322.
70. *Electricidad* (janvier 1936).
71. Les statistiques de l'UGT sont dans 1426, AS.

succursales dans de nombreuses villes espagnoles, était liée au capital anglais ; elle avait le monopole de la production d'engrais en Espagne avant la Révolution. Bien que la production de fertilisants ait beaucoup augmenté dans le premier tiers du XXe siècle, la production espagnole restait insuffisante pour les besoins du pays[72]. L'Espagne importait bien plus de 100 000 tonnes d'engrais par an, de France, d'Italie et d'Allemagne.

En matière de transports urbains, le métro de Barcelone était le résultat d'une « initiative privée de peu d'ambition » comparé à celui de Paris où « le réseau métropolitain avait été un grand projet municipal démocratique »[73]. Les installations du port stagnèrent pendant les années 1930, et en 1934 le tonnage traité sur le port de Barcelone était à peine supérieur à celui de 1913. En 1932, Barcelone, le plus grand port d'Espagne, manipulait un tonnage inférieur à celui de Cherbourg, le troisième port en France[74]. Le port était entre les mains de gens qui faisaient preuve d'une « indifférence suicidaire » ; ses hauts tarifs décourageaient les bateaux d'y accoster[75]. La présence catalane sur les mers avait disparu et un expert recommandait la création d'une nouvelle ligne de passagers et de fret, avec l'aide de l'État, qui interdirait l'achat de bateaux de deux ans ou plus (car les compagnies espagnoles et catalanes avaient l'habitude d'acquérir des bateaux déclassés dans les ports d'Europe du nord et d'Europe centrale). En Espagne même, aucun bateau ne convenait pour la nouvelle ligne et la construction navale catalane en complète décadence était abandonnée. C'est l'influence politique à Madrid, et non l'efficacité ou la renommée de la compagnie quant à ses pratiques maritimes, qui était nécessaire pour obtenir des contrats avec l'État, et les directeurs des compagnies ferroviaires et maritimes, qui recevaient des subsides d'État, étaient souvent nommés pour raisons politiques, se préoccupant peu d'une gestion compétente[76].

À la différence de la France et, comme on le verra, particulièrement de la région parisienne, Barcelone n'avait pas développé de grandes industries comme celle des véhicules à moteur et de l'aviation, industries

72. Comín, « Entreguerras », p. 116 ; Jesús Sanz, « La agricultura española durante el primer tercio del siglo XX: Un sector en transformación », in *La economía española en el siglo XX,* éd. Jordi Nadal *et al.* (Barcelone, 1987), pp. 248–50 ; cf. Proyecto de ley de protección a la industria nacional de productos nitrogenados sintéticos, 320, AS.
73. Francesc Roca, « La 'gross Barcelona': Dues introduccions », *Recerques: Ideologia i creixement industrial,* n}6 (1976) : 123.
74. *Estadísticas básicas de España, 1900–1970* (Madrid, 1975) ; *Annuaire,* 1934, pp. 425–26.
75. *Industria catalana* (mars 1933).
76. Pierre Vilar, *Historia de España,* trad. Manuel Tuñón de Lara et Jesús Suso Sola (Barcelone, 1978), p. 121.

en lien étroit avec la deuxième révolution industrielle. En matière de religion, l'élite capitaliste de la ville soutenait en général l'Église et, en matière politique, l'armée. Savoir comment la situation à Barcelone affectait la vie quotidienne des ouvriers catalans et l'idéologie des organisations qui déclaraient représenter la classe ouvrière est le sujet du prochain chapitre.

II.
L'IDÉOLOGIE ANARCHOSYNDICALISTE

La faiblesse de la bourgeoisie catalane et la situation économique et sociale qui en découlaient à Barcelone ont favorisé l'émergence et la pérennité de l'anarchosyndicalisme. Les analyses de cette idéologie – que je définis à grands traits comme englobant celle des anarchistes qui pensent que le syndicat devrait être le fondement de la société future, celle des anarchistes qui acceptent seulement le *syndicato* comme une des organisations parmi d'autres parties intégrantes de la révolution et, également, celle des syndicalistes révolutionnaires, la plupart d'entre eux ayant été influencés par les théoriciens anarchistes – ont souvent été rendues opaques par l'incompréhension et les polémiques[1]. Certains historiens se sont polarisés sur son aspect antiétatique et ont ainsi exagéré son utopisme et son millénarisme[2]. L'un d'entre eux a souligné l'intense « hostilité envers la vie industrielle » de l'anarchosyndicalisme, sa haine des « contraintes organisationnelles » et sa « haine du présent »: « le syndicalisme pouvait avoir un succès retentissant là où, comme en Catalogne, les anciens paysans, déjà accablés par la souffrance et l'injustice de la vie rurale, avaient été récemment confrontés à l'industrie et lorgnaient vers un passé idéalisé »[3]. Les universitaires ont utilisé cette explication sociologique de l'anarchosyndicalisme en Catalogne, mais les marxistes révolutionnaires également :

> Le paysan andalou a donné son contenu spirituel à notre mouvement anarchiste. La simplicité de la vision villageoise l'a entièrement déterminé. Pour nos anarchistes, le seul problème à résoudre réside dans la prison et la Guardia Civil. C'est le principal. Le reste demeure dans un état nébuleux et incohérent… Le prolétariat catalan, auquel l'his-

1. Pour les distinctions précises entre ces catégories, voir Gaston Leval, *Precisiones sobre el anarquismo* (Barcelone, 1937).
2. Voir Gerald Brenan, *The Spanish Labyrinth* (Cambridge, 1964). Voir aussi Gerald Meaker, *The Revolutionary Left in Spain, 1914–1923* (Stanford, 1974).
3. Peter N. Stearns, *Revolutionary Syndicalism and French Labor: A Cause without Rebels* (New Brunswick, N.J., 1971), pp. 10, 105.

> toire a confié la responsabilité critique d'être le plus important des agents de la transformation sociale de l'Espagne, n'a pas été capable de construire sa conscience prolétarienne du fait de l'émigration paysanne constante d'Espagne vers la Catalogne[4].

Cependant, l'explication sociologique, avec sa caractérisation de l'anarchosyndicalisme comme position anti-industrielle et rétrograde, déforme la nature de cette idéologie et dénature les actions des ouvriers catalans. Pendant que des travailleurs d'Andalousie étaient impliqués dans des incidents violents contre la Guardia Civil et des contremaîtres, d'autres travaillaient sous le tarif syndical et agissaient comme briseurs de grève. À Barcelone, pendant les années 1930, seul le tiers des travailleurs n'étaient pas catalans. Ces non catalans n'étaient pas tous des paysans d'Andalousie ou d'ailleurs[5] ; il y avait beaucoup de travailleurs industriels et venant d'autres régions d'Espagne. D'autres classes ouvrières – française et allemande entre autres – étaient partiellement composées d'anciens paysans, mais leur composition sociologique ne peut expliquer l'anarchosyndicalisme français ou, d'ailleurs, l'absence d'anarchosyndicalisme en Allemagne. L'anarchosyndicalisme a de solides racines à Barcelone, non à cause de l'origine censément non catalane des travailleurs de Barcelone, ni du fait de leur prétendu anti-industrialisme, mais parce qu'il articulait les désirs d'une importante minorité de travailleurs frustrés par leur condition sociale, économique et politique dans leur pays et ville. Ce n'est donc pas le millénarisme qui fut le soubassement de l'anarchosyndicalisme mais, au contraire, une réaction rationnelle à la relative pauvreté et misère des ouvriers espagnols. Cette réponse rationnelle a constitué, comme nous allons le voir, la force et la faiblesse de l'anarchosyndicalisme.

En Espagne en général et à Barcelone en particulier, les salaires, la santé et l'éducation étaient souvent de niveaux inférieurs aux normes occidentales. Juste avant la Première Guerre mondiale, l'Espagne avait les salaires les plus bas de l'Europe occidentale, Portugal excepté[6]. Un diplomate français notait que les salaires anormalement bas et la protection douanière expliquaient la survie de l'industrie catalane. Même si

4. Joaquín Maurín, *La revolución española* (Barcelone, 1977), p. 154.
5. Alberto Balcells, *Crisis económica y agitación social en Cataluña de 1930 a 1936* (Barcelone, 1971), p. 18, met la barre à 37 %. Mon propre échantillon aléatoire, puisé dans l'AS, indique que moins du tiers des travailleurs n'étaient pas catalans. En 1930, 37,14 % de la population de Barcelone étaient nés hors Catalogne. Voir A. Cabre et I. Pujades, "La població de Barcelona i del seu entorn al segle XX," *L'Avenç,* n° 88 (décembre 1985), p. 35
6. Stanley Payne, *Falange* (Stanford, 1967), p. 2 ; « Direction des affaires politiques et commerciales », 3 janvier 1934, AD.

65 % de son budget passait en frais de nourriture, une famille ouvrière de Barcelone des années 1930 mangeait peu de beurre et de viande[7]. Seuls des progrès marginaux avaient été accomplis depuis 1914. En comparaison, en 1936, la famille d'un ouvrier parisien actif dépensait 55 % de son revenu en nourriture (et celle d'un ouvrier sans emploi 64 %).

Les conditions sanitaires laissaient plus qu'à désirer, même si la santé publique s'était considérablement améliorée dans le premier tiers du siècle[8]. Les statistiques disponibles, bien qu'incomplètes, montrent une différence persistante entre la santé publique en France et en Espagne. En 1936, 109 enfants espagnols sur 1 000 mourraient avant leur premier anniversaire, contre 72 pour 1 000 en France[9]. En proportion de sa population, au début des années 1930, l'Espagne comptait deux fois plus de décès dus aux bronchites et pneumonies. En 1935, le taux de mortalité de ces pathologies est de 0,89 ‰ contre 2,58 ‰ à Barcelone. Les décès dus à la rougeole et la scarlatine étaient proportionnellement presque quatre fois supérieurs en Espagne. De même, en proportion, Barcelone comptait deux fois plus de décès dus à la rougeole que Paris. L'augmentation de la mortalité par la rougeole est caractéristique des pays sous développées, encore aujourd'hui. Au début des années 1930, la fièvre typhoïde, liée à la contamination de l'eau et à une hygiène défaillante, était presque quatre fois plus mortelle en Espagne qu'en France. En 1935, Barcelone déclarait 17 morts par typhoïde pour 100 000 habitants contre 2 pour Paris. Seul le cancer et la tuberculose étaient régulièrement plus fréquents en France et à Paris. En 1930, l'espérance de vie d'une Française était de 59 ans et celle d'un Français de 55,9, mais pour une Espagnole seulement de 53,8 ans et pour un Espagnol 51. Les Espagnols avaient l'une des espérances de vie les moins élevées d'Europe[10].

7. Henri Paechter, *Espagne, 1936–1937* (Paris, 1986), p. 85 ; Pierre Conard et Albert Lovett, « Problèmes de l'évaluation du coût de vie en Espagne : Le prix du pain depuis le milieu du XIXe siècle, une source nouvelle », *Mélanges de la casa de Velásquez*" (1969): 419 ; Gabrielle Letellier, Jean Perret, H. E. Zuber, et A. Dauphin-Meunier, *Enquête sur le chômage* (Paris, 1938–1949), 3:35.
8. Joaquín Arango, "La modernización demográfica de la sociedad española," dans *La economía española en el siglo XX,* éd. Jordi Nadal *et al.* (Barcelone, 1987), p. 209.
9. Données chiffrées tirées de B. R. Mitchell, *European Historical Statistics, 1750–1970* (New York, 1975), p. 20 ; la comparaison entre Paris et Barcelone est tirée de *Gaseta municipal de Barcelona, 1935* et *Annuaire statistique de la ville de Paris, 1935–1937.*
10. Cécile Tardieu-Gotchac, « Les fléaux sociaux », dans *Histoire économique de la France entre les deux guerres,* éd. Alfred Sauvy (Paris, 1972), 3 : 290.

Les assurances contre les accidents de travail ou les pertes d'emploi étaient moins courantes à Barcelone qu'à Paris dans les années 1930. Les chômeurs espagnols étaient « complètement abandonnés à leur sort », compte tenu en particulier de la pénurie d'hôpitaux et de l'absence d'assurances maladie[11]. En 1932, seules 25 261 personnes étaient indemnisées par la Caja nacional contra el paro forzoso. En décembre 1933, en France, avec une population active à peu près 2,6 fois plus importante, 312 894 chômeurs recevaient une aide sociale[12]. Avec une population nationale presque deux fois plus importante que les espagnols, les hôpitaux et hospices français accueillaient plus de quatre fois le nombre de patients[13]. En 1933, les hôpitaux et hospices parisiens avaient dix fois plus d'admissions pour une population trois fois plus importante qu'à Barcelone.

En décembre 1933, l'Espagne comptait 618 947 travailleurs en chômage partiel ou total. Durant la Seconde République, Le chômage espagnol reflétait en général des difficultés économiques structurelles, et non temporaires, et beaucoup de chômeurs étaient des ouvriers agricoles ou du bâtiment. Le chômage s'est aggravé en Espagne tout au long des années 1930, en partie à cause des possibilités réduites d'émigration, soupape de sécurité des pauvres de certaines régions. Les pays les plus développés, comme la France, qui furent affectés par la dépression, découragèrent les nouveaux immigrants et incitèrent les étrangers à retourner chez eux. L'économie catalane et espagnole était trop en difficulté pour fournir du travail aux nationaux qui revenaient.

À des exceptions numériquement non significatives, l'éducation des ouvriers était soit défaillante, soit contrôlée par l'Église catholique jusqu'à l'avènement de la Seconde République[14]. Le niveau de l'analphabétisme en Espagne et le nombre de prêtres par habitant étaient parmi les plus élevés d'Europe occidentale, avec pour seul équivalent le Portugal, les Balkans, ainsi que l'Amérique Latine[15]. Bien que le pourcentage des analphabètes ait certainement baissé dans le premier tiers

11. Balcells, *Crisis económica y agitación social,* p. 70.
12. *Anuario estadístico de España,* 1934, pp. 782, 982.
13. *Ibid.*, pp. 802–6 ; *Annuaire de Paris,* 1934, p. 62. Ces évaluations sont approximatives et excluent les postes de premier secours.
14. Julio Ruiz Berrio et Angeles Galino, « L'éducation en Espagne », dans *Histoire mondiale de l'éducation,* éd. Gaston Mialaret et Jean Vial (Paris, 1981), 3:205.
15. Ramón Tamames, *La república, la era de Franco* (Madrid, 1980), p. 132 ; R. Aubert, M. D. Knowles, et L. J. Rogier, eds., *L'Église dans le monde moderne* (Paris, 1975), 5 : 110.

du XXe siècle, en valeur absolue, leur nombre est resté stable[16]. Une étude récente évaluait à 33 % le nombre des analphabètes en Espagne, en 1930 ; une autre le fixait à 40 % et une source plus ancienne parle de 45,46 %[17]. En 1930, 60 % des enfants espagnols ne sont pas scolarisés[18]. Jusqu'en 1934, le nombre d'enfants en âge scolaire capables de lire et écrire était à peine plus important que ceux qui n'en étaient pas capables.

Guillermo Graell, le leader du Fomento, écrivait en 1917 que 60 % de la population espagnole ne savait ni lire ni écrire, alors qu'à Barcelone ce nombre était de 41 %[19]. En novembre 1922 le Fomento notait que « peut-être la majorité » des ouvriers étaient analphabètes et, par conséquent, non intéressés par les documents imprimés[20]. Les estimations varient, mais dans les années 1930, Barcelone avait un taux d'analphabétisme d'environ 22,3 %[21]. En 1936, le pourcentage d'enfants non scolarisés en Catalogne monta à 36 %[22]. Un verrier catalan, Juan Peiro, qui allait devenir le ministre de l'Industrie CNT du gouvernement de Largo Caballero, apprit à lire et à écrire dans une prison de Barcelone à 22 ans[23]. La prison semble avoir servi d'université à nombre d'autres militants anarchosyndicalistes. Beaucoup d'enfants de la classe ouvrière ne pouvaient pas aller à l'école car ils devaient travailler très jeunes ; d'autres étaient écartés par les coûts prohibitifs car l'État ne participait que pour une toute petite partie à l'éducation. L'Espagne dépensait 1,5 pesetas par an et par habitant pour l'éducation quand la France en dépensait l'équivalent de 5,6, soit presque quatre fois plus[24]. L'enseignement technique

16. Ruiz Berrio et Galino, « L'éducation », p. 202.
17. John M. McNair, *Education for a Changing Spain* (Manchester, 1984), p. 26 ; Tamames, *La república,* p. 66 ; Harry Gannes et Theodore Repard, *Spain in Revolt* (Londres, 1936), p. 228.
18. Ramón Safón, *La educación en la España revolucionaria (1936–1939),* trad. María Luisa Delgado et Félix Ortega (Madrid, 1978), p. 30.
19. Guillermo Graell, *Programa económico, social y político para después de la guerra* (Barcelone, 1917), p. 227.
20. Fomento de trabajo nacional, Actas de la junta directiva, 24 novembre 1922.
21. Javier Tusell Gómez, *Las elecciones del frente popular en España* (Madrid, 1971), 2 : 210.
22. Données dans Safón, *Educación,* pp. 82–84.
23. Juan Peiró, *Trayectoria de la CNT* (Madrid, 1979), p. 11 ; voir León Ignacio, "El Pistolerisme dels anys vint," *L'Avenç,* n° 52 (septembre 1982), qui affirme que le leader de la CNT a appris à lire à seize ans.
24. McNair, *Education,* p. 25 ; *Estadísticas básicas,* pp. 430–31 ; Joseph N. Moody, *French Education since Napoleon* (Syracuse, N.Y., 1978), p. 142. Voir aussi *La industria eléctrica* (mars 1936).

espagnol était insuffisant, avec seulement 1 527 étudiants dans les écoles techniques d'État ou catholiques. En regard, la France formait 40 000 techniciens en 1940.

L'analphabétisme très développé, les standards de santé au plus bas et l'économie anémiée doivent être pris en compte dans toute analyse des idéologies révolutionnaires en Catalogne. À Barcelone, l'idéologie révolutionnaire a pris la forme de l'anarchosyndicalisme, et non du marxisme, que les ouvriers associaient au « réformisme », participation au Parlement et collaboration avec la bourgeoisie haïe. Avant la Première Guerre mondiale, un observateur français notait la « modération et la retenue » des socialistes espagnols, marxistes, et remarquait que leurs « leaders devenaient des collaborateurs dans la mise en pratique des réformes réalisées par l'État »[25]. Après la première guerre mondiale, les socialistes et leur syndicat, l'UGT (Union General del Trabajo), continuèrent à coopérer avec le gouvernement ; le dictateur Primo de Rivera a même embauché Largo Caballero, le chef de l'UGT, comme conseiller d'État. Largo Caballero a profité de sa position pour renforcer l'UGT pendant que la CNT (Confederación nacional de trabajadores) était mise hors la loi par le gouvernement. Durant la Seconde République, les socialistes ont occupé des ministères importants au cours du premier *bienio* (1931–1933) et après la victoire du Front populaire.

Le rejet par les anarchosyndicalistes de la collaboration avec l'État et la bourgeoisie, en principe si ce n'est toujours en pratique, comme leur critique du réformisme socialiste ne doivent pas être rejetés trop vite comme irrationnels ou illogiques. Comme nous l'avons vu, la bourgeoisie en Espagne et à Barcelone était moins souvent l'élite progressiste qu'elle fut en France. La coopération avec l'État espagnol, qui répondait souvent par la répression aux problèmes sociaux et à l'agitation ouvrière, était clairement impopulaire dans les fractions militantes du prolétariat[26]. La neutralité de l'État était pour le moins discutable quand, comme cela a été démontré, les industriels subventionnaient directement la Guardia Civil sous-payée. Par conséquent, la force des anarchistes et des anarchosyndicalistes dans les groupes d'ouvriers espagnols et barcelonais ne doit pas être vue comme le résultat de l'immaturité de ces derniers ou de leur nostalgie d'une utopie rurale mais comme une réponse révolutionnaire à une société dans laquelle répression et recours direct au pouvoir militaire étaient fréquents.

25. Angel Marvaud, *La Question sociale en Espagne* (Paris, 1910), p. 413.
26. Xavier Cuadrat, *Socialismo y anarquismo en Cataluña (1899–1911: los orígenes de la CNT)* (Madrid, 1976), p. 56.

Jusqu'à récemment, les historiens ont souligné le caractère anti étatique et la pensée politique de l'anarchosyndicalisme et ont, de ce fait, laissé de coté ses doctrines économiques. Bien que beaucoup d'anarchosyndicalistes souhaitaient abolir l'État ou amoindrir radicalement ses fonctions, ils n'étaient pas opposés à une organisation et une coordination économiques. En fait, ils privilégiaient un syndicat puissant comme base de la révolution et de la société future. Si les anarchosyndicalistes voulaient un contrôle démocratique des usines par les ouvriers eux-mêmes, ils ne s'opposaient en aucun cas à l'industrie, à la science ou au progrès en général. En effet, peu furent plus fervents défenseurs du progrès et de la production que les anarchosyndicalistes espagnols ; ils critiquèrent leur bourgeoisie à cause de son incapacité à développer les forces productives[27].

En glorifiant le travail comme émancipateur, les formes dominantes de l'anarchisme, puis de l'anarchosyndicalisme conduisirent non seulement à accepter l'industrialisation mais encore à la promouvoir activement. En 1872, la conférence régionale de la Première Internationale à Saragosse posait la question : « comment les femmes peuvent elles être libres ?» et répondait elle même : « uniquement par le travail »[28]. En 1910, le congrès de création de la CNT anarchosyndicaliste épousait encore une fois l'idée qui devenait ordinaire dans plusieurs secteurs de la gauche que les femmes seraient libérées par le travail. Dans l'industrie textile, dans laquelle les femmes étaient souvent moitié moins payées que les hommes, le syndicat barcelonais revendiquait un salaire égal à travail égal et l'élimination de la double exploitation des femmes, au foyer et au travail. Le syndicat, dont la direction était exclusivement masculine dans un secteur d'activité composé à majorité de femmes, pensait que « la libération (*redención moral*) des femmes, qui sont aujourd'hui subordonnées à leurs maris, doit être amenée par le travail, qui les rendra égales aux hommes »[29].

L'anarchosyndicalisme appelait les ouvriers, dans leur syndicats, à récupérer les moyens de production et, tout aussi important, à les développer. Le penseur français Georges Sorel exprimait certaines idées communes aux anarchosyndicalismes européen et espagnol. Bien que le sorélisme soit, en France, limité à de petits groupes d'intellectuels,

27. Pour la croyance des anarchistes dans le progrès, voir José Alvarez Junco, *La ideología política del anarquismo español, 1868–1919* (Madrid, 1976), p. 75.
28. Cité dans Mary Nash, *Mujer, familia y trabajo en España, 1875–1936* (Barcelone, 1983), p. 300.
29. Cité dans Alberto Balcells, *Trabajo industrial y organización obrera en la Cataluña contemporánea (1900–1936)* (Barcelone, 1974), p. 14.

il exprimait néanmoins « certaines tendances du syndicalisme révolutionnaire »[30]. En se référant probablement aux militants de la CNT, un industriel catalan éminent affirmait que « nos ouvriers sont plus réceptifs aux idées du syndicalisme révolutionnaire de Sorel et Labriola ». Sorel, qui rejetait ce qu'il considérait comme la notion bourgeoise de progrès, croyait néanmoins que le véritable progrès résidait dans l'usine et dans la production :

> Le syndicalisme révolutionnaire est la plus grand force culturelle que la société contemporaine possède en vue de préparer le travail à venir. Un producteur libre dans une usine progressiste ne doit jamais évaluer ses propres efforts au travers de standards extérieurs quels qu'ils soient ; il doit considérer les modèles qui lui sont donnés comme inférieurs et s'efforcer de surpasser tout ce qui a été fait auparavant. Alors, l'amélioration constante de la quantité et de la qualité de la production sera toujours garantie ; l'idée d'un progrès continuel sera réalisée dans une telle usine[31].

Sorel critiquait lui aussi la bourgeoisie française pour ce qu'il considérait comme son échec à développer les forces productives et il exposait fidèlement le productivisme qui réunissait les intellectuels et les militants anarchosyndicalistes. En 1906, dans une harangue à une centaine de camarades en grève, le charpentier anarchosyndicaliste Léon Jamin de la fédération française CGT attaquait le « parasitisme » de la bourgeoisie et défendait les méthodes modernes de production :

> Je suis un fervent défenseur des machines où qu'elles puissent être utilisées… Installer des machines partout facilitera le travail final d'une révolution sociale. La seule façon pratique de nous passer des intermédiaires, les employeurs, qui sont entre producteurs et consommateurs, c'est d'abord de vous préparer, dans vos syndicats, à être capables, sans coup férir, de récupérer les moyens de production[32].

Le charpentier de la CGT concluait que l'exploitation ne cesserait que lorsque le syndicat aurait réalisé « l'organisation scientifique du travail ».

Jamin ne fut pas le seul anarchosyndicaliste français à approuver l'organisation scientifique du travail. Même un critique du taylorisme aussi sévère qu'Emile Pouget, leader de la CGT, adhérait au principe d'une organisation scientifique de l'usine. Ce que Pouget critiquait, dans son pamphlet *L'organisation du surmenage : Le système Taylor,*

30. Georges Lefranc, *Le mouvement syndical sous la Troisième République* (Paris, 1967), p. 163.
31. Georges Sorel, *Réflexions sur la violence* (Paris, 1972), p. 320 ; sur l'influence de Sorel en Espagne, voir E. Giralt i Raventos, éd., *Bibliografia dels moviments socials a Catalunya, país Valencià i les illes* (Barcelone, 1972).
32. Léon Jamin, *La Lutte pour les 8 heures* (Paris, 1906), pp. 28–41.

était la méthode pseudo-scientifique de Taylor qui exténuait les ouvriers aussi bien physiquement que mentalement. Selon le leader de la CGT, dans le système de Taylor « à tout moment, le point de vue scientifique, l'organisation rationnelle du travail devient… secondaire, et le principal objectif est…de contraindre l'ouvrier au surtravail »[33]. Pouget approuvait sans réserve le système de deux pionniers américains de l'organisation scientifique de travail, Franck et Lilian Gilbreth, qui, selon l'anarchosyndicaliste français, voulaient simplement rendre le travail plus facile et plus efficace au travers de l'élimination de gestes « inutiles » et la « simplification » du procès de travail[34]. Selon un historien de l'organisation du travail, les Gilbreths ont étudié la motivation des ouvriers et recherché des moyens de réduire leur fatigue[35]. Ils furent à l'avant-garde du mouvement qui voulait associer psychologie industrielle et gestion scientifique et garantir le « consentement » et la « satisfaction » des ouvriers. De plus les Gilbreth, au contraire de Taylor, acceptaient des syndicats de travailleurs. Pouget pouvait admirer le travail des Gilbreth dans la mesure où il partageait avec eux la conviction de la capacité de l'organisation scientifique de travail de parvenir, dans certaines circonstances, à amener une amélioration de la production et à la réconciliation des ouvriers avec leur travail.

Alors qu'en France l'anarchosyndicalisme déclinait petit à petit durant les deux premières décennies du XXe siècle, en Espagne il continua de croître même après la première Guerre Mondiale. Pendant la guerre, la bourgeoisie catalane refusa de rompre ses alliances avec les politiciens conservateurs et traditionalistes et la tentative de faire une révolution démocratique et d'établir une république en 1917 échoua lamentablement. De plus, l'inflation du temps de la guerre et la crise économique de l'immédiate après-guerre alimentèrent l'insatisfaction de la classe ouvrière partout en Espagne, en particulier à Barcelone, où de violentes grèves entraînèrent une répression brutale de l'État. Une ambiance de haine de classe régnait dans la capitale catalane et le terrorisme syndicaliste combattait le contre-terrorisme de l'État et des patrons, provoquant 809 crimes (*delitos sociales*) entre 1917 et 1922[36]. Le mouvement anarchosyndicaliste, se regroupant autour de la CNT, grossit en réponse au climat de violence, à la crise économique, et à la déception qui suivit l'échec de la révolution de 1917.

33. E. Pouget, *L'Organisation du surmenage : Le système Taylor* (Paris, 1914), p. 55.
34. *Ibid.*, pp. 20–21, 45.
35. David F. Noble, *America by Design* (New York, 1977), p. 275.
36. Angel Pestaña, *Terrorismo en Barcelona,* éd. Xavier Tusell et Genoveva García Queipo de Llana (Barcelone, 1979), p. 67

À l'intérieur du mouvement ouvrier, les anarchistes qui pensaient que le syndicat devait devenir le fondement de la future société communiste libertaire gagnèrent du terrain par rapport à ceux qui tenaient une position plus individualiste ou ceux qui considéraient que les fondations de la nouvelle société seraient les municipalités ou les communes rurales[37]. Les anarchosyndicalistes voyaient dans le syndicat – ce qui dépendait totalement, bien entendu, de l'existence d'usines et du travail salarié lui-même – la base organisationnelle du communisme libertaire. Leur position reflétait l'acceptation croissante de l'industrialisation parmi les militants libertaires, bien que, cela doit être noté, les historiens ont souvent exagéré l'hostilité des anarchistes à l'égard de l'ère du machinisme.

Diego Abad de Santillán, leader et théoricien qui représenta plus tard la CNT dans la Generalitat pendant la révolution, illustre bien les changements dans l'idéologie anarchosyndicaliste espagnole. Santillan avait préféré la municipalité rurale et s'était opposé à la domination du *sindicato* dans le mouvement anarchiste mais il devint l'un des plus ardents défenseurs du *sindicato* comme de la révolution. Il était également passé de la critique zélée de la technologie et de l'organisation du travail capitalistes à leur soutien enthousiaste. En 1931, il pouvait écrire, « l'industrialisme moderne, à la façon de Ford, est du pur fascisme, un despotisme légitimé. Dans les grandes usines rationalisées, l'individu n'est rien, la machine est tout. Ceux d'entre nous qui aiment la liberté ne sont pas seulement les ennemis du fascisme étatique mais également du fascisme économique »[38]. Cependant, deux ans plus tard, en 1933, Santillan décrivait l'industrie moderne comme source de fierté de l'espèce humaine liée à la domination de la nature. Il notait, en l'approuvant, que la taylorisation avait éliminé les « mouvements improductifs de l'individu » et augmenté sa « productivité » :

> Il n'est pas nécessaire de détruire l'organisation technique existante de la société capitaliste, nous devons nous en servir.
>
> La révolution doit mettre un terme à la propriété privée des usines mais, si les usines doivent exister, et à notre avis elles le doivent, il est nécessaire que nous sachions comment elles marchent. Le fait qu'elles deviennent propriété collective ne change pas l'essence de la production ou la méthode de production. C'est la distribution des produits qui changera et deviendra plus équitable.

37. Antonio Elorza, *La utopía anarquista bajo la Segunda República española* (Madrid, 1973), pp. 391–468.
38. Diego Abad de Santillán, *El anarquismo y la revolución en España: escritos 1930–1938,* éd. Antonio Elorza (Madrid, 1976), pp. 280–96. Les paragraphes suivants sont fondés sur ces textes.

La volte-face abrupte de Santillan fut sûrement induite par la crise qui amena beaucoup de militants, certains plus anarchistes que syndicalistes, à penser que la chute du capitalisme était inéluctable et qu'ils devaient être capable de gérer la transition économique vers le communisme libertaire[39]. Comme beaucoup de militants libertaires, le leader cénétiste soulignait la nécessité d'éliminer « le parasitisme » et de fournir du travail à tout le monde. Le travail deviendrait à la fois un droit et un devoir dans la société révolutionnaire et il approuvait le vieil adage, Ceux qui ne travaillent pas ne mangent pas :

> À l'usine, nous ne recherchons pas l'amitié… À l'usine, ce qui nous intéresse par dessus tout, c'est que notre collègue ouvrier connaisse son boulot et le fasse sans les difficultés qui seraient liées à son inexpérimentation ou son ignorance du fonctionnement de l'ensemble. Le salut réside dans le travail et le jour viendra où les ouvriers le voudront ce salut. Les anarchistes, la seule tendance qui ne cherche pas à vivre au crochet des autres, combattent pour voir ce jour.

Il signifiait clairement que, dans le communisme libertaire, le producteur remplacerait le citoyen. Santillan, membre de la radicale Federación anarquista ibérica (FAI), qui souvent contrôlait des postes-clés dans la CNT, n'était pas le seul à promouvoir le travail, la technologie moderne et le syndicat comme semence de la nouvelle société. Des militants de la CNT plus modérés et plus réformistes revendiquaient eux aussi la plupart des objectifs du militant de la FAI *(faísta)*. Angel Pestaña, un leader des *trentistas* (les anti-f*aísta* modérés de la CNT), appelait à une réorganisation par le syndicat pour améliorer aussi bien la production que la consommation[40]. Marín Civera, qui essayait de lier le marxisme et l'anarchosyndicalisme dans sa revue, *Orto,* confirmait que le *sindicalismo* « vénérait la technologie, l'accueillait avec joie et la chérissait comme la plus grande part de son rêve »[41]. Civera, dont le journal publiait les contributions de nombre des plus importants leaders de la CNT, privilégiait les gros syndicats pour concurrencer les trusts capitalistes. Pour Juan Lopez, un autre militant modéré de la CNT, le syndicat devait arracher le contrôle de la production aux patrons et imposer « ordre et discipline morale »

39. Xavier Paniagua, *La sociedad libertaria: Agrarismo e industrialización en el anarquismo español, 1930–1939* (Barcelone, 1982), p. 254 ; Issac Puente, *La finalidad de la CNT: El comunismo libertario* (Barcelone, 1936) ; Walther L. Bernecker, *Colectividades y revolución social: El anarquismo en la guerra civil española, 1936–1939,* trad. Gustau Muñoz (Barcelone, 1982), p. 83.
40. Angel Pestaña, *Normas orgánicas* (Barcelone, 1930), p. 18.
41. Civera cité dans Paniagua, *Sociedad,* p. 187.

dans les usines[42]. D'après Lopez, les syndicats devaient intensifier la production et surpasser le niveau technique du capitalisme. Des commissions techniques devaient diriger chaque branche d'industrie, conformément à la volonté populaire.

Même des membres de la CNT aussi éminents qu'Issac Puente, qui minimisait l'importance du syndicat au profit de la municipalité ou de la commune, ne démentirent jamais leur foi dans le progrès technologique et la production. Pour ces anarchistes « ruralistes », tous avaient le devoir de produire : « tous les citoyens doivent devenir égaux dans la seule catégorie de producteurs »[43]. Un autre militant, proche de Puente, clamait que « la vie serait si belle si tout le monde travaillait » qu'alors, éventuellement, les « producteurs » pourraient travailler moins[44]. Comme les anarchosyndicalistes, ces anarchistes affirmaient que durant la révolution, la « carte d'identité de producteur », délivrée par le syndicat, serait nécessaire à l'obtention de quelque droit que ce soit. Leur objectif était d'éliminer les « parasites », « oisifs », et « bons à rien ». En mai 1936, quelques mois avant le début de la guerre et de la révolution, la CNT célébrait son congrès à Saragosse lors duquel elle reconnut le « producteur » comme unité de base du communisme libertaire[45].

Les anarchosyndicalistes étrangers, qui influençaient la CNT, firent eux aussi l'apologie du travail, de la technologie et de la démocratie industrielle. Christian Cornelissen, l'anarchosyndicaliste néerlandais dont le livre *Communisme libertaire et Régime de transition* avait été traduit en espagnol en 1936, plaidait pour un communisme libertaire qui devait être « moderne » et représenter un « progrès technique »[46]. Il craignait que, si les anarchosyndicalistes n'étaient pas « favorables au progrès » et ne s'alliaient pas aux techniciens et scientifiques, ils échoueraient comme d'autres lors de la révolution russe et des occupations d'usines en Italie. À la différence de beaucoup d'anarchosyndicalistes qui pensaient que l'État serait remplacé par le syndicat et les conseils de coordination économiques, Cornelissen admettait que l'État ne pourrait pas complètement disparaître, dans la société future, mais devrait être réorganisé démocratiquement, « de bas en haut ».

42. Juan López, *Cómo organizará el sindicato a la sociedad* (Barcelone, n.d.), p. 5.
43. Puente, *Finalidad,* p. 15.
44. Ramón Segarra Vaqué, *Qué es el comunismo libertario* (Madrid, n.d.), p. 10.
45. CNT, *El congreso confederal de Zaragoza, 1936* (Madrid, 1978), pp. 231–33. Le congrès garantit une autonomie limitée aux communes qui rejetaient l'industrialisation ou adoptaient le nudisme.
46. Christian Cornelissen, *El comunismo libertario y el régimen de transición,* trad. Eloy Muñiz (Valence, 1936).

Même si Cornelissen acceptait la prédominance des petites entreprises dans certains secteurs, il attaquait également nombre de camarades qui critiquaient la grande industrie. Il était favorable au développement du réseau routier espagnol et à l'utilisation de l'automobile pour intégrer plus avant les régions de la péninsule[47].

Les travaux de Pierre Besnard, secrétaire de l'Internationale Anarchiste et dirigeant du syndicat anarchosyndicaliste français dans les années 1930, exercèrent une « grande influence » sur la direction de la CNT[48]. Besnard soutenait que « la période du romantisme révolutionnaire était révolue » et qu'un « plan constructif » de la révolution devait être élaboré[49]. Il appelait « forces constructives de la révolution » « le travail, la technologie et les sciences » ; la société future, de laquelle l'État et « toute autorité » aurait été complètement éliminés, serait basée sur « *le producteur ou l'ouvrier* » (en italiques dans l'original). « Le syndicat », « biologiquement », constituait le « regroupement naturel des producteurs et des ouvriers ». Des « sections techniques » sous le contrôle du syndicat, étudieraient les meilleurs moyens d'augmenter le rendement des ouvriers tout en diminuant leur semaine de travail et leur fatigue. Une « carte de travail », comptabilisant leurs heures, autoriserait leur consommation de biens, organisée principalement par la commune. La consommation, que Besnard disait moins « créative » que la production, devrait elle aussi être rationalisée ; par exemple, les boulangeries qui utilisaient les « techniques modernes » produiraient à « grande échelle » pour éviter les longues files d'attente « très gaspilleuses de temps de travail ». Dans d'autres services, la révolution transformerait les travailleurs « bougons et hargneux » en ouvriers « pétulants et consciencieux ».

Selon Besnard, la commune devrait également prendre en charge l'éducation pour être conforme à la stratégie esquissée en 1876 par l'anarchiste James Guillaume. Émule de Bakounine, Guillaume imaginait un programme de travail éducatif permanent qui commencerait dans l'enfance pour continuer tout au long de l'âge adulte :

> En même temps que l'enfant développera son corps et accumulera de la connaissance, il apprendra à devenir un producteur… En tant que jeune homme de seize ou dix sept ans… il aura acquis de la compétence et pourra alors rejoindre le groupe des producteurs utiles et travailler pour rembourser la société de l'éducation reçue[50].

47. Cornelissen cité dans Paniagua, *Sociedad,* p. 143.
48. Bernecker, *Colectividades,* p. 86.
49. Ce qui suit est inspiré de Pierre Besnard, *Le Monde nouveau : Organisation d'une société anarchiste* (Paris [réimpression, 1934]), p. 10.
50. Guillaume cité dans Besnard, *Le Monde nouveau,* p. 70.

Préfigurant la période maoïste en Chine, les professeurs devraient se dédoubler « comme producteurs pratiquant un travail manuel ». Même si Besnard envisageait la possibilité, à long terme, d'une libération des travailleurs de la « servitude du travail », le but immédiat de sa révolution sociale était « d'organiser la production » pour permettre à tous de « vivre et travailler librement ». Gaston Leval, un autre des anarchosyndicalistes français qui influencèrent la CNT comme la FAI, voulait que l'économie de la société future soit organisée avec l'accord des masses mais il pensait que les techniciens devraient avoir d'importantes « fonctions de régulation »[51]. « L'anarchisme a toujours réfléchi à l'organisation fonctionnelle des activités économiques… L'industrie doit être dirigée, administrée et gérée par les ouvriers de l'industrie et leurs techniciens »[52]. Pour Leval, le lien fondamental de l'humanité était le travail[53]. Il voulait promouvoir une interdépendance et une unité économique totales entre les régions et critiquait les « absurdités du patriotisme régional »[54]. Il est intéressant de noter que Leval, Besnard et Cornelissen eurent beaucoup plus d'influence sur la classe ouvrière espagnole que dans leurs propres pays dans lesquels l'anarchosyndicalisme s'éteignait doucement.

Le productivisme révolutionnaire des anarchosyndicalistes espagnols fut certainement renforcé par l'état peu avancé de l'industrie et de l'agriculture espagnoles. De même, leur anticléricalisme ardent est vraisemblablement devenu plus enraciné encore devant les liens puissants qui unissaient les classes supérieures et l'Église. Pour beaucoup d'ouvriers, seule une révolution pourrait éliminer l'Église « parasite », dont les prêtres étaient exemptés de service militaire et, affirmaient-ils, du travail productif. Les anarchosyndicalistes liaient l'Église à une économie contrôlée par les « rentiers, profiteurs, spéculateurs et négociants, une économie qui promouvait la médiocrité et combattait l'intelligence »[55]. Selon un leader de la CNT, « l'absence de culture et l'indigence du peuple ibère » trouvaient « leur racine dans l'Église »[56].

---

51. Gaston Leval [Pedro R. Piller, pseud.], *Problemas económicos de la revolución social española* (Rosario de Santa Fe, 1932), p. 28.
52. Gaston Leval, *Nuestro programa de reconstrucción* (Barcelone [1937 ?]), p. 12.
53. Leval, *Problemas económicos,* p. 16.
54. Leval cité dans Paniagua, *Sociedad,* p. 206. Voir aussi l'analyse de Leval dans *Precisiones,* p. 221.
55. *Solidaridad Obrera,* 8 janvier 1937. Sur le ressentiment des ouvriers au sujet de l'exemption des prêtres du service militaire, Jacques Valdour, *L'Ouvrier espagnol : Observations vécues* (Paris, 1919), 1 : 284.
56. Juan Peiró, *Problemas y cintarazos* (Rennes, 1946), p. 143 ; Gonzalo de Reparaz, *La tragedia ibérica* (Barcelone, n.d.), p. 113 ; voir aussi José Alvarez

La CNT attribuait même la « mesquinerie » (*mezquinidad*) de son ennemi de classe à l'influence de l'Église. Un historien libertaire d'origine portugaise présentait l'Inquisition comme « les ouvriers vaincus par les guerriers, les constructeurs par les destructeurs ». Beaucoup d'ouvriers de base partageaient avec les militants anarchosyndicalistes le profond rejet de l'Église ; un Français de droite constatait l'anticléricalisme certain et la déchristianisation des ouvriers de Barcelone quand il visita cette ville avant la Première Guerre mondiale[57].

Pour en finir avec le contrôle catholique de l'éducation et avec l'analphabétisme, anarchistes et anarchosyndicalistes réclamèrent la création d'*escuelas racionalistas* par les syndicats et les organisations ouvrières. Les anarchosyndicalistes espagnols reprirent le flambeau de la science et du progrès qui avait été, à leur avis, pratiquement abandonné par la plus grande partie de leur bourgeoisie. Anselmo Lorenzo, militant anarchiste important, reprochait à la bourgeoisie d'avoir tourné le dos au progrès et félicitait « l'école moderne » rationaliste d'enseigner les lois de l'évolution et de libérer l'éducation du « mysticisme, de la métaphysique et de la légende »[58]. Les libertaires essayaient de fournir une éducation positiviste et laïque aux masses urbaines analphabètes[59].

L'organisme économique de la révolution de Diego Abad de Santillan présente les grandes lignes les plus importantes du programme anarchosyndicaliste pour la modernisation. Ce livre, paru d'abord en mars 1936, quelques mois avant le déclenchement de la guerre civile, fut réédité deux fois durant le conflit et préfigura beaucoup des programmes industriels de la CNT pendant la Révolution. Santillan démarre son essai par une critique du capitalisme, qui, pensait-il, avait échoué à dominer réellement la nature : « Le capitalisme n'exploite même pas les ressources [naturelles]. Partout, nous voyons des terres non cultivées, des chutes d'eau inutilisées, et des ressources naturelles laissées inexploitées »[60]. De surcroit, le capitalisme était incapable d'obtenir le meilleur rendement (*rendimiento*) de ses ouvriers. Comme les capita-

---

Junco, "El anticlericalismo en el movimiento obrero," dans *Octubre 1934* (Madrid, 1985), pp. 283–300.

57. Valdour, *L'ouvrier espagnol,* 1 : 208, 328–31.
58. Anselmo Lorenzo, *Contra la ignorancia* (Barcelone, 1913), p. 13.
59. Pere Solà Gusiñer, "La escuela y la educación en los medios anarquistas de Cataluña, 1909–1939," *Convivium* 44–45 (1975) : 52.
60. Diego Abad de Santillán, *El organismo económico de la revolución: Cómo vivimos y cómo podríamos vivir en España* (Barcelone, 1938). Pour des critiques similaires par des militants libertaires, Gonzalo de Reparaz, [hijo], *Pobreza y atraso de España* (Valence, 1932) et Ricardo Sanz, *El sindicalismo y la política: Los solidarios y nosostros* (Toulouse, 1966), p. 38.

listes espagnols n'ont pas exploité les ressources naturelles du pays, des hommes d'affaires étrangers ont colonisé la nation. En n'exigeant pas de concessions appropriées, le gouvernement a permis aux étrangers de devenir les « maîtres absolus » de la péninsule. Le leader de la CNT déplorait que la tendance à vivre sans travailler soit présente tout au long de l'histoire espagnole et il avançait que le nombre d'ouvriers espagnols – trois ou quatre millions – devrait être doublé. Loisirs, paresse et parasitisme étaient dégradants et devaient être éliminés. D'autres militants libertaires attaquèrent l'État espagnol justement parce qu'il encourageait ce parasitisme à leurs yeux.

Selon Santillan, l'Espagne devait accomplir en quelques années ce que le capitalisme n'avait pas été capable de faire pendant des décennies. Les militants anarchosyndicalistes plaidaient pour une autosuffisance en pétrole, coton et autres matières premières. L'agriculture devait se moderniser et se spécialiser comme en France, en Hollande ou en Angleterre. Santillan voulait un programme ambitieux d'industrialisation. On devait construire des chemins de fer, des autoroutes et des barrages et l'Espagne avait besoin d'une industrie automobile puissante (peut-être sur le modèle américain):

> Il n'y a pas si longtemps, l'automobile était une rareté… Aujourd'hui, c'est presque un véhicule prolétarien, ordinaire dans notre culture, et il doit être accessible à tous, absolument tous, les habitants d'un pays… Nous préférons l'usine Ford dans laquelle la spéculation a pris fin, la santé du personnel est garantie et les salaires augmentent. Le résultat est préférable à celui d'une minuscule entreprise à Barcelone.

Les leaders et les théoriciens anarchosyndicalistes, tels Santillan, Leval, Cornelissen et Pestaña n'étaient pas les seuls à reconnaître le retard de l'industrie espagnole ; les militants locaux de la CNT déploraient eux aussi les échecs de la bourgeoisie barcelonaise et voulaient prendre des mesures en vue de rationaliser et moderniser leurs industries. Le syndicat des métallos barcelonais accusait la bourgeoisie de maintenir « beaucoup d'industries superflues et sans utilité »[61]. Dans les premiers numéros du mensuel de la Fédération Catalane de la Métallurgie, les militants de la CNT déploraient l'absence de « progrès » dans les usines et soulignaient « la misère, le manque de lumière et d'hygiène, l'obsolescence des outils, l'organisation indigente et l'imperfection du travail à cause de l'incompétence et de la pauvreté de la bourgeoisie métallurgiste espagnole, toujours à la traîne de la bour-

61. Sindicato de la industria siderometalúrgica de Barcelona, *¿Colectivización? ¿Nacionalización? No socialización* (Barcelone, 1937), p. 13.

geoisie des autres nations »[62]. En particulier, les militants barcelonais critiquaient l'incapacité des élites industrielles espagnoles à produire des automobiles en masse et ils rêvaient de la « sensationnelle » voiture espagnole de la révolution future : « la jolie petite voiture (*cochecito*) sera construite… pour donner refuge à deux tourtereaux. Sa construction devra prendre en compte les avancées les plus modernes… paratonnerres, équipement de l'aviation, capacités amphibie, radio, alarme incendie et extincteurs ».

Les marins de la CNT se révoltaient contre les dégénérescences de la marine marchande espagnole. Selon les militants, l'Espagne n'a jamais pu se doter d'une flotte moderne à cause des politiciens gourmands, des bureaucrates corrompus, et des armateurs à courte vue d'avenir qui achetaient de « vieilles ferrailles » sur les marchés d'occasion des pays étrangers… recevant de larges indemnités de l'État pour des services totalement étrangers à un quelconque intérêt national »[63]. De même, les constructeurs de bateaux plutôt que s'intéresser à la production préféraient survivre à l'aide des subsides gouvernementaux et d'influence politique. Par conséquent, la marine marchande espagnole était pleine de vaisseaux que les autres pays avaient mis au rebut après la Première Guerre Mondiale. En somme, « notre flotte, c'est la ruine économique pour l'État, une torture morale et matérielle pour les ouvriers et la honte pour le peuple espagnol tandis que les propriétaires vautours s'enrichissent sur les subventions gouvernementales à la navigation, la construction et la réparation »[64]. Selon les militants, la navigation espagnole était donc soumise à un « contrôle humiliant » des étrangers qui géraient entre deux tiers et trois quarts du trafic commercial de 1900 à 1936.

Les ouvriers du bâtiment de la CNT critiquaient eux aussi la bourgeoisie de son absence d'initiative et ils accusaient son incessante spéculation et son échec à construire de nouveaux logements d'avoir fait augmenter les loyers de beaucoup d'ouvriers peu fortunés de Barcelone[65]. Pour remédier à « la vieille tendance espagnole à la paresse » les militants du bâtiment proposèrent la construction de grands ensembles aérés, lumineux et spacieux pour beaucoup de ceux qui était confinés dans de vieux appartements insalubres, sombres, malodorants et surpeuplés au centre ville. Les militants de la CNT furent beaucoup

62. Cette citation et la suivante viennent de *Sidero-Metalurgia,* juillet et août 1937.
63. *CNT Marítima,* 13 mai 1937.
64. *Ibid.*, 23 octobre 1937.
65. *Hoy,* décembre 1937 et janvier 1938 (*Hoy* était un bulletin de la CNT du bâtiment).

influencés par l'urbanisme de Le Corbusier, l'architecte suisse dont les idées pour une ville faite de grands logements et avec une circulation automobile optimisée étaient très populaires dans le syndicat anarcho-syndicaliste. Par conséquent, la CNT voulait bâtir une ville moderne et « progressiste », ce que la bourgeoise barcelonaise, affirmaient-ils, n'avait jamais voulu ou pu construire[66].

Comme leurs collègues du bâtiment ou de la métallurgie, les militants d'autres secteurs importants de l'industrie – le textile, la chimie et l'électricité – déploraient le retard des industries de Barcelone et appelaient à un regroupement des petites entreprises et usines, à la modernisation des fabriques et de l'équipement vétustes, à la standardisation des pièces et des produits et à la rationalisation pour réduire les coûts du travail et augmenter la production. Dans l'industrie textile, les militants de la CNT voulaient regrouper les petites entreprises et standardiser la production pour réduire le nombre de produits manufacturés[67]. La collectivisation, c'est-à-dire le contrôle ouvrier, devait faire baisser la compétition inutile, améliorer la qualité et accroître les nécessaires exportations. Il est à noter que la CNT n'était pas la seule à appeler de ses vœux la rationalisation des industries du textile et d'autres secteurs. Le POUM (Partido obrero de unificación marxista), un parti marxiste révolutionnaire, exigeait lui aussi le « regroupement », la « modernisation » et la « rationalisation » et critiquait la bourgeoisie catalane d'avoir dilapidé les bénéfices exceptionnels de la Première Guerre Mondiale. Les ouvriers devaient faire ce que la bourgeoisie avait échoué à réaliser, disaient les *poumistas,* qui affirmaient que « le syndicat et les usines sont les meilleures écoles théoriques et pratiques pour l'éducation de la classe ouvrière, en vue de la construction du socialisme »[68]. L'UGT, un syndicat minoritaire de Catalogne proche du parti communiste catalan (PSUC ou Partit Socialista Unificat de Catalunya), appelait également à la rationalisation et la standardisation de l'industrie. Les communistes critiquaient la domination du « capital étranger » dans les « secteurs les plus importants et les plus rentables » et voulaient bâtir une économie « indépendante » et « nationale »[69].

66. Voir Alfonso Martínez Rizo, *La urbanística del porvenir* (Valence, 1932), qui aurait pu permettre de réduire la congestion des villes trop grandes et éviter les gratte-ciel ; en pratique, la CNT rejeta « l'urbanisme rationnel » différent de ce militant libertaire, comme elle le fit pour la décentralisation.
67. *Boletín del Sindicato de la industria fabril y textil de Badalona y su radio,* février 1937 (Badalona, banlieue industrielle de Barcelone).
68. *Conferència de la indústria tèxtil del POUM* (Barcelone, 1937), pp. 11–13.
69. Federico Melchor, *El frente de la producción: Una industria grande y fuerte para ganar la guerra* (Valence ? 1937 ?), pp. 6, 12.

Les militants des organisations de la classe ouvrière voulaient l'implantation d'écoles techniques. Les militants de la CNT et de l'UGT désiraient la création d'institutions éducatives qui produisent les techniciens d'un vaste plan de travaux publics. Les marins militants dénonçaient l'absence de possibilité d'étudier en Espagne et proclamaient que les écoles fondées par les employeurs étaient insuffisantes et obsolètes. La majorité des marins restaient analphabètes et les militants déploraient que, contrairement aux marins anglais, les espagnols ne puissent pas recevoir une formation qui permette l'avancement et que seuls les enfants d'officiers puissent devenir officiers à leur tour[70]. Ainsi, en plus de l'accusation faite à la bourgeoisie barcelonaise de n'avoir pas développé les moyens de production, les militants anarchosyndicalistes l'accusaient d'avoir été incapable d'ouvrir des possibilités au talent et à la compétence.

Par ailleurs, l'insuffisance bourgeoise permettait la domination étrangère sur de larges pans de l'industrie catalane. Comme leurs leaders, les militants de base de la CNT et de l'UGT supportaient mal le contrôle étranger sur leur industrie et y résistaient. Les militants de la métallurgie reprochaient à la bourgeoise espagnole sa subordination aux constructeurs automobiles anglais, américains et allemands[71]. Pleinement conscient de la misère de l'industrie aéronautique nationale, le syndicat CNT de la métallurgie voulait créer « une force aérienne puissante, capable d'assurer l'indépendance nationale en tout temps »[72]. La Confédération déplorait le développement minimal de l'industrie chimique ; le syndicat UGT catalan de l'industrie chimique regrettait que la bourgeoise ait laissé ce secteur dans un « état embryonnaire »[73]. La CNT et l'UGT notaient le développement des usines chimiques étrangères et soulignaient le besoin d'une libération économique de l'industrie domestique de sa domination étrangère[74]. Durant les premières années de la Seconde République, le *Sindicato nacional de teléfonos* accusaient le gouvernement de favoriser les « intérêts américains plutôt que ceux de notre nation »[75]. Les ouvriers de la CNT du téléphone protestaient contre l'emprisonnement par le gouvernement « de camarades honorables » par « des hommes en armes à la solde de Wall Street ». Les ma-

70. *CNT Marítima,* 11 septembre 1937 ; 18 décembre 1937.
71. *Horizontes,* 1 février 1937.
72. *Aeronáutica,* mai–juin 1938.
73. *Solidaridad Obrera,* 3 mars 1938 ; *Butlletí de la Federació catalana d'indústries químiques–UGT,* novembre 1937, p. 22.
74. *Sintesis,* octobre 1938.
75. Telegrams, 9 et 13 juillet 1931, Leg. 7A, n° 1, AHN.

rins de la CNT se plaignaient que même les cartes des côtes espagnoles soient anglaises, tout en concluant que l'emploi de cartes anglaises ne constituait pas forcément un handicap car, si les marins utilisaient des cartes espagnoles, « les bateaux se retrouveraient sur les rochers »[76].

Les militants de l'électricité et du gaz étaient particulièrement sensibles au contrôle étranger qui, comme nous l'avons vu, prévalait dans cette branche de l'industrie catalane. La fédération de la CNT des ouvriers de l'eau, gaz et électricité déploraient « l'hémorragie » (*sangría*) de l'économie causée par les importations de matériel électrique et appelait à essayer de le fabriquer en Catalogne[77]. Une description d'une des plus importantes grèves de l'histoire espagnole, organisée en 1919 contre la compagnie barcelonaise de l'électricité appelée de manière significative « la Canadienne », montrait combien les militants de la CNT combattaient le contrôle étranger sur l'électricité. L'article parut dans une publication de la CNT en 1937[78]. Il notait que les étrangers avaient développé l'Espagne car la bourgeoisie indigène était trop fainéante et aristocrate ; les Anglais qui géraient la compagnie étaient arrogants et traitaient l'Espagnol comme inférieur. En 1919, quand la direction de la compagnie licencia sept ouvriers, les cols bleus se joignirent au personnel de bureau dans une grève. Au lieu de satisfaire les revendications ouvrières, le gouvernement et la bourgeoisie barcelonaise répondirent par la répression. Les grévistes répliquèrent alors par le sabotage des lignes électriques et des transformateurs[79]. Une grève générale s'ensuivit, qui se heurta à nouveau la répression du gouvernement et des patrons. La réaction officielle à cette grève contribua au climat de terrorisme et contre-terrorisme qui régnait à Barcelone jusqu'au *pronunciamiento* de Primo de Rivera, en 1923.

En se confrontant à ce qu'ils considéraient comme une classe de patron à courte vue et sans vision d'avenir, les anarchosyndicalistes espagnols adoptaient beaucoup des objectifs atteints par la bourgeoisie de pays plus développés, la France par exemple. Ainsi, les anarchosyndicalistes voulaient développer les forces productives espagnoles de façon

76. *CNT Marítima,* 16 juillet 1938.
77. *Luz y fuerza,* avril 1937.
78. *Ibid.*, février 1937.
79. Voir aussi Francisco Madrid, *Ocho meses y un día en el gobierno civil de Barcelona: Confesiones y testimonios* (Barcelone, 1932), p. 14 ; Murray Bookchin, *The Spanish Anarchists: The Heroic Years, 1868–1936* (New York, 1978), pp. 177–78 ; Juan Gómez Casas, *Historia del anarcosindicalismo español* (Madrid, 1973), p. 115 ; César M. Lorenzo, *Los anarquistas españoles y el poder, 1868–1969* (Paris, 1972), p. 34 ; Sanz, *Sindicalismo,* pp. 34–35.

à créer l'autosuffisance nationale et un marché intérieur plus prospère. Ce nationalisme économique des anarchosyndicalistes espagnols fut masqué par l'idéologie nationaliste de la droite espagnole et par leur propre idéologie de « l'internationalisme prolétarien ». Cependant, comme nous l'avons vu, les leaders anarchosyndicalistes, comme leurs militants, revendiquaient la fin de la domination étrangère sur l'industrie et la consolidation d'un contrôle espagnol sur les moyens de production, ni régional, ni international.

L'idéologie anarchosyndicaliste du développement économique comprenait une philosophie politique démocratique étendue à l'usine. Les moyens de production devaient être développés avec l'accord – et sous le contrôle – des ouvriers eux-mêmes. Cette extension de la démocratie à la production et cette croyance au syndicat comme agent de la révolution distinguait l'idéologie anarchosyndicaliste de quelques formes du marxisme, le bolchévisme en particulier, qui rendaient le parti prioritaire. Les anarchosyndicalistes voulaient ce qui est maintenant connu comme *autogestion*, ou contrôle ouvrier sur les usines. La grande majorité des théoriciens anarchosyndicalistes concevaient les conseils ouvriers démocratiquement élus, coordonnés par les syndicats, comme l'organe décisionnaire de la révolution. Selon Santillan, le pouvoir devait être exercé par les ouvriers eux-mêmes, avec le pouvoir de révoquer le conseil en tout temps. Les conseils régionaux et locaux seraient coordonnés par le Conseil Fédéral de l'Économie ; celui-ci devrait planifier et diriger l'industrie et l'agriculture en accord avec les directives de la base[80]. Issac Puente proclamait : « les techniciens et ouvriers, unis en assemblées, décideront du régime interne d'une usine, et la fédération des syndicats aura le contrôle de la production »[81].

Les théoriciens anarchosyndicalistes n'ont jamais réfléchi en profondeur à l'éventuel conflit entre la forme démocratique des conseils et le contenu du programme de rationalisation économique et d'industrialisation. Confrontés au choix entre la participation des ouvriers à la production et à son efficacité, certains libertaires nuançaient leur réponse : « Le socialisme libertaire ne s'est jamais refusé le droit de résister à ceux qui nuisent à la vie collective »[82]. Les anarchosyndicalistes seraient justifiés de punir celui « qui, en raison de sa mauvaise volonté ou d'un autre motif, ne voudraient pas céder à la discipline consensuelle ».

80. Abad de Santillán, *El organismo económico,* p. 180 ; Elorza, *La utopía anarquista,* p. 430.
81. Puente, *Finalidad de la CNT,* p. 14.
82. Gaston Leval, *Conceptos económicos en el socialismo libertario* (Buenos Aires, 1935), p. 100.

Selon l'anarchosyndicaliste français Pierre Besnard, des cliniques spéciales et des écoles devraient prendre en charge les individus « anormaux », moralement et physiquement, et les rééduquer en vue de leur participation à la vie quotidienne[83]. Santillan faisait remarquer que « dans un monde de travail organisé, il est très difficile de rester en dehors de la production » ; Leval prévenait qu'un « parasite » n'obtiendrait « rien » pendant la Révolution[84]. Même si Pestaña préconisait la décentralisation industrielle, il voulait lui aussi des « cartes d'identité du travail » pour contrôler les flemmards. Juan Peirò – qui, avec Pestaña, était un des leaders des *trentistas* – regrettait que l'Espagne soit un « pays semi-colonial » dont le peuple pourrait avoir besoin d'une bonne dose de répression pour réussir une révolution[85]. Un autre militant affirmait qu'une société communiste libertaire ne devait pas faire usage de la force contre ceux qui ne voulaient pas travailler mais plutôt les traiter comme des déficients mentaux et les laisser aller tant qu'ils ne perturbaient pas la paix sociale. Un visionnaire préconisait que, lorsque l'argent serait aboli, « les vagabonds » aient leur carte d'identité estampillée par un syndicat officiel pour qu'ils ne puissent pas éviter le travail. Le congrès de 1936 de la CNT à Saragosse, qui réunissait les modérés *trentistas* et les plus extrémistes *faistas*, proposa des assemblées populaires chargées de discipliner « ceux qui ne remplissent pas leur devoir, soit sous l'aspect moral soit comme *producteurs* »[86].

La révolution communiste libertaire avait une obligation :

> Obtenir de chaque être humain la contribution maximale aux nécessités de la société… Tous les hommes utiles seront prêts à remplir leur devoir, qui sera transformé en un véritable droit quand l'homme travaillera librement, en collaborant au sein de la collectivité[87].

Le congrès d'avant-guerre de la CNT n'exigeait pas seulement des sacrifices mais également « la coopération volontaire dans le travail de reconstruction sociale que tout le monde allait réaliser à l'unanimité ».

Qu'arriverait-il, cependant, si les travailleurs eux-mêmes résistaient aux volontés anarchosyndicalistes de modernisation ? La question resta sans réponse. Les leaders opteraient-ils pour la démocratie ou pour la production ? Pour pouvoir comprendre comment ils ont abordé ce problème, nous devons examiner la relation entre la CNT et les ouvriers de Barcelone.

---

83. Besnard cité dans Paniagua, *Sociedad,* p. 137.
84. Abad de Santillán, *El organismo económico,* p. 58 ; Leval, *Precisiones,* p. 222.
85. Paniagua, *Sociedad,* pp. 171, 172–77.
86. CNT, *El congreso de Zaragoza,* p. 236 ; les italiques ont été ajoutées.
87. *Solidaridad Obrera,* 12 mai 1936.

III.
LA CNT À BARCELONE

La CNT jouait un double rôle à Barcelone. Premièrement dans un contexte de retard économique et de répression politique, elle était, de naissance, une organisation révolutionnaire qui – à la différence de la CGT française – l'était restée durant les années 30. Deuxièmement, la CNT était un syndicat qui défendait, comme les autres, les revendications quotidiennes de ses membres. Étudier ces deux rôles est indispensable pour comprendre la situation politique et sociale qui a finalement mené à la révolution de 1936.

La Confederation Nacional de Trabajo avait été créée à Barcelone en 1910, sa naissance révélait que beaucoup d'anarchistes qui continuaient à rejeter les partis politiques avaient mis de côté les tactiques terroristes, acceptant que le syndicat soit la base de la révolution libertaire. À ses débuts et pendant la plus grande partie de son histoire, la CNT garda une structure très lâche et antibureaucratique[1]. Elle construisit d'abord l'organisation autour de la Confédération régionale catalane puis intégra d'autres confédérations régionales, coordonnées par un comité national. Les syndicats locaux conservèrent beaucoup d'autonomie, puisque la CNT avait horreur du centralisme excessif et essayait consciemment d'éviter la bureaucratie. Le syndicat avait très peu de permanents rémunérés et des fonds de grèves minimaux.

L'arme principale de la CNT devait être la grève générale insurrectionnelle, le jour où les ouvriers poseraient leurs outils et arracheraient le contrôle des moyens de production des mains d'un gouvernement et d'une bourgeoisie en déroute. Elle complétait cet objectif par d'autres formes de l'action directe anarchosyndicaliste – sabotages, boycott, antiparlementarisme virulent et propagande antipolitique[2]. Dès sa créa-

1. Murray Bookchin, *The Spanish Anarchists: The Heroic Years, 1868–1936* (New York, 1978), p. 160 ; voir aussi César M. Lorenzo, *Los anarquistas españoles y el poder 1868–1969* (Paris, 1972), p. 37 et Juan Gómez Casas, *Historia del anarcosindicalismo español* (Madrid, 1973), p. 94 ; Antonio Bar Cendón, "La confederación nacional del trabajo frente a la II República," dans *Estudios sobre la II República española*, éd. Manuel Ramírez (Madrid, 1975), p. 222.
2. Lorenzo, *Los anarquistas españoles,* p. 33. Sur la définition de l'action directe, voir Ricardo Sanz, *El sindicalismo y la política: Los solidarios y nosotros*

tion, la CNT fut fréquemment déclarée illégale par le gouvernement, en réaction à des grèves, des actes de terrorisme ou d'autres formes d'action directe.

Après la Première Guerre mondiale, la persécution de la révolutionnaire CNT contrasta souvent avec la tolérance officielle pour la réformiste UGT. Le gouvernement espagnol et, à un moindre degré, les élites capitalistes, étaient disposés à accepter et parfois encourager l'existence de ce syndicat, l'UGT, lié au parti socialiste et qui défendait généralement le parlementarisme et la coopération avec l'État et les partis politiques. Malgré tout, La CNT était parfois disposée à s'allier à cette rivale moins révolutionnaire. En août 1917 elle soutint une grève déclenchée par les socialistes et l'UGT pour fonder une république. Des historiens pro-anarchistes ont caractérisé ses revendications :

> La grève fut totalement politique, ses revendications furent influencées non par les idées anarchistes mais par celles des socialistes. Le programme de la CNT à Barcelone… n'alla pas plus loin politiquement que la revendication de la république, le remplacement de l'armée professionnelle par une milice, le droit pour les syndicats d'opposer leur veto aux lois (mais pas d'en édicter), une loi autorisant le divorce et la séparation de l'Église et de l'État[3].

Certaines de ces revendications allaient bien au-delà de la plate-forme électorale républicaine standard et effrayaient les élites réformistes. L'État espagnol et la bourgeoisie catalane étaient incapables de légiférer même sur les mesures les plus modérées du programme de la CNT, ce qui contribua à pousser une grande partie du mouvement ouvrier organisé dans une direction plus révolutionnaire et antipolitique[4]. Une telle inaction et timidité de l'État et des élites espagnoles entrava le réformisme à Barcelone et révéla « la faiblesse de la bourgeoisie en tant que force révolutionnaire »[5]. Les historiens ont vu la révolution manquée de 1917 comme un autre exemple de la faillite de la « révolution bourgeoise libérale » en Espagne. Ils ont soutenu

(Toulouse, 1966), p. 43, qui prétend que beaucoup d'ouvriers prenaient à tort l'action directe comme moyen systématique d'utiliser la force pour régler les conflits du travail ; Sanz définit l'action directe comme une négociation face à face entre travail et capital.

3. Bookchin, *The Spanish Anarchists*, p. 168 ; Voir aussi Lorenzo, *Los anarquistas españoles*, p. 43 ; Gerald Meaker, *The Revolutionary Left in Spain, 1914–1923* (Stanford, 1974), p. 63.
4. José Peirats, *La CNT en la revolución española* (Paris, 1971), 1:26. Sur la faiblesse et les compromissions des anticléricaux espagnols, voir Raymond Carr, *Spain 1808–1975* (Oxford, 1982), pp. 490–94.
5. Paul Preston, "The Origins of the Socialist Schism in Spain, 1917–1931," *Journal of Contemporary History* 12, n° 1 (janvier 1977): 125.

que la bourgeoisie catalane voulait une révolution démocratique qui désafricaniserait l'Espagne et la rendrait européenne. Les socialistes et, fait significatif, les secteurs modérés de la CNT voulaient aider la révolution libérale-bourgeoise. Cependant, lorsque les organisations de la classe ouvrière appelèrent à la grève générale pour établir une république, l'élite catalane prit peur, ce qui l'amena à abandonner le combat pour démocratiser l'Espagne. Il fallut attendre 1936, lorsque la CNT et d'autres organisations de la classe ouvrière prirent presque tout le pouvoir – politique, économique, militaire et policier – pour que soient garanties la république, la séparation de l'Église et de l'État et celle de l'armée et du gouvernement civil, éléments de base de ce qui était connu dans le reste de l'Europe de l'Ouest comme la révolution bourgeoise.

Selon les historiens anarchistes, au lendemain de la Première Guerre Mondiale et de la révolution manquée, la Confederation subit une répression brutale[6]. De 1919 à 1923, des militants anarchosyndicalistes furent torturés, assassinés et emprisonnés. La police prétendit faussement que des « centaines » de militants furent tués en « essayant de s'évader ». Les cenetistas ripostèrent en assassinant des « patrons intransigeants, des policiers…, le chef du gouvernement…, l'archevêque ». Selon le patronat, il y eut à Barcelone, des alentours de 1911 à 1921, 848 victimes de la violence de classe – 230 morts et 618 blessés – et 400 autres furent agressés[7]. La plupart des victimes étaient des ouvriers. En 1919-1920, le climat social se détériora encore plus à cause d'une pénurie de matières premières et de nourriture. Dans un contexte économique inflationniste, les ouvriers revendiquèrent un salaire minimum garanti et firent grève plus fréquemment. Selon les industriels, la CNT se renforça par des boycotts et des menaces sur les ouvriers pour les forcer à se syndiquer et en extorquant de l'argent aux patrons. À la fin de mars 1919, une grève générale avait paralysé Barcelone et un nouvel état de guerre avait été déclaré. Comme nous l'avons vu, le patronat réclama des autorités une action énergique pour éliminer la CNT et décida d'un lock-out. De plus, le Fomento préconisa que les patrons catalans adoptent diverses techniques répressives – listes noires, briseurs de grèves, vigiles armés et soutien mutuel contre les boycotts.

Les syndicalistes modérés de la CNT, tels Salvador Segui et Angel Pestaña, qui étaient disposés à transiger avec l'État et l'UGT et qui reléguaient la réalisation du communisme libertaire à un futur relati-

6. Lorenzo, *Los anarquistas españoles*, pp. 35–36.
7. Fomento de trabajo nacional, *Memoria,* 1921–1922.

vement lointain, ne réussirent pas, dans une atmosphère de terrorisme, de répression et de stagnation économique, à faire prévaloir la modération. Bien que, dans les années 1920, les modérés restèrent minoritaires, ils ne disparurent pas. En réaction, la Federation anarquista iberica fut fondée en 1927 pour s'assurer que les principes révolutionnaires de la CNT ne soient pas dilués par les syndicalistes et les réformistes. Les plus célèbres militants et théoriciens anarchistes faisaient partie de la FAI : Diego Abad de Santillán, Juan Garcia Oliver, les frères Ascaso et le légendaire Buenaventura Duruti. Dans sa quête de pureté révolutionnaire, la FAI fit preuve d'une tendance au centralisme. De ce fait, la Federation ressemblait au parti bolchevik de Lénine par beaucoup d'aspects significatifs. Comme les bolcheviks, la FAI combattait la « conscience trade-unioniste » au sein de la classe ouvrière et cherchait à préserver les idéaux révolutionnaires. De fait, un historien a qualifié d'« anarcho-bolchevisme » un des courants de la FAI. Juan Garcia Oliver, un des plus importants anarcho-bolcheviks, plaida pour la « conquête du pouvoir », pour une sorte de dictature anarchiste[8]. Comme beaucoup de léninistes, la FAI se considérait comme « l'élite », « l'avant-garde », « la conscience » de la CNT et de la classe ouvrière. Si, finalement, les *Faistas* réussirent à garder une fraction significative de la classe ouvrière dans le camp révolutionnaire, ils y furent infiniment aidés par un État et une bourgeoisie qui assassinèrent ou emprisonnèrent les modérés de la CNT.

Comme la CNT, la FAI ne conserva pas toujours sa pureté révolutionnaire et négocia parfois avec des partis politiques, en violation de ses propres principes. Ces accords et négociations furent importants car ils préfigurèrent la participation de la CNT comme de la FAI au gouvernement républicain pendant la révolution. Ils révélèrent aussi que l'antiparlementarisme et l'anti-étatisme des anarchistes et des anarcho-syndicalistes étaient souvent des abstractions. Pendant la dictature de Primo de Rivera, des anarchistes exilés en France acceptèrent de coopérer avec les partis politiques antimonarchistes[9]. Officieusement, des secteurs modérés et radicaux de la CNT collaborèrent avec les nationalistes catalans, alors que l'organisation condamnait le séparatisme catalan[10]. La FAI joua même un rôle dans la création de la Seconde République.

8. Lorenzo, *Los anarquistas españoles*, p. 50.
9. John Brademas, *Anarcosindicalismo y revolución en España (1930–1937),* trad. Joaquín Romero Maura (Barcelone, 1974), p. 31.
10. Enric Ucelay Da Cal, "Estat català: Strategies of Separation et Revolution of Catalan Radical Nationalism (1919–1933)" (Ph.D. diss., Columbia University, 1979), pp. 266–68. Sur la coopération entre la Confederación et les nationalistes catalans, voir aussi Sanz, *Sindicalismo,* pp. 129, 184.

> La FAI ne se comporta pas toujours comme la pure flamme de la cohérence anarchiste. Au contraire, elle était prête à tordre ses principes antiparlementaires presque jusqu'au point de rupture quand des situations cruciales se présentaient. Ainsi, lors des élections municipales de 1931, les délégués *faistas* s'unirent à leurs opposants modérés pour soutenir la coalition entre républicains et socialistes[11].

La victoire électorale de la gauche dans les grandes villes poussa le roi Alphonse XIII à abdiquer.

Un historien a imputé ces contradictions entre idéologie anarchiste et pratique à la personnalité des *faistas* et a soutenu que leur impulsivité les mena à abandonner en 1930 leur pureté doctrinale pour collaborer avec des politiciens[12]. Paradoxalement, la même impulsivité les incita, en 1931, à invoquer la pureté doctrinale pour rejeter le réformisme. Cependant, une séparation si importante entre théorie et pratique ne peut être simplement attribué au caractère « toujours impulsif » des *faistas*. Au contraire, ces contradictions révélaient la faillite de l'apolitisme anarchosyndicaliste.

Les insurrections de 1932 et 1933 démontrèrent cette contradiction. En janvier 1932, la FAI qui contrôlait alors largement la CNT, tenta de déclencher une révolution sociale et proclama le communisme libertaire dans les districts miniers catalans du haut Llobregat et de Cardener. Dans nombre de villes, les insurgés s'emparèrent des armes de la Somaten, les auxiliaires de la police catalane[13]. À Sallent, les syndicalistes se saisirent des tonneaux de poudre et de la dynamite de l'usine de potasse et hissèrent le drapeau rouge sur l'hôtel de ville. Les révolutionnaires prirent le contrôle des téléphones et des routes. Le gouverneur envoya l'armée pour « intimider les villages désobéissants » après que les guardias s'étaient fait tirer dessus et avaient été blessés.

En février, d'autres villes catalanes furent affectées par le mouvement :

> Dans toutes les localités où les libertaires dominèrent temporairement la situation et essayèrent de faire la révolution sociale, ils durent former des comités de direction chargés du maintien de l'ordre et de la surveillance des insatisfaits et des adversaires. Même s'ils souhaitaient abolir les lois, instituer une société sans autorité ou contrainte et libérer la spontanéité créatrice des masses, ils imposèrent leur domination par la force au moyen de décrets qu'ils qualifièrent modestement de proclamations. Loin de réaliser « l'anarchie », les leaders révolution-

11. Bookchin, *The Spanish Anarchists,* pp. 217–18 ; voir aussi Brademas, *Anarcosindicalismo y revolución,* p. 31 ; Susanna Tavera, « La CNT i la 'República catalana,'» *L'Avenç,* n° 13 (février 1979): 46.
12. Brademas, *Anarcosindicalismo y revolución*, p. 50.
13. Le contenu du restant de ce paragraphe est fondé sur un télégramme officiel du 21 janvier 1932, gobernador a ministro, caja 2412, AGA.

naires armés et munis de dynamite établirent ce que l'on pourrait appeler la « dictature du prolétariat » sans prendre en compte l'opinion des paysans et de la petite-bourgeoisie[14].

Un communiste de gauche a relevé que les insurgés de janvier « ne se comportèrent pas de façon apolitique mais bien politiquement »[15]. Le premier acte des révolutionnaires victorieux fut de prendre le pouvoir politique et de gouverner au moyen d'un comité de direction.

Les insurrections vaincues révélèrent elles aussi la tendance des militants libertaires à s'organiser secrètement plutôt qu'en discutant démocratiquement avec la base. La CNT comme la FAI alternaient entre une sorte de croyance blanquiste en la conspiration d'un petit nombre pour déclencher la révolution et une foi, opposée, en la spontanéité révolutionnaire des masses. L'insurrection de janvier 1933 prouva la faillite de ces deux idéologies, conspiratrice et spontanéiste. Une grève des cheminots de la CNT avait été préparée pour le début janvier 1933, malgré le large contrôle de ce secteur par l'UGT et la réticence de beaucoup d'ouvriers du rail de la CNT à faire grève[16]. Des membres de la FAI, menés par Garcia Oliver et d'autres anarchistes, ne tinrent pourtant pas compte de la tiédeur révolutionnaire des ouvriers et préparèrent une insurrection. Le 8 janvier 1933 à Barcelone, des groupes de la CNT attaquèrent des casernes ; dans plusieurs villages et villes de Catalogne, le communisme libertaire fut proclamé. L'argent, la propriété privée et l'exploitation furent abolis – jusqu'à ce que les troupes gouvernementales arrivent et mettent fin à l'insurrection. L'enseignement de la révolte de janvier n'était pas que la FAI manquait de réalisme, puisque la situation sociale pendant la Seconde République était telle que même un petit groupe de conspirateurs pouvait déclencher fréquemment des insurrections en Catalogne et partout en Espagne. Ce qui était en question ici, c'était la contradiction entre théorie démocratique et pratique de conspirateurs, une contradiction qui ressurgit pendant la Révolution.

En réaction à la répression par le gouvernement des anarchistes, des paysans et des ouvriers après l'échec des insurrections de 1932 et 1933 et en réplique à son incapacité à réaliser des réformes, la CNT diffusa activement son idéologie antipolitique et milita pour l'abstention aux élections de novembre 1933. Durruti déclara aux 75 000 ouvriers

14. Lorenzo, *Los anarquistas españoles*, p. 57.
15. G. Munis, *Jalones de derrota: Promesa de victoria, España 1930–1939* (Mexico, 1948), p. 92.
16. Brademas, *Anarcosindicalismo y revolución*, pp. 98–103 ; Bookchin, *The Spanish Anarchists*, p. 245 ; Lorenzo, *Los anarquistas españoles*, p. 58 ; Gómez, *Historia del anarcosindicalismo*, p. 169.

réunis dans les arènes de Barcelone : « Ouvriers, vous qui avez voté hier (c'est-à-dire lors de précédentes élections) sans réfléchir aux conséquences ; s'ils vous avaient dit que la république allait emprisonner 9 000 travailleurs, auriez-vous voté ? »[17]. Il est difficile de déterminer à quel niveau les ouvriers suivirent l'appel de la CNT à ne pas voter mais, dans la province de Barcelone, l'abstention s'éleva à près de 40 %, contre 30 % dans le reste du pays[18]. L'apathie populaire en fut peut être la raison, mais l'adhésion aux positions anarchosyndicalistes pourrait aussi expliquer le fort pourcentage d'abstention dans la capitale catalane.

Après la victoire électorale de la droite, la CNT tenta encore une prise de pouvoir révolutionnaire en décembre 1933 :

> Au peuple : la CNT et la FAI vous appellent à l'insurrection armée… Nous allons réaliser le communisme libertaire… Les femmes dans leurs foyers. Les hommes sur leur lieu de travail…
>
> La propriété privée est abolie et toutes les richesses sont à la disposition de la collectivité. Les usines, les magasins et tous les moyens de production seront récupérés par les prolétaires organisés et seront placés sous le contrôle et la gestion d'un comité d'usine qui essayera de maintenir le niveau et les caractéristiques actuels de la production… La CNT et la FAI seront représentés par les couleurs noire et rouge… Tout autre drapeau devra être considéré comme contre-révolutionnaire… Vous devez être prêts à donner vos vies pour défendre la Révolution qui vous offre les moyens d'existence les plus stables : l'indépendance économique et la liberté[19].

Bien que cette révolte, limitée à l'Aragon, échoua aussi désastreusement que les précédentes, le problème n'est pas tellement de critiquer les tactiques de la CNT et de la FAI (même si elles étaient certainement mal conçues), mais de montrer la nature de la pratique de la Confederación. Premièrement, la proclamation décréta la mise en place du communisme libertaire et de la liberté en général, mais cette nouvelle organisation sociale réclamait l'obéissance absolue à la CNT et à la FAI (« tout autre drapeau devra être considéré comme contre-révolutionnaire »). Deuxièmement, le décret ordonnait à l'ouvrier révolutionnaire de rester au travail et à sa femme de rester à la maison. Comme l'ont noté des théoriciens anarcho-syndicalistes, dans le communisme libertaire, les comités d'usine ne changeraient pas la

17. Durruti, cité dans Bookchin, *The Spanish Anarchists,* p. 250 ; voir aussi Brademas, *Anarcosindicalismo y revolución,* p. 108.
18. Lorenzo, *Los anarquistas españoles,* p. 61 ; José A. González Casanova, *Elecciones en Barcelona (1931–1936)* (Madrid, 1969), p. 26
19. CNT, 9 décembre 1933, cité dans Brademas, *Anarcosindicalismo y revolución,* pp. 114–15

nature de la production ou, dans ce cas, la division sexuelle du travail. Effectivement, la FAI et la CNT déclarèrent que l'ampleur et les dimensions de la production seraient préservées, au moins temporairement. Préfigurant la période d'après juillet 1936, seul le *contrôle* des forces productives, et non la production elle-même, changerait. Pendant la révolution sociale, l'ouvrier travaillerait pour le conseil d'usine.

Suite au renforcement de la droite grâce à se victoire électorale et à l'échec postérieur de l'insurrection de la CNT à la fin de 1933, les socialistes craignirent une prochaine prise de pouvoir par les fascistes en Espagne, comme ils l'avaient récemment fait en Allemagne et en Autriche. Le mot d'ordre socialiste devint « plutôt Vienne que Berlin ». La résistance armée des ouvriers viennois était préférable à la soumission passive de la classe ouvrière allemande. Les socialistes se mirent à la recherche de partenaires pour une alliance antifasciste. De plus, des éléments de la base socialiste, particulièrement des ouvriers agricoles, se radicalisèrent de plus en plus à cause de l'inefficacité des projets gouvernementaux de réforme agraire et des difficiles conditions de la vie rurale. Largo Caballero, déçu des résultats de sa collaboration durant les deux premières années de la Seconde République, adopta une position plus radicale et proposa une alliance « révolutionnaire » à la CNT. Beaucoup de militants de la CNT restèrent sceptiques, à juste titre. En effet, la Confederación avait parfois obtenu moins que ce qu'elle attendait de ses accords avec les socialistes et l'UGT. Comme on l'a vu, en 1917, la coalition avait même échoué à instaurer une république, et les militants anarchosyndicalistes se souvenaient combien Largo Caballero avait profité de son poste de conseiller d'État de Primo pour gagner des adhérents à la légale UGT et amoindrir la CNT interdite.

La rivalité se poursuivit pendant les années 1930. En 1930-1931, les liens des libertaires avec les autres partis et syndicats de gauche avaient contribué à la formation de la Seconde République et les ouvriers étaient entrés en masse dans les syndicats de la Confederación. Ni la répression de la dictature ni sa modernisation incomplète n'avaient privé, à Barcelone et dans les autres régions, la CNT de sa base sociale[20]. L'activité militante des anarchosyndicalistes et le rétablissement victorieux de leurs organisations provoquèrent la réaction du gouvernement soutenu par les socialistes, qui essaya à nouveau de détruire la CNT

20. Susanna Tavera, "Els anarcosindicalistes catalans i la dictadura," *L'Avenç,* n° 72 (juillet 1984): 65 ; Sanz, *Sindicalismo,* p. 123. Au sujet de la progression de la CNT dans les Asturies à la fin de la dictature de Primo et au début de la Seconde République, voir Adrian Shubert, *Hacia la revolución: Orígenes sociales del movimiento obrero en Asturias, 1860–1934,* trad. Agueda Palacios Honorato (Barcelone, 1984), pp. 178–79.

et emprisonna nombre de ses militants. L'UGT usa de son influence à Madrid pour s'attaquer au réseau militant de la CNT dans le port de Barcelone.

Certains anarchosyndicalistes étaient prêts à une coalition révolutionnaire, malgré la méfiance de la plus grande partie de la Confederación à l'égard d'une alliance avec les socialistes et l'UGT. En février 1934 fut publié un essai, largement diffusé, de Valeriano Orobón Fernández, qui prônait une alliance révolutionnaire entre la CNT, les socialistes et le minuscule Parti Communiste :

> Il est indispensable d'unir les forces de la classe ouvrière en un bloc de granit, pour vaincre un ennemi qui gagne du terrain sur le prolétariat…
>
> Cette alliance va se faire sur le terrain révolutionnaire que la CNT a toujours occupé, terrain sur lequel les socialistes viennent maintenant après l'échec retentissant de leurs expériences avec la démocratie bourgeoise.
>
> Plate-forme de l'alliance :… la démocratie révolutionnaire de la classe ouvrière est l'action sociale directe du prolétariat…
>
> La position théorique actuelle des partis socialistes et communistes confère une importance excessive au rôle de l'outil politique dans le processus révolutionnaire. Cette conception est singulière pour ces partis officiels du matérialisme historique, qui devraient voir dans l'influence de l'économie la pierre de touche de toute réelle transformation sociale. Malgré le label d'utopiste qui nous est opposé, nous (les anarchosyndicalistes) croyons que le succès de la révolution dépend surtout de *l'articulation rapide et rationnelle* de l'économie. De ce fait, le simple slogan politique est insuffisant pour prendre en compte les problèmes fondamentaux de la révolution. Ce qui est essentiel… c'est la socialisation des moyens de production et la coordination et l'organisation extensive du travail qu'exige la construction d'une nouvelle économie. Et cela ne peut pas être l'œuvre d'un pouvoir politique central mais celle des syndicats et des communautés, représentants immédiats et directs des *producteurs* qui, dans leurs domaines respectifs, sont les piliers naturels du nouvel ordre[21].

L'article d'Orobón préfigura, bien que de manière imparfaite, l'alliance, pendant la guerre civile, de la CNT avec les autres organisations de la classe ouvrière, en particulier avec l'UGT qui se radicalisait de plus en plus. Il souligna également l'importance du fondement économique dans l'alliance ouvrière. Ce militant anarchosyndicaliste comprit que le point commun entre la CNT et les marxistes révolutionnaires était cette conception du futur économique. Les deux courants s'accordaient sur la nécessité de socialiser la production, de « réintégrer

21. Cité dans Peirats, *La CNT,* 1:83–87 ; les italiques ont été ajoutées.

les chômeurs dans le système productif, d'orienter l'économie vers une intensification de la production et d'améliorer le niveau de vie… Le travail est, dorénavant, une activité accessible à tous et dont tous les droits découlent. »[22]

L'appel d'Orobón à une alliance révolutionnaire avec les socialistes et les communistes n'eut qu'une influence limitée au sein de la CNT, car la branche catalane, de loin la plus importante, rejeta une telle coalition. Après la Première Guerre mondiale, l'influence relative de l'anarchosyndicalisme catalan avait augmenté au détriment des sections rurales d'Andalousie[23]. En outre, dans leur région, les Catalans n'étaient pas aux prises avec un parti socialiste ou communiste puissant. Pour les militants de la CNT, les socialistes catalans s'étaient discrédités en s'alliant avec les nationalistes catalans de l'Esquerra.

Beaucoup de militants de la CNT se mirent à considérer les nationalistes catalans comme des ennemis de la Confederación et les traitèrent de petits-bourgeois. Pendant les premiers mois de la Seconde République, l'esprit de collaboration qui avait existé entre quelques secteurs du mouvement libertaire et les nationalistes catalans disparut vite lorsque l'Esquerra se joignit aux forces de l'ordre pour « sauver » l'économie catalane des grèves et de l'agitation impulsés par des éléments « irresponsables » de la CNT[24]. La confédération accusa alors les nationalistes de tirer profit de l'électorat de la CNT pour trahir ensuite le mouvement libertaire[25]. Comme l'indiquait son nom, la CNT faisait de la création d'une organisation ouvrière *nationale* sa principale priorité, et non le renforcement du nationalisme catalan. Les nationalistes catalans, particulièrement le droitier Estat Català, persécutèrent et firent mettre hors la loi la CNT, même après la légalisation de la Confederación dans d'autres régions d'Espagne[26]. La CNT n'accepterait l'alliance avec les socialistes et l'UGT que s'ils rompaient clairement avec les nationalistes catalans et proclamaient fermement leurs intentions révolutionnaires.

---

22. *Ibid.*, p. 88.
23. Edward E. Malefakis, *Agrarian Reform and Peasant Revolution in Spain* (New Haven, 1970), pp. 301–2.
24. Francisco Madrid, *Ocho meses y un día en el gobierno civil de Barcelona: Confesiones y testimonios* (Barcelone, 1932), p. 198.
25. *Ibid.*, p. 238 ; Jordi Sabater, *Anarquisme i catalanisme: La CNT i el fet nacional català durant la guerra civil* (Barcelone, 1986), pp. 31–37.
26. Brademas, *Anarcosindicalismo y revolución,* p. 133. Le quotidien de la CNT, *Solidaridad Obrera,* était interdit. Voir Peirats, *La CNT,* 1 : 101 ; voir aussi Alberto Balcells, *Crisis económica y agitación social en Cataluña de 1930 a 1936* (Barcelone, 1971), p. 179.

Bien que la section catalane fût hostile à la proposition de Orobón, la section asturienne de la Confederación se montra plus réceptive à une alliance ouvrière. Dans les Asturies, à la différence de la Catalogne, la CNT était un syndicat minoritaire. Sa direction locale en conclut qu'elle ne pouvait participer à la Révolution qu'en coopérant avec ses rivaux[27]. Leur alliance ouvrit la voie à l'insurrection des Asturies, qui fut déclenchée par les événements politiques de 1934. En octobre de cette année, la CEDA (Confederación española de derechas autonomas) entra au gouvernement. La CEDA était un parti catholique de droite, dont beaucoup, à gauche, redoutaient qu'elle approuve un coup d'État « fasciste » en Espagne. Même le modéré – et catholique – président de la République, Niceto Alcalà Zamora, doutait de la loyauté envers la République du dirigeant de la CEDA, Gil Robles, et il rechignait à lui demander de former un gouvernement. Néanmoins, le 4 octobre, Alcalà Zamora donna son accord à la formation d'un gouvernement incluant trois ministres de la CEDA. Le jour suivant, les mineurs des Asturies, qui avaient été de plus en plus politisés par ce qu'ils tenaient pour un échec de la République, et radicalisés par la détérioration des conditions de travail, déclenchèrent la célèbre insurrection des Asturies, le prélude à la Guerre civile qui devait éclater deux ans plus tard. Il n'est pas nécessaire à notre propos de décrire en détail la sanglante répression de l'insurrection par les troupes d'élite de la Légion étrangère et les troupes maures du général Franco. Il est cependant important de noter que des comités locaux, composés généralement de socialistes, de communistes et – selon la ville – d'anarcho-syndicalistes, tentèrent de mettre en pratique leurs projets de révolution sociale. Dans plusieurs villes et villages, les moyens de production et de distribution furent collectivisés.

En Catalogne, pendant l'insurrection des Asturies, Lluis Companys, le dirigeant des nationalistes catalans, rassemblés dans l'Esquerra, décréta « l'État catalan au sein de la République fédérale espagnole. » Cette tentative d'indépendance catalane échoua lamentablement. Elle montra clairement les limites du nationalisme catalan, dont la base sociale était trop faible et étroite pour former une nation indépendante. Comme nous l'avons vu, la bourgeoisie catalane s'était depuis longtemps acoquinée avec Madrid et les traditionnalistes du centre et du sud. Elle n'était pas assez puissante pour s'affranchir de leur influence et manquait de dynamisme pour dominer politiquement et économiquement l'Espagne entière. En conséquence, le nationalisme catalan radical ne pouvait pas compter sur le soutien d'une grande partie de la

27. Shubert, *Hacia,* p. 202.

haute bourgeoisie, qui dépendait de Madrid pour sa protection et ses intérêts. Dans les années 30, le nationalisme catalan radical, privé du soutien de la classe dominante et de celui de la CNT, était le domaine de ce que par manque d'un meilleur terme nous appelons la petite-bourgeoisie – techniciens, commerçants, fonctionnaires, employés du bureau, artisans, paysans. Leur nationalisme n'était pas seulement politique, il était aussi culturel et impliquait la renaissance du catalan comme langue parlée et écrite. Les perspectives économiques d'un nationalisme qui exigeait un État catalan indépendant étaient sérieusement restreintes, car les médiocres industries catalanes dépendaient à la fois de la protection accordée par Madrid et des marchés appauvris du reste de la Péninsule. Le nationalisme catalan représentait peut-être une séduisante indépendance politique et culturelle par rapport à un État espagnol bureaucratique et centralisé, mais beaucoup de Catalans de diverses conditions sociales se rendaient compte, au vu de l'état de l'industrie régionale, que devenir une nation indépendante pourrait bien mener à leur ruine économique.

Les insurrections défaites de Catalogne et des Asturies suscitèrent une répression plutôt sévère de la gauche par le gouvernement de droite. Plusieurs estimations évaluent le nombre de prisonniers politiques dans les geôles espagnoles entre 20 000 et 30 000 personnes. En Catalogne, le nombre de prisonniers a été estimé à 4 000, pour la plupart des militants nationalistes catalans et non des ouvriers[28]. En 1935, la gauche redoutait des mesures sévères et une répression continue de la droite. Le 14 avril 1935, quatrième anniversaire de la Seconde République, les officiers qui avaient écrasé la révolution d'octobre en Catalogne et aux Asturies furent médaillés, au cours d'une cérémonie publique au centre de Madrid[29]. Le gouvernement voulait établir – peut-être comme celui de la France après la Commune de 1871 – une république de l'ordre, qui pourrait protéger la propriété et l'Église. Cette tentative fut bien sûr infructueuse. Stabiliser la république se révéla difficile à réaliser dans un pays à la population rurale assoiffée de terre et où les militants ouvriers étaient souvent membres d'organisations révolutionnaires.

La gauche s'unit pour mettre fin à la répression de la droite. Les socialistes, les républicains, le POUM, l'UGT, les nationalistes catalans, des dissidents syndicalistes (Parti syndicaliste) et les communistes signèrent le programme de Front populaire en janvier 1936. C'était

28. Ricard Vinyes, "Sis octubre: Repressió i represaliats," *L'Avenç,* n° 30 (septembre 1980) ; Sanz, *Sindicalismo,* p. 260.
29. Circular 17, 14 avril 1935, 2416, AGA.

en fait un accord électoral conçu pour préserver les institutions républicaines, qui ne proposait que de vagues solutions aux problèmes socio-économiques. Pourtant, le Front populaire français, qu'on ne pouvait pas vraiment qualifier d'alliance révolutionnaire, était beaucoup plus audacieux que son homologue espagnol lorsqu'il demandait la nationalisation des industries de défense. Paradoxalement, l'unité du Front populaire était presque exclusivement électorale en Espagne, alors que beaucoup de problèmes sociaux et économiques fondamentaux n'étaient pas encore résolus, et que la réforme agraire et la modernisation économique étaient nécessaires pour développer l'agriculture et l'industrie. Les représentants des partis républicains modérés signataires du programme firent bien comprendre qu'ils refusaient les trois propositions majeures des socialistes : nationalisation de la terre et sa distribution à la paysannerie, nationalisation des banques et « contrôle ouvrier »[30]. Bien que la modération du programme du Front populaire ait impressionné favorablement quelques personnalités de droite, l'incapacité de la gauche à s'accorder sur plusieurs des plus importantes questions sociales et économiques annonçait les tensions et les ruptures qui se reproduiraient pendant la Révolution.

La gauche catalane réalisa également son propre Front populaire – ou plus précisément Front d'Esquerres – qui comprenait les communistes, les socialistes, les *poumistas*, les *rabassaires* (modestes métayers catalans) et différents nationalistes catalans qui soutenaient la Seconde République. Son programme exigeait le rétablissement du gouvernement autonome régional garanti par le statut catalan, suspendu par le gouvernement de droite après la révolution manquée d'octobre 1934. De plus, la coalition de la gauche catalane demandait le maintien des « avancées sociales de la République » et que la loi sur le vagabondage, répressive, d'août 1933 ne s'applique qu'à « ceux qui sont réellement vagabonds » et non aux travailleurs sans emploi. Bien que toute la gauche, y compris les anarchosyndicalistes, ait été d'accord sur la nécessité d'éliminer les « parasites », la CNT et une partie de la base *poumista* estimaient que les programmes des fronts populaires catalan et espagnol n'était pas assez radicaux.

La CNT avait des raisons propres de craindre la poursuite du *bienio negro*, le gouvernement de la droite, puisque nombre de ses militants avaient été emprisonnés, plusieurs risquant même la peine de

30. Pour le manifeste, Javier Tusell Gómez, *Las elecciones del frente popular en España* (Madrid, 1971), 2 : 352–58. Il est aussi reproduit dans Santos Juliá, *Orígenes del frente popular en España, 1934–1936* (Madrid, 1979), pp. 216–23.

mort, rétablie en 1934. La Confederación s'était lancée, en avril 1934, à Saragosse, dans une grève générale de deux mois, dont l'un des buts était la libération des militants emprisonnés. Le Front populaire proposait d'amnistier les prisonniers ; en contrepartie la CNT atténua sa campagne pour l'abstention. Bien que plusieurs syndicats et dirigeants aient réitéré la position officielle d'opposition à la participation politique, d'autres – comme l'influent syndicat du bâtiment – s'écartèrent de la position anarchiste classique[31]. Cette politique de « négation de la négation » donna le feu vert à la base pour voter pour le Front populaire[32]. Même le célèbre *faista* Durruti recommanda aux membres de la CNT de se rendre aux urnes[33].

Comme on pouvait s'y attendre, la campagne électorale souleva les passions partout dans le pays, particulièrement à Barcelone où l'électorat se polarisa de plus en plus. La droite était divisée, et ses éléments les plus modérés, isolés. L'abstention préconisée par Unió democràtica de Catalunya qui représentait les chrétiens-démocrates catalans fut condamnée par les catholiques les plus extrémistes comme une « désertion et une trahison de la patrie, et la désobéissance flagrante aux principes récemment réaffirmés par le Saint-Siège et l'épiscopat espagnol »[34]. Le Front populaire remporta en février 1936 une éclatante victoire. Il obtint, à l'échelle nationale, de 47 % à 51,9 % des voix, contre 43 % à 45,6 % pour la droite. En Catalogne, la gauche obtint 59 % des voix, contre 41 % pour la droite[35]. La CNT contribua, sans qu'on puisse le chiffrer, à la victoire en recommandant secrètement de ne pas s'abstenir (« Nous devons libérer 20 000 travailleurs, toujours emprisonnés, et obtenir l'amnistie »[36]). À Barcelone et à Saragosse, où l'anarchisme était influent, l'abstention tomba à 27 % et 31 %, respectivement, contre 40 % et 38 % en 1933. Même si l'on admet que la CNT exagérait son importance, l'augmentation du nombre des votants était incontestable. Selon une autre estimation, l'abstention diminua de 38 % en 1933 à 31 % en 1936 dans la ville de Barcelone[37].

31. Tusell, *Las elecciones,* 1 :222 ; Santos Juliá, *Orígenes,* p. 131.
32. Brademas, *Anarcosindicalismo y revolución,* p. 163.
33. Lorenzo, *Los anarquistas españoles,* p. 72.
34. Acció catòlica citée in Tusell, *Las elecciones,* 1 : 114–15.
35. Elena Posa, "El front d'esquerres de Catalunya," *L'Avenç,* n° 1 (avril 1977) : 52.
36. Bar Cendón, "La confederación," p. 247, attribue la victoire du Front populaire à la CNT.
37. González Casanova, *Elecciones,* pp. 26, 67. L'effet de la campagne abstentionniste de la CNT est encore un sujet de discorde : voir Mercedes Vilanova, "El abstencionismo electoral y su relación con las fuerzas políticas en la provincia de Gerona durante la Segunda República: Un ejemplo,

Cependant, même en 1936, l'apathie populaire se traduisit par un niveau élevé d'abstention.

La victoire de la gauche accrut les craintes de la droite que le Front populaire sépare brutalement l'Église et l'État, réduise le pouvoir de l'armée, encourage les séparatismes régionaux et mette peut-être en pratique une réforme agraire. De plus, les insurrections manquées de 1932, 1933 et 1934 ravivaient les inquiétudes, laissant penser que certaines caractéristiques de la révolution inachevée bourgeoise et progressiste ne seraient pas consolidées par des républicains modérés tels que Manuel Azaña ou Martínez Barrio, mais plutôt par les révolutionnaires ouvriers, comme en Russie en 1917, qui ne respecteraient pas la propriété privée. Les militants de la CNT, la gauche du Parti socialiste, les *poumistas* et les communistes n'institueraient peut-être pas seulement un gouvernement laïc et civil ; ils nationaliseraient ou collectiviseraient peut-être les moyens de production.

Pendant la Seconde République, des officiers s'occupaient des menaces à l'ordre traditionnel et des « séparatismes » périphériques en complotant contre la république, mais les hommes en uniforme n'étaient pas les seuls responsables de l'absence de paix sociale. Les ouvriers soutenaient continuellement leurs revendications par des grèves, souvent conduites par la CNT. L'activité idéologique et politique de la CNT a déjà été étudiée, mais ses fonctions quotidiennes de *syndicat*, représentant ses adhérents et renforçant son organisation, ne l'ont pas encore été. Pour comprendre la nature de la CNT de 1931 à 1936 et les revendications de la classe ouvrière barcelonaise, il faut étudier son rôle de syndicat revendiquant la réduction du temps de travail, la sécurité de l'emploi, de meilleures prestations sociales et des salaires plus élevés pour ses membres, hommes et femmes. Lorsque la révolution éclata en juillet 1936, la CNT dut combattre des aspirations qu'elle avait encouragées pendant la Seconde République.

Avec l'avènement de la Seconde République, beaucoup de syndicats de la CNT connurent un afflux massif d'adhérents, estimé à plus de 100 000 en Catalogne[38]. En 1931, 58 % des travailleurs de la ville de Barcelone, et 30 à 35 % de ceux de la province, étaient membres de la CNT[39]. Les ouvriers de Barcelone poursuivaient ce schéma, déjà établi, de mépris de l'idéologie et de bascule vers le syndicat qui pou-

La Escala," in *Homenaje a Dr. D. Juan Reglà Campistol* (Valence, 1975), 2 : 500–503 ; Vilanova conclut que la position antipolitique de la CNT a eu très peu d'influence sur ses sympathisants.

38. Bar Cendón, "La confederación," p. 232 ; voir aussi A. Cucó Giner, "Contribución a un estudio cuantitativo de la CNT," *Saitabi* 20 (1970).
39. Balcells, *Crisis económica y agitación social,* p. 12.

vait au mieux les protéger. Comme en 1922, quand les deux généraux responsables de la répression, Anido et Arleguí, avaient été mutés, les ouvriers quittèrent le Sindicato libre de droite pour rejoindre les syndicats anarchosyndicalistes de nouveau autorisés[40]. En 1931 le Syndicat de la métallurgie de Barcelone déclara que le nombre de ses adhérents était passé de 18 500 à 29 000 en quelques mois et qu'il avait épuisé ses réserves de cartes syndicales[41]. Le Syndicat de la Construction en délivra 42 000 en une brève période. Les ouvriers adhérèrent en masse à la Confederación, mais, comme s'en plaignaient des dirigeants de la CNT, ne payèrent pas leurs cotisations ou ne se rendirent pas aux réunions. « Beaucoup d'adhérents ne sont pas à jour de leurs cotisations. Toutes les cartes des adhérents doivent être contrôlées, et nous devons faire comprendre à chacun de ceux qui sont en retard la nécessité d'être à jour. Si quelqu'un refuse, il ne doit pas être autorisé à travailler. »[42]

Les ouvriers, bien que réticents à payer leurs cotisations, ne l'étaient pas pour faire grève. En 1931, la Chambre de commerce de Barcelone décrivit la situation juste après l'instauration de la Seconde République :

> Les pétitions pour de meilleures conditions de travail et les grèves lancées par les ouvriers lorsque les employeurs refusent de les accepter coïncident avec de violentes manifestations de chômeurs. La tactique suivie est de présenter de nouvelles revendications à un petit nombre d'entreprises, puis de les adresser à d'autres si elles sont acceptées ou d'appeler à une grève partielle si ce n'est pas le cas[43].

Un républicain catalan reprocha aux ouvriers de vouloir satisfaire toutes leurs aspirations dès l'instauration de la Seconde République[44]. À la fin de mai et au début de juin 1931, l'agitation continua avec la même intensité. La CNT reconnut qu'elle ne pouvait pas contrôler les grèves qui éclatèrent pendant l'été 1931. Le gouvernement dut prendre des mesures pour garantir le droit au travail. En juillet le gouverneur, Carlos Esplá, et les autorités militaires dirigées par le général Lopez Ochoa, menacèrent de remplacer les électriciens et d'autres grévistes par du personnel militaire.

Les grèves découlaient d'une grande variété de problèmes, une

40. Fomento de trabajo nacional, Actas de la junta directiva, 24 novembre 1922.
41. Sindicato único de la metalurgia, *Informe sobre su reorganización y desenvolvimiento* (Barcelone, 1931), p. 19 ; Sanz, *Sindicalismo,* p. 194.
42. Actas, pleno de juntas, federación local de sindicatos únicos de Barcelona, 31 décembre 1931, 501, AS.
43. Cité dans Balcells, *Crisis económica y agitación social,* pp. 201–2.
44. Madrid, *Ocho meses,* p. 154.

cause importante étant les conflits sur le travail à la pièce. Plusieurs syndicats revendiquèrent « la suppression totale du travail à la pièce et des primes »[45]. Cette revendication, exprimée dès le congrès de fondation de la CNT, en 1910 à Barcelone, resta populaire parmi les ouvriers de la ville même pendant la Guerre civile et la Révolution. Diminuer le rythme de travail et réduire la durée de la semaine de travail étaient d'autres aspirations persistantes. En 1912, un observateur français, de droite, fit remarquer que les ouvriers espagnols n'aimaient pas travailler rapidement et ralentissaient souvent la cadence de travail[46]. Le militant anarchosyndicaliste Gaston Leval, qui, pendant la Première Guerre mondiale, occupa divers emplois en France et en Espagne, fut agréablement surpris par le rythme de production plus lent, les pauses plus fréquentes, l'absence relative d'heures supplémentaires et de travail à la pièce à Barcelone, en comparaison avec Paris[47]. Dans les années 1920, un ingénieur de la Maquinista qui introduisit des primes basées sur un système d'organisation « scientifique » du travail dut affronter la « paresse » des ouvriers et les « astuces (…) pour déjouer » les chronométreurs[48].

Les historiens ont soutenu avec raison que les nombreuses grèves et revendications pour une semaine de travail plus courte étaient une réponse à la croissance du nombre des chômeurs à Barcelone pendant les années 1930. Comme on l'a vu, l'assurance chômage y était à peu près inexistante, ce qui rendait cruciale la solidarité des ouvriers avec les chômeurs. Plusieurs syndicats de la CNT proposèrent de répartir équitablement entre tous les travailleurs le volume limité de travail. Outre cette solidarité avec les chômeurs, les ouvriers de Barcelone voulaient réduire la durée de la semaine de travail tout simplement pour travailler moins. Un programme de réduction du travail était seulement une méthode pour diminuer le nombre de chômeurs – et pas nécessairement la plus efficace –, comme on le verra. Des grèves éclatèrent en novembre 1934, pendant le *bienio negro*, à la suite du rétablissement de la semaine de 48 heures de travail, et les ouvriers refusèrent de travailler plus de 44 heures[49].

Le mouvement ouvrier eut des difficultés à préserver ses acquis

45. Balcells, *Crisis económica y agitación social,* p. 203 ; Anna Monjo et Carme Vega, *Els treballadors i la guerra civil* (Barcelone, 1986), p. 14.
46. Valdour, *L'Ouvrier espagnol,* 1 : 45, 329.
47. Gaston Leval, *El prófugo* (Valence, 1935), p. 142.
48. Antido Layret Foix, *Organización de una oficina para el cálculo de los tiempos de fabricación* (Barcelone, 1931), pp. 16, 42.
49. Fomento, *Memoria,* 1934. En France la question était celle d'une semaine de 40 heures, non de 44.

pendant la période du *bienio negro* (1934-1935). En 1934, les ouvriers se mirent moins en grève qu'auparavant et furent plus souvent vaincus dans les conflits du travail qu'en 1933[50]. La semaine de 44 heures de travail fut rétablie après la victoire du Front populaire en 1936, et les métallurgistes de la CNT comme de l'UGT revendiquèrent le paiement des quatre heures de travail supplémentaires par semaine qui avaient été imposées en 1935. La Generalitat arbitra ce conflit et le résolut par une augmentation des salaires. Beaucoup de métallurgistes furent cependant mécontents de cet arbitrage et se lancèrent dans des ralentissements du travail qui réduisaient de moitié la production. Pendant la Seconde République, les ouvriers de Barcelone luttèrent durement, dans des situations politiques et sociales diverses, sur des problèmes de base. Bien que de 1931 à 1936 les tentatives des syndicats de conquérir la journée de six heures de travail aient été infructueuses et que l'objectif de la semaine de 36 heures de travail ait échoué, une semaine de 42 heures de travail fut instaurée dans plusieurs secteurs importants de l'industrie catalane.

Des ouvriers de la CNT ou d'autres syndicats en vinrent même à se blesser pour fuir le travail. La Maquinista relata que, pendant les travaux de construction d'un pont à Séville, des ouvriers s'infligèrent des infections mineures en se coupant, afin d'obtenir des indemnités de maladie. La Maquinista fut, alors, abandonnée à son sort par la compagnie d'assurance[51]. Le patronat craignait que s'il devait assumer l'entière charge de l'assurance accident et des indemnités, cela aurait des conséquences contre-productives :

> La protection du travailleur pourrait encourager le désir d'obtenir une incapacité permanente (…) C'est un fait, démontré par la large expérience des compagnies d'assurance et des mutuelles. Certains, pour percevoir des indemnités pendant une plus longue période, prolongent les soins pour beaucoup d'accidents au-delà de ce qui est nécessaire par l'utilisation de produits caustiques et corrosifs (*cáusticos y corrosivos*), même au péril de leur santé[52].

La lutte pour la réduction de la durée de la semaine de travail prit une autre dimension : bien que très déchristianisés et souvent anticléricaux, les ouvriers catalans défendirent néanmoins vigoureusement les fêtes traditionnelles. Un catholique français décrivit en 1912 ce type de situation :

50. Balcells, *Crisis económica y agitación social,* pp. 220–24 ; Alberto del Castillo, *La Maquinista Terrestre y Marítima: Personaje histórico (1855–1955)* (Barcelone, 1955), pp. 460–61.
51. Castillo, *La Maquinista Terrestre y Marítima,* pp. 464–65.
52. Fomento, *Memoria,* 1932.

> La force du sentiment populaire, le besoin de repos et de loisirs (…) étaient si pressants que le peuple espagnol fêta spontanément les jours chômés coutumiers de la Saint-Jean, le lundi, et de la Saint-Paul le samedi suivant, en dépit de leur suppression. Ne tenant pas compte des patrons, ils désertèrent tous les ateliers. Les anticléricaux républicains cédèrent à la pression [populaire] en organisant des bals et des opérettes[53].

L'Union textile de la CNT protesta contre la suppression de 23 jours fériés qui tombaient en semaine[54]. Les ouvriers barcelonais étaient prêts à invoquer la « tradition » pour réduire le temps de travail. En 1927, le Fomento remarqua que les patrons qui essayaient d'obliger leurs ouvriers à compenser ou à récupérer les jours de fête autres que les dimanches pouvaient s'attendre à des difficultés[55]. Effectivement, d'importantes grèves contestant l'emploi du temps eurent lieu au printemps et à l'été de 1927, 1929 et 1931[56]. De plus, les ouvriers chômaient parfois le jour avant ou après un jour férié, traditionnel ou pas. La législation fut modifiée pour limiter cette coutume.

Les ouvrières, qui constituaient 57,3 % de la force de travail de l'industrie textile barcelonaise, semblent avoir été particulièrement combatives sur les horaires de travail et les autres sujets qui les concernaient directement, comme l'assurance maternité[57]. Les femmes voulaient que l'interdiction du travail de nuit s'applique de 23 heures à 5 heures au lieu de 22 heures à 4 heures, puisqu'elles ne voulaient pas se lever une heure plus tôt. Le changement d'horaire qui découla de la modification d'une loi interdisant le travail de nuit des femmes « ne fut pas accueilli favorablement par les ouvriers », qui se mirent alors en grève[58]. Des femmes travaillant dans une usine textile de Badalona rejetèrent la proposition de la direction d'une semaine de travail dédoublée, la moitié d'entre elles travaillant trois jours et l'autre moitié les trois jours restant. L'ensemble des ouvrières préféraient travailler les trois mêmes jours de semaine[59]. L'Union textile de la CNT revendiqua quatre mois de congés maternité pour les femmes enceintes[60].

53. Valdour, *L'Ouvrier espagnol,* 1:52. Sur la déchristianisation, voir les brèves remarques dans Josep Massot i Muntaner, *Aproximació a la història religiosa de la Catalunya contemporània* (Barcelone, 1973), pp. 119–24.
54. G. Blanco Santamaría et E. Ciordia Pérez, *La industria textil catalana* (Madrid, 1933), p. 36.
55. Fomento, Actas, 14 février 1927.
56. Federación de fabricantes de hilados y tejidos de Cataluña, *Memoria* (Barcelone, 1930); Fomento, *Memoria,* 1932.
57. Chiffres dans Rosa María Capel Muñoz, *La mujer española en el mundo del trabajo, 1900–1930* (Madrid, 1980), p. 32.
58. Fomento, *Memoria,* 1928.
59. Gobernador a ministro, 10 août 1931, Leg. 7A, n° 1, AHN.
60. Madrid, *Ocho meses,* p. 194.

Il faut nuancer les jugements à propos du militantisme des femmes. Beaucoup de femmes espagnoles étaient peu enclines à adhérer à des syndicats et à les animer car elles concevaient leur emploi comme temporaire. En 1930, les 1 109 800 travailleuses constituaient 12,6 % de la force de travail totale et 9,16 % de la population féminine totale[61]. 43 à 45 000 d'entre elles seulement étaient membres d'un syndicat, et entre 34 880 et 36 380 appartenaient au mouvement syndical catholique. Une partie des femmes commençaient à travailler à douze ou quatorze ans et cessaient immédiatement après leur mariage, généralement entre 25 et 30 ans. En cas de veuvage, certaines retournaient sur le marché du travail. Des industriels barcelonais déclarèrent, en 1922, que la plupart des ouvrières quittaient leur emploi pour se marier et que très peu travaillaient jusqu'à la retraite[62]. En 1930, 65,6 % des ouvrières étaient célibataires, 19,29 % étaient mariées et 14,26 % étaient veuves[63]. À Barcelone, 65 % de la population active féminine travaillait dans l'industrie.

Dans beaucoup de familles qui cherchaient à acquérir une petite entreprise ou une parcelle de terre, les femmes géraient le budget familial, ce qui pouvait les faire hésiter face à la perte financière qu'occasionnerait leur participation ou celle de leur mari à des grèves. Certaines ouvrières qui travaillaient pour un salaire conçu comme complétant des salaires d'autres membres de la famille, étaient elles aussi réticentes à faire grève. Les femmes des classes moyennes appauvries qui travaillaient pour sauver les apparences pouvaient rejeter la participation à des mouvements militants. En juillet 1931, 560 salariés – surtout des employés de bureau et des réparateurs – firent grève contre la compagnie de téléphone[64]. Les jeunes femmes semblent avoir été les premières à reprendre le travail. Pendant le conflit, trois grévistes

61. Rosa María Capel Martínez, éd., *Mujer y sociedad en España, 1700–1975* (Madrid, 1982), p. 213.
62. Fomento, Actas, 2 juin 1922.
63. Capel, *Mujer y sociedad,* p. 214. Il existe aussi des données tendant à montrer que les femmes mariées continuaient à être salariées (Cristina Borderías Mondéjar, "La evolución de la división sexual del trabajo en Barcelona, 1924–1980: Aproximación desde una empresa del sector servicios–La Compañía Telefónica Nacional de España" [Thèse de doctorat, Université de Barcelone, 1984], pp. 379–80). Les chiffres, pour les hommes, étaient de 39,13 % de célibataires, 52,65 % étaient mariés et 4,86 % veufs.
64. 6, 9 et 15 juillet 1931, Leg. 7A, n° 1, AHN ; 4 300 ouvrières étaient employées dans les secteurs de la communication – téléphone, télégramme et postes – en 1930. En 1933, presque 40 % des employés du téléphone étaient des femmes.

hommes, probablement membres d'un syndicat affilié à la CNT qui prétendait représenter 8 500 travailleurs de cette branche, furent arrêtés par la police pour avoir suivi trois jeunes femmes non grévistes. La grève aboutit à un échec, peut-être pour avoir manqué du soutien des travailleuses, beaucoup moins enclines à faire grève que leurs collègues masculins, mais qui percevaient souvent la moitié du salaire des hommes[65]. Pourtant, l'action militante ne doit pas être identifiée exclusivement aux grèves ou à l'adhésion à un syndicat. Nous l'avons vu, les femmes savaient défendre, contre les patrons, ce qu'elles considéraient comme leurs propres intérêts.

Des conflits n'éclataient pas seulement entre les patrons et les travailleurs – hommes ou femmes. Ils opposaient également, fait significatif, les patrons et leurs contremaîtres qui refusaient eux aussi de travailler pendant les fêtes[66]. Les 8 et 24 septembre 1932, ces derniers n'allèrent pas travailler. Les patrons refusèrent de payer leurs salaires correspondant à ces jours. Les industriels prétendaient qu'en l'absence des contremaîtres, la journée de travail était totalement perdue, en dépit de la présence des ouvriers. Les patrons demandèrent l'aide de l'État pour persuader le personnel de surveillance d'accomplir ses tâches. Le gouvernement arbitra le conflit. Il constata que le syndicat des contremaîtres, El Radium, avait adressé plusieurs fois une pétition pour la retraite et l'assurance maladie à la fédération patronale, sans recevoir de réponses. Les autorités décidèrent, en octobre 1932, que les contremaîtres devaient travailler les jours fériés pendant la semaine, mais qu'il fallait aussi créer une assurance-maladie. Le gouverneur civil insista pour que les contremaîtres se soumettent au programme de travail établi.

Ces tensions entre les contremaîtres et les patrons montraient que les industriels avaient des adversaires opiniâtres même dans le personnel de surveillance de leurs usines. En fait, le conflit de classe entre les contremaîtres et les patrons était souvent aussi violent que l'étaient les luttes entre les ouvriers et ces derniers. En revanche, en France, pendant la même période, les contremaîtres étaient les adjudants de l'industrie, voués généralement au succès de leur entreprise et à la discipline industrielle. Les personnels de surveillance s'investissaient souvent plus que leur employeur dans le bon fonctionnement des entreprises. Alors qu'en Catalogne les contremaîtres contestaient sérieusement l'autorité

65. Capel, *Mujer y sociedad,* p. 236 ; Mary Nash, *Mujer, familia y trabajo en España, 1875–1936* (Barcelone, 1983), p. 53.
66. Le paragraphe suivant est fondé sur Federación de fabricantes, *Memoria* (Barcelone, 1933).

de leurs patrons et les retenaient même parfois en otage pendant des grèves. Ils utilisaient parfois des explosifs et détruisaient des biens[67]. La grève des contremaîtres de 1934 prit « un tour violent avec l'utilisation de bombes, des actes de sabotage et le répertoire entier de l'extrémisme », que les patrons considérèrent « inapproprié » pour cette catégorie de personnel : « Bien que cela puisse sembler étrange, les contremaîtres qui devraient être pendant les troubles sociaux des modèles d'impassibilité, de sérénité et de discernement, oublièrent leur fonction et adoptèrent une attitude séditieuse qui égalait celle des organisations ouvrières les plus extrêmes. »[68] Même des contremaîtres non membres de la CNT de certaines usines textiles commirent des actes de violence. Ces membres de la prétendue aristocratie ouvrière ont été impliqués dans des tentatives d'assassinat contre des « jaunes » et ont placé parfois des bombes dans des usines qui continuaient à marcher pendant la grève. Leurs actes prouvaient l'incapacité des patrons à imposer ou à enraciner ce qui pourrait être appelé l'hégémonie capitaliste à un groupe dont l'allégeance était absolument nécessaire au fonctionnement optimal de l'industrie.

Durant les années 1930, les ouvriers firent de violentes grèves en réaction à des mises au chômage technique ou à des licenciements. En septembre 1930, des licenciements provoquèrent une grève générale dans la construction[69]. La même année, une autre grève, dans la métallurgie, montra combien la puissance des ouvriers entravait les licenciements. Le 2 octobre, 760 ouvriers se mirent en grève dans une usine métallurgique, sous contrôle étranger, qui employait 1 100 travailleurs à Badalona[70]. Deux jours plus tard, la police arrêta et emprisonna deux ouvriers pour violation du droit au travail. Les autorités arrêtèrent ensuite quatre femmes, brutalement maltraitées par la Guardia civil à cause de leur militantisme et de leur solidarité avec les grévistes. Les métallurgistes contestèrent les arrestations et accusèrent cette police, qui avait été affectée au chargement et au déchargement de marchandises pour l'usine, de se comporter en briseurs de grève. Le 24 octobre, la Union patronal de Badalona accepta de réintégrer les ouvriers licenciés, mais affirma le droit des employeurs à renvoyer du personnel pour des « motifs justifiés ». En outre, les patrons interdirent aux délégués d'exercer leurs fonctions dans l'enceinte de l'usine, mais promirent de

67. Fomento, Actas, 16 juillet 1934 ; Fomento, *Memoria,* 1934 ; Balcells, *Crisis económica y agitación social,* pp. 223–24.
68. Fomento, *Memoria,* 1934.
69. Gobernador civil a ministro, Leg. 40A, n° 2, AHN.
70. Les paragraphes suivants sont basés sur des télégrammes, octobre 1930, Leg. 40A, n° 2, AHN.

ne pas licencier les ouvriers qui avaient plus d'un an d'ancienneté. Les ouvriers devaient retourner au travail le lundi suivant. Sans en informer les autorités, ils poursuivirent leur grève illégale.

Le 29 octobre, les tensions s'accrurent lorsque les ouvriers refusèrent d'obéir aux sommations de la police montée, armée de sabres, leur ordonnant de se disperser. La Guardia arrêta cinq hommes et quatre femmes qui portaient des pierres. Le jour suivant, 250 « jaunes », selon l'expression du gouverneur, entrèrent dans l'usine. Quand un camion escorté par des policiers sortit de l'entreprise, les grévistes, « probablement membres du Sindicato unico (CNT) », l'attaquèrent avec des armes légères. Les passagers du camion, peut-être des guardias, ripostèrent et tuèrent deux grévistes. Le lendemain, le gouverneur réagit à la mort des ouvriers en faisant emprisonner les dirigeants des syndicats du transport et de la construction de Badalona. Pendant les funérailles des grévistes, la Guardia civil « dut charger » une foule de 3 000 à 4 000 personnes. L'échec des ouvriers comme des patrons qui voulaient encourager à Barcelone un syndicalisme modéré et non révolutionnaire de type nord-européen est peu étonnant. Une si étroite collaboration entre l'industrie privée et l'État, qui semble avoir servi non seulement à assurer le droit au travail mais aussi de briseur de grève armé, renforça également l'idéologie anarchosyndicaliste à Barcelone.

Les grèves contre les licenciements se poursuivirent sous la Seconde République. Les travailleurs catalans avaient une mémoire persistante, et les ouvriers et les fonctionnaires qui avaient été « injustement » renvoyés lors de la grève générale de 1917 réclamaient des indemnités[71]. Les grandes usines métallurgiques, comme la Casa Girona, ne pouvaient pas renvoyer des ouvriers sans provoquer une grève[72]. Jusqu'au *bienio negro*, les employeurs eurent beaucoup de mal à licencier du personnel ; même pendant les années 1934–1935, les licenciements déclenchaient des grèves. D'avril 1935 à janvier 1936, sur 13 grèves seules 4 ou 5 eurent pour objet des revendications salariales. La majorité avait pour cause le licenciement d'un camarade ou la volonté de partager plus équitablement le nombre limité d'emplois[73]. Avec la victoire du Front populaire, les patrons furent soumis à la pression de devoir réintégrer et indemniser les employés qui avaient été licenciés pour activités subversives. Des salariés et des contremaîtres du transport, du textile, de

71. Télégramme, 20 avril 1931, et Gobierno civil de Barcelona, Leg. 7A, n° 1, AHN.
72. Gobernador civil a ministro, 19 novembre 1931, Leg. 7A, n° 1, AHN ; 23 août 1932, Leg. 6A, n° 35, AHN. Voir aussi Manuel Ramírez Jiménez, "Las huelgas durante la Segunda República", *Anales de sociología* (1966) : 81.
73. Balcells, *Crisis económica y agitación social,* p. 227.

la teinture et de l'apprêt qui avaient pris part à des actes de sabotage retrouvèrent leur postes. Ceux qui avaient été licenciés pour des raisons non politiques pouvaient eux aussi réintégrer les effectifs. En juin 1936, les propriétaires ruraux se joignirent aux industriels urbains qui exprimaient la crainte de ne plus pouvoir renvoyer des travailleurs.

L'ambiance violente de Barcelone ne découlait pas seulement du conflit de classe mais aussi de rivalités syndicales. Pendant les années 30, les luttes entre la CNT et l'UGT provoquèrent des effusions de sang, particulièrement dans le port de Barcelone où dominait la CNT. L'UGT y constituait une menace pour le contrôle anarchosyndicaliste, depuis qu'en plus d'avoir séduit des travailleurs par son idéologie réformiste, pendant la dictature de Primo et les premières années de la Seconde République, ce syndicat socialiste pouvait user de son influence au gouvernement afin d'obtenir des avantages pour ses membres. En 1930, le gouvernement soutint l'UGT et le Sindicato libre contre le Sindicato único « communiste et anarchosyndicaliste »[74]. En novembre et décembre de cette année, la CNT semblait avoir résisté victorieusement à la campagne pour le contrôle de l'embauche sur les docks, menée par ses rivaux, qui avaient acquis une réputation de briseurs de grève. On peut seulement supposer que la CNT resta puissante à Barcelone malgré ou peut-être à cause de son statut en grande partie illégal jusqu'aux premières années de la Seconde République. Ce qui est certain, c'est que la répression de Primo et la modernisation n'éliminèrent pas la Confederación. Les conflits violents continuèrent dans le port, lorsque le dirigeant de l'UGT, Largo Caballero, devint ministre du Travail en 1931. Dans cette ambiance dangereuse, les travailleurs devaient être prudents et suffisamment judicieux pour choisir le « bon » syndicat, celui qui pourrait leur assurer protection et emploi.

Le conflit reprit en 1933[75]. En avril, la CNT appela à la grève, et plusieurs ouvriers qui avaient continué à travailler furent tués. Selon le patronat, la lutte entre les deux organisations prolongea la grève des gaziers et électriciens en mars 1934. Quand un syndicat obtenait la satisfaction de ses revendications, l'autre essayait de surenchérir et engageait une nouvelle grève. En octobre 1934, la Alianza obrera, qui était sous l'influence de l'UGT, tenta de prouver, avec un certain succès, selon un observateur, qu'elle pouvait déclencher une grève générale sans l'aval de la CNT[76]. La rivalité entre les syndicats était exacerbée par la volonté de chacun de placer ses membres dans le nombre limité

74. Voir la série de télégrammes dans Leg. 7A, n° 1 et Leg. 40A, n° 2, AHN.
75. Balcells, *Crisis económica y agitación social,* p. 207.
76. Adolfo Bueso, *Recuerdos de un cenetista* (Barcelone, 1978), 2 : 93.

d'emplois disponibles. Après une grève, les travailleurs affluaient dans le syndicat victorieux, que ce fût la CNT ou l'UGT[77].

La relation entre les deux syndicats avait cependant un autre aspect, moins dramatique. La CNT et l'UGT collaborèrent aussi pendant la Seconde République ; ce balancement entre conflit et coopération continuerait durant la révolution. Le front uni des syndicats de 1936 stimula de nouveau la mémoire des salariés barcelonais. Après la victoire du Front populaire, les métallurgistes revendiquèrent et obtinrent une compensation pour avoir travaillé 48 heures par semaine en 1935 et les premiers mois de 1936[78]. Les deux syndicats soutinrent les revendications des travailleurs, demandant que ceux qui avaient fait grève en 1934 perçoivent des arriérés de salaire. En mars, la CNT et l'UGT revendiquèrent la réintégration et l'indemnisation des employés du téléphone renvoyés pendant la grève de 1931[79]. En mai, le nombre de grèves, particulièrement celles qui luttaient contre les licenciements, augmenta rapidement[80]. Même le ministre du Travail de la Generalitat, qui était bien disposé à l'égard du mouvement ouvrier, commença à se plaindre des grèves « endémiques » qui menaçaient de détruire l'économie catalane. L'unité d'action des deux plus grandes organisations de la classe ouvrière barcelonaise entraina une vague d'arrêts de travail qui, bien que moins violents que ceux de 1931 et 1934, furent plus puissants. Comme on pouvait s'y attendre, l'élite capitaliste émit sa mise en garde rituelle, selon laquelle « l'anarchie actuelle » pourrait détruire leurs entreprises. La puissance des syndicats – particulièrement celle de la CNT – augmenta dans les usines, beaucoup d'ouvriers de la base demandaient à adhérer à la Confederación[81].

Pendant la Seconde République, la classe ouvrière barcelonaise parvint à maintenir son niveau de vie. Plus de 35 % des travailleurs obtinrent la semaine de 44 heures, soit une réduction de 9 % du temps de travail hebdomadaire. À peu près 55 % conquirent des augmentations de salaire de différentes sortes. Près de 35 % obtinrent à la fois des augmentations de salaire et une réduction du temps de travail hebdomadaire. Ces gains étaient importants puisque l'indice des prix à Barcelone

77. *Ibid.*, p. 135 ; Fomento, *Memoria,* 1934 ; Mercedes Cabrera, *La patronal ante la II República: Organizaciones y estrategia, 1931–1936* (Madrid, 1983), p. 101.
78. Balcells, *Crisis económica y agitación social,* p. 230.
79. 20 mars 1936, 147, AS.
80. Ce qui suit provient de Balcells, *Crisis económica y agitación social,* pp. 231–88.
81. 81. Acta de la reunión, CNT caldereros, 12 mai 1936, 1428, AS ; Asamblea, CNT cargadores, 29 mai 1936, 1404, AS ; 14 janvier 1937, 182, AS.

resta stable de 1931 à 1936. On pourrait ajouter que la semaine de 44 heures dans la métallurgie fut obtenue en dépit des protestations véhémentes des principaux industriels barcelonais qui alléguaient qu'aucune autre région n'avait réduit la durée de la semaine de travail[82]. Ainsi, dans une période d'instabilité politique, de crise économique mondiale et de fort chômage, la classe ouvrière barcelonaise fit preuve d'une remarquable capacité à conquérir des salaires un peu plus élevés, une semaine de travail plus courte et parfois la suppression du travail à la pièce. La CNT et à un moindre degré l'UGT contribuèrent à nombre des victoires des travailleurs. Mais la CNT d'avant-guerre avait deux faces. Elle n'était pas seulement un syndicat luttant pour les intérêts immédiats de ses adhérents, mais aussi une organisation révolutionnaire se battant pour le contrôle des moyens de production. Pendant la Révolution, ces deux aspects de la Confederación allaient entrer en conflit car la classe ouvrière barcelonaise allait continuer à se battre, dans des circonstances encore plus défavorables, pour travailler moins et gagner plus.

82. Fomento, *Memoria,* 1934.

IV.
VUE D'ENSEMBLE SUR LA RÉVOLUTION À BARCELONE

Étant donné le contexte de conflit entre travailleurs et bourgeois, l'éclatement de la révolution à Barcelone ne devait pas être une surprise. Plus faible que son homologue français, la bourgeoisie catalane n'avait développé que des forces productives archaïques, et le niveau de vie des travailleurs était resté relativement bas. Dans les années 1930, des militants de la classe ouvrière issus d'organisations importantes comme la CNT continuaient à adhérer aux idéologies révolutionnaires. Durant la Révolution, ces militants prirent le contrôle des moyens de production et tentèrent de mettre en application leur idéologie. Comme d'autres révolutionnaires du XXe siècle, les activistes de Barcelone durent affronter non seulement leurs ennemis déclarés mais aussi l'indifférence de ceux qu'ils disaient représenter. Ils réagirent à la fois par la coercition et par la persuasion : au réalisme socialiste et à la propagande patriotique, il faut ajouter les tactiques terroristes et le camp de travail. Cependant, avant de pouvoir explorer ces thématiques, il nous faut examiner l'éclatement de la Révolution espagnole à Barcelone.

C'est, ironie du sort, l'échec de la révolte d'une importante partie de l'armée contre la République qui a déclenché à Barcelone la révolution que les hommes en uniformes redoutaient. Durant la première moitié de l'année 1936 la montée de la violence sociale et politique dans toute l'Espagne et les craintes que l'ordre traditionaliste ne soit bientôt détruit, provoquèrent le *pronunciamiento* des généraux espagnols, finissant par avoir à leur tête le *Generalísimo* Francisco Franco. À Barcelone, la révolte de l'armée du 19 juillet fut vaincue du fait de l'action combinée de républicains, de socialistes, de communistes, de la police restée loyale envers la république, et, principalement, de militants de la CNT. La CNT et la FAI devinrent les forces les plus puissantes à Barcelone et s'emparèrent de la puissance publique dans la

ville après la défaite de la révolte. Malgré leur suprématie, ces libertaires décidèrent de former un comité central des milices antifascistes avec les autres partis et syndicats de gauche de Catalogne. Le comité avait tout d'un gouvernement sauf le nom ; avec le soutien de la CNT et de la FAI, le nouveau régime mit sur pied des « patrouilles nécessaires » et des « mesures disciplinaires » pour maintenir l'ordre[1]. La plupart des observateurs ont noté que l'« anarchobolchévique » Juan García Oliver était la figure centrale du comité. Une fois encore, comme lors de l'échec des révoltes de 1932 et 1933, l'idéologie antipolitique et anti-étatique de l'anarchosyndicalisme s'avéra être une abstraction.

Avec le pouvoir entre les mains des libertaires, l'anticléricalisme populaire se manifesta de façon spectaculaire durant les premières semaines de la Révolution. Les « masses » réaffirmèrent violemment la séparation de l'Église et de l'État qui n'était restée qu'au stade de l'ébauche lors de l'instauration de la Seconde République. L'Église était souvent haïe par les classes populaires du fait de son identification avec l'ordre traditionaliste et de sa nature improductive et « parasitaire »[2]. Les efforts d'un petit groupe de sincères démocrates chrétiens n'avaient pas suffit à transformer la vision de l'Église perçue comme réactionnaire de la part des militants de la classe ouvrière. Durant les années 30 en Espagne, beaucoup en ont conclu que l'Église était, dans le fond, alliée du « fascisme ». Les anarchosyndicalistes et d'autres forces politiques voulaient être certains qu'elle ne constituerait plus un frein pour les forces productives de par son contrôle sur l'éducation et son influence sur les mœurs. Comme de nombreux républicains, les anarchistes pensaient que « séculariser c'est moderniser »[3]. *Solidaridad Obrera* proclamait : « À bas l'Église », et le quotidien de la CNT signalait des attaques d'églises dans les quartiers

1. José Peirats, *La CNT en la revolución española* (Paris, 1971), 1 : 160. Felix Morrow (*Revolution and Counterrevolution in Spain* [New York, 1974]) a fait remarquer la similarité entre le programme bolchévique de 1917 et celui du comité central des milices antifascistes. Contrairement aux bolchéviques, la CNT et la FAI ont toutefois fini par partager le pouvoir avec d'autres partis politiques et syndicats.
2. *Tierra y Libertad,* 10 septembre 1936. Sur l'Église, voir Frances Lannon, « The Church's Crusade against the Republic », in *Revolution and War in Spain, 1931–1939,* éd. Paul Preston (London, 1984); Enric Ucelay Da Cal, *La Catalunya populista: Imatge, cultura i política en l'etapa republicana, 1931–1939* (Barcelone, 1982), p. 140 ; Mary Vincent, "The Spanish Church and the *Frente Popular*" (Article présenté à la Popular Fronts Conference, University of Southampton, avril 1986); Hilari Raguer i Suñer, *La unió democràtica de Catalunya i el seu temps (1931–1939)* (Montserrat, 1976).
3. Pierre Vilar, *La Guerre d'Espagne, 1936–1939* (Paris, 1986), p. 24.

ouvriers[4]. Presque toutes les églises de Barcelone furent incendiées ; au cours de la prétendue terreur rouge presque la moitié des victimes étaient des ecclésiastiques. Selon des sources cléricales, 277 prêtres et 425 moines furent assassinés[5].

Les assauts, les morts, et l'échec de la révolte de l'armée en Catalogne provoquèrent la fuite d'une grande majorité de la bourgeoisie de Barcelone. Une source anarchosyndicaliste estimait que 50 % de la bourgeoisie avait fui, 40 % avait été « éliminée de la sphère sociale », et seulement 10 % était restée pour poursuivre le travail : « patrons, directeurs, ingénieurs, contremaîtres, et ainsi de suite », se sentant menacés, avaient quitté la ville[6].

Ainsi, de nombreux propriétaires d'usines avaient littéralement abandonné leur entreprise, qu'ils avaient, comme le disaient les militants de la classe ouvrière, souvent négligée et sous-développée. Cette capitulation, sans guère de lutte, connaissait peu de précédents en Europe de l'Ouest et prouvait que la bourgeoisie barcelonaise avait échoué à se construire une large base de soutien social et se reposait en fin de compte sur le pouvoir de la police pour contrôler les forces productives.

Devant l'incertitude des événements à venir, certains employeurs retardèrent leur départ de plusieurs semaines ou mois après le pronunciamiento. Un nombre inconnu d'entre eux resta dans la ville et travailla à différents postes, confrontant les syndicats au problème de savoir s'il fallait les intégrer, eux et leurs fils, et combien il fallait les payer[7]. Certains militants étaient favorables à leur admission et à leur intégration à l'économie révolutionnaire, tandis que d'autres voyaient en ces anciens patrons des saboteurs potentiels et les pensaient susceptibles de manipuler la législation révolutionnaire à leur avantage. En fait, pour éviter le contrôle ouvrier, les patrons formèrent des coopératives ; un an après le début de la Révolution, le nombre de coopératives avait quintuplé[8].

4. *Solidaridad Obrera,* 23 juillet 1936 ; Gabriel Jackson, *The Spanish Republic and the Civil War* (Princeton, 1967), p. 289.
5. Josep Massot i Muntaner, *Aproximació a la història religiosa de la Catalunya contemporània* (Barcelone, 1973), p. 128. Voir aussi Vilar, *La Guerre,* p. 108 ; l'auteur ajoute : « Il faut remonter à la Révolution française pour trouver l'équivalent. » Pour une étude récente, José M. Sánchez, *The Spanish Civil War as a Religious Tragedy* (Notre Dame, 1987), p. 8.
6. Agustin Souchy et Paul Folgare, *Colectivizaciones: La obra constructiva de la revolución española* (Barcelone, 1977), p. 75 ; Direction des affaires politiques et commerciales, 3 novembre 1936, 244, AD.
7. Junta, 16 janvier 1937, 1204, AS ; Caldereros en cobre, 9 septembre 1936, 1428, AS ; Junta de secciones, 24 septembre 1936, 1446, AS.
8. Antoni Castells i Durán, "La colectivización-socialización de la industria

Comme dans beaucoup d'autres révolutions sociales, la fuite des classes possédantes priva beaucoup d'ouvriers de leur source de revenus. Un nombre important de domestiques perdirent leur emploi. Avec l'autorisation de la Generalitat, les comptes bancaires qui avaient été gelés ou abandonnés par les patrons furent utilisés pour payer les anciens domestiques (qui parfois gonflaient le montant de leurs impayés)[9]. Comme d'autres patrons partirent, furent arrêtés ou se retrouvaient dans la misère en 1937, le nombre de domestiques au chômage augmenta. La pénurie de travail toucha également d'autres secteurs de l'économie : par exemple, 200 ouvriers du bâtiment durent se chercher un autre travail quand leur chantier, financé par des bons d'épargne, fut forcé de fermer[10]. Une autre entreprise, employant 40 ouvriers fabriquant des vêtements pour la « haute société », perdit la majorité de ses clients[11]. Lorsque les entreprises n'étaient pas en mesure de payer les ouvriers, ces derniers – parfois avec succès – faisaient appel à la Generalitat pour être inscrits à son registre des salaires.

La fuite de capitaux commença bien avant le *pronunciamiento*, mais empira du fait de la Révolution. Durant ces premiers mois, la Generalitat tenta de combattre ce problème en publiant des décrets interdisant de thésauriser devises et métaux précieux. Même de petits épargnants furent tentés de cacher leurs magots ou de les transférer à l'étranger. Durant toute la guerre, la police arrêta des centaines de personnes sous l'inculpation de « fuite de capitaux ». Bien qu'apparaissant moins fréquemment durant le cours de la guerre, les gouvernements local et national réaffirmant leur autorité, la fraude fiscale des individus et des collectivités demeura significative. Les capitaux qui auraient pu être utilisés pour développer les forces productives ou moderniser les équipements furent souvent transférés clandestinement hors de Catalogne ou cachés pour être partagés parmi le personnel d'une entreprise.

Les militants de la CNT, souvent en collaboration avec les membres de l'UGT, dont les dirigeants suivaient la ligne du PSUC (communiste), prirent le contrôle de nombreuses entreprises abandonnées. Certains de ces nouveaux directeurs avaient été des délégués syndicaux avant la Révolution. Leur dynamisme contrastait fortement avec l'atti-

y los servicios en Barcelona ciudad y provincia" (Manuscript, Barcelona, Centre d'estudis històrics internacionals, 1986), p. 131.

9. Voir les dossiers in Generalitat 240, AS.
10. Comité, 26 novembre 1936, 182, AS.
11. Bien que cette entreprise ait été dépendante des contrats accordés par la CNT, le personnel s'opposa à la collectivisation (Informe, contables UGT-CNT, 5 mars 1938, 1219, AS).

tude de la plupart de leurs collègues, qui préférèrent rester chez eux en juillet 1936. Ils réorganisèrent immédiatement beaucoup d'entreprises, en particulier celles qui comportaient plus de 100 ouvriers, en collectivités ; dans chaque collectivité les ouvriers devaient élire un conseil d'usine issu à la fois de militants de la CNT et de l'UGT et destiné à faire tourner l'usine. D'autres ateliers et entreprises, en particulier celles qui avaient moins de 50 salariés et celles dont les propriétaires étaient restés à Barcelone pour travailler durant la Révolution, étaient dirigées conjointement par le propriétaire et un comité de contrôle composé de militants de la CNT et de l'UGT.

Durant les semaines qui suivirent la défaite du pronunciamiento à Barcelone, les syndicats et partis politiques de la gauche catalane reconnurent la nécessité de légaliser et de coordonner les différentes formes de contrôle ouvrier qui avaient émergé après le 19 juillet. Le 14 août 1936 fut créé le Conseil Économique de Catalogne, qui comptait parmi ses membres Diego Abad de Santillán de la FAI, Juan P. Fábregas de la CNT, Estanislao Ruiz Ponseti du PSUC, Andrés Nin du POUM, et d'autres de l'UGT et de l'Esquerra. La CNT, la FAI, et les dissidents communistes du POUM cherchèrent à étendre autant que possible la collectivisation et la mise en place de limites strictes à la propriété privée. De l'autre côté, la Esquerra, l'UGT, et le PSUC, qui alliaient nationalisme catalan et loyauté envers la IIIe Internationale, voulaient moins de collectivisation et plus de protection pour les petits industriels et commerçants qui étaient nombreux en Catalogne. Paradoxalement, un nombre important de ces petits-bourgeois rallièrent l'UGT et le PSUC parce qu'ils considéraient ces deux organisations marxistes comme un contrepoids nécessaire aux tendances révolutionnaires et collectivistes de la CNT, et parce que la Esquerra, le parti le plus proche politiquement des nationalistes catalans et des petits-bourgeois, était considéré comme trop faible pour défendre leurs intérêts.

Le décret sur la collectivisation du 24 octobre 1936 était un compromis entre les différents syndicats et partis politiques qui composaient la gauche catalane, mais le décret révélait clairement la prédominance de la CNT :

> Après le 19 juillet, la bourgeoisie fasciste a abandonné ses positions… Les entreprises abandonnées ne pouvaient demeurer sans orientation et les ouvriers décidèrent d'intervenir et de créer des Comités de Contrôle. Le conseil de la Generalitat devait autoriser et orienter ce que les travailleurs faisaient spontanément…

> Pour que la collectivisation des entreprises soit un succès, leur développement et leur croissance doivent être assistés. À cette fin, le Conseil Économique… va assister financièrement les collectivités et regrouper notre industrie en de grandes *concentrations* afin d'assurer un rendement maximum…
>
> Les anciens patrons et directeurs ayant des compétences techniques et de gestion… collaboreront pour répondre aux besoins de l'entreprise.
>
> Un conseil d'usine, nommé par les ouvriers en assemblée générale, sera responsable de la gestion des collectivités [12].

Tout d'abord, ce décret posait que le contrôle ouvrier était une *nécessité* du fait qu'une partie importante de la bourgeoisie avait fui. D'autre part, bien qu'il soit rendu hommage à la « spontanéité » de la collectivisation par les travailleurs, le décret affirmait que les collectivités devaient être canalisés en vue d'« un rendement maximum », « de grandes concentrations », « de croissance », et « de développement ». Ensuite, le décret préconisait la collaboration avec les techniciens et les anciens patrons et par conséquent favorisait la poursuite de l'organisation et de la division du travail qui existait avant la Révolution. Enfin, le contenu révolutionnaire du décret tenait dans la légalisation du contrôle ouvrier. Les ouvriers eux-mêmes et leurs représentants seraient responsables de la gestion des collectivités.

Si le décret était le résultat d'un compromis entre les différentes forces de la gauche catalane, sa conception de la collectivisation et du contrôle ouvrier reflétait principalement la prépondérance du mouvement libertaire qui tenait encore le pouvoir politique, policier, et bien sûr, économique en octobre 1936.

Juan Fábregas, un membre de la CNT devenu président du Conseil Économique (de la Generalitat), joua un rôle clé dans la « plus grande réalisation légale du mouvement libertaire » [13]. L'ascension au pouvoir de Fábregas en dit long sur la pensée économique de la CNT. Il avait rejoint la Confédération juste après la tentative de coup d'État des généraux. Avant la révolution, il avait été lié à la Esquerra et directeur de l'Institut de sciences économiques de Barcelone ; néanmoins, il servit loyalement la CNT au sein du Conseil économique et s'attira ainsi l'hostilité des communistes et de certains nationalistes catalans. En décembre 1936 il fut remplacé au Conseil par un autre anarchosyndi-

12. Pour le texte en catalan, voir Albert Pérez Baró, *30 meses de colectivismo en Cataluña (1936–1939)* (Barcelone, 1974), pp. 193–200 ; pour une version espagnole contestée, Souchy et Folgare, *Colectivizaciones,* pp. 36–38.
13. César M. Lorenzo, *Los anarquistas españoles y el poder, 1869–1969* (Paris, 1972), p. 103.

caliste dont nous avons étudié la pensée, Diego Abad de Santillán. La vision économique de Fabregas, analogue à celle de Santillán, permet de découvrir des points clés de la Révolution espagnole. L'économiste appelait à la reconstruction rationnelle de l'économie espagnole supervisée par les technocrates dont la coopération était « à obtenir à n'importe quel prix »[14]. Comme Santillán, Fábregas préconisait la formation d'un réseau de conseils qui orienterait la production « selon des principes techniques et scientifiques. »

Fábregas voulait un crédit facilement disponible pour stimuler l'industrie et pour créer ce que l'économiste espagnol appelait le « travail national » (*trabajo nacional*), qui devait résoudre le problème du chômage. Le conseiller économique de la CNT prônait un « vaste plan de travaux publics », incluant les routes, les canaux, les barrages et les lacs artificiels : « Nous devons le dire haut et fort… le travail n'est pas une punition mais un plaisir… C'est le glorieux moment de l'exaltation du travail. Nous ferons du travail la détermination suprême de la vraie richesse, le signe unique du prestige social, il sera la plus grande source de fierté pour les travailleurs émancipés. »[15] Durant la Révolution espagnole, l'anarchosyndicalisme était une idéologie du travail ; cette doctrine aide à comprendre pourquoi un ancien économiste bourgeois comme Fábregas en est venu à représenter la CNT sur des postes de première importance.

La CNT abandonna son idéologie antipoliticienne, non seulement pour rejoindre la Generalitat mais aussi pour participer au gouvernement central de la république. En novembre 1936, quatre dirigeants de la CNT furent nommés ministres du gouvernement de Largo Caballero : Juan García Oliver, au ministère de la Justice ; Juan Peiró, à l'Industrie ; Federica Montseny, à la Santé et l'assistance publique ; Juan López, au Commerce. La participation libertaire tant à la Generalitat qu'au gouvernement central cessa peu après les fameuses journées de mai 1937, lorsque les militants de la CNT et de la FAI affrontèrent les communistes et les républicains dans les rues de Barcelone et d'autres villes de Catalogne. Ce n'est pas ici le lieu de décrire en détail les luttes politiques et les violentes échauffourées entre libertaires et communistes ; elles ont été amplement décrites ailleurs. Ce qui nous importe ici c'est la périodisation, ou le commencement et la fin, du contrôle ouvrier à Barcelone. Comme nous l'avons vu, juste après la défaite du soulèvement militaire à Barcelone, la Confederación occupait la

14. Juan P. Fábregas, *Les finances de la revolució* (Barcelone, 1937), p. 87.
15. Juan P. Fábregas, *Los factores económicos de la revolución española* (Barcelone, 1937).

majeure partie des postes politiques, économiques, et policiers de la ville. Pendant que d'autres forces – les communistes et les nationalistes catalans – se restructuraient et se renforçaient, la CNT, bien que conservant ses armes, commenca à perdre progressivement son pouvoir politique et policier à Barcelone. Beaucoup, sinon la plupart, des historiens se sont centrés sur le déclin du pouvoir politique de la CNT et sur son retrait de la Generalitat et du gouvernement central après mai 1937 ; ils ont rattaché la perte de pouvoir politique de la CNT à un effondrement de son pouvoir économique dans les usines que ses militants avaient collectivisées et contrôlées. En d'autres termes, selon la perspective politique de la plupart des historiens – qu'ils soient communistes ou anticommunistes, pro-CNT ou anti-CNT, staliniens ou trotskistes – la périodisation des collectivités a été subordonnée à la participation ou la non-participation de la CNT au gouvernement[16]. La fin de la participation de la CNT tant au gouvernement central que catalan, après les affrontements de rue de mai 1937, a par conséquent été confondue avec la contre-révolution victorieuse menée contre le pouvoir économique de la confédération dans les usines qu'elle contrôlait.

Cette confusion de la périodisation politique et économique n'a qu'une importance limitée. Lorsque les forces opposées à la CNT – qu'elles soient communistes ou républicaines – contrôlaient le gouvernement, elles ont probablement retenu les devises étrangères et l'assistance financière dont les usines de la CNT avait besoin pour se procurer des matières premières et des machines. Après que la CNT se soit retirée de la politique en mai 1937, la puissance des communistes s'accrut et il y a eu des attaques de grande envergure contre les collectivités dans certaines régions, notamment en Aragon. Néanmoins, à Barcelone, qui était le bastion le plus fort de la CNT car elle y était indubitablement le syndicat le plus important, le contrôle économique de l'industrie par la Confederación se poursuivit même lorsque ses ennemis eurent obtenu le pouvoir politique. Même avec l'aide républicaine et soviétique, les communistes catalans auraient des difficultés à

16. Voir Noam Chomsky, *American Power and the New Mandarins* (New York, 1969), pp. 72–158 ; Burnett Bolloten, *The Spanish Revolution, the Left, and the Struggle for Power during the Civil War* (Chapel Hill, 1979); John Brademas, *Anarcosindicalismo y revolución en España (1930–1937)*, trad. Joaquín Romero Maura (Barcelone, 1974); Carlos Semprún-Maura, *Revolución y contrarrevolución en Cataluña*, 1936–1937, trad. Julia Escobar (Barcelone, 1974); James W. Cortada, éd., *A City in War: American Views on Barcelona and the Spanish Civil War, 1936–1939* (Wilmington, Del., 1985).

éliminer la CNT catalane qui comptait probablement pas moins d'un million de membres en avril 1937. L'UGT catalane, en revanche, n'enregistrait que 475 000 membres en janvier 1937[17].

Après la défaite inaugurale du pronunciamiento, la Confederación ne repassa jamais à l'offensive mais, souvent avec la participation de l'UGT, garda le contrôle jusqu'à peu avant la fin de la guerre de beaucoup des plus importants secteurs d'activité de Barcelone. La Generalitat était effectivement prépondérante dans de nombreuses industries, mais sa législation n'était pas respectée dans beaucoup d'autres. Nombre d'articles de la presse libertaire attestaient de l'emprise de la CNT sur la plupart des collectivités de Barcelone après mai 1937. En novembre 1937, une publication de la CNT réservée aux syndicalistes déclarait que ceux qui avaient tenté de détruire la Confederación avaient échoué et que la CNT dirigeait avec succès un grand nombre de coopératives et de collectivités, et collaborait même avec des organisations économiques officielles telles que la Commission exécutive du crédit agricole, le Comité contre le chômage, la Banque postale d'épargne et la Commission de régulation des combustibles[18]. Les anarchosyndicalistes continuaient également à occuper des sièges au conseil économique de la Generalitat, où ils s'opposèrent efficacement à de nombreuses propositions influencées par les communistes. La CNT a été en mesure de conserver son influence dans le secteur clé de l'industrie de l'armement malgré l'intervention financière et juridique croissante de la Generalitat durant la première année de la Révolution. Jusqu'à la fin de l'année 1937, la Confederación a résisté activement à la tentative du gouvernement central, appuyé par les communistes, d'obtenir davantage qu'un contrôle formel sur l'industrie de l'armement catalane, où – selon les estimations de la CNT elle-même – le syndicat contrôlait 80 % de la force de travail[19].

Durant l'année 1938, après que le Subsecretaria de armamento du gouvernement national ait pris le contrôle du secteur de la défense, la

17. Lorenzo, *Los anarquistas españoles,* p. 223 ; *Butlettí interior de la Unió general de treballadors,* janvier 1937. Ces chiffres, en particulier ceux de l'UGT, doivent être maniés avec prudence.
18. *Boletín del Comité nacional de la CNT para exclusivo uso de los sindicatos*, 1er novembre 1937 ; Lorenzo, *Los anarquistas españoles*, p. 225. Sur le contrôle formel de la Generalitat, voir José Arias Velasco, *La hacienda de la Generalidad*, 1931–1938 (Barcelone, 1977), p. 211.
19. *De Companys a Indalecio Prieto: Documentación sobre las industrias de guerra en Cataluña* (Buenos Aires, 1939), pp. 77–91. Le secteur de la défense était évidemment un bastion du pouvoir pour l'organisation qui en avait le contrôle, et ses ouvriers avaient un accès privilégié aux bons de ravitaillement.

CNT était toujours en mesure de placer ses membres dans les usines. Le technicien communiste M. Schwartzmann a confirmé l'emprise tenace de la Confederación sur l'industrie barcelonaise après mai 1937 ; dans des branches telles que le transport et la menuiserie, le contrôle de la CNT était à ce point monopolistique qu'en mai 1938 l'UGT se plaignait des persécutions exercées sur ses militants dans ces secteurs[20]. En avril 1938, des militants recommandaient la dissolution de la Commission de défense des prisonniers et une réduction du nombre de juristes de la Confederación parce que les « prisonniers de la CNT sont peu nombreux et qu'ils sortiront bientôt tous de prison »[21]. Le 10 mai 1938, l'anarchosyndicaliste allemand A. Souchy écrivait dans *Solidaridad Obrera* : « La base de la vie économique reste, en dépit de tout et de tous, entre les mains des organisations ouvrières »[22]. Aussi tard qu'en octobre 1938 Juan Comorera, un dirigeant du PSUC, a reconnu l'existence de deux économies en Espagne, l'une largement privée, et l'autre dominée par la CNT[23]. Un militant de la CNT insistait sur le fait que malgré la campagne contre les collectivités, « le système de collectivisation était profondément enraciné dans la vie économique catalane… au point de devenir le fondement le plus solide de notre résistance dans le domaine de la production »[24]. Un historien anarchosyndicaliste a qualifié la conservation du pouvoir économique par la CNT de « miracle » produit par la « ténacité » du syndicat, qui « avait stoppé le gouvernement sur sa lancée »[25].

La législation n'existait bien souvent que sur papier. En octobre 1937, Juan Fronjosá, un communiste et secrétaire général de l'UGT, déclarait que « trois grandes familles » – les républicains, les marxistes et les anarchosyndicalistes – menaient la lutte contre le « fascisme »[26]. Le dirigeant de l'UGT en venait à déplorer qu'en dépit du décret sur la collectivisation, qui exigeait du Conseil économique de la Generalitat la nomination de contrôleurs, les collectivités les choisissaient eux-mêmes « dans la grande majorité des cas ». Il protestait du fait que le Conseil économique n'intervenait que pour avaliser la nomina-

20. L'industrie de guerre de la république espagnole, box 54, Burnett Bolloten Collection, Hoover Institution ; UGT sindicato de madera, 6 mai 1938, 1411, AS.
21. Informe al comité ejecutivo, 23 avril 1938, 1084, AS.
22. *Solidaridad Obrera*, 10 mai 1938.
23. Ramón Tamames, *La república, la era de Franco* (Madrid, 1980), p. 310.
24. *Solidaridad Obrera,* 11 novembre 1938.
25. Peirats, *La CNT,* 2:173.
26. Joan Fronjosà, *La missió dels treballadors i la dels sindicats en la nova organització industrial* (Barcelone, 1937), p. 5.

tion faite par les ouvriers. Selon le dirigeant syndical, cette procédure avait pour conséquence une « intolérable mascarade » dans laquelle le contrôleur n'était en général « que le pantin » du collectif et donnait même son accord pour ses « activités illégales ». On ne peut accorder une fin de non-recevoir aux lamentations de Fronjosá sous le prétexte qu'elles ne seraient que de la propagande communiste, puisque dans l'industrie chimique par exemple, les contrôleurs de la Generalitat soit refusèrent soit ne furent pas en mesure d'accomplir leur mission durant la majeure partie de la révolution[27]. Aussi tard qu'en octobre 1937, le projet de la Generalitat d'une banque consacrée au développement industriel, bien que rendue possible par le décret sur les collectivisations, ne fut jamais mis en application.

La Confederación pouvait garder la main sur beaucoup d'entreprises collectivisées et contrôlées parce qu'elle détenait un éventail de sources de revenu et d'influence dans l'économie révolutionnaire. Les syndicats étaient plus à même de percevoir les loyers (quand ils étaient payés) que les propriétaires ou les organisations gouvernementales, du moins dans les premiers mois de la Révolution, et très probablement dans une grande mesure ensuite[28]. Par ailleurs, les syndicats avaient le quasi monopole sur le marché du travail et encaissaient les cotisations des anciens membres, ainsi que des nouveaux, qui étaient nombreux. Certaines collectivités ont également contribué à la trésorerie syndicale qui conservait de confortables rentrées d'argent, même si les gouvernements local et national ont progressivement renforcé leurs pouvoirs en matière d'impôt au cours de la guerre.

Certains historiens ont rattaché le déclin de la supposée ferveur révolutionnaire parmi les membres de la CNT à sa perte de pouvoir politique et économique et à la décision de la direction anarchosyndicaliste de collaborer avec d'autres partis et syndicats au gouvernement : ils considèrent que les partisans de la CNT se sont de plus en plus éloignés de leurs dirigeants du fait de la coopération politique avec les adversaires de la veille[29]. Selon eux, la base était particulièrement impliquée pour la mise en pratique du programme de Saragosse de la Confederación. De juillet à octobre 1936, l'« économie libertaire et

27. Actes de reunió del consell general de la indústria química, Generalitat 252, AS.
28. La Generalitat a prescrit une réduction de 50 % des loyers et voulait restreindre le contrôle du syndicat sur la propriété urbaine (Josep Tarradellas, *L'obra financera de la Generalitat de Catalunya* [Barcelone, 1938], pp. 42–44).
29. Walter Tauber, "Les tramways de Barcelone collectivisés pendant la révolution espagnole, 1936–1939," *Bulletin d'information, Fondation internationale d'études historiques et sociales* (mars, 1977): 14.

collectiviste » pouvait « développer l'autogestion sans obstacles »[30]. Par la suite, selon les historiens, une base « spontanée » et « militante » de membres, dévouée à la démocratie et au contrôle ouvrier de l'usine, ne put parvenir à ses fins du fait d'une direction toujours plus bureaucratisée. Le prolétariat fut de moins en moins enclin au sacrifice à mesure que les objectifs militaires prenaient le pas sur la révolution sociale[31].

Pourtant, même durant les premiers jours de la Révolution, et malgré une augmentation de salaire générale de 15 %, les ouvriers n'ont sans doute pas pratiqué l'autogestion avec tant de ferveur et d'enthousiasme. En effet, après le 19 juillet, les journaux et les radios anarcho-syndicalistes diffusaient sans cesse des appels aux ouvriers pour qu'ils rendent les voitures confisquées et qu'ils retournent au travail :

> Il est impératif que tous les chauffeurs [de bus] appartenant à la section justifient leur absence du travail.
>
> Nous informons ceux [les travailleurs d'Hispano-Olivetti] qui sont absents sans motif valable que des sanctions seront prises contre ceux qui le méritent[32].

Dans une grande usine métallurgique, le retour des cols-bleus fut « graduel » au cours des deux semaines qui suivirent le 19 juillet[33]. Le 15 août, le Comité de Contrôle des transports publics demanda que tous les travailleurs justifient leurs absences avec un certificat médical[34]. Cinq jours plus tard, un membre du Comité et un médecin furent nommés pour contrôler les malades à domicile. L'entreprise énergétique, sous contrôle ouvrier, envoya un médecin dans la maison d'un travailleur dans le même but[35]. Dans les transports, les renvois pour absences non justifiées étaient « courants » durant les premières semaines du conflit[36]. Un imprimeur du POUM rapporta que ses camarades avaient dû « traquer » leurs collègues absents et les convaincre de poursuivre le travail[37].

30. Castells, "Colectivización," p. 74.
31. Walther L. Bernecker, *Anarchismus und Bürgerkrieg: Zur Geschichte der Soziale Revolution im Spanien, 1936–1939* (Hambourg, 1978), pp. 234, 245, 254 ; Walther L. Bernecker, *Colectividades y revolución social: El anarquismo en la guerra española, 1936–1939*, trad. Gustau Muñoz (Barcelone, 1982), p. 76.
32. *Solidaridad Obrera,* 26, 27, 28 juillet 1936 ; Tauber, "Tramways," p. 25.
33. Anna Monjo et Carme Vega, *Els treballadors i la guerra civil* (Barcelone, 1986), p. 44.
34. Tauber, "Tramways," p. 39.
35. Comité central de gas i electricitat, 19 août 1936, 182, AS.
36. Tauber, "Tramways," p. 38.
37. Adolfo Bueso, *Recuerdos de un cenetista* (Barcelone, 1978), 2:162.

Selon un témoin, la décision de la Generalitat de payer les salaires pour les jours perdus du fait de la Révolution « corrompit » les ouvriers. Cette mesure, qui n'était supposée durer que quelques semaines, devint permanente, et un certain nombre de conseils d'usine continuèrent à percevoir de l'argent bien que leurs entreprises ne produisaient plus rien. L'auteur prétend que la paresse et l'oisiveté étaient encouragées et que « certaines fractions de la classe ouvrière » avaient acquis une certaine suffisance[38]. La Confederación considérait le décret de la Generalitat instaurant les 40 heures par semaine comme « ruineux, suicidaire, et contre-révolutionnaire » ; la réduction du temps de travail et l'augmentation des salaires comme une « sérieuse erreur »[39]. Une centrale électrique catalane célébra l'arrivée de la Révolution par un festin prolongé : durant un mois les ouvriers de Camarasa « consommèrent 270 bouteilles de vin de "Castell del Remei", 40 poulets, 20 oies, entre autres »[40].

Pourtant, certains se sacrifiaient pour servir la cause. À la Casa Singer, qui avait une longue tradition de militantisme cénétiste, 50 des 100 ouvriers se sont portés volontaires pour aller construire les fortifications avec « beaucoup d'enthousiasme et d'esprit révolutionnaire ». Un certain nombre de travailleurs de l'industrie énergétique demandèrent à faire des heures supplémentaires pour l'effort de guerre. *Solidaridad Obrera* parlait des « volontaires pour le travail le dimanche ».[41] Les convictions révolutionnaires et patriotiques poussaient un certain nombre d'entre eux à accepter le travail.

Beaucoup d'autres, pourtant, ne faisaient preuve que d'un engagement superficiel pour la cause. En décembre 1936, 800 ouvriers du bâtiment de Flix se proposèrent pour creuser des tranchées sur le front. Lorsque le site fut bombardé plusieurs mois plus tard, les ouvriers désertèrent ou fuirent[42]. Les syndicats devaient souvent menacer les engagés pour s'assurer qu'ils obéiraient aux ordres de mobilisation. En février 1937, des employés du téléphone UGT étaient sûrs qu'un certain nombre de camarades ne se présenteraient pas à l'entraînement militaire. Plusieurs mois auparavant, le travail de fortification était devenu « obligatoire » pour les employés du téléphone[43]. Les directeurs

38. Pérez Baró, *30 meses,* p. 46.
39. Cité dans Bernecker, *Colectividades,* p. 315 ; *Solidaridad Obrera,* 2 juin 1937.
40. Comité, 12 novembre 1936, 182, AS.
41. Al Sindicato, 18 février 1937, 1446, AS ; Comité, 4 janvier 1937, 182, AS ; *Solidaridad Obrera,* 15 mai 1937.
42. Comité, 2 et 16 mars 1937, 181, AS.
43. Reunión de junta, 23 février 1204, AS ; Acta de asamblea, 21 février 1937,

CNT-UGT de l'industrie énergétique acceptèrent de payer un mois de salaire à chaque ouvrier âgé de 18 à 20 ans qui assistait à l'entraînement militaire. Ils précisaient cependant qu'une fois l'entraînement terminé, les recrues devaient aller au front « sans aucune excuse »[44]. Même le Premier ministre Azaña signalait que « afin de stimuler le recrutement, chaque soldat recevait dix pesetas par jour, ce qui était cinq fois plus que le salaire habituel des troupes espagnoles ».[45]

Lorsque l'armée républicaine atteignit quasiment le million d'hommes, la paye des soldats devint une « charge exorbitante » pour la trésorerie gouvernementale. En novembre 1936, dans une grande collectivité barcelonaise, pas un seul des ouvriers, pour la plupart affiliés à l'UGT, ne figurait dans les registres militaires ; en juillet 1937, 16 sur 280 étaient dans l'armée ; en janvier 1938, le total était de 45 sur 318[46]. En 1938, beaucoup des recrues de Barcelone étaient démoralisées, comme le signalait un de leurs officiers, un commissaire du peuple libertaire :

> Dans ce camp d'entraînement il y a 470 recrues ; 85 % d'entre elles appartiennent à la CNT. 70 % sont des travailleurs manuels, 15 % des paysans, et 15 % des employés de commerce… de la région barcelonaise… Ils arrivent démoralisés et sans enthousiasme, constamment inquiets pour leurs familles qu'ils ont laissées démunies pendant cette crise économique… Beaucoup n'ont pas de chaussures et s'en plaignent… Ils sont conscients du favoritisme économique à l'égard des bureaucrates et des forces de police… Ils disent toujours, « S'il faut faire des sacrifices, ils devraient être les mêmes pour tous. »
>
> Ils protestent pour des choses insignifiantes, par exemple pour une distribution tardive de tabac, un repas sans vin, ou du pain dur… Ils sont vraiment contrariés d'avoir eu à s'engager dans l'armée pour combattre[47].

Beaucoup d'ouvriers tentèrent de se soustraire au devoir militaire, et en 1939 il devint également difficile de recruter des officiers dans les rangs libertaires[48].

Les revers de fortune militaires de la Seconde République ont certainement renforcé le manque d'engagement, mais il était déjà quasiment manifeste immédiatement après le début du conflit. À ce mo-

469, AS ; Reunión, organización telefónica, 1170, AS.

44. Comité, 16 mars 1937, 181, AS.
45. Manuel Azaña, *Obras completas* (Mexico, 1967), 3:488.
46. United Shoe, Generalitat 252, AS.
47. Informe, 22 juin 1938, 9, Leg. 18, AS.
48. Monjo et Vega, *Els treballadors,* p. 156 ; Al Sindicato, 29 janvier 1938, 9, Leg. 18, AS. Voir aussi les remarques finales de Michael Alpert, *El ejército republicano en la guerra civil* (Paris, 1977), pp. 299–335.

ment-là, la plupart des ouvriers barcelonais n'appartenaient à aucun syndicat ; en juillet 1936 ils affluèrent à la CNT et, dans une moindre mesure, à l'UGT. La base sociale de chacun de ces syndicats différait quelque peu : la Confederación comptait davantage de cols bleus que l'UGT, qui avait tendance à attirer les cols blancs, les techniciens et les petits entrepreneurs. Bien que certains travailleurs manuels et ouvriers soient entrés à l'UGT, ce syndicat minoritaire était généralement plus populaire auprès des travailleurs qui étaient instruits et de ceux qui avaient une formation technique. Il faut souligner que beaucoup des travailleurs adhéraient aux syndicats non pour des raisons idéologiques mais parce que la vie dans la Barcelone révolutionnaire était considérablement plus difficile sans carte syndicale. Pour manger dans une cuisine collective, pour obtenir des aides sociales, pour trouver ou garder un emploi, pour fréquenter un centre de formation technique, pour obtenir un logement, pour être admis dans une clinique ou un hôpital, pour voyager hors de Barcelone, et ainsi de suite, une carte syndicale était souvent souhaitable, sinon nécessaire. L'adhésion à un syndicat et les relations étaient, ironie du sort, le seul moyen pour les opportunistes d'échapper au service militaire, en étant déclarés « indispensables » sur le lieu de travail[49].

Selon ses propres chiffres, la CNT ne représentait plus que 30 % des ouvriers de l'industrie catalane en mai 1936, contre 60 % en 1931[50]. Des « dizaines de milliers » d'ouvriers ayant une faible « conscience de classe » adhérèrent aux deux syndicats, en quête de protection sociale et d'un emploi stable[51]. Ainsi, le 4 août 1936, quelques semaines après le début de la révolution, la majorité des membres du syndicat des travailleurs des cynodromes tint une assemblée générale. Un membre signalait que nombre des syndiqués pensaient qu'ils devaient adhérer soit à la CNT soit à l'UGT « dans le but de défendre leurs intérêts. »[52] Un autre soutenait que la CNT offrait « plus de garanties aux ouvriers puisqu'elle contrôlait la majorité des travailleurs dans le secteur du divertissement. » Un certain Cuadrado soulignait que la CNT avait toujours défendu les ouvriers, mais un autre objecta que la Confederación pouvait suspendre les courses de chiens. Un participant contrecarra

49. Lettres de militants in 933 et autres *carpetas,* AS ; sur la légitimité du statut d'« indispensable » dans les usines métallurgiques, voir Trefilerías (n.d.), 887, AS.
50. Alberto Balcells, *Crisis económica y agitación social en Cataluña de 1930 à 1936* (Barcelone, 1971), p. 198.
51. Pérez Baró, *30 meses,* p. 47.
52. Les informations suivantes proviennent de Actas de sindicato de trabajadores de canódromos, 861, AS.

cette crainte en affirmant qu'il était également probable que l'UGT annule les courses. À la fin de la discussion, l'assemblée vota « unanimement » le ralliement à la CNT. « Après avoir discuté avec les dirigeants des deux syndicats », les ouvriers spécialisés dans les matériaux d'isolation décidèrent de rejoindre la CNT, parce que la section syndicale du bâtiment de la Confederación avait plus d'expérience dans cette spécialité[53]. D'autres syndicats votèrent l'adhésion à l'UGT pour des raisons similaires. Le président d'un syndicat représentant les travailleurs du marché indiqua qu'« il était avantageux et profitable » de rallier une organisation nationale et la majorité fut d'accord pour entrer à l'UGT[54].

Un dirigeant CNT de la compagnie d'électricité pensait que « l'une des principales erreurs du syndicat était de forcer les ouvriers à les rejoindre. Nous ne sommes pas tout à fait sûrs beaucoup de nouveaux membres parmi le grand nombre d'entrants, bien qu'il ne soit pas nécessaire de discuter de cela en dehors du syndicat. »[55] En juin 1937, H. Rüdiger, une représentant à Barcelone de la Première Internationale ressuscitée, écrivait qu'avant la Révolution, la CNT n'avait que 150 000 à 175 000 membres en Catalogne[56]. Dans les mois qui suivirent le déclenchement de la guerre, le nombre d'adhérents de la CNT catalane bondit à près d'un million, dont « les quatre cinquièmes sont donc des nouveaux. Nous ne pouvons pas considérer une grande partie de ces gens comme des révolutionnaires. Vous pourriez prendre en cela l'exemple de n'importe quel syndicat. Beaucoup de ces nouveaux membres pourraient aussi bien être à l'UGT. » Rüdiger en concluait que la CNT ne pouvait pas être une « démocratie organique ». Dans le syndicat rival, la situation était peu différente : un responsable de l'UGT affirmait que la fédération catalane de l'UGT comptait 30 000 membres avant le 19 juillet et 350 000 à 400 000 ensuite ; il préconisait une nouvelle organisation du syndicat puisque de nombreux affiliés manquaient d'énergie et d'expérience[57]. Un certain nombre de sections de la CNT déconseillaient l'élection de nouveaux membres aux postes à responsabilité dans l'organisation ou dans les collectivités, à moins qu'ils n'obtiennent une approbation unanime. Par conséquent, cet afflux de nouveaux adhérents dans les syndicats et partis politiques

53. 18 octobre 1936, 1322, AS.
54. Societat de moços, 20 septembre 1936, 1170, AS.
55. Comité, 17 octobre 1938, 182, AS.
56. H. Rüdiger, "Materiales para la discusión sobre la situación española en el pleno de la AIT," 8 mai 1937, Archives Rudolf Rocker, 527–30, IISH.
57. Acta de asamblea (n.d.), 469, AS.

catalans n'était pas simplement un indicateur de la conversion idéologique à l'anarchosyndicalisme, au socialisme ou au communisme, mais une tentative de la base pour survivre du mieux possible dans une situation révolutionnaire.

Durant la Révolution, beaucoup d'ouvriers étaient réticents à assister aux réunions syndicales et, bien sûr, à payer les cotisations syndicales[58]. Une collectivité, Construcciones mecánicas, changea ses projets de tenir les assemblées le dimanche, puisque « personne n'y assisterait » et choisit à la place le jeudi[59]. En fait, les militants affirmaient souvent que la seule façon d'amener les ouvriers à assister aux assemblées était de les faire sur les heures de travail et donc au dépens de la production. 29 des 74 ouvriers d'une entreprise textile où l'UGT était majoritaire participèrent à une assemblée en octobre 1937[60]. Dans une grande entreprise métallurgique, uniquement 25 % du personnel participaient activement aux assemblées[61]. Les ouvriers les plus actifs avaient plus de 30 ans, des compétences techniques et au moins cinq ans d'ancienneté. Souvent, les assemblées ne faisaient qu'entériner des décisions prises par des plus petits groupes de militants ou de techniciens. Certains ouvriers se sentaient contraints et étaient réticents à prendre la parole, encore plus pour protester, durant les réunions. Même si la base y assistait, ils arrivaient souvent en retard et repartaient tôt. Dans la construction, la section syndicale UGT du bâtiment avertit que si les délégués ne participaient pas aux réunions, et si les membres ne remplissaient pas leurs devoirs, leurs cartes syndicales leur seraient retirées. Cela voulait dire en réalité qu'ils seraient licenciés, une menace sérieuse dans une industrie caractérisée par un fort taux de chômage, et en particulier quand, à Barcelone, la pénurie de travail s'aggravait d'autant plus du fait de l'afflux de réfugiés en provenance d'autres régions d'Espagne.

Même les militants qui étaient censés être dévoués manquaient souvent les réunions. Les membres qui avaient des responsabilités étaient mis en garde.

> Les camarades des Comités de contrôle doivent se considérer eux-mêmes comme des ouvriers au même titre que les autres et sont

58. *CNT Marítima*, 7 août 1937 ; *Boletín del Sindicato de la industria de la edificación, madera y decoración*, 10 octobre 1937 ; *Sider*o-M*etalurgia*, septembre 1937.
59. Acta de asamblea ordinaria, 4 décembre 1936, PC.
60. Voir le rapport, 1219, AS.
61. Monjo et Vega, *Els treballadors,* pp. 91–92 ; Anna Monjo et Carme Vega, "Les collectivitzacions industrials a Barcelona durant la guerra civil," *L'Avenç,* n° 70 (avril 1984): 37.

> donc tenus de travailler. Ils peuvent se réunir autant qu'ils le veulent mais toujours après les heures de travail… Si un camarade – quel qu'il soit et quelle que soit la position qu'il occupe – sabote notre travail, il sera immédiatement expulsé du lieu de travail[62].

Le personnel UGT de la téléphonie critiquait les femmes qui travaillaient, dont la majorité avait rejoint le syndicat après le 19 juillet, du fait qu'elles n'avaient jamais assisté à aucune assemblée. Les ouvrières sont restées encore moins politisées que leurs collègues masculins, peut-être du fait d'un moindre intérêt pour la promotion sociale et d'une faible représentation dans les syndicats. Les femmes qui travaillaient devaient prendre en charge à la fois le travail salarié et les tâches domestiques, comme les courses du samedi. Certains militants ont proposé sans succès des amendes contre les membres, quel que soit leur sexe, qui ne se présentaient pas aux réunions. D'autres militants les menaçaient de sanctions[63].

L'apathie et l'indifférence contribuèrent à la désintégration de la démocratie ouvrière et à la réapparition de l'élite gestionnaire durant la Révolution espagnole. La nouvelle élite de militants syndicaux mettait en œuvre, pour faire en sorte que les ouvriers travaillent davantage et produisent plus, tant d'anciennes que de nouvelles techniques de coercition. Comme nous le verrons, les bureaucraties étatique, médicale et syndicale se développèrent en réponse à la résistance ouvrière. Par exemple, au début de la Révolution, des employés et des vigiles du journal barcelonais *La Vanguardia* se rendaient dans un bar pendant leurs heures de travail pour y boire et jouer. Pour mettre fin à de telles « irrégularités », des responsables syndicaux locaux – tout comme les autorités nationales – proposèrent d'émettre des « cartes d'identité » et d'imposer des règles empêchant de quitter le lieu de travail. Dans un autre cas, le quartier général de l'UGT dut envoyer des inspecteurs dans des syndicats affiliés pour encaisser les cotisations parce que seul un tiers des membres de l'UGT à Barcelone, en moyenne, s'acquittait de leurs obligations[64].

La classe gestionnaire de militants syndicaux, qui doit être distinguée des simples membres de syndicat, fut largement responsable de

62. Asamblea general extraordinaria, sindicato de artes gráficas CNT, 18 octobre 1936, 1204, AS. Lors de la même réunion une motion fut présentée pour demander aux membres d'acheter le journal du syndicat pour qu'il « soit prospère » ; la motion échoua, peut-être parce que la presse syndicale manquait de soutien de la part de la base.
63. Acta, 21 février 1937, 469, AS ; Acta, 22 août 1937, 1404, AS.
64. Reunión de junta, 2 octobre 1936, 1204, AS ; Comité ejecutivo, 10 décembre 1937, 501, AS.

la collectivisation des usines barcelonaises. Assistés par des travailleurs qualifiés et des techniciens, ils contrôlaient le fonctionnement quotidien des industries. Les militants, tant de la CNT que de l'UGT étaient, bien sûr, influencés par la pensée économique de leurs organisations respectives. La CNT demandait le contrôle ouvrier, que les conseils d'usines et les syndicats devaient coordonner, tandis que l'UGT voulait la nationalisation et le contrôle gouvernemental. Néanmoins, malgré ces différences sur les *formes* de prise de décisions que le nouvel ordre adopterait, en substance un choix entre contrôle étatique ou syndical de la production, les organisations étaient fondamentalement d'accord sur les objectifs industriels. Les deux préconisaient le regroupement des nombreuses petites usines et ateliers qui composaient le paysage industriel barcelonais, la standardisation de la diversité des produits et équipements industriels, la modernisation des outils et des moyens de production, et l'instauration d'une économie espagnole indépendante, libérée du contrôle étranger. En somme, les syndicats voulaient rationaliser les moyens de production dans un cadre national espagnol.

Les tâches que les syndicats voulaient accomplir était celles que les bourgeoisies des nations plus développées avaient menées à bien. Comme nous l'avons vu, les bourgeoisies espagnole et catalane avaient été peu disposées de rationaliser, moderniser, standardiser et à libérer l'économie du contrôle étranger ou incapables de le faire. La Révolution espagnole à Barcelone représentait une tentative des organisations de la classe ouvrière d'accomplir ces objectifs. Le contrôle collectif fut institué pour développer les industries qui avaient stagné durant le régime de la propriété privée. Sous cet angle, la Révolution espagnole ressemblait à la Révolution russe, où des organisations se revendiquant de la classe ouvrière s'étaient emparées des forces productives privées, des mains d'une bourgeoisie qui n'avait pas développé une économie industrielle solide. En Espagne, comme en Union Soviétique, l'effort de rationalisation des forces productives s'accompagnait d'une pensée et de méthodes technocratiques propagées par Fábregas, Santillán et d'autres penseurs anarchosyndicalistes et cénétistes. Comme les planificateurs soviétiques, les révolutionnaires espagnols voulaient, au moins en théorie, construire des entreprises à grande échelle. Ils employaient souvent les mêmes méthodes, telles que le taylorisme, un traitement hautement préférentiel des directeurs et techniciens et un contrôle strict des ouvriers de base. Certains syndicats de la CNT ont même copié le stakhanovisme des bolcheviques dans le but de promouvoir la production.

Sur un autre plan fondamental, l'internationalisme, les révolutions espagnoles et russes présentaient d'importantes similitudes. Bien que

les idéologies marxiste et anarchosyndicaliste aient eu en commun le cosmopolitisme de la Première Internationale et aient appelé à la révolution mondiale et à la solidarité avec le prolétariat de tous les pays, cet internationalisme théorique entrait en conflit avec une pratique nationaliste. Ces deux révolutions ont tenté de libérer leurs industries des capitaux et du contrôle étrangers et de développer les forces productives dans un cadre national. Malgré son fédéralisme, l'idéologie de la CNT en appelait à une Espagne forte et économiquement indépendante. *Solidaridad Obrera* déclarait en mai 1937 : « l'Espagne aux Espagnols » et « Notre Révolution devra être espagnole ». Son édition madrilène affirmait que les libertaires étaient les vrais patriotes puisqu'ils défendaient la Révolution espagnole, qui « libèrerait notre capacité à travailler et à affranchir l'Espagne de son statut colonial »[65]. En mai 1937, Juan López, le ministre du Commerce de la CNT au sein du gouvernement républicain, déclarait qu'il « aspirait à réaliser l'unité économique de l'Espagne »[66]. López attaquait « l'invasion étrangère de l'Espagne » et revendiquait « l'indépendance nationale ». Selon le quotidien de la CNT, la Révolution espagnole devait produire « une transformation ethnique et psychologique qui avait été, depuis de nombreuses années, dans le cœur et l'âme de la race (*raza*) ». Un journaliste de la CNT proposait un plan de « reconstruction nationale » : « Ce qui est produit dans les Asturies n'appartient pas aux Asturies. Ce qui est fabriqué dans une municipalité n'appartient pas à cette municipalité… Nous devons garantir la consommation pour tous, le droit égal pour tous de consommer. »[67]

Juan Peiró, lui-même catalan, était hostile à la revendication catalane d'un contrôle régional sur l'économie et voulait au contraire une économie nationale unifiée. Il critiquait vivement la Generalitat et le gouvernement basque, disant qu'ils entravaient et même sabotaient l'économie nationale. En 1939 Peiró revendiqua une « xénophobie nationale », qui inspirerait toutes les classes pour reconstruire l'économie espagnole[68]. Le dirigeant anarchosyndicaliste affirmait qu'après-guerre

65. Voir J. García Pradas, *Antifascismo proletario: Tesis, ambiente, táctica* (Madrid, 1938 ?), 1:24.
66. Juan López, *Seis meses en el ministerio de comercio: Conferencia pronunciada el 27 mayo 1937* (Valence, 1937), p. 14 ; Jordi Sabater, *Anarquisme i catalanisme: La CNT i el fet nacional català durant la guerra civil* (Barcelone, 1986), p. 55.
67. M. Cardona Rossell, *Aspectos económicos de nuestra revolución* (Barcelone, 1937), p. 13.
68. Juan Peiró, *Problemas y cintarazos* (Rennes, 1946), pp. 124–25, 53 ; Sabater, *Anarquisme,* pp. 55, 63.

l'Espagne poursuivrait l'« idéal » d'une économie autosuffisante. Un autre ministre cénétiste de Catalogne, Federica Montseny, qui était la première femme à un poste ministériel en Espagne, pensait : « Nous sommes les vrais nationalistes. Nous sommes un peuple… qui mène toutes les nations. » A. Schapiro, un éminent responsable de la Première Internationale, condamnait vivement « l'apologie du nationalisme révolutionnaire » et mettait en garde ses camarades contre le « chauvinisme »[69]. Durant la Révolution d'autres anarchosyndicalistes étrangers critiquaient le nationalisme de la CNT et son « chauvinisme ».[70] Helmut Rüdiger, un anarchosyndicaliste allemand, jugeait que le nationalisme de la Confederación avait énormément nui au mouvement libertaire espagnol[71]. Il faut noter que ce nationalisme avait été, en outre, exacerbé (mais certainement pas créé) par la faillite des démocraties de l'Ouest à venir en aide à la République espagnole et par la crainte, antistalinienne, que le seul puissant pouvoir qui lui était venu en aide – l'Union Soviétique – interfère dans les affaires internes de l'Espagne.

La Révolution espagnole, comme la Révolution russe, avait aussi ses camps de travail (*campos de trabajo*), mis en place à la fin de 1936 par García Oliver, le ministre de la Justice CNT du gouvernement central de Largo Caballero. Comme nous l'avons vu, García Oliver était un *faísta* très influent et la figure la plus importante du Comité central des milices antifascistes, le gouvernement *de facto* de Catalogne durant les premiers mois de la Révolution. En aucun cas cet initiateur des camps de travail espagnols peut être considéré comme marginal dans la gauche espagnole en général, et en particulier dans l'anarcho-

69. A. Schapiro, "National-Anarchisme," *Le Combat syndicaliste,* 11 juin 1937, Rudolf Rocker Archives, 566, IISH.
70. Voir les circulaires de la CNT/AIT, "Nacional-Anarquismo," in *ibid.* La CNT n'était pas exempte d'une xénophobie qui à l'occasion pouvait dégénérer dans un antisémitisme commun. *Solidaridad Obrera,* 31 janvier 1937, accusait Franco de ressembler à un juif et critiquait « les ploutocrates » et financiers juifs de travailler pour Hitler. En mai 1938, quand Ben-Krimo, un juif séfarade, demanda à la CNT de venir en aide aux juifs persécutés, il reçut une réponse très froide de Mariano Vázquez, le secrétaire du comité national. Vázquez refusa d'ouvrir les portes de l'Espagne « à tous les juifs qui veulent venir ici. C'est impossible parce que ce serait sans aucun doute l'une des décisions les plus contre-révolutionnaire que nous pourrions prendre. Nous sommes sûrs que (l'admission des juifs) signifierait immédiatement le regain et le renforcement du capitalisme et de la vieille exploitation » (Voir l'échange de lettres in 811, AS).
71. Helmut Rüdiger, *El anarcosindicalismo en la revolución española* (Barcelone, 1938), p. 7.

syndicalisme espagnol. Selon ses défenseurs, García Oliver avait établi le principe de l'égale justice en matière de droit, ce dont la bourgeoisie espagnole n'avait pas tenu compte auparavant. Les camps de travail étaient considérés comme faisant partie intégrante du « travail constructif de la Révolution espagnole », et beaucoup d'anarchosyndicalistes étaient fiers du caractère « progressif » des réformes du ministre cénétiste de la Justice. La CNT recruta des gardiens pour les « camps de concentration », comme ils étaient également nommés, dans ses propres rangs. Certains militants craignaient que la démission de la CNT du gouvernement après mai 1937 ne retarde ce « projet très important » de camps de travail[72].

Le zèle réformiste de García Oliver s'étendit jusqu'au code pénal et au système carcéral. La torture était interdite et remplacée par le travail :

> Le travail normal avec une contrepartie financière chaque semaine et un jour par semaine de repos si la conduite du prisonnier le justifie. Si ce n'est pas assez pour le motiver, sa bonne conduite sera évaluée à l'aide de bons. 52 de ces bons signifieront une année de bonne conduite et donc une année de liberté. Ces années peuvent se cumuler… et ainsi une peine de 30 ans peut être réduite à huit, neuf, ou dix ans[73].

L'abolition de la torture accompagnait en général une modernisation du système carcéral. La justice moderne avait honte d'utiliser les châtiments corporels, et la prison moderne agissait principalement sur l'esprit du détenu, pas sur son corps. Des anarchosyndicalistes pensaient, comme García Oliver, que l'esprit et les valeurs d'un détenu devaient être transformés de telle sorte que cela bénéficie à la société productiviste du futur.

Dans une large mesure, les camps de travail étaient une expression extrême, mais logique de l'anarchosyndicalisme espagnol. Ce fut par le moyen de ces camps de travail que la « société des producteurs » prônée par la CNT rencontra l'« exaltation du travail » de Fábregas. Un ressentiment compréhensible contre la bourgeoisie, le clergé et l'armée, que les ouvriers considéraient comme improductifs et parasitaires, s'était cristallisé en une exigence de réforme de ces groupes par le travail productif. Les anarchosyndicalistes dotèrent le travail d'une grande valeur morale ; la bourgeoisie, l'armée et le clergé étaient immoraux précisément parce qu'ils ne produisaient pas. Par conséquent, la réforme pénale signifiait imposer à ces classes de travailler, pour les débarrasser de

72. *CNT Marítima,* 11 septembre 1937.
73. *Solidaridad Obrera,* 15 septembre 1937.

leurs péchés par le travail. La Révolution espagnole était, en partie, une croisade pour convertir, par la force si nécessaire, à la fois les ennemis et les amis, aux valeurs du travail et du développement.

Le ministère du *faísta* était fier de ses idées « avancées » et considérait ses camps plus progressistes que ceux d'Union Soviétique[74]. García Oliver promettait une détention humanisée, et les représentants de la CNT enquêtaient sur des plaintes de négligence flagrante, dans la prison de Lérida par exemple[75]. Parfois, cependant, le ton des réformateurs changeait :

> Les mauvaises herbes doivent être arrachées à la racine. Il ne peut et ne doit pas y avoir de pitié pour les ennemis du peuple, mais… leur réhabilitation par le travail, et c'est précisément ce que le nouvel ordre ministériel, en créant les « camps de travail », recherche. En Espagne, de grands canaux d'irrigation, des routes, et des travaux publics doivent être entrepris immédiatement. Les trains doivent être électrifiés, et toutes ces choses devraient être effectuées par ceux qui conçoivent le travail comme une activité vile ou un crime, par ceux qui n'ont jamais travaillé… Les prisons et centres pénitentiaires seront remplacés par des ruches de travail, et les délinquants opposés au peuple auront la chance de se rendre dignes avec des outils dans les mains, et ils verront qu'une pelle et une pioche auront beaucoup plus de valeur dans la société future qu'une vie de paresse placide et parasitaire qui n'avait pas d'autre but que de perpétuer une inégalité de classe irritante[76].

Selon un historien de la CNT, « les délinquants, les réactionnaires, les subversifs et les suspects étaient jugés par des tribunaux populaires composés de militants de la CNT et, si le prévenu était coupable, emprisonnés et condamnés au travail forcé. Les fascistes, les soldats qui avaient pillé, les ivrognes, les criminels et même les syndicalistes qui avaient abusé de leur pouvoir étaient mis derrière les barreaux ou dans les camps de travail où ils étaient forcés à construire des routes. »[77] Les détenus des camps de travail rapportaient qu'ils avaient aussi creusé des tranchées et construit des voies ferrées. Un *franquista* passionné se lamentait que « les duchesses, les marquises, les comtesses, les femmes et les filles des officiers militaires » étaient obligées de moissonner[78].

La plupart de ceux qui étaient envoyés en prison et dans les camps de

74. *Ibid.*, 14 septembre 1937.
75. Comité de serveis correccionals, 14 janvier 1937, Generalitat, leg. 25, AS.
76. *Solidaridad Obrera,* 31 décembre 1936.
77. Lorenzo, *Los anarquistas españoles*, p. 124.
78. Luis López de Medrano, *986 días en el infierno* (Madrid, 1939), pp. 178–84. L'opinion de cet auteur ne peut pas toujours être prise au pied de la lettre ; au point que dans sa tirade contre le Front populaire, il affirme que Guernica fut détruit par « les Basques rouges séparatistes alliés aux criminels de la CNT ».

travail étaient condamnés sur la base d'accusations politiques – incluant le trouble à l'ordre public, la possession d'armes et la participation à des activités fascistes[79]. Un nombre nettement plus petit d'entre eux étaient condamnés pour vol, meurtre, accumulation et marché noir. Cette dernière catégorie avait notablement augmenté en 1938 quand, par exemple, des agents du service du contrôle financier arrêtèrent un maçon avec 2 200 pesetas ou tel autre individu transportant 179 œufs[80]. Le nombre de prisonniers en Catalogne fut multiplié par cinq durant la guerre. En novembre 1936, 535 étaient dans les prisons catalanes ; en novembre 1938 le chiffre était de 2 601. L'augmentation la plus forte concernait les détenues, dont le nombre passa de 18 en novembre 1936 à 535 deux ans après. Les déserteurs de l'armée républicaine (plus nombreux que ceux de l'armée nationaliste) remplissaient leurs propres camps, et leur nombres augmenta considérablement en Catalogne durant l'année 1938[81].

L'art de la Révolution reflétait ses problèmes et exprimait ses valeurs et sa morale. L'expression la plus limpide de cet art était les affiches de la gauche espagnole – communiste, socialiste et anarchosyndicaliste. Les principales organisations passaient énormément de temps et d'argent à produire cette propagande, même lorsque le papier et d'autres moyens matériels se firent rares et chers. Nombre d'artistes auteurs de ces affiches avaient été dans la publicité avant la guerre, et ils travaillaient non pour une seule organisation mais pour plusieurs. Par exemple, un responsable du syndicat des graphistes fabriqua des affiches pour la CNT, l'UGT, le PSUC et la Generalitat. Son syndicat produisait même des affiches pour le POUM, l'organisation communiste dissidente. Un style œcuménique se dégageait qui, malgré les légères différences thématiques, représentait à la fois les ouvriers et les forces productives par des images quasi identiques. Même lorsque les anarchosyndicalistes et les communistes se tiraient dessus dans les rues de Barcelone en mai 1937, cette unité esthétique du Front populaire persista. Les batailles idéologiques et les luttes de pouvoir n'empêchait pas les organisations rivales d'accepter des représentations identiques de leurs supposés partisans.

Sur ces affiches, qui ressemblent beaucoup au style soviétique du réalisme socialiste, les ouvriers étaient en train de travailler, de combattre ou de mourir pour la cause. Ces hommes et, tout aussi important, ces femmes – car dans la Révolution espagnole les hommes et les femmes

79. *Motiu,* 24–30 juillet 1937, Generalitat 69, AS.
80. Dossiers dans 352, AS ; les stastistiques suivantes proviennent de Estances dels reclosos, Generalitat 88, AS. Voir aussi A los compañeros, 26 janvier 1938, 1446, AS.
81. Voir les dossiers dans 615, AS.

étaient théoriquement égaux dans le travail et dans la guerre – combattaient toujours héroïquement et inlassablement pour la victoire de la Révolution ou de la Seconde République dans les fermes, les usines et sur les champs de bataille. En fait, le sexe des sujets était quasiment indéterminé dans beaucoup d'affiches, et ce qui était important, ce n'était ni les qualités ni le caractère du personnage représenté, mais sa fonction comme ouvrier ou soldat. Le réalisme socialiste espagnol exprimait la progressive « masculinisation de l'iconographie du mouvement ouvrier »[82]. Une pancarte cénétiste, faite pour combattre le pessimisme et le défaitisme, représentait deux personnages, un homme et une femme, qui se ressemblaient. Tous deux avaient d'énormes avant-bras et biceps, de larges épaules et de très petites têtes, ce qui laissait suggérer que c'était l'effort physique, et non intellectuel, qui leur était demandé. Les personnages étaient quasiment identiques excepté que l'un avait des cheveux longs et une discrète poitrine, les seules touches de féminité de cette image. Un détail distinguait l'autre personnage : des manches retroussées, symbole reconnaissable du travail manuel.

Cet art se préoccupait uniquement de la capacité constructrice ou destructrice de ses sujets qui étaient simultanément ses objets. Les artistes effaçaient les différences entre le soldat et le producteur, entre industries de la défense et civiles tout comme entre l'homme et la femme. Une affiche du PSUC rapprochait les industries de l'armement et civiles. Sur le dessin, les longues cheminées de ce dernier reprenaient la forme des grands canons des premières. Une affiche connue de la CNT-FAI transmettait le même message. Au premier plan un soldat tirant avec son fusil avec un ouvrier au fond moissonnant le blé avec une faucille, elle-même symbole du travail dans l'iconographie réaliste-socialiste. Les personnages étaient indistincts, sinon de par leurs outils et leurs positions. De vifs noirs et rouges, couleurs du mouvement anarchiste, accentuaient les formes et la force des travailleurs. La légende disait : Camarades, travaillez et luttez pour la révolution. Les artistes ne représentaient jamais les ouvriers et les soldats des affiches fatigués, affamés ou malades. Les moyens de production – les usines, les fermes, les ateliers – aussi laids qu'ils fussent, étaient idéalisés de la même manière que les hommes et femmes courageux, virils et forts qui vivaient et mourraient pour la cause. Ce portrait des forces productives reflétait le productivisme de la gauche et ses désirs de modernisation. Tant les machines que l'humanité étaient héroïques et plus grands que la vie.

82. Eric Hobsbawm, *Workers: Worlds of Labor* (New York, 1984), p. 87. Voir aussi Carmen Grimau, *El cartel republicano en la guerra civil* (Madrid, 1979), p. 208, pour les images de femmes.

Au vu de la conception anarchosyndicaliste et marxiste de l'ouvrier, il n'est pas surprenant que l'art révolutionnaire ait mis l'accent sur sa productivité ; ces idéologies, qui glorifiaient le travail et le travailleur, dépeignaient en conséquence les salariés hommes et femmes comme des êtres musclés et puissants capables de créer des objets tant pour la consommation que pour la lutte. D'où l'importance du bras et en particulier de la main, un symbole de l'homo faber et le point central de nombre de compositions. Interpréter les affiches nous permet de comprendre à la fois comment les marxistes et les anarchosyndicalistes concevaient la classe ouvrière et comment les révolutionnaires réagissaient à la conduite réelle des ouvriers durant la guerre civile et la Révolution. Le réalisme socialiste espagnol tentait de convaincre les ouvriers de combattre, travailler et se sacrifier davantage. Cette propagande était toujours dénuée d'humour et parfois menaçante.

L'art du Frente popular visait à réduire la résistance des ouvriers à travailler, ce qui était, comme nous le verrons, l'un des problèmes les plus urgents de toute la gauche. Les ouvriers barcelonais étaient connus pour manquer le travail durant les jours fériés religieux, en particulier durant la période des fêtes de fin d'année. Le PSUC réagit à cet absentéisme par une affiche représentant un soldat dont la baïonnette transperçait un samedi sur un calendrier. La légende de l'affiche appelait à l'arrêt des fiestas et demandait à ce qu'un nouveau « calendrier de guerre » soit imposé. Un autre dessin demandait à ce que le 1er Mai devienne, non un jour férié mais un jour d'« intensification de la production ».

Les militants espagnols assimilaient parfois la paresse et l'alcoolisation excessive à du sabotage et même au fascisme. Une affiche de la CNT, qui avait été faite à Barcelone par le Departamento de orden público de Aragon, représentait un homme corpulent fumant une cigarette se reposant confortablement dans ce qui semblait être un paysage de campagne. Ses couleurs n'étaient pas comme celles de la plupart des affiches ; le personnage n'était pas noir et rouge mais jaune, reflétant les tons de l'Espagne ensoleillée. En bas était inscrite la légende : Le fainéant est un fasciste. Une autre affiche de la CNT, faite également pour des camarades d'Aragon, montrait un homme qui fumait aussi une cigarette, sans doute symbole de l'indifférence et de l'insolence puisque les ouvriers et les soldats n'étaient pas représentés en fumant. Cet individu était entouré de grandes bouteilles de vin, et l'affiche comportait la légende : « Un ivrogne est un parasite. Éliminons-le. » C'était une parole particulièrement dure à une période où les menaces d'élimination ne restaient pas toujours que des mots, et les camps de travail pour les ennemis et apathiques étaient en service. Tant les marxistes que les anar-

chosyndicalistes étaient hostiles aux non-producteurs.

Beaucoup d'affiches évoquaient le problème de l'indifférence des ouvriers. L'une d'entre elles montrait un personnage rouge et costaud creusant la terre avec une pelle et qui demandait aux travailleurs de rejoindre les brigades de travail volontaire (dont beaucoup sont devenues obligatoires durant l'année 1937). Une autre, de Madrid, demandait à des vétérans handicapés de contribuer à la lutte en travaillant dans les usines et de libérer ainsi les ouvriers valides pour le combat. Une troisième comportait un appel très direct : Ouvrier, travaille et nous gagnerons ; elle représentait un personnage torse nu à la musculature bien dessinée, forgeron ou métallurgiste, au-dessous duquel une rangée de soldats tiraient avec leurs armes sur l'ennemi.

Les artistes de la Révolution développèrent également un genre d'affiches en faveur de la campagne d'alphabétisation. Ce thème reflétait la pauvreté de l'éducation espagnole, la forte proportion d'illettrisme chez les ouvriers, et les besoins de la gauche en travailleurs qualifiés et en cadres. Une affiche moderniste montrait un soldat en rouge et noir avec plusieurs livres jaunes dont la légende était : Les livres anarchistes sont des armes contre le fascisme. Le thème des livres comme armes, qui se combinait bien avec l'utilitarisme des campagnes d'alphabétisation de la gauche, faisait écho à une autre affiche qui représentait un soldat les yeux bandés avec un gros livre. Sous le soldat il était inscrit : L'illettrisme rend l'esprit aveugle. Soldat, apprends ! Le rapport entre l'éducation et le combat était analogue à celui du travail et du combat. Il y avait un rapprochement, sinon une identité, entre les deux activités. Les affiches de la campagne d'alphabétisation, comme celles représentant les moyens de production, étaient modernistes. Une publicité frappante pour les publications anarchosyndicalistes *Tierra y Libertad* et *Tiempos nuevos* rassemblait soldats, fusils, cheminées d'usines, journaux et livres dans une composition cubiste sophistiquée.

Le réalisme socialiste espagnol n'était pas étranger à ce que Nikita Khrouchtchev avait appelé « le culte de la personnalité ». Des représentations énormes de Marx, Lénine et Staline apparaissaient sur les places publiques. Les libertaires répondirent par des photos, des croquis et des portraits de Durruti, dont les images étaient aussi omniprésentes dans la presse anarchosyndicaliste que ne l'était Staline dans les publications communistes. À l'anniversaire de la mort du légendaire dirigeant anarchosyndicaliste, mort sur le front madrilène au début de la guerre, les publications de la CNT et de la FAI étaient remplies de dizaines d'articles et de photos du héros défunt. *Tierra y Libertad,* la revue des *faístas*, comprenait même un essai plutôt sentimental in-

titulé : « Durruti : un géant au cœur d'or », bien qu'avant sa mort le martyr libertaire préconisait de mobiliser « la myriade de flemmards et de débauchés à l'arrière »[83].

Les anarchosyndicalistes développèrent leur propre forme d'expression visuelle qui différait peu de celle des marxistes. Cette similarité reflétait les valeurs partagées – la glorification du travail, le respect pour le développement des moyens de production, et la conception de l'ouvrier comme producteur. Lorsque les ouvriers des collectivités ne se conformaient pas à cette conception productiviste, la CNT et l'UGT répondaient toutes deux en créant des images persuasives et coercitives destinées à les convaincre de travailler plus dur. Cet art doit être vu comme le reflet de la vision des militants et non de la culture de la classe ouvrière dans son ensemble. En fait, il était destiné à combattre un courant profond dans la vie quotidienne des salariés barcelonais – la résistance des ouvriers à travailler et leur réticence à combattre. Évaluer l'impact de ces affiches sur le comportement de la classe ouvrière barcelonaise est malheureusement difficile voire impossible : des vandales ou des artistes de graffitis avant la lettre déchiraient ou recouvraient de nombreuses affiches dès qu'elles apparaissaient sur les murs. Jusqu'à présent peu de preuves existent quant au fait que le réalisme socialiste du Frente popular ait augmenté la production ou la combativité.

La nature de la Révolution espagnole ne peut qu'être exposée partiellement en suivant les catégories politiques de la plupart des historiens. En se concentrant sur les batailles politiques entre la CNT, le PSUC et d'autres organisations et sur la contrerévolution de mai 1937 qui s'ensuivit, les historiens ont déformé la périodisation du contrôle ouvrier à Barcelone et n'ont pas exploré pleinement la question fondamentale de la signification de la Révolution elle-même. Pourtant l'art de la Révolution, ses camps de travail et sa vision du futur dévoilent son essence : le développement et la rationalisation des moyens de production de la nation. Tout le reste cédait la place à cet objectif central, et dans le même temps disparaissait la démocratie ouvrière, si tant est qu'elle n'ait jamais existé. Les chapitres suivants examineront de quelle façon les militants syndicalistes développèrent les forces productives à Barcelone et les problèmes qu'ils rencontrèrent parmi les ouvriers qu'ils prétendaient représenter.

83. *Tierra y Libertad,* 20 novembre 1937 ; Henri Paechter, *Espagne, 1936–1937* (Paris, 1986), p. 110.

V.
RATIONALISATION

Bien que la guerre ait augmenté la pression sur la production, l'effort afin de rationaliser les forces productives en urgence ne doit pas être attribué uniquement aux nécessités de ce conflit. Des anarchosyndicalistes d'opinions différentes préconisaient le développement des moyens de production par le biais d'une rationalisation avant que la guerre civile et la révolution n'éclatent. En effet, une des causes de la guerre civile et de la révolution était l'incapacité ou la réticence des capitalistes espagnols de créer et de pérenniser des industries modernes. Le faible niveau de vie de nombreux ouvriers, conséquence de cet état de fait, amena les organisations ouvrières – avec différents degrés de réussite – à concentrer, standardiser et moderniser la structure industrielle archaïque.

Dans le textile, la plus importante industrie à Barcelone, tant la CNT que l'UGT de Badalona, banlieue industrielle de la ville, étaient d'accord pour collectiviser et fusionner les entreprises en « une organisation industrielle unique »[1]. Les syndicats faisaient valoir le fait que la concentration pourrait améliorer la productivité et encourager la production de masse. Non seulement cela éliminerait les nombreuses petites entreprises inefficaces, mais conduirait également à la fin du travail à domicile, *trabajo a domicilio*, souvent considéré comme responsable des bas salaires. Après le 19 juillet 1936, ces travaux étaient censés avoir disparu ; certaines collectivités payaient une somme hebdomadaire aux ouvrières qui apportaient leurs machines à coudre en usine. La concentration aurait également jeté les bases d'une économie nationale florissante, et la CNT prévoyait de réduire les importations par la plantation de coton, d'agave, de chanvre et d'autres plantes pour libérer l'industrie textile des sources étrangères de matières premières. Les collectivités visaient l'indépendance économique espagnole.

Les syndicats formaient des plans similaires pour l'industrie de la

1. Rapport des syndicats de textile, 17 mai 1937, 1352, AS ; *Boletín del Sindicato de la industria fabril y textil de Badalona y su radio,* février, 1937 ; Acta de la tercera sesión del pleno nacional de regionales de la industria fabril, textil, vestir, 626, AS ; A. Pérez, "La concentración industrial," *CNT Marítima,* 15 septembre 1938 ; sastrería, 7 octobre 1937, 1219, AS.

construction. Comme dans les pays capitalistes, même avancés, cette industrie était dispersée en petites unités, employant environ 35 000 ouvriers à Barcelone, dont la grande majorité appartenaient à la CNT. Les syndicats ont concentré et coordonné de nombreuses petites entreprises et progressivement ils ont consolidé l'ensemble en un conglomérat, qui employait environ 11 000 ouvriers dans des ateliers de 25 à 400 membres[2]. Début septembre 1937, le Syndicat CNT du bâtiment affirmait – peut-être avec une certaine exagération – qu'il avait éliminé les intermédiaires « parasites » et qu'il avait concentré 3 000 ateliers en 120 « grands centres de production » qui étaient censés avoir une production de masse[3]. Le syndicat avait conservé un certain nombre d'anciens patrons comme conseillers techniques au salaire standard des ouvriers.

La distance considérable entre les volontés de concentration et la dure réalité d'une économie en temps de guerre était toutefois manifeste dans le tannage et l'industrie du cuir de Barcelone. Les deux syndicats faisaient remarquer que, malgré les retombées de la Première Guerre mondiale, l'industrie demeurait arriérée[4]. Selon la CNT, après 19 juillet, les 71 usines de tannage de Barcelone furent collectivisées, et leur nombre se réduit rapidement à 25. Ces dernières, « avec autant de personnel, et les économies de machines et d'outils conséquentes [à cette concentration], produisirent autant que les 71, gérées alors par la bourgeoisie »[5]. La distribution fut centralisée, et une tentative énergique d'exportation fut organisée « dans le but de s'émanciper de la rapacité du système capitaliste ».

Pourtant, cette concentration, ainsi que celle d'autres industries, était plus difficile que la CNT ne voulait l'admettre. L'état de dépendance de l'industrie catalane, tant dénoncé par les anarchosyndicalistes, hantait les révolutionnaires pendant la guerre. Le besoin de matériaux,

2. Antoni Castells i Durán, "La colectivización-socialización de la industria y los servicios en Barcelona ciudad y provincia" (manuscrit, Barcelone, Centre d'Estudis històrics internacionals, 1986), pp. 319–36. Voir les chiffres dans Josep Maria Bricall, *Política econòmica de la Generalitat (1936–1939)* (Barcelone, 1978–1979), 1:224 ; Francesc Roca, "El decret de municipalització de la propietat urbana de l'2 de juny del 1937 i la nova economia urbana," *Recerques: Política i economia a la Catalunya del segle Xx,* n° 2 (1972): 225.
3. *Solidaridad Obrera*, 4 et 5 septembre 1937 ; Burnett Bolloten, *The Spanish Revolution, the Left, and the Struggle for Power during the Civil War* (Chapel Hill, 1979), p. 63.
4. UGT-CNT comisión organizadora de la conferencia nacional de la industria de piel y de calzado, 163, AS.
5. *Boletín de información,* 10 avril 1937 ; cf. Bolloten, *Revolution,* pp. 63–64, qui affirme que de 71 usines on était passé à 20.

de marchés et d'équipements de transport, provenant tous de l'étranger, entravait le regroupement et l'intégration des sociétés appartenant aux étrangers. Étant donné que la valeur de la peseta continuait de chuter et que les bateaux républicains pouvaient être coulés par l'ennemi, la monnaie britannique et les navires anglais étaient nécessaires pour transporter les produits chimiques et le carburant, alors indispensables. Les protestations du consulat britannique retardaient les plans de concentration de l'industrie du cuir et des chaussures, dont les plus grandes entreprises avaient attiré les investissements britanniques[6]. De même, les directeurs des chemins de fer, du téléphone et (comme nous le verrons) des services publics catalans furent obligés de négocier avec leurs anciens propriétaires et directeurs.

Dans l'industrie chimique, le processus de concentration fut ralenti par la difficulté de coordonner les besoins de chaque entreprise, des syndicats et de l'État. Le Conseil Chimique de la Generalitat, composé de quatre techniciens, quatre représentants de l'UGT et quatre délégués de la CNT, n'était pas habilité à prendre des mesures coercitives contre les ouvriers. L'« indiscipline » des ouvriers UGT fit baisser la production dans une usine de colle, le Conseil fut forcé d'en appeler à ce syndicat pour restaurer l'ordre[7]. En juin 1937, la concentration de l'industrie de savon, qui employait 1 100 ouvriers dans les 40 entreprises de Barcelone, était toujours « à l'étude ». Un mois plus tard, le Conseil parvenait à fixer les prix du savon, mais la concentration de l'industrie ne semblait pas plus avancée pour autant. L'opposition de la firme italienne Pirelli, de loin le plus grand producteur de câbles et d'isolants, était aussi un obstacle majeur[8]. Peut-être afin de maintenir leur autonomie, les collectivités hésitaient à fournir au Conseil Chimique de la Generalitat des informations et des statistiques. En juin 1938, des inspecteurs furent mandatés pour enquêter sur les entreprises qui n'avaient pas répondu aux questionnaires de recensement[9].

La division du pouvoir et l'absence d'un État fort, non seulement entravaient le processus de concentration, mais bloquaient également la distribution rationnelle des matières premières. Républicains et ré-

6. Acta, 6 juillet 1937, Generalitat 252, AS. Pourtant, le Conseil de la Chimie ignora l'objection du consul de France à l'établissement de fédérations industrielles ; voir Acta, 31 décembre 1937, Generalitat 252, AS.
7. Acta, 24 août 1937, Generalitat 252, AS.
8. Actas, 4 juin et 5 octobre 1937, Generalitat 252, AS ; sur Pirelli, voir Jordi Maluquer de Motes, "De la crisis colonial a la guerra europea: Veinte años de economía española," dans *La economía española en el siglo XX,* éd. Jordi Nadal *et al.* (Barcelone, 1987), p. 89.
9. Acta, 2 juin 1938, Generalitat 252, AS.

volutionnaires avaient besoin de l'équivalent de la Section des Matières Premières qui avait fonctionné en Allemagne dans les premières années de la Première Guerre mondiale. Dans une situation où les fournitures étaient onéreuses ou impossibles à acquérir, certaines entreprises et syndicats CNT amassaient des stocks de carburant ou d'autres produits de première nécessité ; d'autres pouvaient vendre sans autorisation ou à des prix gonflés[10]. L'UGT de Barcelone utilisa sans doute de précieuses devises à des fins partisanes lorsqu'elle envoya des militants à Paris pour acheter des armes[11]. L'industrie énergétique consacra un temps et un argent précieux à l'électrification de la ville de Llivia, une petite enclave espagnole à l'intérieur de la France, afin d'améliorer l'image de la Catalogne aux yeux des étrangers. Malgré l'opposition, qui faisait valoir que les ressources devaient être utilisées à unifier l'industrie et à amener l'électricité vers des villes catalanes plus importantes, le comité décida « de démontrer à l'étranger que les ouvriers faisaient mieux que… l'organisation économique précédente »[12].

Les divisions régionales compliquaient le problème ; les dirigeants de la CNT comme ceux de l'UGT se plaignaient que le gouvernement national à Valence ne prêtait pas attention aux besoins catalans. Ils prétendirent que l'administration de Valence refusait de fournir des produits chimiques nécessaires aux entreprises textiles catalanes qui n'avaient pas payé leurs impôts[13]. Des ouvriers des chemins de fer catalans affirmaient que Valence n'avait pas organisé de façon rationnelle la répartition des wagons, et qu'en dehors de la Catalogne nombre de wagons restaient vacants et inactifs, alors même que les chemins de fer avaient été qualifiés d'industrie clé[14].

Dans de nombreux secteurs, les conditions de guerre rendaient la concentration et la réorganisation nécessaires. La conscription militaire libérait des postes et nécessitait une redistribution de la main-d'œuvre ; en outre, la perte des marchés et des matières premières rendaient de nombreux ouvriers superflus. Les bombardements détruisaient des biens d'équipement et imposaient une nouvelle répartition en machines et en personnel. Par exemple, malgré l'opposition de ceux qui

10. Junta, 15 et 23 février 1937, 1204 ; Actas, 27 août et 15 octobre 1937, Generalitat 252, AS. Sur « l'égoïsme aveugle » des entreprises qui refusaient d'aider les entreprises moins réussies, voir Walther L. Bernecker, *Colectividades y revolución social: El anarquismo en la guerra española, 1936–1939,* trad. Gustau Muñoz (Barcelone, 1982), pp. 378, 439.
11. Federació local de Barcelona, comité, 9 et 12 janvier 1937, 1311, AS.
12. 12 novembre 1936, 182, AS.
13. Actas, 24 août et 31 décembre 1937, Generalitat 252, AS.
14. Acta, MZA, 8 avril 1937, 531, AS.

furent transférés, le syndicat CNT de l'automobile était déterminé à déplacer des ouvriers là où ils étaient nécessaires[15]. D'autres entreprises essayaient de s'assurer que le statut « indispensable » soit accordé uniquement aux ouvriers qui étaient absolument nécessaires à la production. Les directeurs obtinrent le pouvoir de transférer du personnel pour des raisons spécifiquement disciplinaires[16].

L'exemple de changements industriels le mieux documenté est peut-être celui les industries énergétiques de Catalogne, où les militants tentèrent d'unifier et de coordonner les 610 entreprises électriques. Il est intéressant de noter que le chiffre de 610 était incertain ; l'état problématique des statistiques était lui-même un signe du retard industriel qui entravait l'unification de l'industrie. Un responsable du syndicat de la CNT de l'eau, du gaz et de l'électricité faisait le commentaire suivant, en novembre 1936 :

> L'unification crée de nombreuses difficultés. Les chiffres ne sont pas exacts. Nous ne savons pas s'il y a 605 ou 615 petites ex-entreprises *(ex-empresas)* qui existent en Catalogne, et j'ai mis la moyenne à 610.
>
> Parmi ces 610 ex-entreprises, il y en a seulement 203 qui sont productrices d'énergie… Cela signifie que quelques 407 ex-entreprises revendent l'électricité. C'est intolérable et c'est le fruit de la situation d'avant le 19 juillet[17].

Bien qu'il y ait eu un consensus de tous les militants sur le principe de l'unification d'une industrie aussi dispersée et morcelée, le processus réel de concentration fut lent et plein d'obstacles. Les nouveaux responsables, provenant de la CNT et de l'UGT, furent immédiatement confrontés au problème de la gestion des techniciens lors de la restructuration de cette branche. Il n'est pas surprenant, considérant les conditions des industries les plus avancées en Catalogne, que le problème des experts ait été compliqué par la nationalité étrangère de nombre de techniciens. Le nationalisme des dirigeants syndicaux confinait à la xénophobie ; certains membres du comité admettaient qu'ils avaient une « phobie contre les étrangers »[18]. D'autres affirmaient : « Tout ce qui se trouve sur le territoire espagnol doit être exploité par

15. Reunión, 17 avril 1938, 1049, AS.
16. Compte-rendu de la CNT sección metales no-ferrosos, 1 septembre 1937, 847, AS ; compte-rendu de la CNT sección caldereros en hierro y soplетistas, 6 décembre 1936, 1385, AS. Voir aussi Comité, 9 avril 1937, 181, AS ; Reunión, 5 novembre 1936, 1122, AS ; PSUC, radio 8, 12 décembre 1936, 1122, AS.
17. Acta de reunión del pleno del comité central de control obrero del ramo gas y electricidad, 27 novembre 1936, 182, AS.
18. 14 et 26 avril 1937, 181, AS.

des Espagnols. » La Commission de contrôle licencia certains des techniciens les plus impopulaires ou incompétents, espagnols ou pas[19]. Mais le comité de gestion craignait des difficultés dans l'éventualité où les étrangers auraient abandonné en bloc leurs anciennes entreprises. Après le départ de nombre d'entre eux – mais non de tous –, le comité de direction trouva difficilement des remplaçants et devait faire face à la résistance des comités locaux, qui parfois refusaient d'accepter les techniciens recommandés par la direction centrale[20]. En plus, l'industrie de l'énergie avait des difficultés de conserver ses propres experts dont les compétences étaient également demandées par les militaires.

Les directeurs dépendaient non seulement des techniciens étrangers, dans une certaine mesure, mais aussi du capital étranger et, plus généralement, de la bonne volonté internationale. En raison de la rupture de son approvisionnement habituel en charbon asturien et de la piètre qualité du charbon catalan, la région avait besoin de charbon étranger afin de produire du gaz. Craignant des attaques nationalistes et subissant le blocus contre la marine républicaine, les Catalans devaient utiliser des navires étrangers pour le transport de l'approvisionnement énergétique. Ce dernier pouvait être acheté uniquement avec de l'or ou des devises étrangères. Par conséquent, il était nécessaire de faire un geste, démontrant aux investisseurs non espagnols que les nouveaux responsables n'étaient pas, comme la presse de droite le prétendait, des « gangsters ». Même quand le consulat britannique protestait contre le refus des sociétés électriques de payer leurs créanciers étrangers, les autorités espagnoles rééchelonnèrent la dette due aux investisseurs suisses[21]. Bien qu'en septembre 1937 la Generalitat ait annoncé un moratoire sur les paiements d'intérêts, elle retardait la mise en forme légale de l'industrie électrique afin de ne pas s'aliéner les anglais. Du charbon britannique, soviétique et, étonnamment, allemand trouvait son chemin vers Barcelone. De toute évidence, la politique commerciale et marchande allemande était en contradiction avec son soutien diplomatique aux forces de Franco, et il semble qu'il ait été plus aisé d'acquérir des deutsche marks que d'autres devises. Les difficultés s'approvisionner en charbon étranger et en d'autres biens stimulaient l'inventivité des scientifiques et techniciens catalans qui expérimentaient – souvent avec succès – de nouveaux matériaux et sources d'énergie[22].

19. 1, 2, 12 septembre et 5 décembre 1936, 182, AS ; Castells ("Colectivización," pp. 575–76) prétend que la multinationale SOFINA forçait des techniciens à partir en les menaçant de les mettre sur une liste noire.
20. 5 et 9 octobre 1936, 182, AS
21. 12 octobre 1936, 182, AS.
22. 15 décembre 1936, 182, AS ; janvier 1937, 181, AS.

Les cinq sociétés majeures de gaz et d'électricité étaient en désaccord sur l'étendue des sacrifices et des contributions que chacune aurait à apporter pour unifier l'industrie. La situation financière d'avant-guerre compliquait les choses puisque les entreprises excédentaires ne voulaient pas payer les dettes des entreprises non rentables[23]. Les nombreuses petites entreprises craignaient que les grandes puissent tirer profit de leur faiblesse relative et les obligent à travailler sans réelle contrepartie. Beaucoup d'anciens cadres ou contremaîtres, aux compétences techniques et administratives recherchées, craignaient que cette unification entraîne une perte de salaire, de pouvoir et de prestige. Les ouvriers redoutaient que la concentration par transfert vers une autre branche ne vienne détruire la sécurité de l'emploi. Ils renâclaient, par exemple, à une affectation à la section du gaz ; non sans raison, car ils la considéraient comme une entreprise sur le déclin[24]. Les entreprises catalanes avaient utilisé le charbon pour produire du gaz, mais les approvisionnements – et donc la production de gaz – devenaient extrêmement précaires pendant le conflit. Pour encourager les salariés à s'adapter à un nouveau lieu de travail et à accepter de nouveaux frais de transport, les dirigeants proposaient d'accorder un bonus aux ouvriers transférés. Par contre, le Comité central du gaz et de l'électricité devait décourager les employés qui réclamaient de nouvelles affectations pour commodités personnelles[25]. De plus, l'ordonnance sur la collectivisation d'octobre 1936 accordait aux entreprises de plus d'une centaine d'ouvriers le droit de collectiviser à leur guise, et certaines de ces entreprises préféraient ne pas se fondre dans le conglomérat, afin de garder le contrôle de leurs ressources et de leur administration. Des membres du Comité de contrôle déploraient que le décret ne réponde ni aux besoins de leurs industries ni aux nécessités de la guerre, exigeant un commandement centralisé pour couper le courant et l'éclairage pendant les attaques aériennes[26]. En réponse, la Generalitat tenta de modifier la législation afin de répondre aux besoins de l'industrie énergétique.

La profusion de commissions qui firent leur apparition au début de la Révolution entravait la centralisation de l'industrie. La Commission de contrôle menaça de les remplacer si elles ne suivaient pas ses ordres[27]. « Seules les concentrations… permettront de se lancer dans

23. 30 octobre 1936, 182, AS.
24. 9 janvier 1937, 182, AS.
25. 5 décembre 1936, 182, AS ; 29 septembre 1936, 182, AS.
26. 12 novembre et 1 décembre 1936, 182, AS.
27. 29 septembre et 29 décembre 1936, 182, AS.

des entreprises aussi importantes que l'électrification des chemins de fer et des industries électrochimiques. Morceler notre industrie entraverait son progrès et signifierait la destruction d'une partie très importante de l'économie nationale »[28].

Pourtant, la résistance à l'unification demeura importante tout au long de la Révolution. Le 11 janvier 1937 la Cooperativa popular de Villanueva y Geltrú accusait le Comité central de Barcelone d'agir avec plus d'avidité que les entreprises capitalistes. Les représentants de la coopérative, soutenue par les délégations locales de la CNT et de l'UGT, proclamèrent que l'industrie de l'énergie nouvellement unifiée, la SEUC (Serveis elèctrics unificats de Catalunya), était simplement une couverture pour quatre entreprises antérieures qui essayaient d'absorber les entreprises plus faibles. Un délégué CNT de Barcelone répondit que la SEUC avait été créée dans l'intérêt de l'effort de guerre et de l'économie catalane. Les représentants de la coopérative et la CNT locale protestèrent que la SEUC avait distribué les profits comme l'avait fait la bourgeoisie et, à la différence de la situation dans les chemins de fer, qu'elle avait agi de façon irresponsable en accordant à ses employés une prime de fin d'année. Un autre délégué de la CNT locale les menaça ainsi : les 2 300 membres de la coopérative de Villanueva ne paieraient pas leur dû, à moins que leurs droits soient reconnus. Les autochtones pensaient que leurs intérêts méritaient de recevoir une considération équivalente à celle qui était accordée aux étrangers. Un membre du conseil municipal indiqua que ses administrés étaient déçus par le coût et par les services de la nouvelle concentration. Les membres du Comité central de Barcelone répondirent que leur mission était de protéger l'intérêt général, mais étaient d'accord pour étudier les propositions de la coopérative.

Les comités locaux ignoraient les recommandations de la Commission de contrôle de la SEUC concernant l'avancement du personnel. Ils refusaient également de relayer des informations à propos de leur personnel excédentaire, ce qui était indispensable dans une situation de guerre et de révolution[29]. En septembre 1937, tant le comité de Barcelone que l'UGT critiquèrent l'égoïsme persistant des entreprises qui empêchait la consolidation complète de l'industrie[30]. Même en 1938, alors la Generalitat contrôlait l'industrie, elle déclara que l'unification progressait lentement « du fait de la réticence des

28. *Luz y fuerza,* octobre 1937.
29. 14 avril, 1 et 29 juin 1937, 181, AS.
30. 27 septembre 1937, 181, AS ; Federación catalana de gas y electricidad, UGT, juillet–septembre 1937, 482, AS.

ex-entreprises à transmettre les données qui leur avaient été demandées à maintes reprises »[31]. Ce problème ne se limitait pas à l'industrie énergétique. Les commissions de contrôle d'autres entreprises, telles que le MZA (chemin de fer Madrid–Zaragoza–Alicante), jugeaient difficile de centraliser le commandement face à des sous-comités désobéissants. Comme dans le gaz et l'électricité, les ouvriers de certaines entreprises résistaient à la concentration car ils craignaient une perte de salaire, de leurs avantages ou de la sécurité de l'emploi dans la nouvelle organisation[32].

Aux heures tragiques de la guerre et de la Révolution à Barcelone, les industries métallurgiques et de traitement des métaux étaient sans doute les forces productives les plus importantes. Le retard de ce secteur et son manque de compétitivité dans les branches de l'automobile et de l'aviation ont déjà été analysées. Parmi les usines métallurgiques et de traitement de métaux qui formaient le sujet de l'étude, 36 employaient entre un et dix ouvriers, 52 avaient de 11 à 50 ouvriers et 12 avaient entre 51 et 100 ouvriers. Quatre usines employaient entre 100 et 500 ouvriers, et seulement deux employaient plus de 500 ouvriers. Sur 106 usines, 86 étaient majoritairement CNT et 20 UGT, bien que l'UGT eût tendance à être légèrement plus puissante dans les plus grandes usines. Ces entreprises avaient souvent des locaux minuscules ; certaines mesuraient 150 m^2, certaines seulement 50 ou même 17 m^2. La taille de ces entreprises limitait la production[33]. Par exemple, lorsqu'on demanda à la Fundición Dalia d'augmenter le nombre de ses ouvriers afin d'augmenter la production, elle répondit qu'elle avait déjà doublé sa production pour l'effort de guerre. Avec 37 ouvriers, elle fonctionnait à pleine capacité et ne pouvait pas absorber plus de personnel. Une autre entreprise, Talleres Guerin, où 80 ouvriers produisaient du matériel électrique, signalait que sa production était limitée par son manque de machines.

En avril 1937, la CNT et l'UGT s'accordèrent « sur la nécessité de socialiser l'industrie métallurgique sur la base de la concentration industrielle »[34]. Le syndicat métallurgique de la Confédération à

31. Consell general, 31 mars 1938, Generalitat 252, AS.
32. Acta, 5 avril 1937, 531, AS ; Hispano-Radio (n.d.), 1175, AS.
33. CNT questionnaires, 387, AS ; voir aussi Pere Gabriel, "¿La població obrera catalana, una població industrial?" *Estudios de historia social* 32–33 (janvier–juin 1985): 206.
34. Proyecto de socialización de la industria siderometalúrgica CNT-UGT, juin 1937, 505, AS ; Sindicato de la industria siderometalúrgica de Barcelona, *¿Colectivización? ¿Nacionalización? No socialización* (Barcelone, 1937), p. 11.

Barcelone déclarait que, malgré l'opposition de la petite-bourgeoisie, il avait unifié les petits ateliers de l'industrie et ainsi augmenté la production. Sept grandes concentrations étaient prévues, y compris la production de fer et d'acier, l 'aéronautique et l'automobile. La dernière fusion intégrerait toutes les activités de production automobile, de la coulée et de la production de pièces à la livraison sur le marché.

La collectivité de Marathon, anciennement usine de General Motors à Barcelone, fournit un bon exemple de coordination, sinon de concentration, d'une industrie dans la construction mécanique. Après les combats du 19 juillet, certains des directeurs s'en allèrent et des instructions parvinrent des États-Unis en vue de la fermeture de l'usine. Au lieu de cela, les militants de l'UGT et de la CNT (cette dernière dominait dans la collectivité) prirent le contrôle de l'entreprise ; les techniciens commencèrent à coordonner, à financer et à conseiller nombre des petites entreprises de transformations qui commencèrent à produire les pièces détachées, jusque-là importées. La collectivité de Marathon entreprit un ambitieux programme d'assemblage de pièces fabriquées en Catalogne et de production de masse d'un camion authentiquement national. En juillet 1937, la collectivité célébra le premier anniversaire de la victoire de 19 juillet en exhibant le premier camion et son moteur à avoir été construits en série en Catalogne[35]. 90 conseils d'usine et comités de contrôle qui avaient collaboré à la construction du camion espagnol prirent part aux festivités. Un directeur de Marathon saluait le travail de ces 12 000 ouvriers de l'industrie automobile catalane, et il déclarait que la production d'un tel véhicule faisait partie intégrante de « notre guerre d'indépendance ». Il concluait que la bourgeoisie n'avait ni le savoir ni la volonté nécessaires à la fabrication d'automobiles en série.

La CNT était très fière de son rôle dans la concentration de l'industrie automobile : « l'exploit de notre révolution réside dans sa capacité à contrôler toutes les entreprises… Un autre point très important est… de pouvoir réduire le coût des voitures que nous devions acheter à l'étranger avant le 19 juillet »[36]. Confrontés à la rupture d'approvisionnement en équipement et en pièces d'origine étrangère, les militants de la CNT avaient rationalisé la production en coordonnant et en concentrant les petits ateliers. Le productivisme anarchosyndicaliste rejoignait le nationalisme économique espagnol dans l'édification d'une industrie automobile indépendante.

La standardisation des pièces et équipements allait souvent de pair

35. *Horizontes,* juin–juillet 1937.
36. *Sidero-Metalurgia*, novembre 1937.

avec la concentration. Des militants de la CNT métallurgique écrivaient dans leur revue que la standardisation avait trois avantages : pièces interchangeables, rapidité des réparations et économies. Ils concluaient : « Le degré de standardisation est le baromètre du progrès industriel. La preuve en est que les pays qui ont les meilleures industries sont ceux qui ont le plus de pièces standardisées. »[37]

La Industria Metalgráfica, une collectivité de 220 ouvriers, dont 91 hommes, présentait un excellent exemple de rationalisation accompagnée d'une standardisation dans ce qui était, à Barcelone, une usine assez grande[38]. Sur l'ensemble des ouvriers de la collectivité, 206 étaient membres de la CNT et 14 de l'UGT. Les huit techniciens du l'entreprise étaient à la CNT, tandis que les 14 membres de l'administration étaient à l'UGT. Avec des machines vieilles de plus de deux décennies, ils avaient produit des boîtes et caisses métalliques et de l'équipement lithographique. Après que la Révolution eut éclaté, l'usine donna une orientation militaire à sa production. Le 5 novembre 1936, le conseil d'administration de la collectivité avouait son intention de « réduire autant que possible le travail » en éliminant certains processus. Le conseil soutenait qu'il était « absolument nécessaire de réorganiser le procès de production » et considérait « que la fabrication standardisée est la mieux appropriée. » La standardisation réduirait le temps de fabrication nécessaire et ouvrirait des perspectives de production « presque illimitée » de produits tels que les canettes de bière. En septembre 1938, le syndicat métallurgique de l'UGT de Catalogne appelait à la standardisation de la production et l'emploi des « pratiques les plus modernes »[39].

Les militants de l'industrie de la construction adoptèrent également la standardisation. Les militants du Syndicat CNT du bâtiment s'élevaient contre les « normes archaïques » et « méthodes rudimentaires », en faveur de nouvelles techniques telles que le béton armé, « dont les bons résultats sont indiscutables »[40]. La CNT souscrivait à la « construction moderne » solide, propre, aérée et spacieuse. Cette volonté de lumière, d'espace et d'hygiène était tout à fait compréhensible à Barcelone, où de telles qualités faisaient souvent défaut aux

37. *Ibid.*, septembre 1937.
38. Ce paragraphe est basé sur Hoja de control y estadística, CNT sindicato único de la metalurgia de Barcelona, 871, AS ; Al Consejo local técnico administrativo de la industria siderometalúrgica (*carpeta* non connue), AS. Voir aussi *Les collectivitzacions a Catalunya,* Secció d'estudis econòmics, polítics i socials, Institucions Francesc Layret (Barcelone, 1938).
39. *Las Noticias,* 3 septembre 1938.
40. *Hoy,* janvier 1938.

logements ouvriers. Les militants anarchosyndicalistes admiraient les méthodes de construction de l'Union soviétique, où « la construction se pare d'une beauté merveilleuse »[41]. Leur urbanisme était fortement influencé par les idées de Le Corbusier et des publications de la CNT incluaient des images des « villes du futur » – grandes métropoles modernes aux constructions gigantesques reliées par des autoroutes[42].

La Confédération modernisait les machines dans les usines dont elle avait le contrôle. La modernisation demandait un effort considérable pendant la guerre et la révolution puisque la plupart des machines nécessaires devaient être importés. En outre, les adversaires de la CNT dans l'administration centrale et la Generalitat avaient parfois la mainmise sur les devises étrangères nécessaires. De nombreux syndicats de la CNT poursuivaient néanmoins la modernisation des équipements. L'industrie électrique est exemplaire des obstacles que les efforts de modernisation de l'équipement rencontraient parfois[43]. Comme pour les matières premières, il était difficile de trouver des substituts espagnols aux produits étrangers. En janvier 1937, le Comité central de l'industrie étudiait la possibilité de transformer la facturation, dans le cadre de son programme pour l'unification et la concentration de ses industries : pour les clients, périodicité bimensuelle plutôt que mensuelle et fusion des factures de gaz et d'électricité. Cependant, les machines de facturation étaient en mauvais état et nécessitaient sans cesse de nouvelles pièces de rechange provenant de Paris ; il fallait former du nouveau personnel à l'utilisation correcte de ces machines. Les dirigeants conclurent qu'étant données les circonstances, la réforme de la facturation devrait être retardée.

Les conditions de guerre faisaient obstacle au développement industriel. Une pénurie de gaines électriques limitait l'utilisation de l'énergie hydroélectrique. L'industrie ne pouvait pas réparer rapidement les dommages causés par les bombardements des centrales car une grande partie du matériel nécessaire devait être acquis à l'étranger et acheté en devises étrangères. Le matériel américain devenait tellement précieux qu'il fut une fois proposé comme garantie pour un prêt à une entreprise aragonaise[44]. Même lorsque les machines pouvaient être achetées ou étaient disponibles, une pénurie de personnel qualifié – peut-être mobilisé ou parti – pouvait empêcher leur fonctionnement[45].

41. *Boletín del Sindicato de la industria de la edificación, madera y decoración*, 10 octobre 1937 et 15 août 1938.
42. *Hoy,* décembre 1937.
43. Le paragraphe suivant fait reférence au compte-rendu de la réunion de Pleno del comité central de control obrero, 181, AS.
44. 4 janvier, 11 mars et 19 avril 1937, 181, AS.
45. 20 novembre 1936, 182, AS.

La réticence ou l'incapacité des industries à payer en temps et en heure leurs factures perturbaient leur projets de rationalisation. Quelques semaines après que la révolution ait éclaté, la Commission de contrôle du gaz et de l'électricité envisagea de solliciter les milices antifascistes pour collecter les dettes des « éléments qui profitent de la situation présente pour éviter de régler leurs factures »[46]. Deux mois plus tard, le Comité se plaignait auprès d'un représentant du syndicat CNT du bâtiment que des consommateurs ordinaires comme un grand nombre d'institutions – au nombre desquelles la Generalitat, la municipalité, des prisons, les chemins de fer, des entreprises de tramways, le syndicat des journalistes, le quartier général de la police et même les casernes des milices antifascistes – n'avaient pas honoré leurs échéances[47]. En outre, le départ de la grande et petite-bourgeoisie signifiait une baisse de 37 % des rentrées. Nombre des consommateurs étaient malhonnêtes, « toujours à essayer de trouver un moyen pour piquer des kilowatts à l'œil… Malheureusement, des camarades de la classe ouvrière sont parmi les contrevenants (*morosos*). Si nous attrapons un bourgeois, il aura ce qu'il mérite, mais nous ne pouvons rien faire contre les ouvriers puisque bon nombre allèguent qu'ils n'ont pas d'emploi. »

Les membres du Comité attaquèrent vivement les chemins de fer, non seulement en raison leur dette à l'industrie électrique, mais aussi pour leur réduction des tarifs aux passagers. Bien que la réduction des prix ait rehaussé l'image du chemin de fer dans l'opinion publique, les dirigeants de l'électricité accusaient les chemins de fer de facturer beaucoup plus le fret pour compenser la perte de recettes du transport de passagers. Selon la compagnie d'électricité, le transport de charbon était devenu plus cher que son achat ; ces frais additionnels et ces cessations de paiement retardaient le projet de construction d'un siège moderne à la plaza Cataluña. Un membre concluait de façon ironique, « La révolution signifie ne pas payer. » Un autre ouvrier (le représentant du syndicat du bâtiment qui n'avait pas réussi à obtenir des fonds de la Commission de contrôle pour des ouvriers sur le point d'être licenciés) ajoutait, « C'est vrai, il y a de nombreux abus. Beaucoup de camarades sont assignés à la défense et au maintien de l'ordre. Ils obtiennent des repas gratuits et des vêtements, des primes et des compensations. Puis ils sortent faire la fête, laissant leur famille payer le gaz

46. 19 septembre 1936, 182, AS. Tôt dans la révolution les paysans envahissaient non seulement les propriétés des grands propriétaires fonciers, mais aussi celles d'entreprises contrôlés par les ouvriers ; quand des paysans présentèrent une facture pour les travaux de mise en culture au Comité Central, ce dernier refusa de payer (31 août 1936, 182, AS).

47. Les informations suivantes viennent de 26 novembre 1936, 182, AS.

et l'éclairage. » Des militants se demandaient pourquoi, malgré l'achat de tous les poêles électriques disponibles, aucune augmentation de la consommation d'électricité n'avait été enregistrée, indiquant que les clients trafiquaient leur compteur. À la fin de l'année la Commission de contrôle étudiait une proposition pour une unité spéciale de lutte contre la fraude[48]. Les membres suggéraient que les compteurs de gaz et d'électricité ne seraient plus relevés séparément ; un relevé simultané permettrait d'économiser du travail et ferait peser la menace d'une coupure conjointe des deux sources d'énergie sur les mauvais payeurs potentiels. Le comité voulait prendre des mesures fortes pour forcer les consommateurs qui avaient déménagé à payer les factures qu'ils avaient accumulées à leurs anciennes adresses ; un militant demandait à la Commission du logement de refuser de louer à quiconque ne possédant de quittance électrique récente[49].

Au printemps 1937, la pénurie de pièces à Barcelone rendait difficile l'utilisation des compteurs à jetons. Les consommateurs accumulaient apparemment des pièces d'argent. Pour résoudre le problème, un membre suggéra que l'industrie forge ses propres jetons pour l'utilisation de ses compteurs ; un autre participant objecta que ces jetons seraient immédiatement contrefaits[50]. Lorsque les commerçants de la ville de La Rapita de los Alfaques firent une pétition pour une baisse du tarif de l'électricité, le comité accepta d'étudier le problème, mais un militant était certain qu'au cours de l'enquête « ces commerçants ne payeront pas »[51]. En mai, les célèbres collectivités d'Aragon devaient à l'industrie électrique catalane plus de 300 000 pesetas.

La Comité de contrôle des sociétés d'énergie centralisées, qui critiquait la lenteur de paiement des autres institutions, renâclait à son tour à payer les taxes nouvellement imposées par la Generalitat[52]. D'autres collectivités et entreprises contrôlées étaient aussi peu disposées à s'acquitter de leurs obligations. Le MZA refusait d'apporter sa contribution au ministère des travaux publics puisque que le trafic ferroviaire – et donc le revenu – avait considérablement diminué[53]. La Commission des industries de guerre était un débiteur notoire, et ses retards causaient des problèmes économiques aux créanciers, comme la Compagnie des industries plastiques[54]. Des cinémas semblaient aussi

48. 25 décembre 1936, 182, AS.
49. 20 mars et 28 mai 1937, 181, AS.
50. 9 avril 1937, 182, AS.
51. 12 mai 1937, 181, AS.
52. 26 avril 1937, 182, AS.
53. Acta, 18 mars 1937, 531, AS.
54. Acta, 14 septembre 1937, Generalitat 252, AS.

avoir été endettés[55]. Courant 1937, de nombreuses entreprises commençaient à exiger le paiement en espèces. Par exemple, la CAMPSA, la société d'énergie de l'État, ne livrait pas de carburant au chemin de fer sauf paiement en espèces[56].

Indépendamment des problèmes de liquidités, plusieurs comités améliorèrent considérablement les conditions de travail. Des conseils d'usine de la CNT admettaient les effets de l'hygiène sur la production et voulaient imiter les entreprises modernes américaines qui avaient des médecins du travail. L'usine textile España industrial mis en place une crèche pour les mères qui travaillaient et un nouveau réfectoire[57]. Dans les entreprises du textile de Badalona, les militants de la CNT améliorèrent les conditions de retraite et les prestations médicales. L'UGT mis en place un centre médical et étendit les soins de santé et prestations de retraite[58]. Rompant avec les pratiques prérévolutionnaires de certaines industries qui employaient des enfants de douze à quinze ans, le syndicat CNT des arts graphiques proscrit l'emploi des personnes en dessous de quatorze ans. Les dockers de la CNT débattaient des questions épineuses de la capacité physique et du rendement des travailleurs âgés. L'industrie énergétique était aux prises avec le problème délicat de la répartition équitable des cotisations à la caisse de retraite[59].

Pourtant, dans de nombreux cas, les perturbations de l'économie et la diminution des ressources bloquaient l'amélioration des conditions de travail[60]. Par exemple, des dirigeants refusèrent d'accéder à la demande d'un atelier pour de nouvelles fenêtres. Dans un autre cas, le prix élevé de la peinture empêcha le ravalement des bureaux d'une gare. Lorsque le personnel de la ligne Gérone-Llansa fut démoralisé par ses mauvaises conditions de travail, on leur demanda de sacrifier au nom de la guerre. L'industrie électrique hésitait à donner un statut permanent au personnel temporaire, tels les ouvriers de la construction ou les mineurs, alors même qu'elle demandait « un rendement maximum » à ces derniers dans des mines reconnues pour être dangereuses.

Les comptes-rendus élogieux sur les industries de guerre catalanes ont passé sous silence les conditions dangereuses qui sévissaient dans

55. Junta, 5 février 1937, 1204, AS.
56. Acta de reunión, comité central, 12 mars 1937, 531, AS.
57. Agustin Souchy et Paul Folgare, *Colectivizaciones: La obra constructiva de la revolución española* (Barcelone, 1977), p. 102.
58. Castells, "Colectivización," p. 467 ; Libro de actas de comité UGT, sociedad de albañiles, acta de reunión de la junta, 2 janvier 1937, 1051, AS.
59. Acta de asamblea, cargadores, 31 janvier 1937, 1404, AS.
60. 19 avril 1937, 181, AS ; Acta, MZA, 9 avril 1937, 531, AS ; Acta, comité central, 26 mars 1937, 531, AS ; 26 janvier 1937, 181, AS.

l'industrie d'armement nouvellement bâtie[61]. Les émanations de dynamite et de tolite, employées dans la production des explosifs, rendaient le personnel malade. « Afin d'éviter un possible empoisonnement » ils demandaient du lait et du café et proposaient que deux infirmières soient employées afin que chaque équipe ait accès à des soins médicaux en cas d'accident. Le personnel demandait également un abri où ils pourraient se réfugier en cas de bombardements ennemis et de tirs de notre DCA (mais manquant souvent de précision). Leur délégué, soutenu par la CNT, déclara qu'après que le gouvernement national avait pris le contrôle de l'usine, les familles des victimes d'accidents n'avaient pas reçu d'indemnisation. Il citait le cas de quatre ouvriers qui avaient péri en raison d'une explosion le 4 septembre 1936, de six qui étaient morts dans une autre explosion le 22 septembre 1936 et d'un autre dans une explosion en mars 1938 ; deux autres furent grièvement blessés dans des accidents en octobre 1936 et novembre 1937. Seule une des victimes avait bénéficié d'une assurance.

Dans leurs efforts visant à améliorer les conditions de travail et à développer les forces productives, la CNT et l'UGT construisirent des écoles et des centres de formation de techniciens. Ces écoles perdurèrent et même prospérèrent en dépit des tensions politiques et idéologiques au sein et des syndicats entre eux. Dans la métallurgie, les deux syndicats faisaient un effort particulier pour former des techniciens issus de leurs propres rangs. L'UGT fonda des écoles pour « la préparation professionnelle », « sans laquelle aucune prospérité n'est possible. »[62] Le syndicat métallurgique de la CNT constitua une école appelée Travail, qui était affranchie de la « fausse éducation » de l'Église. Dans la collectivité de Marathon (CNT-UGT), les professeurs enseignaient « l'amour du travail » et faisaient étudier les « splendides » automobiles de General Motors[63]. La collectivité des fondeurs, largement dominée par la CNT, et le syndicat métallurgique UGT de Badalona introduisirent des bourses pour les enfants. Des centaines d'enfants provenant de familles ouvrières reçurent des aides financières du gouvernement ou des syndicats pour divers types de scolarité. Dans la construction, la CNT encourageait les jeunes ouvriers, qui ignoraient souvent les « valeurs syndicalistes » dans l'air du temps, à étudier dans les bibliothèques que le syndicat avait fondées et à suivre les cours

61. Vicente Guarner, *Cataluña en la guerra de España, 1936–1939* (Madrid, 1975), pp. 219–28. Les informations suivantes viennent de Sugerencias, Fábrica LL, 1446, AS, et circular n° 53, 1084, AS.
62. En Badalona el sindicat metallurgic UGT, 1453, AS.
63. *Sider*o-M*etalurgia*, novembre 1937 ; *Horizontes*, mai 1937.

qu'il dispensait.

Même avant la Révolution, la CNT s'était efforcée d'élever le niveau culturel de la classe ouvrière. Perpétuant cette tradition, la CNT et, dans une moindre mesure, l'UGT instituèrent des bibliothèques dans de nombreuses collectivités afin d'encourager la lecture et d'éduquer les nombreux ouvriers illettrés. L'illettrisme restait important parmi les salariés. Le Syndicat maritime de la CNT déclara que sur 20 marins, 15 ne pouvaient pas écrire leurs noms. Les membres des comités de contrôle des entreprises toujours sous le régime de la propriété privée devaient savoir lire et écrire[64]. L'organisation de femmes Mujeres libres, forte de 20 000 membres, qui avait des liens étroits avec le mouvement anarchosyndicaliste, entreprit durant la Révolution une grande campagne d'instruction des femmes, chez lesquelles le taux d'illettrisme était plus élevé que chez les hommes[65]. L'UGT voulait aussi assurer des cours pour les illettrés. Même si les militants anarchosyndicalistes et marxistes étaient souvent sincèrement impliqués dans l'amélioration de la vie culturelle des ouvriers, l'attitude des syndicats, en matière d'éducation, ressemblait pour partie, aux campagnes d'alphabétisation et aux pratiques éducatives des différents régimes marxistes qui mettaient l'accent sur le caractère utilitaire de l'apprentissage afin d'accroître la production.

Les historiens favorables à l'anarchosyndicalisme ont souvent considéré les efforts éducatifs de la CNT comme partie intégrante de sa culture globale inimitable, qui transcendait le syndicalisme et la politique conventionnelle en touchant à certains aspects de la vie quotidienne[66]. La CNT et l'UGT de concert avec les partis politiques catalans organisèrent le CENU (Consejo de la escuela nueva unificada), destiné à remplacer les écoles paroissiales. Le CENU désirait à la fois la rationalisation du travail et la promotion sociale des ouvriers ;

64. *CNT Marítima,* 7 août, 11 et 25 septembre 1937 ; Alberto Pérez Baró, *30 meses de colectivismo en Cataluña (1936–1939)* (Barcelone, 1974), p. 85.
65. Martha A. Ackelsberg, "Separate et Equal? Mujeres Libres et Anarchist Strategy for Women's Emancipation," *Feminist Studies* 11, n° 1 (Spring 1985).
66. Voir Murray Bookchin, *The Spanish Anarchists: The Heroic Years, 1868–1936* (New York, 1978), pp. 4–5, 56–57 ; Frank Mintz, *La autogestión en la España revolucionaria* (Madrid, 1977), p. 69. Ricardo Sanz (*El sindicalismo y la política: Los solidarios y nosotros* [Toulouse, 1966], p. 83) remarque que certains militants s'abstenaient de fumer ou de boire, mais d'autres ne le faisaient pas. Sur le CENU, voir Ramón Safón, *La educación en la España revolucionara* (1936–1939), trad. María Luisa Delgado et Félix Ortega (Madrid, 1978), pp. 91–95 ; Discurso of Juan Puig Elias (n.d.), Generalitat 266, AS.

son but était de permettre aux travailleurs qui en avaient la capacité d'aller à l'Université. Avec d'autres organisations, le CENU entreprit la scolarisation de plus de 72 000 enfants qui n'avaient reçu aucune éducation proprement dite avant la Révolution. Dans un arrondissement, la scolarisation en primaire grimpa de 950 élèves à 9 501 pendant le conflit. Dans toute la ville, on enregistra 125 000 nouveaux élèves.

La volonté de créer un système éducatif rationnel et de former des étudiants et des techniciens n'était pas propre à la CNT et formait une partie essentielle du projet révolutionnaire de développement des moyens de production qu'avaient les deux syndicats. Pour la CNT et les organisations qui en étaient proches, l'élimination de l'illettrisme et le développement des forces productives étaient intimement liés. Des ouvriers à la tête bien faite devaient s'intégrer à une société de production et d'ordre. Un militant libertaire décrivait ainsi leur but :

> Les producteurs dans une société communiste libertaire ne seront pas divisés entre travailleurs manuels et intellectuels. L'accès aux arts et aux sciences sera ouvert, parce que le temps qui leur est dévoué appartiendra à l'individu et non à la communauté. L'individu sera émancipé de la communauté, s'il le souhaite, lorsque la journée de travail et sa mission de producteur seront finies[67].
>
> Plus le travail est estimé, plus l'oisiveté sera repoussante. En d'autres termes, plus l'enfant aime le bien… moins le mal l'affectera[68].

En fait, le contenu de l'éducation technique de la CNT différait peu de celui des pays capitalistes les plus avancés ou même de l'Union soviétique. Un article publié pendant la Révolution affirmait que les États-Unis montraient la voie en matière d'éducation technique et professionnelle et que l'Union soviétique la perfectionnait[69]. La Confederación critiquait la bourgeoisie espagnole précisément pour son incapacité à apporter une formation plus accessible dans les autres pays.

La nécessité urgente de former des techniciens pour protéger la Révolution renforçait les tendances technocratiques de la Confederación, qui étaient puissantes, sinon dominantes, même avant la guerre. Le conflit – avec sa conscription, ses ruptures d'approvisionnement et la création d'industries de défense – exacerba à coup sûr le rôle prépondérant des techniciens qui devaient trouver des substituts aux matériaux manquants, mettre sur pied de nouvelles industries à

67. Floreal Ocaña cité dans Safón, *Educación,* p. 150.
68. Floreal Ocaña, "La escuela moderna: Conferencia pronunciada el 30 de julio 1937," *Tiempos nuevos* (oct.–nov. 1938).
69. *Economia: Butlletí mensual del departament d'economia de la Generalitat de Catalunya*, septembre 1937.

partir de zéro et remplacer ceux de leurs collègues qui avaient fui à l'étranger ou qui s'étaient engagés dans l'armée. Il faut garder à l'esprit, pourtant, que la guerre ne fit que renforcer les tendances technocratiques de l'anarchosyndicalisme : les communistes libertaires envisageaient une société d'après-guerre dans laquelle les techniciens continueraient à conduire le développement des moyens de production. La glorification par la CNT de la science et de la technologie attirait quelques-uns des techniciens et des directeurs en son sein alors que le syndicat en faisait fuir d'autres par sa tendance au nivellement, par la prédominance des cols bleus parmi ses membres et par sa relative indifférence vis-à-vis du nationalisme catalan. À son tour, la Confederación ne fit plus confiance aux experts et constitua des dossiers sur leurs antécédents personnels, professionnels et politiques[70]. Plusieurs techniciens, directeurs et particulièrement des cols blancs adhérèrent à l'UGT, dont la ligne était étroitement liée à celle du PSUC, qui soutenait nombre des revendications des nationalistes catalans et acceptait souvent de grands écarts de salaire sans discuter.

Pourtant, tout au long de la Révolution, la CNT rechercha et obtint partiellement le soutien des techniciens. Le journal de la Fédération nationale de l'eau, du gaz et de l'électricité de la CNT, *Luz y fuerza*, pensait avoir tiré les leçons du passé :

> L'expérience de la Révolution russe nous apprend, à nous les ouvriers espagnols, comment traiter les techniciens, parce que sans eux une révolution totale est irréalisable. Une fois que tout ce qui existe de pourri et d'archaïque en Espagne sera détruit, l'effort de chacun sera nécessaire à la reconstruction. Si nous n'avons pas cette vision nette, nous découvrirons… à la fin de la guerre que rien n'aura été accompli et, ce qui est pire, que nous aurons à nous soumettre aux techniciens étrangers[71].

Le syndicat maritime de la CNT demandait : « Est-ce qu'un ingénieur peut être confondu avec un ouvrier non qualifié ? L'ingénieur représente la pensée créative et l'ouvrier non qualifié [représente] l'objet de la pensée… La révolution sociale… a ses ingénieurs… et ses non qualifiés »[72]. Le syndicat admettait : « Nous avons besoin des techniciens. » Révolution ou pas, le capitaine était toujours responsable de l'organisation du travail et restait « l'autorité première et légitime ». En janvier 1938, la CNT donna son aval à une proposition de doter les

70. Voir les fichiers dans 798, AS.
71. *Luz y fuerza,* octobre 1937.
72. *CNT Marítima,* 26 février, 23 avril, 25 juin 1937, 15 août et 20 novembre 1938.

techniciens de « pouvoirs coercitifs »[73]. Ses militants critiquaient aussi les actions de la police, qui harcelait des techniciens indispensables dont le pedigree révolutionnaire n'était pas impeccable[74].

Au sein du conglomérat de la construction et dans d'autres collectivités, les techniciens étaient souvent aux manettes. Dans le conglomérat, la CNT et l'UGT étaient d'accord pour dire que « les techniciens des différentes sections doivent fixer une échelle de rendement minimum sous 20 jours et celle-ci doit être ratifiée *nécessairement* par l'assemblée de chaque section, en tentant autant que possible d'exploiter le rendement minimum établi avant le 19 juillet 1936 »[75]. Le Conseil Chimique se mit d'accord après un long débat pour que les ex-patrons dont les connaissances étaient indispensables aient l'autorisation de travailler comme techniciens[76]. Les experts dans les industries de défense nouvellement développées étaient clairement indispensables dans la mesure où ils devaient improviser et créer des produits qui n'avaient jamais été fabriqués en Catalogne. Des presses, des tours, des fusils, des mitrailleuses, des grenades et divers produits chimiques destinés aux explosifs devaient être fabriqués, souvent pour la première fois dans des usines espagnoles, sous les auspices de la CNT[77].

Pourtant, les syndicats ne pouvaient pas toujours convaincre leurs adhérents d'obéir et de respecter les techniciens. Au début de la Révolution, les dirigeants CNT-UGT de l'industrie énergétique sentirent qu'il leur fallait imposer « autorité et discipline » aux comités locaux qui voulaient renvoyer des techniciens et des directeurs dont les références révolutionnaires étaient douteuses[78]. En octobre 1936, un certain Menassanch affirma que le Comité central de contrôle avait rencontré des difficultés dans certaines centrales électriques après que des techniciens étrangers soient partis et que trois comités locaux sur quatre aient rejeté les recommandations du comité de contrôle sur les remplacements des techniciens étrangers « en dépit de nos instructions et avertissements » :

> Nous n'avons pas pu les convaincre… Nous ne devons pas oublier que les deux syndicats ont un certain nombre de membres qui ont adhéré récemment. Ce nombre croissant pèse dans la balance et il est

73. *Solidaridad Obrera,* 19 janvier 1938.
74. 12 janvier 1937, 182, AS.
75. Déclaration conjointe de de la CNT-UGT dans *UGT Edificación,* 15 août 1937 ; italiques rajoutées.
76. Acta, 28 septembre et 5 octobre 1937, Generalitat 252, AS.
77. *De Companys a Indalecio Prieto: Documentación sobre las industrias de guerra en Cataluña* (Buenos Aires, 1939), pp. 21–31.
78. 26 et 29 septembre 1936, 182, AS.

> possible qu'ils soient plus catholiques que le pape et peut-être même plus extrémistes que les syndicalistes de longue date. Nous pouvons facilement être paralysés par ces nouveaux éléments… En un mot, il est nécessaire de demander aux comités locaux de suivre scrupuleusement nos accords avec les directions des syndicats[79].

Le 27 novembre 1936, une grande réunion du Comité central de contrôle, des comités locaux et des deux syndicats parvint à un compromis par lequel les comités locaux et central s'accordaient sur un partage du pouvoir quant à la nomination des techniciens.

D'autres secteurs refusaient aussi de se plier aux desiderata technocratiques de la direction. Le syndicat maritime de la CNT demandait souvent à ce que les marins obéissent à leurs officiers et critiquait la « haine de l'équipage vis-à-vis des techniciens »[80]. Le syndicat mit en garde les marins de ne pas déranger les officiers de bord dans l'exercice de leurs fonctions techniques. Les différences salariales aggravaient certainement ces tensions, et l'indiscipline de la base provoquait une sorte de centralisme démocratique rampant, du genre léniniste :

> L'anarchosyndicalisme et l'anarchisme organisé sont gouvernés par la règle de la majorité… Les membres doivent accepter les décisions de la majorité même s'ils s'y opposent[81].

> La liaison entre le syndicat et l'équipage ne doit pas se comprendre uniquement de la base vers le sommet, mais aussi dans le sens contraire[82].

Puisque la majorité des marins « n'ont pas la capacité d'occuper les postes que l'organisation [le syndicat] peut leur confier à ce moment-là », le syndicat avait besoin d'« hommes d'organisation » (*hombres de organización*) pour réaliser ses projets[83].

Ainsi, pendant la Révolution espagnole, les velléités anarchistes et anarchosyndicalistes d'un nivellement des salaires, non hiérarchisé, entrèrent en conflit avec le besoin pressant de développer les moyens de production avec l'aide des scientifiques et des techniciens. Les projets de la CNT pour la modernisation et sa campagne pour gagner et conserver le soutien des techniciens s'opposaient aux tendances de sa base largement col bleu, favorable au nivellement. En janvier 1937, au comité national CNT de l'industrie textile, un délégué barcelonais

79. Reunión del pleno, 5 octobre 1936 (tarde), 181, AS.
80. *CNT Marítima,* 26 février, 8 et 23 avril 1937 et 11 septembre 1938.
81. Boletín del Comité nacional de la CNT para exclusivo uso de los sindicatos, 1 novembre 1937.
82. *CNT Marítima,* 2 avril 1938.
83. *Ibid.*, 19 février 1938. L'IGT n'avait pas assez de militants fiables pour pourvoir les postes de responsabilités dans l'indusrie de l'énergie (14 décembre 1936, 182, AS).

remit en cause les salaires plus élevés que percevaient les techniciens et affirmait que nombre d'entre eux avaient rejoint la Confederación seulement par opportunisme[84]. Dans une réponse que certains membres de l'assistance huèrent, Juan Peiró, le ministre CNT de l'Industrie du gouvernement central, reprochait au délégué de Barcelone de vouloir aplanir les salaires. D'après Peiró, cette tentative allait contre le principe libertaire et syndicaliste, « à chacun selon son travail » : « Le technicien a bien plus de besoins [que l'ouvrier ordinaire]. Il est nécessaire qu'il soit dûment récompensé. » Le point de vue de Peiró prédominait en pratique dans la CNT pendant la Révolution espagnole à Barcelone.

Une étude des différences salariales dans l'industrie textile barcelonaise confirme le traitement privilégié que la CNT et, bien entendu, l'UGT accordaient à ceux qui étaient qualifiés. Les statistiques dont nous disposons viennent confirmer qu'en dépit d'un certain nivellement des salaires, les militants dirigeant les usines maintinrent des différences de salaire considérables, allant de 2 pour 1 à 7 pour 1. Le comité central d'España industrial, une grande usine textile, était contrôlé par la CNT. L'usine employait 1 800 travailleurs ; ses ouvriers qualifiés et ses techniciens percevaient entre 92 et 200 pesetas par semaine en décembre 1936[85]. L'Industria Olesana, comprenant 302 ouvriers, faisait mention, en décembre 1936, de réductions de 10 % des salaires de ses directeurs ; 21 autres techniciens se virent accorder des hausses de salaire[86]. Alors que les salaires des directeurs avaient pu baisser, avec ou sans la participation de l'UGT, la Confederación maintenait, en ce qui concerne l'industrie textile barcelonaise, des salaires plus élevés pour les techniciens et les travailleurs qualifiés qui étaient employés dans la branche de la teinture et de la finition. Même dans le cas de nivellement de salaires, les différences de paye augmentaient lorsque les ouvriers endossaient plus de responsabilités ou quand leurs compétences techniques s'élargissaient. Les différences de salaires des autres branches étaient comparables à celles constatées dans le textile. Les allégations selon lesquelles la contraction de l'échelle salariale, inspirée par la CNT, a conduit à une forte baisse de la production doivent être reconsidérées[87].

84. Comité nacional de relaciones de la industria fabril y textil CNT-AIT, Valencia, 626, AS.
85. Comité central de España industrial, 10 décembre 1936, 626, AS ; voir H. E. Kaminski (*Los de Barcelona,* trad. Carmen Sanz Barberá [Barcelone, 1976], p. 181), qui observe que les directeurs qui étaient restés en tant que techniciens recevaient 1 000 pesetas par mois.
86. Industria Olesana, S.A., companys de la ponencia del sindicato único del arte fabril i textil, 626, AS.
87. Cf. Ramón Tamames, *La república, la era de Franco* (Madrid, 1980), p.

La Révolution n'éradiqua pas plus les plus bas salaires féminins que les divisions du travail traditionnelles fondées sur le genre. Lorsque la Federación locale de l'UGT avait besoin de secrétaires ou de nettoyeurs, elle s'orientait invariablement vers des femmes[88]. Au Comedor popular Durruti, tous les serveurs, les cuisiniers et les plongeurs étaient des hommes. Les travailleurs occupant ces deux premiers emplois gagnaient 92 pesetas et ceux du troisième type 69, alors que les sept femmes de service en gagnaient 57,5[89]. Dans la grande usine de España industrial, où plus que la moitié du personnel était féminin, les femmes touchaient 45 à 55 pesetas par semaine, les hommes percevaient 52 à 68 pesetas[90]. Dans une grande collectivité métallurgique, les femmes d'une même catégorie professionnelle que les hommes étaient payées moins[91]. Pour les employés du téléphone, le salaire minimum mensuel proposé aux hommes était de 90, contre 70 pour les femmes[92]. En tant que salariés moins bien payés, les femmes tirèrent profit du nivellement général des salaires, mais de nombreuses collectivités perpétuèrent la pratique prérévolutionnaire en les payant moins.

Lorsque les employés du téléphone se réunirent pour discuter de l'entraînement militaire, les participants féminins et masculins furent d'accord pour dire que les femmes devraient recevoir une formation d'infirmières, et non de soldats[93]. Dans certains cas, les femmes furent les premières à être licenciées. Lorsque les fabricants de boîtes rencontrèrent des difficultés économiques, les militants CNT approuvèrent la motion visant à ne pas payer les ouvrières « qui avaient d'autres moyens de subsistance »[94]. Des comités tentèrent aussi d'empêcher les femmes enceintes d'utiliser leur allocation de maternité afin de percevoir davantage que leur salaire courant.

Pour autant, quand on les compare aux patrons d'avant-guerre, les révolutionnaires réduisirent les inégalités salariales et offrirent plus

307, pour une analyse eurocommuniste. Le paiement des salaires dépendait souvent de la situation économique de l'entreprise ; un ingénieur dans une entreprise sans ressources pouvait gagner moins qu'un ouvrier sans qualification dans une entreprise avec des contrats ou de l'influence (Consell de la federació local, 25 juin 1937, 501, AS ; Actas del pleno regional de industrias químicas, juillet 1937, 531, AS).

88. Comité, 22 mai et 1 septembre 1937, 501, AS.
89. Mars 1937, Generalitat 282, AS.
90. Kaminski, *Barcelona,* p. 181.
91. Anna Monjo et Carme Vega, *Els treballadors i la guerra civil* (Barcelone, 1986), p. 87.
92. Acta de asamblea (n.d.), 469, AS.
93. Acta de asamblea, 21 février 1937, 469, AS.
94. Reunión, 22 décembre 1936, 1204, AS.

d'opportunités d'embauche. En novembre 1937, avec l'aide du gouvernement, les organisations catalanes fondèrent un Instituto para la adaptación profesional de la mujer, dans lequel les femmes étaient formées non seulement comme secrétaires et cuisinières, mais aussi comme ingénieures, électriciennes et chimistes. Les Mujeres libres, soutenues par la CNT, – dont nous avons rappelé précédemment la participation active à la campagne d'alphabétisation des femmes – voulaient créer une école de formation technique qui leur permette de remplacer les hommes mobilisés[95]. Les militantes de cette organisation se proposaient « de récurer les usines et les ateliers, exhortant les ouvriers à produire au maximum » et les incitant à se porter volontaires pour le front et pour le travail de fortification.

Les militants anarchosyndicalistes et les membres des Mujeres libres – qui admiraient le prétendu succès soviétique dans l'élimination de la prostitution – plaidaient pour une réforme de la prostitution, bien entendu via la thérapie par le travail[96]. Federica Montseny, la ministre CNT de la Santé et de l'assistance publique, affirmait que la Révolution offrait aux prostituées la possibilité de « changer leur vie et de prendre part à la société des travailleurs. » Ce choix était certes ironique dans la mesure où il existe des preuves qu'avant-guerre certaines femmes avaient opté pour la prostitution précisément pour échapper au travail en usine et aux mauvaises conditions de travail[97]. Bien que l'avortement ait été légalisé et l'information sur la contraception diffusée, certains militants recommandaient aux ouvriers de s'abstenir sexuellement et de ne pas faire d'enfants pendant la Révolution.

L'UGT s'intéressait tout spécialement à l'adaptation des rôles féminins afin de satisfaire aux nécessités de la guerre et souhaitait coopérer avec la CNT dans la formation des apprenties. D'après le secrétaire général de la fédération barcelonaise de l'UGT, « les femmes catalanes [avaient] toujours fait preuve d'un amour du travail et d'une grande habileté sur le lieu de travail »[98]. Il demandait à ce que certaines collectivités cessent de payer moins les femmes que les hommes à travail égal. Il

95. Mujeres libres, 17 février 1938, 529, AS ; A todos los sindicatos, 25 avril 1938, 1084, AS.
96. Dr. Félix Martí Ibáñez, *Obra: Diez meses de labor en sanidad y asistencia social* (Barcelone, 1937), p. 77 ; *Ruta,* 1er janvier 1937.
97. Cité in Kaminski, *Barcelona,* p. 67 ; Dorsey Boatwright et Enric Ucelay Da Cal, "La dona del barrio chino," *L'Avenç,* n° 76 (novembre 1984): 29. Sur la légalisation de l'avortement, voir Mary Nash, "L'avortament legal a Catalunya," *L'Avenç,* n° 58 (mars 1983): 188–94.
98. Consejo de la federación local UGT, 2 et 5 octobre 1937, 501, AS ; Informe al ple, 7 août 1937, 1322, AS.

pressait aussi les syndicats de promouvoir des femmes à des postes de direction dans leurs organisations. Dans certains ateliers, les femmes commencèrent à faire campagne pour des salaires égaux[99]. Dans d'autres, les mères percevaient un congé maternité de douze semaines de paye et se voyaient accorder 30 minutes par jour pour allaiter[100].

En août 1938, une responsable de l'UGT demanda aux membres des syndicats quelles étaient les possibilités d'employer plus de femmes[101]. Les réponses des dirigeants syndicaux étaient révélatrices de l'état des industries catalanes, tout autant que des attitudes des hommes envers les ouvrières. Le secrétaire général du syndicat des menuisiers répondit que le manque de matières premières et d'électricité obérait toute intégration des femmes dans sa branche. Il affirmait que les femmes ne possédaient pas les qualifications requises pour prendre la place des menuisiers dans un secteur qui n'était toujours pas industrialisé. En sus, le dirigeant UGT pensait que « à part quelques exceptions honorables », les femmes n'étaient qualifiées que pour des tâches « simples », comme le vernissage, et non pour le travail difficile ou dangereux.

Dans d'autres secteurs, les nécessités de guerre introduisirent des modifications dans la division traditionnelle du travail. Dans les bureaux de poste de la campagne, les femmes occupaient les postes de parents masculins mobilisés ou décédés, et dans les villes, elles commencèrent à travailler comme factrices. En dépit du souvenir des briseuses de grèves du début des années 30, les responsables du syndicat des postes de l'UGT recommandèrent que les femmes soient aussi employées dans les bureaux. Le secrétaire général du syndicat papetier de l'UGT pensait qu'avec la formation adéquate les femmes pourraient accomplir la plupart des tâches dans la production du papier, mais non dans la fabrication du carton, qui requérait plus de force physique. Le syndicat UGT des travailleurs de la santé affirmait que le monopole sur l'emploi exercé par la CNT l'empêchait d'embaucher plus de femmes, qui étaient « biologiquement » mieux adaptées aux emplois de soignants.

Les salariés et les salariées apprenaient à travailler de façon nouvelle. La priorité donnée en temps de guerre à la concentration et à la standardisation des forces productives renforçait les tendances technocratiques des théories anarchosyndicaliste et marxiste, et amenait à employer les techniques les plus modernes en matière de rationalisation des moyens

99. Asamblea, R. Pujol Guell, 11 novembre 1937, 1085, AS.
100. Reglamento interior, Eudaldo Perramon, 1 septembre 1938, 1219 ; Secciones modistas UGT-CNT, 2 juillet 1937, 1336, AS.
101. UGT, lettre de Elissa Uris et la réponse des militants, août–septembre, 1049, AS.

de production. Pour la CNT, le développement du système de l'usine était un préalable au communisme libertaire, et les deux syndicats adoptèrent une bonne partie des méthodes qui caractérisaient la production capitaliste. En octobre 1938, *Síntesis*, la revue de la collectivité CNT–UGT Cros, principale entreprise chimique espagnole, affirmait en toute franchise que « nombre des méthodes employées par le système capitaliste pour obtenir un rendement plus élevé ne peuvent encore être remplacées et doivent être utilisées par la société prolétarienne. »

La CNT comme l'UGT promouvaient le taylorisme, un système d'organisation scientifique du travail élaboré par l'ingénieur américain Frederick W. Taylor. Bien que cela puisse sembler bizarre, le taylorisme, qui avait été développé par un ingénieur de Philadelphie, d'extraction bourgeoise, dans le pays capitaliste le plus avancé, partageait un aspect fondamental commun à l'anarchosyndicalisme et au communisme : l'élimination de la lutte de classes. Taylor ne recherchait pas une variante syndicale, communiste ou socialiste du contrôle et du développement, des moyens de production ; il pensait que la bourgeoisie, lorsqu'elle était éduquée scientifiquement, serait en mesure de mettre fin à la lutte de classes par la prospérité, c'est-à-dire par la production illimitée et sa contrepartie, la consommation sans limites. Taylor percevait les ouvriers non seulement comme des producteurs, mais aussi comme des consommateurs (ou épargnants), et cherchait à accroître leurs possibilités à être les deux. L'ingénieur américain préconisait donc les moyens les plus efficaces d'augmenter la production.

Son système impliquait la division d'une tâche en ses composantes élémentaires, approfondissant ainsi la division du travail et mettant fin à la production de type artisanal. La standardisation était un élément essentiel de la « gestion scientifique », et il préconisait « la standardisation de tous les outils et de tous les instruments utilisés par un métier, et aussi de tous les gestes ou mouvements d'un opérateur pour chaque type de travail »[102]. La direction accomplirait cette standardisation et dirigerait les ouvriers de base. Le principe sous-jacent du taylorisme était l'appropriation par la direction de la conduite du procès de travail lui-même et la réduction des ouvriers au rang de simples exécutants des volontés de la direction. Ainsi, le taylorisme approfondissait la division entre ceux qui organisaient ou qui pensaient et ceux qui exécutaient les ordres. Taylor lui-même avait un réel dédain pour l'intelligence ouvrière, et il craignait leur paresse. Il sentait, non sans raison, que les ouvriers résisteraient à la direction scientifique du travail par des coulages de cadences et même

102. Ces citations viennent de F. W. Taylor, *The Principles of scientific management* (New York, 1967) ; italiques dans l'original.

par du sabotage. Par conséquent, il fit en sorte que l'organisation scientifique du travail puisse contraindre les travailleurs, si besoin était.

> La nature humaine est telle, pourtant, que nombreux sont les ouvriers, qui laissés à eux-mêmes, ne prêteraient guère d'attention aux instructions écrites. Il est nécessaire, par conséquent, de leur fournir des professeurs (appelés contremaîtres fonctionnels) pour veiller à ce que les ouvriers comprennent et exécutent tout à la fois ces instructions écrites.
>
> [Dans la construction il recommandait] la sélection attentive et la formation conséquente des maçons en travailleurs émérites, et l'élimination de ceux qui refusent ou se montrent incapables d'adopter les meilleures méthodes de travail.
>
> C'est seulement par une standardisation *effective* des méthodes, une adoption *effective* des meilleurs instruments et conditions de travail et une coopération *effective* que ce travail plus rapide pourra être assuré.

La direction scientifique des entreprises a en commun avec l'anarchosyndicalisme de mettre l'accent sur une production efficace par le biais du contrôle du procès de travail par les techniciens. Santillán avait souscrit au fordisme, que d'autres militants CNT tenaient aussi pour un « modèle » plein de « sages enseignements »[103]. Le 19 novembre 1938, une lettre d'un technicien CNT qualifiait Taylor de « plus grand organisateur connu »[104]. Le technicien remerciait les travailleurs et le directeur de l'usine Labora pour leur coopération. Il regrettait d'avoir eu à quitter l'entreprise d'armement, mais il était certain que si Labora poursuivait sa trajectoire actuelle, elle deviendrait une des plus importantes entreprises métallurgiques d'Espagne. Une autre lettre du 23 novembre 1938 à la *junta* administrative du syndicat métallurgique de la CNT confirmait que « durant [son] séjour à Labora, [il avait] expliqué à la direction de l'usine le chemin vers le meilleur rendement »[105]. Un article intitulé « Sélection professionnelle » dans la revue de la CNT métallurgie faisait l'éloge de la recherche menée à Bethlehem Steel, l'usine de Taylor, où fut employé et développé le modèle de pelle à charbon optimisé pour les chauffeurs[106]. Cette pelle permettait l'utilisation la plus efficace de la force de l'ouvrier. Cet article était aussi élogieux pour un disciple de l'ingénieur de Philadelphie, H. Gantt, qui avait éliminé les mouvement inutiles des ouvriers, et ainsi augmenté la productivité. En outre, il plai-

103. *CNT Marítima,* 15 septembre 1938.
104. Lettre de Francisco Cuinovart, 887, AS.
105. Lettre (signature illisible) à la Junta administrativa del sindicato de la industria siderometalúrgica, 887, AS.
106. *Sidero-Metalurgia,* septembre 1937.

dait pour une sélection minutieuse des apprentis, dans la mesure où certains emplois de la métallurgie ne demandaient qu'une force physique, alors que d'autres faisaient appel à l'intelligence. La revue de la collectivité CNT-UGT de Marathon faisait aussi l'apologie du taylorisme, et en venait à conclure que l'ingénieur américain avait parachevé « l'organisation scientifique du travail » qui sélectionnait les meilleurs ouvriers pour chaque tâche dans l'usine[107]. En juillet 1937, l'Institut catalan des sciences économiques appelait à la mise en place de « chefs de cadence » et d'un système de primes dans les collectivités[108].

Il est essentiel de souligner que le taylorisme et les autres techniques employées par les syndicats n'étaient pas simplement une conséquence de la situation de guerre qui exigeait une production rapide, mais constituaient aussi la réponse des syndicats à l'incompétence en matière sociale et économique des élites espagnoles et catalanes d'avant-guerre. En cela, la gauche poursuivit la modernisation de l'industrie que la bourgeoisie n'avait fait qu'ébaucher. Les militants syndicaux rêvaient d'un avenir où des forces productives rationalisées et développées s'inscriraient dans une économie nationale indépendante. La base du projet anarchosyndicaliste était l'usine rationalisée, standardisée et même taylorisée, qui, jusque dans les moindres détails, ressemblait trait pour trait aux usines des pays industriels avancés. La collectivité de Marathon (ex-General Motors de Barcelone) construisit une usine automobile dont les longues allées se prêtaient parfaitement aux lignes d'assemblage et dont la superficie approchait celle des usines Renault de la banlieue industrielle de Paris.

Les projets d'une ville fonctionnaliste du futur allaient de pair avec l'introduction des techniques du capitalisme avancé sur le lieu de travail. Les militant anarchosyndicalistes voulaient bâtir des villes résidentielles constituées de grands ensembles, dans lesquelles la circulation automobile serait intense. En fait, la collectivité de Marathon déclara que le potentiel économique d'une nation pourrait se mesurer en véhicules par habitant, et il espérait que l'automobile serait bientôt partie intégrante du quotidien espagnol[109]. Néanmoins, les perspectives des partis et des syndicats d'un futur rationalisé et modernisé ne mirent pas fin à la lutte séculière contre le temps et l'espace du travail, le sujet de notre prochain chapitre.

---

107. *Horizontes,* mai 1937.
108. Institut de ciències econòmiques de Catalunya, octobre 1937.
109. *Horizontes,* février 1937.

VI.
LA RÉSISTANCE OUVRIÈRE

Comme nous l'avons vu, la classe ouvrière de la Barcelone pré-révolutionnaire était extrêmement combative. Avant que survienne la guerre civile, les ouvriers faisaient fréquemment grève – parfois accompagnée de violence, sabotage et coulages de cadences – sur des revendications qui comprenaient la réduction de la journée de travail, des hausses de salaire, la fin du travail à la pièce, et la défense des jours de congé traditionnels. Malgré une crise économique, les ouvriers étaient généralement victorieux dans la défense de leurs conditions d'existence : ils faisaient preuve d'une capacité remarquable à satisfaire un grand nombre de leurs revendications.

Lorsque les syndicats prirent le contrôle des usines, les revendications ouvrières habituelles perdurèrent, et de nombreux salariés continuèrent à demander à être plus payés et persistèrent dans leurs tentatives de se défaire des contraintes liées à l'espace et au temps de l'usine. Les militants de la CNT et de l'UGT qui dirigeaient les collectivités s'opposaient à bien des désirs ouvriers qu'ils avaient autrefois soutenus : aux temps difficiles de la guerre et de la révolution, ils appelaient à plus de travail et de sacrifice. Les ouvriers de la base ne prêtaient en général pas attention à ces imprécations et agissaient comme si les syndicalistes étaient la nouvelle élite dirigeante. Les résistances directes et indirectes au travail devinrent des points majeurs du conflit entre la base et les militants, comme ils l'avaient été lorsque la bourgeoisie avait le contrôle des forces productives. À Barcelone et à Paris, les directeurs industriels, toutes convictions politiques confondues, furent amenés à faire face à cet aspect de la culture ouvrière.

Les actions, et les exactions, de la base furent révélateurs des présupposés productivistes des théories anarchosyndicalistes et marxistes de *l'autogestion*. Sans changer la nature de l'usine elle-même ou en la rationalisant simplement, les anarchosyndicalistes et les marxistes invitaient les ouvriers à s'impliquer et à contrôler leur lieu de travail. Les syndicalistes demandaient aux ouvriers d'endosser de façon en-

thousiaste leur rôle *en tant qu'ouvriers*. En effet, étant donné le contenu du projet des militants, de développement et de rationalisation des moyens de production, les ouvriers étaient sommés de participer volontairement à leur propre asservissement comme salariés. Il est peu surprenant que nombre d'entre eux aient répugné à s'impliquer dans la démocratie naissante de la Révolution espagnole, et on ne s'étonnera pas que les syndicalistes se soient plaint fréquemment de la désertion des assemblées d'usine et du non règlement des cotisations.

Les militants syndicaux tentèrent de satisfaire un désir récurrent de la base. Au début de la Révolution, le syndicat CNT du textile et de la confection donna satisfaction à une revendication qu'il avait avancée pendant des années : l'abolition des primes à la production, en particulier le travail à la pièce – « la cause principale des conditions de misère » des ouvriers, d'après le syndicat[1]. L'UGT aussi avait condamné le travail à la pièce et avait demandé au gouvernement de l'abolir. Pourtant l'abolition du travail à la pièce se trouva mis en cause rapidement par la Confederación elle-même :

> Dans les branches de l'industrie où notre syndicat [CNT] était en place et où dominait le travail à la pièce, maintenant qu'il y a un salaire hebdomadaire fixe, le rendement productif a diminué.
>
> De tout cela, il n'y a rien qui puisse donner à notre économie une base solide, et nous espérons que tous les ouvriers… utiliseront avec parcimonie les outils et les matériaux, et donneront leur rendement productif maximum[2].

La Casa Girona présentait l'un des exemples les plus spectaculaires et les plus significatifs des problèmes du contrôle ouvrier dans la Révolution espagnole. Casa Girona, aussi appelée Material para ferrocariles, employait 1 800 ouvriers et était l'une des plus importantes usines métallurgiques de Barcelone. Elle avait produit de l'équipement ferroviaire avant la Révolution, et après juillet 1936, elle produisait du matériel de guerre[3]. Un compte-rendu du conseil d'usine – contrôlé par la CNT – de Casa Girona au syndicat métallurgique de Barcelone de la CNT déclarait que les coûts avant le 19 juillet 1936 avaient été de 31 500 pesetas et étaient montés à 105 000 pesetas. Les charges pour le personnel en retraite s'étaient élevées de 688 pesetas avant le 19 juillet 1936 à 7 915 ; pour les accidents, de 950 pesetas à 5 719 ; pour

1. A tots els sindicats obrers de la indústria tèxtil de Catalunya, 163, AS.
2. *Boletín de información,* 9 avril 1937.
3. Informe que presenta el consejo económico de la industria siderometalúrgica ; Informe que presenta el consejo de empresa de la material para ferrocarriles, 1186, AS.

les malades de 0 à 3 348. La masse salariale hebdomadaire avait grimpé de 90 000 à 210 000 pesetas. Avec toutes ces hausses, on espérait et on avait besoin d'une « production plus intense ». Toutefois, comme le conseil d'usine l'attestait, la production avait en fait diminué, malgré des avantages grandement accrus et un nombre d'ouvriers qui avait augmenté depuis un total avant la Révolution de 13 000 à 18 000.

Le conseil d'usine de Girona ne croyait pas que l'allongement de la journée de travail résoudrait le problème, puisqu'il avait déjà ajouté huit heures par semaine à l'emploi du temps ; le temps de travail additionnel, non seulement n'avait pas amené un accroissement de la production, mais il n'avait même pas réussi à enrayer son déclin. Ainsi, malgré un accroissement de personnel de 38 %, un accroissement des prestations de 233 %, une hausse de 133 % des payes hebdomadaires, la production avait baissé de 31 %. Le conseil suggérait certaines mesures « pratiques » pour corriger la situation : « *établir un bonus de guerre qui se rapportera à la production finie* » (en italiques dans l'original). Selon la direction de Girona, il n'y avait pas d'autre solution, puisque les augmentations de paye et la mise en place de niveaux minimums de production avait échoué. Le conseil demandait au syndicat de la métallurgie l'autorisation de mettre en place le bonus et de démarrer un « contrôle rigoureux » par le biais de son comité de production et des ingénieurs. Le conseil refusait d'admettre que ses propositions soient un retour aux « anciens temps de l'exploitation », puisque « ceux qui gèrent et ceux qui exécutent se mettront d'accord sur les prix de tout travail. » Les ouvriers dont le travail était supérieur devaient être récompensés. Sinon, disait le conseil, l'initiative serait découragée.

Une commission que le comité administratif du syndicat métallurgique de la CNT avait diligentée pour enquêter sur les « anomalies » à Casa Girona entérina les difficultés exprimées par le conseil d'usine. Les enquêteurs rapportèrent qu'un ouvrier qui recevait 18 pesetas produisait 30 pièces, alors qu'un apprenti qui touchait seulement 5 pesetas produisait 80 pièces dans le même temps. D'après la commission, les ouvriers eux-mêmes s'étaient mis d'accord avec le conseil d'usine pour mettre en place un système à la pièce. La commission conclut que le nouveau système de primes à la production entrait en conflit « fondamentalement… avec nos plus intimes convictions », parce que la CNT avait toujours combattu le travail à la pièce. Pourtant, les ouvriers s'étaient laissé emporter par leurs « instincts égoïstes », et (dixit la commission) avaient été poussés par les agitateurs communistes et de l'UGT. La commission déclarait d'un ton découragé que Casa Girona ne serait pas le dernier des cas où les besoins de la production contrarieraient « nos idées d'égalité et

de liberté ». Elle s'en prenait aux ouvriers « sans conscience (de classe) et irresponsables » qui refusaient de produire sans une motivation monétaire et jugeait que le conseil de Girona avait eu raison de mettre en place le travail à la pièce puisque les « ouvriers avec conscience (de classe) » étaient en minorité dans l'usine.

Bien qu'il ait eu un faible écho dans la presse, le cas de Casa Girona engendra un débat dramatique dans la CNT. Dans une réunion de responsables du syndicat métallurgique du 27 mai 1937, son président, Rubio, déclara que durant une guerre et une révolution les ouvriers devaient travailler jusqu'à épuisement[4]. Un militant important, Gómez, désapprouva : il soutenait la semaine de 40 heures à Casa Girona et refusait l'augmentation des heures de travail. Dans une autre réunion du 1er juin, le président Rubio affirma que les producteurs ne pouvaient pas profiter de la Révolution pendant la Révolution ; il attaquait les partisans de la semaine de 40 heures à Girona et plaidait pour une journée de travail plus longue dans l'industrie de guerre. D'après Rubio, les partisans de la semaine de 40 heures à Girona « avaient été des jaunes et pensaient seulement à leurs estomacs et rien d'autre ». Gómez, champion de la semaine de 40 heures, démissionna en signe de protestation. Il déclara qu'il avait vu le mécontentement parmi les ouvriers de Girona, et qu'ils ne pouvaient produire du fait de l'apathie et de la fatigue morale et physique. Pourtant les ouvriers se sacrifiaient déjà, d'après Gómez. Il protesta du fait que certains privilégiés recevaient des milliers de pesetas par mois. Les bars de Barcelone ne désemplissaient pas, la Rambla (une voie centrale) était bondée et « des millions de mollassons et de fainéants » trainaient dans la ville. Il demandait à la CNT d'agir pour mettre fin à de tels abus. Si la CNT mettait les faux malades au travail et garantissait la semaine de 40 heures à Girona, ces prétendus ouvriers « inconscients (de classe) » défendraient avec zèle la Révolution pour préserver leurs acquis. Le débat entre Gómez et le président du syndicat prit fin sur un compromis par lequel tous deux critiquaient l'attitude des ouvriers de Casa Girona et condamnaient la présumée conspiration des partis politiques contre la révolution de la CNT. Il priait Gómez de changer de comportement et de rejoindre le syndicat, et demandait à Rubio de continuer à présider. La résolution concluait que la « socialisation », c'est-à-dire le contrôle par un syndicat CNT d'un conglomérat d'entreprises et de collectivités, serait le « salut de nos réalisations sociales et économiques ».

Des problèmes comparables dans d'autres industries – qu'elles soient contrôlées par la CNT ou l'UGT – montraient néanmoins que ni les

4. Ce paragraphe suit les minutes des métallurgistes CNT, 1179, AS.

agitateurs communistes, ni ceux de l'UGT n'étaient essentiellement responsables du faible rendement et de la faible productivité. Un militant CNT de la section des débardeurs se plaignait que « la production était à 50 % de ce qu'elle aurait dû être », et du fait que la section ne pouvait pas exercer assez de pressions pour améliorer le rendement[5]. Pendant plusieurs mois, la faible cadence de travail gâta les fruits, qui pourrissaient, et les militants critiquaient la base pour manque « d'esprit révolutionnaire et syndical ». À une réunion privée des responsables de l'UGT ferroviaire, un militant souligna qu'une semaine de 48 heures, sans les samedis, était en place dans les transports à San Andres, une banlieue de Barcelone, mais « le nombre de machines qui sont réparées est inférieur à celui d'avant la révolution »[6]. Une pétition d'employés de bureau, finalement retirée, pour la restauration de la journée de six heures qui était en place avant la révolution démoralisa les communistes[7]. Ainsi, la proclamation du syndicat métallurgique de la CNT sur Casa Girona, qui accusait les communistes pour ses problèmes de production, ramenait des difficultés industrielles et sociales complexes à un niveau politique plutôt simpliste. À part les changements dans le processus de prise de décision dans l'industrie qu'introduisait la théorie de l'autogestion, ni la CNT ni l'UGT ne proposaient de modèle alternatif pour le développement des forces productives. Lorsque les syndicats firent face aux problèmes industriels tels que la faible productivité et l'indifférence des ouvriers, ils furent contraints de lier la paye au rendement, tout comme les capitalistes l'avait fait.

Les problèmes liés au travail à la pièce ont perduré tout au long de la Révolution. La collectivité de la confection F. Vehils Vidal, de plus de 450 ouvriers, qui fabriquait et vendait des chemises et des tricots, mit en place, dès février 1937, un système sophistiqué de primes pour motiver son personnel[8]. En octobre 1937, la Casa Alemany, qui recevait beaucoup de commandes de pantalons et d'autres articles, sous-traita à la pièce[9]. En mai 1938, les ouvriers ferroviaires de Barcelone furent informés de la restauration très prochaine du travail à la pièce :

> Il faut obéir aux ordres des directeurs.
>
> Les ouvriers recevront un prix raisonnable à la pièce. Ils ne doivent pas oublier la *règle de base* de la collaboration et ne doivent pas essayer de tromper la direction…

5. Sección de estaciones colectivizadas, 29 novembre 1936 et 13 janvier 1937, 1404, AS.
6. Sindicato nacional ferroviario, 23 janvier 1937, 1482, AS.
7. PSUC, radi 8, 22 juillet 1937, 1122, AS.
8. F. Vehils Vidal, 23 février 1937, 1099, AS.
9. 26 octobre 1937, 1219, AS.

> Une liste des travaux accomplis… doit être présentée tous les mois, et elle doit s'accompagner d'un compte-rendu qui compare les résultats obtenus avec ceux des mois précédents et justifie les rendements et leurs variations[10].

Dans la construction, le conseil technico-administratif du syndicat de la construction CNT proposait en août 1937 une révision du nivellement anarchosyndicaliste du salaire[11]. Le conseil formulait le dilemme suivant : soit nous restaurons la discipline au travail et nous abolissons le salaire unique, soit nous allons au désastre. Le conseil admettait des influences bourgeoises parmi les ouvriers et appelait au rétablissement des primes pour les techniciens et les ouvriers qualifiés. De plus, il recommandait que seuls les « travaux profitables (*rentables*) » soient entrepris : « les masses doivent être rééduquées moralement » et leur travail rémunéré selon leur effort et la qualité. En juillet 1937, une déclaration commune du conglomérat de la construction CNT-UGT de Barcelone convenait que la paye devait être liée à la production : « dans le cas où le [rendement] minimum ne serait pas atteint par un camarade, il serait pénalisé et ensuite exclu s'il répétait son erreur »[12]. Le rapport de la CNT-UGT recommandait l'affichage de courbes de rendement et de la propagande pour remonter le moral et accroître la productivité. Il établissait que les faibles rendements résultaient souvent de la crainte des ouvriers de se voir licenciés après la fin d'un projet.

L'UGT préconisait publiquement et en privé que les salaires soient liés au rendement et que des sanctions soient prises à l'encontre des contrevenants. Le syndicat UGT des maçons signalait le 20 novembre 1937 qu'un conflit salarial dans le conglomérat de la construction avait conduit à un débrayage et même à du sabotage. Il notait aussi que les autres ouvriers ne voulaient pas travailler parce qu'ils ne touchaient pas 100 pesetas par semaine. Le syndicat qualifiait l'attitude de ces ouvriers de « désastreuse et déplacée en de tels moments »[13]. Le 15 décembre, il affirmait que ces ouvriers aux faibles payes voulaient l'égalité des salaires et qu'il était en discussion avec la CNT pour savoir comment établir des rendements minimums. Le 1er février 1938, l'UGT dit à ses

10. Red nacional de ferrocarriles, servicio de material y tracción, sector este, mai 1938, 1043, AS (souligné dans l'original).
11. *Boletín del Sindicato de la industria de la edificación, madera y decoración,* 10 août 1937.
12. Déclaration conjointe de la CNT-UGT dans *UGT Edificación,* 15 août 1937.
13. Libro de actas de comité UGT, sociedad de albañiles, 20 novembre 1937, 1051, AS.

membres de ne pas faire de revendications en temps de guerre et pressa les ouvriers de travailler plus[14].

Les conflits dans la construction montraient que la base continuait à exercer des revendications salariales comme elle l'avait fait avant la Révolution. L'inflation en temps de guerre exacerbait certainement les revendications salariales des ouvriers, puisque les prix de gros augmentèrent de plus de deux fois et demi pendant la guerre[15]. Certaines collectivités et industries bénéficiaient de l'économie. Le conglomérat de la construction se plaignait que les briqueteries, les cimenteries, et les entreprises de transport surfacturaient, et il demandait des garanties sur le cours normal du travail et que les prix correspondent à des rendements normaux[16]. La plupart des ouvriers, pourtant, étaient pénalisés par la hausse des prix. Fin 1936 et au début de 1937, des femmes manifestèrent contre la pénurie de pain. D'autres manifestants perpétuèrent la tradition barcelonaise d'emparement populaire de vivres. Le 6 mai 1937, « un important groupe de femmes descendit au port de Barcelone où elles pillèrent un certain nombre de camions remplis d'oranges »[17]. De plus, les victuailles étaient rationnées, et les gens étaient forcés de patienter dans de longues queues. En 1938, le lait, le café, le sucre et le tabac venaient à manquer. Aucun mort de faim ne fut signalé en 1936, et seulement 9 en 1937, mais en 1938 le chiffre atteint 286[18]. Les entreprises et les syndicats établissaient des coopératives ou maintenaient des magasins d'entreprises pour épargner le temps et l'argent des ouvriers. Pour autant, une explication des conflits salariaux fondée uniquement sur les besoins physiques ou économiques est insuffisante ; toute analyse doit prendre en compte l'examen des rapports sociaux problématiques entre les ouvriers et les directeurs des entreprises collectivisées et contrôlées. Ces nouveaux dirigeants industriels, qui étaient généralement des techniciens ou des syndicalistes, imploraient continuellement la base de ne pas demander de hausses de salaire pendant les temps difficiles de la révolution et de la guerre, mais

14. *UGT Edificación,* 1er février 1938.
15. Josep Maria Bricall, *Política econòmica de la Generalitat (1936–1939),* (Barcelone, 1978–1979), 1:101–18.
16. *Hoy,* janvier 1938.
17. *Solidaridad Obrera,* 7 mai 1937 ; Juzgado general de contrabando, 1336, AS. Sur les manifestations de femmes, voir Enric Ucelay Da Cal, *La Catalunya populista: Imatge, cultura i política en l'etapa republicana, 1936–1939* (Barcelone, 1982), 309–23 ; Temma Kaplan, « Female Consciousness et Collective Action: The Case of Barcelona, 1910–1918, » *Signs* 7, n°3 (printemps 1982): 548–65.
18. *Estadística: Resúmenes demográficos de la ciudad de Barcelona, 1936–1939,* p. 22.

leurs exhortations à plus de travail et de sacrifice étaient fréquemment ignorées dans divers secteurs industriels.

Par exemple, les membres de la CNT et de l'UGT du comité de contrôle du gaz et de l'électricité rencontrèrent un sérieux problème au début de la Révolution, et particulièrement avant les journées de Mai 1937. Le 3 décembre 1936, les ouvriers de la base de cette branche commencèrent à rassembler des signatures réclamant une assemblée commune CNT-UGT afin de solliciter le bonus de fin d'année[19]. La réaction du comité de contrôle fut pleine de colère. Un membre qualifia cette pétition de « contre-révolutionnaire et fasciste » et demanda que ceux qui l'avaient signée soient emprisonnés. Les membres UGT et CNT du comité, les uns comme les autres, craignaient que l'assemblée suggérée ne réclame pas seulement le bonus annuel, mais soulève aussi la question potentiellement embarrassante des différences salariales entre les ouvriers, les techniciens et les administrateurs. Un membre du comité déclara que « les syndicats existent pour diriger et canaliser les aspirations des masses » ; d'autres conclurent qu'une assemblée devait être évitée à tout prix. Certains craignaient que durant une assemblée les 300 signataires réclamant plus d'argent ne soient rejoints par 2 000 ou même 4 000 autres ouvriers. Un certain García affirma « soit nous n'avons aucune autorité sur les masses, soit nous la leur imposons ». La réunion produisit finalement un accord sur le paiement du bonus, afin d'éviter l'assemblée. Il fut demandé aux membres présents de ne pas divulguer la réunion parce que le comité souhaitait savoir qui avait lancé la pétition et mené campagne pour celle-ci, afin de prendre de possibles mesures punitives contre eux.

Un débat tout aussi dramatique survint dans la collectivité Cros, dont la revue, *Síntesis,* demandait souvent aux ouvriers de repousser leurs revendications de hausses de salaires et de congés. Tous les ouvriers ne suivaient pas les recommandations de *Síntesis*. Le 30 juin 1937, la collectivité et les syndicats associés – représentants de bureaux de la collectivité et des usines d'Alicante, Lérida, Valence, et Barcelone, aussi bien que délégués de quatorze syndicats UGT et CNT – se rencontrèrent à Barcelone pour discuter d'une pétition de marins et des mécaniciens de marine des syndicats maritimes de l'UGT et de la CNT. Les ouvriers réclamaient des arriérés de salaire pour des heures supplémentaires et pour du travail le dimanche et pendant les vacances, effectués

19. Ce paragraphe suit les minutes du Comité central de control obrero, 181–82, AS ; voir Walther L. Bernecker, *Colectividades y revolución social: El anarquismo en la guerra civil española, 1936–1939,* traduction Gustau Muñoz (Barcelone, 1982), p. 363.

pour la compagnie Cros entre novembre 1935 et le 19 juillet 1936[20]. En d'autres termes, les marins voulaient être payés pour le travail fait avant que Cros ne soit collectivisée. Les fédérations nationales des industries chimiques de l'UGT et de la CNT s'opposèrent à la demande des marins, mais espéraient qu'un compromis serait trouvé, puisque de nombreux autres marins avaient touché des arriérés de salaire. D'autres délégués s'opposèrent à un compromis, à cause des nécessités de guerre et de la collectivité elle-même.

Pendant la réunion, la tension éclata lorsqu'un représentant des marins, frustré par la longue discussion, affirma que si l'assemblée n'était pas pressée de trouver une solution, les marins, eux, l'étaient : il était prévu qu'un bateau parte bientôt. Les délégués prirent la déclaration pour une menace, et le président de l'assemblée avertit que la réunion ne pouvait être menacée. D'autres délégués critiquèrent les marins pour leur menace de grève et pour leur « indiscipline ». Un représentant d'Alicante nota que les ouvriers dans son usine avaient eu faim, mais qu'ils s'étaient pourtant sacrifiés pour le bien de la collectivité. Le délégué de Badalona [ville de la banlieue de Barcelone] protesta contre les revendications des marins et déclara qu'ils ne devaient pas traiter la collectivité comme des « bourgeois », puisque tous les accords avaient été adoptés par vote majoritaire. Il insista sur le fait qu'aucun accord ne serait trouvé tant que les représentant des marins ne cesseraient pas de menacer de faire grève. Le délégué de l'UGT maritime répondit qu'il n'était pas au courant d'une quelconque menace de grève. Son homologue CNT déclara que tout ce que les marins demandaient, pour risquer leurs vies sur la mer, était un traitement équitable et juste. Un autre participant répondit que la collectivité avait toujours accordé la plus grande considération à ses marins, mais qu'ils avaient parfois refusé de naviguer si leurs revendications n'étaient pas satisfaites et que le conseil d'usine avait été forcé d'y donner suite. Finalement, l'assemblée accepta une proposition qui reportait le problème des retards de paye jusqu'à ce que les conditions économiques permettent d'y apporter une solution. Dans d'autres collectivités, la mémoire longue des ouvriers posa des problèmes aux nouveaux dirigeants qui avaient à décider de réembaucher et solder les impayés de ceux qui avaient été licenciés pendant le *bienio negro* ou même dès 1919.

Une autre session plénière des représentants des syndicats et des usines de la collectivité Cros débattit de la question d'une hausse de salaire de 15 % pour les ouvriers de son usine de Barcelone. Les syndicats

20. Les deux paragraphes qui suivent sont basés sur les minutes de l'assemblée de Cros, 1421, AS.

locaux de la chimie CNT et UGT de Barcelone avaient précédemment soutenu les revendications salariales de leurs ouvriers et avaient même menacé de fermer l'usine si des hausses de salaires n'étaient pas garanties. Le directeur de l'usine de Barcelone et des responsables des autres usines et d'autres syndicats recommandaient avec insistance aux syndicats de Barcelone de s'opposer aux hausses qui, même si elles étaient justifiées, menaçaient la « nouvelle économie ». Le président de l'assemblée déclara que les ouvriers barcelonais, comme les marins, tentaient d'obtenir des augmentations avec des méthodes coercitives. Il affirmait que ce n'était pas le moment de formuler des revendications : les ouvriers ne devaient pas poser de nouveaux problèmes à leurs conseils, qu'ils avaient eux-mêmes élus. Le président pensait qu'il ne pouvait autoriser que des rattrapages temporaires, en regard de la cherté de la vie, mais que cette concession n'impliquait pas le droit à formuler plus de revendications. Quand le bureau central de la collectivité fit une proposition contre les augmentations, les délégués de l'usine de Barcelone menacèrent alors de quitter l'assemblée. La délégation de Madrid répliqua qu'il était honteux de perdre du temps en des débats « si matérialistes » alors qu'il y avait de grandes tâches à accomplir. Par conséquent, l'augmentation de paye pour l'usine de Barcelone fut rejetée au vote par tous, exceptés ceux de l'usine concernée, et le président rappela à la délégation de Barcelone ses devoirs en temps de guerre. Les débats sur les augmentations pour les ouvriers barcelonais et sur les retards de salaire pour les marins démontraient que la menace de grèves et les grèves elles-mêmes étaient présentes pendant la Révolution espagnole.

Les revendications continuelles des ouvriers, qui commencèrent très tôt durant la Révolution, frustrèrent les dirigeants syndicaux. En novembre 1936, le travail des nettoyeurs affectés au chemin de fer était le reflet de leur insatisfaction vis-à-vis de leurs salaires : d'après un membre du conseil UGT, « les nettoyeurs ont toujours pris en charge les wagons et vidé les toilettes. Maintenant, à de nombreuses occasions, ils ne le font plus. »[21] Eux, et d'autres ouvriers indisciplinés, avaient accepté des pourboires, une pratique qui avait été bannie ici et dans d'autres entreprises. Certains employés du chemin de fer, tels les cuisiniers, refusaient de travailler dans les trains sanitaires. Les membres du conseil affirmaient que la plupart du personnel manquait de « bonne volonté », alors que, selon les membres du comité, ils en avaient manifesté précédemment en travaillant dans les voitures médicales. Les nettoyeurs continuaient fréquemment à se plaindre de leurs salaires et furent finalement récompensés par une paye rétroactive.

21. Consejo obrero de coches camas, 10 novembre 1936 et 13 mars 1937, 467, AS.

Bien que les syndicats du conglomérat de l'énergie aient été d'accord pour dire que les revendications pour une hausse de salaire et une diminution des heures de travail « ne devaient pas être discutées pour l'instant », ils durent faire face aux ouvriers d'entreprises plus démunies qui pensaient que leurs salaires et leur temps de travail devaient être égaux à ceux de leurs collègues des entreprises plus favorisées[22]. Pour protester contre ce qu'il considéraient être un système de classification salariale injuste, les employés de l'énergie semblent avoir démarré une grève perlée durant laquelle ils faisaient l'après-midi le travail du matin[23]. Dans une réunion du syndicat métallurgique de la CNT du 3 juillet 1937, un militant exhortait « nos camarades » à devenir « idéalistes » et à cesser d'être « matérialistes ». Plusieurs mois auparavant, le syndicat métallurgique avait conclu que le fort coût de la vie nécessitait une augmentation de salaire, mais il avait espéré que les hausses mettraient fin au « malaise » et feraient régner l'ordre dans les usines[24].

Les ouvriers demandaient parfois à être payés pour du travail de volontaires ou refusaient de sacrifier à l'effort de guerre. Le Sindicato de vestir UGT avait demandé à quatre hommes et femmes de collecter des vêtements pour les troupes. Les volontaires n'avaient pas « compris » qu'ils ne seraient pas payés pour leurs services et demandaient leurs salaires[25]. Le comité central MZA suspendit sept volontaires, envoyés pour décharger du charbon à la frontière française, qui avaient abandonné leurs postes à cause d'une dispute sur les repas[26]. Bien que certains aient fait des sacrifices pour le front en fabriquant des vêtements pour les soldats ou en donnant de l'argent pour les blessés, d'autres répugnaient à être taxés pour la guerre. Le syndicat des arts graphiques de la CNT détacha un fonctionnaire à la maison d'édition bien connue de Seix y Barral pour s'assurer que le personnel payait la contribution de 5 % pour les milices. Le *sindicato* CNT promit d'enquêter sur les autres qui ne contribuaient pas[27]. En janvier 1937, quand les ouvriers d'un collectivité de joaillerie furent informés qu'ils devaient donner 5 % de leur salaire à la milice, ils « refusèrent de faire des heures supplémentaires »[28]. Le syndicat répliqua en rejetant toute hausse de salaire.

22. 29 septembre 1936, 182, AS.
23. 25 août 1937, 181, AS.
24. Actas de metalúrgicos, 3 juillet et 9 avril 1937, 1179, AS.
25. Comité ejecutivo de la federación local UGT, 27 novembre 1937, 501, AS ; la fédération fut d'accord pour payer la moitié des salaires.
26. Acta, 18 mars 1937, 531, AS.
27. Reunión de junta, 13 novembre et 8 décembre, 1936, 1204, AS.
28. Actas del sindicato único de la metalurgia, sección joyería, platería, relojería, 16 janvier 1937, 1352, AS.

Les conflits salariaux étaient loin d'être la seule manifestation du mécontentement des ouvriers : les syndicats furent aussi amenés à faire face à des problèmes majeurs d'absentéisme et de retard, phénomène qui a existé à différents degrés tout au long de l'histoire du travail. Au XIXe siècle, les ouvriers catalans, comme leurs homologues français, perpétuaient la tradition du « dilluns sant » (la Saint-Lundi), un jour férié officieux et non autorisé que nombre d'ouvriers prenaient pour prolonger leur repos dominical. Au XXe siècle, la classe ouvrière catalane, largement déchristianisée et anticléricale, continuait à respecter les jours fériés religieux inter-hebdomadaires. Durant la Révolution, la presse anarchosyndicaliste et communiste critiquait fréquemment la défense inflexible par les ouvriers de ces traditions : *Solidaridad Obrera* et *Síntesis* proclamaient que les jours fériés religieux ne devaient pas être une excuse pour manquer le travail. Certains syndicats interdirent la célébration des fêtes inter-hebdomadaires. Une initiative des comités locaux de l'énergie interdisait les vacances de Noël en 1936, mais conservait la fête du nouvel an[29]. Le respect des jours fériés religieux pendant la semaine travaillée (les observateurs n'ont jamais relevé une audience significative des ouvriers barcelonais à la messe du dimanche), de pair avec l'absentéisme et les retards, montraient l'antipathie ouvrière ininterrompue pour l'usine, qu'elle fût rationalisée ou démocratique. Ces actions d'évitement du travail salarié révélaient peut-être un éloignement plus marqué des idéaux de la Révolution espagnole que ne le faisaient les luttes sur les questions salariales.

Il y eut des débats, longs et enflammés, pour savoir comment – et si – les vacances seraient organisées et payées[30]. De nombreux salariés semblent avoir choisi de ne pas rater les vacances d'été en 1936 et 1937, indépendamment de la situation politique et militaire[31]. Plusieurs semaines après le pronunciamiento, le comité de contrôle de l'énergie décréta que le 15 août ne serait pas férié. En 1937, à l'approche de l'été, quelques syndicats interdirent entièrement les vacances[32]. Dans de nombreuses collectivités, le samedi travaillé était très impopulaire. En novembre 1937, l'UGT condamna l'indiscipline d'un certain nombre d'ouvriers du rail qui refusaient de travailler le samedi après-midi[33].

29. 12 décembre 1936, 182, AS.
30. Acta, 29 novembre 1936, 1404, AS.
31. Anna Monjo et Carme Vega, *Els treballadors i la guerra civil* (Barcelone, 1986), pp. 64, 170.
32. Informe, 14 août 1936, 182, AS ; Junta de distribución, CNT, 15 juin 1937, 1446, AS.
33. Lettre du Consejo obrero de MZA, sindicato nacional ferroviario UGT, 24 novembre 1937, 467, AS.

Un syndicat CNT punit trois débardeurs qui avaient toujours refusé le travail du samedi par une retenue de dix jours de paye, et fait significatif, la suppression de 15 jours fériés[34]. Un militant ajouta que la pénalité pour chapardage devrait être de travailler six samedis. Des femmes qui travaillaient des les bureaux de la CNT ont passé outre son slogan « pas de vacances pendant la guerre », et les militants se sentirent obligés de prendre des mesures disciplinaires envers une dactylo qui refusait de travailler le dimanche ; ils craignaient que si la contrevenante n'était pas punie, « nombre de camarades [femmes] manqueraient le travail du dimanche »[35]. Les fameuses journées de Mai 1937 offrirent à quelques salariés des vacances inattendues, avant que la CNT et l'UGT ne lancent une campagne vigoureuse pour un retour au travail.

La maladie multipliait le nombre de jours de travail manqués. Dans la construction, nombre de camarades étaient souvent « malades ». La commission technique des maçons de la CNT notait « l'irresponsabilité de certains ouvriers. Nous faisons référence à ceux qui simulent la maladie et qui ne travaillent pas, causant de la sorte de graves dommages économiques à nos collectivités »[36]. La commission était stupéfaite par la « malice et l'astuce des ouvriers sans scrupules » qui inventaient toutes sortes de stratégies pour obtenir des congés maladie. Elle distinguait un cas dans lequel un ouvrier certifié épileptique fut surpris par la visite de membres de la commission technique alors qu'il était en train de jardiner. Cela, et d'autres types de tromperies, « menaçait sérieusement » la politique sociale de la commission ; elle appelait à une « croisade » des délégués syndicaux « pour éradiquer radicalement les abus ». Une autre commission technique de la CNT, celle des menuisiers, mit sur pied un comité maladie qui exigeait qu'un ouvrier voie l'un de ses médecins pour obtenir un congé. Elle éveilla l'attention des « délégués syndicaux et des ouvriers en général » pour qu'ils soient vigilants aux abus. La mutuelle CNT attrapa un menuisier qui, perpétuant la tradition des blessures auto-infligées, avait provoqué une infection de son index. En novembre 1937, des militants du syndicat des maçons de l'UGT affirmaient que, en sus de l'excès de personnel, du manque de crédits, et des problèmes de transport, une raison majeure de « l'échec » du conglomérat de la construction était le

34. Asamblea, 13 janvier 1937 et Acta, 24 juillet 1937, 1404, AS. L'assemblée se mit d'accord sur le fait que les trois pourraient conserver leurs vacances s'ils payaient l'amende.
35. Comité regional, sección defensa, 17 juillet 1938, 1049, AS.
36. L'information qui suit provient du Boletín del Sindicato de la industria de la edificación, madera y decoración, 10 novembre 1937.

« montant excessif de pesetas payé aux malades »[37]. Le comité exécutif de la fédération UGT de Barcelone confirmait ces conclusions :

> [il y a eu] trop d'abus concernant les maladies, parce que les conseils d'usine n'ont pas mis en place un contrôle strict. Le contrôle est difficile du fait de la proximité entre la personne présumée malade et les membres de son comité. Toutefois, si les ouvriers étaient couverts par une entreprise, qui surveille attentivement la situation, cette fraude pourrait être évitée. Il a été établi une consultation avec les camarades du syndicat des assurances sur ce point[38].

Parmi les débardeurs et les dockers, les abus commis par les victimes d'accident entrainèrent une cotisation plus élevée à la mutuelle des ouvriers. Un débardeur, ayant été hospitalisé pendant presque un an, put économiser un montant considérable de sa pension[39]. L'assemblée pressait le comité de contrôle de prendre des mesures pour s'assurer que les ouvriers physiquement aptes travaillaient. L'efficacité du comité était douteuse, puisque plusieurs mois après, un militant dénonça des ouvriers qui avaient été absents pendant plusieurs jours, mais étaient revenus le samedi pour toucher leur paye. En décembre 1936, un militant important du syndicat des ferblantiers se plaignait des « anomalies commises dans quasiment tous les ateliers quant à la maladie et aux horaires [de travail] ». En janvier 1937, un autre ferblantier relevait « le laisser-aller » dans de nombreux ateliers : « il y a trop d'ouvriers qui manquent un jour ou une demi-journée parce que ça leur convient, et non à cause de la maladie »[40]. En février 1937, le syndicat métallurgique de la CNT déclara ouvertement que certains ouvriers tiraient profit des accidents de travail[41].

Dans ce contexte, le médecin, méconnu par les historiens, devint une figure majeure de la Révolution espagnole. Dans les premiers mois, quelques comités remplacèrent quelques médecins d'entreprise, mais n'éliminèrent nullement leur rôle de supervision. Les dirigeants révolutionnaires des industries de l'énergie demandaient avec insistance au syndicat des médecins de remplacer un docteur auquel le personnel ne

37. Sanitaria, 12 février 1938, 1203, AS ; Libro de actas de comité UGT, sociedad de albañiles, reunión de junta, 7 novembre 1937, 1051, AS.
38. Comité ejecutivo de la federación local UGT, 29 septembre 1937, 501. En novembre 1936 le procureur du tribunal populaire, Adolfo Bueso, qualifia de « fasciste » la majorité des membres du syndicat des assurances (Federació local UGT, 27 novembre 1936, 1311, AS).
39. Actas, 13 juin, 6 juin, et 22 août 1937, 1404, AS. La paye des congés maladie variait suivant les collectivités et les syndicats.
40. Sindicato de la industria siderometalúrgica, sección lampistas, asamblea general, 25 décembre 1936 et 15 janvier 1937, 1453, AS.
41. Actas de metalúrgicos, 15 février 1937, 1179, AS.

faisait pas confiance : son remplaçant devra « téléphoner à domicile pour vérifier l'état de ceux qui seraient suivis par d'autres médecins »[42]. Nombre de syndicats et de collectivités se réservaient le droit d'envoyer leur propre personnel médical pour examiner les ouvriers malades. Une collectivité demanda que les victimes d'accidents de travail informent immédiatement le médecin de leur assurance[43]. Les médecins avaient non seulement le pouvoir d'excuser l'absentéisme mais aussi de demander des tâches moins pénibles pour leurs patients. Leurs experts médicaux servaient à juger si les comités de contrôle et autres institutions faisaient preuve de favoritisme en permettant des congés maladie.

Pour autant, les médecins n'étaient pas des parangons de vertu révolutionnaire. Certains ont sympathisé avec la rébellion militaire, et d'autres ont tiré profit de leur situation. La clinique UGT rapporta une série de maltraitances : les malades étaient mal traités, les infirmières étaient « contraintes », le lait destiné aux patients était consommé par d'autres, et la voiture de fonction servait à des fins personnelles[44]. Parmi les ouvriers du rail, bien que le nombre de blessés ait diminué, leur indemnisation avait augmenté. Le délégué syndical faisait reposer la faute de « cette irrégularité sur le manque d'esprit de sacrifice parmi le personnel, mais encore plus sur l'indifférence des médecins, qui ne font pas leur devoir. Dans de nombreux cas, le blessé est en maladie pour tout le week-end »[45]. Pour mettre fin aux abus de quelques-uns, les militants décidèrent d'augmenter la surveillance des malades. La cellule communiste tomba d'accord pour mettre en garde les médecins qu'à moins qu'ils ne deviennent plus stricts, ils seraient renvoyés. Elle décida en outre que seul un médecin qui était inconnu des ouvriers était qualifié pour juger des « maladies douteuses ».

Le tabac et l'alcool, sujets de réprobation des affiches réalistes socialistes, contribuaient au déficit de temps de travail. Dès le début de la Révolution, les employés et les vigiles du journal barcelonais, *La Vanguardia,* se réunissaient pour boire et jouer pendant leur temps de travail. Un militant du syndicat CNT de la construction métallurgique se plaignit que les ouvriers abandonnaient leurs postes pour aller chercher des cigarettes. Après plusieurs avertissements, le comité central punit un porteur qui était souvent ivre au travail en le transférant à un autre poste, probablement plus difficile, pour deux mois[46].

42. Comité central, 22 août 1936, 182, AS ; voir aussi Acta de reunión del comité de control, 19 mars 1937, 467, AS.
43. Reglamento interior, Eudaldo Perramon, 1 septembre 1938, 1219, AS.
44. Consejo de la federación local, 4 novembre 1937, 501, AS.
45. L'information suivante provient de PSUC, radi 8, (juillet ?) 1937, 1122, AS.
46. Reunión de junta, 2 octobre 1936, 1204, AS ; Actas de junta y los mili-

La situation confuse de la guerre et de la Révolution pouvait fournir une bonne couverture pour l'absentéisme. Les comités de contrôle devinrent sceptiques lorsque les ouvriers affirmèrent que les « évènements » de juillet 1936 les empêchaient de retourner à leurs emplois. Un cadre de *Solidaridad Obrera* avertit que sans l'autorisation du comité régional CNT, ceux qui étaient absents ne seraient pas payés. Le comité directeur de l'énergie projeta d'examiner « une infinité de cas de fraude »[47]. Les miliciens, qui avaient été employés par les entreprises du secteur énergétique, ne tinrent pas compte d'une note parue dans les journaux leur enjoignant de retourner à leurs emplois. De plus, les militants se plaignaient que nombre de miliciens restent à l'arrière. Les directeurs du rail renvoyèrent un certain nombre d'ouvriers pour ce que le syndicat jugeait des absences injustifiées ; sur quoi les ouvriers se méfièrent de leur comité, qui, ils le suspectaient, voulait encourager leur enrôlement dans les forces armées, comme moyen de réduire la masse salariale[48].

En plus de l'absentéisme, le sabotage et le vol – qui impliquaient un éloignement considérable des principes libertaires ou communistes de la coopération dans la production – continuaient pendant la Révolution espagnole. Le sabotage fut souvent défini dans les termes les plus larges :

> Partir avant l'heure… se plaindre violemment… prendre des congés sans raison. Finir une tâche et ne pas demander plus de travail. S'occuper des usagers de façon impolie. Manger pendant les heures de travail. Parler. Distraire d'autres travailleurs… téléphoner ou recevoir des messages téléphoniques qui ne sont pas urgents. Les ouvriers qui commettent ces infractions perdront la paye du jour[49].

Un journaliste CNT connu, de Madrid, résuma la situation.

> Vous pouvez trouver des camarades qui ne savent pas comment mesurer la valeur des choses et permettent par négligence qu'elles soient gâchées… D'autres, qui sont avisés et capables d'aider la cause de l'antifascisme, tolèrent de façon criminelle le sabotage patronal pour un salaire garanti. Ils ne se soucient pas que les machines fonctionnent ou pas, dès lors qu'ils sont payés chaque samedi. S'ils peuvent manger, ils se moquent que les autres manquent du nécessaire.
>
> Certains agissent tout aussi mal lorsqu'ils s'emparent d'une industrie et vivent aux crochets de son capital. D'autres réduisent la journée

tantes de las industrias construcciones metálicas CNT, 7 décembre 1937, 921, AS ; Acta, MZA, 9 avril 1937, 531, AS.

47. Reunión de junta, 23 octobre 1936, 1204, AS ; 9 octobre, 12 novembre, et 12 décembre 1936, 182, AS.
48. Acta de reunión, 19 mars 1937, 467, AS ; Acta de reunión, 16 mars 1937, 531, AS.
49. Proyecto de estatuto interior, sastrería Casarromona (n.d.), 1219, AS.

> de travail afin que nul camarade ne reste sans emploi. Ils travaillent peut-être une journée entière par semaine et augmentent ensuite les prix par sept – ou dix – pour conserver leurs salaires[50].

Étant donné la pénurie en essence et en pièces détachées, un comité central statua que les membres de comités locaux qui utilisaient des voitures pour des voyages qui ne s'avéraient pas nécessaires se rendaient coupables de « sabotage » et pouvaient être renvoyés[51]. La Junta de hierro CNT exclut quatre ouvriers qui avaient « saboté » la collectivité rationalisée de fonderie[52]. Les quatre, qui avaient acquis un statut « indispensable », avaient dormi pendant le travail de nuit ; puisqu'il avait permis aux ouvriers qualifiés de dormir pendant le travail, leur contremaître fut aussi licencié pour avoir laissé faire « un sérieux dommage à l'économie et à [l'effort de] guerre. » Le syndicat métallurgique de Badalona – où, comme nous l'avons vu, le militantisme était particulièrement intense au début des années 30 – avait un problème particulier avec les saboteurs, et demandait à son homologue barcelonais de ne pas fournir d'emploi aux métallurgistes de Badalona sans son approbation explicite.

Le 17 mars 1938, le délégué CNT de la collectivité MEYDO rapporta à la section machinerie du syndicat métallurgique de la CNT que le sabotage était en train de menacer l'existence de la collectivité[53]. Sur une longue période, un grand nombre de pièces et d'outils, pour un montant évalué entre 50 000 et 60 000 pesetas, avait disparu. La collectivité avait tenté de convaincre ses ouvriers que ces vols revenaient à se voler eux-mêmes. La persuasion échoua, puisque les vols continuèrent et même augmentèrent. En conséquence, la collectivité licencia ses ouvriers jusqu'à ce que l'équipement volé réapparaisse. Après deux jours chômés (et apparemment non payés), de nombreux ouvriers se rendirent de leur propre chef au domicile d'un certain Juan Sendera et trouvèrent une grande partie de l'équipement volé. Sendera, accusé de la sorte, fut renvoyé de la collectivité.

Des vols furent rapportés dans d'autres ateliers et collectivités, bien que leur étendue et leur croissance soient difficiles à estimer. Le larcin était endémique parmi les débardeurs, qui volaient des œufs et du blé[54]. Mettant les produits volés dans leurs sacs, les travailleurs fai-

50. J. García Pradas, *Antifascismo proletario : Tesis, ambiente, táctica* (Madrid, 1938 ?), pp. 129–30.
51. 14 janvier 1937, 181, AS.
52. A la junta, 25 juin 1938, 1084, AS ; voir deux lettres, 20 janvier 1938, 1084, AS.
53. Ce paragraphe suit la lettre de la collectivité M.E.Y.D.O., 854, AS.
54. L'information suivante provient des Acta de asamblea, 24 juillet 1937, 1404, AS.

saient plusieurs voyages par jour jusqu'à chez eux, ayant apparemment intimidé leurs collègues et contrôleurs au point que ces derniers ne dénonceraient aucun chapardeur. Un militant se plaint que « pendant les heures de travail, de nombreux camarades s'assoient, fument et ne se comportent pas comme ils devraient. Quand on le leur signale, ils sont insolents avec les camarades du comité. » L'assemblée vota une amende de 100 pesetas pour les voleurs en première instance, et l'expulsion des récidivistes. Dans les premières semaines de la Révolution, le syndicat des maraîchers tenta de réduire simultanément le chapardage et le chômage en employant ses membres inemployés comme vigiles[55].

Quelques syndicalistes et responsables des collectivités furent même accusés de détournement et de mauvaise gestion de fonds[56]. Le manque de cadres qualifiés et de syndicalistes dévoués peut avoir conduit, dans certains cas, à l'avancement des opportunistes. Un ex-membre du parti radical de droite, qui avait était rapidement à des postes importants au sein de la CNT locale de Castellon, s'enfuit à Barcelone ; le syndicat de Castellon l'accusa non seulement de se faire la belle avec des fonds destinés aux réfugiés, mais en outre d'entraîner avec lui une camarade[57]. Un métallurgiste CNT fut soupçonné de détourner des cotisations à son propre usage[58]. Des sources anarcho-syndicalistes rapportent l'existence de corruption au sujet de la collecte de fonds appartenant au syndicat du textile[59].

Le cas de vol le plus spectaculaire survint dans l'industrie énergétique[60]. Le comité du gaz et de l'électricité avait un compte en banque secret – et illégal – à Paris qui était censé servir à l'achat du charbon. En 1936, le comité dirigeant, agissant peut-être avec la complicité de la Generalitat (ou celle-ci en ayant connaissance), avait autorisé une délégation à déposer des fonds dans une banque parisienne. En septembre 1937, le comité dirigeant ordonna qu'une nouvelle délégation retourne à Paris pour changer les francs en pesetas. Plusieurs collègues accompagnaient les deux membres de la délégation de départ – un de la CNT, l'autre de l'UGT – qui avaient ouvert le compte en leurs noms propres. Lorsque les épouses des deux hommes les rejoignirent dans la capitale

55. Societat de moços, 20 septembre 1936, 1170, AS.
56. Actas de construcciones metálicas CNT, 7 décembre 1937, 921 ; Junta de teléfonos UGT, 9 janvier 1937, 1170, AS ; *Solidaridad Obrera*, 30 décembre 1937.
57. Federación local, 4 avril 1938, 1084, AS.
58. Compañeros, 11 février 1938, 1084, AS ; les militants rejetèrent une proposition d'exclure l'accusé mais refusèrent de lui permettre de conserver un poste syndical.
59. *Solidaridad Obrera*, 3 février 1937.
60. L'information suivante est basée sur une série de documents in 181, AS.

française, cela éveilla des soupçons chez les autres membres de la délégation. Tentés par une telle somme, de plus d'un million de francs, le duo s'était fait escroc. Ils disparurent avec les femmes et l'argent.

Le lecteur de journaux à scandales serait émoustillé par cette corruption patente des hautes sphères. En ce qui nous concerne, toutefois, l'histoire – qui discrédite tellement les révolutionnaires qu'on peut se demander s'il elle n'a pas été inventée par des *franquistas* imaginatifs – démontrait le manque de personnel qualifié et dévoué de la CNT et de l'UGT aux postes de pouvoir et à responsabilité dans certaines industries. Le scandale provoqua l'intervention directe de la Generalitat en octobre 1937 et la fin en conséquence de l'autonomie de cette industrie. Les militants véritablement dévoués de la CNT et de l'UGT savaient que de tels cas de corruption parmi leurs dirigeants ne pouvaient que démoraliser la base et les rendre encore plus réticents à toute invitation à travailler davantage et à lutter plus encore pour la cause. Dans de telles circonstances, le cynisme était une épidémie très contagieuse. Il y avait, bien sûr, nombre d'exemples contraires : des activistes dévoués qui montrèrent à de multiples reprises qu'ils étaient désireux de se sacrifier sur le front et à l'arrière. Par exemple, le trésorier de la CNT des menuisiers, assassiné par de « vils voleurs », fut loué pour avoir donné sa vie afin de défendre les intérêts de la collectivité[61].

Par un étrange retournement, une collectivité agricole de Barcelone se sentit obligée de défendre l'un de ses gardiens, qui avait tué un enfant. La collectivité expliqua que des bandes armées du voisinage de 20 ou 30 membres employaient des enfants – dont certains réfugiés – pour voler des produits que ces bandes vendaient ensuite au marché noir ; la détermination de la collectivité de ne pas laisser des « bons à rien » des alentours vivre de son travail aboutit à ce malheureux « accident »[62]. La CNT affirma que le chapardage par « d'ignorants fauteurs de troubles » était le principal problème de cette collectivité de l'agriculture de Barcelone, qui possédait 1 000 hectares dans la ville[63]. Les militants considéraient souvent le vol, le gaspillage et les autres formes de sabotage et de désobéissance comme fascistes, ramenant une fois encore un problème foncièrement social et industriel à un niveau politique où ils pouvaient plus facilement le résoudre par la répression.

Il est peu surprenant que le larcin et la fraude aux avantages sociaux soient devenues des questions majeures à Barcelone, où des mil-

61. A todos, 30 septembre 1938, 1084, AS.
62. Sección de coordinación, informe de la Barriada Prat Vermel, CNT, 11 juillet 1938, 830, AS.
63. *Solidaridad Obrera*, 24 juin 1938.

liers de réfugiés sans emploi venus d'autres régions d'Espagne s'étaient rassemblés. En juillet 1938, il y avait environ 22 000 refugiés dans la ville[64]. Les militants communistes se plaignaient que certains refugiés employés trompaient le personnel de l'aide sociale et mangeaient dans les cantines des collectivités[65]. Les militants du PSUC demandaient aux autorités de purger les tricheurs. Vers la fin de 1938, les tensions entre les autochtones et les déracinés grandirent ; des incidents – particulièrement des vols dans les champs – se multiplièrent comme la nourriture se faisait plus rare pour presque tout le monde, et les Catalans étaient de plus en plus contrariés de la présence des nouveaux arrivants[66]. Les responsables de l'aide sociale essayaient d'être généreux, et la population réfugiée dans les villes industrielles catalanes recevait parfois plus souvent des rations que les autochtones ; toutefois, certaines villes détournaient les rations prévues pour les nouveaux arrivants vers la population indigène[67]. Les déracinés souffraient d'épidémies de typhus, qui à Barcelone provoquèrent 144 morts en 1936, 261 en 1937, et 632 en 1938[68].

Dans des circonstances moins désespérées que les réfugiés, les salariés trompaient aussi les responsables. Des historiens de la Révolution espagnole ont passé outre le fait que les ouvriers tiraient parfois avantage de la rivalité entre la CNT et l'UGT pour leurs propres intérêts, cherchant le soutien d'un syndicat puis de l'autre dans leurs revendications de moins de travail, de paye plus élevée, de vacances et de sécurité de l'emploi. Un dirigeant communiste de l'UGT constata que la nomination dans les conseils d'usine au prorata des ouvriers inscrits dans chaque syndicat générait de la « confusion » et de « l'instabilité », du fait des revirements des ouvriers[69]. Dans une réunion privée du syndicat ferroviaire de l'UGT du 23 janvier 1937, la CNT fut accusée de tenter d'attirer les membres de l'UGT en revenant sur sa parole dans un accord entre les deux syndicats d'exiger le travail du samedi[70]. Un responsable UGT affirma que « la paresse en ce moment est absurde et contre-révolutionnaire », mais d'autres militants UGT affirmèrent qu'à

64. Comissió consultiva, 13 juillet 1938, Generalitat 277, AS.
65. PSUC, célula 9a, 7 janvier 1938, 1122, AS.
66. Comissariat d'assistència als refugiats, informe, Reus, 30 octobre 1938, Generalitat 277, AS.
67. Comissió, 27 juillet 1938, Generalitat 277, AS.
68. Estadística, 1936–1939.
69. Joan Fronjosà, La missió dels treballadors i la dels sindicats en la nova organització industrial (Barcelone, 1937), p. 15 ; voir aussi Asamblea, 29 octobre 1937, 1219, AS.
70. Sindicato nacional ferroviario, acta, 23 janvier 1937, 1432, AS.

moins que la CNT ne consente à travailler le samedi, les membres de leurs syndicats refuseraient aussi de travailler. Les militants UGT accusèrent aussi leur rival d'être « manœuvrier » afin d'attirer les employés UGT mécontents ; la CNT était censée promettre moins d'heures travaillées et plus de vacances pour les employés du téléphone[71].

Dans l'industrie énergétique, qui était massivement CNT dans les premiers jours de la Révolution, l'UGT essayait de gagner des adhérents en promettant des semaines de travail plus courtes de 36 heures au lieu des 44 heures proposées par la CNT[72]. Le litige reprit en 1937. En juillet, l'UGT proposa un horaire intensif de 36 ou 40 heures, qui impliquait une pause déjeuner minimum ; la CNT voulait une semaine normale de 44 heures[73]. Étant donné le désaccord, les ouvriers commencèrent à choisir la semaine de travail qui leur convenait le mieux. Un militant libertaire affirma que « si la CNT avait proposé la mise en place d'une semaine de travail intensif de 36 heures, ne pensez-vous pas que nous aurions eu la majorité ? Les ouvriers, en général, ne pensent pas plus loin que le bout de leurs estomacs. » Il insinuait que l'UGT faisait campagne pour attirer les membres de la CNT sur la base d'une semaine de 36 heures et croyait qu'« il n'était pas possible de gérer l'industrie du fait de ce problème ». Il redoutait la démotivation des camarades du front lorsqu'ils seraient informés du conflit sur le planning : les soldats « demanderont à ce que les Anglais reviennent pour voir s'ils peuvent mettre de l'ordre. » De nombreux ouvriers avaient apparemment adopté la semaine de travail raccourcie. Les militants CNT accusaient le syndicat UGT du gaz et de l'électricité d'être pour une semaine de travail « sans rien faire » afin de créer une situation qui forcerait le gouvernement à prendre le contrôle de l'industrie[74].

Le 4 octobre 1937, un délégué CNT admit que « nous ne pouvons faire faire aux ouvriers ce qu'ils rejettent », mais « si nous leur donnons ce qu'ils veulent, nous nous dirigeons vers un massacre ». Un membre du comité dirigeant déclara : « cette indiscipline des ouvriers, sans aucun doute, camarades, découle du désaccord entre les deux syndicats »[75]. Un adhérent de l'UGT, excédé par l'indiscipline, ajouta que les ordres du comité n'étaient pas suivis et recommandait l'expulsion des ouvriers désobéissants. Il demanda à son homologue CNT si la

71. Consejo de la federación local, 4 novembre 1937, 501, AS ; Comité ejecutivo de la federación local UGT, 26 juillet 1937, 501, AS.
72. 5 octobre 1936, 182, AS.
73. L'information qui suit se trouve dans les minutes des 16 juillet et 27 septembre 1937, 181, AS.
74. *Solidaridad Obrera*, 24 juillet 1937.
75. Consell general, reunió extraordinària, 181, AS.

Confederación appliquerait le planning de travail.

> Je crains que non. Ils [les ouvriers désobéissants] maintiendront la même attitude que toujours, et ils ne voudront pas faire de compromis… Il est inutile de tenter quoi que ce soit alors qu'ils passent outre les accords et les instructions qui viennent des comités, des commissions de section, et ainsi de suite. Ils ne prêtent pas attention à quoi que ce soit, que les ordres viennent d'un syndicat ou d'un autre[76].

Un représentant de l'UGT barcelonaise craignait aussi l'« indiscipline collective » croissante. La réunion prit fin sans qu'une solution soit trouvée.

À Casa Girona, les ouvriers UGT étaient de « fervents partisans » de la semaine de 40 heures, et, d'après les sources CNT, menaçaient de quitter l'UGT si ses dirigeants demeuraient opposés à la réduction de la semaine de travail[77]. Un délégué CNT craignait que les ouvriers du secteur de la distribution ne puissent se joindre à l'autre syndicat si la Confederación n'augmentait pas leurs salaires. Le syndicat des ferblantiers de la CNT craignait que s'il ne payait pas les vacances, les communistes profiteraient en conséquence de son impopularité[78]. Un nombre inconnu d'ouvriers devinrent membres des deux syndicats, une tactique habile mais risquée. Lorsqu'un tel travailleur était percé à jour pendant un contrôle d'identité par une patrouille, les militants syndicaux envisageaient « une action énergique » à son encontre. Le syndicat de l'automobile CNT essaya d'exclure les ouvriers de General Motors qui s'étaient inscrits aux deux syndicats[79].

Les tensions entre les deux syndicats persistèrent durant toute la Révolution, malgré leur coopération au jour le jour et la similarité des problèmes qu'ils rencontraient. L'historiographie a largement souligné les différences politiques et idéologiques entre les deux organisations. Quelques historiens se sont concentrés sur le programme de l'UGT et du parti communiste catalan pour la nationalisation ou le contrôle gouvernemental de l'industrie, au contraire de la politique de collectivisation ou de contrôle syndical de la CNT. D'autres ont mis en évidence l'ambivalence de la CNT et des anarchosyndicalistes vis-à-vis de l'action politique et de la responsabilité gouvernementale, à l'opposé de la volonté de l'UGT et du parti communiste catalan de participer aux élections et de contrôler l'État. Aussi significatives que ces tensions

76. Reunió extraordinària del consell, 4 octobre 1937, 181, AS.
77. Actas de metalúrgicos CNT, 27 mai et 14 juillet 1937, 1179, AS.
78. Sindicato de la industria siderometalúrgica, sección lampistas, 2 juillet 1937, 1453, AS.
79. Reunión de junta, 29 décembre 1936, 1204, AS ; Industria del automóvil, 14 octobre 1936, 1049, AS.

politiques et idéologiques aient été, les conflits au jour le jour sur le contrôle économique et industriel furent tout aussi importants.

Les deux syndicats furent constamment en compétition pour recruter de nouveaux membres, chaque adhérent rapportant de nouvelles cotisations et un pouvoir accru. De plus, la concurrence pour les emplois disponibles était féroce ; seuls ceux qui disposaient d'une carte syndicale pouvaient y prétendre. Dans certaines branches où la CNT dominait, elle pouvait placer ses membres à des postes clés. Un syndicat de la construction UGT rapporta durant sa réunion du 8 décembre 1936 que les ouvriers rejoignaient la Confederación parce qu'elle pouvait leur offrir de meilleures possibilités d'embauche[80]. Une dispute sérieuse éclata dans la collectivité Fabricación general de colores, où la CNT avait une légère majorité, pour savoir quel syndicat pourrait attribuer à ses membres un nombre limité de nouveaux emplois[81]. Les membres UGT de cette entreprise chimique déclarèrent que la CNT avait agi illégalement et arbitrairement en monopolisant les nouvelles embauches. En septembre 1937, les délégués UGT et les membres UGT du conseil menacèrent même d'appeler à la grève si leurs droits étaient encore bafoués.

Tout au long de la Révolution, les syndicats s'accusèrent mutuellement d'utilisation abusive de la force ou de tactiques déloyales. L'UGT émit des protestations, affirmant que les collectivités CNT appelaient à l'aide la Generalitat lorsqu'elles étaient endettées, mais, lorsqu'elles faisaient des profits, accumulaient le surplus[82]. De même, la Confederación accusait les « socialistes » de se partager les profits[83]. Les deux syndicats affirmaient que leur rival utilisait le statut « indispensable » pour protéger leurs favoris, et non des ouvriers irremplaçables ; d'autres disaient que nombre d'ouvriers étaient « démoralisés » du fait du grand nombre de « planqués » (*emboscados*) protégés par les organisations syndicales[84].

Les tensions et les affrontements entre les syndicats, bien qu'importantes, étaient éclipsées par la similitude des problèmes rencontrés dans la gestion de secteurs industriels entiers. Malgré leurs conflits idéologiques et leurs razzias pour se faucher des membres, ils étaient

80. Minutes de la Secció de paletes i manobres del sindicat de l'edificació, 1052, AS.
81. Lettre des militants UGT au secrétaire général de l'UGT, 24 septembre 1937, PC.
82. Consejo de la federación local, 2 octobre 1937, 501, AS.
83. Actas, cuarta sesión del pleno regional de las industrias químicas de Cataluña, juillet 1937, 531, AS.
84. Acta de reunión de militantes, 3 juin 1938, 531, AS.

responsables de la production et donc de la discipline industrielle ; ils coopéraient à maintenir la docilité des ouvriers. Dans de nombreuses branches de l'industrie, la CNT et l'UGT étaient d'accord pour ne pas réembaucher les ouvriers qui avaient été licenciés pour indiscipline ou faible productivité[85]. À Barcelone, les deux fédérations syndicales tentèrent d'agir à l'unisson pour éliminer le bonus des étrennes [de la nouvelle année] et empêcher la célébration de Noël[86]. Les *sindicatos* combinaient parfois leurs forces pour s'opposer aux initiatives gouvernementales qu'ils percevaient comme néfastes aux intérêts de leurs adhérents[87]. Dans certaines industries et particulièrement dans le textile, des comités conjoints CNT–UGT passèrent outre leur querelle et se mirent d'accord sur des pratiques d'embauche qui répartissaient le nombre d'emplois entre les deux organisations[88].

Comme on l'a vu, les syndicats avaient un accord de base quant aux questions de la réorganisation industrielle : concentration, standardisation, rationalisation, et développement des forces productives de la nation. En octobre 1937, un dirigeant communiste de l'UGT déclara qu'alors que la lutte continuait, les « différences idéologiques et tactiques entre les deux branches du prolétariat militant » se réduisaient[89]. Au congrès de l'UGT le mois suivant, quelques militants demandèrent « premièrement, unité d'action [de la CNT et de l'UGT] pour accroître et améliorer la production ; deuxièmement, discipline au travail pour éliminer les fainéants, les saboteurs et les écervelés »[90]. Les dirigeants UGT voulaient une alliance avec la CNT non seulement pour mettre au pas les « incontrôlables », mais aussi pour éviter la formation d'un troisième syndicat qui pourrait facilement attirer un grand nombre de salariés, ce que craignaient les militants UGT. Le secrétaire général de la fédération UGT de Barcelone soutenait le droit des ouvriers à choisir – mais seulement entre la CNT et l'UGT[91]. En mars 1938, comme le front de l'est s'effondrait, la CNT et l'UGT signèrent un programme unitaire destiné à soutenir la défense de la

85. Sindicat d'obrers metallúrgics UGT, secció de joieria, argenteria i anexes, assamblea, 3 juillet 1937, 505, AS.
86. Federació local UGT, 9 janvier 1937, 1311, AS.
87. Comité ejecutivo, 21 décembre 1937, 501, AS.
88. Federació catalana, 1 septembre 1938, 1049 ; Comité d'enllaç, secció sastreria, 25 juin 1937, 1219, AS.
89. Fronjosà, La missió, p. 28.
90. III Congrés de la UGT a Catalunya, informe de Josep del Barrio (Barcelone, 1937), p. 26.
91. Consejo de la federación local, 16 décembre 1937, 501, AS ; Informe, 7 août 1938, 1322, AS.

Seconde République, dont les forces armées connaissaient de plus en plus de désertions.

> La CNT et l'UGT coopéreront à la constitution rapide d'une puissante industrie de guerre. Les syndicats auront à établir, comme tâche urgente et indispensable, un esprit de vigilance strict contre toute sorte de sabotage et de passivité au travail, et l'amélioration de ce dernier afin d'accroître et d'améliorer la production.
>
> La CNT et l'UGT croient qu'un salaire qui est lié au coût de la vie et qui prenne en compte les catégories professionnelles et la productivité doit être mis en place. En ce sens, les industries défendront le principe de « pour une meilleure et plus importante production, une paye plus élevée ».
>
> Les deux organisations aspirent à un rétablissement de la richesse nationale, en coordonnant l'économie et en l'asseyant légalement afin que l'indépendance du pays soit pleinement assurée [92].

Les communistes qualifièrent le programme de « grande victoire pour le Front populaire et la démocratie » [93]. Nombreux étaient ceux qui, dans les deux syndicats, considéraient ce pacte comme une synthèse du marxisme et de l'anarchosyndicalisme, une étreinte fraternelle entre Marx et Bakounine. S'il en était ainsi, cette poignée de mains visait à faire travailler plus les ouvriers et à produire davantage pour les syndicats et la nation.

Faisant face au sabotage, au vol, à l'absentéisme, aux retards, aux maladies simulées et à d'autres formes de résistance de la classe ouvrière au travail et à l'espace du travail, les syndicats et les collectivités coopérèrent pour établir des règles strictes qui équivalaient ou surpassaient les contrôles imposés par les entreprises capitalistes. Le 18 juin 1938, les représentants du Collectivá Gonzalo Coprons y Prat de la CNT et de l'UGT, qui faisait des uniformes militaires, rapportèrent un déclin notable de la production qui n'avait pas « d'explication satisfaisante » [94]. Les représentants des deux syndicats demandèrent que les quotas de production et les plannings soient respectés, un contrôle strict des absences, et « le renforcement de l'autorité morale des techniciens ». La collectivité de la confection F. Vehils Vidal, qui avait mis en place un système sophistiqué de primes pour ses 450 ouvriers, approuva un règlement encore plus strict en assemblée générale, le 5 mars 1938 [95].

92. José Peirats, *La CNT en la revolución española* (Paris, 1971), 3:37–39.
93. Cité in Bernecker, *Colectividades*, p. 136.
94. Gonzalo Coprons y Prat, empresa colectivizada, vestuarios militares, 1099, AS.
95. L'information suivante est basée sur le Projecte de reglamentació interior de l'empresa, 1099, AS.

Une personne fut chargée de contrôler le manque de ponctualité, et l'excès de retards conduirait à l'expulsion de l'ouvrier. Les camarades qui étaient malades seraient visités par un représentant du conseil de la collectivité ; s'ils n'étaient pas chez eux, ils auraient une amende. Comme dans de nombreuses collectivités, il était interdit de s'absenter pendant les heures de travail, et tous les travaux effectués au sein de la collectivité devaient être destinés à la collectivité, ce qui voulait dire que les projets personnels étaient exclus. Les camarades quittant les ateliers avec des sacs devaient en montrer le contenu aux gardiens qui étaient chargés de l'inspection. Si un ouvrier était témoin d'incidents de vol, fraude ou malhonnêteté, il devait les rapporter ou en serait tenu pour responsable. Les techniciens devaient établir un rapport hebdomadaire sur les dysfonctionnements et les réussites de leurs sections. Les camarades n'avaient pas le droit de perturber « l'ordre dans ou en dehors de l'usine », et tous les ouvriers qui n'assistaient pas aux assemblées avaient une amende.

Nombre d'autres collectivités de l'industrie de la confection éditèrent des règlements similaires. En février 1938, le conseil CNT–UGT de Pantaleoni Germans interdisait les déplacements non autorisés sous peine de mise à pied sans solde allant de trois à huit jours[96]. Le comité de contrôle CNT–UGT de l'entreprise Rabat (employant principalement des femmes) autorisa seulement les conversations concernant le travail pendant les heures travaillées. D'autres collectivités, comme Artgust, qui avaient sans succès demandé aux ouvriers d'accroître la production, mirent aussi en place des règles interdisant les conversations et même la réception d'appels téléphoniques[97]. En août 1938, en présence de représentants de la CNT, de l'UGT et de la Generalitat, l'assemblée des ouvriers de la Casa A. Lanau interdit les retards, les fausses maladies, et de chanter pendant le travail[98]. Les syndicats CNT et UGT de Badalona débutèrent une surveillance des malades et se mirent d'accord sur le fait que tous les ouvriers devaient justifier leurs absences, qui étaient, affirmaient-ils, « incompréhensibles » et « abusives », étant attendu que la semaine de travail avait été ramenée à 24 heures[99]. Dans plusieurs collectivités, les ouvriers avaient un

96. Projecte d'estatut interior per el qual hauran de regir-se els treballadors, 1099, AS.
97. Assamblea ordinaria, obrers de la casa Artgust, 6 septembre 1938, 1099, AS.
98. Acta aprobada por el personel de la casa Antonio Lanau, 15 août 1938, 1099, AS ; pour une prohibition analogue du chant, Reglamento, Costa colectivizada, 22 septembre 1938, 1219, AS.
99. Boletín del Sindicato de la industria fabril y textil de Badalona y su radio, février 1937 ; Reglamento interior, confecciones casa Parareda, empresa

maximum de trois jours d'absence pour un décès de proche parent. Les entreprises demandaient aussi à leur personnel de retourner sur le lieu de travail immédiatement après un raid aérien ou une alerte ; le syndicat métallurgique de la CNT pressait les militants de prendre des mesures pour s'assurer que la production puisse reprendre « sans aucune exception »[100].

Le caractère draconien de ces règles semble avoir été une conséquence du déclin de la production et de la discipline dans de nombreuses usines de textile et de confection. Le 15 juin 1937, le comptable de Casa Mallafré, contrôlée par la CNT et l'UGT, produisit un rapport sur ses ateliers de confection. Il conclut que l'administration de la collectivité avait été honnête et morale ; toutefois, la production continuait à être « la partie la plus délicate du problème » et « dans la production se trouve la clef de l'échec ou du succès industriel et commercial »[101]. Si le rendement des ateliers demeurait à ses niveaux actuels, extrêmement bas, le comptable mettait en garde : l'entreprise – qu'elle soit collectivisée, contrôlée ou socialisée – ferait faillite. La production actuelle ne couvrait même pas les dépenses hebdomadaires ; le rendement devait être accru si l'entreprise devait survivre. Un autre collectivité CNT–UGT de la confection, Artgust, rapportait en février 1938 que « malgré nos demandes constantes au personnel de l'usine, nous n'avons pas encore réussi à améliorer le rendement »[102]. La petite entreprise de fabrication de vêtements J. Lanau, avec 30 ouvriers, avait les mêmes problèmes. D'après le rapport de son comptable de novembre 1937, le personnel principalement féminin avait été assuré contre les accidents et la maladie ; elles avaient des allocations maternité[103]. Les ouvrières auraient eu de bons rapports avec le propriétaire et le comité de contrôle composé de deux représentants de la CNT et d'un de l'UGT. La production était en déficit de 20 %, cependant ; pour corriger ce problème, le comptable recommandait d'établir des « quotas de production clairs » à la fois dans les ateliers et pour les ventes. Dans d'autres entreprises où les ouvriers avaient des rapports cordiaux avec l'encadrement, les comptables recommandaient de même des mesures pour l'accroissement de la productivité[104]. Le directeur d'une

colectivizada, 1219, AS ; Reglamento interior, Eudaldo Perramon, 1 septembre 1938, 1219, AS.

100. Voir Reglamentos, 1219, AS ; Circular n° 37, 19 mars 1938, 1084, AS.

101. Informe de la casa Mallafré hecho por el contable del CADCI, 15 juin 1937, 1099, AS.

102. Lettre de Artgust à la Sección sastrería CNT, 9 février 1938, 1099, AS.

103. Informe revisión J. Lanau (signé par le comptable), 15 novembre 1937, 1099, AS.

104. Informe, août 1938, 1219, AS.

entreprise de confection dit aux ouvriers réunis : « toute cette révolution contre l'économie doit s'arrêter. Vous devez maintenir une productivité maximum parce que l'entreprise… est sérieusement malade et a besoin de soins intensifs. Elle ne se remettra qu'avec les injections prescrites de travail. Si cela n'arrive pas, le chirurgien sera appelé afin d'amputer les membres nécessaires »[105]. Il prévenait que si certains étaient licenciés, « c'est de votre faute parce que vous produisez peu et mal. » Le représentant CNT ajouta que ceux qui ne faisaient pas leur boulot « étaient les rats de la collectivité » ; l'assemblée approuva le renvoi de trois ouvriers. Dans d'autres collectivités, des salariés furent licenciés ou suspendus pour toute une variété de raisons : faire le malade, absentéisme, vacances non autorisées, et « immoralité »[106]. Cette dernière accusation n'était pas rare durant la Révolution espagnole et montrait que les syndicalistes considéraient toute insuffisante ou échec au travail, et l'égarement en général, comme « immoraux », sinon carrément coupables.

En février 1938, le Conseil national des chemins de fer mit en place des pénalités, qui comprenaient des amendes et des suspensions, pour absentéisme, indiscipline, faible productivité, ivrognerie et retard. Le conseil visait à éliminer « tous types de journées de travail intensif qui sont plus courtes que huit heures (la journée de travail légal) et de jours de coupure qui, sans avoir été avalisées par une quelconque organisation compétente, ont surgi spontanément et qui ne peuvent et ne doivent pas perdurer un jour de plus »[107]. La MZA demandait que les ouvriers qui prétendaient avoir été blessés pendant le boulot se présentent immédiatement à son service médical pendant les heures ouvrées[108]. La négligence qui causait des accidents conduisit à de nouvelles règles et à de nouvelles techniques de surveillance. En mars 1937, une collision entraîna des « dommages matériels » et « moraux » conséquents, les premiers estimés à « plusieurs milliers de pesetas, que la collectivité devait payer du fait de la désertion et de la négligence de certains camarades »[109]. Le comité décida d'imposer des sanctions et débattit de l'éventuelle « création d'une étude sur l'examen psychotechnique de tous les ouvriers ferroviaires ».

En janvier 1938, à sa session économique, la CNT détermina les « droits et devoirs du producteur ». Elle établissait le poste d'un « dis-

105. Acta, 12 juillet 1938, 1219, AS.
106. Casa Alemany, 23 juin 1937, 1219, AS ; Rabasso Palau, 25 octobre 1938, 1219, AS ; 8 juillet 1938, 1219, AS ; lettre du Comité de la fábrica n°7 (n.d.), 1085, AS.
107. Consejo nacional de ferrocarriles, circular n°3, primas de regularidad, 26 février 1938, 1043, AS.
108. Acta, MZA, 8 avril 1937, 531, AS.
109. Acta de la reunión, comité central, 16 et 18 mars 1937, 531, AS.

tributeur de tâches » qui « serait officiellement responsable… de la quantité, de la qualité et de la conduite des ouvriers. » Ce distributeur de taches pourrait démettre un ouvrier pour « fainéantise ou immoralité » ; d'autres responsables auraient à vérifier si les accidents mineurs de travail « d'origine douteuse » étaient légitimes ou « des simulacres ». De plus, tous les ouvriers et les employés auraient un fichier où les détails de leur personnalité sociale et professionnelle seraient consignés[110].

Même aussi tôt qu'en mars 1937, alors que la CNT participait au gouvernement, tous les citoyens entre 18 et 45 ans (seuls les soldats, les fonctionnaires et les invalides étaient exemptés) devaient être possesseur d'un « certificat de travail »[111]. Les autorités pouvaient demander cette carte « à tout moment » et affecter ceux qui n'en avaient pas au travail de fortification. Si les contrevenants étaient pris dans « des cafés, théâtres ou autres lieux de divertissement », ils pouvaient être emprisonnés pour 30 jours. Les droitistes et autres devaient déployer toutes sortes de subterfuges pour obtenir les papiers nécessaires pour éviter le travail de fortification[112]. La Confederación réalisait de la sorte le vieux désir anarchosyndicaliste de la « carte d'identité du producteur » qui rendrait compte de sa capacité morale, c'est-à-dire productive.

Bien que la plupart des restrictions aient été mises en place pour faire travailler les ouvriers, une règle confirmait l'existence de travailleurs qui avaient deux boulots ou demandeurs d'heures supplémentaires. Ces salariés acceptaient de travailler du fait de besoins individuels ou familiaux, et non ceux de la Révolution ou de la cause. Perpétuant la tradition du mouvement ouvrier prérévolutionnaire, qui était désireux d'intégrer les chômeurs à la force de travail, les collectivités interdisaient fréquemment le double emploi ou les heures supplémentaires. Dans certaines collectivités, les ouvriers n'étaient pas autorisés à avoir deux sources de revenu. Les militants communistes prévoyaient de licencier tout autant ceux qui touchaient un double salaire que les colporteurs de rumeurs qui avaient porté de telles fausses accusations[113]. Les responsables syndicaux CNT planifièrent une inspection au domicile d'un « affairiste » qui était censé avoir une petite affaire à côté de son salaire régulier d'une entreprise contrôlée. Le syndicat ferroviaire de l'UGT contraignait les miliciens à déclarer leurs sources de revenu par écrit[114].

110. Peirats, *La CNT*, 3:21.
111. Décret instituant un « certificat de travail », 4 mars 1937, 259, AD. Pour les certificats eux-mêmes, Generalitat 252, n°. 13, AS.
112. Luis López de Medrano, *986 días en el infierno* (Madrid, 1939), pp. 192–93.
113. PSUC, radi 8, 26 juillet 1937, 1122, AS.
114. CNT junta de distribución, 8 juin 1937, 1446, AS ; Sindicato nacional ferroviario, 23 janvier 1937, 1482, AS.

Bien que quelques comités de gestion aient nettement déconseillé les heures supplémentaires, ils n'étaient pas inflexibles. Quand une entreprise affirmait qu'elle ne pouvait pas trouver le personnel qualifié nécessaire pour une période d'activité, elle recevait l'autorisation pour ses employés d'effectuer des heures supplémentaires[115]. Étant donné la demande de personnel qualifié dans les secteurs tant militaire que civil, les heures supplémentaires étaient une condition préalable à la victoire, et furent autorisées pour le travail ayant trait à la guerre. Les syndicats insistaient parfois, pourtant, pour que les heures supplémentaires soient payées au taux normal. En décembre 1936, un militant de la section de bijoutiers du syndicat CNT de la métallurgie demanda l'expulsion d'un collègue qui avait refusé de faire des heures supplémentaires dans une collectivité CNT parce que la paye des extras était faible[116].

Pendant la Révolution espagnole à Barcelone, les ouvriers continuèrent leurs refus directs et indirects du travail. Leurs actions entrèrent en conflit avec le besoin urgent des militants de développer les forces productives arriérées qu'ils avaient héritées d'une bourgeoisie faible. Les militants, en conséquence, adoptèrent des techniques répressives pour faire travailler les ouvriers et réduire les résistances. Ils mirent en place le travail à la pièce, les licenciements, l'élimination de jours fériés, les inspections médicales, et des règles strictes. Comme les capitalistes et les bureaucrates d'État à Paris, les anarchosyndicalistes et les marxistes à Barcelone luttèrent contre des résistances quotidiennes. Le chapitre suivant mesurera les réussites et les limites des activistes.

115. Reunión de junta, 29 décembre 1936, 1204, AS.
116. Actas del sindicato único de la metalurgia, sección joyería, platería, relojería, 8 décembre 1936, 1352, AS.

VII.
LA FIN DE LA RÉVOLUTION ESPAGNOLE À BARCELONE

Étant donné les circonstances extrêmement difficiles de la guerre et de la révolution, les syndicalistes se battirent pour créer un marché national compétitif et pour moderniser et rationaliser l'industrie. Malgré les restrictions en nourriture et en matières premières, les effets des bombardements sur les usines et la disparition des marchés traditionnels, les militants et les techniciens achetèrent et fabriquèrent de nouvelles machines, créèrent des produits, améliorèrent les conditions de travail dans de nombreuses entreprises et éliminèrent quelques unes des plus flagrantes inégalités sur le lieu de travail.

Même leurs adversaires faisaient souvent l'éloge de leur contrôle de l'industrie. L'historien pro-franquiste de la grande entreprise textile España industrial a écrit que les « rouges » ont permis aux techniciens de travailler avec adresse et efficacité et « ainsi ils purent garder le cap malgré l'absence du capitaine »[1]. L'historien conservateur de la Maquinista Terrestre y Marítima a noté que, à la fin de la guerre et de la révolution, les usines de sa société étaient en bien meilleur état que ses directeurs ne l'« avaient jamais espéré »[2]. Les militants syndicalistes qui contrôlaient les industries de gaz et d'électricité gardèrent leur équipement en si bon état que la production après la guerre retrouva rapidement son niveau précédent une fois résolus les problèmes d'approvisionnement en charbon[3]. Des diplomates français ont confirmé

1. *La España industrial: Libro del centenario* (Barcelone, 1947).
2. Alberto del Castillo, *La Maquinista Terrestre y Marítima: Personaje histórico (1855–1955)* (Barcelone, 1955), p. 508.
3. Josep Maria Bricall, *Política econòmica de la Generalitat (1936–1939)* (Barcelone, 1978–1979), 1:61.

le redressement rapide de l'industrie et un observateur a noté que les trams et les trains offrirent un service normal tout de suite après l'occupation de Barcelone par Franco[4]. Malgré leur contribution aux forces productives, un grand nombre de militants syndicalistes qui avaient participé à la gestion des collectivités et des entreprises contrôlées subirent les purges ou furent emprisonnés, cependant que leurs collègues regardaient, effrayés ou indifférents[5].

Il est difficile de présenter une évaluation globale de la performance purement économique du contrôle ouvrier à Barcelone pour de multiples raisons. Premièrement, les interruptions dans l'approvisionnement en nourriture et en matières premières ralentirent la production dans beaucoup de collectivités et d'entreprises contrôlées. Deuxièmement, les marchés traditionnels de l'industrie catalane – l'Andalousie et d'autres régions – étaient sous contrôle franquiste et les échanges étaient souvent impossibles. Troisièmement, la difficulté de se procurer des devises étrangères et la chute de la peseta compromirent les achats, pourtant nécessaires, de machines d'importation ; les adversaires intérieurs des collectivités répugnaient souvent à fournir capital et équipement. Quatrièmement, les bombardements ennemis qui avaient commencé au printemps 1937 et qui se poursuivirent avec beaucoup plus d'intensité dans les premiers mois de 1938, réduisirent le rendement industriel. Cinquièmement, la transformation de beaucoup d'industries catalanes en activités de guerre en dénatura la productivité. En conséquence, la production industrielle chuta de 33 à 50 % pendant la guerre civile[6].

Pourtant une approche qui cherche à juger uniquement la performance économique du contrôle ouvrier, de même que les évaluations purement politiques de la Révolution espagnole, manquera certainement la signification de cette révolution, que certains considèrent comme la plus profonde du XXe siècle. Ma préoccupation a été d'éviter une évaluation purement économique ou politique et plutôt d'étudier les rapports sociaux dans les usines et ateliers collectivisés. En ce sens, les techniciens et les militants syndicalistes qui prirent le contrôle des forces productives furent confrontés aux mêmes problèmes ayant affecté tout autant les bourgeoisies occidentales que les partis communistes, qui avaient rapidement développé les moyens de production. Les nouveaux gestionnaires d'usines furent souvent en butte à la résistance des travailleurs eux-mêmes, qui continuaient à demander plus

4. [Auteur inconnu] *Franco in Barcelona* (London, 1939).
5. Anna Monjo et Carme Vega, *Els treballadors i la guerra civil* (Barcelone, 1986), p. 189.
6. Bricall, *Política econòmica de la Generalitat,* 1:47–56.

de salaire, feignaient la maladie, sabotaient la production, rejetaient le contrôle et la discipline du système de l'usine et ignoraient les appels à participer à la gestion du lieu de travail.

En réponse à la résistance des travailleurs, les militants syndicalistes passèrent outre leur idéologie démocratique du contrôle ouvrier et optèrent pour des techniques coercitives pour augmenter la production. Beaucoup de collectivités donnèrent aux techniciens la possibilité d'établir des quotas ; le travail à la pièce et les primes liant la paye à la production réapparurent. Les nouveaux gestionnaires établirent un contrôle strict des malades, une surveillance sévère de la base pendant le temps de travail et de fréquentes inspections. Il y eut des licenciements et des renvois pour manque de performances et pour « immoralité », c'est-à-dire faible productivité. La CNT réalisa son projet d'« une carte d'identité du producteur » qui cataloguerait le comportement des travailleurs. Les affiches réalistes socialistes glorifiaient les moyens de production et les travailleurs eux-mêmes pour qu'ils produisent plus. Les camps de travail pour les « parasites » ennemis et les « saboteurs » furent fondés sur le principe moderne de la rééducation par le travail.

Les réactions des dirigeants des organisations ouvrières aux actions de la base dans les collectivités et les entreprises contrôlées étaient significatives. Federica Montseny, le ministre CNT de la Santé et l'Assistance Publique dans le gouvernement républicain, avançait une théorie de la nature humaine pour expliquer les problèmes du contrôle ouvrier. D'après cette éminente *faísta*, qui était la fille d'un théoricien anarchiste bien connu, les êtres humains « sont ce qu'ils sont. Ils ont toujours besoin d'une motivation et d'un stimulus intérieur et extérieur pour travailler et pour produire à leur maximum en quantité et qualité »[7]. De même, pour le syndicat CNT de la métallurgie, « les collectivités… ont accentué le mauvais côté de la nature humaine. Ce qui a eu pour conséquence une baisse de la production quand il était le plus nécessaire de produire »[8]. Fin 1938, Felipe Alaiz – un *faísta* qui avait été élu rédacteur en chef de *Solidaridad Obrera* en 1931 puis nommé plus tard directeur de *Tierra y Libertad* – a défini le « problème essentiel de l'Espagne » comme étant « le problème du non-travail »[9]. « En général », se plaignait-il, « il y a une faible productivité, et une faible productivité signifie… irrémédiablement la ruine future. »

7. *Solidaridad Obrera,* 26 décembre 1937.
8. Sindicato de la industria siderometalúrgica de Barcelona, ¿Colectivización? ¿Nacionalización? No socialización (Barcelone, 1937), p. 6.
9. Ce qui suit est tiré de Felipe Alaiz, "Hacia el estajanovismo," *Tiempos nuevos* (oct. – nov. 1938).

Le militant CNT affirmait que « les grèves étaient partiellement responsables du déclin de l'éthique du travail. » Bien que les grèves soient nécessaires à l'occasion, les ouvriers avaient abusé du droit de grève. Les grèves politique, générale, sur le tas, perlée et toutes les sortes de grèves avaient pu être utiles par le passé, mais, à présent, elles ne faisaient que nuire au nouveau « consommateur-producteur ». De même, les congés dominicaux, les weekends, le Premier mai et les nombreux autres jours fériés, tout comme les vacances, nuisaient à la cause. Arrêts maladie, accidents du travail, limitation du rendement et sécurité du travail entravaient « l'économie prolétaire » et la production de nourriture : « Être sur la liste du personnel pendant un an signifie, en réalité, ne travailler que la moitié de l'année. Ce manque à gagner a ruiné de nombreuses entreprises. Mais si cela continue, cela entrainera la ruine de tous les travailleurs. » Élargissant le propos, Alais réitérait : « si nous ne travaillons pas, nous allons tout perdre, même si nous gagnons la guerre. » Un des plus importants dirigeants de l'UGT et un communiste de premier plan tombaient d'accord pour dire que c'était la conduite des travailleurs qui mettait le plus en danger les collectivités[10]. Dans une conversation confidentielle avec des membres CNT de la collectivité Optique Ruiz y Ponseti, cet économiste de l'UGT disait que bien que peu d'entre eux l'auraient affirmé publiquement, ils pensaient que les travailleurs étaient simplement des « masses », dont la coopération était malheureusement nécessaire au succès des entreprises.

Les dirigeants syndicalistes furent rejoints par les militants de rang inférieur qui se lancèrent dans des campagnes de propagande de grande envergure pour convaincre et forcer la base à travailler plus intensément. *Solidaridad Obrera* affirmait que les femmes qui fabriquaient les uniformes dans les nouveaux ateliers de confection de la CNT étaient contentes de leur situation ; il soulignait le contraste entre l'espace, la luminosité et les machines des ateliers de la Confederacion et le manque d'hygiène des conditions qui étaient celles d'avant la Révolution[11]. Le quotidien de la CNT constatait fièrement : « Nous sommes en train d'organiser des ateliers avec le même système qu'aux États-Unis. » Pourtant, en juin 1937, le comité central du syndicat de la confection reprochait à « l'immense majorité » des travailleurs de ne pas comprendre correctement la Révolution[12]. La base des travailleurs n'avait pas encore

10. Information confidentielle, 1 janvier 1938, 855, AS.
11. *Solidaridad Obrera,* 28 et 29 août 1937.
12. *Boletín del Sindicato de la industria fabril y textil de Badalona y su radio,* juin 1937.

réalisé qu'elle devait consentir à des sacrifices et par conséquence, l'industrie de la confection avait du reporter ses plans de collectivisation. Les femmes, qui étaient majoritaires dans l'industrie textile, furent particulièrement critiquées pour leur utilisation de l'usine comme espace social et non simplement comme lieu de travail. Un militant CNT se plaignait : « Il n'est pas rare que de nombreuses femmes viennent travailler, cancanent trop et ne produisent pas assez. Si l'on ajoute à cela le manque de matières premières, l'effondrement de la production est considérable. »[13] *Síntesis*, le magazine de la collectivité CNT-UGT Cros, s'attaqua à la paresse et au vice et mit en garde les travailleurs qui considéraient « le travail comme une punition » de changer rapidement d'attitude. *Petróleo*, l'organe des militants de l'UGT pétrolière, critiqua les travailleurs qui, « comme au temps de la noire domination capitaliste », voulaient profiter des congés traditionnels et recevoir des augmentations de salaire. « La Révolution », constatait-il sans ménagement, « ne consiste pas à faire la bringue (*juerga*). »[14]

Il n'est pas surprenant que les marins se soient distingués comme un groupe particulièrement indiscipliné de travailleurs. En mars 1937, la CNT *Marítima* constatait qu'à quelques exceptions près, la majorité des marins n'avait pas mis beaucoup d'ardeur au travail. En juillet 1937, elle leur reprochait leur faible productivité, les simulations de maladie et leur absentéisme. Une « lamentable majorité » de marins CNT pense qu'elle s'est acquittée de ses obligations syndicales quand elle a payé sa cotisation ; la CNT *Marítima* estimait qu'il n'y en avait que 20 % qui travaillaient comme ils le devraient. Un rapport de juillet 1938 établit que les marins qui avaient reçu leur paye à terre pendant des mois avaient résisté aux ordres d'embarquement[15]. Vers la fin de la guerre civile et de la Révolution, le syndicat CNT maritime ne mâcha plus ses mots : « Les travailleurs, dans leur grande majorité, sont une masse inerte qui, au gré des circonstances, vinrent aux syndicats car la vie était impossible sans la carte… Vous devez deviner ce que pensent les marins parce qu'ils sont incapables de s'exprimer par eux-mêmes dans les assemblées et les meetings. »[16]

Dans ces circonstances, même des militants anarchosyndicalistes admiraient le modèle soviétique, puisque les bolcheviks avaient construit de nouvelles industries et modernisé les anciennes en soli-

13. *Hoy,* janvier 1938.
14. *Síntesis,* décembre 1937 ; *Petróleo,* janvier 1938.
15. *CNT Marítima,* 29 mars, 3 juillet et 13 novembre 1937 ; Libro de actas de gerencia de la flota mercante española, 30 juillet 1938, 183, AS.
16. *CNT Marítima,* 11 juin et 15 août 1938.

difiant ainsi la base économique de sa révolution. D'après un *faísta,* l'Union soviétique continuait de progresser malgré les tentatives capitalistes d'étouffer la révolution triomphante[17]. Le syndicat du bâtiment CNT avait de la considération non seulement pour l'architecture et l'art soviétique, mais aussi dans une certaine mesure pour le modèle économique soviétique : « Le formidable essor de l'industrie et de l'agriculture en Russie vient des producteurs et non des dirigeants »[18].

Cette déclaration montrait bien que la Confédération pensait que les travailleurs devaient construire une économie sans contrainte au-dessus de leur tête. Cependant, étant donné les industries que les syndicats voulaient édifier et la division du travail qu'ils avaient décidé d'imposer, la coercition se révéla aussi nécessaire à Barcelone qu'elle l'avait été en Union soviétique. Ainsi, en collaboration avec l'UGT, la CNT en vint à accepter et même à promouvoir le stakhanovisme, une technique soviétique pour augmenter la production. En février 1937, le syndicat textile CNT de Badalona appela les travailleurs à imiter le stakhanovisme qui avait soulevé un « enthousiasme fervent » chez les ouvriers soviétiques[19]. La revue CNT publia même une photo du travailleur communiste héroïque. « Nous avons ici un exemple de ce que le travailleur espagnol doit s'efforcer d'imiter pour le bénéfice de l'économie industrielle. » Les militants CNT et UGT de la collectivité Cros firent l'apologie du stakhanovisme et décidèrent de faire du travail « un sport, une noble compétition » qui permettrait au vainqueur de recevoir un prix gratifiant : « le titre de travailleur distingué de la production »[20]. Pour la collectivité, l'Union soviétique était un exemple du « succès obtenu par la rationalisation et l'organisation efficace du travail. » Pour la collectivité Marathon, autrefois une succursale de General Motors à Barcelone, l'Union soviétique était « le

17. Ricardo Sanz, *El sindicalismo y la política: Los solidarios y nosotros* (Toulouse, 1966), pp. 98–99.
18. *Hoy,* janvier 1938.
19. *Boletín del Sindicato de la industria fabril y textil de Badalona y su radio,* février 1937. Comme mentionné précédemment, certains membres de la CNT s'opposaient au stakhanovisme mais, tout comme leurs camarades qui préconisaient la décentralisation, ils étaient souvent ignorés au cours de la Révolution (J. García Pradas, *Antifascismo proletario: Tesis, ambiente, táctica* [Madrid, 1938 ?], p. 120, qui argumentait contre les propositions des communistes favorables aux primes et au stakhanovisme).
20. *Síntesis,* janvier et décembre 1937. Dans les lieux de travail, l'accent mis sur les médailles et les distinctions correspondait plus ou moins à ce qui avait cours dans l'armée républicaine (Ramón Salas Larrazábal, *Los datos exactos de la guerra civil* [Madrid, 1980], p. 151).

guide et l'exemple à suivre pour le monde »[21]. Le syndicat UGT de la métallurgie et d'autres organisations proches des communistes se revendiquèrent de l'idéal soviétique du travail ; le syndicat CNT du bâtiment proposa un plan quinquennal « de modernité technique et de stricte moralité » qui libérerait la Catalogne du « capitalisme international » et orienterait l'économie dans la période d'après-guerre[22].

Dans sa brochure *Le front de la production*, F. Melchor – un des principaux lieutenants du dirigeant communiste Santiago Carrillo – cita l'éloge du stakhanovisme qu'en faisaient Staline et Molotov, qui, disait Molotov, engendrait une « classe prolétarienne réjouie et heureuse » qui allait à l'usine « dans la joie »[23]. Melchor défendait l'idée d'un Front populaire de la production ; il louait l'exemple d'une brigade de choc dans une usine de munitions catalane où quatre camarades – deux de la JSU (Juventudes socialistas unificadas) dominée par les communistes, un de Estat català et un de la CNT – « encourageaient » leurs camarades à travailler plus intensément. Un dirigeant UGT de Barcelone prétendit que les travailleurs de choc offraient un exemple contagieux de rendement élevé qui incitait les autres travailleurs à les imiter[24]. Il cita les exploits de nombreux « héros de la production », parmi lesquels un conducteur de camion qui prolongeait son temps de travail pour maintenir son véhicule en bon état et avait ainsi roulé sur plus de 95 000 km sans la moindre panne. Le syndicaliste UGT incitait les travailleurs à rester vigilants sur leur lieu de travail parce que des « saboteurs » et des « trotskystes » tentaient de miner l'enthousiasme des travailleurs en débitant des slogans comme « on ne devrait travailler que si le gouvernement nous nourrit ».

En pratique, cependant, il ne semble pas que les brigades de choc aient tiré leur origine d'une démonstration d'enthousiasme, mais plutôt d'une réponse venue d'en haut à l'indiscipline des travailleurs. Au cours d'une réunion de cellule du PSUC, des militants rapportèrent que le chef des usines aéronautiques Sabadell avait accepté d'établir des brigades de choc parce que, « même si la majorité des travailleurs appartenait au Parti [communiste]… les nouveaux membres manquaient de l'esprit de sacrifice qu'étant donné les circonstances, ils auraient dû avoir »[25]. Pour donner aux travailleurs de Sabadell le bon exemple, c'était une « absolue nécessité » de former une brigade composée de

21. *Horizontes,* juin–juillet 1937.
22. UGT Metallurgical Congress, septembre 1938, 901, AS ; *Hoy,* janvier 1938.
23. Federico Melchor, *El frente de la producción: Una industria grande y fuerte para ganar la guerra* (Valence ? 1937 ?), p. 21.
24. Informe al ple, 7 août 1938, 1322, AS.
25. PSUC, radi 8, 22 juillet 1937, 1122, AS.

plusieurs camarades « accoutumés à ce genre de travail ». Les syndicalistes décidèrent de nommer comme travailleurs de choc dans l'usine plusieurs militants UGT, qui travaillaient dans le métro et qui avaient été renvoyés. Après avoir rencontré leurs collègues de Sabadell, les travailleurs de choc repartirent dégoûtés par « le manque d'éducation politique et syndicale et l'absence d'esprit de sacrifice » des travailleurs de l'aéronautique. D'après ces militants, ce qui importait vraiment aux travailleurs de Sabadell, c'était « d'obtenir des boulots qui leur éviteraient de travailler. [Ils donnaient] l'impression d'une réunion de cellule fasciste, pas communiste. » D'un autre côté, les militants de la CNT « fournissaient un bon exemple à imiter ». Les travailleurs de choc du PSUC recommandèrent une purge de la cellule de Sabadell.

Les syndicats firent bien comprendre aux travailleurs qu'ils avaient à bâtir une nouvelle société basée sur le travail. La Révolution devait engendrer « une aube nouvelle » où « le travail était essentiel »[26]. Tandis que l'art et la science véritables avaient été détruits par le capitalisme, le travail « seul restait immaculé »[27]. Un syndicaliste de la CNT écrivit que « le travail était la source de la vie » ; la Confédération elle-même louait « le sublime chant du travail »[28]. Les militants anarchosyndicalistes en vinrent à accepter sans la critiquer une valeur qui avait accompagné dans d'autres pays européens la montée de la bourgeoisie et ils exaltèrent le syndicat comme base de la nouvelle économie pour sa capacité productive, supposée supérieure à celle de la propriété privée : « le syndicat est la forme par excellence qui permet l'extraction du maximum d'efficacité et de rendement de ses membres. » La revue du syndicat UGT des travailleurs du pétrole, *Petróleo*, expliquait : « nous voulons créer une nouvelle société où le travail et les travailleurs seront tout »[29]. La Confédération désirait ardemment « poser les fondations d'une société basée sur l'amour du travail » ; les syndicalistes composèrent des poèmes dédiés au travail comme « le soleil divin » qui « illumine les nations »[30]. La nouvelle société ne tournerait pas autour de la religion, du sexe, de l'art ou du jeu : les ouvriers en seraient le centre et il était certain qu'ils devraient travailler.

Même si la production était la première des priorités et si la contrainte servait à accroître le rendement, les syndicats et l'État four-

26. *Sidero-Metalurgia,* septembre 1937.
27. *Hoy,* décembre 1937.
28. *Boletín del Sindicato de la industria de la edificación, madera y decoración,* 10 septembre 1937 ; *Sidero-Metalurgia,* juillet 1937.
29. *Petróleo,* janvier 1938.
30. *Boletín de información,* 5 mai 1937 ; *Amanecer: Organo de la escuela de militantes de Cataluña, CNT-FAI,* octobre 1937.

nissaient des activités de loisirs pour attirer la base. Avant la Révolution, spectateurs et participants jouissaient d'un large choix de sports et de distractions[31]. La natation, le cyclisme, la boxe, la pelote basque, la corrida, le catch et le football avaient éveillé un grand intérêt au début et dans le milieu des années 30. La pratique du basketball et du baseball était le signe d'une américanisation naissante, et des clubs apolitiques encourageaient la randonnée et d'autres activités. La Ligue de football amateur coordonnait les activités de presque 200 clubs[32]. En fait, pendant la campagne électorale de 1936, la gauche accusa la Lliga de distribuer, de façon assez significative, des ballons de foot et des maillots de sport pour acheter des votes[33].

La Révolution maintint la plupart des activités de loisirs d'avant-guerre et politisa les sports catalans. La Fédération nationale des étudiants catalans déclara que les sports offraient un moyen de mobiliser la jeunesse pour défendre l'Espagne. La Ligue de football amateur était fière d'être « l'organisation sportive qui avait le plus de militants au front. » La section de boxe de la CNT affirma que quelques-uns de ses 30 clubs avaient 80 % de leurs membres dans l'armée[34]. De plus, les syndicats organisaient des festivals et fondaient des maisons de repos.

Certains groupes de militants CNT essayèrent de purifier les activités sportives et les loisirs plus traditionnels. Au XIXe siècle, les anarchistes s'étaient battus pour l'élimination des corridas. Pendant la Révolution, les militants libertaires continuèrent à faire la distinction entre activités de loisir éducatives et non éducatives, mais conservèrent souvent ces dernières pour éviter une montée du chômage. Certains syndicalistes CNT réclamèrent une taxe plus importante sur les divertissements non éducatifs – corridas, *frontones* (terrains de pelote basque), cynodromes, boxe et même football[35]. Un petit nombre de cynodromes et de *frontones* restèrent ouverts tout au long de la lutte.

La culture populaire licencieuse fut attaquée mais ne disparut pas complètement. Les militants communistes et anarchosyndicalistes critiquaient la paresse tenue pour responsable des rassemblements dans

31. Gobernación A, caja 2412, AGA ; voir aussi *El mundo deportivo* (1936–1938).
32. Lliga amateur de futbol, 13 novembre 1936, Generalitat 89, AS.
33. José A. González Casanova, *Elecciones en Barcelona (1931–1936)* (Madrid, 1969), p. 73.
34. Sindicato único de espectáculos públicos, décembre 1936, Generalitat 89, AS.
35. Reunión de junta, 23 octobre 1936, 1204, AS ; *Solidaridad Obrera,* 1er juin 1937.

les bars et les cafés[36]. Certains syndicalistes CNT voulurent éliminer l'immoralité en fermant les portes des établissements improductifs tels les bars et les clubs de dance ou de music-hall à partir de 22 heures ; plusieurs managers de music-hall réduisirent le nombre de comptoirs. Les autorités exécutèrent un certain nombre de dealers et de souteneurs et prétendirent avoir nettoyé les « quartiers du vice »[37]. En général, la gauche désapprouvait la pornographie. Un militant CNT ramenait la pornographie aux « influences maléfiques qui rendent les enfants pâlichons »[38]. D'après une publication militaire, la pornographie conduisait à la masturbation, qui provoquait la tuberculose ; le syndicat CNT des arts graphiques détruisit même « un roman pornographique »[39].

La campagne contre la prostitution, accompagnée d'affiches et de propagande, n'élimina pas le problème majeur des maladies vénériennes à Barcelone. Le port maritime attirait aussi beaucoup de soldats, qui pouvaient souvent dépenser des sommes non négligeables. En effet, les maladies vénériennes étaient la principale cause de réforme pour les miliciens, qui recevaient des mises en garde répétées contre ces maladies[40]. En juillet 1938, les médecins de l'armée reçurent l'ordre d'inspecter les bordels à distance des lignes de front et de passer en revue leurs hommes toutes les deux semaines. Si les soldats étaient infectés plus d'une fois, ils étaient passibles de prison militaire. À la troisième reprise, les récidivistes étaient accusés de blessures auto-infligées et passibles de peine de mort, une guérison pour le moins certaine.

Outre la prostitution traditionnelle, de nouveaux vices annonciateurs du consumérisme à venir virent le jour. L'utilisation de l'automobile était l'un des plus fréquents. D'innombrables membres de conseils et de comités conduisaient des véhicules sans autorisation adéquate. Même les révolutionnaires les plus dévoués étaient fascinés par les voitures. Nombre de collectivités prirent des mesures pour limiter l'utilisation des automobiles parce que leurs membres gaspillaient le précieux carburant. Les militants dépensaient beaucoup de temps et d'énergie dans des discussions à propos des voyages non autorisés, des accidents, assurances, réparations, confiscations et des énormes

36. 12 février 1937 ; PSUC, célula 9a, 7 janvier 1938, 1122, AS ; minutes de la CNT des metallurgistes, 11 mars 1937, 1179, AS.
37. F. Montseny citée dans H. E. Kaminski, *Los de Barcelona,* trad. Carmen Sanz Barberá (Barcelone, 1976), p. 66.
38. Floreal Ocaña, "La escuela moderna: Conferencia pronunciada el 30 de julio 1937," *Tiempos nuevos* (oct.–nov. 1938).
39. Michael Alpert, *El ejército republicano en la guerra civil* (Paris, 1977), p. 211 ; Junta, 23 février 1937, 1204, AS.
40. Alpert, *El ejército,* p. 210.

dépenses liées à ce qui allait devenir le pivot de la consommation du xxe siècle. Anticipant les Espagnols contemporains, les syndicalistes plaidaient pour une conduite sûre et un entretien correct des véhicules. Le téléphone, pas encore vulgarisé et banalisé, devint un symbole du pouvoir et de l'autorité. Les membres des comités recevaient en récompense une ligne de téléphone quand ils étaient élus et contraints de la rendre au terme de leur mandat[41]. Comme pour les automobiles, les abus se multiplièrent : nombre de syndicalistes demandaient l'usage du téléphone au moindre prétexte, et d'anciens membres de comité ne résiliaient pas leur ligne lorsqu'ils quittaient leur charge. L'ascenseur complétait la trilogie moderniste et devint, comme la voiture et le téléphone, incontournable pour les syndicats et leurs militants.

Les plans que formaient les anarchosyndicalistes pour une Barcelone moderne, rationalisée, au sein d'une nation économiquement indépendante, ne parvinrent pas à inspirer à la base le sens du sacrifice inconditionnel. En fait, les résistances directes et indirectes étaient une négation des valeurs de la Révolution espagnole, qui glorifiait le développement de forces productives modernes et la production elle-même. Le refus des ouvriers de participer de façon enthousiaste au contrôle ouvrier démontrait que leur conscience de classe différait de celle des nouveaux gestionnaires industriels. Pour les syndicalistes, la conscience de classe impliquait une participation active à la construction du socialisme ou du communisme libertaire ; de nombreux ouvriers exprimèrent leur conscience de classe en se soustrayant à l'espace, au temps et aux implications du travail salarié.

Malgré leur marxisme affiché, même les historiens de l'extrême-gauche – trotskystes, anarchistes orthodoxes, et autonomes – ont perçu les conflits au sein de la Révolution espagnole comme intrinsèquement politiques. Certains ont critiqué la direction de la CNT pour sa participation au gouvernement, sa bureaucratisation croissante et les compromis avec les autres partis et syndicats, en particulier avec les communistes. Dans la gauche extrême, on a souvent considéré Los Amigos de Durruti, un groupe très actif dans les combats de rue de Mai 1937, comme une alternative à la bureaucratisation et aux compromis de la CNT. Los Amigos proposait de renforcer les collectivités aux dépens des reliquats de propriété privée en Catalogne, et il voulait relancer la CNT de sorte que la Confederación puisse exercer une dictature révolutionnaire contre l'opposition des républicains et des communistes. Néanmoins, il est difficile de croire que même les

41. 11 décembre 1936, 182 ; 3 février 1937, 181, AS.

extrémistes de Los Amigos avaient une réponse à offrir aux problèmes fondamentaux de la Révolution espagnole. Comme le firent la CNT et l'UGT, ce groupe demandait plus de travail, de sacrifices, la fin des hausses de salaire, et même le « travail obligatoire » (*trabajo obligatorio*)[42]. Los Amigos de Durruti ne réussirent pas, bien sur, à prendre le pouvoir, mais ce type de programme anarchobolchévique n'aurait pas réduit les dissensions entre les militants et la base. Comme ses adversaires, Los Amigos n'avait à offrir que des solutions fondamentalement politiques à des problèmes qui avaient de profondes racines économiques et sociales.

La négation quotidienne des valeurs de la Révolution espagnole par la base, valeurs qui étaient aussi les valeurs des communistes, des anarchosyndicalistes et même de nombreux républicains progressistes, ne voulait pas dire que ces ouvriers étaient d'accord avec la droite militaire et cléricale. La résistance de la base à la modernisation et à la rationalisation des forces productives voulues par les militants ne peut être confondue avec le conservatisme politique ou la réaction. Leur opposition fut diffuse, indistincte, et à la fois individuelle et collective. Ils ne proposaient aucune alternative au contrôle des moyens de production par le parti, le syndicats ou des propriétaires privés ; pourtant, leur refus de participer avec enthousiasme au contrôle ouvrier ne doit pas être écarté au titre d'une fausse conscience ou d'une inconscience. Pas plus qu'il ne peut être attribué au caractère paysan ou pré-industriel de la classe ouvrière barcelonaise puisque plus des deux tiers des ouvriers étaient autochtones ou des vétérans de l'industrie. Comme nous le verrons à Paris, les refus directs et indirects se retrouvent dans des sociétés industrielles beaucoup plus avancées ; ces phénomènes montrent que la résistance à l'espace et au temps de travail ne se confine pas aux pays en voie de développement, mais apparaît à plusieurs étapes de l'industrialisation.

Les historiens de la Révolution espagnole se sont focalisés sur les dissensions politiques et idéologiques des communistes, des socialistes et des anarchosyndicalistes et ont de ce fait négligé le problème central du fossé entre les militants dévoués à une certaine vision de l'avenir et les ouvriers qui répugnaient à se sacrifier pour accomplir cet idéal. Les militants usèrent de la coercition pour contraindre les ouvriers à travailler plus, pour gagner la guerre et construire la nouvelle société. Le besoin de méthodes coercitives était seulement renforcé par la guerre, non créé par elle. La guerre n'était donc pas la cause de la coercition et de la répression de la base, mais, comme la vision d'avenir des mi-

42. *Los Amigos de Durruti,* 22 juin 1937.

litants, le résultat d'un long processus historique qui avait des racines avant-guerre.

Ironie du sort, après la défaite de la gauche, le gouvernement de Franco adopta de nombreux aspects de la vision d'avenir des militants. Après deux générations d'immobilisme, à la fin des années 1950, les moyens de production commencèrent à nouveau à être rationalisés et modernisés. L'Espagne renforça son agriculture, améliora ses infrastructures et développa son assise industrielle. De nouveaux besoins – comme l'automobile et le téléphone – furent remis au gout du jour, et les militants CNT n'auraient plus pu se lamenter que « le retard espagnol provenait, en grande partie, de la paresse congénitale qui faisait que [l'Espagnol] se satisfaisait d'un croûton de pain »[43]. Les voitures commencèrent à être produites en masse et les projets anarchosyndicalistes de villes remplies de vastes complexes immobiliers et traversées en tous sens par des voitures étaient partiellement réalisés. Étant donné la capacité de l'Espagne d'après-guerre de réaliser une bonne part du rêve des militants de la CNT et de l'UGT, il n'est pas surprenant que les mouvements ouvriers révolutionnaires à grande échelle, anarchosyndicalistes ou autres, aient quasiment disparu de l'Espagne aujourd'hui.

Le déclin des mouvements révolutionnaires peut être rapporté à la rapide croissance économique de la fin des années 1950 au début des années 1970. Dans notre perspective, il est important de noter que l'accroissement de prospérité soudain ne provient pas d'une révolution industrielle entreprise par la bourgeoisie espagnole, mais plutôt de la proximité de l'Espagne avec les marchés de capital et de travail en pleine expansion, dans l'Europe d'après la Seconde Guerre mondiale. Une industrie touristique de masse se développa pour satisfaire les européens du Nord attirés par les plages ensoleillées et la peseta bon marché. Les travailleurs espagnols voyagèrent en sens inverse et renvoyèrent une bonne part de leurs salaires dans la Péninsule ibérique. Le régime de Franco maintenait de bas salaires, limitait les grèves et préservait un ordre répressif, qui favorisa un climat propice aux investissements des multinationales. En sus du vieux modèle du *pronunciamiento*, l'Espagne a maintenant à offrir un nouveau modèle de société de consommation démocratique à certains pays du monde hispanique et du Tiers-Monde.

43. Alaiz, "Hacia el estajanovismo."

VII.
LA FORCE DE LA BOURGEOISIE PARISIENNE

La gauche, tout comme la droite, en France, ont souvent décrit le Front populaire comme une *révolution manquée,* une occasion manquée par la classe ouvrière de prendre le contrôle des moyens de production comme l'avaient fait leurs homologues en Espagne. Quand les travailleurs français occupèrent les usines et organisèrent des grèves sur le tas pendant les mois de mai et juin 1936, des commentateurs de toutes les tendances politiques crurent que les travailleurs prenaient la route de la révolution. Pourtant, malgré le million de travailleurs occupant les usines à travers toute la France, fait sans précédent, l'élite capitaliste française, à la différence de l'espagnole, garda la propriété des moyens de production. Au lieu de faire la révolution sous les gouvernements du Front populaire, les travailleurs demandèrent – et obtinrent – les congés payés et la semaine de 40 heures. Au beau milieu de la plus grande dépression économique que le capitalisme ait jamais connue, la France donnait naissance au week-end. Face au chômage massif et à la montée menaçante de la guerre, les travailleurs français se battirent pour la semaine de 40 heures sans le samedi et le dimanche. Ainsi, le Front populaire n'était pas seulement une alliance de syndicats et de partis politiques de gauche pour prévenir la montée du fascisme en France, mais aussi le berceau du tourisme de masse et des loisirs. L'exigence d'une révolution sociale dans laquelle les travailleurs prendraient possession des moyens de production et les développeraient était supplantée par de nombreuses luttes contre le travail. La seconde partie de cet ouvrage examine les révoltes contre le travail à Paris et dans sa banlieue ; il détaille les réactions des partis communiste et socialiste et du syndicat majoritaire, la Confédération générale du travail (CGT), qui étaient, avec le Parti radical, les principaux composants du Front populaire, face aux aspirations des travailleurs.

Il est bon de rappeler les différences d'évolutions économiques, politiques et religieuses de la France et de l'Espagne pour comprendre le déclin de la révolution et des idéologies révolutionnaires en France. À la différence de l'Espagne, l'industrialisation de la France fut constante et régulière depuis la seconde moitié du XIXe siècle et tout au long du XXe ; le développement de ses forces productives, tout comme dans les autres pays occidentaux, avait nettement réduit les possibilités révolutionnaires des organisations ouvrières. Les Français s'étaient créé un marché national prospère et s'étaient forgé petit à petit une identité nationale. Dans le premier tiers du XXe siècle, les mouvements régionalistes ne représentaient pas une menace à l'indivisibilité de la nation française. Et de plus, à la différence flagrante de l'Espagne, il n'y avait pas eu de tentatives de coup d'État dans les années 20 et les conspirations des années 30 avaient échoué misérablement. Les Français, enfin, avaient procédé à la séparation de l'Église et de l'État, et de l'armée d'avec gouvernement civil. Après l'Affaire Dreyfus, l'anticléricalisme n'était plus cette brûlante question d'actualité qu'il continuait à être en Espagne et semblait, après la Première Guerre mondiale, n'être plus qu'une idéologie obsolète, ne présentant plus d'intérêt. Bien que l'anticléricalisme n'ait pas disparu dans l'entre-deux-guerres, il déclina et dépérit progressivement[1].

En outre, en France et particulièrement à Paris, des carrières étaient promises aux gens talentueux, indépendamment de leur confession religieuse. La bourgeoisie française, de moins en moins catholique, ouvrait ses rangs à un nombre considérable de protestants et de juifs, dont certains jouèrent un rôle essentiel dans les industries les plus modernes – électricité, automobile, aviation – qui restaient en Espagne très arriérées, voire inexistantes. Les valeurs aristocratiques, bien assumées, de vénalité, d'oisiveté et le prestige du rang perdirent de leur éclat en faveur de celui de la réussite : « La partie la plus moderne et la plus active de la bourgeoisie défendait les vertus du travail et du talent. »[2] Si, au XIXe siècle, les rentiers étaient une part minoritaire mais importante de la haute société française, les véritables oisifs – ceux qui n'exerçaient jamais de profession – étaient beaucoup moins nombreux. Comme le dirigeant socialiste Jean Jaurès le disait : « La bourgeoisie est une classe qui travaille. » Les crises économiques périodiques forcèrent

1. René Rémond, *Histoire de l'anticléricalisme en France de 1815 à nos jours* (Paris, 1976), pp. 225–30 ; Michel Winock, *Histoire politique de la revue « Esprit », 1930–1950* (Paris, 1975), p. 37.
2. Adéline Daumard, « Caractères de la société bourgeoise », dans *Histoire économique et sociale de la France,* sous la direction de Fernand Braudel et Ernest Labrousse (Paris, 1976), 3:839.

cette classe à se renier elle-même et ce faisant, elle s'agrandit et élargit sa base. La bourgeoisie parisienne était particulièrement ouverte et mettait en avant une philosophie de l'effort et de l'action[3].

À partir de ces contextes nationaux différents émergèrent des trajectoires divergentes. En 1936, à Barcelone, les militants anarchosyndicalistes prirent le contrôle des forces productives sous-développées qu'une trop faible bourgeoisie avait abandonnées, pendant que les militants d'extrême-gauche à Paris – anarchosyndicalistes, trotskystes et dissidents communistes – qui réclamaient la constitution de soviets, de conseils ouvriers ou d'une forme quelconque de contrôle ouvrier, étaient largement ignorés. Ils ne suscitaient que peu d'intérêt dans les masses laborieuses et, à la différence notable de Barcelone, pour les militants des plus importantes organisations ouvrières – chez les communistes, les socialistes et dans l'écrasante majorité de la CGT. À la différence des organisations espagnoles, en 1936, les syndicats français les plus importants avaient renoncé à leurs anciennes doctrines de contrôle ouvrier révolutionnaire. À Paris, l'immense majorité des travailleurs et même la plupart des militants syndicalistes des industries que nous évoquons ici ne voulaient pas prendre et développer les moyens de production. En fait, nombre de travailleurs désiraient souvent échapper au travail et n'avaient guère envie de travailler pour leurs employeurs, l'État, les partis ou les syndicats. Tout comme en Espagne, la nature des forces productives encourageait les luttes contre le travail. Le bruit et les immenses espaces des usines, la saleté des lieux de travail, la laideur des banlieues industrielles et la monotonie angoissante des trajets quotidiens, le danger omniprésent des accidents et l'absence de sens de beaucoup de tâches, tout ceci encourageait les travailleurs à fuir les moyens de production. La rationalisation progressive, la déqualification toujours plus grande du travail et par conséquent la nécessité d'une discipline quasi martiale dans les usines aggravèrent les ressentiments qui s'exprimaient au travers de révoltes directes et indirectes contre le travail. À l'heure de la fermeture, les travailleurs, même épuisés, se ruaient furieusement vers la sortie. Ainsi, pendant le Front populaire à Paris, les travailleurs et les militants menaient une guérilla quotidienne contre le travail et la discipline qui en découlait. Cette guérilla devint la forme la plus importante de la lutte de classe pendant le Front populaire et mit à mal les espoirs de la gauche d'une croissance

3. Maurice Lévy-Leboyer, « Le Patronat français a-t-il été malthusien ? » *Le Mouvement social,* n° 88 (juillet–septembre 1974) : 28 ; Ingo Kolboom, « Patron et patronat : Histoire sociale du concept de patronat en France au XIXe et XXe siècles », *Mots,* n° 9 (octobre 1984) : 98.

économique soutenue par une augmentation de la production et de la consommation. Les luttes des travailleurs contre la discipline au travail et pour le week-end mettent en question certaines généralisations des historiens pour qui les travailleurs français auraient accepté le système industriel et se seraient adaptés à l'usine.

Paris est sans conteste le sujet à analyser à cause de son énorme importance politique et économique pour la France, plus encore que Barcelone pour l'Espagne. Et le choix des branches d'industrie n'est pas totalement arbitraire. Deux d'entre elles – l'automobile et l'aéronautique – formaient les secteurs avancés qui menaient le mouvement ouvrier pendant le Front populaire ; les vagues d'occupation du printemps 1936 commencèrent précisément dans ces secteurs. De par son caractère plus traditionnel, la troisième branche, le bâtiment, contrastait nettement avec la modernité industrielle des autres secteurs. La construction reflétait les entreprises de petite envergure, voire familiales, qui dominaient encore de nombreuses branches de l'économie, malgré le succès de la seconde révolution industrielle en France. Pendant l'Exposition Universelle de 1937, ce secteur fut partie prenante du projet monumental, employant des dizaines de milliers de travailleurs et qui devait être la vitrine du Front populaire. Les travailleurs des industries dont nous parlons ici exprimaient nombre de désirs des salariés parisiens des autres secteurs (qui, lorsque cela semblait pertinent, ont aussi été cités). Pour replacer les actions et les désirs des travailleurs dans un contexte adéquat, il est nécessaire d'analyser le développement social et économique de la France et en particulier celui de Paris.

Après la Seconde Guerre mondiale, beaucoup d'historiens soulignèrent le retard industriel de la France en regard de l'Allemagne, de l'Angleterre et des États-Unis. Plus récemment, le point de vue historiographique a changé et les historiens ont insisté sur le développement en France de puissantes industries telles que l'automobile, l'aéronautique et la chimie. Si le patronat français est souvent resté patriarcal et autoritaire, il n'était pas toujours malthusien. La croissance des biens d'équipement en France, pendant le premier tiers du XXe siècle, était comparable à celle de l'Allemagne et des États-Unis et plus rapide que celle de la Grande-Bretagne[4]. Même avant la Première Guerre mondiale, la France était « indéniablement un membre de la zone du capitalisme industriel avancé »[5]. « En termes réels, les Français,

4. J.-J. Carré, P. Dubois et E. Malinvaud, *Le Développement économique français,* trad. John P. Hatfield (Stanford, 1976), p. 150.
5. Tom Kemp, *Economic Forces in French History* (Londres, 1971), p. 223.

en 1913, profitaient d'un niveau de vie supérieur à celui de leurs voisins allemands et avaient fait de substantiels progrès par rapport à la Grande-Bretagne. » Le taux de croissance par habitant en France entre 1870 et 1964 a augmenté plus vite qu'en Grande-Bretagne et juste un peu moins qu'en Allemagne[6].

L'économiste Alfred Sauvy, qui a mis l'accent sur le « malthusianisme » des employeurs français, a pourtant déclaré que la France, dans l'entre-deux-guerres, a importé des matières premières et a exporté des produits manufacturés, « comme les autres pays industriels. »[7] De 1911 à 1936, l'industrie française a commencé à dominer dans un pays jusqu'alors agricole, et en 1931 la majorité de la population n'était plus rurale[8]. Bien que le nombre d'agriculteurs ait décliné d'un million entre 1911 et 1936, la production agricole augmenta. Les progrès de l'industrie surpassèrent même ceux de l'agriculture, et entre 1898 et 1913 la production industrielle augmenta de 3,4 % par an, un chiffre tout à fait honorable[9]. La Première Guerre mondiale entraina une croissance industrielle encore plus grande et les industries de la seconde révolution industrielle – automobile, aéronautique et chimie – se développèrent rapidement. Avec l'appui d'un État interventionniste, l'industrie française passa avec succès l'épreuve de la Première Guerre mondiale et compensa la perte des industries lourdes du Nord et du Nord-Est, régions occupées par les Allemands. En un temps remarquablement court, les ministères de l'Armement successifs organisèrent la production d'armes et d'avions, et après quelques années de guerre, un ministère du Commerce dynamique régulait les échanges[10].

Dans les années 20, les secteurs industriels modernes ne subirent pas la crise d'après-guerre et le taux de croissance de l'industrie fran-

---

Voir Patrick O'Brien et Caglar Keyder, *Economic Growth in Britain and France, 1780–1914: Two Paths to the Twentieth Century* (Londres, 1978), p. 21: « Notre idée principale est qu'un prétendu retard ne peut être déduit des principales caractéristiques de l'industrialisation française. »

6. Rondo Cameron, « L'économie française : Passé, présent, avenir », *Annales Economies, Sociétés, Civilisations,* n° 5 (sept. – oct. 1970): 1418–33.
7. Alfred Sauvy, *Histoire économique de la France entre les deux guerres* (Paris, 1972), 1:304.
8. Jacques Néré, *La Troisième République, 1914–1940* (Paris, 1967), p. 84 ; André Armengaud, « La population », dans *Histoire économique de la France entre les deux guerres*, éd. Alfred Sauvy (Paris, 1972), 3:31.
9. Sauvy, éd., *Histoire économique*, 1:265.
10. Richard F. Kuisel, *Capitalism and the State in Modern France* (New York, 1981), pp. 31–51 ; Gerd Hardach, « La mobilisation industrielle en 1914–1918 : Production, planification et idéologie », dans *1914–1918: L'autre front*, éd. P. Fridenson (Paris, 1977), p. 88.

çaise était le plus haut d'Europe[11]. La production industrielle fit plus que doubler de 1921 à 1929, bien que la population n'ait augmenté que de 14 % pour la même période. Ainsi, l'expansion industrielle s'opéra pour les industries qui utilisaient les machines de façon intensive, et atteignit, entre 1906 et 1929, des niveaux qui ne furent égalés que dans les années 50 et 60[12]. Dans les années 20, l'Espagne fit aussi l'expérience d'une croissance industrielle importante, mais son expansion était basée sur l'utilisation massive de travail bon marché et non sur l'introduction de nouvelles machines[13]. Entre 1920 et 1930, la productivité industrielle espagnole augmenta au mieux de 20 %, alors que la productivité industrielle française augmentait de presque 100 %. Même pendant la dépression des années 30, la productivité horaire continua de croitre de 2,1 % par an, un taux similaire à la progression enregistrée entre 1896 et 1929[14]. C.J. Gignoux, dirigeant de l'association française des fabricants, la CGPF (Confédération générale de la production française), pendant le Front populaire et partisan de la révolution nationale vichyssoise pendant la Seconde Guerre mondiale, déclara néanmoins que la France avait fait des progrès significatifs dans son industrie de 1919 à 1939[15]. Il notait que la Troisième République, après la Première Guerre mondiale, avait fourni des infrastructures modernes à l'économie française en construisant des routes, des aéroports, des centrales énergétiques et des ports ; elle avait construit ou amélioré des écoles, des hôpitaux et les communications téléphoniques et postales.

Une tendance à la concentration ou à l'élimination des petites entreprises, relativement peu performantes, caractérisait le développement industriel dans le premier tiers du XXe siècle[16]. De 1906 à 1931,

11. François Caron et Jean Bouvier, « Guerre, crise, guerre », dans *Histoire économique et sociale de la France*, éd. Fernand Braudel et Ernest Labrousse (Paris, 1976), 4:648.
12. François Caron, *Histoire économique de la France, XIXe–XXe* siècles (Paris, 1981), p. 158.
13. Albert Carreras, "La industria: Atraso y modernización," dans *La economía española en el siglo XX,* éd. Jordi Nadal, Albert Carreras et Carles Sudrià (Barcelone, 1987), p. 293.
14. Jean-Charles Asselain, *Histoire économique de la France* (Paris, 1984), 2:78.
15. C. J. Gignoux, *L'Économie française entre les deux guerres*, 1919–1939 (Paris, 1942), p. 104.
16. Charles P. Kindleberger, *Economic Growth in France and Britain, 1851–1950* (Cambridge, Mass., 1964), p. 122 ; Sauvy, éd., *Histoire économique,* 1:232 ; François Caron et Jean Bouvier, « Structure des firmes–emprise de l'État », dans *Histoire économique et sociale de la France,* éd. Fernand Braudel et Ernest Labrousse (Paris, 1976), 4:771 ; Gérard Noiriel, *Les Ouvriers dans la*

le nombre d'entreprises employant de un à cinq travailleurs diminua d'approximativement 35 %, alors que le nombre d'établissements de plus de 500 travailleurs avait pratiquement doublé. Quand bien même la majorité des entreprises françaises restait de petite taille, le poids économique des très grandes entreprises de plus d'un millier d'employés augmenta considérablement. La majorité des travailleurs était employés dans des entreprises de plus d'une centaine de travailleurs. Les entreprises métallurgiques modernes commencèrent à employer plus de travailleurs que les industries du textile, plus anciennes, qui avaient été la base de la révolution industrielle du XIXe siècle. Dans la métallurgie, les entreprises de plus de 500 travailleurs ne représentaient que 1,2 % des entreprises, mais elles employaient 37,8 % de la main-d'œuvre. Les industries technologiquement les plus avancées – le fer, l'acier, la chimie et les véhicules à moteur – connaissaient la plus grande concentration. En 1936, l'industrie française avait atteint un certain équilibre entre les grandes et les petites entreprises, une sorte de double économie interdépendante dans laquelle les petites et les moyennes entreprises coexistaient avec les grandes entreprises, et où des régions plutôt arriérées s'opposaient à d'autres beaucoup plus avancées.

De nouveau, à la différence de l'Espagne, l'industrie automobile joua un rôle fondamental en France dans la première moitié du XXe siècle. Les Français avaient été des pionniers dans la construction automobile avant la Première Guerre mondiale et avaient adopté les techniques de production de masse pendant le conflit. À la fin de la guerre, la France restait deuxième, venant seulement après les États-Unis, dans la production automobile[17]. Entre 1906 et 1931, le nombre de travailleurs dans le secteur de l'automobile fut multiplié par cinq. De 1923 à 1938, la production française de véhicules motorisés augmenta de 180 % contre 20 % pour les États-Unis. Tout au long des années 20, la France resta le plus gros fabricant de voitures en Europe, surpassée pour les exportations uniquement par les États-Unis, en 1931. Une

société française (Paris, 1986), p. 123 ; Pierre George, « Étude statistique des dimensions des établissements industrielles », dans *Matériaux pour une géographie volontaire de l'industrie française*, Gabriel Dessus, Pierre George et Jacques Weulersse (Paris, 1949), p. 123 ; Kemp, *Economic Forces,* p. 54 ; Lévy-Leboyer, « Le patronat », pp. 46–48 ; Asselain, *Histoire économique,* 2:73 ; Ingo Kolboom, *Frankreichs Unternehmer in der Periode der Volksfront, 1936–1938* (Rheinfelden, 1983).

17. M. Schwartz, « L'industrie automobile », Conseil national économique, AN, F12 8798 ; Patrick Fridenson, *Histoire des usines Renault* (Paris, 1972), pp. 10–11 ; Noiriel, *Ouvriers,* p. 123.

concentration continue caractérisait cette industrie : en 1924 il y avait 155 entreprises, en 1932, 60, et en 1939 il ne restait plus que 31 fabricants d'automobiles. En 1934, la majorité des 88 000 travailleurs directement impliqués dans la fabrication de véhicules à moteur travaillait dans des entreprises de plus de 2 000 personnes. Les trois plus grandes compagnies – Renault, Peugeot et Citroën – produisaient 56 % des véhicules en 1925 et 70 % en 1932.

En 1936, l'industrie automobile, y compris ses activités dérivées telles que les réparations, la vente et les services, était en mesure d'employer jusqu'à 800 000 travailleurs, ce qui en faisait peut-être le secteur-clé de l'économie industrielle française. Pendant le Front populaire, la France était deuxième, de nouveau derrière les États-Unis, pour le nombre de véhicules en circulation et pour le rapport du nombre d'automobiles par habitant. En 1935, plus de deux millions de véhicules circulaient sur un système routier plutôt correct. Dans les années 30, le chemin de fer, la grande réalisation en termes de transports du XIXe siècle, fut dépassé par les automobiles qui disposaient de 650 000 km de routes au regard des 67 000 km de voies ferrées, et employaient directement ou indirectement 600 000 travailleurs contre 550 000 employés des chemins de fer[18].

À sa naissance, l'industrie aéronautique française avait une relation symbiotique avec l'industrie de l'automobile. La plupart des pionniers de l'aviation française avaient commencé leur carrière industrielle et technique dans des activités liées à l'automobile ; nombre de pilotes avaient été conducteurs de motos ou de voitures de course[19]. La Première Guerre mondiale avait particulièrement favorisé les investissements dans ce secteur et la production bondit de 50 avions par mois en 1914 à 629 en 1918. La production d'après-guerre chuta considérablement, mais l'État français, à la différence de l'Espagne, promouvait activement une industrie aéronautique nationale indépendante. Le gouvernement aidait les compagnies d'aviation privées et construisait les installations aéronautiques nécessaires[20]. En 1926, la France transportait 1 067 tonnes de marchandises par les airs contre 1 050 tonnes pour l'Allemagne et 679 tonnes pour l'Angleterre.

L'industrie chimique talonnait la croissance de l'automobile et de l'aviation. Les dérivés du caoutchouc et du pétrole étaient nécessaires

18. M. R. Musnier, « Le problème des transports », Conseil national économique, AN, F12 8798.
19. Edmond Petit, *La Vie quotidienne dans l'aviation en France au début du XXe siècle* (1900–1935) (Paris, 1977), p. 58.
20. M. Dautry, « Rapport sur l'aéronautique marchande française », Conseil national économique, AN, F12 8798.

à la construction et à l'alimentation des véhicules, ce qui s'ajoutait à l'utilisation plus traditionnelle des produits chimiques dans l'agriculture et le textile. Avant la Première Guerre mondiale, l'industrie chimique française était prospère, mais faible en comparaison avec l'Allemagne, car elle ne produisait pas de produits chimiques tels que les agents colorants, le brome et le chlore[21]. Pendant la guerre, l'industrie française apprit à remplacer les produits chimiques précédemment importés d'Allemagne. Après la guerre, l'État, avec la collaboration des patrons de l'industrie chimique et parfois de syndicats, créa des comités – comme la Commission de défense nationale pour les industries chimiques et le Conseil national économique – pour assurer l'autosuffisance française en produits chimiques ou autres. En 1929, la balance commerciale française pour les produits chimiques était positive et en 1932, la France avait atteint la deuxième place dans la production d'engrais phosphatés[22]. Bien que l'industrie chimique française restât encore derrière ses concurrents américains et allemands, dans la décennie qui suivit la Première Guerre mondiale, « la France s'équipa d'une industrie chimique capable de tenir tête à presque toutes celles de l'Europe. »[23]

De même que pour les secteurs industriels comme la chimie, l'automobile et l'aéronautique, les élites capitalistes françaises créèrent une puissante industrie électrique. À la veille de la Première Guerre mondiale, la ville de Paris avait déjà unifié la production et la distribution de l'électricité[24]. En 1907, il y avait environ 40 usines dans la région parisienne, mais en 1914, leur nombre n'était plus que de 19. Entre 1906 et 1931, le nombre de travailleurs dans la construction électrique fut multiplié par 7,5. Dans les années 20, « la technologie française de construction électrique… s'affranchit des techniques étrangères »[25]. En 1925, le Conseil supérieur de défense national conclut que l'industrie de construction électrique était capable de répondre aux besoins potentiels occasionnés par une guerre dans laquelle la France serait engagée. En 1930 la France produisait plus d'électricité que le Japon ou l'Angleterre et en 1933 elle aurait été quatrième mondiale dans la

21. A. Matagrin, *L'industrie des produits chimiques et ses travailleurs* (Paris, 1925), p. 67.
22. M. Fleurent, « Les industries chimiques », Conseil national économique, AN, F^{12}8796.
23. Claude Fohlen, « France 1920–1970 », dans *Fontana Economic History of Europe,* éd. Carlo Cipolla (Glasgow, 1976), 1:85.
24. Ernest Mercier Collection, Hoover Archives ; Charles Malégarie, *L'électricité à Paris* (Paris, 1947), p. 67 ; Noiriel, *Ouvriers,* p. 123.
25. Caron et Bouvier, « Guerre, crise, guerre », 4:650.

production d'électricité[26]. Dans l'entre-deux-guerres la concentration se poursuivit. En 1936, 80 % de l'électricité de la région parisienne était générée par six centrales, et une part importante des chemins de fer et des transports publics de la région parisienne avait été électrifiée. L'industrie française contrastait fortement avec le caractère arriéré et déconcentré des entreprises électriques de Barcelone.

Le dynamisme des industriels français transforma non seulement l'usine et la production mais dans certaines industries, il changea aussi la qualité du travail lui-même. Les industries modernes de la région parisienne, particulièrement l'automobile, étaient des pionniers dans la rationalisation du travail. Alors qu'en Espagne les militants syndicalistes furent parfois responsables de l'introduction de techniques scientifiques de rationalisation, en France, l'élite capitaliste se montra souvent tout à fait compétente en termes de réorganisation industrielle. Elle considérait le taylorisme et les autres formes d'organisation scientifique du travail comme issus de la tradition du productivisme et de l'étatisme de Saint-Simon[27]. Les élites technologiques et industrielles françaises firent souvent bon accueil aux méthodes de rationalisation les plus récentes, pensant qu'elles apporteraient prospérité et puissance à la nation. Les experts pensaient que la consommation croissante de biens produits à l'aide de ces nouvelles techniques apaiserait le conflit entre les classes et créerait un climat matériel et spirituel propice à la collaboration de classes. Comme en Amérique, le capital et le prolétariat seraient réconciliés sur le terrain neutre de la science et de la technologie. À l'opposé de la situation espagnole, toute une collection d'articles de Taylor parut en France en 1907. Son ouvrage le plus fameux, *Principes de la gestion scientifique*, fut immédiatement traduit et rendu disponible aux lecteurs français en 1912, moins d'un an après sa publication américaine. Les défenseurs français du taylorisme voulaient faire connaître aux industriels français les travaux de l'ingénieur américain afin d'éviter les « mauvaises interprétations »[28].

26. « La question des industries », Conseil supérieur de défense nationale, 19 septembre 1925, AN, F^{22}316 ; Marcel Ulrich, rapport, Conseil national économique, AN, F^{12}8796 ; *L'Europe nouvelle,* 15 février 1936.
27. Judith A. Merkle, *Management and Ideology: The Legacy of the International Scientific Management Movement* (Berkeley, 1980), chap. 5.
28. Henry Le Chatelier, préface à F. W. Taylor, *La Direction des ateliers* (Paris, 1913) ; F. W. Taylor, *Études sur l'organisation du travail dans les usines* (Angers, 1907) ; F. W. Taylor, *Principes d'organisation scientifique des usines* (Paris, 1912). [N.d.T. – Deuxième édition française : *La Direction scientifique des entreprises*, Paris, Dunod, 1957]

Le taylorisme fut adopté dans l'industrie automobile française avant la Première Guerre mondiale et son introduction provoqua des grèves contre les accélérations de cadence et la baisse du tarif pour le travail à la pièce. Une minorité de travailleurs, pour la plupart qualifiés, résista à la déqualification de leur travail engendrée par les nouvelles méthodes d'organisation.

La Première Guerre mondiale et ses exigences en termes de production accélérèrent la mise en place du taylorisme et des autres formes d'organisation scientifique du travail. Pendant le conflit, M. Hourst, un dirigeant de Michelin, défendit le taylorisme contre les attaques qu'il subissait en avançant qu'il permettait aux salariés de perfectionner leur savoir-faire en quelques jours ou quelques semaines, au lieu des années jusqu'alors nécessaires[29]. Cela permettait, en outre, de remplacer le personnel qualifié par de des travailleurs non qualifiés ou de nouvelles recrues, dont des femmes. Le cadre de Michelin mettait en avant la semaine de travail plus courte et les salaires plus élevés qui résulteraient de l'application correcte des procédures de l'ingénieur de Philadelphie. Pour obtenir ces avantages, les travailleurs devaient bien sûr renoncer à la flânerie.

La tendance à la déqualification du travail et à la production de masse continua après la guerre. De nombreuses firmes, qui avaient produit des armements pendant le conflit, se reconvertirent dans la production de masse des automobiles[30]. Tout au long des années 20, les chaînes de montage se multiplièrent à travers l'industrie des véhicules à moteurs où « le travailleur qualifié avec ses habitudes, son propre rythme de travail et sa conception particulière du travail bien fait » fut remplacé par « le travailleur non qualifié, l'OS »[31]. Chez Renault, dans l'entre-deux-guerres, « l'intelligence était incorporée à la machine ». Les travailleurs se trouvaient devant un mécanisme qui visait à « les remplacer dans leur propre travail ; leur initiative était ainsi de plus en plus limitée par les ingénieurs »[32]. En 1925, chez Renault, environ 46 % des travailleurs étaient qualifiés (ouvriers professionnels)

29. [Commandant] Hourst, *Le Problème de la main d'œuvre: La taylorisation et son application aux conditions industrielles de l'après-guerre* (Paris, 1916), pp. 46–47.
30. Maurice Daumas, « Les techniques industrielles », dans *Histoire économique de la France entre les deux guerres,* éd. Alfred Sauvy (Paris, 1972), 3:158–59.
31. Michel Collinet, *L'Ouvrier français : essai sur la condition ouvrière* (1900–1950) (Paris, 1951), p. 69.
32. Alain Touraine, *L'Évolution du travail ouvrier aux usines Renault* (Paris, 1955), pp. 28, 84.

contre 54 % peu ou pas qualifiés (manœuvres et OS). En 1939, les pourcentages étaient 32 % de qualifiés et 68 % de relativement peu qualifiés. À la veille de la Seconde Guerre mondiale, dans les grandes usines automobiles autour de Paris, 60 % des travailleurs pouvaient apprendre leur métier en trois jours[33].

Le développement de la chaîne de montage permit l'essor d'un nouvel agencement des usines. « Le travail à la chaîne entraine la construction de bâtiments qui n'ont que des murs extérieurs. L'intérieur est divisé en un nombre très réduit de parties en comparaison avec la compartimentation de l'espace dans les ateliers spécialisés et qualifiés. La nouvelle organisation de l'espace permet une vision plus large de l'ensemble de la production. »[34] Selon toute probabilité, ce nouvel espace aida les dirigeants à surveiller et à contrôler les travailleurs.

En plus d'une organisation différente de l'espace et du travail, une nouvelle façon de mesurer le temps fut conçue dans les usines modernes de l'automobile. Le travail à la pièce ou plutôt les primes à la production, une part intrinsèque de l'organisation scientifique du travail, devint la forme institutionnelle de paie pour la plupart des travailleurs de l'automobile de l'entre-deux-guerres. Les travailleurs étaient forcés d'avoir présent à l'esprit l'horloge, du moment où ils pointaient jusqu'à ce que la sirène sonne la fin de la journée de travail. Simone Weil, une intellectuelle qui avait travaillé dans nombre des grandes entreprises métallurgiques autour de Paris, décrivait la vie à l'usine dans les années 30 :

> C'est inhumain : travail parcellaire – à la tâche – organisation purement bureaucratique des rapports entre les divers éléments de l'entreprise, les différentes opérations du travail. L'attention, privée d'objets dignes d'elle, est par contre contrainte à se concentrer seconde par seconde sur un problème mesquin, toujours le même, avec des variantes : faire 50 pièces en 5 minutes au lieu de 6, ou quoi que ce soit de cet ordre.
>
> Il y a deux facteurs, dans cet esclavage : la vitesse et les ordres. La vitesse : pour « y arriver » il faut répéter mouvement après mouvement à une cadence qui, étant plus rapide que la pensée, interdit de laisser cours non seulement à la réflexion, mais même à la rêverie. Il faut, en se mettant devant sa machine, tuer son âme pour 8 heures par jour, sa pensée, ses sentiments, tout[35].

Les travailleurs non qualifiés ou semi-qualifiés étaient subordonnés aux opérations et au rythme de leur machine. Au mieux, les travailleurs

33. Georges Lefranc, *Histoire du travail et des travailleurs* (Paris, 1975), p. 335.
34. Touraine, *Évolution du travail*, p. 42.
35. Simone Weil, *La Condition ouvrière* (Paris, 1951), pp. 20, 28.

pouvaient contrôler la vitesse de leur travail, mais certaines méthodes de travail à la pièce réduisaient même ce degré limité d'autonomie. Travailler trop vite pouvait tôt ou tard entraîner une paye moins bonne à la pièce ; un rythme lent signifiait une paye minuscule. Les décisions importantes étaient prises par les dirigeants et les techniciens, et la hiérarchie faisait partie intégrante de la vie du travailleur de la métallurgie. Dans l'espace immense et bruyant de l'usine, une discipline de fer était nécessaire pour forcer le travailleur semi-qualifié à exécuter son travail répétitif et ennuyeux. Contremaîtres et contrôleurs, munis d'une autorité virtuellement sans limites sur leurs sujets, étaient recrutés pour s'assurer que les travailleurs produisaient comme on le leur demandait et ce qu'on leur demandait. Parfois, un contremaître jouait le sultan dans son harem et certaines de ses subalternes étaient alors victimes de harcèlement sexuel[36]. Chaque aspect de la vie salariale faisait l'objet d'un contrôle rigoureux : chez Renault, la direction, et non pas les syndicats, délivrait des cartes d'identité spéciales aux travailleurs.

Avec d'autres entreprises françaises de premier plan, Renault participa à la campagne contre le gaspillage promue par le service de l'organisation scientifique du travail de l'Union des industries métallurgiques et minières en novembre et décembre 1932[37]. La guerre contre le gaspillage était considérée par la gauche comme par la droite comme partie intégrante d'une gestion scientifique. Le but de la campagne était de favoriser « un esprit d'économie » et de restriction chez le patronat et les travailleurs français afin de réduire aussi souvent que possible le gaspillage. Renault était déterminé à lever le voile sur « le rôle dévastateur et parfois mortel du gaspillage » au travers de conférences et d'exposés. L'exposition sur le gaspillage du temps laissait voir une horloge où les traditionnelles divisions en heures et minutes étaient remplacées par des calculs prouvant que chaque heure perdue coutait 175 000 francs à l'entreprise. L'exposé sur le gaspillage de fournitures de bureau proposait pour illustrer son propos cette image : si toutes les feuilles de papier consommées chaque année par les entreprises étaient mises bout à bout, elles atteindraient la longueur d'une moitié d'équateur. Les agrafes utilisées auraient relié Paris à Montargis, une centaine de kilomètres plus loin. D'autres stands présentaient des outils et du matériel cassé par négligence ou manque d'entretien et montraient des pièces et du matériel trouvés dans les poubelles ou dans les toilettes. La

36. Annie Fourcaut, *Femmes à l'usine en France dans l'entre-deux-guerres* (Paris, 1982), p. 99.
37. Campagne contre le gaspillage, mars 1932, AN, 91AQ3 ; Jules Moch, *Socialisme et rationalisation* (Bruxelles, 1927), pp. 38– 49.

campagne contre le gaspillage prétendait qu'il serait mieux « de tuer le gaspillage » plutôt que de compter sur des tarifs douaniers protecteurs pour assurer le futur de l'industrie française.

Les experts en efficacité de Renault voulaient réduire les coûts en simplifiant les tâches et en éliminant les mouvements superflus. La direction de Renault comprenait que sa campagne en vue de sauver de l'argent nécessitait à tout le moins un minimum de coopération de la part de la base :

> Une surveillance trop apparente devient vite agressive et amène à une lutte entre travailleurs et contrôleurs. Ainsi il y a une guerre constante, silencieuse et sournoise dans laquelle le personnel, plus nombreux et plus au fait des détails du travail, a toujours l'avantage… Le temps usé dans cette guerre est du temps payé par l'employeur et perdu pour la production.
>
> [Le problème est] de savoir comment encourager le personnel à produire plus et mieux sans avoir à l'observer constamment[38].

L'idéal de l'entreprise était d'encourager l'autocontrôle : « les contrôleurs dans les ateliers devraient être remplacés dès que possible par des machines de contrôle et de vérification permettant aux travailleurs de se contrôler eux-mêmes »[39].

Pourtant, les experts en efficacité de Renault se retrouvaient logiquement et pratiquement dans une impasse. Car, si les sociétés industrielles avaient l'habitude d'exercer une surveillance et un contrôle des travailleurs, ce n'était pas, pour elles, une tâche facile de créer les conditions dans lesquelles les travailleurs s'exécuteraient sans contrôle ni coercition, tout particulièrement au moment où le travail était toujours plus déqualifié. En fait, la recherche d'une simplification des tâches et d'une organisation scientifique du travail, y compris le taylorisme lui-même, voyait le jour précisément parce que les travailleurs offraient bien souvent une résistance au travail et nécessitaient le contrôle de superviseurs humains ou mécaniques. En réalité, les directions se retrouvaient face à un réel dilemme : permettre la production de biens défectueux et de mauvaise qualité ou dépenser des sommes considérables pour contrôler les travailleurs et supprimer les défauts. La vérification de la production était onéreuse et la direction faisait tout son possible pour s'assurer de l'efficacité maximale de ses services. Au début des années 30, les inspections étaient périodiques, mais non régulières, pour garder un effet de surprise. Tous les contrôleurs étaient obligés de signer une liste de contrôle pour vérifier qu'ils avaient réel-

38. Du chapitre des économies, AN, 91AQ3.
39. Note de service n° 816, 22 octobre 1931, AN, 91AQ22.

lement inspecté les lieux qu'on leur avait assignés. Un chef contrôleur passait en revue les inspecteurs ; des sanctions étaient prises quand ils avaient fait preuve de négligence[40]. Ceux qui contrôlaient les dépenses du personnel et le matériel recevaient un certain pourcentage de l'argent qu'ils avaient fait économiser à l'entreprise dans le but de les encourager à repérer les erreurs et réduire les frais globaux. L'inspection n'était pourtant pas complètement efficace et en avril 1931 Louis Renault se lamentait ainsi : « Ce qui tue notre pays, c'est que personne n'est suffisamment discipliné pour demander à ceux qui exécutent de le faire rapidement et scrupuleusement… Ceux qui n'agiront pas de telle sorte que des pièces sans défauts soient produites seront d'abord pénalisés puis remerciés. »[41]

Renault voulait éviter la passe difficile que rencontrait Citroën et certaines compagnies américaines où le coût du contrôle qualité excédait les préjudices qu'une augmentation des pièces défectueuses occasionnerait si les inspections étaient réduites[42]. Il faut bien se souvenir que non seulement les travailleurs, mais aussi les contrôleurs eux-mêmes devaient être surveillés. Pendant le Front populaire, l'entreprise essayait d'atteindre un équilibre convenable entre le nombre de travailleurs productifs et le personnel improductif occupé à observer ceux qui produisaient. Pour éviter une surveillance continuelle, Louis Renault voulait « rendre le travailleur aussi responsable que possible de son travail de telle sorte qu'il s'y intéresserait et l'aimerait »[43]. Comme on le verra, ce but n'allait pas se réaliser.

La direction voulait encourager une plus grande mobilité vers le haut. Les travailleurs qui avaient démontré leur compétence et leur attachement à l'entreprise se verraient accorder de l'avancement. Un responsable de Renault concluait que « l'expérience avait prouvé qu'il était indispensable qu'un bon inspecteur soit un bon professionnel qui avait pratiqué la chaîne de montage avant d'acquérir son poste. En plus, c'est la méthode utilisée dans les usines américaines »[44]. Précisément, une des raisons majeures pour lesquelles les cadres et les ingénieurs de Renault admiraient l'industrie américaine, était sa capacité à intégrer et promouvoir les travailleurs qui désiraient gravir les échelons de la profession. En 1936, des officiels de Renault qui visitaient des usines automobiles à travers les États-Unis firent le commentaire suivant sur

40. Résumé de notes de M. Renault, jan. – fév. 1931, AN, 91AQ22.
41. Note 391, 14 avril 1931, AN, 91AQ22.
42. Note de service, n° 2093, 29 avril 1932, AN, 91AQ22.
43. Note concernant le service d'économies, 1937–1938, AN, 91AQ3 ; Conférence de M. Renault du 10 novembre 1937, AN, 91AQ3.
44. Note 975, 1 juillet 1931, AN, 91AQ22.

le rapport de 4 pour 1 entre le salaire d'un ouvrier qualifié et celui d'un ouvrier non qualifié : « C'est cette différence énorme entre le salaire du travailleur de base et celui d'un ouvrier hautement qualifié qui donne sa qualité à la main-d'œuvre que possède l'Amérique. Le travailleur [américain] produit un effort constant pour se former dans sa profession et pour évoluer dans une classe supérieure »[45]. Les ingénieurs de Renault se plaignaient : « Cette mentalité est difficile à implanter en France. » Pour preuve, ils notaient qu'à la Société des aciers fins de l'est (SAFE), une entreprise métallurgique contrôlée par Renault, « nous rencontrons souvent des difficultés quand les ouvriers contestent les salaires supposés excessifs d'un premier lamineur alors que la différence entre la paye d'un simple lamineur et celle d'un premier lamineur et à peine de 1 pour 2 comparée aux 1 pour 3 ou 1 pour 4 en Amérique. » La volonté de la direction de promouvoir l'ascension dans l'échelle sociale devait affronter l'égalitarisme de beaucoup de salariés français.

Pendant le Front populaire, la direction continua de lutter contre cet égalitarisme et chercha à créer sa propre culture d'entreprise. Un des moyens de s'assurer de la discipline du personnel de supervision était de suivre leur carrière dès le début. Les apprentis qui pouvaient éventuellement devenir contremaître ou chef d'équipe étaient censés se soumettre à « une formation totale – professionnelle, technique et morale »[46]. Les contremaîtres dont « les capacités morales et professionnelles » étaient absolument nécessaires pour obtenir un plus grand rendement de la part des travailleurs, devaient être capables « d'atteindre des niveaux plus élevés grâce à leurs connaissances, leur expérience ou leurs valeurs morales »[47]. Dans d'autres entreprises, le savoir technique et la compétence n'étaient pas les seuls critères pour sélectionner le personnel de supervision. Michelin, qui contrôlait Citroën après 1935, choisit de former non seulement des techniciens pour son service des économies, mais « surtout d'anciens étudiants en droit ». En d'autres termes, ce qui importait réellement était que ces experts en efficacité assimilent les valeurs de diminution des coûts et de réduction du gaspillage de l'entreprise[48].

La direction de Renault admirait les Américains non seulement pour leur capacité à mettre en œuvre des politiques qui favorisaient la

45. Rapport général du voyage de M. Reynaud en Amérique, 11 novembre–16 décembre 1936, AN, 91AQ69.
46. L'apprentissage aux usines Renault, 2 mars 1937, AN, 91AQ3.
47. Recherche des moyens propres à améliorer les prix de revient, 10 mai 1937, AN, 91AQ3.
48. Résumé d'un entretien avec un agent de service des économies de l'usine Citroën, AN, 91AQ3.

mobilité sociale parmi les travailleurs mais aussi pour leurs méthodes organisationnelles. « Propreté », « ordre », « discipline » étaient les termes qui revenaient le plus souvent chez les visiteurs français pour décrire les usines américaines[49]. À Détroit, « une discipline extrême règne dans toute l'usine Ford. Il est absolument interdit de fumer. » Bien que les travailleurs de Ford aient été payés à l'heure et non à la pièce, chacun portait sur lui un numéro bien visible car une production minimale (enregistrée par des compteurs incorporés aux machines) était requise sous peine de licenciement[50]. Des coursives élevées au-dessus du sol facilitaient la surveillance des travailleurs de base.

Les officiels de Renault louèrent également l'organisation de l'usine de General Motors à Anvers, où les contremaîtres étaient déchargés de toutes les tâches autres que la surveillance des travailleurs. Pour aider le contremaître dans sa mission de contrôle, un inspecteur secondé d'assistants notait chaque opération sur une carte adjointe à l'automobile sur la chaîne de montage. Si un client se plaignait d'un défaut, le contrôleur pouvait être immédiatement identifié et renvoyé[51]. Des travailleurs qui portaient des chapeaux aux couleurs distinctives, rouges et bleus, approvisionnaient les chaines de montage en outils et en pièces et « aidaient les contremaîtres à maintenir l'ordre ». En apportant les pièces et l'équipement nécessaires directement jusqu'aux chaînes de montage, ces travailleurs spécifiques réduisaient les mouvements de leurs collègues et augmentaient le rythme et la régularité de la production. Renault chercha à copier General Motors et à décharger son personnel superviseur des tâches autres que le contrôle ; en 1938, de nouvelles machines et un système innovateur de comptage permirent aux contremaîtres et aux chefs d'équipe de dévouer tout leur temps à « la surveillance technique de la production »[52]. Ainsi, Renault réussit souvent à mettre en œuvre les dernières techniques à même de réduire l'écart de productivité entre les constructeurs automobiles français et leurs concurrents américains.

Toutes les branches de l'industrie n'étaient pas aussi rationalisées ou aussi concentrées que l'automobile. La rationalisation de l'aéronautique était moins poussée et la construction des avions demandait souvent une précision et une perfection plus grandes que dans l'automobile. Avant la Première Guerre mondiale, à un degré encore plus élevé que dans la

49. Visite à la maison Ford (1929), AN, 91AQ67.
50. La fabrication automobile en Amérique (n.d.), AN, 91AQ77 ; Résumé–voyage aux États-Unis de M. Guillemon (1929), AN, 91AQ67.
51. Visite de la G.M., AN, 91AQ24.
52. Rapport sur la mécanisation comptable dans les départements, 8 juillet 1938, AN, 91AQ3.

production automobile, les ouvriers de l'aviation étaient en grande partie des artisans qualifiés qui travaillaient de longues heures, mais qui vivaient « au même rythme que leur patron, mangeant et buvant en même temps que lui »[53]. Les premiers ateliers d'aviation se trouvaient souvent près des terrains d'atterrissage de la banlieue parisienne. Quand les premières grandes usines furent construites dès 1911–1912, où les bureaux de la direction étaient séparés des ateliers, les lignes d'assemblage étaient encore peu fréquentes. Dans l'entre-deux-guerres la rationalisation se répandit : à Argenteuil, en banlieue, l'entreprise Lioré et Olivier remplaça ses hangars par des bâtiments massifs en béton et en verre. Les visiteurs d'une usine d'aviation à Mureaux étaient impressionnés par « l'ordre et la facilité d'exécution qui permettait une production améliorée et plus rapide. » Malgré la rationalisation de tous les secteurs, les ouvriers de l'aviation restaient plus qualifiés que leurs homologues des autres industries travaillant le métal.

Le secteur du bâtiment était habituellement un refuge pour les travailleurs de différents métiers. Comparé au « territoire militarisé de l'usine », l'emploi de plombiers ou de couvreurs comme indépendants, par exemple, présentait un caractère remarquable[54]. La majeure partie de l'industrie du bâtiment était décentralisée et gérée en famille ; alors qu'en 1931 les entreprises métallurgiques de plus de 100 ouvriers employaient 98,3 % des ouvriers du secteur, dans les travaux publics et la construction, la même catégorie d'entreprises en employait seulement 23,8 %. En 1931 la construction employait un million d'ouvriers, approximativement 10 % de la main-d'œuvre ; environ 40 % des ouvriers de la construction travaillaient dans des établissements de moins de 50 employés.

Pourtant, même au sein de la structure traditionnelle du bâtiment, le caractère du travail changea pendant l'entre-deux-guerres. Comme l'aviation, la chimie et l'automobile, la construction était parmi les industries à la croissance la plus rapide en France, durant le premier tiers du XXe siècle[55]. L'utilisation de machines, comme les bulldozers, les grues, les bétonnières, les pompes et les marteaux-piqueurs élimina une

53. Le paragraphe suivant est issu de Petit, *La Vie quotidienne dans l'aviation.*
54. Arnold Brémond, *Une explication du monde ouvrier: Enquête d'un étudiant-ouvrier dans la banlieue parisienne* (Saint-Étienne [Loire], 1927), p. 47 ; sous la direction de Sauvy, *Histoire économique,* 1:232 ; Félix Battestini, *L'industrie française du gros matériel mécanique et électrique* (Paris, 1937); M. Hervé Detton, « Les industries des matériaux de construction, du bâtiment et des travaux publics », 1er mai 1931, Conseil national économique, AN, F^12^8797.
55. Sauvy, éd., *Histoire économique,* 1:268 ; Adolphe Hodée, *Les Travailleurs devant la rationalisation* (Paris, 1934), p. 17.

grande partie du travail physique pénible ; les pistolets à peinture et le début de la production en masse de quincaillerie et de serrurerie rendirent les autres anciens métiers obsolètes. De grands projets de travaux publics dans la région parisienne, l'extension du métro et l'Exposition Universelle de 1937 employaient des centaines de travailleurs, voire des milliers.

Les industries modernes que nous avons évoquées ici ont changé la face de la ville de Paris, et en particulier de ses banlieues. L'automobile a démarré dans l'ouest de Paris intra muros, là où vivait sa clientèle aisée[56]. Pendant la guerre, l'automobile et l'aviation se développèrent rapidement et d'immenses usines firent leur apparition en banlieue. Les établissements Renault de Boulogne-Billancourt, employant plus de 30 000 ouvriers, étaient probablement les plus grands d'Europe. L'entreprise Citroën se trouvait à quelques kilomètres de Renault ; de la sorte, les géants de l'industrie française des véhicules à moteur étaient situés à l'intérieur de leur plus grand marché. L'aéronautique était encore plus concentrée autour de Paris que l'automobile. En 1936, selon une estimation, 65 % des usines fabriquant des fuselages et 90 % des usines produisant des moteurs d'avion se trouvaient dans la zone métropolitaine de Paris[57]. Les deux secteurs étaient prêts à payer les coûts et les salaires plus élevés qu'impliquait l'implantation en région parisienne, afin de se trouver dans ce qui était peut-être le plus grand marché d'Europe.

La concentration croissante et l'intensification de la division du travail dans les industries de pointe de la région parisienne allaient de pair avec une spécialisation de l'espace urbain toujours plus accentuée. Dans le Paris des XVIIIe et XIXe siècles, les aristocrates, les bourgeois et les ouvriers avaient souvent vécu dans les mêmes quartiers, voire dans les mêmes immeubles. Nombre d'industries se trouvaient en plein cœur de la ville et on n'avait pas vraiment besoin de quitter son quartier pour aller de son domicile au travail[58]. Au XIXe siècle, les quartiers commencèrent à prendre un caractère spécifique de classe, et certains ouvriers quittèrent le centre-ville pour des arrondissements éloignés alors que les bourgeois se déplacèrent vers l'ouest parisien. Le développement des banlieues, au XXe siècle, renforça la tendance qu'avait la classe ouvrière à se déplacer du centre vers la périphérie. La part des ouvriers vivant à Paris par rapport à la population parisienne totale en 1931 était inférieure à celle de 1848[59].

56. Jean Bastié, *La Croissance de la banlieue parisienne* (Paris, 1964), p. 141 ; Schwartz, « L'industrie automobile », AN, F12 8798.
57. Pierre Cot, *Triumph of Treason* (Chicago, 1944), p. 322.
58. Philippe Ariès, *Histoire des populations françaises* (Paris, 1971), p. 130.
59. *Ibid.*, p. 145.

En 1936, la force et le dynamisme de la bourgeoisie parisienne avaient considérablement modifié la vie quotidienne des ouvriers de la région parisienne. Les déplacements entre le domicile et le travail se firent plus longs, comme les usines et le personnel se déplaçaient vers la banlieue. Le caractère disgracieux de la banlieue était en net contraste avec l'atmosphère plus intime des quartiers ouvriers traditionnels de Paris. Dans certaines branches, la spécialisation de l'espace urbain était complémentaire d'un approfondissement de la division des tâches sur le lieu de travail et, de ce fait, de nombreux ouvriers furent réduits à l'état de simples exécutants des ordres de leurs supérieurs. Pendant le Front populaire, les travailleurs réagiraient à ces changements non pas en faisant une révolution, mais en poursuivant leurs luttes contre le travail et pour les congés payés et le week-end, luttes qui ouvraient la perspective de s'échapper tout à la fois de leur emploi et de leur cadre de vie.

IX. L'IDÉOLOGIE DU CONTRÔLE OUVRIER

À u contraire de l'Espagne, où il persistait, le programme révolutionnaire anarchosyndicaliste de contrôle ouvrier et de développement des moyens de production dans les syndicats dépérit en France durant les premières décennies du xxe siècle. Malgré un bref embrasement d'après-guerre, l'anarchosyndicalisme déclina dans un pays dont les industries de pointe demeuraient en grande partie entre des mains nationales et dont les forces productives continuaient à croître à des taux similaires à ceux des autres grandes nations. Le cercle vicieux de la misère, de la révolte violente et de la répression qui caractérisait le climat social de Barcelone n'avait que peu sa place à Paris. Le problème majeur auquel la gauche française était confrontée était d'adapter un mouvement supposément révolutionnaire à une société où la révolution devenait une possibilité de plus en plus distante[1]. Sur une longue durée politique, le Front populaire en France n'était pas simplement une alliance momentanée de la gauche pour arrêter le fascisme, mais aussi une reconnaissance par les communistes, les socialistes et nombre de gens à la CGT qu'une révolution dans le genre des soviets ou anarchosyndicaliste dans la France du xxe siècle était très improbable.

La critique des révolutionnaires de Barcelone de leur propre bourgeoisie était plus difficile à appliquer aux élites capitalistes parisiennes. Il n'y avait pas d'homologues à Diego Abad de Santillán et à d'autres militants CNT pour se lamenter du manque d'industrie nationale de l'automobile ou aéronautique, précisément parce que les bourgeois français étaient pionniers des deux secteurs au début du xxe siècle. Plus généralement, les griefs sur l'incapacité de la bourgeoisie de rationaliser et de moderniser, bien qu'ils aient émergé à Paris, n'avaient pas le même poids dans une ville qui était le berceau de Renault et de compagnies d'aviation exportatrices, et où, comme nous l'avons vu, les industriels avaient développé des industries électriques et autres dans l'entre-deux-guerres.

1. Voir Eugen Weber, « Un demi-siècle de glissement à droite », *International Review of Social History* 5, n°2 (1960) : 165–201.

Les révolutionnaires français des années 1930 ne pouvaient pas non plus, au contraire des espagnols, affirmer que l'Église détenait un pouvoir excessif sur l'éducation et les institutions de soins, ou que l'État avait échoué à éliminer l'illettrisme. Paris n'était témoin d'aucun des incendies d'églises, de sabotages et d'assassinats qui survinrent à Barcelone et dans le reste de l'Espagne durant la Seconde République et qui poussèrent les Espagnols à des extrémités politiques. Les catholiques français n'étaient pas résolument opposés au Front populaire. Les démocrates chrétiens, dirigés par Marc Sangnier et sa Jeune République, soutenaient en fait « l'expérience Blum », et certains intellectuels catholiques – tel Emmanuel Mounier et sa revue, *Esprit* – souscrivaient à la coalition de gauche[2]. Quelques catholiques avaient même rejoint la Ligue des droits de l'homme, un changement manifestant, selon un observateur, que la lutte Église–État s'était apaisée. Bien que la plupart des publications catholiques et le haut clergé en général aient été fortement opposés à la coalition de gauche, certaines – telle que *L'Aube*, *La Vie catholique* et *Sept* – adoptèrent des positions nuancées qui furent relayées par un certain nombre de jeunes prêtres. En 1936, comme le pluralisme politique se développait, les catholiques français ne pouvaient plus être classés comme fermement de droite. Au contraire des élections précédentes, la campagne de 1936 relégua la question religieuse et le débat sur l'éducation laïque au second plan[3]. Malgré les cauchemars et les prophéties des catholiques de droite, la violente vague d'anticléricalisme qui avait englouti l'Espagne ne s'est jamais matérialisée en France.

Le déclin des idéologies du contrôle ouvrier révolutionnaire en France était aussi partiellement imputable au rôle de l'État. La Troisième République française avait aidé de larges franges de la classe ouvrière. Elle avait, par exemple, mis en place une éducation rationaliste gratuite ; l'agitation visant à mettre en place des écoles anarchosyndicalistes modernes fut en comparaison mineure. Contrairement à l'Espagne, des gouvernements et des secteurs de la bourgeoisie valorisaient concrètement l'éducation anticléricale et scientifique. En 1914, presque tous les paysans français savaient lire et écrire. Les efforts éducatifs de la Troisième République ont sans aucun doute participé de l'industrialisation de la France, alors que l'incapacité de la Restauration espagnole

2. Michel Winock, *Histoire politique de la revue « Esprit », 1930–1950* (Paris, 1975), pp. 121, 159 ; Réunion organisée par le club du faubourg, 14 mai 1936, AN, F7 13983 ; Les milieux catholiques, 22 mai 1936, AN F7 13983 ; Paul Christophe, *1936 : Les Catholiques et le Front populaire* (Paris, 1986), pp. 25–32.
3. Georges Dupeux, *Le Front populaire et les élections de 1936* (Paris, 1959), p. 113.

à scolariser les paysans et les ouvriers, au moins jusqu'aux années 1920, posa un obstacle au développement économique[4]. Même de 1930 à 1935, pendant l'ère du grand programme de construction d'écoles de la Seconde République espagnole et de la multiplication des escuelas racionalistas, la France avait, en rapport à sa population, deux fois plus d'élèves dans les institutions secondaires[5]. En 1931, la vaste majorité des illettrés dans un certain nombre d'usines parisiennes semblent avoir été d'origine étrangère, principalement des Nord-Africains[6].

L'État français, bien qu'il réprimait les principales grèves, se posait aussi en médiateur entre le travail et le capital. Un socialiste, Alexandre Millerand, rejoignit le gouvernement en 1899, mais sans le soutien officiel de son parti. Le millerandisme fut « la première tentative systématique, conduite au plus haut niveau, en vue de régulariser les relations de travail et de s'assurer que l'État républicain serait un médiateur entre la classe ouvrière et les patrons »[7]. La présence d'un ministre qui avait la réputation d'être un ami des ouvriers, atténua, du moins pour un temps, les comportements anti-étatiques et anarchistes, particulièrement parmi le personnels des postes, les mineurs, les ouvriers du chemin de fer et les travailleurs de la construction d'État.

La guerre elle-même élargit les prérogatives de l'État et contribua à l'intégration plus avant des socialistes et des syndicalistes dans la nation. Albert Thomas, qui devint ministre de l'Armement, tenta d'augmenter les salaires et d'améliorer les conditions de travail en coopérant avec – et en cajolant – les patrons[8]. Thomas était favorable à un État interventionniste et croyait que l'action gouvernementale planifiée, et non la révolution, pouvait permettre d'introduire le socialisme en France. Il ne se cachait pas d'être productiviste, et déjà durant la guerre,

4. Joseph N. Moody, *French Education since Napoleon* (Syracuse, N.Y., 1978), pp. 99, 146 ; Rondo Cameron, « Por qué fue tan desigual la industrialización europea », in *La industrialización europea: Estadios y tipos,* Pierre Vilar, Jordi Nadal, Rondo Cameron, et Peter Mathias (Barcelone, 1981), pp. 312–17, Ivan T. Berend et Gyorgy Ranki, *The European Periphery and Industrialization, 1780–1914,* trad. Eva Palmai (Cambridge, 1982), p. 58.
5. B. R. Mitchell, *European Historical Statistics, 1750–1970* (New York, 1975).
6. Formation des illettrés, AN, 39AS387.
7. Madeleine Rebérioux, *La République radicale, 1898–1914* (Paris, 1975), p. 76.
8. Madeleine Rebérioux et Patrick Fridenson, « Albert Thomas, pivot du réformisme français », *Le Mouvement social,* nº 87 (avril-juin 1974) ; Alain Hennebicque, « Albert Thomas et le régime des usines de guerre, 1915–1917 », in *1914–1918 : L'autre front,* Ed. P. Fridenson (Paris, 1977), pp. 122–44 ; Gerd Hardach, « La mobilisation industrielle en 1914–1918 : Production, planification et idéologie », in *1914–1918 : L'autre front,* Ed. P. Fridenson, p. 108.

préconisait le taylorisme. Le ministre socialiste envisageait un monde d'après-guerre où l'État interviendrait dans un secteur privé rationalisé et administrerait de même un plus large secteur public. Les ouvriers devraient se syndiquer, représentés par des délégués, et employés dans de grandes industries modernes. Thomas avait foi en ce que les socialistes parviendraient à la justice par la participation au gouvernement et la collaboration avec les patrons.

L'initiative privée conduisit aussi à l'amélioration des conditions de travail. À la fin des années 1920 et au début des années 1930, Renault entreprit une campagne vigoureuse de réduction des accidents afin de réduire ses primes d'assurance et d'améliorer la productivité du travail dans ses usines[9]. Le constructeur automobile créa un service de prévention des accidents pour collecter des statistiques sur la question ; il détermina que les ouvriers novices et inexpérimentés étaient dans bien des cas les victimes. 67 % des non qualifiés et 14 % des ouvriers qualifiés qui étaient blessés avait travaillé moins de trois mois dans l'usine, et 26 % de l'ensemble des accidents étaient survenus durant leur premier mois de travail. Le service de prévention établit un examen psychophysiologique pour les nouveaux embauchés, évaluant leur « audition, vue, souffle… intelligence, adaptation, dextérité et réactions. » En sus, il mit en place pour le personnel potentiel des tests qui simulaient les conditions réelles de travail et provenaient d'une observation des « meilleurs ouvriers de chaque spécialité ». Ainsi, à compter du moment où les ouvriers ou les apprentis faisaient une demande d'embauche, ils étaient soumis à l'analyse physique et psychologique des médecins, des ingénieurs et des techniciens pour déterminer si leur travail serait sans danger et productif.

La campagne de Renault contre les accidents fut couronnée de succès. De 1930 à 1932, le nombre d'ouvriers blessés durant leur premier trimestre de travail diminua de 37,8 %. Les accidents dans les premiers jours d'embauche diminuèrent de 84 %. Toutefois, ces résultats doivent être modérés par la récession économique des années 1930, qui autorisait l'encadrement à sélectionner plus attentivement ses ouvriers et à les garder plus longtemps que cela n'avait été possible pendant l'expansion des années 1920. L'expérience de Renault contraste nettement avec celle des chemins de fer catalans, par exemple, où pendant la Révolution les militants ouvriers introduisirent des techniques scientifiques pour prévenir les accidents.

Un rapport du Conseil national économique, composé de représentants de la direction, des principaux syndicats ouvriers et de l'État,

9. Voir documents in AN, 91AQ57.

conclut que nombre d'entrepreneurs voulaient améliorer la sécurité dans les usines afin d'accroître la productivité[10]. Un médecin employé par la CGT annonça à la fois un déclin spectaculaire des cas d'empoisonnement au plomb – de 1 525 en 1928 à 494 en 1936 – et des baisses dans les empoisonnements au mercure. La revue de la CGT, *Syndicats,* reconnut que la Sécurité Sociale avait grandement diminué le nombre de morts causées par la tuberculose[11]. Néanmoins, il est difficile de généraliser sur les conditions sanitaires et de sécurité dans les entreprises de la région parisienne. Durant les occupations d'usines de 1936, les ouvriers parisiens demandaient souvent des améliorations, et les conditions variaient grandement d'une usine à l'autre.

Peut-être partiellement en réponse à l'intervention privée et étatique qui avait amélioré les conditions de vie et de travail, les syndicalistes français devinrent plus modérés. La carrière du plus important dirigeant de la CGT, Léon Jouhaux, illustre le déclin de l'idéologie du contrôle ouvrier révolutionnaire avec la croissance d'une sorte de réformisme à la française. Jeune syndicaliste révolutionnaire, Jouhaux fut élu secrétaire général de la CGT en 1909 mais conduisit bientôt l'organisation à une position plus conciliante envers l'État et le parti socialiste. Jouhaux était typique d'un certain nombre d'importants dirigeants syndicaux d'avant-guerre qui abandonnèrent graduellement leur foi en la spontanéité révolutionnaire du prolétariat français et en vinrent à mettre en avant les questions de subsistance[12]. Même avant la Grande Guerre, le soutien au syndicalisme révolutionnaire allait déclinant parmi les dirigeants de la classe ouvrière française[13]. En 1914, Jouhaux félicitait les socialistes pour leur victoire électorale et espérait que leur puissance au Parlement conduirait à une nouvelle législation sociale ; les syndicalistes influents trouvaient qu'il était difficile de résister à la « séduction socialiste »[14]. Lorsque la guerre éclata, Jouhaux craignait que la classe ouvrière ne se retrouve isolée de la nation et que

10. M. Fleurent, « Les industries chimiques », Conseil national économique, AN, F[12]8796.
11. Statistiques médicales tirées de *La Vie ouvrière,* 24 novembre 1938 ; *Syndicats,* 16 octobre 1936.
12. Jacques Juillard, « Diversité des réformismes », *Le Mouvement social,* n°87 (avril–juin 1974) : 4 ; Martin Fine, « Toward Corporatism: The Movement for Capital-Labor Collaboration in France, 1914–1936 » (Ph.D. diss., University of Wisconsin, 1971).
13. Peter M. Arum, « Du syndicalisme révolutionnaire au réformisme : Georges Dumoulin (1903–1923) », *Le Mouvement social,* n°87 (avril–juin 1974) : 39.
14. Bernard Georges et Denise Tintant, *Léon Jouhaux* : *Cinquante ans de syndicalisme* (Paris, 1962–1979), 1 : 1.

les royalistes et les monarchistes ne détruisent la république. Comme Albert Thomas, il rejoignit rapidement l'Union sacrée, la coalition d'adversaires politiques traditionnellement opposés qui s'unirent pour gagner la guerre. De plus en plus influencé par Thomas, Jouhaux contribua à étendre le rôle de la CGT dans l'économie de guerre[15].

Dans l'immédiate après-guerre, les communistes et les sympathisants bolchéviques ne rencontrèrent guère plus de succès dans la réalisation de leur version de la révolution que ne le firent les autres révolutionnaires marxistes ou syndicalistes. Bien que les historiens se doivent d'éviter un déterminisme grossier qui exclue a priori d'autres résultats, je ferais l'hypothèse qu'il était improbable que la révolution, même durant les troubles d'après-guerre, renverse une Troisième République renforcée par la victoire de la Grande guerre. Pendant cette période d'agitation, les militants radicaux ne parvenaient souvent pas à se gagner des partisans, même dans des bastions ouvriers tels que Renault[16]. Les remous qui suivirent le 1er mai 1919 ne produisirent pas la grève générale que les révolutionnaires escomptaient. Un mouvement révolutionnaire pour la défense de l'Union Soviétique, potentiel et perpétuellement remis au lendemain, était exemplaire de la difficulté – qui ressurgirait pendant le Front populaire – à mobiliser les ouvriers français sur des questions de politique internationale. Si en juin 1919 quelques métallurgistes réclamèrent un pouvoir politique, la reconnaissance du gouvernement soviétique, et l'amnistie des prisonniers politiques et militaires, nombreux furent ceux qui faisaient grève pour une semaine de 44 heures (au lieu de 48), des hausses de salaire, et la fin de l'accélération des cadences. Les grèves demeurèrent largement légales et pacifiques ; l'État français, sûr de la loyauté de son armée et de sa police, ne perdit jamais le contrôle de la situation[17]. Les grévistes parisiens de la métallurgie furent ample-

15. Georges Lefranc, *Le Mouvement syndical sous la Troisième République* (Paris, 1967), p. 198 ; Georges Lefranc, *Le Mouvement socialiste sous la Troisième République (1875–1940)* (Paris, 1963), 2 : 227. Sur la réaction des libertaires espagnols à la Première Guerre mondiale, voir Gerald Meaker, *The Revolutionary Left in Spain, 1914–1923* (Stanford, 1974), pp. 28–29, et Gaston Leval, *El prófugo* (Valence, 1935).
16. Hardach, « Mobilisation », p. 235 ; Fine, « Corporatism », p. 42.
17. Voir Annie Kriegel (*Aux origines du communisme français* : *Contribution à l'histoire du mouvement ouvrier français* [Paris, 1969]), qui conclut en disant que le mouvement ouvrier organisé (une minorité de la classe) avait des aspirations révolutionnaires en 1919–1920, mais que la situation en France n'était pas révolutionnaire du fait de la force de la bourgeoisie et de la victoire de la nation. Pour un éclairage sur l'activité révolutionnaire des ouvriers, voir N. Papayanis, « Masses révolutionnaires et directions réformistes : Les tensions au cours des grèves des métallurgistes français en

ment isolés des ouvriers d'autres secteurs et de la province. Suite à la défaite de la grève, le bloc national de droite triompha aux élections de novembre 1919. En mai 1920, une grève générale, menée par les ouvriers du chemin de fer, échoua du fait de son absence de soutien de la part de certains secteurs de la classe ouvrière, combinée à la répression du gouvernement et des patrons.

À l'intérieur de la CGT, l'idéologie du syndicalisme révolutionnaire continua à reculer. Déjà, à la fin de 1918, elle avait abandonné sa formule radicale de « la mine aux mineurs » et demandait la nationalisation[18]. D'après la Confédération, les producteurs et les consommateurs des départements, des communes, des coopératives et d'autres organisations devaient gérer les entreprises conjointement à l'État. La direction de la CGT – en collaboration avec Albert Thomas – cherchait une nouvelle synthèse. En 1919, Thomas introduisit une législation qui proposait la nationalisation des chemins de fer et l'autonomie des entreprises d'État. Lui et Jouhaux recommandaient une nationalisation tripartite gérée par des représentants de l'État, des salariés et des consommateurs. Pendant les grèves du printemps 1920, les responsables de diverses factions de la CGT revendiquèrent aussi la nationalisation, et non le contrôle ouvrier révolutionnaire[19]. Un certain nombre de militants socialistes demandaient une nationalisation sur des « bases non radicales »[20]. Léon Blum introduisit au Parlement un plan adopté par la CGT pour une compagnie publique autonome de chemin de fer contrôlée par des représentants des ouvriers, de la direction et des consommateurs. Les socialistes et la majorité de la CGT proposèrent une nationalisation « défensive » qui remonterait le moral des ouvriers, augmenterait la productivité et rationaliserait le réseau ferroviaire. En 1920, le Conseil économique du travail, qui était composé principalement de syndicalistes et de socialistes, définit le terme : « une entreprise est nationalisée lorsqu'elle est exploitée en regard des besoins de la communauté et n'a pas d'autre but que

---

1919 », *Le Mouvement social,* n°93 (oct.–déc. 1975) : 51–73 ; B. Abherve, « Les origines de la grève des métallurgistes parisiens, juin 1919 », *Le Mouvement social,* n°93 (oct.–déc. 1975) : 77–85. Pour des considérations plus précises sur les limites de l'activité révolutionnaire, voir Jean-Paul Brunet, *Saint-Denis : La ville rouge, 1890–1939* (Paris, 1980), pp. 210–32 ; Robert Wohl, *French Communism in the Making, 1914–1924* (Stanford, 1966), p. 167.

18. Lefranc, *Mouvement syndical,* p. 216.
19. Michel Collinet, *L'Ouvrier français, esprit du syndicalisme* (Paris, 1951), p. 157.
20. Charles Maier, *Recasting Bourgeois Europe* (Princeton, 1975), pp. 148–49.

d'atteindre le maximum d'utilité et d'économie pour les consommateurs »[21]. En 1920, la CGT abandonna « la nature révolutionnaire de la grève générale » pour des propositions plus modérées[22]. Le réformisme d'Albert Thomas, mettant en question le syndicalisme révolutionnaire même dès avant la Première Guerre mondiale, était parvenu à dominer la réflexion sur le contrôle ouvrier ; à partir de 1919, la nationalisation devint une revendication permanente de la CGT. À la fin de 1920, la puissante Fédération des métaux plaidait pour une forme non révolutionnaire de contrôle ouvrier dans laquelle des comités nommés par les ouvriers réguleraient l'embauche, la paye et la discipline[23].

Les changements idéologiques de la CGT après la Première Guerre mondiale reflétèrent sa participation à l'effort de guerre et les avancées de la législation sociale, telles que la loi des huit heures, qui fut votée à l'unanimité en avril 1919. Elle abandonnait progressivement son syndicalisme révolutionnaire, dès avant la guerre, mais les projets d'après-guerre de Jouhaux furent visiblement encore plus éloignés des précédentes positions syndicalistes, hostiles à toute collaboration de classe et réclamant la grève générale. Même si la Confédération conserva son but ultime d'abolition du travail salarié, elle s'embarquait dans une « politique de présence » dans les affaires nationales et essayait systématiquement de pénétrer l'appareil d'État. Son programme de 1919 faisait la preuve qu'elle jouait le jeu démocratique, et il exprimait « une véritable sorte de réformisme socialiste »[24]. Jouhaux, ayant perdu la foi dans le potentiel révolutionnaire de la classe ouvrière, poursuivait son but, lier le syndicalisme à la nation. Le dirigeant CGT définissait la révolution comme « un processus évolutif à long terme qui, petit à petit, pénètre le système »[25]. Georges Dumoulin et d'autres dirigeants CGT de premier plan suivirent la trace de Jouhaux, du syndicalisme révolutionnaire au réformisme.

À l'exact opposé de la CNT espagnole, la Confédération française prenait part aux commissions paritaires, dans le public et le privé. Durant les années 1920, même les gouvernements de droite sollicitaient l'opinion du dirigeant de la CGT sur le choix du ministre du Travail, et la Confédération collaborait avec le groupe parlementaire socialiste.

21. Lefranc, *Mouvement syndical,* p. 230.
22. Jacques Amoyal, « Les origines socialistes et syndicalistes de la planification en France », *Le Mouvement social,* n°87 (avril–juin 1974) : 158 ; voir aussi Richard F. Kuisel, *Capitalism and the State in Modern France* (New York, 1981), p. 79.
23. Lefranc, *Mouvement syndical,* p. 249.
24. Georges et Tintant, *Jouhaux,* 1 : 326.
25. Cité in Lefranc, *Mouvement syndical,* p. 224.

Malgré l'opposition de sa rivale, la CGTU (Confédération générale du travail unitaire), influencée par les communistes, la CGT commença à rechercher systématiquement le compromis pour éviter les grèves. En 1925, la suggestion de Jouhaux, dans l'immédiate après-guerre, d'un conseil économique national de représentants du travail, de la direction et des consommateurs fut adoptée par le président de la Chambre des députés Édouard Herriot, un radical qui avait accepté la syndicalisation des fonctionnaires, dont nombre avaient rejoint la CGT[26]. En 1927, la Fédération des fonctionnaires, modérée mais influente, rejoignit la Confédération. Le vote de la loi sur le logement en 1927 et sur la Sécurité Sociale en 1928 renforcèrent les politiques réformistes au jour le jour de la CGT.

Bien que la stratégie de la CGT n'ait pas conduit à un vrai mouvement de masse avant 1936, lorsque littéralement des millions de membres la rejoignirent, son pragmatisme se révéla plus populaire que le sectarisme révolutionnaire de la CGTU ou de la petite CGTSR (Confédération générale du travail syndicaliste révolutionnaire), dans laquelle militaient les anarchistes et les anarchosyndicalistes. La « politique de présence » dans l'appareil d'État « renouvelait et renforçait ses structures, accroissait le nombre de ses membres et de ses militants, élargissait son public et ses perspectives »[27].

En comparaison, la CGTU résolument communiste déclina sans discontinuer après 1926[28]. Bien qu'à ses débuts en 1921 elle ait attiré plus de membres que la CGT, en 1926 la CGTU avait 431 240 adhérents et la CGT 524 960. En 1934, le nombre d'adhérents de la CGTU était de 264 085 et celui de la CGT de 490 984 ; le discours révolutionnaire de la CGTU, comprenant, après 1928, des accusations envers les dirigeants de la CGT, les traitant de « sociaux-fascistes », échouait à endiguer la baisse de ses adhérents. Pas plus que son opposition en 1928 aux réformes sociales telles que la Sécurité Sociale et les caisses de retraites ouvrières – qui furent aussi qualifiées de « fascistes » – ne lui firent gagner l'affection des masses. Dans les années 1930, la CGTU, comme le PCF (Parti communiste français) auquel elle était étroitement liée, quitta sa position marginale uniquement à partir du moment où elle mit un bémol à son discours révolutionnaire. En 1932, le syndicat commença à changer de tactique dans le secteur automobile. Les responsables CGTU attaquèrent le « sectarisme » et la « surenchère

26. René Mouriaux, *La CGT* (Paris, 1982), p. 63.
27. Georges et Tintant, *Jouhaux,* 2 : 43.
28. Antoine Prost, *La CGT à l'époque du Front populaire, 1934–1939* (Paris, 1964), p. 34.

de mots d'ordre », et se mirent à soutenir les revendications de petits groupes d'ouvriers avec une vigueur renouvelée[29]. Dans l'aéronautique, le refus dogmatique de la CGTU de négocier directement avec les ministères devint « démodé » dans les années 1930[30]. Pendant les négociations visant à fusionner les deux organisations en 1934, la CGT avait une position de négociation bien plus forte que son homologue. L'unification fut réalisée en mars 1936 et contribua à l'élan du Front populaire, réduisant encore davantage le petit nombre d'adhérents (entre 4 000 et 20 000) de la CGTSR anarchosyndicaliste[31]. Bien qu'ils n'aient pas entièrement disparus, les mouvements révolutionnaires tels que l'anarchisme et le syndicalisme ne furent jamais dominants pendant les années 1930 à Paris ou en France.

En Espagne, et le fait est significatif, l'inverse survint : l'embellie de la radicalité de l'UGT pendant la Seconde République, et particulièrement en 1936, reflétait l'apparition d'un caractère révolutionnaire dans des secteurs clés de la paysannerie et parmi les ouvriers. Durant la même décennie, il n'y eut pas d'équivalent français à Largo Caballero, qui donna aux socialistes espagnols et l'UGT une direction révolutionnaire après 1933. Les historiens espagnols ont débattu pour savoir si Largo avait conduit les masses ou les avait simplement accompagnées vers la dictature du prolétariat. Quelle que soit l'issue de ce débat, il était clair qu'avec Largo, les socialistes espagnols, contrairement aux français, encourageaient les ouvriers à s'emparer de nombreuses fonctions étatiques. Des socialistes espagnols de premier plan déclarèrent que si la Seconde République ne donnait pas satisfaction à leurs revendications, ils feraient la révolution[32]. Les incendies d'églises en mai 1931, les insurrections de juillet 1931 dans la région de Séville, de janvier 1932 dans la vallée de Llobregat, et de janvier 1933 à Barcelone, démontraient que Largo avait raison d'être « obsédé » par le fait que la CNT « puisse le

29. Jean-Paul Depretto et Sylvie V. Schweitzer, *Le Communisme à l'usine* : *Vie ouvrière et mouvement ouvrier chez Renault, 1920–1939* (Paris, 1984), p. 107.
30. Herrick Eaton Chapman, « Reshaping French Industrial Politics : Workers, Employers, State Officials, and the Struggle for Control in the Aircraft Industry, 1938–1950 » (Ph.D. diss., University of California, Berkeley, 1983), p. 81.
31. Jean Rabaut, *Tout est possible : Les « gauchistes » français, 1929–1944* (Paris, 1974), p. 224, dont la conclusion est que la CGTSR n'a jamais lancé de grève importante ; voir Kathryn E. Amdur, « La tradition révolutionnaire entre syndicalisme et communisme dans la France de l'entre-deux-guerres », *Le Mouvement social,* n°139 (avril–juin 1987) : 48, qui souligne la persistance du syndicalisme révolutionnaire à cette période.
32. Raymond Carr, *The Spanish Tragedy: The Civil War in Perspective* (London, 1977), pp. 52–53.

doubler sur la gauche ». La sévérité de la répression qui suivit la révolte des Asturies, soutenue par les socialistes, en octobre 1934, ne fit rien pour diminuer l'orientation révolutionnaire des socialistes. Après la victoire électorale du Front populaire, Largo continua de plaider pour une dictature prolétarienne et une alliance révolutionnaire avec la CNT. À l'été 1936, les socialistes embrassant l'idée révolutionnaire étaient prédominants en Espagne, mais pas en France. Les problèmes sociaux et économiques à long terme – le manque de réforme agraire et la lenteur de l'industrialisation et de la modernisation – de pair avec les difficultés économiques – le conflit Église–État, la paralysie de l'administration et les régionalismes militants – allaient pousser les socialistes espagnols et l'Espagne elle-même dans la révolution et la guerre civile.

Les socialistes français suivirent un chemin plus modéré. Le distinguo entre conquête et exercice du pouvoir, que Léon Blum avait élaboré en 1926, continua à constituer la pierre de touche de l'idéologie socialiste pendant le Front populaire. D'après Blum, la *conquête* du pouvoir ne pouvait seulement survenir que lorsque la majorité de la population qui désirait un changement significatif soutenait le parti socialiste (Section française de l'Internationale ouvrière, ou SFIO). Les socialistes pourraient alors prendre tout le pouvoir politique par des moyens légaux ou illégaux pour faire une révolution sociale qui transformerait les rapports de propriété[33]. Au contraire, l'*exercice* du pouvoir surviendrait lorsque la SFIO serait le parti dominant dans une majorité de gauche ; une administration dominée par les socialistes gouvernerait dans les limites de la légalité capitaliste et les règles de la démocratie parlementaire. Pendant le Front populaire, les socialistes exercèrent le pouvoir – et reléguèrent la révolution à plus tard, comme le firent les communistes. Ce rapprochement entre socialistes et communistes était pourtant ironique, puisque Blum avait élaboré ce distinguo entre conquête et exercice du pouvoir pour critiquer la fougue du PCF. Il avait accusé les bolchéviques français d'imiter aveuglement leurs camarades soviétiques en tentant de conquérir le pouvoir avant que le prolétariat ne soit prêt, et leur reprochait de minorer des réformes qui auraient préparé la classe ouvrière à la révolution[34]. Sur les mêmes bases, Blum attaquait la gauche révolutionnaire de son propre parti.

L'aile gauche de la SFIO, qui comprenaient des partisans du contrôle ouvrier révolutionnaire, ne parvint jamais à dominer le parti ; même

33. Lefranc, *Mouvement socialiste,* 2 : 267 ; Tony Judt, *La Reconstruction du parti socialiste* (Paris, 1976), p. 81 ; Gilbert Ziebura, *Léon Blum et le Parti socialiste, 1872–1934,* trad. Jean Duplex (Paris, 1967), p. 286.
34. Léon Blum, *L'Œuvre* (Paris, 1972), pp. 451–60.

l'engagement révolutionnaire de dirigeants de gauche tels que Marcel Pivert a été mis en doute[35]. Le 27 mai 1936, au milieu de la vague de grèves sur le tas, Pivert publia son fameux article, « Tout est possible », dans lequel il disait que le moment révolutionnaire était arrivé. Pendant la première année du gouvernement de Front populaire, toutefois, Pivert demanda de soutenir le gouvernement de Blum, « pas… d'action révolutionnaire en dehors des voies légales »[36]. Le dirigeant de la Gauche révolutionnaire (GR), Pivert, eut un rôle secondaire comme consultant médiatique dans la première administration Blum, et espérait de la sorte renforcer son influence dans la SFIO. Pivert affirmait qu'il était insensé de condamner un gouvernement qui permettait « le développement de la capacité révolutionnaire des masses »[37]. Les autres membres de la GR ne souhaitaient pas non plus rompre complètement avec le gouvernement à l'automne et à l'hiver 1936.

Cependant, malgré une ambiguïté manifeste, les pivertistes étaient considérés comme révolutionnaires par nombre de partisans et d'adversaires. Au début de 1937, Pivert démissionna du gouvernement, déclarant qu'il ne « capitulerait pas devant le capitalisme et les banques. Non ! Je ne suis d'accord ni pour la paix sociale, ni pour l'Union sacrée »[38]. Pendant les élections de 1936 à Paris, les socialistes rendirent du terrain aux communistes. Un observateur policier attribua le déclin socialiste au départ des néo-socialistes « modérés » et à l'extrémisme de la Fédération de la Seine, où les pivertistes et autres socialistes de gauche étaient influents ; ce groupe « essayait souvent d'apparaître comme plus révolutionnaire que ses voisins communistes »[39]. Après le déclenchement de la Guerre civile espagnole, la GR voulait que les

35. Donald N. Baker, « The Politics of Socialist Protest in France: The Left Wing of the Socialist Party, 1921–1939 », *Journal of Modern History* 43, n°1 (mars 1971) : 24, 36–41, qui campe les *pivertistes* en contestataires plutôt qu'en révolutionnaires. Pour une interprétation récente du réformisme de la SFIO, voir Jacques Kergoat, *Le Parti socialiste* (Paris, 1983) ; voir aussi Tony Judt, *Marxism and the French Left: Studies on Labour and Politics in France, 1930–1981* (New York, 1986), p. 158, qui oppose l'« intransigeance doctrinaire » de la SFIO à ses compromis politiques.
36. Donald N. Baker, « The Socialists and the Workers of Paris: The Amicales Socialistes, 1936–1940 », *International Review of Social History* 24 (1979) : 8 ; Nathanael Greene, *Crisis and Decline: The French Socialist Party in the Popular Front* (Ithaca, 1969), p. 141 ; Helmut Gruber, *Léon Blum, French Socialism, and the Popular Front: A Case of Internal Contradictions* (Ithaca, 1986), p. 40, souligne la modération de Pivert.
37. Pivert cité in Jean-Paul Joubert, *Révolutionnaires de la SFIO* : *Marceau Pivert et le pivertisme* (Paris, 1977), p. 141.
38. Pivert cité in *ibid.* ; Rabaut, *Tout est possible,* pp. 242–43.
39. Résultat des élections législatives, 29 avril 1936, AN, F[7]13983.

ouvriers français imitent leurs camarades espagnols en lançant une révolution sociale et en formant un gouvernement prolétarien similaire à celui de Barcelone à l'été 1936. Pivert, toutefois, dut concéder que ses recommandations avaient été ignorées par la vaste majorité de la classe ouvrière : « les plus graves obstacles [à la poursuite de la lutte révolutionnaire] semblent tout autant venir de nous que de nos ennemis de classe… le prolétariat manque d'esprit offensif. »[40]

En avril 1937, la Gauche révolutionnaire emporta 11,6 % des votes au conseil national du parti socialiste, et en janvier 1938, elle remporta 18,4 %[41]. Cette faction s'attirait des soutiens dans les régions de faiblesse électorale socialiste et où des petits groupes d'intellectuels radicaux, peu engagés sur le chemin parlementaire vers le socialisme, trouvaient le pivertisme attractif. Même s'ils se renforcèrent en 1937, les radicaux ne s'emparèrent jamais de la SFIO, ne firent pas de révolution, et n'acquirent même pas une base ouvrière. Sur le long terme, l'influence de la GR sur les cellules de la SFIO au niveau des lieux de travail, les amicales socialistes, ne fut pas très importante. Durant les grèves du Front populaire, les pivertistes ne furent jamais assez nombreux ou « assez bien placés pour jouer un quelconque rôle décisif »[42].

L'expulsion de la GR de la SFIO en juin 1938 la mit effectivement en pièces. Un certain nombre de militants de premier plan qui s'étaient associés à cette faction refusèrent de rejoindre le nouveau groupe de Pivert, le Parti socialiste ouvrier et paysan (PSOP), qui rejetait le « réformisme social-démocrate », l'impérialisme et la défense de la nation[43]. Coupé de la SFIO, le PSOP – comme les trotskystes – devint une secte. Une fois encore, l'importance de ceux qui plaidaient pour une révolution immédiate ne fut pas décisive au sein du mouvement socialiste français des années 1930. Le PSOP ne devint ni l'avant-garde révolutionnaire de la classe ouvrière ni l'équivalent français du POUM[44].

Les trotskystes et d'autres gauchistes ont critiqué Pivert – comme ils ont attaqué Andrés Nin du POUM – pour sa collaboration avec

40. Pivert, 13 mars 1937, cité in Greene, *Crisis,* p. 136.
41. Greene, *Crisis,* p. 194.
42. Baker, « Amicales », pp. 20, 29 ; Jean-Pierre Rioux, « Les socialistes dans l'entreprise au temps du Front populaire : Quelques remarques sur les amicales socialistes (1936–1939) », *Le Mouvement social,* n°106 (janvier–mars 1976) : 3–24 ; voir aussi Joubert, *Révolutionnaires,* pp. 102–3, 145.
43. Rabaut, *Tout est possible,* p. 273.
44. Joubert, *Révolutionnaires,* p. 155. Il est à noter que la composition sociale du POUM, contrairement à la Gauche révolutionnaire, était ouvrière. (Victor Alba, *Histoire du POUM,* trad. Noémie Pagés [Paris, 1975]).

les gouvernements bourgeois et pour avoir failli dans l'établissement d'un véritable parti révolutionnaire au moment opportun. Mais la question de savoir pourquoi les groupes révolutionnaires en France (y compris les trotskystes) ne furent pas en mesure de gagner un soutien solide de la classe ouvrière et de faire une révolution n'a trouvé qu'une réponse superficielle. Les critiques de gauche ont proposé une explication fondamentalement politique pour l'échec de la révolution en France en 1936, et ils ont souligné le manque de direction, c'est-à-dire l'absence d'un Lénine français. Ils ont aussi fait remarquer l'activité contre-révolutionnaire de l'Union Soviétique, qui voulait renforcer les démocraties contre la menace internationale grandissante du fascisme. Les critiques des trotskystes et d'autres ont toutefois largement fait l'impasse sur un débat à propos des facteurs sociaux et économiques qui ont affaibli les mouvements révolutionnaires – trotskyste, anarchosyndicaliste, ou communiste – dans les pays avancés tels que la France.

À la fin de la Première Guerre mondiale, le communisme avait supplanté l'anarchosyndicalisme comme idéologie dominante parmi les militants révolutionnaires. À sa naissance en France, le communisme était, en un sens, une autre idéologie de contrôle ouvrier révolutionnaire sous la forme des soviets ou des conseils d'ouvriers et de soldats, au contraire du syndicat. En ce sens, les révolutionnaires français interprétèrent le bolchévisme comme une forme approximative de syndicalisme révolutionnaire[45]. Victor Griffuelhes, secrétaire général de la CGT de 1902 à 1909, déclarait que le syndicalisme révolutionnaire comme les soviets s'appuyaient sur « le producteur en négligeant le citoyen. Ce qui a fait et continue de faire la force des soviets, c'est le pouvoir donné aux producteurs – ouvriers et paysans. »[46] Les syndicalistes révolutionnaires partageaient le mépris des communistes pour le parlementarisme.

Pourtant, le communisme fut, en France, importé d'un autre pays, l'Union soviétique, dont les conditions sociales ressemblaient plus à celles de l'Espagne qu'à celles de la France. Le communisme, ou le bolchévisme, fut incapable de perpétuer sa popularité de l'immédiate après-guerre. Au schisme entre communistes et socialistes du Congrès de Tours en 1920, les communistes surpassaient numériquement les socialistes, avec 120 000 membres contre 50 000. Ensuite, aux élections de 1924, le PCF remporta 877 000 suffrages et les socialistes approximativement 1 500 000. En 1933, le nombre d'adhérents du PCF tomba à 28 000, alors que celui des socialistes atteignait 130 000[47].

45. Kriegel, *Origines,* p. 61.
46. Griffuelhes cité in Lefranc, *Mouvement syndical,* p. 248.
47. Jean Touchard, *La Gauche en France depuis 1900* (Paris, 1977), chap. 2 ;

Avant les élections de 1928, le Parti communiste français avait adopté une nouvelle ligne « classe contre classe » qui faisait écho à la position de l'Internationale communiste. Le PCF pensait qu'une nouvelle période d'instabilité capitaliste avait commencé, et que les camarades devaient adopter une ligne dure contre les « sociaux-impérialistes » ou les « sociaux-fascistes » de la SFIO. Cette tactique sans concessions fut un élément clé des élections de 1928 qui eurent lieu avec le scrutin d'arrondissement, nouvellement réintroduit. D'après ce système de scrutin, si aucun candidat n'avait la majorité absolue au premier tour, il y avait un second tour pour lequel celui qui arrivait en tête était déclaré vainqueur. Ce système favorisait les alliances politiques afin de remporter le second tour, mais les électeurs communistes eurent pour instruction d'ignorer la « discipline républicaine » et de ne voter pour aucun autre candidat de gauche au second tour. Bien que le PCF ait augmenté ses votes de 200 000 au premier tour, obtenant au total 1 063 000 contre 1 700 000 pour les socialistes, 44 % de ses électeurs passèrent outre les instructions du parti et votèrent alors pour le socialiste ou le radical le mieux placé au second tour[48]. La discipline traditionnelle républicaine triompha au second tour, et le PCF perdit treize de ses 27 sièges à la Chambre des députés. Nombre de dirigeants communistes – Marcel Cachin, André Marty et Paul Vaillant-Couturier – furent battus. Maurice Thorez, la future tête du PCF, fut vainqueur uniquement parce qu'il fut à même d'attirer sur son nom les votes socialistes au second tour.

En 1929, pendant la vague de répression et d'arrestations de ses militants et de ses dirigeants, le parti communiste persista dans sa rhétorique révolutionnaire. Il voulait une guerre civile révolutionnaire et accusait les socialistes d'être des « ennemis du prolétariat et de la révolution »[49]. Pourtant la diminution de ses membres n'en finissait plus, surtout dans des régions économiques clés. De 1924 à 1929, le nombre d'adhérents diminua de 45 % à Paris. Le PCF ne réussissait pas mieux dans les rues ; les manifestations de 1929 à 1933 pour défendre l'Union soviétique contre les « impérialistes fauteurs de guerre » et pour protester contre le chômage n'attirèrent pas les foules[50]. Le parti continuait à

Nicole Racine et Louis Bodin, *Le Parti communiste français pendant l'entre-deux-guerres* (Paris, 1972), p. 209, donne le nombre de 180 000 membres du PCF à Tours et 30 000 en 1933.

48. Tom Kemp, *Stalinism in France: The First Twenty Years of the French Communist Party* (London, 1984), 1 : 88–89 ; Jacques Fauvet, *Histoire du Parti communiste français, 1920–1976* (Paris, 1977), p. 77.
49. P. Semard cité in Racine et Bodin, *Parti,* p. 171.
50. Fauvet, *Parti,* p. 81 ; Jean-Paul Brunet, *Histoire du Parti communiste fran-*

perdre des adhérents et des suffrages au début de la dépression économique qui, selon sa propre analyse de la crise du capitalisme, devait lui apporter une nouvelle popularité. Avant les élections de 1932, Maurice Thorez accusait ses rivaux socialistes d'être « le principal soutien de la dictature bourgeoise. La crise accélère la fascisation du parti socialiste et de la CGT [, qui sont] toujours plus intégrés à l'appareil d'État bourgeois »[51]. Malgré cette rhétorique acerbe, en 1932 les voix pour le PCF et la SFIO étaient respectivement de 783 000 et 1 964 000. Le pourcentage communiste de votes baissa de 9,3 % à 6,8 %, ce qui était inférieur à 1924. Dans la région parisienne, il chuta de 20,7 % à 17,4 %. Seuls onze députés communistes demeurèrent à la Chambre[52].

Le parti communiste ne s'empara jamais de plus de 12 % du scrutin national avant 1936, lorsqu'il se montra, sans vergogne, réformiste et patriote. Déjà, en 1934, pendant les cantonales, lorsque se formait le Front populaire, le PCF décida d'adhérer à la discipline républicaine et de soutenir les candidats socialistes au second tour. Le parti modérait ses positions pour attirer la petite-bourgeoisie qui, craignait-il, pouvait être attirée par le fascisme, comme – croyait-il – elle l'avait été en Allemagne. Fin 1934, durant des discussions sur une plateforme commune avec les socialistes, les communistes refusèrent les revendications socialistes de « réformes structurelles » ou nationalisations, craignant que des changements majeurs ne puissent leur aliéner les classes moyennes que le PCF cherchait à présent à séduire. Malgré les difficultés à établir un programme commun pour les élections municipales de 1935, l'accord en vue d'appuyer le candidat de gauche le mieux placé resta en vigueur et permit au PCF de gagner environ 50 sièges municipaux, dont huit à Paris même[53]. Il est significatif qu'en 1935 les communistes aient choisi le 14 juillet, un symbole du nationalisme français moderne, pour une manifestation de masse en soutien au Front populaire.

Pendant les élections de 1936, le PCF ordonna à ses militants d'éviter tout slogan qui soit révolutionnaire et de participer au chant de la Marseillaise[54]. D'après Thorez, le slogan de la campagne communiste « qui eut le plus de succès » fut « pour une France libre, forte et heureuse ». Les camarades offrirent une « main tendue » aux catholiques. Pour faire élire des candidats communistes, les militants furent auto-

çais (1920–1982) (Paris, 1982), p. 41.

51. Thorez cité in Dupeux, Élections, p. 70.
52. Fauvet, *Parti*, p. 97 ; Brunet (*PCF*, p. 44) affirme que le PCF avait 6,7 % des électeurs inscrits et 6,3 % des votes exprimés.
53. Fauvet, *Parti*, p. 146 ; Brunet, *PCF* ; les chiffres varient légèrement.
54. Instructions données par la direction du parti communiste à ses organismes de base pour le 2e tour de scrutin, 30 avril 1936, AN, F7 13983.

risés à dévier de la « "ligne politique" du communisme ». Les suffrages du PCF doublèrent quasiment, et il obtint 72 sièges à la Chambre, alors que les Radicaux en obtenaient 116 et la SFIO et d'autres groupes apparentés, 182. Pour la première fois, le PCF devint une force parlementaire majeure et, jusqu'à récemment, « une source d'attraction durable pour les masses françaises »[55].

À Paris, les socialistes rendirent du terrain aux communistes aux élections législatives de 1936, ce qu'une source policière attribua au départ des néosocialistes « modérés » et à « l'extrémisme » de la Fédération de la Seine, dans laquelle dominaient la tendance de gauche. Paradoxalement, le PCF parvint à rassurer nombre de modérés de gauche et à apaiser leurs craintes[56]. L'adoption d'une stratégie « nationale et démocratique » permit aussi au PCF d'accroître de façon significative le nombre de ses adhérents : de 42 500 en 1934, et 87 000 en 1935, ce nombre bondit à 235 000 en 1936 et à 302 000 en 1937[57]. Pendant le Front populaire la séparation communiste entre théorie et pratique en vint à ressembler à celle de la SFIO : les partis coopéraient pour mettre en place des réformes importantes, repoussant à la fois la révolution et la dictature du prolétariat à un lointain futur[58]. Les plus grandes avancées électorales et en nombre d'adhésions du PCF survinrent au moment où il avançait des arguments contre toute application immédiate du contrôle ouvrier révolutionnaire ou des soviets. Il plaidait à la place pour des « améliorations substantielles » pour les ouvriers dans le système capitaliste. Le soutien de la CGTU et des communistes aux réformes du Front populaire peut être décrit non seulement comme une manœuvre tactique qui renforcerait la coopération franco-soviétique contre l'Allemagne d'Hitler, mais aussi comme une reconnaissance tardive du relatif succès de la stratégie de compromis, de la part de la CGT et des socialistes, et de leur synthèse de réforme et révolution, nationalisme et internationalisme. La synthèse communiste comprenait un soutien actif à l'Union soviétique et à l'Espagne républicaine.

55. Irwin M. Wall, *French Communism in the Era of Stalin* (Westport, Conn., 1983), p. 16 ; voir aussi Jacques Kergoat, *La France du Front populaire* (Paris, 1986) ; Henri Heldman, « Le Parti communiste français à la conquête de la classe ouvrière : Les cellules d'entreprise, 1924–1938 » (Thèse, 3e cycle, Université de Nanterre, 1979), p. 187.
56. Résultat des élections législatives, 29 avril 1936, AN, F7 13983.
57. Annie Kriegel, « Le Parti communiste français sous la Troisième République (1920–1939) : Évolution de ses effectifs », *Revue française de science politique* 21, n°1 (février 1966) : 33 ; Brunet, *PCF,* p. 52.
58. Pour le PCF, voir Louis Bodin, « De Tours à Villeurbanne : Pour une lecture renouvelée de l'histoire du Parti communiste français », *Annales Économies, Sociétés, Civilisations,* n°2–3 (mars–juin 1975).

Comme les courants révolutionnaires faiblissaient, les désirs consuméristes prirent leur essor. De nouveaux besoins accompagnaient l'acceptation des techniques de production et de consommation les plus modernes. En 1919 et en 1935, la CGT proposa que les entreprises nationalisées soient contrôlées par des délégués ; l'État choisirait un tiers d'entre eux, et les producteurs (les ouvriers et les techniciens) choisiraient un autre tiers. Les délégués restants seraient issus des consommateurs. La volonté qu'avait la Confédération de faire participer les consommateurs montrait qu'elle déplaçait son attention, focalisée sur le contrôle de la production, vers la soif de consommation. Bien que la CGT ait continué à plaider pour le développement des forces productives pendant l'entre-deux-guerres, elle nuança son propos et commençait à percevoir l'ouvrier non plus seulement comme un producteur, mais, tout aussi important, comme un consommateur.

En échange d'une distribution élargie et plus égalitaire, les syndicats français se montraient prêts à accepter les biens produits par le capitalisme en même temps que les méthodes de leur élaboration. Même le syndicat le plus révolutionnaire, la CGTU – qui, dans les années 1920, regroupait à la fois des syndicalistes révolutionnaires et des communistes, et qui continuait à revendiquer le contrôle ouvrier – approuva et même chanta les louanges des techniques de rationalisation les plus modernes, en particulier si elles étaient employées en Union soviétique. En 1927, lorsqu'un syndicaliste révolutionnaire demanda à O. Rabaté, un dirigeant de la CGTU et futur maître d'œuvre du Front populaire, à quel endroit la rationalisation ne maltraitait pas les ouvriers, Rabaté répondit, « à Moscou »[59]. D'après un article de 1927 de Maurice Thorez, la rationalisation ouvrière équivalait au socialisme. Dans les années 1930, *l'Humanité* faisait l'éloge du stakhanovisme, qui produisait de « brillants résultats ». À l'occasion d'une visite de travail de mineurs communistes français dans les puits soviétiques, ces derniers racontèrent : « nous avons dépassé deux à quatre fois la norme sans effort particulier, *chose absolument impossible dans les conditions des pays capitalistes* »[60]. En Union soviétique, « être stakhanoviste c'est l'honneur et le devoir de tout ouvrier. » *L'Humanité* faisait remarquer que les camarades français en visite avaient eu une bonne surprise lorsqu'ils apprirent que les salaires de leurs homologues soviétiques étaient presque dix fois supérieurs aux salaires français : « Voilà le sys-

59. Pierre Saint-Germaine, « La chaîne et le parapluie : Face à la rationalisation (1919–1935) », *Les Révoltes logiques,* n°2 (1976) : 98.
60. *L'Humanité,* 26 avril et 17 mai 1936 ; italiques ajoutées. On ne peut qu'être d'accord avec ce jugement bien particulier de l'*Humanité.*

tème de paye en Union soviétique ! Nulle part dans le monde on ne voit une chose semblable. »[61]

Pourtant, de retour à l'Ouest, les communistes français se montraient bien plus critiques envers l'organisation scientifique du travail, même s'ils l'acceptaient sur le papier. En 1927, Rabaté critiqua – d'une façon rappelant Émile Pouget – le surtravail, le chômage et les bas salaires qui étaient, pour Rabaté, consubstantiels à la rationalisation capitaliste. Le dirigeant de la CGTU refusait d'admettre que les ouvriers américains perçoivent des salaires élevés et possèdent leur propre voiture ; il tentait de réfuter l'idée qu'un des buts du taylorisme était d'accroître la consommation ouvrière. Pourtant, s'opposer à la ligne d'assemblage et aux nouvelles techniques de travail, c'était comme « être contre la pluie » :

> Nous sommes favorables aux principes de l'organisation scientifique du travail… Essayer d'arrêter le progrès technique ne serait pas être vraiment révolutionnaire. Les révolutionnaires savent que la classe ouvrière prendra la succession du capitalisme et que cette organisation scientifique permettra une construction bien plus rapide du socialisme lorsque le prolétariat prendra le pouvoir[62].

La CGTU appuyait ainsi les processus de travail que développait le capitalisme, et sa critique se centrait sur le manque d'une distribution des marchandises plus large et plus équitable. En fait, en 1927, Rabaté doutait que l'industrie automobile française soit à même d'approvisionner les masses en voitures. Dix ans plus tard, la position communiste avait peu évolué : au début de la grande vague de grèves de 1936, le PCF affirmait que « les masses… en ont eu assez du développement de machines qui ne bénéficient qu'à peu de gens »[63].

À l'instar des communistes, les anarchistes et les anarchosyndicalistes français – qui, nous l'avons vu, avaient perdu leur emprise d'avant-guerre sur la CGT au plan national – doutaient de la capacité du capitalisme à accroître la consommation. Sébastien Faure, un anarchiste de premier plan, voulait une hausse des salaires pour remédier à la crise économique de 1932. Faure croyait que la « sous-consommation » était le péril à combattre et que « la capacité de consommation, qui multiplie perpétuellement les besoins… va toujours continuer à

61. *Ibid.*, 24 mai 1936.
62. O. Rabaté, *Rationalisation et action syndicale : Discours prononcé au congrès fédéral des métaux (CGTU)* (Paris, 1927), pp. 66–67.
63. *L'Humanité,* 22 mai 1936. Sur les mineurs, voir Aimée Moutet, « La rationalisation dans les mines du Nord à l'épreuve du Front populaire », *Le Mouvement social*, n°135 (avril–juin 1986) : 79.

croître »[64]. Le dirigeant anarchiste était plutôt sceptique quant à la capacité du capitalisme à augmenter les salaires et à diminuer le temps de travail. D'autres libertaires demandaient un mois de congés payés et se plaignaient même que les capitalistes français rationalisent trop lentement[65].

Les socialistes étaient depuis longtemps en faveur de l'accroissement de la consommation par la rationalisation. D'importants membres du parti, tels que André Philip et Jules Moch, voyaient d'un bon œil la rationalisation parce qu'elle faisait monter en flèche la consommation ouvrière. La solution socialiste à la stagnation économique de la dépression – relancer le pouvoir d'achat des masses – était « déjà incluse dans le programme socialiste complet de 1927. »[66] D'après Blum, la crise économique des années 1930 avait pour cause non pas la surproduction, mais une demande insuffisante. Les socialistes, pensait Blum, doivent utiliser le pouvoir d'État pour augmenter le pouvoir d'achat des masses. Nombreux était ceux pour qui la révolution pouvait avoir été l'ultime raison d'être de la SFIO, mais l'augmentation du pouvoir d'achat arrivait en tête de la liste des priorités de la majorité des socialistes.

D'autres fractions du mouvement socialiste – les « planistes » et les socialistes non-conformistes – s'éloignèrent encore davantage d'une alternative révolutionnaire fondée sur le modèle soviétique ou anarchosyndicaliste. Les non-conformistes socialistes et les néo-socialistes qui avaient scissionné de la SFIO en 1933 faisaient bon accueil aux idées des planistes, qui pensaient que le marxisme orthodoxe et, bien sûr, l'anarchosyndicalisme étaient démodés. Ils repoussaient non seulement les modèles révolutionnaires mais aussi le distinguo de Blum entre conquête et exercice du pouvoir. Au contraire, les planistes – des gens comme Henri de Man et des groupes comme Combat marxiste et Révolution constructive – voulaient démarrer la construction d'une société socialiste en collaboration avec les classes moyennes. Les planistes distinguaient plusieurs groupes au sein de la bourgeoisie et considéraient certains de ses éléments, notamment les techniciens industriels, comme des alliés potentiels contre l'oligarchie « parasitaire »

64. Sébastien Faure, *La Crise économique* : *Le chômage, origines–conséquences–remèdes* (Paris, 1932), p. 12.
65. Madeleine Pelletier, *Le Travail* : *Ce qu'il est, ce qu'il doit être* (?, 1930), pp. 20–21.
66. Julian Jackson, *The Politics of the Depression in France, 1932–1936* (Cambridge, 1983), p. 39 ; voir aussi Jules Moch, *Socialisme et rationalisation* (Bruxelles, 1927).

du grand capital ou capital financier[67]. Nombre de planistes étaient en faveur de nationalisations limitées et d'une lente évolution vers le socialisme. En accord avec leur vœu de s'allier les fractions bien disposées des classes moyennes, ils étaient favorables à une économie mixte comprenant secteur public et secteur privé, et rejetaient généralement la rhétorique de guerre de classe et de révolution que le tout-venant de la SFIO employait parfois. Les syndicalistes révolutionnaires, dans et hors de la CGT, s'attaquèrent à la condamnation par les planistes de leur propre position ouvriériste, qui fondait ses espoirs de changement sur la seule classe ouvrière[68].

En 1934, le courant dominant de la SFIO rejetait la planification pour des raisons politiques et idéologiques. Blum pensait que l'engagement dans la planification compromettrait le but ultime, sinon éloigné, de son parti, d'une révolution socialiste, et conduirait à accroître les divisions dans la SFIO. Toutefois, en février, la CGT commença à tirer ses propres plans ; comme le plan du parti ouvrier belge, elle demandait une augmentation de la consommation des masses pour combattre la crise économique. Comme l'était la SFIO en 1932, la CGT était en faveur d'une nationalisation des banques et des industries clés[69]. Dans le plan publié par la CGT en 1935, l'encadrement privé gardait le contrôle sur ses ouvriers, et le contrôle ouvrier ne méritait qu'une mention en passant. Annonçant la planification qui suivit la Seconde Guerre mondiale en France, le plan de la CGT avait plus à voir avec la rationalisation et la modernisation qu'avec la démocratie ou la participation ouvrières. Les chômeurs devaient être employés par le biais d'une réduction de la semaine de travail – le total suggéré était habituellement de 40 heures – et par de grands travaux publics. La production et la consommation de masse étaient les objectifs de la CGT.

Lorsque fut finalement réalisée l'union entre la CGT et la CGTU, syndicat plus petit et contrôlé par les communistes, à Toulouse en mars 1936, le nouveau syndicat unifié soutint le programme du Front popu-

67. Amoyal, « Origines », p. 150 ; voir aussi Jean-François Biard, *Le Socialisme devant ses choix* : *La naissance de l'idée de plan* (Paris, 1985).
68. Georges Lefranc, « Le courant planiste dans le mouvement ouvrier français de 1933 à 1936 », *Le Mouvement social,* n°54 (janvier–mars 1966) : 85.
69. Pour le programme de la CGT, voir Georges Lefranc, *Histoire du Front populaire* (Paris, 1974), pp. 465–66 ; Henri Noyelle, « Plans d'économie dirigée : Les plans de reconstruction économique et sociale à l'étranger et en France », *Revue d'économie politique,* n°5 (septembre–octobre 1934) : 1602 ; Georges Lefranc, « Histoire d'un groupe du parti socialiste S.F.I.O. : Révolution constructive (1930–1938) », in *Mélanges d'histoire économique et sociale en hommage au professeur Antony Babel* (Geneva, 1963), pp. 401–25.

laire. L'accord de la gauche sur une plateforme impliquait que l'alliance électorale donnerait une meilleure cohésion que ne l'avait fait l'éphémère coalition entre socialistes et radicaux en 1932. Elle assurait aussi aux électeurs, qui craignaient un instabilité gouvernementale perpétuelle, l'alliance durable de la gauche. Du fait de l'opposition des communistes et des radicaux, le programme de Rassemblement populaire, du nom officiel du Front populaire, limitait encore davantage la portée des nationalisations que le plan de la CGT ou le programme socialiste ne le prévoyait. Lorsqu'elle fut rendue publique en janvier 1936, la plateforme du Front populaire demandait néanmoins la nationalisation des industries de défense et un contrôle d'État accru sur la Banque de France. En sus, le Front populaire proposait, comme l'avait fait la CGT, de grands travaux publics qui remettraient au boulot les chômeurs et la réduction de la semaine de travail sans baisse de salaire. Une augmentation du pouvoir d'achat restait un but essentiel de la gauche.

Tout en conservant leur productivisme traditionnel, les idéologies de la gauche française du premier tiers du XXe siècle mirent alors l'accent sur la consommation. Elles acceptaient, et même glorifiaient, les méthodes capitalistes de production ; la gauche voulait une distribution plus équitable des biens et des services. Le remplacement de la vieille revendication anarchosyndicaliste de contrôle ouvrier des moyens de production fut une invitation au contrôle étatique, puisque la gauche croyait qu'elle pourrait assurer une production plus efficace et une distribution plus juste à travers son contrôle du gouvernement. Les organisations dominantes de la gauche française – SFIO, PCF, CGT, CGTU – cherchaient à accroître leur pouvoir et leur influence politiques, et non à prendre le contrôle direct des forces productives ou même à établir des soviets. Même avant la victoire du Front populaire – lorsque la gauche s'empara du pouvoir à l'échelle nationale – les partis communiste et socialiste avaient déjà la haute main sur un certain nombres d'instances territoriales de gouvernement partout en France. Au contraire de l'Espagne, où nombre d'organisations ouvrières importantes demeuraient politiquement impuissantes et étaient même régulièrement illégales, la société française fut capable de partager le pouvoir politique avec la gauche. Pendant les années 1930 en Espagne, les militants des partis et des syndicats – y compris, parfois, des socialistes – furent emprisonnés, alors qu'en France au même moment, leurs homologues dirigeaient des conseils municipaux.

L'emprise grandissante de la gauche sur les banlieues parisiennes dans l'entre-deux-guerres était manifeste de son intégration à la société françaises et du consensus social français. En regard des idéologies de

lutte des classes ou de classe contre classe à gauche, et particulièrement chez les communistes, et de la répression épisodique du Parti communiste français dans les années 1920, affirmer de la sorte que la société française possédait des capacités d'intégration peut sembler sans fondement. Pourtant, la politique concrète de la gauche dans les banlieues parisiennes montrait une fidélité au genre de modernisation industrielle que d'autres classes avaient pratiqué et soutenu en France. Nombre d'électeurs de banlieue exprimaient leur mécontentement du manque d'infrastructures locales en votant socialiste ou, de plus en plus, communiste. La gauche répliqua en construisant des égouts, des équipements d'eau courante et des installations électriques et de gaz de ville et en pavant les rues et les routes dont manquaient de nombreux nouveaux lotissements. Bien que la Loi Sarraut (1928) ait incité à la construction de routes et d'équipements sanitaires et d'apport en eau, elle laissait de coté certaines lacunes importantes dans l'infrastructure ; ces instances locales tentèrent de les combler.

Les communistes étaient assez fiers de leur travail municipal. Un historien communiste a déclaré récemment que dans les banlieues les communistes français avaient joué le même rôle que leurs camarades soviétiques en URSS[70]. D'après Maurice Thorez, les municipalités communistes étaient une « expression inestimable de la politique du parti » : « Notre municipalité [Villejuif] a fait d'un marécage une cité : rues viabilisées, services municipaux créés, eau, gaz, électricité. »[71] En 1933, à Villejuif, le PCF inaugurait fièrement l'école Karl Marx. Sa construction avait été pilotée par un groupe d'architectes progressistes et révolutionnaires, comprenant André Lurçat, et dont l'idéologie était manifeste de certaines réalisations et volontés de la gauche française. Pendant la construction de l'école, Lurçat avait exposé ses idées sur l'architecture moderne : l'abri est la première priorité, l'esthétique vient ensuite. Dans la nouvelle ère, l'architecte ne devrait plus s'adresser au client individuel, mais aux « puissantes organisations » qui « agiraient au nom des masses ». Ces organisations ne demandait pas de la beauté, mais un agencement solide et économique. Comme son collège Le Corbusier, Lurçat était partisan de l'urbanisme moderne ; il plaidait pour l'amélioration de la circulation automobile dans les rues « trop étroites ». À « l'inertie plastique des vieilles villes », la nouvelle cité opposerait « le dynamisme de ses principaux éléments »[72]. Il affirmait

70. Jacques Girault, *Sur l'implantation du Parti communiste français dans l'entre-deux-guerres* (Paris, 1977), p. 114.
71. *L'Humanité,* 30 avril 1929, citée in *ibid.*, p. 114.
72. André Lurçat, *Projets et réalisations* (Paris, 1931), p. 5 ; André Lurçat,

que l'urbanisme devait devenir une science qui s'intéresserait aux « besoins toujours croissants ». Ainsi Lurçat, avec le soutien des communistes, put mettre en œuvre certaines politiques urbaines, auxquelles ne pouvait que rêver une grande partie de la gauche espagnole.

Le PCF, souvent avec l'aide du gouvernement français, mit sur pied des logements modernes dans les banlieues ouvrières, comme à Villejuif, d'où la plupart des ouvriers faisaient la navette vers leur travail[73]. Les communistes fournissaient des services dans les nouveaux logements et organisaient les locataires et les propriétaires afin d'obtenir des subventions. À Vitry – avec 48 929 habitants, la quinzième plus grande ville de France – la municipalité communiste fournit un habitat à bas prix (les HBM, habitations à bon marché) aux ouvriers. À Bagneux, le PCF mit la main sur une HBM que des philanthropes avaient bâti pour les salariés qui venaient travailler dans les grandes entreprises de la région ; il organisa les locataires sur des questions quotidiennes, telles que le manque de routes ou de transports publics. En 1935–1936, les communistes firent campagne pour prendre la municipalité, sur le thème d'une jeune « génération destinée à gérer la commune de façon moderne. » Les militants communistes apparaissaient aux électeurs comme des « agents de la modernité ». Dans d'autres zones périphériques, ils mirent en place des centres et services médicaux, des crèches, des bains publics et même une colonie de vacances pour 200 enfants, qui reçut les éloges d'un journal conservateur, *Le Temps*. L'emprise communiste sur différentes banlieues leur donnait un pouvoir stable qui fournissait des emplois, du logement et d'autres avantages à ses militants.

Les socialistes, qui désiraient aussi gouverner des municipalités ouvrières, pouvaient entraver la pénétration communiste en mettant en œuvre les mêmes politiques que leurs rivaux. Après la Première Guerre mondiale à Suresnes, le berceau du constructeur automobile Talbot, le maire socialiste modernisa le vieux village, qui avait jusqu'alors « conservé de façon anachronique son caractère rural »[74]. Henri Sellier, maire de 1919 à 1941, permit de créer l'office HBM, fit construire des centres médicaux, des crèches, des écoles, des maisons de retraite, des bibliothèques, des gymnases et des piscines. La municipalité socialiste amé-

« Urbanisme et architecture », *Cahiers de l'école de Rochefort, collection Comprendre la ville* (Paris, 1942) p. 12. Voir aussi Jean-Louis Cohen (« Lurçat au pays des soviets », *Architecture, mouvement, continuité,* n°40 [septembre 1976] : 10), qui souligne l'engagement de Lurçat en faveur d'une circulation urbaine intensifiée. Lurçat admirait l'Union soviétique dans les années 1930, parce que « là, le travail devient facile ».

73. Ce paragraphe est basé sur Girault, *Sur l'implantation,* 17–129.

74. René Sordes, *Histoire de Suresnes* (Suresnes, 1965), p. 530.

liora la circulation routière et traça des plans pour l'élargissement des routes. À Boulogne-Billancourt et à Pantin, les candidats du PCF ne parvinrent pas à battre des maires socialistes, populaires et efficaces[75].

Dans les années 1930, la France était à coup sûr une société pluraliste, où plusieurs partis politiques, qui affirmaient représenter différentes classes sociales, rivalisaient pour le pouvoir. Les forces politiques majeures formaient un consensus, sous-jacent au conflit et à l'animosité verbale des politiciens, consensus inédit en Espagne. Les partis prétendant représenter la classe ouvrière étaient non seulement légaux, mais partageaient aussi officiellement, avec d'autres formations politiques et d'autres classes sociales, le pouvoir politique, administratif et dans une moindre mesure, économique. Dans les banlieues et les petites villes, les communistes et les socialistes contribuait à assurer l'infrastructure nécessaire à la production. L'éducation, les transports, la santé, le logement et même certaines installations de loisirs furent construites ou améliorées par des instances locales de gauche. En contribuant effectivement au développement économique et à la modernisation de la nation, les partis politiques et les syndicats de gauche acceptèrent les fruits de l'industrie capitaliste tout autant que ses méthodes d'organisation du travail. La principale division entre les politiques économiques de gauche et de droite portait sur la forme de propriété – nationalisation contre contrôle privé de la production – mais non sur le contenu ou les méthodes de production[76]. La revendication anarchosyndicaliste classique d'un contrôle ouvrier ou syndical sur la production céda largement la place aux luttes des partis et des syndicats de gauche, en vue d'augmenter leur propre pouvoir et d'accroître la consommation dans leurs circonscriptions. Les ouvriers étaient perçus non seulement comme des producteurs, mais aussi, tout aussi important, comme des consommateurs. Les militants ouvriers français n'occuperaient pas les usines pour faire une révolution pour les producteurs, comme le firent les espagnols, mais au lieu de cela, pour ajouter à leurs loisirs et augmenter leur consommation.

75. Depretto et Schweitzer, *Communisme,* p. 53.
76. En théorie, la gauche s'opposait à la production dans le secteur de la défense et argumentait en faveur de dépenses sociales accrues.

X.
LES OCCUPATIONS D'USINE

Bien qu'elles n'aient jamais mené à une révolution sociale, les occupations d'usine en France représentèrent la plus grande vague de grèves avec occupation de l'histoire de la Troisième République et produisirent sa plus importante série de réformes sociales, dont la semaine de 40 heures, restée controversée. Après les dures années de dépression du début des années 30, les revendications ouvrières pour la réduction du temps de travail et l'augmentation du salaire étaient facilement compréhensibles. Cependant leurs aspirations finirent par contribuer à la division du Front populaire et à mettre en danger ses projets pour la relance et la croissance économiques.

Pour comprendre les occupations d'usine du printemps 1936, nous devons analyser la situation démographique, économique et politique de la France des années 30. Ce pays avait été durement touché par le carnage de la Première Guerre mondiale, et ses pertes humaines, combinées à un faible taux de natalité, conduisirent à un manque de main-d'œuvre. De plus, bien que le nombre des paysans ait chuté d'un million entre 1911 et 1936, le secteur agricole, relativement en retard par rapport aux autres pays industriels, retenait un tiers de la population active masculine sur les terres, intensifiant ce manque de main-d'œuvre. Pendant l'entre-deux-guerres, une main-d'œuvre étrangère venant d'Italie, de Belgique, d'Afrique du Nord et d'Espagne fut recrutée pour combler ce manque. En général, les emplois non-qualifiés ou semi-qualifiés pouvaient être pourvus par des travailleurs, français ou étrangers, mais les emplois nécessitant des travailleurs qualifiés étaient plus difficiles à pourvoir. Ce manque d'ouvriers qualifiés allait avoir un impact important pendant les années de gouvernement du Front populaire.

Après 1931, la crise économique aggrava la faible croissance du taux de natalité, alors que la France subissait les conséquences de la grande dépression mondiale. Dans l'industrie et le commerce, la production

chuta d'environ 20 % pendant les années 30[1]. Dans les entreprises de plus de 100 ouvriers, le nombre de salariés chuta de 24 % de 1931 à 1936, alors que la production industrielle reculait de 13 %. Même si la France enregistrait un taux de chômage de seulement 5 % en 1936, le taux de chômage était considérable dans la région parisienne, qui tout en contenant environ 20 % de la population active abritait plus de 50 % des chômeurs du pays. Le chômage à Paris était structurellement comparable à celui qui touchait les autres pays industriels, où il était lui aussi élevé dans les secteurs avancés de l'industrie.

Les gouvernements français tentèrent de combattre la crise économique de diverses manières. Au début des années 30 ils augmentèrent les droits de douane et plus généralement suivirent des politiques déflationnistes abaissant le niveau des salaires et des prix, tout en maintenant un chômage élevé pour la France. La déflation protégea les personnes aux revenus fixes en maintenant un franc fort et en évitant la dévaluation, mais la force du franc par rapport aux autres monnaies nationales rendit les exportations françaises relativement plus chères et affecta les industries exportatrices. Les politiques économiques déflationnistes ne réussirent pas à stimuler la demande et à relancer l'économie. Les dépenses gouvernementales chutèrent brutalement, et de nombreuses industries, comme l'automobile, subirent le choc des réductions budgétaires gouvernementales. Le mécontentement provoqué par la déflation et la réduction des dépenses gouvernementales, particulièrement pendant le gouvernement de Pierre Laval (juin 1935-janvier 1936) contribuèrent à la formation du Front populaire.

Les ouvriers vécurent les effets de la crise économique des années 30 de diverses manières. Le chômage augmenta, particulièrement dans les industries du bâtiment et de la métallurgie. L'augmentation était telle que le Conseil Général de la Seine refusa son aide aux chômeurs arrivés dans la région après le mois de juillet 1934[2]. Le pouvoir d'achat des ouvriers ne chuta pas de façon systématique cependant, la déflation n'affectant pas seulement les salaires, mais aussi les prix. Aussi un économiste estima-t-il à 12 % l'augmentation du pouvoir d'achat des ouvriers de 1929 à 1935[3]. Chez Renault, par exemple, le salaire mensuel

1. Alfred Sauvy, éd., *Histoire économique de la France entre les deux guerres* (Paris, 1972), 2:121.
2. Gabrielle Letellier, Jean Perret, H. E. Zuber et A. Dauphin-Meunier, *Enquête sur le chômage* (Paris, 1938–1949), 1:250.
3. Sauvy, éd., *Histoire économique,* 2:133 ; cf. Georges Lefranc, *Histoire du Front populaire* (Paris, 1974), p. 50, qui conclut que le pouvoir d'achat des ouvriers diminua ; voir aussi Julian Jackson, *The Politics of the Depression in France, 1932–1936* (Cambridge, 1983), p. 58.

réel des ouvriers augmenta légèrement de 1930 à 1935. Une équipe de chercheurs contemporains nota quant à elle une chute du « niveau de vie » des travailleurs de 7 %[4]. Les salaires de la classe ouvrière dans son ensemble chutèrent de 15 % entre 1930 et 1935[5]. Ainsi, en prenant en compte le taux de chômage, le pouvoir d'achat global ou général de la classe ouvrière baissa, même si pendant cette période les ouvriers ayant un emploi y gagnèrent de façon substantielle.

À Paris, la grande majorité des salariés travaillait 48 heures par semaine. Le nombre d'étrangers détenant un emploi était étonnamment bas. Chez Renault, le pourcentage d'étrangers par rapport à l'ensemble de la main-d'œuvre chuta de 16 % en février 1932 à 8 % en mai 1936. Ce mois-là, le pourcentage de non-français par rapport à l'ensemble de la main-d'œuvre parisienne augmenta légèrement, de 4,8 % à 5 %[6]. Le pourcentage de femmes dans la population active chuta de 37,1 % en 1931 à 34,2 % en 1936[7]. La majorité privilégiée qui détenait un travail était incontestablement française, et de plus en plus, masculine.

Parmi les chômeurs, 81 % perdirent leur emploi pour des raisons économiques – manque de travail, réduction des effectifs, fermetures d'entreprises[8]. 19 % furent renvoyés pour des raisons personnelles – maladie, rendement bas, et indiscipline. Les étrangers en représentèrent un nombre disproportionné, et furent souvent les premiers à être licenciés, suivant les directives de la réglementation française de 1932. Au début de la dépression économique, les travailleurs âgés représentaient une large proportion des chômeurs, mais lorsque la crise perdura, de plus en plus de jeunes travailleurs, habituellement plus productifs que leurs ainés, furent eux aussi renvoyés. Avant leur licenciement, seulement 25 % des chômeurs avaient détenu un emploi stable (pendant plus de cinq ans), beaucoup étaient célibataires, et ils restèrent au chômage plus longtemps que ceux qui étaient mariés et avaient un ou deux enfants. Les chômeurs ayant de nombreux enfants restèrent aussi sans emploi pour de longues périodes, car les allocations reçues pour une famille nombreuse étaient presque aussi élevées que leurs salaires.

---

4. Jean-Paul Depretto et Sylvie V. Schweitzer, *Le Communisme à l'usine : Vie ouvrière et mouvement ouvrier chez Renault, 1920–1939* (Paris, 1984), p. 16 ; Letellier *et al.*, *Enquête,* 1:60.
5. Jean Lhomme, "Le pouvoir d'achat de l'ouvrier français au cours d'un siècle: 1840–1940," *Le Mouvement social,* n° 63 (avril–juin 1968): 41–69.
6. Au sujet du chômage dans la région parisienne, 3 mai 1936, AN, F^{7}13983.
7. Annie Fourcaut, *Femmes à l'usine en France dans l'entre-deux-guerres* (Paris, 1982), pp. 46–47.
8. Ce qui suit est basé sur Letellier *et al.*, *Enquête,* 2:86.

Les ouvrières touchées par le chômage connaissaient des problèmes spécifiques. Par rapport à l'ensemble des femmes, celles dont le mari était au chômage étaient presque deux fois plus nombreuses à travailler. 19 % des chômeurs, hommes ou femmes, vivaient en couple sans être mariés, alors que cela ne concernait que 11 % de l'ensemble de la population. Parmi les femmes habitant avec un homme sans être mariées, 29 % détenaient un emploi, ce qui n'était le cas que de 16,4 % de l'ensemble des femmes. Certaines de ces ouvrières « acceptaient l'hospitalité de leur petit ami pour éviter d'avoir à payer un loyer »[9]. Cependant, les femmes touchées par le chômage avaient de bien plus grandes difficultés que les hommes à trouver un emploi, elles étaient souvent plus âgées que les hommes sans travail, et les patrons préféraient recruter les jeunes. De plus, certaines industries employant un grand pourcentage de femmes – le textile, les bureaux, les services domestiques – étaient particulièrement touchées par la dépression. En général, les femmes recevaient un salaire considérablement plus bas que les hommes.

La situation, bien que difficile, n'était cependant pas entièrement sombre. Même les chômeurs recevaient le minimum nécessaire de calories, et la qualité de leur alimentation était satisfaisante[10]. La consommation alimentaire de l'ensemble de la population augmenta de 5 % entre 1929 et 1935, poursuivant en cela la tendance observée au début du XXe siècle. La consommation de sucre et de beurre augmenta de 50 % de 1919 à 1939, celle des fruits doubla, alors que la consommation de pain diminua[11]. Malgré la crise et la baisse de production qui s'ensuivit, le niveau général de la consommation ne diminua pas et même s'éleva légèrement au détriment de l'investissement. Le déclin économique ne freina pas les progrès qui avaient été réalisés dans le domaine de la santé pendant la Troisième République. Malgré le vieillissement de la population française, la longévité augmenta. Les réglementations telles que la Sécurité Sociale aidèrent à réduire le taux de mortalité infantile[12].

La situation politique et la situation économique encouragèrent ensemble une alliance des partis politiques de gauche au milieu des années 30. Comme nous l'avons vu, le parti communiste, le parti so-

9. Cité dans Fourcaut, *Femmes,* p. 131.
10. Sauvy, éd., *Histoire économique,* 2:122.
11. Jean et Françoise Fourastié, "Le genre de vie," dans *Histoire économique de la France entre les deux guerres*, éd. Alfred Sauvy (Paris, 1972), 3:215.
12. André Armengaud, "La démographie française du XXe siècle," dans *Histoire économique et sociale de la France,* éd. Fernand Braudel et Ernest Labrousse (Paris, 1976), 4:619 ; Jacques Godard, "A propos de la mortalité infantile," Georges Lefranc Collection, Hoover Institution.

cialiste et les radicaux voulaient lutter contre le chômage et accroître la consommation. De plus, la gauche redoutait la montée de l'extrême droite française et des mouvements fascistes. L'exemple de l'Allemagne, où une gauche divisée avait été incapable d'empêcher la montée au pouvoir d'Hitler en 1933 et la destruction des partis et syndicats de gauche qui s'ensuivit, était bien présente dans les esprits. Après les émeutes d'extrême droite contre la république en février 1934, les communistes, les socialistes et les radicaux entamèrent de longues négociations qui aboutirent à la constitution du Front populaire en 1935. Lors des élections qui eurent lieu au printemps 1936, la coalition du Front populaire remporta une majorité de sièges, et Léon Blum, le dirigeant du parti socialiste, parti majoritaire, fut mandaté à la formation d'un nouveau gouvernement. L'élan politique amorcé par le Front populaire mit fin au déclin de la participation au premier mai qui avait eu lieu de 1926 à 1934[13]. À Paris, 120 00 des 250 000 métallurgistes se mirent en grève en 1936, dont 75 à 85 % des ouvriers de Renault. Les ouvriers du bâtiment refusèrent à la quasi-unanimité de travailler le premier mai. Cependant, tous les secteurs ne participèrent pas avec le même enthousiasme. Un militant du syndicat des chemins de fer se plaignit de l'indifférence des salariés envers la célébration du Premier Mai[14].

Entre la victoire électorale du Front populaire et le moment où le nouveau gouvernement de Léon Blum prit ses fonctions, la France connut la plus grande vague de grèves avec occupation jamais vue dans le pays. Des travailleurs de l'aviation protestant contre le licenciement de militants absents lors du Premier Mai furent à l'initiative des occupations au Havre et à Toulouse. Ainsi, le respect du jour férié des travailleurs fut à l'origine du mouvement de masse. Les grèves avec occupation, cependant, n'étaient pas une invention des travailleurs de l'aviation, et les ouvriers n'en entendirent pas seulement parler dans les pages de *l'Humanité* ou autres publications militantes. Des grèves similaires « sur le tas » ou « les bras croisés » avaient fait irruption dans le bâtiment pendant les années 30, et elles faisaient partie, selon l'expression de Charles Tilly, du répertoire populaire du XXe siècle. Les ouvriers, qu'ils soient hommes ou femmes, jeunes ou vieux, français ou étrangers, utilisaient la tactique de l'occupation dans les années précédant les gouvernements du Front populaire[15].

13. Graphique du nombre des grévistes du 1er mai, AN, 39AS864–870 ; Jacques Kergoat, *La France du Front populaire* (Paris, 1986), p. 98 ; Depretto et Schweitzer, *Communisme,* p. 182.
14. Meeting organisé par le syndicat unifié des cheminots à Vitry-sur-Seine, 2 mai 1936, AN, F7 13983.
15. Grève d'ouvriers peintres, 17 mai 1930, APP 1870 ; Grève d'ouvriers ou-

Pendant le Front populaire, les ouvriers continuèrent à utiliser les occupations pour empêcher les jaunes de pénétrer dans l'usine, pratique particulièrement bien choisie alors que la montée du chômage commençait à affecter les ouvriers plus jeunes et plus qualifiés. D'importance égale était le fait que Léon Blum lui-même avait promis à la classe ouvrière qu'il n'utiliserait pas la force contre elle. Les ouvriers sentirent avec raison que Blum ne voulait pas être le Noske français[16], et ils utilisèrent l'absence de répression étatique pour occuper les usines dans les banlieues de Paris et, plus tard, dans la France entière. De plus, les tactiques d'occupation obligeaient les patrons à trouver une issue plus rapidement que des grèves sans occupation ne l'auraient fait. Elles attaquaient le droit de propriété et mettaient les machines et les moyens de production de l'usine directement aux mains des travailleurs. Le sabotage et la destruction faisaient partie des possibilités.

L'usine d'aviation Bloch, employant 700 ouvriers dans la banlieue de Courbevoie, fit partie des premières à être touchées dans la région parisienne. Bloch produisait des avions pour l'État, son principal client, et ses salaires étaient relativement élevés, conformément à ceux de l'industrie aéronautique à Paris[17]. Le 14 mai 1936, les ouvriers de Bloch occupèrent l'usine et y passèrent la nuit ; le jour suivant la direction leur accorda une légère hausse de salaire, des congés payés, et le paiement des jours de grève[18]. À Paris, le 22 mai, les ouvriers de Gnôme et Rhône, constructeur de moteurs d'avions, exprimèrent leur opposition aux heures supplémentaires et demandèrent que la journée de huit heures soit respectée ; ils obtinrent rapidement des congés payés et la fin des heures supplémentaires. Quelques jours plus tard, les salariés d'autres usines d'aviation importantes dans la région parisienne

---

tilleurs, 13 septembre 1933, APP 1870 ; Grèves d'ouvriers cimentiers, 28 mars 1934 et 17 mars 1936, APP 1873 ; Grève d'ouvriers et ouvrières toliers et ferblantiers, 30 mars 1934, APP 1870 ; Grève d'ouvriers manœuvres, 27 juilet 1934, APP 1873 ; Charles Tilly, *The Contentious French* (Cambridge, Mass., 1986); Depretto et Schweitzer, *Communisme,* pp. 131–49 ; Sylvie V. Schweitzer, *Des engrenages à la chaîne* (Lyon, 1982), p. 164 ; *L'Humanité,* 30 et 31 mars, 4 avril 1934.

16. Gustav Noske (1868–1946) était le dirigeant social-démocrate allemand qui rétablit l'ordre en écrasant l'insurrection qui dans les premiers mois de 1919 avait tenté de propager la révolution allemande. Léon Blum assura qu'il ne suivrait pas l'exemple de Noske.
17. Henri Prouteau, *Les occupations d'usines en Italie et en France* (Paris, 1938), p. 103.
18. *L'Humanité,* 17–29 mai 1936 ; Jacques Danos et Marcel Gibelin, *Juin 36* (Paris, 1972), 1:41–44 ; *Usine,* suppléments des 23 mai et 4 juin 1936 ; *Le Petit Parisien,* 27–28 mai 1936.

occupèrent leurs usines et firent les mêmes revendications. Le 28 mai, la vague d'occupations toucha les usines du géant automobile Renault à Boulogne-Billancourt. *L'Humanité* affirma que « les travailleurs en avaient assez des bas salaires, de l'augmentation des cadences, des amendes et de la discipline militaire qui leur était imposée. »

Le 28 mai, jour même de la grève des ouvriers de Renault, les travailleurs de Citroën abandonnèrent aussi leurs postes de travail. Les occupations se propagèrent des usines d'aviation ainsi que de plusieurs fabricants d'équipements téléphoniques et radiophoniques aux grandes entreprises automobiles. À SIMCA, la section française de Fiat, 1 200 ouvriers menèrent une grève avec occupation dans les « énormes usines »[19]. Leurs revendications ne différaient que légèrement de celles formulées dans d'autres usines : la fin des heures supplémentaires, huit jours de congés payés, la reconnaissance des délégués syndicaux, et une augmentation de salaire, particulièrement pour les ouvriers les moins payés. Le 13 mai, le Syndicat du bâtiment décida de faire campagne pendant l'Exposition de 1937 pour une convention collective établissant la journée de huit heures, la semaine de 40 heures, et des délégués syndicaux. Les 200 ouvriers du ciment présents au Trocadéro, lieu de l'exposition internationale, revendiquèrent une augmentation de salaire, une pause-déjeuner plus longue, la fin des heures supplémentaires et des vestiaires leur permettant de se changer, pour pouvoir porter des vêtements « inspirant le respect »[20]. Cette dernière revendication montrait la réduction des distinctions entre les habits de la bourgeoisie et de la classe ouvrière pendant le Front populaire : les ouvriers manuels voulant troquer leurs bleus de travail pour des vêtements plus élégants[21].

À part celle des vestiaires, les revendications des travailleurs du bâtiment correspondaient plus ou moins à ce que les dirigeants syndicaux avaient dit vouloir à la fin du mois d'avril[22]. En effet, certaines d'entres elles, comme l'abolition du tâcheronnat (travail à la tâche sous-traité), remontaient au moins à la révolution de 1848. Dans le système du tâcheronnat, une entreprise mère employait un sous-trai-

19. *Le Petit Parisien,* 29 mai 1936.
20. *Humanité,* 17 et 27 mai 1936.
21. Les ouvriers de Barcelone avaient aussi une attitude ambiguë envers leurs bleus de travail. Des ouvriers travaillant dans l'industrie énergétique – agents relevant les compteurs et encaisseurs – demandèrent que l'insigne sur l'uniforme fourni par l'entreprise puisse être enlevé pour que ce dernier puisse aussi être porté en dehors du travail.
22. Activité de l'Union des syndicats de la région parisienne, 29 avril 1936, AN, F^{7}13652.

tant, qui lui-même payait ses ouvriers à la tâche. Les sous-traitants embauchaient souvent les ouvriers les plus productifs et étaient peu disposés à engager les très jeunes ou les vieux. Les ouvriers se sentaient exploités par ces tâcherons « immoraux » et « cupides ». Pendant les années de dépression de 1932 et 1933, le refus des ouvriers du bâtiment de travailler pour un tâcheron provoqua au moins trois grèves[23].

Le 29 mai, un accord entre le syndicat et la direction fut atteint chez Renault. L'accord mettait fin aux heures supplémentaires, augmentait les salaires les plus bas, promettait l'installation de toilettes et de vestiaires, et garantissait le paiement des jours de grève pendant l'occupation. À 20 h 30, les usines étaient évacuées[24]. Le 30 mai, suivant l'exemple de Renault, les grévistes de nombreuses autres usines, parmi lesquelles Nieuport, Caudron, Farman, Brandt et Panhard, obtinrent par leurs occupations des accords comparables à ceux de Renault, avec en plus, pour les ouvriers de Bloch, Michelin, Citroën et Lockheed, l'obtention de congés payés. De plus, les ouvriers de Citroën reçurent la permission de fumer dans l'usine. Le Syndicat des métaux exprima sa « grande satisfaction » envers le résultat des négociations, au moment même où 60 000 des 70 000 occupants quittèrent leurs usines[25]. De nombreux observateurs pensaient que les grèves avec occupation avaient cessé.

Bien que les usines d'aviation, d'automobiles et celles en lien avec elles aient été dans l'ensemble évacuées à la date du 1er juin, les occupations continuèrent dans plusieurs usines chimiques, de pneumatiques, et diverses usines d'électronique[26]. Le 2 juin, une nouvelle vague d'occupations affecta un nombre considérable d'industries. Parmi elles se trouvaient les usines d'aviation Lioré et Olivier (1 200 ouvriers) et Breguet. Bien que les industries chimiques et métallurgiques (300 usines furent occupées) aient été les plus touchées, d'autres secteurs

23. Louis Danty-Lafrance et René Villmer, *La Rémunération de la main-d'œuvre dans l'organisation du travail* (Paris, 1937), p. 35 ; voir aussi Bernard Mottez, *Systèmes de salaires et politiques patronales: Essai sur l'évolution des pratiques et des idéologies patronales* (Paris, 1966); Grève d'ouvriers cimentiers, 13 mars 1933 ; Conflit dans une entreprise de travaux publics, 20 janvier 1932 ; Incidents sur un chantier de construction à Malakoff, 8 janvier 1932, tous dans APP 1873 ; Grèves de manœuvres, 7 mai 1936, AN, F7 13983.
24. Danos et Gibelin, *Juin 36,* 2:50 ; Bertrand Badie, "Les grèves du Front populaire aux usines Renault," *Le Mouvement social,* n° 81 (octobre–décembre 1972): 98 ; *Usine,* 4 juin 1936 ; *L'Humanité,* 30 mai 1936.
25. *Le Petit Parisien,* 31 mai 1936.
26. *Ibid.*, 1–4 juin 1936 ; *L'Humanité,* 5 juin 1936 ; Danos et Gibelin, *Juin 36,* 1:62–66.

industriels, comme l'électricité, le gaz et l'imprimerie les avaient déjà rejoints le 3 juin. Chez Renault, les arrêts de travail continuèrent sporadiquement jusqu'à la reprise de l'occupation le 4 juin. Le 5 juin, Citroën était occupée, et même la province commençait à être touchée, même si la région parisienne restait plus active. Lors de certaines occupations, la solidarité entre travailleurs pris des proportions presque mythiques. À Dun et Bradstreet, lors d'une grève qui dura au moins douze jours, seulement 14 des 127 employés non ouvriers (dont 75 % étaient des femmes) refusèrent de participer à une occupation qui débuta le 10 juin[27].

La question de savoir si les grèves étaient spontanées fut l'objet de nombreux débats. La droite avait affirmé que les occupations étaient organisées par les communistes, ou encore des subversifs. La gauche, en général, avait mis l'accent sur la spontanéité et le caractère joyeux qui caractérisait le mouvement à ses débuts.

> « Oui, une joie. J'ai été voir les copains dans une usine où j'ai travaillé il y a quelques mois… Joie de pénétrer dans l'usine avec l'autorisation souriante d'un ouvrier qui tient la porte. Joie de trouver tant de sourires, tant de paroles d'accueil fraternel. Comme on se sent entre camarades dans ces ateliers où, quand j'y travaillais, chacun se sentait tellement seul sur sa machine ! Joie de parcourir librement ces ateliers où on était rivé sur sa machine, de former des groupes, de causer, de casser la croûte. Joie d'entendre, au lieu du fracas impitoyable des machines – symbole si frappant de la dure nécessité sous laquelle on pliait – de la musique, des chants et des rires. »[28]

L'historiographie plus récente, particulièrement celle d'historiens proches du PCF, a remis en question l'idée d'un mouvement de grève joyeux et spontané en mettant l'accent sur le rôle des militants communistes[29]. Certaines données corroborent la thèse selon laquelle des militants communistes ou syndicaux étaient à l'initiative des occupations. Dans l'aviation, par exemple, des militants du PCF semblent avoir exercé un certain contrôle dans les occupations. À Renault, la grève se déclencha dans des ateliers où le PCF et des anciens militants CGTU exerçaient une forte influence[30].

D'après la police, cependant, les dirigeants syndicaux et la gauche furent surpris par l'étendue du mouvement et le moment où il se déclencha :

27. Trois tentatives, (n.d.), AN, F^{60}996.
28. Simone Weil, *La Condition ouvrière* (Paris, 1951) p. 231.
29. Badie, "Les grèves," pp. 83–84.
30. Herrick Eaton Chapman, "Reshaping French Industrial Politics: Workers, Employers, State Officials, and the Struggle for Control in the Aircraft Industry, 1938–1950" (Thèse de doctorat, Université de Californie, Berkeley, 1983), p. 135 ; Depretto et Schweitzer, *Communisme,* pp. 181–84.

> La vague de grèves et d'occupations dans les usines métallurgiques de la région parisienne a complètement surpris les militants de la CGT qui étaient les derniers à en être informés…
>
> Ni les unitaires [ex-CGTU] ni les confédérés [ex-CGT], qui avaient tous deux peu de membres chez Citroën, ne furent à l'origine de la grève…
>
> La grande vague de grèves chez Renault… commença sans que les militants "responsables" n'en soient informés…
>
> Les grands journaux voulaient croire que la vague de grèves était d'inspiration communiste. En fait, cela semble improbable. Il est possible que des éléments communistes… aient été amenés à faire partie de ses militants les plus passionnés, mais on doit reconnaître que les syndicalistes communistes faisaient partie des premiers à être surpris par le mouvement. Il est possible que les espoirs et l'enthousiasme soulevés par la victoire électorale du Front populaire aient affecté les esprits de ceux qui étaient déjà insatisfaits de leurs conditions matérielles[31].

Sentant que le climat politique et social leur était favorable, de nombreux ouvriers – parfois menés par des militants de base CGT ou PCF, parfois de leur propre initiative – quittèrent brusquement leur poste de travail en mai juin 1936. Comme le fait remarquer un historien du Front populaire, « La seule thèse qui puisse être satisfaisante est… celle d'un mouvement largement spontané. De là son ampleur sans précédent – presque deux millions de grévistes. De là aussi le comportement prudent du patronat, qui suivait le courant sans essayer de l'arrêter. »[32] Les travailleurs étaient contents, et même joyeux, de cesser le travail et d'en profiter pour se détendre avec leurs collègues dans les usines silencieuses et parfois de nouer des relations amoureuses (les femmes constituaient plus de 20 % de la main-d'œuvre dans la métallurgie)[33]. Bien que de nombreuses occupations aient débuté spontanément, les militants CGT commencèrent rapidement à organiser les grévistes et à formuler des revendications. Les militants syndicaux se chargèrent de la sécurité et des repas des ouvriers, avec l'aide des municipalités socialistes et communistes[34].

Quand le gouvernement de Léon Blum arriva au pouvoir le 4 juin 1936, sa tâche principale était d'endiguer l'extension du mouvement

31. Occupation des usines, 30 mai 1936, AN, F^{7}13983.
32. Antoine Prost, "Les grèves de juin 1936," dans *Léon Blum, chef du gouvernement,* éd. Pierre Renouvin et René Rémond (Paris, 1981), p. 74.
33. Sian Reynolds, "Women and Men: Different Experiences of the Popular Front in France" (Essai présenté à la Conférence sur le Front populaire, Université de Southampton, avril 1986); Renseignements: Répartition du personnel entre les diverses fabrications, 8 juillet 1936, AN, 39AS830/831.
34. Compte-rendu de la délégation, 6 juin 1936, AN, 91AQ16.

des occupations, qui inquiétait non seulement les responsables gouvernementaux mais aussi les dirigeants syndicaux et, bien sûr, les patrons. D'après Léon Blum, ce sont les représentants de l'organisation patronale majoritaire, la Confédération générale de la production française (CGPF), qui furent à l'initiative des négociations entre le patronat, le syndicat (CGT) et le gouvernement. À une exception près, les délégués représentant la CGPF dans les négociations avec la CGT et le gouvernement « étaient à la tête de grandes entreprises et sociétés situées à Paris »[35]. Les représentants du patronat étaient liés aux industries les plus en pointe, comme la métallurgie et l'industrie chimique. Les secteurs plus traditionnels, comme le commerce, le textile et le bâtiment, étaient sous-représentés dans la délégation du CGPF.

Ces trois groupes arrivèrent à un accord les 7 et 8 juin 1936. Les délégués patronaux reconnaissaient aux travailleurs le droit de rejoindre un syndicat sans menaces de sanctions et reçurent en retour la garantie que les non-syndiqués pourraient travailler. Les représentants du CGPF acceptèrent l'élection de délégués syndicaux dans les entreprises de plus de dix salariés, et les trois acteurs approuvèrent le principe de négociations collectives entre la direction et les syndicats. L'accord condamnait implicitement les occupations illégales. Léon Blum arbitra personnellement sur la question des salaires, les augmentant de 7 à 15 %. Il promit aussi de faire passer une loi, devant être adoptée rapidement, garantissant les congés payés, et, le plus important, la semaine de 40 heures.

Cet accord – instituant les négociations collectives, le droit syndical, l'élection de délégués syndicaux de base et une augmentation de salaire – fut connu sous le nom d'*Accord Matignon*. Il représenta le point culminant de la législation sociale de la Troisième République[36]. Légitimement, la CGT le considéra comme une grande victoire pour la Confédération, et un de ses délégués fit savoir que le patronat avait cédé sur tous les points[37]. Les patrons des secteurs traditionnels comme

35. Henry W. Ehrmann, *Organized Business in France* (Princeton, 1957), p. 7 ; Georges Lefranc, *Juin 36* (Paris, 1966), pp. 143–58.
36. Edouard Dolléans et Gérard Dehove, *Histoire du travail en France: Mouvement ouvrier et législation sociale de 1919 à nos jours* (Paris, 1955), 2:13 ; Miniconi, *Ce qu'il faut savoir sur les assurances sociales* (Paris, 1937); Joel Colton, *Compulsory Labor Arbitration in France* (New York, 1951), p. 17.
37. André Delmas, *À gauche de la barricade* (Paris, 1950), p. 101 ; voir Ingo Kolboom, *La Revanche des patrons: Le patronat face au Front populaire,* trad. Jeanne Etoré (Paris, 1986), sur l'opposition des petits patrons à l'accord ; aussi Serge Berstein, *Histoire du Parti radical* (Paris, 1980–1982), 2:449–50.

le textile et de nombreux petits entrepreneurs s'opposèrent quant à eux à cet accord. Leur déception, leur indignation même face à cet accord provoqua chez les employeurs une forte réaction contre le Front populaire et un désir d'unité entre eux[38]. Cependant la direction des entreprises plus importantes considéraient généralement l'accord comme la meilleure issue possible alors que plus d'un million de travailleurs occupaient leurs usines et leurs entreprises à travers la France. Le patronat espérait que les négociations collectives allaient stabiliser l'industrie[39]. D'après C. J. Gignoux, qui vint à la tête du CGPF après la signature de l'accord, « l'obligation de conventions collectives pourraient adoucir certains chocs et permettre la résolution de nombreuses questions qui, si elles étaient réglées précipitamment, provoqueraient de sérieux désordres. »[40] Beaucoup à gauche pensaient qu'une convention collective pourrait limiter le pouvoir « abusif » et « arbitraire » des patrons[41].

La demande d'une reconnaissance des délégués syndicaux élus reçut aussi un large soutien parmi plusieurs courants idéologiques à l'intérieur de la CGT et même de la part de certains patrons. Bien avant le Front populaire, Albert Thomas pensait que les délégués pourraient aider à améliorer la production et protéger les intérêts des travailleurs. M. Chambelland, le dirigeant d'un petit groupe de syndicalistes révolutionnaires autour de la revue *La Révolution prolétarienne*, en appela aux délégués syndicaux pour empêcher le non-respect des contrats par la direction et favoriser la participation des ouvriers dans les décisions d'embauche et de licenciement[42]. Jouhaux soutenait aussi l'instauration de délégués syndicaux à la base. Parmi les directions d'entreprises les plus progressives, certaines pensaient que les représentants syndicaux pourraient prévenir les désordres en résolvant les conflits entre les ouvriers et les patrons sur le salaire, les conditions de travail et la présentation de leurs griefs ; d'autres pensaient que l'instauration de délégués syndicaux pourrait être le point de départ d'une forme de participation des travailleurs productifs[43].

Même si certains éléments de la bourgeoisie pouvaient être d'accord avec les dirigeants syndicaux sur les avantages potentiels appor-

38. Activité des groupements patronaux, 29 juillet 1936, AN, F7 12961.
39. Charles Jeanselme, *Le nouveau régime des conventions collectives en France* (Paris, 1938), p. 25.
40. C. J. Gignoux, *L'Économie française entre les deux guerres, 1919–1939* (Paris, 1942), p. 304.
41. Léon Jouhaux cité dans Danos et Gibelin, *Juin 36,* 2:87.
42. Lefranc, *Juin 36,* p. 67.
43. Jean Coutrot, *L'Humanisme économique* (Paris, 1936), p. 20 ; Pierre André, *Les délégués ouvriers* (Paris, 1937), p. 3.

tés par la représentation syndicale, les négociations collectives, l'augmentation des salaires pour les ouvriers les moins payés, et même des congés payés limités, le patronat était en profond désaccord avec les représentants des travailleurs en ce qui concerne la semaine de 40 heures. Presque tous les patrons objectèrent que la semaine de 40 heures allait sévèrement augmenter les coûts et les placer dans une situation désavantageuse par rapport à leurs compétiteurs étrangers. Ainsi, l'affirmation de l'économiste Alfred Sauvy selon laquelle la bourgeoisie française avait relativement peu de craintes sur les effets de la semaine de 40 heures est contestable. Bien avant le Front populaire, les patrons s'étaient opposés fermement à la réduction du temps de travail hebdomadaire. En janvier 1933, 3 000 organisations patronales prirent la résolution de combattre le « péril » représenté par la semaine de 40 heures[44]. En 1935, C.J. Gignoux exprima son désaccord quand la Conférence Internationale du Travail approuva la proposition des 40 heures. De nombreux patrons, ainsi que leurs représentants et leurs organisations critiquèrent la réduction du temps de travail hebdomadaire en des termes on ne peut plus vifs ; les présidents des Chambres de commerce, par exemple, dirent vouloir « relancer la production par la foi dans le travail » : « La classe ouvrière française dans son ensemble doit redécouvrir le désir de travailler, qui auparavant animait toute la population et qui a permis, après les désastres de 1870 et les épreuves de la Grande Guerre, des remises sur pied admirables. »[45] En juin et juillet 1936, *L'Économie Nouvelle*, la publication de la Fédération des industriels et commerçants français, affirma que la semaine de 40 heures ruinerait les petites et moyennes entreprises. Les propriétaires de petites entreprises appartenaient parfois au Parti radical, et votaient souvent pour ce parti qui détenait la clé de la majorité parlementaire pendant cette période. La distance prise par ces patrons d'avec la coalition de gauche allait provoquer des pressions grandissantes sur le Parti radical pour qu'il quitte le Front populaire. La bourgeoisie – les

44. *La Journée industrielle* cité dans Martin Fine, "Toward Corporatism: The Movement for Capital-Labor Collaboration in France, 1914–1936" (Thèse de doctorat, Université du Wisconsin, 1971), p. 226.

45. *L'Économie nouvelle,* juin–juillet 1936 et en 1938. Sur l'opposition du patronat pendant le Front populaire, voir les lettres AN, 39AS977 et AN, 91AQ15 ; C. J. Gignoux, *Patrons, soyez des patrons!* (Paris, 1937), p. 7 ; Activité des groupements patronaux, 29 juillet 1936, AN, F^{7}12961 ; Adrian Rossiter, "Popular Front Economic Policy and the Matignon Negotiations" (Essai présenté pendant la Conférence sur le Front populaire, Université de Southampton, avril 1986); Joel Colton, *Léon Blum: Humanist in Politics* (Cambridge, 1966), pp. 167–70.

propriétaires d'entreprises, petites ou grandes – s'opposèrent probablement plus à la semaine de 40 heures qu'à toute autre demande.

Les patrons français et de nombreux économistes objectèrent que le manque d'ouvriers qualifiés créerait une pénurie sérieuse pour la production française si la semaine de 40 heures était imposée de façon trop rigoureuse. Selon eux, le manque de personnel qualifié empêcherait un objectif clé de la semaine de 40 heures, l'emploi des chômeurs. En 1937, un métallurgiste de Saint-Étienne, fournisseur de Renault, expliquait : « il est hors de question pour nous de créer des emplois supplémentaires ou de travailler pendant les vacances alors que notre région manque de spécialistes et ne peut pas embaucher assez pour la création de ce type d'emplois. »[46] Cependant la position syndicale sur la semaine de 40 heures reflétait une attitude profondément ancrée chez beaucoup d'ouvriers qui, comme en Espagne, voulaient défendre leurs camarades au chômage en partageant le travail, disponible en quantité limitée. Même pendant la dépression, les ouvriers se mirent en grève en solidarité avec leurs collègues licenciés ou renvoyés[47]. Les grèves de solidarité allaient devenir encore plus courantes après la victoire électorale du Front populaire.

Même si le discours de la CGT sur le chômage reflétait l'état d'esprit de la classe ouvrière, il ne prenait pas en compte les spécificités de l'industrie aéronautique et d'autres secteurs. Ces industries dépendaient d'un pourcentage important d'ouvriers qualifiés qui faisait défaut, à cause de la situation démographique française et de l'insuffisance des programmes de reconversion. Ainsi les chômeurs, la plupart âgés ou non-qualifiés, ne pouvaient pas facilement être utilisés pour les nombreux emplois qualifiés de l'aviation et d'autres industries. Les patrons craignaient aussi que la compétition pour l'emploi des travailleurs qualifiés en nombre limité allait faire augmenter les salaires de façon importante ; dans plusieurs dizaines de lettres, le patronat se plaignit de la concurrence des entreprises publiques qui attiraient les ouvriers qualifiés en leur offrant un meilleur salaire et de meilleurs avantages[48].

En plus de leur opposition énergique à la réduction du temps de travail hebdomadaire, de nombreux employeurs protestèrent contre l'importance de l'augmentation de salaire accordée par le gouverne-

46. Lettres des aciéries et forges de Firminy à L. Renault, 22 juillet 1937, AN, 91AQ83.
47. Grève d'ouvriers cimentiers et ferrailleurs, 7 juin 1932, APP 1873 ; Grève d'ouvriers cimentiers, 22 novembre 1934, APP 1873 ; Fin de grève d'ouvriers en articles de voyage, 3 septembre 1935, APP 1870.
48. Lettres regroupées dans AN, 39AS948/949.

ment. Néanmoins, le Front populaire en général et le gouvernement de Léon Blum en particulier voyaient les augmentations comme un élément essentiel de la théorie du pouvoir d'achat. La gauche pensait que l'extension du pouvoir d'achat des ouvriers, et l'emploi des chômeurs, allait favoriser la consommation et stimuler l'économie, comme le prévoyait le programme du Front populaire. Une plus forte demande allait créer des économies d'échelle susceptibles de réduire le coût unitaire des produits ; une relance de l'activité et la perspective de plus gros profits allaient encourager les investissements. Ainsi, en étant mieux payés, les ouvriers seraient à même d'acheter des produits à bas prix, et l'économie pourrait sortir de la stagnation qui la caractérisait depuis le début de la décennie. Cependant, il y avait un hic : pour que ce projet puisse réussir, la production devait augmenter. La croissance des biens et des services ne pouvait venir que d'un accroissement des investissements et du dur travail des ouvriers.

Il est possible que l'investissement ait chuté nationalement à cause de la réticence des investisseurs à garder leur argent en France pendant les périodes où la gauche était au gouvernement, le légendaire *mur d'argent*[49]. Cependant, dans les industries étudiées en détail ici, les effets de ce mur d'argent semblent marginaux. Chez Renault le rythme des investissements dans la modernisation des machines augmenta en 1936-1937 puis ralentit en 1938. De larges fonds gouvernementaux furent injectés en 1938 dans les entreprises d'aviation nationalisées[50]. L'industrie parisienne du bâtiment ne semblait pas être marquée par un manque d'investissements, et en effet, l'État donna de larges sommes pour la Foire Internationale[51] : dans ces trois industries clés, ce qui manquait particulièrement dans la région parisienne pendant les gouvernements de Front populaire n'était pas le capital, mais le dur travail des ouvriers.

Officiellement et publiquement, la coalition du Front populaire partait du principe que les ouvriers allaient travailler dur et avec encore plus

49. Jean-Noël Jeanneney, *François de Wendel en république: L'argent et le pouvoir, 1914–1940* (Paris, 1976), 2:815 ; François Bloch-Lainé, *Profession fonctionnaire* (Paris, 1976), pp. 122–23 ; sur ce point, voir aussi Irwin M. Wall, "Teaching the French Popular Front," *The History Teacher* (mai 1987): 366–69.
50. Patrick Fridenson, *Histoire des usines Renault* (Paris, 1972), pp. 278–80 ; Emmanuel Chadeau, *L'Industrie aéronautique en France, 1900–1950* (Paris, 1987), pp. 252–333 ; Robert Frankenstein, *Le Prix du réarmement français, 1935–1939* (Paris, 1982), pp. 81–86, 160–69, 257.
51. Jean-François Pinchon, "La conception et l'organisation de l'exposition," dans *Cinquantenaire de l'exposition internationale des arts et des techniques dans la vie moderne* (Paris, 1987), pp. 41–43.

d'assiduité en échange d'un meilleur salaire et de droits sociaux étendus. Cependant, après les longues années de dépression des années 30 – qui avaient souvent signifié un rythme de production plus soutenu, une forte menace de chômage et une mobilité décrue – les ouvriers étaient prêts à profiter du changement de rapport de force. La semaine de 40 heures apportait de véritables changements dans la vie quotidienne des ouvriers, et ceux-ci allaient lutter pour la conserver pendant toute la durée du Front populaire. De plus, quel qu'en soit le coût en termes de productivité, la plupart des ouvriers voulait diviser la semaine de 40 heures en cinq jours de huit heures, ayant par conséquent deux jours de congés par semaine[52]. Peut-être ces ouvriers comprirent-ils plus clairement que les politiciens que le Front populaire était une occasion de courte durée dont les avantages devaient être saisis rapidement. Ainsi, dans certaines usines où l'augmentation de la productivité avait été accompagnée d'augmentations de salaire, la direction pensait que « à coup sûr, à la première occasion, les ouvriers allaient demander le maintien de ce niveau de salaire et déclarer que le travail qu'ils accomplissent est excessif et doit être allégé sans diminution de leur niveau de vie »[53].

D'après les patrons, les ouvriers adaptaient ainsi leur conception d'un salaire juste ou moral au nouveau climat politique et social du Front populaire. Cette affirmation correspond aux conclusions du sociologue français M. Halbwachs, qui remarquait que le salaire des ouvriers au début des années 30 était moins déterminé par leurs besoins élémentaires que par l'habitude et la tradition. Si l'habitude empêchait le niveau de vie des travailleurs de chuter, elle ne l'empêchait pas d'augmenter[54]. Même pendant la période de déflation créée par la dépression, les ouvriers étaient prêts à se mettre en grève pour protéger leurs salaires nominaux, alors même que souvent leurs salaires réels augmentaient[55].

Il n'y avait absolument aucune garantie que la hausse des salaires, la réduction du temps de travail hebdomadaire et les congés payés produiraient automatiquement une hausse de la productivité, ou même une productivité normale. En effet, au vue de la longue histoire de la résistance au travail des ouvriers en France, il était problématique de s'attendre à une productivité stable. Des études sur le XIXe et sur le dé-

52. La commission administrative de la CGT, 18 juillet 1936, AN, F7 12961.
53. Note sur les salaires à la S.A.F.E., 16 janvier 1937, AN, 91AQ37.
54. A l'inverse, le refus des ouvriers de travailler 30 heures par semaine pendant le Front populaire peut être compris par leur réticence à voir leur pouvoir d'achat baisser brutalement (M. Halbwachs, *L'Évolution des besoins dans les classes ouvrières* [Paris, 1933], p. 137).
55. Compagnie du ciment Verre, 13 décembre 1934, APP 1873 ; Grève d'ouvriers caoutchoutiers, 18 mai 1934, APP 1870.

but du XXe siècle ont montré l'importance du sabotage, des retards, de l'alcoolisme, des vols, des ralentissements de cadence, des luttes contre le travail à la tâche et de l'insubordination[56]. Ajoutées à celles-ci, l'absentéisme et les absences sans autorisation avaient fait l'objet d'études avant la Première Guerre mondiale. On en sait moins sur la période d'entre-deux-guerres ; dans les années 30, la stabilité politique et économique de la France par rapport à son voisin espagnol semble avoir modéré la résistance des ouvriers au travail. Les cas de départs volontaires et de retards se raréfièrent, et les ouvriers devinrent des enracinés, plus réticents à changer d'emploi ou de région. Les années 30 correspondaient à la stabilisation de la classe ouvrière après sa déstabilisation dans les années 20[57].

Cependant, les ralentissements de cadence et les maladies feintes restèrent des pratiques privilégiées. En 1932, les relations tendues entre des ouvriers du bâtiment et leurs contremaîtres déclenchèrent des ralentissements de cadence, des licenciements et une confrontation violente entre les deux groupes[58]. Les ouvriers de chez Renault utilisaient le macadam, une tactique par laquelle un ouvrier cherche plusieurs témoins qui vont déclarer, à tort, qu'il est victime d'un accident de travail, ce qui lui permet de prendre quelques jours de repos aux frais du patron[59]. Dans les années 30, le constructeur automobile français essaya de lutter contre la pratique des ouvriers de prétendre être malade ou de trouver un docteur bienveillant qui leur permette de rester en arrêt maladie plus longtemps que souhaité par la direction : « Si nous nous chargeons de notre propre assurance maladie,… il est absolument nécessaire que les assurés soient traités, autant que possible, par nos propres docteurs. Nous devons démasquer les docteurs peu scrupuleux pour que nos ouvriers ne soient pas soignés dans des cliniques où on en profite à nos dépens. »[60]

Dans les ateliers de Renault, une stricte surveillance, incluant un système de pointage et de cartes d'identité, fut établi pour réduire le

56. Voir Michelle Perrot, *Les Ouvriers en grève: France 1871–1890* (Paris, 1974); Roland Trempé, *Les Mineurs de Carmaux, 1848– 1914* (Paris, 1971), 1:229 ; Yves Lequin, *Les Ouvriers de la région lyonnaise* (Lyon, 1977); Jacques Valdour, *Ouvriers parisiens* (Paris, 1921), pp. 24–31, qui conclut que les ouvriers ne travailleraient pas sans y être forcés.
57. Noiriel, *Ouvriers,* pp. 174–75.
58. Grève d'ouvriers cimentiers, 5 juillet 1936, APP 1873.
59. Depretto et Schweitzer, *Communisme,* p. 98 ; "Les lendemains d'octobre: La jeunesse ouvrière française entre le bolchévisme et la marginalité," *Les Révoltes logiques,* n° 1 (1975): 74.
60. Étude sur l'assurance 'Accidents du travail,'24 septembre 1931, AN, 91AQ57.

vol et les petits larcins. Certaines entreprises fouillaient leur personnel régulièrement. Les ouvriers contestaient cette discipline et désignaient souvent leur usine du nom d'Antre du diable ou de bagne, comme d'autres l'avaient fait au XIXe siècle. La résistance au travail n'était pas non plus limitée aux ouvriers. Au printemps 1931 Renault fit savoir que les retards dans la comptabilité étaient en partie dus aux employés, dont « la plupart travaille de façon irrégulière et perd un temps fou lorsqu'elle doit commencer un travail ou le finir. Le temps passé à la préparation et l'élaboration est énorme »[61].

Le refus du travail n'était pas non plus absent chez les chômeurs, que le Front populaire voulait remettre au travail. Pour ne pas avoir à accepter une offre du bureau de placement, les chômeurs exagéraient parfois leurs déficiences physiques et leurs problèmes de santé pour convaincre leurs employeurs potentiels de ne pas les embaucher[62]. Cette pratique permettait aux individus de déclarer que c'était la direction qui avait refusé leurs services, ce qui leur permettait de conserver leur assurance chômage. Plus longtemps ils restaient au chômage, plus il leur était difficile d'accepter une nouvelle formation. Beaucoup refusaient un poste, s'il nécessitait de déménager dans une autre ville. Les ouvriers parisiens refusèrent de se laisser tenter par les garanties de logement, les allocations transport, et les primes de « retour à la ferme », ou même dans leur province d'origine. Les couples mariés étaient particulièrement réticents à partir. En 1936 les chômeurs parisiens restaient résolument urbains et enracinés dans ce que certains intellectuels français considéraient comme un environnement sans racines.

Pour éradiquer la fraude, le bureau de placement convoquait les chômeurs aux heures normales liées à leur emploi. Par exemple, il convoquait les boulangers tôt le matin ; Ce procédé réduisit « considérablement » leur nombre. Les convocations soudaines et les visites surprises furent aussi utilisées. Les inspecteurs allaient même jusqu'à se renseigner auprès de leurs anciens employeurs. Certains patrons étaient de mise avec leurs employés pour tromper les autorités. On sait que quelques employeurs autorisaient leurs ouvriers à quitter l'usine pour pouvoir se rendre aux entretiens des agences de placement. Un entrepreneur du bâtiment qui avait fait faillite encourageait ses ouvriers à s'inscrire aux allocations chômage en payant la différence entre leur ancien salaire et la somme qu'ils recevaient du gouvernement. Cependant, seulement une minorité de chômeurs tenta de tromper les

61. Cause de ce retard, AN, 91AQ3.
62. Ce qui suit est tiré de Letellier *et al.*, *Enquête,* 1:255, 310–17.

autorités. En 1930, 65 % des chômeurs étaient en mesure de prouver que leur droit à l'assurance chômage était justifié. En 1935, avec un chômage en hausse touchant des secteurs de la classe ouvrière jusque là épargnés, ce chiffre atteignait 91 %. Cependant, un grand nombre de travailleurs pouvaient enfreindre l'esprit, sinon la lettre, de la loi.

Les ouvriers de la métallurgie, en attendant la fin de leurs grèves, s'inscrivaient en masse comme chômeurs pour obtenir des compensations. En 1934, « au vu de l'évidence de ces infractions », les règles furent changées pour empêcher ces pratiques. Le travailleur reconnu coupable de fraude pouvait recevoir une amende ou être condamné à l'emprisonnement. Dans des conditions économiques et politiques nouvelles, la résistance au travail pouvait facilement s'étendre, comme elle l'avait fait avant la crise, période où les départs volontaires et les retards étaient plus fréquents. En raison de cette tendance, il n'est pas surprenant que, malgré la signature le 8 juin des accords de Matignon et l'engagement de Léon Blum d'obtenir l'accord du Parlement pour la semaine de 40 heures et les congés payés, le travail n'ait pas repris dans beaucoup d'ateliers et d'usines. Même si la CGT avait approuvé l'accord, elle fut incapable de faire cesser les occupations immédiatement dans la région parisienne. De nouveau, cet échec indiquait que le mouvement était spontané ou tout du moins qu'il n'était pas entièrement sous le contrôle de la CGT : « En réalité, les grèves se déclenchèrent dans les secteurs où les organisations capables de les provoquer étaient les plus faibles. Cela est vrai pour la CGT, qui fut complètement débordée »[63].

Même si leur commencement n'était ni prévu ni anticipé, les occupations offrirent immédiatement d'importantes responsabilités aux syndicalistes et aux élus de gauche. Leur implantation dans la région parisienne pendant l'entre-deux-guerres s'avéra décisive pendant certaines occupations. Pendant celles-ci, le Groupement des industries métallurgiques (ou GIM) se plaint « d'ingérences », non seulement de la part de délégués CGT mais aussi d'élus communistes et socialistes[64]. Une école catholique de Vanves – dont le conseil d'administration comptait comme membre le Cardinal Verdier, archevêque de Paris – avait 800 élèves, en majorité issus « de familles modestes de la région parisienne ». Le 26 juin, environ 50 travailleurs en occupèrent la cuisine. Les grévistes reçurent « un réel encouragement de la part de la municipalité d'Issy ; le maire communiste leur fournissant les repas et les persuadant de tenir jusqu'à la victoire. Les plus âgés des membres

63. Prost, "Les grèves," p. 73.
64. Grèves de juin 1936, GIM.

du personnel seraient prêts à abandonner sans hésiter mais ils se font entraîner par les jeunes »[65]. L'administration de l'école accepta la revendication de hausse de salaire des travailleurs mais refusa de reconnaître le syndicat. Le commissaire de police avait peur que l'utilisation de la force pour mettre fin à l'occupation ne fasse réagir violemment la commune ouvrière.

Avec l'aide de nombreuses municipalités, les militants présents dans les usines occupées organisèrent des concerts, des bals, des évènements sportifs, des jeux et des projections de films. Les militants CGT présentèrent les revendications des ouvriers et parfois insistèrent pour que la semaine de 40 heures, les congés payés et les augmentations de salaire ne soient pas seulement inscrits dans la loi au niveau national mais aussi dans les conventions collectives au niveau local. Chez Renault, le député communiste Costes rappela à la direction que les ouvriers voulaient que la semaine de 40 heures et les congés payés soient inscrits dans leurs contrats : « Les ouvriers préfèrent, malgré les avantages qu'une éventuelle loi pourrait leur apporter, la signature d'une convention collective ayant force de loi entre les deux parties : la direction de Renault et les ouvriers. »[66]

Beaucoup d'historiens, sinon la majorité, ont attribué la fin des grèves de mai juin à l'influence qu'eut le discours que Maurice Thorez, le dirigeant du PCF, donna aux militants du parti le 11 juin 1936. Tout en célébrant le sens de l'ordre et de la discipline du prolétariat parisien, le dirigeant communiste remarqua :

> Nous n'avons pas encore à nos côtés, avec nous, prêts à nous suivre jusqu'à la fin, le peuple des campagnes. Nous risquerions même, en certains cas, de nous aliéner quelques sympathies des couches de la bourgeoisie et des paysans de France. Alors ? Alors il faut savoir terminer une grève dès que satisfaction a été obtenue[67].

Cependant, même chez Renault, où le PCF disait être puissant, l'influence de Thorez semble avoir été limitée. Le 5 juin, jour où Thorez demanda aux militants de ne pas faire peur « à la bourgeoisie et aux paysans français », les premiers dégâts matériels furent signalés chez Renault[68]. Bien que peu de destructions aient été commises pendant les premiers jours de grève, un « mauvais esprit » fit jour chez les ouvriers le 11 juin sous prétexte d'un retard dans la signature de la conven-

65. Lettre du Commissaire de police de Vanves, 27 juin 1936, APP 1873.
66. Costes cité dans Compte-rendu de la délégation, 6 juin 1936, AN, 91AQ16.
67. Thorez cité dans Lefranc, *Juin 36,* p. 172.
68. Voir les nombreux documents et lettres de la direction de Renault, de sa compagnie d'assurance et de son arbitre judiciaire dans AN, 91AQ115.

tion collective[69]. À partir du 11 juin apparut « une nouvelle situation, caractérisée par la violence des grévistes ». Les matières premières furent « volontairement endommagées et rendues inutilisables », et Renault déclara 161 201 francs de dégâts, une somme considérable. Les fenêtres furent cassées « volontairement ou involontairement » et des objets d'une valeur de milliers de francs disparurent, dont des horloges, des outils et du matériel de toute sorte. Les ouvriers à la chaîne refusèrent parfois l'injonction des contremaîtres de finir le travail commencé. Dans un cas le chef d'atelier demanda aux ouvriers de graisser des portes dont la fabrication n'était pas terminée et qui allaient rouiller si elles n'étaient pas traitées, mais les ouvriers « refusèrent catégoriquement » d'obéir à cet ordre. La direction dut plus tard dépenser 8 379 francs pour éliminer la rouille. Les ouvriers utilisèrent ces destructions pour arracher des concessions à la direction de Renault.

La plupart des historiens ont mis en avant le calme des ouvriers pendant les occupations, leur sens de l'ordre, leur respect des personnes et de la propriété. Dans beaucoup d'entreprises, les machines et le matériel étaient protégés, et la direction ne fut pas inquiétée. Les ouvriers de la région parisienne ne voulaient pas détruire les machines et les usines dont leur subsistance dépendait. Cependant, chez Renault, comme dans plusieurs autres usines pendant les occupations, des attaques à la propriété eurent lieu. Dans une usine de matériel électronique (Alsthom), les lignes de téléphone furent coupées[70]. À la faïencerie de Choisy-le-Roi Faad, il y eut des vols et des dégâts matériels. L'Association des employeurs de la métallurgie révéla avoir reçu des menaces de sabotage des ouvriers et estima les dégâts potentiels à 200 000 francs minimum. Dans deux autres entreprises, les ouvriers menacèrent d'éteindre les fours, menace qui, s'ils l'avaient réalisée aurait coûté des centaines de milliers de francs à ces entreprises. Des industriels firent état de dégâts, souvent causés par des ouvriers dans deux entreprises qui arrêtèrent brusquement la production ou qui utilisèrent les stocks de matières premières pendant les occupations[71]. Dans ce contexte de petits larcins, de sabotages subtils et d'intimidations, les délégués syndicaux dans quatorze usines avertirent que les travailleurs allaient relancer l'usine par eux-mêmes si leurs revendications n'étaient

69. Voir trois déclarations signées et : Affaire: usines Renault grève du 5 au 14 juin 1936, dans AN, 91AQ115 ; Arbitrage, état des dommages, détériorations, et soustractions constatés, AN, 91AQ115 ; Lettre à X. 3 novembre 1936, AN, 91AQ115. Cf. Badie, "Les grèves," p. 92, qui appelle l'occupation de Renault « un modèle de société autogérée ».
70. Grèves de juin 1936, GIM ; Occupation des usines, GIM.
71. AN, F²2760, F²2761 ; Occupation des usines, GIM.

pas satisfaites[72].

Un certain niveau de violence, même limité, fut aussi utilisé. Dans un certain nombre d'usines de la région parisienne, la direction fut extorquée de force et les surveillants ne furent pas autorisés à pénétrer dans l'usine. Plusieurs contremaîtres et des cadres furent fouillés, insultés et menacés de mort[73]. Les contremaîtres étaient particulièrement détestés par leurs subordonnés, et certains furent exclus de l'usine[74]. Une déclaration de la CGT du 2 juin spécifiant que les patrons « devaient être libres d'entrer et de sortir de l'usine » fut soit ignorée, soit non respectée. Chez Renault, le personnel administratif qui était « retenu en otage » fut pris dans des bagarres avec d'autres ouvriers.

Cependant, quand les revendications des délégués de base furent satisfaites et les conventions collectives signées, les occupations et les grèves prirent progressivement fin, souvent avec une médiation du gouvernement. Quelles qu'aient été les craintes de beaucoup et les espoirs de certains, la révolution n'eut pas lieu. Dans de nombreuses branches, les salariés obtinrent de grandes avancées. Par exemple, le 12 juin, un accord dans le bâtiment établit la journée de huit heures, une restriction des heures supplémentaires, et abolit le tâcheronnat[75]. Le travail de nuit allait être effectué par des équipes d'ouvriers en rotation, et le syndicat reçut un contrôle accru sur les embauches.

Le 14 juillet, alors que la vague de grèves touchait à sa fin, Benoît Frachon, un dirigeant CGT communiste, déclara devant un rassemblement de 40 000 personnes que les ouvriers étaient retournés ou allaient retourner à l'usine avec une plus grande conscience de classe[76]. Le chapitre qui suit va montrer que cette conscience s'est manifestée de façon extrêmement proche de celle des ouvriers espagnols pendant la révolution à Barcelone.

---

72. Établissements où il existe une menace de mise en marche par les ouvriers, (n.d.), GIM.
73. Extraits de correspondances, (n.d.), Incidents–Bennes Pillot, Als-Thom, La Flamme bleue, Dunlop, Bretin, Edoux Samain, S.E.V., Montupet, D.A.V.U.M., Bronzavia, SOUMA, GIM ; Faits signalés, (n.d.), GIM.
74. Renvoi d'ouvriers terrassiers et mineurs, 28 mai 1936, AN, F^{7}13983 ; pour la déclaration de la CGT, voir Kergoat, *France,* p. 115 ; Extraits de correspondances, Bretin, lettre du 10 juin 1936, GIM ; Grèves de juin 1936, GIM ; Faits signalés, Als-Thom, GIM ; A la maison de couture Chanel, 24 juin 1936, APP 1872 ; *Le Petit Parisien,* 29 mai 1936.
75. Convention collective, 12 juin 1936, AN, F^{60}996.
76. Manifestation populaire organisée par le parti communiste au vélodrome Buffalo, APP 1862.

XI. **RÉVOLTES** CONTRE LE TRAVAIL

Après que les occupations d'usine initiales du printemps 1936 eurent cessé, la violence, la destruction et la désobéissance perdurèrent. Les révoltes directes et indirectes contre le travail – phénomène quasiment continu chez les salariés – s'intensifièrent durant les gouvernements de Front populaire français. Les salariés parisiens semblent avoir accru leurs résistances, en particulier les grèves, lorsque le gouvernement fut dirigé par Léon Blum, Premier ministre de juin 1936 à juin 1937 et à nouveau de mars à avril 1938. Après mai 1936, nombre de travailleurs tiraient avantage du relâchement de la discipline de type militaire qui avait prévalu dans la vie de l'usine au début des années 1930, arrivant en retard, quittant tôt, ralentissant la production et, parfois, désobéissant à leurs supérieurs d'une façon qui entravait le rendement. Comme à Barcelone dans les mois qui suivirent la victoire électorale du Front populaire espagnol en février 1936, certains ouvriers interprétèrent l'alliance contre le fascisme non pas en termes politiques mais de vie quotidienne. Pour nombre d'ouvriers parisiens, le fascisme était associé à une discipline de fer à l'atelier, à une productivité intense et à une semaine de travail longue et épuisante. Un contremaître qui exigeait une obéissance stricte, un patron qui mettait en place des temps de travail plus longs ou un ingénieur qui accélérait la cadence de la production pouvaient se voir qualifier de fascistes par certains ouvriers. Ainsi, le Front populaire se transforma en opportunité de défier la cadence du travail et de lutter contre le travail lui-même.

Dans une lettre à son député, un ouvrier parisien exposait sa conception du rapport entre travail et fascisme. Le rédacteur, qui affirmait être un « partisan convaincu du Front populaire », protestait contre le renvoi d'une employée, une jeune femme qui avait refusé de travailler pendant un jour férié, le 11 novembre[1]. Il accusait le directeur de l'entreprise, la boutique de luxe Fauchon, d'être un « fascite [sic] notoire » et disait que le licenciement de la fille était illégal et intolérable « sous

1. Lettre à J. Garchery, 9 décembre 1936, AN, F^{22} 396

un gouvernement de Front populaire, élu par les travailleurs pour la défense de leurs intérêts. » Bien que son auteur ait eu tort quant à l'illégalité du renvoi (la prohibition du travail pendant les jours fériés ne s'appliquait pas aux magasins de luxe, mais aux usines et aux mines), la lettre – quels qu'en aient été les fautes d'orthographe et son manque de connaissance du droit du travail – révélait l'identification qu'il faisait entre le Front populaire et la protection des jours fériés. Il est aussi significatif qu'il ait porté des accusations de fascisme contre un patron qui souhaitait récupérer un jour chômé. À Paris comme à Barcelone, les luttes sur l'usage des jours fériés étaient monnaie courante.

Chez Renault, après les occupations, la guérilla contre le travail prit de multiples formes et les ouvriers tirèrent profit de la nouvelle atmosphère de discipline relâchée : « dans divers ateliers, les ouvriers ont modifié, de leur propre chef, leurs horaires de travail, arrivant une heure plus tôt ou plus tard et quittant en fonction de cela »[2]. Dans les ateliers de placage et de polissage de nickel et de chrome, les salariés (principalement des femmes) arrêtaient la production avec une « facilité déconcertante » et énonçaient leurs revendications seulement après le débrayage[3].

Les délégués syndicaux nouvellement élus profitaient souvent du nouveau climat de l'usine. Ils ignoraient obstinément une clause de leur contrat qui instituait un maximum de dix heures par mois pour l'exercice de leurs fonctions syndicales ; nombre d'entre eux évitaient le travail dès que possible : « les délégués ne font aucun vrai travail. Certains se montrent dans leurs ateliers de temps à autre. La plupart quittent leur poste à tout moment, sans demander la permission de leur contremaître. Les délégués sont toujours en réunion et, malgré le grand nombre d'avertissements, continuent à agir de la sorte. »[4] Les délégués quittaient souvent l'usine pour aller à la Bourse du travail, au complet mépris du contrat ; lorsque la direction proposa aux délégués un sauf-conduit pour circuler librement dans l'usine et rendre ainsi compte du temps passé à exercer leurs fonctions, ils refusèrent[5].

Les tensions entre délégués et contremaîtres étaient particulière-

2. Autres manquements, 4 septembre 1936, AR.
3. Incidents, AR. Simone Weil (*La Condition ouvrière* [Paris, 1951], p. 152) remarque qu'entre 1934 et 1936 les superviseurs se plaignent des ouvrières « momentanément inoccupées » qui se rassemblent « en grande nombre pour bavarder » ; les contremaîtres redoutaient le bavardage qui serait générateur d'« indiscipline » et voulaient mettre des amendes aux « bavardes ».
4. Note, 11 septembre 1936, AR.
5. Rôle et compétence des délégués, 21 octobre 1936, AR ; Incidents, AR.

ment aiguës chez Renault et un double pouvoir existait. Les contremaîtres qui tentaient d'appliquer la discipline au travail devaient souvent faire face à l'opposition à la fois des délégués et des ouvriers qui n'obéissaient pas à leurs ordres. Lorsqu'un délégué retourna à son atelier et que son contremaître lui reprocha son « absence non autorisée », le délégué répliqua qu'« il en avait assez, qu'il devait souffler un coup et que la prochaine fois les ouvriers ne pendront pas les contremaîtres et les patrons sous la forme d'effigies, mais pour de bon »[6]. Les délégués étaient connus pour entrer dans l'usine « dans un état d'ébriété avancée », « faisant les pitres, empêchant les ouvriers de travailler normalement ». En février 1937, un délégué ordonna que les machines soient éteintes pendant son déjeuner et cela eut pour conséquence « des difficultés, sinon des impossibilités à travailler pendant les déjeuners »[7].

Les représentants syndicaux, tout comme les ouvriers, tentaient de contrôler l'embauche et les licenciements chez Renault. En septembre 1936, le personnel de l'atelier 147 exigea le renvoi de leur contremaître « sous le prétexte qu'il les faisait trop travailler »[8]. *Syndicats*, la revue de la faction anticommuniste de la CGT, récriminait ainsi lorsque la direction de Renault refusa d'embaucher un jeune ouvrier inexpérimenté pour un emploi hautement spécialisé : « les industriels ne veulent employer que des ouvriers capables du rendement maximum »[9]. La revue appelait à un contrôle de la CGT sur l'embauche. Des délégués demandaient à la direction de licencier les salariés – indépendamment de leurs antécédents – qui refusaient de rejoindre la CGT[10]. Les représentants syndicaux s'opposaient à l'embauche d'ouvriers assimilés aux partis et syndicats de droite. Des incidents de divers degrés de violence éclatèrent :

> 10/9[/1936], atelier 59 : les ouvriers du moulage métal attendent à la sortie l'ouvrier K., qui a reçu une médaille pour avoir été l'un des meilleurs ouvriers de France. Il est suivi jusqu'à chez lui à Billancourt par 300 agitateurs qui le couvrent de crachats des pieds à la tête. Place Sembat, la police disperse la foule[11].

Bien que le pouvoir syndical n'ait pas toujours pu empêcher les licenciements et les renvois, la direction trouvait qu'il était difficile de licencier certains ouvriers qui, d'après elle, avaient commis « de graves

6. Les violations, 21 octobre 1936, AR.
7. Incident de…12 janvier 1937, AN, 91AQ16 ; 5 février 1937, AN, 91AQ16.
8. Les violations, AR.
9. *Syndicats,* 18 novembre 1937.
10. Autres manquements, 4 septembre 1936, AR.
11. Les violations, 23 septembre 1936, AR.

erreurs professionnelles »[12]. Un chauffeur qui avait causé trois accidents sur trois jours consécutifs ne pouvait pas être renvoyé :

> Nous fûmes contraints de garder ce travailleur, sous prétexte que son licenciement n'a pas été causé par ses erreurs professionnelles, mais en réalité parce qu'il était le chauffeur du député (PCF) Costes pendant la grève.
>
> À présent, en ce qui concerne le personnel ouvrier, chaque changement d'affectation requiert plusieurs heures de discussion avec les parties intéressées. Chaque renvoi, même ceux qui sont complètement justifiés, devient l'objet de négociations qui peuvent impliquer la direction et même le ministère. Les exemples sont nombreux et quotidiens[13].

Lorsque des entreprises de différentes branches licenciaient des ouvriers, il s'ensuivait des grèves[14]. Vers la fin du Front populaire, les patrons étaient toujours préoccupés par les procédures adéquates pour licencier des délégués CGT qu'ils accusaient d'être responsables de malfaçons[15].

Les représentants syndicaux usurpaient les prérogatives de la direction relatives à l'embauche : « certains délégués tirent avantage de leur position pour des raisons personnelles. Exemple : X., délégué, a fait passer un de ses cousins du statut de travailleur non qualifié à OS, évinçant un OS en le rétrogradant à ouvrier non qualifié »[16]. À l'atelier 125, la rationalisation d'un processus pour les intérieurs de voiture avait réduit le besoin en ouvriers, et la direction voulait renvoyer les salariées dont le taux d'absentéisme était élevé, et garder celles qui étaient le seul soutien de leur famille. Le délégué, toutefois, s'opposa aux sélections de la direction et argumenta en faveur de trois femmes mariées (que la direction tenait pour être les favorites des délégués). La compagnie affirmait que les femmes que les délégués protégeaient n'avaient pas autant besoin des emplois que les femmes célibataires ou divorcées avec un nombre égal ou supérieur de gens à charge[17].

Les délégués mettaient à profit les gains des occupations de mai et juin de façons particulières. Après les grèves du printemps 1936, les

12. 9 septembre 1936, AR.
13. Autres manquements, 4 septembre 1936, AR ; Note 1, Comment se pose le problème, (printemps 1937 ?), AN, 91AQ3.
14. Grève d'ouvriers d'une fabrique de chaudières, 20 août 1936, APP 1873 ; Établissements Vitrix. Sentence de M. Pontremoli, 17 avril 1937, AN, 39AS1012.
15. Lettre du groupement des industriels de Poissy, 18 mai 1938, AN, 39AS802.
16. Autres manquements, 4 septembre 1936, AR.
17. Rapport concernant le licenciement du personnel de l'atelier 125, (s.d.), AN, 91AQ15.

fouilles régulières des sacs et besaces des ouvriers quittant les usines furent suspendues, et à l'atelier 243, un délégué menaça « d'incidents » si la direction réintroduisait les contrôles [18]. Néanmoins, pendant plusieurs mois, la direction assurait en douce « une surveillance discrète ». Le 4 décembre 1937, un délégué et son complice furent arrêtés en prenant un taxi. Ils portaient tous deux de lourds sacs et furent conduits à un commissariat où ils déclarèrent que, chaque jour depuis plusieurs mois, ils avaient volé cinq kilos de métaux antifriction, qu'ils revendaient ensuite. Renault réclama 200 000 francs de dommages, comprenant le coût des biens dérobés et l'estimation des « désordres ayant affecté nos manufactures ». Un journal conservateur rapporta que tous les « 20 et quelque inspecteurs et ouvriers de Citroën qui avaient volé de nombreuses pièces détachées en 1936 et 1937 », à l'exception d'un seul, avaient été reconnus coupables [19].

Les coulages de cadence et les contestations contre le travail à la pièce étaient fréquentes durant le Front populaire. À la fin de l'été et au début de l'automne 1936, les salariés luttaient âprement contre les primes à la production et contre les cadences « trop rapides » [20]. Après juin 1936, à la fonderie d'aluminium de Renault, de nouvelles machines, qui devaient réduire les coûts de 20 %, furent installées, mais les nouveaux équipements n'induisirent qu'une baisse de 4 %, parce qu'après une « longue discussion », les ouvriers refusèrent de « travailler avec ce nouveau matériel » [21]. Les ralentissements se poursuivirent dans divers ateliers et lignes d'assemblage tout au long de 1937 et 1938. En juillet 1937, un directeur du personnel écrivait que la direction devait faire face à « un gros problème de malveillances, affichées ou faites en douce, qui paralysent nos efforts… Nous avons maintenant de gros problèmes à maintenir le travail à la pièce et les primes à la production. Dans nombre d'entreprises, pour éviter les discussions, le travail à la pièce n'a été conservé qu'individuellement, et il y a de fait un salaire fixe » [22]. Il pensait que la seule façon d'accroître la productivité était de remettre en place les primes du travail à la pièce. La direction de Renault déclarait que le rendement de 1938 était plus faible qu'en 1936 [23]. Au contraire de 1936, le travail ne « commençait pas normale-

18. Note de service n° 21.344, 6 décembre 1937, AN, 91AQ16.
19. *L'Intransigeant,* 5 novembre 1938.
20. Quelques manquements, 9 septembre 1936, AR ; Incidents, AR.
21. Note de M. Penard, 22 avril 1938, AN, 91AQ65.
22. Lettre pour M. Thiebaud de H. Duvernoy, directeur de personnel des usines Renault, 16 juillet 1937, AN, 39AS836.
23. L'information suivante est issue de Séries de diagrammes de puissance absorbée par les ateliers, 22 avril 1938, AN, 91AQ65.

ment » à l'heure. Les ouvriers de l'atelier de polissage s'arrêtaient à 11 h 30 au lieu de midi, et à 14 h 30 au lieu de 16 h. Dans la section des transmissions, le travail commençait avec une demi-heure de retard et finissait une demi-heure plus tôt. Sur la ligne d'assemblage, le rendement n'augmentait qu'en l'absence des délégués.

D'après les patrons, il était nécessaire de surveiller les travailleurs de près pour obtenir une productivité décente[24]. En août 1937, la direction rationalisa la ligne d'assemblage de Renault pour produire 15 à 16 châssis par heure, au lieu de 8 à 10 précédemment. Un dirigeant expliquait l'opération.

> Aucun ouvrier ne devait travailler plus qu'auparavant. La hausse de production a été rendue possible par l'élimination de certaines opérations et par l'amélioration des machines et des méthodes. Eu égard à la santé [des ouvriers], des ventilations spéciales et des écrans ont été installés, ce qui signifie un vrai progrès des conditions de travail. Depuis le début [de la réorganisation], nous nous sommes heurtés à une malveillance et une opposition systématique contre la cadence de travail[25].

Les délégués déclaraient que le rythme de travail était « inhumain » et que les ouvriers ne pouvaient pas produire plus de 13 châssis à l'heure. Malgré la résistance, la direction affirmait qu'elle avait été « patiente » et avait continué à payer les ouvriers comme s'ils avaient atteint leur quota. En novembre 1937, l'entreprise fut agacée par « l'arrogance » des délégués et tenta de démontrer aux travailleurs qu'il était possible d'atteindre 15,5 châssis sans problème. Le seuil de 15,5 ne fut atteint fin novembre qu'au moment où les délégués étaient absents, et le directeur pensait que les ouvriers pouvaient dépasser cet objectif s'ils arrêtaient de limiter « volontairement » leur rendement.

À l'occasion d'autres incidents, les délégués encouragèrent fréquemment la résistance des ouvriers aux accélérations de production. Une veuve, tourneuse semi-qualifiée, affirma que son salaire chez Renault était sa seule source de revenu, et concéda vouloir « en faire le plus possible »[26]. Après les grèves de juin 1936, les délégués syndicaux (masculins) avaient limité son nombre de pièces et lui avaient interdit de gagner plus de 5 francs par heure. La femme s'entretint avec son contremaître et ses supérieurs qui l'encouragèrent à travailler plus énergiquement. Elle passa outre le « plafond » imposé par les délégués

24. Freinage…des cadres camionnettes, Freinage…des cadres Celta et Prima, AN, 91AQ116.
25. Chronométrage, 9 novembre 1937, AN, 91AQ65 ; cette citation et ces commentaires sont basés sur Difficultés rencontrées, 22 avril 1938, AN, 91AQ65.
26. Déclaration de Madame X, 14 janvier 1937, AN, 91AQ65.

et gagnait 8,11 francs de l'heure. En conséquence, « les délégués et le personnel de l'atelier » se montrèrent hostiles envers elle. Ils l'accusèrent d'être membre du Parti social français du colonel La Rocque (PSF, successeur des Croix de feu) et dirent qu'elle avait mouchardé pour le compte de la direction. Elle nia être un mouchard et déclara qu'elle était apolitique. Sa collègue, Mme B., la menaça de mort et, le 13 janvier 1937, parvint à liguer ses collègues féminins contre elle. La veuve déclara qu'elles lui avaient crié, avec colère, « à mort ! », « à bas les mouchards » et « au mur, La Rocque ». Plusieurs avaient écrit « mort aux fascistes » dans la sciure devant sa machine. Pour éviter la manifestation d'hostilité à son endroit et lui éviter d'être blessée, la veuve fut contrainte de quitter l'usine par une sortie rarement usitée. Dans les ateliers de polissage de Renault, un an plus tard, les représentants syndicaux continuaient à exiger des ouvriers qu'ils leur montrent leurs fiches de paye, afin que les militants CGT puissent déterminer qui des ouvriers produisait plus que le quota qui avait été établi *de facto*[27].

Bien que les difficultés de Renault soient les mieux documentées, il ne fut pas le seul fabricant automobile à subir les tensions entre délégués et direction. En septembre 1937, une grève de 25 jours éclata chez SIMCA, la branche parisienne de FIAT. Les représentants CGT accusaient la direction de la firme italienne d'être « fascistes » et « mussoliniens »[28]. Le syndicat affirmait que la direction avait refusé de payer les ouvriers au minimum requis par la convention collective et qu'elle traitait injustement les délégués syndicaux. Elle répondit que le conflit, qui impliquait 1 700 ouvriers de son usine de Nanterre, avait été provoqué par des coulages imputables aux ouvriers. « Les courbes de production montrent clairement cette malveillance. En mai et juin [1937], la production a été systématiquement minorée et son rythme est tombé de 64 à 40 ou 42 véhicules par jour. Le 7 juillet, la direction mit en garde : elle ne tolèrerait pas plus avant cette situation et *soudainement la production retourna à la normale* »[29].

Même après le mois de juillet, l'usine continuait à être touchée par des incidents. La direction renvoya un ouvrier qui avait démoli une grande presse – estimée à un demi-million de francs. Elle licencia aussi un délégué qui, prétendait-elle, avait quitté l'usine sans autorisation pour aller à la Bourse du travail. Le vendredi 27 août, plusieurs jours après les

27. Note de L., « Limitation de la production » 21 avril 1938, AN, 91AQ65.
28. CGT fédération des techniciens, 27 septembre 1937, GIM ; *La Vie ouvrière,* 27 mai 1937, et lettre à GIM, 21 octobre 1937.
29. Notes sur les incidents survenus, 8 septembre 1937, GIM ; italiques dans l'original. Ce qui suit est basé sur ce document et Conflit SIMCA, (s.d.), GIM.

licenciements, les ouvriers protestèrent contre un nouveau système de distribution de la paye et cessèrent le travail dans certains ateliers à 16 h. 200 salariés manifestèrent alors contre la direction et, pendant plusieurs heures, empêchèrent des dirigeants de quitter leurs bureaux. Le lundi suivant cette manifestation, les ouvriers reprirent leurs postes, mais, d'après SIMCA, dans une atmosphère d'« agitation latente ». Lorsque le contrôleur trouva des défauts dans un certain nombre de véhicules, il arrêta la ligne d'assemblage. Le délégué et plusieurs ouvriers la firent alors redémarrer, alors même que la direction avait assuré qu'ils auraient l'occasion de récupérer le temps et le salaire perdu. L'entreprise, affirmant qu'elle ne pouvait laisser les ouvriers usurper ses prérogatives, mit à pied 12 ouvriers désobéissants pour 48 heures. Lorsque le contrôleur annonça les sanctions, il fut hué, frappé et violemment expulsé de l'usine. « La majorité » de ses collègues signèrent « spontanément » une lettre de protestation. En réplique aux incidents d'août, la direction licencia 49 ouvriers. Les licenciés retournèrent à l'usine le 1er septembre, soutenus par les délégués et des responsables syndicaux éminents. Le jour d'après, il s'ensuivit une occupation et les dirigeants et les contremaîtres furent à nouveau séquestrés.

Une chance pour l'historien, deux rapports d'arbitrage ont été établis à partir des comptes-rendus du syndicat et de la direction. Le premier déclare que les ouvriers doivent retourner à l'usine le lundi 27 septembre sous les mêmes conditions qu'avant l'occupation[30]. Les médiateurs éliminèrent le réfectoire qui servait pour les meetings syndicaux et mirent fin au poste du secrétaire du syndicat qui ne travaillait pas dans l'usine. Ils réduisirent aussi la semaine de travail à rien moins que 32 heures pour employer tout le personnel.

Le second arbitrage fut produit par Guinand, le président de la SNCF, la compagnie de chemin de fer nationalisée, nommé comme médiateur par le Premier ministre, Camille Chautemps, du Parti radical, qui avait succédé à Blum en juin 1937 et qui resta en poste jusqu'en mars 1938[31]. Guinand établit que la direction avait eu raison de renvoyer le délégué qui avait quitté l'usine au mépris des ordres. Il soutenait le licenciement de 22 ouvriers et les mises à pied, pour une ou deux semaines, de 22 autres. Sa commission critiquait SIMCA pour avoir toléré l'indiscipline et n'avoir pas pénalisé les ouvriers immédia-

30. Compromis d'arbitrage, 23 septembre 1937, GIM.
31. Décision arbitrale, 1er octobre 1937, GIM. À propos de tensions en octobre, voir *Syndicats,* 14 octobre 1937 ; sur la sélection des arbitres, voir Joel Colton, *Compulsory Labor Arbitration in France* (New York, 1951), pp. 33–50.

tement après qu'ils aient commis des infractions. Ayant entendu les dépositions de la direction et des travailleurs, la commission conclut :

> Nous considérons qu'un grave climat d'indiscipline, qui mettait en péril la productivité, a certainement prévalu dans l'usine de Nanterre. En particulier, certains délégués ont outrepassé les attributions conférées par la convention collective, et sont intervenus sur des sujets techniques, contre les souhaits des cadres. Cela a généré des incidents déplorables qui ont ralenti la productivité du travail. En particulier, un incident de ce type est survenu le 30 août pendant une manifestation durant laquelle un contrôleur fut contraint de quitter son atelier. Ceci est absolument à blâmer.

Même après l'arbitrage, les frictions persistèrent entre les ouvriers syndiqués et leurs contremaîtres pendant l'automne 1937.

Le déclin de la production et l'état incertain des usines ne doivent pas être entièrement imputés aux actions des délégués. La direction avait tendance à blâmer les « fauteurs de troubles » et les « agitateurs » pour les problèmes de production. Pourtant, ces meneurs, comme les patrons les nommaient, avaient une solide base parmi leurs collègues. Beaucoup d'ouvriers chez SIMCA soutenaient les actions des délégués syndicaux et les travailleurs de Renault les élisaient avec d'écrasantes majorités. Chez Renault, en juillet 1936, la fédération CGT des métaux obtint 86,5 % des suffrages, alors que les autres syndicats n'obtenaient, tous ensemble, que 7 % et que l'abstention se montait à 6,5 %[32]. En général, après juillet 1936, les cégétistes étaient ravis des écrasantes majorités qu'obtenaient leurs candidats – malgré la résistance patronale – aux élections de représentants syndicaux dans toute la région parisienne[33]. En juillet 1938, la CGT continuait à avoir la majorité ; elle obtint 20 428 votes sur 27 913, soit 73 %. Les autres syndicats – le Syndicat professionnel français, la CFTC (catholique) et les indépendants – n'obtinrent qu'un total de 11 %. Les abstentions avaient plus que doublé, de 6,5 % en 1936 à 16 % en juillet 1938. Bien que les militants CGT aient pu utiliser la violence pour intimider les votants, comme la direction l'avait affirmé durant le Front populaire, les délégués de la fédération des métaux, gagnants par des majorités si démesurées (71 délégués sur 74 en 1938), ont dû exprimer une bonne part des volontés de leurs électeurs.

En quelques occasions, pourtant, ces électeurs limitèrent en fait le pouvoir des délégués. On note un cas pour lequel la direction sup-

32. Résultat des élections des délégués ouvriers, AN, 91AQ116 ; voir Projet de lettre à M. Ramadier, 9 mars 1938, AN, 39AS830/831, qui condamne les troubles causés par « une poignée d'agitateurs »
33. Correspondance, 17 juillet 1936, APP 1862.

prima une certaine prime en échange de la promesse des délégués que la productivité n'en souffrirait pas ; néanmoins, le rendement chuta[34]. Dès le 30 juin 1936, pendant les négociations entre le ministère du Travail et les patrons de la métallurgie, une délégation CGT s'engagea à accroître le rendement, mais cet engagement demeura aussi sans suite. L'intervention de la part des délégués pour améliorer la production risquait de soulever « la colère des ouvriers contre les délégués. » Les responsables de la CGT métallurgie s'inquiétaient que des « trotskistes » ou des « syndicats professionnels fascistes » ne gagnent du terrain parmi les ouvriers si la Confédération ne soutenait pas les revendications ouvrières de façon suffisamment agressive[35].

Comme à Barcelone, les appels à travailler plus, provenant des responsables de premier plan, syndicalistes ou du parti communiste, souvent restèrent lettre morte. Le 16 septembre 1936, la direction de Renault rapporta un débrayage « malgré l'intervention » du secrétaire de la fédération des métaux de Billancourt et d'un leader CGT important, Timbault. Même les délégués subalternes désobéissaient parfois à leurs supérieurs syndicaux ou revenaient sur des accords : « avec l'approbation des délégués, il a été établi que les peintres travailleraient deux heures de plus pour finir les véhicules pour le salon de l'automobile. À 18 h, M., délégué, mécontent de sa paye, leur donna l'ordre de partir, au nom de la CGT. »[36] L'association patronale de la métallurgie dénombra un certain nombre d'incidents pour lesquels les délégués CGT avaient fait obstruction à la production en « haranguant » et en stimulant leurs ouvriers. Même après que les délégués en faute aient été renvoyés, les ralentissements de production perdurèrent parmi les travailleurs de base. En réalité, affirmaient les industriels, quelques délégués avaient même démissionné, « exaspérés par les revendications infondées des ouvriers »[37].

Les publications locales de la CGT reconnaissaient parfois que les travailleurs arrivaient en retard sans raison. Le 1er avril 1937, *L'Unité* (CGT) notait des écarts de discipline dans l'atelier de roulements à billes chez Renault.

---

34. Atelier : Évacuation des copeaux, 30 septembre 1936, AN, 91AQ16. Pour un problème similaire dans les mines, voir Aimée Moutet, « La rationalisation dans les mines du Nord à l'épreuve du Front populaire », *Le Mouvement social,* n° 135 (avril–juin 1986): 90–93.
35. 30 juin 1936, AR ; AN, 91AQ116 ; La situation dans la métallurgie, 12 février 1937, AN, F7 12966.
36. Les violations, 21 octobre 1936, AR.
37. Grèves de juin 1936, GIM ; Note de Rosenblatt, 22 avril 1938, AN, 91AQ65 ; Syndicat des industries mécaniques de France, 6 octobre 1936, AN, 39AS848.

> Nous n'avons que trop souvent l'occasion d'enregistrer un nombre d'absences singulières, dont les motifs sont souvent frivoles et parfois inexistants.
>
> Mieux encore, il est tout à fait naturel que chacun respecte les plannings, produits par la direction et acceptés par nous. Nous vous demandons d'obéir à la discipline de notre syndicat, parce qu'en aucun cas nous ne devons nous exposer à nos ennemis.

Le Parti populaire français, anticommuniste, était d'accord avec son adversaire. La revue du PPF, *Le Défenseur*, approuvait les acquis que les grèves de juin avaient apportés chez Renault : la fin des « pointages », un « peu moins d'arrogance de la part des gardiens » (c'est-à-dire des contremaîtres), et la possibilité d'entrer dans l'usine un peu en retard sans perdre une demi-journée de salaire. Néanmoins, « en retour, les camarades ont exagéré. Ils arrivent à 7 h 30 ou à 8 h, dérangeant de la sorte le démarrage des lignes d'assemblage. En outre, certains [ouvriers] arrêtent de travailler dix minutes avant le sifflet. »[38]

Quelques militants communistes étaient exaspérés par les actions des travailleurs, et le journal local du PCF, *La Lutte finale*, accusa les « camarades indisciplinés » de tomber dans un piège tendu par la direction en ne produisant pas bien. Pendant une réunion de cellule, un militant « protesta contre les abus perpétrés par les camarades : les arrêts de travail avant le sifflet. On a mis fin au pointage de midi, mais les camarades étaient dans la rue avant que le coup de sifflet de midi ait résonné… [Il notait] des arrêts de travail 20 ou 30 minutes en avance »[39]. Le PCF n'appréciait pas les « décisions personnelles » et refusait de « tolérer, sous quelque prétexte que ce soit, l'action individuelle ». Un militant qui avait été vu en train de parler à son contremaître en état d'ébriété et qui avait admis « avoir été un peu soûl » fut légèrement réprimandé par sa cellule. Les militants communistes avaient pour consigne de ne pas commettre d'actes violents envers les ouvriers qui n'étaient pas du PCF, parce qu'« il est préférable… de les garder à vue, de les circonscrire et de la sorte les garder captifs dans le cas d'un mouvement ». À côté de cela, disait le militant communiste, sur 34 000 membres de la CGT à Renault, seuls 4 000 étaient au PCF. Ainsi, 30 000 travailleurs n'étaient pas communistes, d'après les propres chiffres du PCF.

---

38. *Le Défenseur,* décembre 1936.
39. Assemblée générale des sections et cellules d'ateliers, (s.d.), AN, 91AQ16. Ce qui suit est basé sur ce document (probablement le rapport d'un indicateur de la direction) et Réunion de 28/9/36, sous-rayon communiste Renault, AN, 91AQ16.

Parfois, mais rarement, les délégués et les responsables CGT accédaient aux requêtes de la direction et demandaient aux ouvriers d'accroître leur rendement. Par exemple, chez Renault, en septembre 1937, de nouveaux trempeurs [ouvriers qui trempent l'acier] non qualifiés furent embauchés et d'après la direction, travaillaient peu. En réaction, les trempeurs chevronnés diminuèrent « brutalement » leur production et commencèrent à travailler comme leurs collègues nouvellement employés. « À ce moment, l'intervention des délégués, qui déclarèrent à ces ouvriers que des mesures seraient prises contre eux s'ils ne rétablissait pas leur production normale, fut très utile en soutien de nos efforts [ceux de la direction]. »[40] Peu de temps après, la production retourna à la normale. Dans l'atelier des suspensions, les anciens comme les nouveaux ouvriers démarrèrent des coulages. Lorsque les délégués intervinrent pour améliorer le rendement, les ouvriers avec le plus d'ancienneté se mirent alors à produire à la cadence normale. Bien que l'intervention des délégués en vue d'augmenter la production ait été parfois couronnée de succès, elle avait ses limites puisqu'elle pouvait mettre en péril leur popularité et leur ascendant sur leurs partisans. Les représentants syndicaux gênaient généralement la production, perturbaient la discipline de l'usine et se montraient même intimidants envers les ouvriers qui voulaient produire à une cadence plus élevée. La force de stabilisation que les représentants syndicaux auraient pu incarner ne relevait que d'un espoir, à présent dépassé, et qui avait été réduit à néant.

L'indiscipline et l'insubordination de nombre d'ouvriers et de délégués provoquèrent une vive réaction des contremaîtres, des ingénieurs, des techniciens et des directeurs, qui s'opposèrent avec force au dépérissement de leur autorité. Ceux qui appartenaient au Syndicat professionnel, de droite, déclaraient : « la production de masse ne peut exister que lorsqu'une discipline rigoureuse prévaut. L'état d'agitation qui existe à présent dans notre industrie ne peut que conduire à une production négligée et des résultats incertains. »[41] Le Syndicat professionnel envoya une lettre au Premier ministre Blum à l'automne 1936, qui faisait mention de « troubles régnant dans toutes les usines métallurgiques de Paris et des environs. » Elle faisait porter la faute du déclin de l'autorité de la direction sur « des agitateurs irresponsables qui ne sont pas qualifiés pour se substituer à la direction. » Les contremaîtres et les superviseurs affirmaient qu'ils avaient donné leur accord

40. Note de Penard, 22 avril 1938, AN, 91AQ65.
41. Syndicat professionnel cité dans Jacques Delperrié de Bayac, *Histoire du Front populaire* (Paris, 1972), p. 315.

pour la nouvelle législation sociale « dès le départ », mais ils demandaient que le gouvernement mette fin à l'agitation dans les usines[42]. Les agents de maîtrise mettaient en opposition la faible discipline chez Renault avec les « pays d'ordre », la Grande-Bretagne, les États-Unis et l'Allemagne[43]. En mars 1937, certains membres mécontents de la maîtrise se mirent en grève dans quatre usines de la Société industrielle des téléphones, demandant « des garanties absolues de sécurité et de discipline »[44].

En janvier 1939, après l'échec de la grève générale du 30 novembre 1938, le Syndicat professionnel rappelait à un des dirigeants principaux de Renault que « depuis juin 1936 » les ouvriers avaient remis en cause l'autorité des contremaîtres et des superviseurs et que les cadres avaient maintenant rétabli le « rendement et la productivité dans plusieurs ateliers »[45]. Une lettre du 1er décembre 1938, probablement de Louis Renault, affirmait : « notre maîtrise a souffert depuis deux ans des répercussions de la politique. Elle a souvent été contrainte d'accepter un manque de respect de la discipline et un rendement systématiquement réfréné. »[46]

En général, dans l'industrie automobile et dans la production métallurgique, c'était ce climat d'indiscipline qui perturbait le plus les industriels et leurs subordonnés directs :

> Depuis le mois de juin, il y a des plaintes au sujet de la baisse du rendement ouvrier. La plupart du temps, cette diminution n'est pas le résultat d'une malveillance des travailleurs mais plutôt d'un relâchement de la discipline. L'intervention de l'État, des syndicats, des délégués et des cellules provoque la pagaille dans l'atelier et aussi, indubitablement, l'incertitude dans l'esprit des travailleurs quant à savoir qui est aux commandes[47].

> Les grèves de plusieurs heures sabotent moins la production que l'état d'indiscipline qui est entretenu dans l'usine et touche maintenant les ouvriers. En conséquence, notre premier devoir est de lutter contre l'institutionnalisation de l'indiscipline[48].

En réaction au relâchement de la discipline, beaucoup de contremaîtres et de directeurs et peut-être aussi des ingénieurs et des techni-

42. Les techniciens, ingénieurs, (s.d.), AR.
43. Lettre du Syndicat professionnel des agents de maîtrise, AR.
44. *Usine,* 18 mars 1937.
45. Lettre au chef administrateur de la part du Syndicat professionnel des agents de maîtrise, techniciens, et employés, AN, 91AQ15.
46. Note au sujet des effectifs, AN, 91AQ15.
47. L'arbitrage obligatoire et le problème de l'autorité, 22 décembre 1936, AN, 39AS1012.
48. Notes pour la préparation de l'assemblée générale du 5 novembre 1937, AN, 39AS857.

ciens penchaient en faveur des partis d'extrême-droite ou des mouvements fascistes qui réclamaient à cor et à cri la restauration de l'ordre et de la discipline sur le lieu de travail. Ces mouvements attiraient ceux des cadres qui, pour des raisons personnelles ou patriotiques, mettaient l'accent sur l'intensité du travail et la rigueur : « quand il n'y a pas de discipline, le rendement ne peut qu'être mauvais. La nécessité de la discipline est si claire que les ingénieurs et les contremaîtres, qui veulent que les usines tournent bien et qui sont en contact tous les jours avec la force de travail, sont les premiers à réclamer le maintien de l'autorité de la direction. »[49] En réaction, les ouvriers qui s'opposaient à une cadence accrue accusaient parfois – à tort ou à raison – les contremaîtres qui exigeaient une productivité plus élevée et les travailleurs qui refusaient de participer aux coulages d'être des fascistes ou des membres d'organisations de droite[50]. Ceux des ouvriers qui continuaient à travailler pendant les jours de grève étaient aussi appelés fascistes par leurs collègues grévistes.

Malgré sa nationalisation, l'industrie aéronautique souffrait dans une certaine mesure, quoique moindre, des problèmes qui caractérisaient la production automobile pendant les gouvernements de Front populaire. La nationalisation des industries d'armement et l'élimination des entreprises de défense sous contrôle privé avait été un des buts du Front populaire et, au début de 1937, l'État français avait mis la main sur la plupart des grandes compagnies aéronautiques. La représentation CGT aux conseils d'administration des entreprises nationalisés fut rapidement mise en place ; bien qu'en minorité, le syndicat participait concrètement à la gestion des compagnies aéronautiques nationalisées en 1937 et 1938. Dans ces entreprises, les précédents propriétaires et dirigeants, des hommes comme M. Bloch et H. Potez, restèrent en place pour diriger les activités quotidiennes.

La nationalisation entraîna d'importants changements pour les travailleurs, élevant les salaires et garantissant de meilleurs avantages et plus de sécurité d'emploi. Graduellement, en 1938, le gouvernement s'employa aussi à rationaliser la production dans une industrie qui avait souvent conservé un caractère artisanal. Il visait à promouvoir la spécialisation, éliminer les méthodes artisanales et mettre en

49. Bulletin quotidien, L'arbitrage obligatoire, 22 décembre 1936, AN, 39AS1012.
50. Déclaration de Madame X, 14 janvier 1937, P., 1 février 1937, AN, 91AQ65 ; Incidents, AN, 91AQ16 ; voir aussi les documents au sujet des différents incidents dans AN, 91AQ116.

avant l'organisation autour de la ligne d'assemblage. L'État incitait à la formation d'usines spécialisés qui produiraient en masse des parties d'avion ; cette « organisation rationnelle du travail » produisait d'excellents résultats qui en 1938 réduisirent le temps nécessaire à certaines opérations[51]. Les ingénieurs étaient sollicités pour déterminer la durée idéale de tâches particulières ; un processus, par exemple, fut ramené de 25 000 heures de travail à 4 000[52].

La nationalisation conduisit aussi à une standardisation accrue des procédés de production. De nouvelles machines furent achetées en France ou à l'étranger pour pallier le manque de personnel qualifié. Des bâtiments furent construits et plus d'ouvriers – nombre d'entre eux attirés par la promesse de salaires plus élevés – furent embauchés. L'État défendait la concentration de branches auparavant disséminées en encourageant la mise en place de nouvelles usines en dehors de la région parisienne, qui, en 1936, regroupait 65 à 90 % des usines d'aéronautique françaises ; les salaires y étaient relativement généreux et l'agitation, fréquente.

Dans l'aéronautique nationalisée, les travailleurs recevaient de bons salaires pour plusieurs raisons. Malgré une rationalisation croissante, nombre d'opérations dans cette industrie requéraient des ouvriers hautement qualifiés, au contraire du secteur automobile où le travail était généralement moins précis et moins complexe. Du fait de la situation démographique française, qui faisait de l'ouvrier qualifié une denrée rare, les industriels payaient bien les ouvriers qualifiés pour les attirer à eux et les conserver. Les dirigeants de l'aéronautique furent contraints d'engager un grand nombre de nouveaux ouvriers qui, d'après un partisan du Front populaire et de ses nationalisations, étaient souvent peu qualifiés[53].

En sus du besoin qu'avait l'industrie de travail qualifié, la représentation CGT dans les conseils d'administration et la vulnérabilité de l'industrie face aux grèves qui pouvaient paralyser la défense nationale donnaient dans leur ensemble une influence considérable au syndicat dans les négociations collectives. Beaucoup de travailleurs de l'aéronautique nationalisée étaient par conséquent relativement privilégiés et les patrons du secteur privé se plaignaient de ne plus pouvoir suivre les salaires élevés et les avantages conséquents qui attiraient leurs meilleurs ouvriers dans ce secteur[54]. Les ouvriers qualifiés virent leurs

51. SNCAN, 25 janvier 1939. SNA (tiré de minutes du comité de direction).
52. SNCASO, 26 avril 1938, SNA (tiré de minutes du conseil d'administration).
53. Robert Jacomet, *L'Armement de la France (1936–1939)* (Paris, 1945), p. 55, 251 ; cf. Robert Frankenstein, *Le Prix du réarmement français, 1935–1939* (Paris, 1982), p. 242.
54. Lettre des Aciéries et forges de Firminy, AN, 91AQ83 ; lettre des

salaires augmenter pendant le Front populaire, tout comme leur mobilité ; sachant que leurs qualifications étaient recherchées, les ouvriers pouvaient facilement passer d'une firme à l'autre. Les forts taux de turnover [rotation de personnel] étaient peu favorables à une discipline rigoureuse ou à une productivité élevée[55]. En effet, un dirigeant prudent recommandait aux chronométreurs d'être plus conciliants avec les ouvriers qualifiés, les encourageant de la sorte à rester. Les patrons étaient contraints de tolérer les manifestations d'indiscipline tout comme les prises de bec entre ouvriers qualifiés et chronométreurs chevronnés qui refusaient de « se plier… aux revendications des ouvriers qualifiés ». Possédant un pouvoir de négociation plus fort, les ouvriers qualifiés étaient parfois (comme au printemps 1938) plus enclins à faire grève que leurs compagnons moins qualifiés.

Peut-être du fait de la plus grande fierté à l'ouvrage et de conditions de travail améliorées, les firmes aéronautiques nationalisées connaissaient moins d'agitation et de tension sociales que les firmes qui étaient restées aux mains du privé ou que l'industrie automobile. Bien que les tensions aient été quelque peu tempérées, le secteur nationalisé faisait tout de même face à des difficultés de main-d'œuvre. Les délégués CGT, qui étaient censés faciliter les relations entre travailleurs et direction, usèrent de leur position pour se soustraire à l'usine[56]. Un indicateur anonyme, dont les accusations étaient généralement confirmées par les inspecteurs d'État, écrivait que l'autorité des délégués syndicaux à la SNCASO de Suresnes (Société nationale de constructions aéronautiques du sud-ouest, ex-Blériot) était souvent supérieure à celle des contremaîtres[57]. Les représentants syndicaux et même certains membres avaient cessé de travailler ; d'après cet informateur 40 à 50 ouvriers sur 1 400 ne produisaient plus. « Contrairement aux ordres de la direction », les délégués ralentissaient les cadences et quittaient l'usine dès qu'ils le souhaitaient, sans autorisation.

Un technicien militaire, qui passait en revue un certain nombre d'entreprises aéronautiques nationalisées dans les banlieues parisiennes, présenta de la sorte la situation à la SNCASO de Courbevoie.

> L'autorité de la maîtrise est dorénavant quasiment inexistante. La majeure partie du personnel d'encadrement et des techniciens, voyant qu'ils n'étaient plus soutenus par la direction, ont rejoint la CGT et

Établissements L. Douzille, 21 janvier 1939, SNA.

55. Départ des ouvriers professionnels, 23 novembre 1938, AN, 91AQ31 ; pour une période précédente voir S.A.F.E., 27 décembre 1934, AN, 91AQ37.
56. SNCAN, « Objet : Déplacements », 4 mars 1937, SNA.
57. La situation des établissements, (s.a., s.d.), et Éléments de réponse, 31 décembre 1938, SHAA, Z11607, qui est du même avis que l'auteur inconnu.

> ont fait corps avec les ouvriers pour perpétuer le ralentissement de la production. Toutefois, certains aimeraient bien faire état de leur autorité[58].

À l'usine de Courbevoie, les délégués disposaient de quatre pièces, de bureaux et d'un téléphone. Sur les murs, une liste de tout le personnel était accrochée et les représentants syndicaux pouvaient convoquer un ouvrier pendant les heures de travail. Les délégués quittaient l'usine lorsqu'ils le désiraient et pouvaient paralyser la production très rapidement, comme le montrerait la grève du 30 novembre 1938. Ils avaient aussi institué une coopérative qui approvisionnait les travailleurs pendant les occupations d'usine. À Sautter-Harlé – un fabricant d'armes comprenant environ un millier d'ouvriers – la direction autorisa six délégués syndicaux à utiliser une pièce, mais conclut rapidement que « ce que les délégués veulent, c'est une pièce à leur disposition toute la journée et soustraite au contrôle de la direction »[59].

Même lorsque les délégués de l'aéronautique cherchaient à aider la production, leurs conseils n'étaient souvent pas pris en compte. Par exemple, en septembre 1938, malgré les promesses des délégués que les ouvriers travailleraient le samedi et le dimanche, beaucoup ne se présentèrent pas pendant le week-end[60]. La discipline dans les usines se relâchait et l'autorité était souvent contestée. À Gnôme et Rhône, une entreprise aéronautique dans laquelle l'État avait une participation minoritaire, un travailleur se plaignait du renforcement de la discipline au travail qui avait suivi la décision d'arbitrage de Jacomet du printemps 1938[61]. Avant cet arbitrage sur le temps de travail et les salaires, les ouvriers pouvaient facilement se déplacer dans l'usine et aller aux toilettes quand ils le voulaient. Toutefois, après la décision de Jacomet, 30 vigiles furent mis en place, les toilettes et les vestiaires furent étroitement surveillés et l'autorité des contremaîtres fut renforcée. L'atmosphère avait considérablement changée depuis juin 1936, d'après les trotskistes ; la direction était assez sûre d'elle-même pour licencier des ouvriers, en-

58. Ces affirmations concernant l'usine de Courbevoie furent approuvées par un ingénieur et confirmées par les enquêteurs du ministère de l'Air (Rapport du capitaine Testas, SHAA, Z12935).
59. Lettre à l'Inspecteur général du travail, 13 septembre 1938, AN, 39AS830/831.
60. SNCASO, 9 décembre 1938, SNA.
61. Pierre Couturet, « Un exemple bien typique : Gnôme et Rhône, » *La Révolution prolétarienne,* 25 juillet 1938 ; *Le Bolchevik de chez Gnôme-Rhône,* juin 1938, AN, F7 12966. Un document (de la CGT ?) déplorait que 30 policiers soient « payés à ne rien faire » à Gnôme et Rhône (Arrêté, SHAA, Z12939).

gager des informateurs et employer des vigiles qui étaient d'anciens boxeurs et des cogneurs. Elle augmenta le nombre de pointages et imposa « des règles insolentes et définitives pour l'atelier » contre « l'entrée dans les vestiaires avant le coup de sifflet ». Les travailleurs pouvaient être renvoyés pour avoir mangé au travail ou s'être rendus sans autorisation aux toilettes. Les contremaîtres furent rétablis dans leur précédente fonction de « matons » et, bien sûr, le pouvoir des délégués fut restreint. En juin, la CGT éleva des protestations pour la perte de son contrôle de l'embauche, qui était dorénavant aux mains du syndicat maison, l'Association des ouvriers Gnôme et Rhône[62]. Le nombre d'adhérents à la CGT chuta de 25 % quand les ouvriers quittèrent la Confédération pour le syndicat maison, qui d'après la gauche était lié au Syndicat professionnel de droite[63]. Avant l'arbitrage de Jacomet, sur les dix hommes d'une équipe qui avaient été à la CGT, seuls cinq d'entre eux y étaient encore en juillet et sept avaient rejoint le syndicat maison (deux salariés appartenaient apparemment aux deux syndicats) ; un syndicaliste révolutionnaire estimait qu'au moins 10 % des syndiqués de l'usine appartenaient aux deux organisations à la fois. Ainsi, comme à Barcelone, l'appartenance à un syndicat ne signifiait pas l'engagement dans son idéologie. En outre, après la décision Jacomet, la semaine de 45 heures fut mise en place et divisée en cinq semaines de six jours travaillés suivis de trois semaines de cinq jours de travail. La récupération, ou l'agencement, des vacances fut facilitée et les travailleurs n'avaient qu'un seul week-end assuré toutes les huit semaines.

L'indiscipline ne se limitait pas aux cols bleus. Au début du Front populaire, R. Caudron, un industriel de l'aéronautique, critiquait le « faible rendement » des cols blancs dans son bureau d'études et soulignait le besoin d'une discipline et d'un ordre renforcés :

> Il nous faut une personne responsable qui puisse surveiller le rendement, qui fasse en sorte que le personnel soit à l'heure, qui restreigne leurs sorties et leurs absences trop complaisantes, qui contrôle les visites… en un mot, qui tienne la maison en ordre.
>
> Nos 170 employés ont manqué un total de 1 239 heures de travail en novembre [1936], sur lesquelles 458 heures ont été imputées à des maladies[64].

Les travailleurs improductifs de l'aéronautique, comme les ouvriers laxistes de l'automobile, ne pouvaient pas facilement être renvoyés.

62. On demande des nationaux, juin 1938, AN, F7 12966.
63. Couturet, « Un exemple. »
64. Note du 18 dec. 1936, AN, 91AQ31 ; Comment se pose le problème, (printemps 1937 ?), AN, 91AQ3.

Dans les entreprises aéronautiques largement sous contrôle gouvernemental, les cadres exécutifs condamnaient « la vague générale de paresse » et prévoyaient de rallonger le temps de travail et de « particulièrement renforcer l'autorité de la direction de l'usine »[65]. Il est à noter que dans la région parisienne la tension entre les ouvriers et leurs supérieurs directs était exacerbée par la diminution de la différence de salaire entre les deux catégories. Les ouvriers gagnaient parfois plus que le contremaître qui les dirigeait. Un professeur en ingénierie, qui en appelait à l'organisation « scientifique » du travail, s'élevait contre la « tendance à niveler les salaires, qui a pour effet de décourager les meilleurs [ouvriers] »[66].

Les travailleurs de l'aéronautique s'opposaient au travail à la pièce et aux primes à la production. Début 1938, le ministre de l'Aviation déclarait que la production d'avions avait été entravé, non pas, en première instance, du fait de la semaine de 40 heures, mais plutôt à cause de l'« insuffisance de la production horaire dans les usines nationalisées »[67]. Les industriels de l'aéronautique, tout comme les ingénieurs d'État, réclamaient une augmentation du rendement. À Gnôme et Rhône, les ouvriers s'entendirent pour limiter la production : lorsque la direction voulut accélérer le rendement, « des accidents imprévisibles et des arrêts de machines démontrèrent l'impossibilité d'accroître la cadence »[68]. Les ouvriers de Gnôme et Rhône savaient combien de pièces à l'heure leurs voisins d'atelier avaient réalisé et le journal procommuniste *La Vie ouvrière* déclarait que ces travailleurs refusaient « d'accepter une prime à la surproduction »[69]. Après la décision Jacomet d'avril 1938, le personnel de Gnôme et Rhône ne fut plus en mesure de savoir combien leurs collègues gagnaient à la pièce et la paye fut distribuée secrètement[70]. En septembre, le rythme de production chez Gnôme et Rhône était bien plus élevé et cette firme employait moins de personnel que la Société nationale de constructions de moteurs (SNCM), dont la nationalisation en mai 1937 avait entrainé un pouvoir syndical renforcé sur le lieu de travail. À Salmson, une firme

65. SNCAN, 19 octobre 1938, SNA.
66. M. Métral, « L'industrie aéronautique française, » (mars ?) 1938, SHAA, Z12935 ; lettre de Jean Coutrot, 3 mars 1938, SHAA Z12935. Voir aussi Comité de production, 4 février 1938, SHAA, Z12946.
67. *Usine,* 19 février 1938 ; lettre de la Chambre syndicale, 4 avril 1938, AN, 91AQ80.
68. Couturet, « Un exemple typique ».
69. *La Vie ouvrière,* 3 mars 1938.
70. Couturet, « Un exemple typique » ; Emmanuel Chadeau, *L'Industrie aéronautique en France, 1900–1950* (Paris, 1987), p. 320.

aéronautique privée employant 1 200 ouvriers, la CGT affirmait que son secrétaire avait été injustement licencié et que ses délégués étaient empêchés d'exercer leurs fonctions[71]. De telles menées de la part de la direction « n'encourageaient pas les ouvriers à augmenter la cadence » et la CGT affirmait que « pour obtenir un rendement normal, on doit avoir une attitude normale envers les travailleurs ». Même le président de la SNCM à Argenteuil, qui était fervent partisan de la nationalisation, mit en garde son personnel en disant « à l'usine, on travaille »[72]. Bien que René Belin, le leader CGT qui représentait le syndicat au conseil d'administration de la SNCM, ait nié avoir « imposé » une résolution sur la longueur de la journée de travail et le rendement aux ouvriers, il affirmait pourtant qu'« un rendement satisfaisant » devait être maintenu « dans les usines aéronautiques et particulièrement à la [SNCM] Lorraine »[73].

Alors que les dirigeants des firmes aéronautiques nationalisées assuraient aux ouvriers des hausses de salaires, des heures supplémentaires très bien payées, des vacances au mois d'août, améliorant les conditions sanitaires et de sécurité, la formation professionnelle, les transports vers le lieu de travail et même la participation de la CGT à l'embauche, ils tenaient néanmoins à lier la rémunération à la production, par un système de travail à la pièce ou de primes. Des responsables d'entreprises, dans le secteur public comme dans le privé, étaient convaincus que les primes étaient nécessaires dans une situation où, malgré l'achat de nouvelles machines et le renfort en personnel, la productivité déclinait fréquemment. Une étude détaillée d'une usine, en 1937, établissait ce déclin à 5 %, ce qui paraît peu[74]. Toutefois, étant donné que l'aéronautique attirait certains des ouvriers les mieux payés, dans une période de tension internationale croissante, même une baisse de 5 % était significative. De plus, le chiffre de 5 % ne prend pas en compte les conflits sociaux ou les grèves. En dépit d'autres comptes-rendus établissant que le rendement individuel n'avait pas baissé, une documentation plus détaillée et importante indique que des problèmes très sérieux de rendement et de productivité existaient dans les usines d'aéronautique parisienne pendant le Front populaire. Des responsables établirent que la productivité avait chuté radicalement entre juin et octobre 1936 et s'était ensuite stabilisée à des niveaux relativement bas

71. *La Vie ouvrière,* 21 juillet 1938.
72. C. Bonnier, « Huit mois de nationalisation, » AN, 91AQ80.
73. *Syndicats,* 22 juin 1938.
74. M. Roos, « Situation de l'industrie aéronautique, » 1937, SHAA, Z11606.

en 1937[75]. À l'usine Breguet de Vélizy, toujours privée, « les équipes travaillent de façon léthargique… le freinage et le coulage sont devenus très répandus. »[76] Au procès de Riom, Stéphane Thouvenot – un jeune ingénieur qui avait été placé à des postes importants dans le secteur nationalisé pendant le Front populaire puis à la Libération – affirma que « la nationalisation a pris place dans un contexte politique et social troublé et a échoué sur le plan industriel. La principale cause de cet échec était les rapports entre les ouvriers et les patrons. » Une étude récente sur l'industrie corrobore cela.

> Dans l'ensemble, les entreprises nationalisées produisirent 395 avions en 1937 contre 483 en 1936 dans les ateliers dont elles avaient hérité. Pendant cette période, leur personnel annuel moyen passa de 14 220 à 14 894 ouvriers et contremaîtres, soit 37,7 employés par avion contre 29,44 l'année précédente, ce qui impliquait une réduction de 28 % du rendement. Certes, cela fut compensé par le rééquipement et la réorganisation… Certes, les avions étaient plus complexes : pour toutes ces raisons, la réduction nette du rendement fut de 11 %. Les entreprises nationalisées éprouvèrent plus de problèmes issus du rapport de force qui s'était mis en place après les grèves de 1936 que leurs concurrentes privées, du fait de leur rôle de « vitrines sociales ». D'après un rapport confidentiel de février 1938, la production de chasseurs Morane-Saulnier à l'usine de Bourges fut ainsi retardée parce que les équipes se montraient réticentes aux changements qu'impliquait le passage des produits traditionnels Hanriot à Morane-Saulnier, qui avait obtenu la sous-traitance 15 mois auparavant[77].

En 1938, l'organisation patronale Constructeurs de cellules en appelait au ministre de l'Aviation pour « le développement du travail à la pièce »[78]. Le président de la Chambre syndicale de moteurs préconisait aussi le travail à la pièce. En novembre 1938, un mémo manuscrit sur les ouvriers qualifiés quittant Renault établissait qu'une raison majeure de la mobilité des ouvriers qualifiés était que le travail était moins ardu dans l'aéronautique et « dans l'aéronautique, le travail à la pièce n'est qu'un salaire horaire déguisé. Puisque la concurrence est minime,

---

75. Voir Rendement, (s.a., s.d.), SHAA, Z11507 ; Réponse au questionnaire du comité de contrôle financier, 16 décembre 1937, SHAA Z12936. Note pour M. le ministre de l'Air, 26 novembre 1937, SHAA Z12936 déclarait que la nationalisation n'avait pas affecté défavorablement la production ; un document sans nom et sans date (Arrêté d'extension de la convention nationale de l'aviation, SHAA, Z12939) prétendait que les travailleurs et les délégués produisait normalement.
76. Chadeau, *L'Industrie aéronautique,* p. 320.
77. *Ibid.*, p. 242–44.
78. Conseil d'administration, chambre syndicale des constructeurs, 17 mars 1938, AN, 91AQ80 ; Frankenstein, *Réarmement*, p. 278.

c'est le contribuable qui règle la facture. »[79] Renault dénombrait 23 fraiseurs qualifiés dont les gains à la pièce étaient substantiellement moindres que ce qu'en attendait la direction. Les patrons de la métallurgie disaient que « le travail à la pièce [dans l'aviation] est pratiquement abandonné. La Fédération des métaux (CGT) oblige les ouvriers à ne pas dépasser un "plafond" de salaires fixes. »[80]

Un informateur anonyme dénonçait le travail à la pièce dans l'aviation comme étant « une farce ». Il citait l'exemple d'une tâche accomplie par plusieurs ouvriers en quatre minutes. Lorsqu'un ouvrier finissait le même travail en seize minutes, les autres ralentissaient leur cadence en conséquence[81].

Un compte-rendu rédigé par un professeur en ingénierie regrettait que de « déplorables habitudes » se soient enracinées dans l'aéronautique ; les travailleurs passaient par dessus leur propre direction pour en appeler directement au ministre de l'Aviation.

> Grâce au climat régnant au ministère de l'Aviation et grâce aussi à la démagogie de certains directeurs, les comités consultatifs [composés à égalité de représentants des travailleurs et de la direction], qui pouvaient avoir mis en avant la collaboration en d'autres temps, participaient à la désorganisation des entreprises. Certains ouvriers en vinrent jusqu'à demander le contrôle complet de l'administration [de l'usine][82].

Dans une lettre personnelle au ministre, B. Rouzé, en charge de la production de la SNCAN [Société nationale de constructions aéronautiques du nord] et membre du Parti radical, critiquait les délégués syndicaux qui interféraient lorsque les contremaîtres faisaient appliquer la discipline auprès des travailleurs[83].

Un technicien militaire, visitant les usines nationalisées de la banlieue parisienne, rapporta des coulages sciemment exercés par les ouvriers. L'usine de la SNCASO à Courbevoie était « un modèle de résistance passive à la production »[84]. Un travailleur qui était censé produire une pièce par heure en faisait seulement six en sept heures. Lorsqu'on l'interrogea, il demanda que le directeur de production achève le quota dans le temps imparti. Le directeur produisit alors la pièce devant l'ouvrier en « 21 minutes sans se presser ». Le technicien militaire concluait que la lenteur de l'ouvrier multipliait les coûts par

79. Départ et Paye aux pièces, 23 novembre 1938, AN, 91AQ31.
80. *Usine,* 9 juin 1938.
81. La situation des établissements, SHAA, Z11607.
82. M. Métral, « L'industrie aéronautique, » (mars ?) 1938, SHAA, Z12935.
83. B. Rouzé, lettre à Guy La Chambre, 7 mars 1938, SHAA, Z12936.
84. Rapport du capitaine Testas, (janvier ?) 1939, SHAA, Z12935.

un facteur supérieur à trois et que des sanctions devaient être prises s'il n'augmentait pas son rendement.

Un jeune ingénieur formula des accusations encore plus sévères sur l'usine de Courbevoie, qui était dirigée par Marcel Bloch. La lettre de l'ingénieur fut transmise au ministre de l'Aviation par Lucien Lamoureux, un député du Parti radical, qui avait soutenu le Front populaire à son commencement. Lamoureux devint de plus en plus hostile à la coalition de gauche et fut finalement un de ses adversaires les plus farouches au sein du Parti radical. Une enquête conduite par un important responsable du ministère, Thouvenot, passa en revue les accusations de l'ingénieur[85]. Un prototype du chasseur M.B. 150, qui nécessitait 18 000 heures de construction au début de 1936, en demandait 40 000 en 1938. Le technicien anonyme pensait que la productivité avait décliné pour de multiples raisons. En premier lieu, depuis mai 1936, les salaires n'étaient plus liés au rendement. Ainsi, « le bon et le mauvais ouvrier reçoivent la même paye ». Deuxièmement, « les syndicats sont devenus puissants » et menacent efficacement de faire grève s'ils n'obtiennent pas satisfaction ; l'autorité disciplinaire du personnel d'encadrement a été de la sorte largement affaiblie. D'autres comptes-rendus concernant l'aéronautique nationalisée rapportaient à plusieurs reprises que la « malveillance » régnait dans certaines usines et recommandaient d'accroître l'importance du travail à la pièce dans le salaire global des ouvriers[86]. Ils faisaient remarquer que les règles de travail de la négociation collective assignaient les ouvriers à un atelier spécifique, obérant ainsi la flexibilité de la direction en ce domaine[87]. Un amiral formait des critiques envers une compagnie nationalisée pour les coûts élevés, qui provenaient pour partie d'un manque d'organisation et de ce qu'il nommait des « ouvriers peu travailleurs »[88].

Les ouvriers de l'aviation défendirent avec énergie le week-end et la semaine de 40 heures. En conséquence, la production aéronautique française fut ralentie et affaiblie par rapport à l'industrie allemande, où les ouvriers travaillaient entre 50 et 60 heures par semaine[89]. Dans certaines usines métallurgiques allemandes, les salariés travaillaient dix heures par jour et plusieurs entreprises de construction avaient le

85. L'information suivante est issue du dossier Lamoureux, SHAA, Z12935.
86. L'industrie des cellules, (s.d.), SHAA, Z12937.
87. Chadeau, *L'Industrie aéronautique,* p. 321.
88. Comité du matériel, 20 mai 1938, SHAA, Z12946.
89. Métral, « L'industrie aéronautique, » mars 1938, SHAA, Z12935. Pour une information particulière sur le temps de travail en Allemagne, voir « La durée effective du travail en Allemagne, » *Revue internationale du travail,* n° 3 (mars 1939) : 393–406.

droit de fonctionner de 60 à 72 heures par semaine. Il ne s'agit pas ici de reprendre les accusations simplistes de Vichy, qui accusait le Front populaire d'être responsable de la défaite française de 1940, mais bien de montrer la ténacité de la résistance au travail dans une période de tension internationale accrue. La persistance des refus indique qu'en 1938 la nationalisation des masses demeurait toujours incomplète en France. Étant donné l'histoire de la Seconde Guerre mondiale, il est regrettable que les ouvriers allemands n'aient pas suivi l'exemple de leurs camarades français.

En 1938, le gouvernement français et les patrons mettaient la pression sur les ouvriers, accentuant les heures supplémentaires pour combler l'écart. Toutefois les travailleurs résistèrent à ces exigences pour plusieurs raisons, d'importance variable. L'idéologie des factions communiste et anticommuniste à la CGT affirmait clairement que l'extension des heures supplémentaires n'était pas nécessaire et générait de l'exploitation quand existait du chômage. Ce discours sur le chômage considérait les heures supplémentaires comme une attaque sur les droits de chômeurs et leur nécessité d'emploi. Pourtant, la position de la CGT, que partageait bien entendu le reste du Front populaire, ne prenait pas en compte les conditions d'une économie avancée, dans laquelle le manque de travailleurs qualifiés et de techniciens créé des engorgements dans la production. La raréfaction de la main-d'œuvre qualifiée fut encore aggravée par l'implication de la CGT à l'embauche : « Dans les usines d'aviation nationalisées, les délégués contrôlaient l'embauche. D'un point de vue professionnel, ce recrutement laissait un peu à désirer, et une carte de la CGT ou du PCF était souvent requise. »[90] Dans une usine SNCASO de la banlieue parisienne, les délégués n'embauchaient que des membres du syndicat qui (d'après les allégations) étaient souvent communistes. Bien que l'Office départemental de placement ait protesté contre les pratiques de la CGT, il se montra incapable de réduire le contrôle de la CGT[91]. Les patrons redoutaient une productivité encore plus faible si les syndicats prenaient le contrôle complet de l'embauche et des licenciements.

Les travailleurs de l'aviation et d'autres industries résistèrent non seulement aux heures supplémentaires et aux tentatives d'allonger la semaine de travail en solidarité avec les chômeurs, mais, plus impor-

90. Pomaret (ministre du Travail) cité par Elisabeth du Reau, « L'aménagement de la loi instituant la semaine de 40 heures » in *Edouard Daladier : Chef du gouvernement,* éd. René Rémond et Janine Bourdin (Paris, 1977), p. 145.
91. La situation des établissements, SHAA Z11607 ; Bulletin quotidien, l'arbitrage obligatoire, 22 décembre 1936, AN, 39AS1012.

tant, parce qu'ils voulaient protéger leur week-end et la semaine de 40 heures. Malgré les nombreuses allégations au sein du Front populaire que les travailleurs se sacrifieraient pour la défense nationale, les autorités eurent du mal à étendre la semaine de travail au delà de 40 heures. Un rapport gouvernemental affirmait qu'un des raisons pour laquelle les avions n'étaient pas finis à temps était que la législation avait réduit les heures supplémentaires[92]. Il attribuait les exportations insuffisantes, pour partie, à la rigidité sur les heures supplémentaires. En février 1938, des responsables haut placés du gouvernement affirmaient que seuls quelques milliers de travailleurs de l'aéronautique faisaient des heures en plus et qu'il fallait faire plus d'efforts afin de réduire les délais[93]. Le 2 mars 1938, *Syndicats* rapportait que les « ouvriers métallurgistes sont trop attachés à la semaine de 40 heures pour la laisser violer. » La pression monta en mars lorsque Henry Potez, entre autres industriels de l'aviation, et des officiers réclamèrent plus d'heures de travail sans repos compensatoire : sur une base de cinq jours de huit heures, ils demandaient qu'un ouvrier travaillant neuf heures un jour ne puisse pas se limiter à sept le suivant[94]. Encore en juin 1938, les responsables de l'aviation, au plus haut niveau, soulignaient « l'extrême difficulté à laquelle ils sont confrontés pour faire accepter les heures supplémentaires dans le privé ».

Une étude affirmait que le refus ouvrier des heures supplémentaires avait « quasiment paralysé toute la production »[95]. L'enquête calculait qu'en moyenne les ouvriers de l'aviation ne faisaient que trois heures supplémentaires par an et avaient le droit de les récupérer. L'insistance des salariés sur ce point transformait les heures supplémentaires en « rien de plus qu'une rotation couteuse dans le planning »[96]. En public, les organisations du Front populaire continuèrent à mettre l'accent sur le fait que le syndicat souhaitait que les travailleurs fassent des heures supplémentaires pour la défense nationale. Les ouvriers, affirmait-il, sont désireux de contribuer à la cause antifasciste, offrant une heure non payée à la République espagnole. En privé, pourtant, le dirigeant de la CGT, Ambroise Croizat, admettait que la semaine de 40 heures entravait la production aéronautique et que les heures supplémentaires étaient nécessaires, mais il considérait que « les masses laborieuses »

92. Roos, « La situation, » 1937, SHAA, Z11606.
93. Comité de production, 4 février 1938, SHAA, Z12946.
94. Comité du matériel, 15 mars 1938, SHAA, Z12946 ; Comité de production, 22 juin 1938, SHAA, Z12946.
95. Les causes, 13 septembre 1938, dans Les insuffisances actuelles de la production aéronautique, SHAA, Z11606.
96. Roos, « La situation », 1937, SHAA, Z11606.

étaient « insuffisamment instruites des nécessités industrielles »[97]. Pendant la Seconde Guerre mondiale, rétrospectivement, une édition clandestine du journal socialiste *Le Populaire* reprochait aux travailleurs de n'avoir pas travaillé assez durant le Front populaire[98].

En mars 1937, et encore au printemps 1938, des grèves éclatèrent dans diverses entreprises métallurgiques parisiennes, y compris des usines d'aviation, sur des questions de salaire et l'extension de la semaine de 40 heures. Pendant ces grèves et au cours d'autres, les ouvriers de l'aviation faisaient preuve d'indifférence envers la qualité et même se montraient hostiles aux moyens de production. Dans de nombreux ateliers, le travail fut stoppé sans se soucier des conséquences que cela aurait sur les rythmes de production[99]. Après les grèves de mars–avril 1938, la Société des avions Caudron, sous contrôle privée, rapporta 6 379 francs de dommages. À la Société industrielle des téléphones, une installation électrique endommagée durant l'occupation électrocuta accidentellement un ouvrier[100]. Renault rapportait aussi une « violence », des « dommages » et des « vols » étendus durant ces occupations : des fenêtres furent brisées, des matières premières gâchées et des clés à bougie, des lampes, des ciseaux, des vêtements, des thermomètres et des batteries étaient manquantes ou volées[101].

Des historiens de diverses obédiences politiques ont établi que durant les grèves du printemps 1938, les directions des entreprises aéronautiques, publiques comme privées, ont rejeté l'offre faite par le syndicat de travailler 45 heures par semaine[102]. Le rejet par les patrons de l'aviation de la semaine de 45 heures était pourtant tout à fait exceptionnel et découlait des coûts élevés des revendications de la CGT. L'arbitrage Jacomet réduisit ensuite les coûts des heures supplémentaires et la semaine de travail de 45 heures fut adoptée, encore que seulement dans l'aviation[103]. Ainsi, les dirigeants de l'aéronautique – du public comme du privé – soutenaient le passage à la semaine de 45 heures. Leur attitude

97. Croizat cité par Reau, « L'aménagement, » p. 136.
98. Jacomet, *L'Armement,* p. 260.
99. Constat, 10 mars 1937 (sous contrôle d'*huissier*), et Dégâts commis et liste du matériel, outillage et matières volés ou détériorés, 22 avril 1938, AN, 91AQ115.
100. Lettre du Syndicat général de la construction électrique, 13 avril 1938, GIM.
101. État des déprédations, disparitions, 24 avril 1938, AN, 91AQ16 ; lettre au Doyen des juges d'instruction, AN, 91AQ16.
102. Georges Lefranc, *Histoire du Front populaire* (Paris, 1974), p. 274 ; Delperrié de Bayac, *Histoire du Front populaire,* p. 449 ; Alfred Sauvy, éd., *Histoire économique de la France entre les deux guerres* (Paris, 1972), 2:276.
103. Reau, « L'aménagement, » p. 133 ; Frankenstein, *Réarmement,* p. 277.

était celle de la vaste majorité de la bourgeoisie française, qui pensait que la semaine de 40 heures était une légalisation de la paresse, qui plaçait la France en mauvaise posture dans la concurrence internationale, ou que pour le moins, la semaine de 40 heures devrait être modifiée pour s'adapter aux besoins de chaque branche particulière afin de ne pas gêner la production. Tout au long du printemps et de l'été 1938, les directions aéronautiques essayèrent d'imposer des horaires de travail étendus. En mars 1938, l'administrateur d'une entreprise nationalisée, la SNCASE (Société nationale de constructions aéronautiques du sud-est), insistait sur « la nécessité, pour accélérer la production, de travailler 45 heures… dans le département de planification et dans la fabrication des outils »[104]. D'autres industriels de l'aviation affirmaient que pour être efficace, la semaine de 45 heures devait être étendue aux fournisseurs de matières premières, de produits semi-finis et d'accessoires[105]. En juillet 1938, la Chambre syndicale des constructeurs de moteurs d'avions débattait pour savoir s'il fallait accepter seulement une centaine d'heures supplémentaires par an ou s'attacher à mettre « une fin permanente » aux restrictions sur la semaine de travail :

> M. X pense qu'il ne s'agit pas d'obtenir une quantité plus grande d'heures supplémentaires mais d'abolir toute restriction…
>
> Je partagerais cette opinion si l'abrogation permanente avait quelque possibilité d'être promulguée, ce qu'elle n'a pas. Par conséquent, si nous insistons sur ce point, que nous n'obtiendrons certainement pas, nous risquons de perdre les avantages du crédit de 100 heures supplémentaires. Parfois, quand on veut faire mieux, on fait pire[106].

Une fois encore, à l'été et à l'automne 1938, les ouvriers de l'aviation luttèrent contre les heures supplémentaires et se battirent pour sauvegarder le week-end ou du moins deux jours consécutifs sans travailler. La semaine de 45 heures dans l'aéronautique était généralement divisée en cinq jours de neuf heures chacun, malgré les volontés de nombreux patrons – et de Léon Blum – qui auraient préféré diviser les semaines de 45 ou même de 40 heures en six jours[107]. Leur argument était que

104. SNCASE, 29 mars 1938, SNA. Voir Chadeau (*L'Industrie aéronautique,* p. 321), qui fait une distinction entre *motoristes,* qui faisaient des moteurs d'avion et voulaient plus de temps de travail, et *avionneurs,* qui faisaient le fuselage des avions et ne se plaignirent de la semaine réduite de travail que plus tard dans l'année ; voir aussi Frankenstein, *Réarmement,* p. 277–78.

105. Note de la Chambre syndicale des industries aéronautiques remise à M. le ministre du Travail, 31 mars 1938, AN, 91AQ80 ; voir aussi Chadeau, *L'Industrie aéronautique,* p. 339–40.

106. Note, 8 juillet 1938, AN, 91AQ80.

107. Rapport et annexes sur la production aéronautique, SHAA, Z11606 ;

la productivité et l'éventualité d'heures supplémentaires étaient souvent plus grandes avec une semaine de six jours. Des industriels importants affirmaient que le travail du samedi était préférable au travail de nuit pour plusieurs raisons. La productivité était plus faible la nuit et il était plus difficile de surveiller les ouvriers puisqu'il y avait moins de personnel d'encadrement disponible. En outre, les transports publics étaient rares et les ouvrières n'avaient pas le droit de travailler de nuit. Les syndicalistes soutenaient néanmoins que les travailleurs « jusqu'au bout… défendraient résolument » la semaine de travail sur cinq jours de huit heures contre celle de six jours de six heures et 40 minutes[108]. En juin 1938, les membres anticommunistes de la CGT de l'entreprise La Précision moderne étaient résolus à défendre « le 5×8, menacé par les décrets »[109]. La Fédération des métaux s'opposait aussi à l'extension de la journée de travail. En octobre 1938, les travailleurs des entreprises aéronautiques publiques comme privées quittèrent leur poste à 17 h au lieu de 18 h pour protester contre les heures supplémentaires : « Les ouvriers d'un certain nombre de compagnies d'aviation – Farman, Caudron, Potez, Breguet – refusèrent de faire plus de 8 heures de travail. Ignorant complètement les décisions ministérielles et au mépris de la loi, ils quittèrent leurs ateliers lorsque les 8 heures furent écoulées. »[110]

Des sanctions furent prises, à Hispano-Suiza et Caudron, contre les ouvriers qui avaient « dès le 15 octobre refusé de faire les heures supplémentaires autorisées par la décision [l'arbitrage] Jacomet. » Ces sanctions, d'une durée inférieure à une semaine, furent efficaces : 93 % du personnel travailla bientôt 45 heures par semaine. À Caudron, le gouvernement autorisa le renvoi de 650 travailleurs qui avaient refusé de faire les heures supplémentaires autorisées par la loi. Peu après, la plupart des ouvriers acceptèrent la semaine de 45 heures, qui fut, fait remarquable, divisée en cinq jours de neuf heures. Ainsi le week-end fut préservé.

Comité du matériel, 15 mars 1938, SHAA Z12946 ; Jean-Charles Asselain, « Une erreur de politique économique : la loi de 40 heures de 1936 », *Revue économique,* n°4 (juillet 1974) : 688–90. Voir aussi *Usine,* 24 novembre 1938 ; lettre de Louis Masson, 10 mai 1937, AN, 39AS802. Sur Blum, voir Lefranc, *Histoire du Front populaire,* p. 211–12.

108. *Syndicats,* 25 février 1937 ; *La Vie ouvrière,* 6 mai 1937, sur les travailleurs du chemin de fer qui demandaient le planning en 5 x 8 et s'opposaient au 6 x 6 h 40 ; sur la préférence des employés des grands magasins pour le 5 x 8 vis à vis du 6 x 6 h 40, voir Annie Fourcaut, *Femmes à l'usine en France dans l'entre-deux-guerres* (Paris, 1982) p. 220.

109. Préparation du congrès de la fédération des métaux, AN, F7 12966.

110. Ce qui suit est issu de *Usine,* 10 octobre 1938 ; *La Journée industrielle,* 19–26 octobre 1938.

Il faut aussi noter que cette agitation contre le travail supplémentaire survint après les Accords de Munich du 30 septembre 1938, auxquels le PCF s'était activement opposé ; les débrayages et les départs en signe de protestation d'octobre semblent indiquer l'influence du PCF parmi les ouvriers de l'aéronautique. Les patrons affirmaient que les syndicats, dans de nombreux cas, empêchaient les ouvriers de faire des heures supplémentaires. Avant que les accords ne soient signés, l'opposition syndicale s'était quelque peu amoindrie, mais après Munich, les syndicats devinrent intransigeants. « Nous pouvons citer des exemples d'usines où les ouvriers refusent dorénavant de faire les heures supplémentaires qu'ils avaient acceptées avant le 1er octobre. Dans l'aviation, ce changement d'attitude est public. »[111] Les syndicats avaient été d'accord pour travailler le 1er octobre, un samedi, puis se ravisèrent et refusèrent.

En examinant des tentatives faites par les ouvriers de l'aviation et d'autres branches de défendre la semaine de 40 heures et le week-end – à la fois avant et après les Accords de Munich – l'influence communiste ne semble avoir eu qu'une influence marginale. Des ouvriers, dont la plupart n'était pas affiliés à un parti, luttèrent pour défendre les acquis de juin 1936 indépendamment des lignes des partis. Les patrons établirent une liste de treize entreprises où les ouvriers refusèrent, bien avant les Accords de Munich, d'effectuer les heures supplémentaires qui avaient été autorisées par l'inspecteur du travail[112]. Même lorsqu'ils furent enjoints de le faire, les ouvriers de l'aviation refusèrent parfois de travailler le samedi et le dimanche pour récupérer les jours fériés de la semaine. En mai 1937, le personnel de Gnôme et Rhône s'opposa presque unanimement au travail le samedi et à la récupération des jours fériés : lors d'un référendum, 95 % refusèrent de travailler le samedi et souhaitaient un week-end normal[113]. La semaine suivant le week-end de Pâques, « certains ouvriers refusèrent le travail du samedi, qui servait à récupérer la perte de temps de travail due à la fermeture du lundi. »[114] La direction de Gnôme et Rhône licencia 24 travailleurs qui ne travaillaient prétendument pas le dimanche[115]. En mai 1938 et

111. Les heures supplémentaires pour la défense nationale, 17 octobre 1938, AN, 39AS974–975.
112. Refus d'effectuer les heures autorisées, 19 mars 1938, GIM. Assez intéressant, 8 des 13 incidents se produisirent pendant la belle saison–mai, juin et juillet. Sur la récupération, SNCAN, procès-verbal, Conseil d'administration, 24 décembre 1936, SNA.
113. *Syndicats,* 13 mai 1937.
114. Circulaire aux inspecteurs du travail, (s.d.), AN, 91AQ64.
115. *La Vie ouvrière,* 23 juin 1938.

encore en août de la même année, *La Vie ouvrière* rapportait la résistance ouvrière contre la fin de la semaine de 40 heures.

Le 1er septembre 1938, alors que les tensions internationales s'aggravaient, la Société d'optique et de mécanique de haute précision – qui fabriquait des instruments utilisés par la défense nationale – reçut l'autorisation du gouvernement pour cinq heures supplémentaires et une semaine travaillée de 45 heures[116]. La direction décida que la journée de travail commencerait à 7 h 30 au lieu de 8 h et finirait à 18 h au lieu de 17 h 30. Le lundi 5 septembre, dans les ateliers du boulevard Davout, 59 % des ouvriers désobéirent au nouveau planning en arrivant en retard et 58 % repartirent plus tôt. Le mardi, 57 % des ouvriers arrivèrent en retard. Aux ateliers de la Croix Nivert, 36 % arrivèrent en retard le lundi et 59 % le mardi. Le mercredi, 59 à 72 % de la main-d'œuvre était absente une partie de la journée[117]. Il est significatif que la direction ait remarqué que « la grande majorité » des ouvriers qualifiés ignoraient le nouvel emploi du temps et manquaient de discipline. Ainsi, comme à Barcelone, les révoltes contre le travail ne se limitaient pas aux couches les plus basses de la classe ouvrière pendant le Front populaire. La désobéissance des travailleurs qualifiés « faisait qu'il était impossible de travailler normalement pendant les heures supplémentaires ordonnées par le Premier ministre ». D'autres entreprises rapportèrent de nombreux refus de la part des ouvriers de se plier à l'extension de la semaine de travail. Tout au long de l'année 1938, un « climat social » délétère empêcha une production aéronautique intense ; la qualité et la quantité moindres de travail générèrent un « engorgement » dans l'industrie de l'aviation[118].

La menace de représailles sous la forme de grèves empêchait les directions de l'aviation de licencier les travailleurs désobéissants ou superflus. La participation de la CGT à l'embauche de nouveau personnel dans l'aéronautique rendait le problème de protection excessive de la main-d'œuvre quasiment insoluble. Au début de 1938, nombre

116. L'information suivante est issue d'une lettre au ministre du Travail, 6 septembre 1938 et Note de service n° 210, 2 septembre 1938, AN, 39AS830/831. L'histoire des conflits de travail dans cette entreprise comprenait les grèves de juin 1926, janvier 1930 et avril 1938. Le 25 mars 1937 *La Vie ouvrière* accusait les cadres « fascistes » de l'Optique et précision à Levallois de se croire « autorisés à surveiller les travailleurs jour et nuit ».

117. Lettre de la Société des magnétos R. B. au ministre du Travail, 7 septembre 1938, AN, 39AS830/831.

118. J. Truelle, « La production aéronautique militaire française jusqu'en juin 1940, » *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale,* n° 73 (janvier 1969) : 90.

d'entreprises aéronautiques avaient « un personnel plus important que leurs besoins, alors que pour des raisons sociales elles ne pouvaient licencier aucun ouvrier. Le rendement avait été affecté et la production avait chuté à la moitié de ce qu'elle aurait pu être compte tenu de la capacité réelle des usines »[119]. En février 1938, l'administrateur délégué de Gnôme et Rhône établit que l'aéronautique pouvait doubler sa production sans embaucher plus de travailleurs. *Usine*, la revue des patrons, faisait remarquer que les ouvriers de l'aviation « produisaient bien moins que précédemment mais gagnaient deux fois plus »[120]. L'empressement des salariés de l'aviation et des autres branches à défendre leurs emplois et leurs sources de revenus ne doit pas, bien sûr, être confondu avec leur ardeur à travailler dans les usines, comme les problèmes incessants de rendement et de discipline l'ont montré.

L'industrie du bâtiment parisienne, en particulier les grands projets comme l'extension du métro, la construction d'un stade et l'édification de l'exposition universelle de 1937 laissait paraître des problèmes similaires à ceux de l'aviation et de l'automobile. Pourtant, la plus petite taille des entreprises de construction a peut-être rendu leurs luttes sur la longueur de la journée de travail, les heures supplémentaires, le rendement, le contrôle de l'embauche par la CGT et la discipline encore plus violentes que dans d'autres branches. Comme nous l'avons vu, les mouvements de grèves de mai et juin, qui débutèrent dans la métallurgie, touchèrent rapidement les ouvriers de la construction qui demandaient un programme ambitieux de travaux publics, la semaine de 40 heures, de meilleures conditions de travail, la fin des heures supplémentaires, la limitation du travail à la pièce et l'abolition du tâcheronnat. Les ouvriers et leurs syndicats étaient particulièrement préoccupés par la sécurité de l'emploi dans un secteur où le chômage structurel et saisonnier touchait 23 % de la force de travail en février 1936. Pourtant, même après que plusieurs revendications aient été satisfaites, l'agitation perdura. Les mouvements de mai et juin créèrent une nouvelle situation sociale dans laquelle la productivité et le rendement baissèrent de façon significative sur les chantiers. Au début du mois d'octobre 1936, dans une discussion avec Joseph Caillaux, le président de la commission de contrôle de l'Exposition universelle de 1937, M. Labbé, qui était commissaire de l'exposition, faisait remarquer que depuis les « événements » du printemps, les ouvriers avaient perdu leur ardeur au travail et avaient commencé des grèves per-

119. Note sur la crise de l'aéronautique française, AN, 91AQ80.
120. *Usine,* 17 février et 13 janvier 1938.

lées[121]. Labbé doutait que l'exposition puisse ouvrir à la date prévue du 1er mai 1937 et il nomma deux représentants CGT pour relancer le travail. Pendant la seconde moitié de 1936 et en 1937, la plupart des entreprises se plaignaient toujours de « l'insuffisance du rendement ouvrier »[122]. Les travailleurs prenaient deux fois plus de temps pour accomplir certains travaux en 1937 qu'ils ne le faisaient début 1936[123]. Une lettre du ministre du Commerce et de l'Industrie disait que si le rendement de la période de février à mai 1936 avait été maintenu, un travail qui demandait actuellement 264 700 heures pour son accomplissement aurait été fini en seulement 78 710 heures[124]. Le travail à la pièce avait effectivement pris fin sur de nombreux chantiers et les patrons se plaignaient que leur personnel ait perdu « le goût du travail »[125]. Le Rapport général, présenté par le commissionnaire Labbé en 1938, affirmait que la plus grande difficulté à laquelle l'exposition ait été confrontée était « le ralentissement du rendement », qui provenait d'un « affaiblissement de la volonté, de la conscience du labeur » des ouvriers de la construction[126]. Avant mai 1936, de nombreux projets avaient un mois d'avance sur le planning, alors qu'en décembre 1936 on rapportait des délais de cinq mois.

Les entreprises qui réalisaient l'extension du métro et la construction d'un stade en banlieue connurent des baisses comparables de rendement et de productivité. En octobre 1937, la direction de l'extension du métro à la gare d'Austerlitz opposait « l'état d'esprit de 1934, quand la tendance était à l'augmentation du rendement, avec l'état d'esprit de 1936 »[127]. À l'automne 1936, les maçons quittaient leurs postes tôt et démarrèrent des grèves perlées qui réduisirent le rendement de 90 à 95 %. Nombre de travailleurs allongeaient leur pause déjeuner de 10 à 30 minutes[128]. Le rendement chuta approximativement de 37 % et, plus encore lorsque « nos ouvriers [commençaient] à entrevoir l'aboutissement de certains travaux et par conséquent, des licenciements. » Les entreprises qui étaient chargées de la construction du stade de

121. Commission permanente, 2 octobre 1936, AN, CE.
122. *Ibid.*, 11 juin 1937.
123. Comité de contentieux, 19 juin 1939, Contentieux, 35, AN, CE.
124. Lettre du ministère du Commerce et de l'Industrie, 6 février 1941, Contentieux, 34, AN, CE.
125. Rapport de B., (s.d.), Contentieux, 34, AN, CE.
126. Edmond Labbé, *Rapport général* (Paris, 1938), 2:68. Labbé, contrarié par les grèves des travailleurs et leurs « petites promenades dans la ville », avait menacé de démissionner mais en fut dissuadé par le Président Lebrun (Lefranc, *Histoire du Front populaire,* p. 240).
127. Comité de direction, AN, 89AQ2025.
128. Entreprises de grands travaux, mai 1938, AN, 89AQ2026.

Saint-Cloud finirent le chantier en mars 1938 au lieu de juillet 1937, comme cela avait été prévu au départ[129]. Les maçons mettaient 256 heures à finir une cheminée qui n'aurait dû leur demander que 123 heures[130]. Les patrons se plaignaient que les ouvriers mettent plus de temps à s'habiller, se déshabiller, manger, aller aux toilettes et prendre des pauses.

La chute rapide de productivité peut être pour partie attribuée au climat de désobéissance qui régnait sur les chantiers. Les travailleurs étaient en capacité de défier la hiérarchie industrielle normale sans crainte de représailles. D'après *Usine*, à l'exposition universelle, « personne » ne « pouvait commander, ni les patrons, ni le gouvernement, ni les syndicats »[131]. Sur de nombreux chantiers de l'exposition, l'autorité des patrons avait disparu, mais la question de l'autorité du syndicat était plus complexe. Bien que les ouvriers aient souvent désobéi ou ignoré les dirigeants haut placés de la CGT, les délégués de rang inférieur avaient un pouvoir considérable sur l'exposition et sur d'autres grands projets de construction pour lesquels ils contrôlaient l'embauche et la cadence de production. Un administrateur de l'exposition attesta que « durant tout le projet, pas un jour ne s'est passé sans que le chantier ne soit perturbé (pendant les heures de travail) par l'arrivée de responsables et de délégués de la CGT qui faisaient des réunions, donnaient des ordres et organisaient la production »[132]. D'autres syndicats accusaient la CGT de monopoliser l'exposition et de constamment violer leur droit d'organisation sur d'autres chantiers de la région parisienne. En juillet 1936, le secrétaire du syndicat des maçons demanda à ses délégués de vérifier les cartes syndicales des ouvriers qui avaient des arriérés depuis longtemps (« depuis trois assemblées générales »), ce qui signifie que les ouvriers de la construction renâclaient à payer les cotisations. S'ils avaient du retard dans les règlements, les membres devaient passer à la Bourse du travail avant d'aller au travail[133].

En août, Albert Bedouce, le ministre socialiste des Travaux publics, écrivit un avertissement à Blum.

> Pour un certain nombre de chantiers, les contractants ne peuvent pas achever leurs projets du fait d'une baisse significative du rendement ouvrier. J'ai été informé que dans certains métiers la baisse de rendement

129. Conseil d'État : section du contentieux, lettre de 1946, Contentieux, 35, AN, CE.
130. Comité de contentieux, 19 juin 1939, Contentieux, 35, AN, CE.
131. *Usine,* 6 mai 1937.
132. Lettre de l'administrateur, 21 avril 1939, Contentieux, 40, AN, CE.
133. Réunion organisée par le syndicat des maçons et cimentiers d'art, 19 juillet 1936, AN, F7/13652.

> provient d'actes méthodiques des délégués. Je ne peux pas croire qu'ils sont les représentants légitimes des organisations ouvrières. Je pense qu'étant donné ces circonstances il est indispensable de demander à la CGT d'intervenir immédiatement par le biais des représentants de la Fédération du bâtiment, afin que la baisse de rendement – que rien ne saurait justifier – n'entrave pas l'exécution du plan gouvernemental [des travaux publics pour les chômeurs]. L'action est d'autant plus urgente que j'ai appris que les organisations patronales, afin de finir le travail en cours, seraient prêts à accepter des accords limitant le rendement. Ce rendement, même s'il était plus élevé qu'actuellement, serait bien inférieur qu'avant la récente législation [sociale] [134].

Au début de 1937, le Premier ministre Blum envoya son bras droit, Jules Moch, pour s'occuper de la situation chaotique à l'Exposition universelle, qui devenait un véritable problème pour le gouvernement, alors soutenu par la CGT. En mars 1937, Moch entérina le contrôle de fait de la CGT sur de nombreux chantiers et « recommanda l'embauche par les syndicats afin d'éviter les incidents » [135]. Le gouvernement socialiste pensait évidemment qu'il serait plus profitable de travailler avec la CGT, et non contre elle, dans la bataille pour achever l'exposition à temps. Le PCF et la CGT étaient aussi préoccupés par l'ouverture de l'exposition à la date prévue du 1er mai, pour ne pas mettre le Front populaire dans l'embarras. *La Vie ouvrière* affirmait que tous les camarades souhaitaient le succès de l'exposition, et R. Arrachard, le secrétaire général de la Fédération du bâtiment, déclara que l'exposition « *devait être… et sera prête le 1er mai* » [136]. *Syndicats*, la rivale anticommuniste de *La Vie ouvrière*, voulait que l'Exposition universelle soit rebaptisée *exposition du travail* au lieu de *exposition des arts et techniques* et affirmait qu'elle ouvrirait le 1er mai. Les communistes déclaraient aussi que la construction devait être accélérée et que le projet devait être inauguré à la date prévue [137]. Dans l'*Humanité*, H. Raynaud, secrétaire de l'Union des syndicats ouvriers de la région parisienne, écrivait qu'il était sûr que « *les ouvriers parisiens* » étaient « *capables de finir l'exposition à la date prévue* » (italiques dans l'original). Le 12 février, le journaliste communiste Paul Vaillant-Couturier assurait à ses lecteurs que « l'exposition sera ouverte le 1er mai. Ce sera un jour férié. » En mars, le dirigeant de la CGT,

134. Ministre des Travaux publics à M. le président du Conseil, 21 août 1936, AN, F60 639.
135. Commission tripartite, 11 mars 1937, AN, CE. Sur les relations entre le gouvernement Blum et la CGT, voir Bernard Georges, « La CGT et le gouvernement Blum, » *Le Mouvement social,* n° 54 (janvier–mars 1966) : 67.
136. *La Vie ouvrière,* 18 février 1937 ; italiques dans l'original.
137. *Syndicats,* 18 janvier 1937 ; *L'Humanité,* 12 août 1936.

Toudic, énonça le slogan : L'Exposition universelle est une bataille des ouvriers et du Front populaire contre le fascisme et les patrons.

Pourtant, comme à Barcelone, malgré les invocations publiques, la production traînait en longueur et le 1er février 1937, les principaux dirigeants du Front populaire se réunirent pour s'adresser aux travailleurs rassemblés de l'Exposition universelle. Blum déclara : « L'Exposition sera le triomphe de la classe ouvrière, du Front populaire et de la liberté. Elle montrera qu'un régime démocratique est supérieur à la dictature… La réputation du Front populaire est en jeu et je vous dis honnêtement que le travail le samedi et le dimanche est nécessaire. »[138] Léon Jouhaux, à la tête de la CGT, s'adressa à la foule en disant que « des sacrifices doivent être faits ». Marcel Gitton, un des responsables principaux du PCF, déclara au public : « L'Exposition ouvrira le 1er Mai, le jour de la fête du travail. Son succès sera un facteur de renforcement du Front populaire. L'Exposition sera une victoire pour des milliers de travailleurs et pour toutes les masses laborieuses. Les ennemis du Front populaire souhaitent l'échec de l'Exposition. Les travailleurs veulent qu'elle soit un succès sans précédent. »

Indépendamment des plaidoyers et des exhortations des dirigeants, l'exposition ouvrit ses portes bien après la date prévue. La CGT refusa d'allonger la semaine de 40 heures. Ainsi, deux ou trois équipes par jour durent être organisées et le rendement de ces équipes additionnelles baissa substantiellement pour plusieurs raisons. En premier lieu, le manque de travailleurs qualifiés conduit à l'embauche d'ouvriers inexpérimentés pour les secondes et troisièmes équipes. La CGT soutenait pleinement cette pratique et interdisait même aux employeurs d'utiliser une partie de leur personnel qualifié qui n'appartenait pas au syndicat. Sur quatre ouvriers du béton qu'une entreprise dut embaucher, un seul avait une réelle expérience[139]. Une grande partie du travail accompli par les deuxièmes et troisièmes équipes était mal fait et devait souvent être refait. Deuxièmement, l'équipe de nuit avait des difficultés inhérentes à l'éclairage et son horaire de travail anormal était en règle générale bien moins productif que les équipes de jour. Troisièmement, les syndicats s'opposaient à l'utilisation de techniques avancées et préféraient les techniques manuelles pour créer de l'emploi ; ils refusaient, par exemple, qu'on se serve de pistolets à peinture[140].

Bien que des responsables de haut rang de la CGT aient promis

138. Blum cité par Delperrié de Bayac, *Histoire du Front populaire,* p. 368.
139. Rapport des établissements Cabirol, 19 avril 1939, Contentieux, 40, AN, CE.
140. Labbé, *Rapport,* 1:80.

d'autoriser le travail le samedi et le dimanche dans le cadre de la semaine de 40 heures, en pratique les délégués CGT de l'exposition interdisait largement le travail pendant le week-end. Les délégués et les ouvriers ignorèrent les arguments de la CGT comme de l'*Humanité* qui disaient que le travail pendant le week-end était nécessaire pour l'ouverture de l'exposition à temps. Plusieurs semaines après l'allocution de Blum, un délégué des charpentiers réaffirma qu'aucun travail ne devait être effectué le samedi et le dimanche[141]. Les peintres du pavillon américain n'eurent pas l'autorisation de travailler le samedi et le dimanche ; peu de temps après, un transformateur électrique fut endommagé, vraisemblablement pour protéger le droit à un week-end non travaillé[142]. D'après le rapport officiel de l'exposition, les dirigeants syndicaux étaient incapables de tenir leur promesses sur le travail du week-end : « Même lorsqu'un accord [sur le travail du week-end] fut trouvé… le dimanche suivant un contrordre, souvent inexplicable, interdisait aux équipes d'entrer sur le chantier »[143]. De plus, les ouvriers refusaient de rattraper les jours perdus à cause de la météo ou les jours fériés qui survenaient pendant la semaine de travail[144].

Les délégués CGT établissaient souvent des quotas de production et limitaient le travail à la pièce. Nombre d'ouvriers, embauchés via la Bourse du travail de la CGT, se préoccupaient peu d'augmenter leur rendement. Il était difficile de licencier ces salariés du fait du pouvoir du syndicat et de la crainte qu'avait l'administration des incidents, qui survenaient parfois. Lorsque la direction pour la partie algérienne de l'exposition renvoya neuf couvreurs, les ouvriers répliquèrent en occupant le chantier, malgré la présence de la police[145]. Les responsables décidèrent alors de garder les travailleurs licenciés. Bien qu'Arrachard, secrétaire général de la Fédération du bâtiment, ait affirmé intervenir fréquemment afin que les ouvriers travaillent normalement, ces interventions semblent être restées sans effet[146]. Le 13 mai 1937, presque deux semaines après que la date d'ouverture prévue soit passée, Jules Moch dit à Arrachard que « la comédie a assez duré » et que l'ordre de-

141. Réunion organisée par les ouvriers du bâtiment à Clichy, 23 février 1937, AN, F^{7}12966.
142. Lettre à Labbé, 3 juillet 1937, Contentieux, 38, AN, CE.
143. Labbé, *Rapport,* 2:67. Les travailleurs du projet d'extension du métro refusèrent aussi le travail le week-end (AN, 89AQ2025).
144. Lettre de la Société de Canal et Schuhl, 6 juillet 1942, Contentieux, 35, AN, CE ; *Usine,* 22 avril 1937.
145. Rapport de B., (s.d.), Contentieux, 34, AN, CE ; Comité de contentieux, 20 juillet 1939, Contentieux, 41, AN, CE.
146. *La Vie ouvrière,* 30 mars 1939.

vait être rétabli[147]. En juin 1937, Moch menaça de « rendre les choses publiques » et de dire à la presse que le syndicat était responsable des retards si le travail dans les galeries d'exposition n'était pas rapidement achevé. Quelques pays tentèrent d'employer des ouvriers étrangers pour finir leurs pavillons, mais la CGT s'opposa efficacement non seulement à cette pratique mais aussi à l'embauche de travailleurs provinciaux français[148]. Les Américains voulaient achever leur pavillon pour le 4 juillet, leur fête nationale, et passèrent contrat avec une firme belge pour finir le toit métallique suite à « l'impossibilité d'obtenir un rendement suffisant de la part des ouvriers français »[149]. Avec l'accord de l'inspecteur du travail de l'exposition, la CGT demanda toutefois l'embauche d'un certain nombre de ses ouvriers. Ces travailleurs français nouvellement employés « n'ont fait que désorganiser le chantier et ont découragé les ouvriers belges par leur inactivité absolue, semblable à une grève perlée ». L'érection du toit prit deux fois plus de temps que prévu. Lorsque des travailleurs de province furent embauchés, les syndicats parisiens demandèrent instamment à ce qu'ils retournent dans leurs provinces immédiatement après que le bâtiment soit fini.[150]

Les luttes sur le contrôle de l'embauche, les cadences et le week-end travaillé généraient un climat de violence à l'Exposition et sur d'autres chantiers. L'atmosphère tendue est facilement compréhensible dans la mesure où les ouvriers et les délégués syndicaux sapaient en permanence l'autorité des patrons et de leurs contremaîtres ; de plus, nombre d'employeurs à l'Exposition étaient à la tête de petites entreprises et ne pouvaient pas assurer les surcoûts provenant des salaires élevés, de la faible productivité et du contrôle de l'embauche par la CGT. Un patron particulièrement combatif, Jules Verger, avait renvoyé un responsable syndical qui avait apparemment ignoré l'accord collectif. Quand son entreprise fut frappée par une grève, il affirma que l'Exposition était devenue une « expérience révolutionnaire ». « Depuis octobre dernier [1936], je me suis battu contre les syndicats révolutionnaires. Ces dix derniers mois ont été gâchés par un millier d'incidents divers. La majorité de mes chantiers ont été attaqués et parfois sabotés. »[151] Les médiateurs condamnèrent ces violations du droit au travail et furent d'accord pour dire que les chantiers de Verger et Delporte devaient être protégés par les

147. Commission tripartite, 13 mai 1937, AN, CE.
148. Note des ingénieurs-constructeurs, (s.d.), Contentieux, 37 ; lettre d'un administrateur, 21 avril 1939, Contentieux, 40, AN, CE.
149. Ce qui suit est issu de note, (s.d.), Contentieux, 37, AN, CE.
150. Assemblée générale des charpentiers en bois, 25 février 1937, AN, F7 12966.
151. Discours prononcé par M. Jules Verger, 11 août 1937, AN, 39AS843.

autorités[152]. Verger, qui devint plus tard un pétainiste dévoué, rapporta qu'un travail presque abouti fut saboté au Pavillon des vins.

Sur d'autres chantiers que ceux de Verger, les membres de la CGT empêchaient physiquement le personnel non syndiqué de travailler et faisaient barrage à leur droit au travail. Parfois la police fut appelée pour protéger le personnel non syndiqué ; certains ouvriers portaient même des armes au travail[153]. Sur le chantier du stade de Saint-Cloud, un ouvrier poignarda son contremaître[154]. L'Exposition universelle de 1937 ouvrit ses portes le 24 mai, deux mois et demi après la date prévue ; une grande partie du travail n'était pas fini. La CGT inaugura finalement son propre pavillon, la Maison du travail, le 1er juillet 1937, avec deux mois de retard supplémentaire[155].

Publiquement, le Front populaire feignait d'ignorer la productivité réduite des ouvriers, leur violence et leurs luttes contre le travail. D'après la gauche, les patrons étaient responsables des délais et des problèmes de production. Les communistes, la CGT et même les socialistes dénoncèrent un nombre incalculable de fois dans leurs publications les patrons fascistes qui sabotaient la production pour nuire au Front populaire et livrer le pays à Hitler et Mussolini. *Syndicats* accusait les employeurs de planifier des coulages de production, menant une « lutte pernicieuse » contre le Front populaire[156]. *L'Humanité* déclarait que les ouvriers de Renault ne voulaient que travailler et *Le Populaire* proclamait que le but des patrons était de couler et saboter la production. Ces accusations étaient largement polémiques ; les patrons et les « 200 familles » – le slogan des radicaux à propos des familles les plus riches qui étaient censées contrôler l'économie française – étaient des symboles bien commodes. Il est certain que certains hommes d'affaires et d'épargnants précautionneux ont exporté leur capital, mais jusqu'ici rien n'indique que la bourgeoisie française, qui est peut-être à l'origine du nationalisme moderne, aurait sciemment saboté sa propre industrie au bénéfice de puissances étrangères.

152. Compte-rendu et décisions d'arbitrage, 6 août 1937, dans Communication des établissements Verger et Delaporte, BN.
153. Commission tripartite, 29 avril 1937 ; lettre à Labbé, 3 juillet 1937, Contentieux, 38, AN, CE.
154. Lettre de la Société de Canal et Schuhl, 6 juillet 1942, Contentieux, 35, AN, CE.
155. *Syndicats,* 1er juillet 1937, célébrait l'occasion: « À l'exposition 1937, l'édifice grandiose élevé par la CGT à la gloire du travail a été inauguré. »
156. *Syndicats,* 27 novembre 1936, 24 juin 1937 ; *L'Humanité,* 14 avril 1938 ; *Le Populaire,* 3 avril 1937. Pour une répétition récente de ces accusations, voir Benoît Frachon, *Pour la CGT : Mémoires de lutte, 1902–1939* (Paris 1981), p. 198.

Les accusations de la gauche et sa construction idéologique, autour d'une conspiration et du sabotage par les patrons ou les 200 familles, dissimulaient les problèmes structurels d'un travail salarié lassant, répétitif et parfois dangereux, dans une société industrielle moderne. Même par rapport à l'Exposition universelle, la gauche continuait avec son discours triomphant. Il est significatif que le pavillon de la CGT se soit appelé la Maison du travail.

> [C'est] éminemment représentatif de la conception globale du mouvement syndical français. [La classe ouvrière] continuera à être chez elle à la Maison du travail. Des travailleurs du monde entier viendront à Paris, et tous les visiteurs découvriront là un environnement spécifiquement ouvrier… Ils ne pourront éviter de conclure qu'un nouveau monde est en train de se bâtir et qu'une nouvelle civilisation, basée sur le travail, est en train d'être créée sous nos yeux[157].

À de rares exceptions, la gauche refusait d'admettre que la discipline du travail s'était parfois effondrée au milieu de la nouvelle situation sociale engendrée par les grèves de mai et juin et l'investiture des gouvernements de Front populaire, plus cléments. Ce nouvel environnement social favorisait la méfiance de la part des ouvriers envers la direction et parfois même envers le syndicat. Ce n'étaient généralement pas les patrons mais les travailleurs qui refusaient de travailler le week-end, qui manquaient d'expérience dans leurs emplois, qui défiaient l'autorité et qui souvent ralentissaient la production. Après la guerre, Léon Blum critiqua les ouvriers de l'Exposition et de l'armement pour avoir refusé les heures supplémentaires et avoir fait baisser la productivité. Il estimait que les travailleurs auraient dû s'élever contre un patronat arriéré et égoïste et, en travaillant dur, servir d'exemple pour toute la nation[158].

Comme leurs homologues barcelonais, les salariés parisiens continuèrent à éviter le lieu de travail et luttèrent pour un temps de travail moindre pendant le Front populaire. La résistance directe et indirecte se poursuivit sous les gouvernements de gauche. Peut-être que les problèmes les plus fondamentaux et les plus difficiles pour le Front populaire ne venaient pas de leurs ennemis déclarés, mais de ceux qu'ils étaient censés représenter. Une analyse de cette croisée des chemins entre la gauche et la culture populaire, et plus particulièrement ouvrière, se poursuit au chapitre suivant.

---

157. *Le Peuple,* 5 juillet 1937.
158. Léon Blum, *À l'échelle humaine* (Paris, 1945), p. 117–19 ; voir aussi Joël Colton, *Léon Blum : Humanist in Politics* (Cambridge, 1966), p. 171.

XII.
LES PROBLÈMES DU CHÔMAGE ET DU TEMPS LIBRE

Officiellement, et publiquement, les deux fronts populaires ne luttèrent pas seulement contre la résistance des ouvriers mais aussi contre une culture populaire qu'ils jugeaient licencieuse. Les deux coalitions de gauche utilisèrent leurs propres ressources et celles de l'État pour résoudre ce qu'ils considéraient comme les problèmes du chômage et des loisirs. Contrairement à son homologue espagnole, engagée dans une guerre civile, la gauche française fut aidée pour ce faire par certains de ses adversaires de droite qui souhaitaient aussi civiliser, domestiquer et restreindre la propension des ouvriers à la paresse, à la boisson, aux jeux et au tabac. Pour remplacer ces pratiques, la gauche française, ainsi que la droite, tentèrent de promouvoir de nouveaux désirs et besoins de consommation, tout en luttant contre l'indifférence des ouvriers envers la production.

Dans les industries examinées ici, la gauche française mit en pratique un élément important de son idéologie productiviste : l'emploi des chômeurs. Comme à Barcelone, le désir de partager le temps de travail était profondément ancré chez de nombreux ouvriers parisiens, qui continuaient à recourir aux grèves pour défendre les emplois de leurs collègues licenciés. Grâce à un véritable effort populaire pour répartir l'emploi, le personnel de l'Exposition augmenta de 5 000 ouvriers en décembre 1936 à 24 800 à la fin du mois d'avril 1937. Renault et les industries aéronautiques de la région parisienne ajoutèrent littéralement à leurs effectifs des milliers de nouveaux travailleurs. Malgré cette augmentation du personnel, l'exposition internationale commença considérablement en retard, la productivité chez Renault ne s'améliora pas, et la production aéronautique stagna. La gauche continua pourtant à affirmer que tout ce que les chômeurs désiraient était travailler. En réalité, c'est moins l'envie de travailler à l'usine qui motivait les chômeurs que le besoin d'un emploi, ou plus précisément, d'un

revenu fixe. Certains patrons affirmaient que l'emploi des chômeurs avait des conséquences économiques plus mauvaises que bonnes : en mai 1936, la Troisième Conférence des Employeurs sur l'Apprentissage déclarait qu'en 1933 les producteurs de sucre avaient embauché 4 100 chômeurs et que leur travail était caractérisé par une productivité basse, une « inaptitude au travail » et un fort taux de départs volontaires[1]. De plus, certains de ces nouveaux salariés montraient peu d'« ardeur au travail » et devenaient « des éléments de discorde et d'agitation dans les usines. » Dans des chantiers de toute la région parisienne, les ouvriers ralentissaient délibérément leur rythme lorsque les projets touchaient à leur fin pour recevoir un revenu pendant une période plus longue. Lors d'un de ces projets, les délégués CGT s'opposèrent à l'embauche d'ouvriers qualifiés d'autres chantiers pour que leurs propres ouvriers puissent recevoir les allocations chômage chacun à leur tour[2]. Comme en Espagne, le discours de la gauche sur le chômage cachait la réalité d'une situation dans laquelle de nombreux ouvriers, au chômage ou non, étaient souvent plus à la recherche d'une source de revenu que d'une participation à la production dans des emplois dont ils ne retiraient que peu de satisfaction et de prestige social.

Pendant tout le Front populaire, les responsables du ministère du Travail se plaignirent du manque de discipline des chômeurs. Un ingénieur de la marine travaillant dans ce ministère en conclut que les « ouvriers qualifiés » en activité possédaient « une endurance physique » et un « désir de travailler » qui était « généralement bien supérieur » à celui des chômeurs[3]. Le 1 juillet 1936 des sanctions furent établies pour encourager les chômeurs à finir leur rééducation professionnelle[4]. Les autorités voulaient réduire la propension des chômeurs à abandonner les centres de formation au printemps et en été, un phénomène parallèle à l'augmentation des grèves de salariés pendant la même période. La commission du travail croyait qu'il était « absolument nécessaire d'avoir à notre disposition un large éventail de sanctions » pour réduire « l'indiscipline ».

Même lorsque les chômeurs arrivaient au bout de leur formation, ils étaient trop peu nombreux et la qualité de leur travail était souvent déficiente. D'après le Comité de décentralisation industrielle, la se-

1. Maurice Joly, *Productivité et discipline dans la profession* (Paris, 1939), pp. 57–58.
2. Comité de contentieux, 19 juin 1939, Contentieux, 35, AN, CE.
3. Ministère du Travail, 10 janvier 1938, AN, 39AS991.
4. Comité de décentralisation industrielle pour la main-d'œuvre, 26 septembre 1936, AN, 39AS991 ; Comité de reclassement professionnel, 16 juillet 1937, AN, 39AS991.

maine de 40 heures avait créé le besoin de 15 000 mécaniciens supplémentaires, en partie parce que les ouvriers qualifiés quittaient l'atelier pour des emplois de bureaux ou étaient promus à des postes de surveillance[5]. Les nouveaux formés manquaient de dextérité et de rapidité et étaient, bien sûr, moins familiarisés avec les machines[6]. Certains dirigeants déclaraient que les chômeurs qui avaient été nouvellement formés ne travaillaient pas comme des ouvriers qualifiés mais plutôt comme des non qualifiés[7]. Le ministère du Travail admit que même après trois mois d'apprentissage, un ouvrier chômeur était incapable de « produire le même nombre de pièces qu'un ouvrier qualifié » et pouvait continuer à recevoir l'allocation chômage[8]. Les patrons comme les responsables de l'administration publique considéraient généralement que les programmes de reclassement étaient des échecs.

Pour compliquer encore les choses, une lutte sérieuse éclata entre les patrons et la CGT sur la formation des chômeurs. Les patrons accusèrent les chômeurs formés dans les centres du Syndicats des Métaux (un syndicat CGT) d'être indifférents envers la productivité. Même si ces ouvriers pensaient sincèrement être qualifiés, « ils étaient complètement incapables d'accomplir leur travail en un temps normal »[9]. Par conséquent, ils ne pouvaient être embauchés que comme ouvriers spécialisés. Selon les employeurs, l'école de la CGT produisaient des ajusteurs pour les usines d'aviation « qui n'étaient seulement, en réalité, que des manœuvres spécialisés dont la formation était relativement limitée ». Le patronat critiqua le gouvernement pour sa promotion des centres de la CGT et accusa l'administration de « faciliter le noyautage des usines par le Syndicat des métaux communiste ». De plus, les patrons craignaient une baisse encore plus forte de la productivité si le syndicat prenait le contrôle absolu sur les embauches et les licenciements. Pour combattre l'influence du syndicat, les patrons voulaient promouvoir leurs propres centres de rééducation et les élargir au delà des dimensions du programme de la CGT. Les patrons pensaient que les entreprises « devraient prendre conscience du besoin de privilégier les ouvriers » qui avaient été formés dans leurs propres centres.

Pendant toute la durée du Front populaire, la gauche continua de réclamer l'emploi des chômeurs, non seulement pour accroître la consommation mais aussi pour moderniser et rationaliser les infras-

5. Comité de décentralisation, (n.d.), AN, 39AS991.
6. Ministre du Travail, 10 janvier 1938, AN, 39AS991.
7. Note pour M. Pluyette, 2 mai 1938, AN, 39AS839.
8. Lettre du ministre du Travail, 4 janvier 1937, AN, 39AS830/ 831.
9. Note–comité de reclassement professionnel, 30 septembre 1937, AN, 39AS990 ; Le vendredi 5 novembre, AN, 39AS991

tructures du travail et des loisirs à Paris et dans la banlieue. Les syndicats et les partis de gauche ont fait pression pour un vaste programme de travaux publics et d'urbanisation. Le PCF en appela à la construction de centres d'accueil de jour, de stades et de bains-douches publics [10]. Il affirma que ces projets devaient être construits rapidement pour donner de l'emploi aux chômeurs. *L'Humanité* loua les avancées des municipalités PCF qui proposaient des centres de soin et une assistance sociale, et insista sur le rôle des communistes comme « réalisateurs » de ces projets. *Syndicats*, le journal de la CGT, réclamait le même type de projets, et il loua le travail du maire socialiste de Suresnes, Henri Sellier, qui organisait sa commune « rationnellement », améliorait les conditions de santé et de sécurité, et construisait des écoles [11]. De plus, *Syndicats* tenait en grande estime le travail de Tony Garnier, l'architecte moderne qui construisit la mairie ou, comme elle fut appelée, l'usine municipale de la mairie socialiste de Boulogne-Billancourt, où les usines Renault et d'autres usines métallurgiques importantes étaient situées. Ainsi, contrairement à son homologue espagnol, la gauche française fut à même de réaliser certaines réformes dans le cadre du capitalisme, sans révolution.

Les organisations de gauche louèrent l'urbanisme progressif et moderne qui allait remplacer les anciennes zones résidentielles où des logements inadaptés et des conditions insalubres favorisaient un fort taux de tuberculose. *L'Humanité* se plaignit que la destruction des quartiers traditionnels arrivait « tardivement » et le journal du PCF disait vouloir améliorer la circulation routière aux dépends du pittoresque [12]. Il ne « perdait pas espoir qu'un jour des gratte-ciels rivalisant en hauteur avec ceux de New York allaient être érigés » à Paris. L'hebdomadaire *Syndicats*, de tendance anti-communiste, partageait l'avis du dissident communiste Boris Souvarine, qui approuvait sans réserve la *ville radieuse* de Le Corbusier et voulait adapter les rues de Paris à la circulation des voitures [13]. La Fédération du bâtiment (CGT) approuvait aussi le Pavillon des Temps Modernes de Le Corbusier présenté à l'exposition internationale de 1937, où le célèbre architecte suisse avait offert à la « civilisation moderne le logement qu'elle méritait » [14]. L'architecte progressiste imagina une « ville radieuse » d'où les ouvriers pourraient « joyeusement » se rendre à leur usine, une

10. *L'Humanité,* 17–24 mai 1936.
11. *Syndicats,* 23 décembre 1937, 28 décembre 1938, et 10 juin 1937.
12. *L'Humanité,* 13 août 1936, 5 avril et 5 mai 1938.
13. *Syndicats,* 16 mars 1938 ; *Nouveaux Cahiers,* 15 juin 1937.
14. *La Vie ouvrière*, 14 octobre 1937 ; Le Corbusier, *Des canons, des munitions…merci! Des logis, s.v.p.* (Paris, 1938), pp. 7–9.

ville néo-saint-simonienne, faite de tours d'immeubles destinées à être habités par les producteurs et qui était caractérisée par une « division stricte entre travail et loisirs »[15]. Toudic, le secrétaire du comité régional du Syndicat du bâtiment, admirait le film de Le Corbusier *Les bâtisseurs*, louait les structures en béton, et pensait que les immeubles construits par les municipalités communistes et socialistes associaient le beau à l'utile[16].

Les membres du Front populaire demandaient fréquemment la construction de HLM, ayant souvent la forme de tours d'immeubles, pour les travailleurs de banlieue. De 1928 à 1933, la France construisit plus de logements à loyers modérés que jamais auparavant, et en 1936 18 000 HLM abritaient approximativement 100 000 personnes à Paris[17]. À cause de la crise économique et du chômage qui s'ensuivit, le PCF demanda un effort continu pour la construction de HLM, qui, d'après lui, avaient été particulièrement bénéfiques pour les ouvriers, leur fournissant un emploi et un abri[18]. Des militants CGT de tendance anti-communiste louèrent le combat du Baron Haussmann contre les bidonvilles pendant le Second Empire et réclamèrent la construction de HLM pour fournir du travail aux chômeurs.

L'urbanisme moderne voulu et pratiqué par la gauche mettait en avant une mobilité accrue et une circulation étendue. En ce sens, les politiques de gauche suivaient la tradition de Haussman, qui avait aussi amélioré la circulation routière et augmenté la mobilité. Les communistes, les socialistes et les cégétistes faisaient campagne pour de vastes projets de travaux publics pour que la circulation des personnes dans la région parisienne se fasse plus rapidement. Des urbanistes tels que Le Corbusier et Lurçat, employés par la gauche, mettaient en avant les avantages offerts par un large développement du réseau routier. En 1925 Le Corbusier avait identifié la santé d'une ville avec sa capacité de mouvement. « La ville qui atteint la vitesse atteint le succès. »[19] L'architecte se voyait lui-même comme apportant à la ville ordre et mobilité, comme Haussman avant lui. Pour combattre le chômage, *Syndicats* en appelait à « un programme de construction de réseau routier qui faciliterait la circulation des Parisiens dans la ville et sa

15. Robert Fishman, *Urban Utopias in the Twentieth Century* (New York, 1977), p. 233.
16. *La Vie ouvrière*, 12 mai 1938.
17. Roger-Henri Guerrand, *Le Logement populaire en France: Sources documentaires et bibliographie (1800–1960)* (Paris, 1979), p. 128.
18. *L'Humanité,* 22 août 1936 et 3 mars 1938 ; *Syndicats,* 23 décembre 1937.
19. Le Corbusier cité dans Fishman, *Utopias,* p. 191.

banlieue »[20]. Les militants syndicaux reprochaient au gouvernement de ne vouloir construire qu'une autoroute alors que cinq en seraient nécessaires, et ils soutenaient que de larges autoroutes, dotées de leur propre police, étaient nécessaire pour résoudre « les problèmes de circulation ». *La Vie ouvrière* pensait qu'une amélioration de la circulation pourrait sauver des vies et que le « constructeur de routes » était « le gardien de la santé »[21]. Selon les militants, l'urbaniste devait illuminer les bidonvilles et aider la circulation à travers la ville. Le projet des militants pro-communistes ressemblait d'une certaine façon à celui de Louis Renault et d'autres capitalistes qui en appelaient d'urgence à la construction de « belles routes » pour les voitures et à une meilleure circulation dans la région parisienne[22].

En plus de la construction d'autoroutes, les membres du Front populaire préconisaient l'amélioration des transports publics. Les communistes, en particulier, mettaient en avant que le coût des transports vers le travail et au retour devraient être considérablement réduits ; *L'Humanité* critiqua l'anarchie des transports en banlieue[23]. Le PCF insistait sur l'extension du métro dans la banlieue de Paris et célébra l'inauguration de la station de métro Plaisance le 22 janvier 1937. Il défendait l'idée que les bus devaient remplacer les tramways puisque ceux-ci ne permettaient pas toujours aux ouvriers d'arriver au travail à l'heure.

L'idéal urbain de la gauche consistait en quatre espaces urbains distincts, bien que liés entre eux : le travail, le logement, les transports et les loisirs. Le travail représentait, bien sûr, l'espace le plus important, définissant tous les autres. Le logement se devait d'être propre, sain, et peu coûteux. Selon Le Corbusier, il devait être produit en masse, comme n'importe quel objet industriel. Le logement et le travail devaient être reliés par les transports, de préférence par les voitures, secondées par le métro et les bus. La circulation devait être améliorée pour que les ouvriers puissent facilement se déplacer de chez eux à leur travail, de leur appartement à leur usine. Le dernier espace était dédié aux loisirs. Les parcs, les espaces de loisirs, les établissements touristiques, les piscines, les terrains de sports et les stades étaient clairement séparés du travail. Les loisirs étaient définis en opposition au travail. L'urbanisme de la gauche reproduisait dans l'espace la séparation entre travail et activité ludique, caractéristique de la civilisation industrielle.

20. *Syndicats,* 15 et 23 décembre 1937.
21. *La Vie ouvrière,* 21 janvier 1937.
22. Sur l'attitude de Renault, voir Patrick Fridenson, *Histoire des usines Renault* (Paris, 1972), pp. 318–19, et AN, 91AQ16.
23. *L'Humanité,* 29 octobre 1936, 18 juin 1937 et 9 mars 1938.

Le jeu devenait synonyme de loisir, l'industrie principale à s'être développée pendant le Font Populaire et l'un des secteurs à s'être développé le plus rapidement pendant le XXe siècle. Les loisirs de masse initiés par le Front populaire montraient clairement l'émergence d'une économie capable de générer et de satisfaire, en partie, des besoins nouveaux. Les termes *loisir* et *loisirs* sont eux-mêmes signifiants puisqu'ils reflétaient un changement fondamental dans les comportements sociaux. Au XIXe siècle, Paul Lafargue, le dirigeant socialiste français et gendre de Karl Marx, parlait et écrivait sur *le droit à la paresse* ; pourtant, au XXe siècle, les dirigeants des organisations ouvrières ne mentionnaient jamais la paresse. Léon Blum soutenait que « le loisir n'est pas la paresse, c'est le repos après le travail. »[24] La gauche défendait la réduction du temps de travail hebdomadaire pour offrir plus d'emplois aux chômeurs et pour promouvoir plus de loisirs, qu'elle se faisait fort d'organiser.

Avant même le Front populaire, et à plus forte raison pendant, la gauche essaya de prendre le contrôle des loisirs et de réduire le rôle de la direction dans leur organisation. Au XIXe siècle, les patrons français avaient souvent mis à la disposition de leurs employés des bibliothèques, des centres de loisirs et même des salles de théâtres ; les stades étaient d'ailleurs souvent baptisés du nom d'un riche entrepreneur. Avant la Première Guerre mondiale, les catholiques avaient financé des associations de sport et de gymnastique[25]. Après la Grande Guerre, le contrôle des catholiques et des patrons sur les loisirs fut de plus en plus remis en question par les organisations de gauche. Des deux côtés, on s'était rendu compte que les sports étaient un moyen relativement facile de mobiliser et d'influencer les adolescents. Les partis politiques, les syndicats et les patrons se disputaient le contrôle des activités sportives pour montrer leur influence tant réelle et symbolique sur la jeunesse. Cet intense conflit entre les patrons et la CGT pendant l'entre-deux-guerres attestait du développement d'un besoin social croissant.

En termes de loisirs, un certain nombre de patrons métallurgistes français adoptèrent une stratégie antirévolutionnaire, basée non pas sur le clergé comme c'était souvent le cas à Barcelone, mais sur des travaux sociaux laïques. Déjà en 1936, 5 000 colonies de vacances – dont beaucoup étaient financées par des industriels – accueillaient 100 000

24. Léon Blum, *A l'échelle humaine* (Paris, 1945), p. 112.
25. Richard Holt, *Sport and Society in Modern France* (London, 1981), pp. 70–78.

jeunes citadins issus de milieux modestes[26]. Pendant le Front populaire, Benoît Frachon, le dirigeant d'une tendance pro-communiste de la CGT, reconnut qu'« il n'y a pas un aspect de la vie quotidienne des travailleurs qui échappe à l'attention de la direction »[27]. Dans ce cas, l'affirmation de Frachon semble plausible, car une étude menée en 1935 montrait que sur 85 usines étudiées, 80 disposaient de d'installations sportives[28]. Cependant, d'après Frachon, les ouvriers se méfiaient souvent des initiatives des patrons, et il se déclara pour une prise de contrôle du syndicat sur l'organisation des loisirs à la place du patronat.

Après leur victoire électorale, les membres du Front populaire redoublèrent leurs efforts pour les loisirs et les activités sportives des ouvriers. Léon Blum établit une nouvelle chaire pour l'histoire du travail et des loisirs à l'école de droit de Paris ; il créa un sous-secrétariat des « sports et loisirs », malgré l'opposition et l'incompréhension de nombreux bourgeois qui persistaient à appeler le nouveau poste « le ministère de la paresse » et qui ne s'étaient pas encore rendu compte des possibilités industrielles et commerciales de ce nouveau secteur en expansion[29]. L'extrême-droite déclara que les ouvriers n'étaient pas dotés du « droit inaliénable de s'habiller mal, de chanter l'*Internationale* au passage d'une Rolls, et de laisser leurs déchets partout »[30]. Malgré le mépris exprimé, Léon Blum nomma Léo Lagrange « sous-secrétaire d'État au ministère des Loisirs et des Sports » et le député socialiste de 36 ans commença à démocratiser les sports en instituant des « îles de loisirs » dans tout le pays[31]. Son nouveau poste était sous la responsabilité du ministère de la Santé publique, ce qui montrait que le Front populaire voyait dans les loisirs une façon d'améliorer la santé des ouvriers ou, dans les termes de l'époque, de « la race ». Les congés payés devaient aussi améliorer « la condition physique des ouvriers »[32].

De fait, la gauche et la droite étaient déterminées à civiliser les ouvriers et à se battre contre une culture populaire qu'elles jugeaient li-

26. Françoise Cribier, *La Grande Migration d'été des citadins en France* (Paris, 1969), p. 41. P. A. Rey-Herme (*Les Colonies de vacances en France, 1906–1935* [Paris, 1961], 1:294) estime le nombre d'enfants à avoir quitté Paris pour les colonies de vacances à 150 000 en 1936.
27. Benoît Frachon, *Le Rôle social des syndicats* (Paris, 1937), pp. 7–8.
28. Holt, *Sport,* p. 204.
29. Henri Noguères, *La vie Quotidienne en France au temps du Front populaire (1935–1938)* (Paris, 1977), p. 150.
30. *Je suis partout* cité par Paul Christophe, *1936: Les Catholiques et le Front populaire* (Paris, 1986), p. 10.
31. *La Flèche de Paris*, 6 février 1937.
32. Jean-Victor Parant, *Le Problème du tourisme populaire* (Paris, 1939), p. 217.

cencieuse. Lagrange soutenait que la classe ouvrière avait su gagner plus de loisirs mais qu'elle devait maintenant apprendre à les utiliser[33]. *L'Humanité* s'opposait elle aussi à la paresse et insistait sur la nécessité de loisirs intelligents[34]. Partie prenante de ces loisirs intelligents, les militants syndicaux voulaient que les ouvriers réduisent leur consommation de boissons alcoolisées. *La Vie Ouvrière* déclara que « nous sommes capables d'organiser nos jours de repos » et mit en garde les ouvriers contre « la fréquentation des bars et la perte de motivation pour le travail ». Le bureau du tourisme, alors établi depuis peu par la CGT, en appelait à une « utilisation saine » des loisirs pour permettre aux ouvriers d'atteindre « bien-être et culture »[35]. Le dirigeant du programme éducatif de la CGT, en collaboration avec le bureau du tourisme, était partisan de la création d'« universités du travail »– avec le soutien du gouvernement – pour former les ouvriers au contrôle des forces productives[36]. Selon *Syndicats*, les craintes de ceux qui avaient prédit « les dangers de la paresse » avaient été calmées par l'« organisation des loisirs » menée par la CGT. Les syndicalistes non-communistes affirmaient qu'une réduction du temps de travail hebdomadaire permettrait aux hommes ouvriers de passer plus de temps avec leur famille.

Les syndicats participaient au développement des flux touristiques. Émilie et Georges Lefranc, un couple marié d'intellectuels et d'éducateurs syndicalistes, recommandaient à tous les ouvriers d'« essayer de *partir* » pendant leurs congés payés annuels, et ils voyaient le même besoin d'évasion après une journée de travail ordinaire : « Les ouvriers qui ont fini leur journée de travail… veulent changer d'endroit, oublier leur travail, et s'enfuir loin de tout ce qui le leur rappelle. »[37] Le dimanche devait devenir le « jour des départs ». Les Lefranc préconisaient les loisirs comme pouvant soulager les ouvriers d'un travail ennuyeux et d'un environnement urbain laid, sans air ni lumière : « *Les loisirs doivent permettre* [aux travailleurs] *de retrouver l'équilibre rompu par notre civilisation.* » À gauche, les théoriciens du temps libre essayèrent de résoudre le problème des loisirs, considérés comme une compensation pour les conditions aliénantes du travail et de la vie urbaine.

Les Lefranc encourageaient aussi les activités sportives, les sports physiques qui devaient éliminer le « culte des stars » et accompagner les

33. Lagrange cité par Noguères, *Vie quotidienne,* p. 188.
34. *L'Humanité,* 5 septembre 1937 ; *La Vie ouvrière,* 18 mars 1937.
35. Parant, *Problème,* p. 86.
36. Émilie Lefranc et Georges Lefranc, *Le Syndicalisme devant le problème des loisirs* (Paris, 1937), pp. 36–37 ; *Syndicats,* 8 avril 1937 et 15 juin 1938.
37. Ce qui suit est tiré de E. et G. Lefranc, *Syndicalisme,* pp. 14–43 ; les italiques sont dans l'original.

activités intellectuelles. Les socialistes voyaient les sports comme l'élément central des loisirs : « L'exercice physique – naturellement contrôlé et canalisé – compense magnifiquement la vie sédentaire et la sur-spécialisation au lieu de travail. »[38] Pendant le Front populaire, la croissance exceptionnelle de la Fédération sportive et gymnique du travail, une nouvelle organisation de passionnés de sports socialistes et communistes, reflétait l'expansion des syndicats[39]. Alors qu'elle disposait en 1935 de 732 clubs et de 42 706 membres, elle comptait en 1938 1687 clubs et 102 694 membres Le football était sans aucun doute l'activité principale de nombreux clubs ouvriers. D'abord utilisé au XIXe siècle pour l'entrainement physique de l'élite, ce sport devint entre-deux-guerres de plus en plus populaire parmi les ouvriers de la région parisienne.

Déjà dans les années 20, les communistes avaient montré un grand intérêt pour l'organisation d'activités sportives pour les salariés ; pendant le Front populaire, ils réclamèrent un milliard de francs pour la promotion de ce type de loisirs[40]. Le PCF préconisait la construction de gymnases, de stades, de piscines et de terrains d'athlétisme. Les sports étaient un moyen de développement rationnel, et de nombreux communistes affirmaient-comme aussi certains syndicalistes et patrons – qu'une expansion des activités sportives pouvait produire un bien-être physique capable d'augmenter la productivité des travailleurs. Les communistes suivaient de près les évènements sportifs de leur parti, qui parfois occupaient plus de place dans leurs journaux que les grandes grèves.

Les militants CGT de tendance anti-communiste craignaient que le PCF et les patrons ne monopolisent les loisirs des ouvriers. Ils pensaient que « l'application de la semaine de 40 heures et les congés payés exigent que nous organisions les loisirs » et conseillaient à leurs militants d'anticiper les initiatives patronales en créant des bibliothèques, des théâtres, des excursions et des tournois sportifs. Les loisirs organisés par le patronat n'avaient qu'un seul but : empêcher les ouvriers de réfléchir, une accusation que les communistes avaient exprimée dans les années 20 et 30. Quand la semaine de 40 heures fut accordée aux employés, *Syndicats* remarqua : « Aujourd'hui, la joie emplit leurs cœurs… demain, le problème de l'organisation des loisirs se posera. »[41]

Les organisations ouvrières et les gouvernements du Front populaire approuvaient et organisaient l'évasion des ouvriers de leur lieu de

38. *Le Populaire,* 12 janvier 1937.
39. Holt, *Sports,* pp. 205–6.
40. *L'Humanité,* 25 et 28 mai 1936.
41. *Syndicats,* 11 décembre 1936 et 8 avril 1937.

travail et de leurs logements urbains vers les espaces de loisirs spécialisés. En 1936, Lagrange approuva 253 projets pour la construction de stades, en plus de projets pour de nombreux terrains d'athlétisme[42]. À la fin de l'année 1937, 400 projets étaient en cours. Il ne faut pas oublier que beaucoup des endroits où les ouvriers passaient traditionnellement leur temps libre avaient déjà été détruits en 1936. Avant le Front populaire et l'organisation du tourisme de masse, beaucoup d'ouvriers parisiens passaient leurs jours de congés dans les campagnes alentour où ils pêchaient dans la Seine ou dans la Marne, ou encore dans les bars locaux. En 1936, les eaux de la Seine et de la Marne étaient polluées, et beaucoup des banlieues avaient perdu leur atmosphère champêtre. À Boulogne-Billancourt, où Renault était située, « il y avait maintenant de longs et épais murs gris là où avant, pendant les vacances, les familles ouvrières batifolaient sur l'herbe à l'ombre des peupliers »[43]. Le gouvernement socialiste, la CGT et le PCF se mirent à organiser des excursions hors des villes, et cela vers des lieux de vacances de plus en plus éloignés. Le gouvernement créa des tarifs spéciaux pour les transports-appelés billets populaires ou billets Lagrange– pour que les ouvriers puissent se déplacer de leur résidence à des lieux de loisirs tels que la Côte d'Azur. En 1936, 600 000 personnes utilisèrent les billets Lagrange, 1 200 000 en 1937, et presque autant en 1938[44]. Plus de 100 000 personnes se rendirent sur la Côte d'Azur en hiver, mais plus encore profitèrent des tarifs réduits pour rendre visite à leurs proches à la campagne[45].

Le sous-secrétariat de Lagrange organisa aussi des trains spéciaux : Paris-Nice, Paris-Toulouse, et des croisières vers la Corse, l'Algérie, et même Barcelone[46]. De même, Tourisme CGT, l'agence de tourisme officielle de la CGT, créée par le syndicat, coordonnait des activités qui allaient de vacances au ski à des croisières en Afrique du Nord. La CGT créa l'organisation Vacances pour Tous, qui fusionna avec le Bureau du Tourisme en décembre 1937. L'agence organisait des voyages à prix réduits, réservait des chambres dans des hôtels peu coûteux, et créait des terrains de campings. Elle créa aussi un plan d'Épargne

42. Benigno Cácères, *Loisirs et Travail: Du moyen âge à nos jours* (Paris, 1973), pp. 192–93 ; Holt, *Sport,* p. 207 ; Jacques Kergoat, *La France du Front populaire* (Paris, 1986), p. 362.
43. *L'Humanité,* 20 juillet et 29 novembre 1936.
44. Cácères, *Loisirs et Travail,* p. 189 ; Jules Moch, *Le Front populaire: Grande espérance* (Paris, 1971), p. 160. Parant, *Problème,* pp. 83–84, donne les chiffres de 550 000 en 1936 et 900 000 en 1937.
45. *La Vie ouvrière*, 13 mai 1937.
46. Noguères, *Vie quotidienne,* p. 154 ; Parant, *Problème,* p. 92.

Vacances, qui encourageait les ouvriers à mettre de côté une petite somme d'argent toutes les semaines et à accumuler ainsi assez pour les vacances. Selon le syndicat, ces plans d'épargne allaient changer les habitudes de certains ouvriers : « Ils boiront peut-être moins d'apéritifs et fumeront moins de cigarettes, mais, de toute façon, ca ne sera pas plus mal »[47]. Le bureau de la CGT offrait des voyages organisés à crédit (« achetez maintenant, payez plus tard »[48]). Transformant le rôle mythologique de conspirateurs qui leur était assigné par la littérature anti-communiste, la gauche développa une nouvelle identité – celle d'agents de voyage. Les communistes utilisèrent à de nombreuses reprises le slogan « La Côte d'Azur pour tous », et préconisaient l'expansion du tourisme de masse vers toutes les régions. Le député PCF de Nice créa un service de bus reliant Paris à la Côte d'Azur[49]. Des organisations sans appartenance politique participèrent aussi à l'expansion des loisirs. Des groupes catholiques créèrent leurs propres auberges de jeunesse pour concurrencer les auberges avec dortoirs, auxquelles les catholiques reprochaient d'être mixtes et d'encourager les opinions dangereuses. En 1938, de nouvelles agences de voyage – précurseurs des actuelles compagnies aériennes à bas coûts – commencèrent à offrir leurs services à une clientèle plus modeste à qui ils proposaient des offres à prix modérés. Malgré cela, seule une minorité d'ouvriers pouvait profiter des offres et tarifs spéciaux. En 1936, les ouvriers parisiens détenant un emploi dépensaient trois fois plus en laverie qu'en voyages et en vacances[50].

Pendant les années 30 et plus particulièrement pendant le Front populaire, certains loisirs encourageaient le mélange de jeunes issus de milieux différents[51]. Lagrange participa activement à la promotion du mouvement des auberges de jeunesse, mais elles attiraient bien plus d'enseignants que d'ouvriers. En 1935, 90 auberges de jeunesse offraient 10 000 séjours d'une nuitée. En 1936, ce nombre attint 229 auberges et 26 800 nuits. La participation au scoutisme parmi les franges de la population les plus modestes augmenta considérablement pendant le Front populaire. Le fait de porter un uniforme, d'arborer un drapeau

47. *Le Peuple,* 3 décembre 1937.
48. *Syndicats,* 25 mars 1937.
49. *L'Humanité,* 21 juin et 6 décembre 1936, 29 janvier 1937.
50. Gabrielle Letellier, Jean Perret, H. E. Zuber, et A. Dauphin-Meunier, *Enquête sur le chômage* (Paris, 1938–1949), 3:69.
51. Aline Coutrot, "Youth Movements in France in the 1930s," *Journal of Contemporary History* 5, n° 1 (1970): 23–35 ; Kergoat, *France,* p. 314 ; Eugène Raude et Gilbert Prouteau, *Le Message de Léo Lagrange* (Paris, 1950), p. 105.

et de marcher en rang tendait à aplanir les différences sociales parmi les scouts, au moins momentanément. En 1935, 80 000 y participaient, en 1939, ils étaient 108 000. Des trois plus grands groupes de scoutisme, catholique, protestant, et laïc, le dernier connut de loin la croissance la plus rapide. Peut-être que beaucoup de parents à revenus modestes encourageaient leurs enfants à y participer pour que les adultes puissent passer leurs vacances entre eux. Lagrange et Jean Zay, le ministre de l'Éducation du gouvernement de Léon Blum, contribuèrent à l'entrée du sport dans les écoles publiques et les universités[52]. À l'automne 1937, plus de 100 000 diplômes de sports populaires, attestant de compétences dans diverses activités, avaient été accordés.

Le Front populaire offrait aux jeunes la possibilité d'apprendre à piloter un avion. Le ministre de l'Aviation, Pierre Cot, qui avait l'aval de Lagrange, encourageait l'Aviation Populaire et les clubs d'aviation qui avaient pour but d'enseigner le pilotage à des jeunes issus de milieux sociaux divers. En septembre 1937, 4 000 jeunes délégués représentant 10 000 membres de clubs participèrent à la première fête de l'aviation populaire de Vincennes. Les clubs entrainaient 4 000 nouveaux pilotes venus de toute la France[53]. Le PCF pris un rôle prépondérant dans la promotion et le recrutement pour l'Aviation Populaire et déclara avec enthousiasme qu'une « jeunesse forte et en bonne santé » était en création. Cependant, des responsables gouvernementaux haut placés voyaient la chose différemment. Ils se plaignirent du bas niveau intellectuel et des mauvaises conditions physiques des nouvelles recrues, des garçons, puis, après 1936, des filles de l'âge de 14 ans à 21 ans. Selon eux, beaucoup de ces jeunes croyaient naïvement que leur formation dans l'Aviation Populaire leur permettrait de poursuivre une carrière de pilote militaire. Mais seulement 50 % d'entre eux réussirent un simple test écrit, et leurs réponses choquèrent les examinateurs : *La Marseillaise* était la femme du président de la République, la Baltique une rivière, le traité de Versailles un document du XVIIIe siècle, et Lyon au nord de Paris. Les examens physiques n'étaient pas plus concluants.

De plus, les clubs d'aviation étaient le lieu de nombreux conflits de classes et de générations. Les nouvelles sections de l'Aviation Populaire avaient fusionné avec les aéro-clubs préexistants, dont les membres

52. Jean-Louis Chappat, *Les Chemins de l'espoir, ou combats de Léo Lagrange* (Liévin, 1983), pp. 184–256.

53. Noguères, *Vie quotidienne,* pp. 168–69 ; Aviation populaire, 17 février 1937, AN, F7 12966 ; *L'Humanité,* 1er juin 1936 ; Exposé, SHAA, Z12944 ; Comité du matériel, 10 juin 1938, SHAA, Z12946 ; voir Roger Bordier (*36 la fête* [Paris, 1985], p. 98) sur la réaction du PCF face aux craintes qu'une vague prolétarienne n'envahisse l'aviation.

étaient plus âgés et plus aisés. L'élite des aéro-clubs avait investi des ressources considérables dans ces organisations et ne fit pas bon accueil aux nouveaux venus, moins riches et moins éduqués[54]. Des tensions apparurent dans chaque section, et quand la paix régnait c'était souvent parce que les nouveaux membres suivaient les dirigeants des anciens aéro-clubs, « mieux entrainés ». En 1938, des responsables gouvernementaux conclurent que l'Aviation Populaire n'avait pas valu l'effort financier qui y avait été investi – chaque pilote formé avait coûté 750 000 francs. La montée des tensions internationales augmenta le besoin en personnel d'aviation qualifié et mena au remplacement de l'Aviation Populaire par l'Aviation Prémilitaire. Le désir du Front populaire de renforcer la jeunesse française et de démocratiser le pilotage pris vite une direction plus militariste, mais il préfigurait néanmoins la croissance d'une industrie de masse des compagnies aériennes dans les années 60.

En plus de celui de piloter un avion, de nouveaux droits apparurent pendant le Font Populaire, la CGT mettant en avant « le droit à la neige » ou le droit pour les citadins d'aller à la montagne. « Les sports d'hiver sont devenus une nécessité… Après les vacances à la mer, pourquoi pas les vacances au ski ? »[55] En 1936, pendant la période de Noël, 50 000 personnes (à peu près un quart de tous les skieurs français) quittèrent Paris pour aller à la neige ; Lagrange lui-même, équipé de skis, inaugura une auberge de jeunesse à la montagne. Des tickets spéciaux pour les week-ends donnèrent aux ouvriers l'opportunité d'aller skier en Auvergne. Le gouvernement tenta de baisser le prix de la location de ski et des hôtels, pour permettre l'accès à ce sport aux moins privilégiés. Des rumeurs concernant ces nouveaux droits se répandirent parmi certains ouvriers métallurgistes qui crurent (apparemment à tort) qu'ils pouvaient prendre un jour de congé payé supplémentaire pour chaque mois travaillé[56]. Selon un dirigeant syndical, les ouvriers de la SIMCA pensaient sincèrement qu'ils étaient autorisés à prolonger leurs vacances du 23 au 30 août. Quand ils prirent cette semaine supplémentaire, la direction les licencia.

Le tourisme et les loisirs de masse généralisés par le Front populaire inaugurèrent l'ère du week-end et des vacances. Le 17 août 1936, l'*Humanité* présentait en même temps une photographie de Paris déserte,

54. Voir Holt, *Sport,* pp. 175, 186.
55. *Syndicats,* 18 mars 1937 ; Noguères, *Vie quotidienne,* p. 159 ; Kergoat, *France,* p. 337.
56. Lettre des établissements Reinhard et Chapuiset, 9 juin 1938, AN, 39AS836 ; M. Doury, SIMCA-FIAT à Nanterre, violations de la convention collective, 3 septembre 1937, GIM.

montrant la place de la Concorde sans voitures ni piétons, et un article intitulé « Jour meurtrier », qui donnait la confirmation que six personnes avaient été tuées et 30 blessés dans des accidents de voiture[57]. Le problème du surencombrement apparu pendant l'été alors que les citadins se ruaient hors des villes pour fuir leur logement et leur lieu de travail. Les journaux ouvriers demandaient que de nouvelles routes soient construites pour résoudre le problème de la circulation touristique et déploraient que les embouteillages en aient découragé beaucoup de voyager le dimanche, le jour de prédilection pour les départs ; les militants syndicaux se plaignaient aussi du fait que la « ruée des baigneurs » qui « encombrait la majorité des plages » créait une « cohue intolérable ». L'encombrement et les hausses de prix décourageaient les ouvriers de visiter des villes comme Nice en août. Les patrons souhaitaient aussi des congés payés sans embouteillages[58]. Une loi passée en novembre 1938 essayait de corriger le « désordre » de la répartition des vacances qui risquait de porter préjudice à la production nationale. La loi stipulait, apparemment sans grand succès, que les entreprises appartenant au même secteur devaient échelonner leurs congés payés.

Dans les usines, à la lutte plus ou moins traditionnelle – tant officielle que sauvage – sur le travail du lundi s'ajoutèrent de nouveaux conflits sur le travail du samedi. Comme nous l'avons vu, beaucoup d'ouvriers refusaient de travailler le week-end, empêchant les patrons d'organiser des roulements, et par là, selon un important socialiste, diminuant la production hebdomadaire[59]. Les ouvriers automobiles de SIMCA à Nanterre « considéraient leurs deux jours de repos comme un gain précieux » et ne voulaient pas travailler quatre jours une semaine et six jours l'autre[60]. Des patrons de Saint-Denis se plaignirent de difficultés à décharger les trains le samedi et refusèrent de payer pour le stockage[61]. En 1937, des grèves, montrant que le samedi saint devenait aussi célébré que le lundi saint, éclatèrent dans six entreprises métallurgiques contre le fait de travailler le samedi pour récupérer le lundi de Pâques. Des patrons firent savoir que la Compagnie électro-mécanique du Bourget, qui remplissait des contrats pour la marine – avait décidé de récupérer le lundi de Pâques le samedi 3 avril avec l'accord de l'inspection du travail ; cependant 437 de ses 472 ouvriers ne vinrent

57. *L'Humanité,* 17 août 1936 et 15 décembre 1937 ; *Syndicats*, 9 septembre 1937.
58. *Usine,* 10 septembre 1936 ; Parant, *Problème,* p. 217.
59. Moch, *Espérance,* p. 298.
60. *Syndicats,* 20 mai 1937.
61. Lettre du Groupement des industriels de la région de Saint-Denis, 8 juillet 1937, AN, 39AS803 ; Réunion du comité du 14 avril 1937, AN, 39AS852.

pas travailler[62]. Vouret et fils, au Bourget, déclarèrent qu'une « cellule d'agitateurs » était revenue sur un accord précédent de récupérer le lundi de Pâques le samedi 3 avril, avec pour résultat le refus de 105 de ses 136 ouvriers de récupérer le temps de travail perdu. L'entreprise insistait sur le fait que le personnel de surveillance « fatigué de voir son autorité bafouée, partage notre point de vue »[63]. La propension des ouvriers à combattre pour un week-end férié était encouragée par des billets week-end très populaires, à destination d'endroits comme le bord de mer, des villages pittoresques ou des stations de ski.

L'organisation des périodes de congés payés devint un autre terrain de luttes. Comme nous l'avons vu, les militants syndicaux conseillaient l'échelonnement des vacances, aussi souhaité par le ministère du Travail, pour que l'industrie touristique puisse croître et pour que les ouvriers puissent passer des vacances aussi confortables que les bourgeois. Le président du Groupe des industries métallurgiques (GIM) (releva « les problèmes qui étaient apparus dans les usines, en particulier de par les revendications des ouvriers concernant l'organisation des périodes de vacances »[64]. Des conflits éclatèrent à propos de ces périodes, provoqués par les motivations divergentes des ouvriers, de la direction et des syndicats. Individuellement, les ouvriers voulaient pouvoir choisir leurs jours. L'été était particulièrement prisé, non seulement parce qu'il y fait beau et chaud mais aussi parce que les enfants n'étaient pas à l'école à ce moment-là. Les célibataires pouvaient préférer l'été pour de diverses raisons, dont celle de revenir bronzé, un symbole de plus en plus populaire de santé et d'accès aux loisirs. Les syndicats défendaient souvent les préférences exprimées par les ouvriers, même si la CGT s'opposa parfois à la fermeture complète d'usines pendant une ou deux semaines l'été ; le syndicat était contre le chômage forcé des ouvriers qui n'avaient pas l'ancienneté nécessaire (six mois minimum) pour bénéficier des congés payés. Les patrons, quant à eux, avaient pour principale priorité la coordination des congés avec les conditions de marché et leurs fournisseurs. Ils voulaient aussi éviter les complications liées à l'organisation de roulements et les conflits sur les dates de vacances qui en résultait.

Les sceptiques parmi la classe moyenne restaient peu convaincus par le discours de la gauche sur les loisirs, pensant que les ouvriers

62. *Usine,* 8 avril et 6 mai 1937 ; Refus de récupérer en violation de la loi de 40 heures, 19 mars 1938, GIM.
63. Vouret, 12 mai 1937, GIM.
64. Procès-verbal, GIM, 14 avril 1937, AN, 39AS852.

étaient devenus paresseux et perdaient leur temps[65]. Les patrons craignaient que l'accroissement du temps libre ne conduise seulement à une consommation accrue d'alcool dans les bars. Il faut dire que l'alcoolisme était un problème sérieux dans la France des années 30, particulièrement chez les hommes. En 1933, les Français consommaient 2,61 litres d'alcool fort par personne, comparé à 0,56 litres pour les Anglais et 0,77 pour les Allemands. Les Français buvaient aussi deux fois plus de vin par personne que les Espagnols et trois fois plus que les Italiens[66]. Il y avait en France un débit de boisson autorisé pour 80 habitants, comparé à un pour 430 en Grande-Bretagne. En 1936, les chômeurs consacraient une plus grande part de leurs revenus à l'achat de vin et de café (respectivement 6,1 % et 2,1 %) que pour le loyer (7,2 %) et l'habillement (5,5 %)[67]. Les chômeurs voyaient ces boissons comme des dépenses fixes, et la part du budget y étant consacré n'augmentait que de peu lorsque leurs revenus s'élevaient.

Logré, médecin en chef de l'infirmerie de la Préfecture de Police à Paris, releva une augmentation de l'alcoolisme depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle législation « puisque les alcooliques potentiels ont connu, au moins temporairement, une augmentation de leur pouvoir d'achat, et ont plus de temps pour boire »[68]. Selon une autre source, les réformes sociales du Front populaire ne réduisirent pas les chiffres de l'alcoolisme, tout du moins à Paris. Malgré une chute de la consommation d'alcool au niveau national, le nombre d'alcooliques soignés par l'hôpital psychiatrique de la Préfecture de Police de Paris augmenta constamment de 1935 (421 cas) à 1936 (494 cas), 1937 (517 cas) et 1938 (535 cas)[69]. Un représentant de la Ligue anti-alcoolique déplora le fait que, en l'absence de mesures répressives, plus de temps libre et une meilleure paie avaient encouragé la consommation d'alcool pendant le Front populaire[70]. Il en prit pour preuve l'augmentation du nombre de débits de boisson et les profits croissants des grands distillateurs, comme Pernod et Cinzano. D'autres défenseurs de la sobriété prô-

65. Parant, *Problème,* p. 10 ; Yvonne Becquet, *L'organisation des loisirs des travailleurs* (Paris, 1939), p. 20.
66. *Annuaire statistique de la France,* 1934 ; Cécile Tardieu-Gotchac, "Les fléaux sociaux," dans *Histoire économique de la France entre les deux guerres,* éd. Alfred Sauvy (Paris, 1972), 3:232.
67. Letellier *et al.*, *Enquête,* 3:51–75.
68. *Usine,* 27 janvier 1938.
69. Sully Ledermann, *Alcool, alcoolisme, alcoolisation* (Paris, 1956–1964), 2:306.
70. "Cahiers de la santé publique," *L'Hygiène sociale,* 12 mars 1938. Sur le droit de vote des femmes et l'alcoolisme, "Rapport sur le concours militaire anti-alcoolique," *L'Etoile bleue* (mars 1939).

naient le vote des femmes comme manière de réduire l'influence politique des hommes s'adonnant à la boisson.

Une enquête menée de 1934 à 1937, dans une grande centrale électrique de Paris révéla qu'au moins 16 % de la main-d'œuvre était alcoolique[71]. Selon le médecin, le personnel de l'entreprise disposait de bonnes conditions de travail – une convention collective, la sécurité de l'emploi, des congés payés, des indemnisations pour arrêts maladie généreuses et un plan de retraite. Les conditions de logement y étaient aussi considérées plus que satisfaisantes. Les 173 cas d'alcoolisme sur une main-d'œuvre totale de 1 092 employés (dont seulement 15 femmes) n'étaient donc pas causés par « les problèmes des bidonvilles, du chômage et de l'insécurité habituellement utilisés comme excuse ». Parmi les alcooliques, 47 étaient originaires de Bretagne, ce qui signifie que 32 % des Bretons travaillant dans la centrale étaient dipsomanes. Les 16 % du personnel considérés comme alcooliques étaient responsables d'environ 25 % des maladies et accidents, au travail et au dehors. Ces ouvriers perdaient 31 jours de travail par an, par rapport à 17 pour les non alcooliques[72].

Un autre médecin considérait les ouvriers français comme les « plus alcooliques au monde »[73]. Les admissions dans les établissements psychiatriques d'alcooliques et de patients souffrant de maladies en lien avec l'alcoolisme augmenta de presque 16 % de 1936 à 1938. Pendant l'entre-deux-guerres, dans de nombreux foyers, l'apéritif, et en particulier les boissons anisées, vinrent s'ajouter à la popularité du vin et de la bière[74]. Certaines familles considéraient que deux litres de vin par jour, sans compter les apéritifs, étaient le minimum nécessaire pour un travailleur adulte.

Les militants déploraient que « les mêmes ouvriers qui ne se considèrent pas assez riches pour acheter une brochure éducative du syndicat, qui pourrait les sortir de leur tristesse morale, ne regardent pas à la dépense lorsqu'il s'agit de s'empoisonner dans les bars avec des

71. Les informations qui suivent sont tirées de René Barthe, "Alcoolisme et personnel d'une entreprise : Bilan médico-social," *Annales d'hygiène publique, industrielle et sociale* (16 décembre 1938): 525–33.
72. Ledermann, *Alcoolisme,* 2:379. Les chiffres donnés pour l'absentéisme ne tiennent pas compte des accidents de travail. Dans cette entreprise, l'absentéisme n'augmenta pas pendant le Front populaire, peut-être parce que l'épidémie de grippe de l'hiver 1935 avait été particulièrement sévère.
73. Patricia E. Prestwich, "Antialcoholism in France since 1870" (manuscrit), p. 59 ; Tardieu-Gotchac, "Les fléaux sociaux," p. 235.
74. Jean et Françoise Fourastié, "Le genre de vie," dans *Histoire économique de la France entre les deux guerres,* éd. Alfred Sauvy (Paris, 1972), p. 215 ; Barthe, « Alcoolisme », p. 538.

boissons alcoolisées qui détruisent leur santé et les abrutissent. »[75] Les militants critiquaient les « camarades ignorants, qui avant d'adhérer à la CGT passaient leur temps à jouer aux cartes et au tiercé »[76]. Un représentant de la CGT déplorait que trop souvent, seuls les étudiants séjournent dans les auberges de jeunesse, alors que les ouvriers passaient « leurs dimanches dans des cafés enfumés ». Les bars, les salles de concerts et les bals de Montmartre semblent avoir plus attiré les salariés que les universités du travail ou autres activités formatrices[77]. En termes d'argent dépensé, les courses hippiques étaient de loin le sport le plus populaire.

La conception des loisirs prévalant dans l'industrie touristique différait souvent peu de celle de la CGT. Cette industrie critiquait le manque de « tourisme social » en France et en appelait à une participation de toutes les classes aux loisirs[78]. Ceux-ci devaient compenser le caractère non naturel du travail des temps modernes par un « retour temporaire à la nature » qui à terme pourrait améliorer les capacités de travail des ouvriers. Une nouvelle entreprise, l'Union française des loisirs, offrait ses services aux patrons qui voulaient répondre à un nouveau besoin, l'organisation des loisirs pour favoriser la « pacification sociale ». Ainsi, les secteurs dynamiques de l'industrie du tourisme et la gauche tombaient d'accord sur le fait que les loisirs organisés étaient une alternative nécessaire, tant à la dureté de la vie des ouvriers au travail qu'au caractère licencieux de la culture populaire traditionnelle.

Le patronat partageait aussi ce point de vue. Suivant l'exemple des colonies de vacances financées par la direction, l'élite bourgeoise souhaitait transformer les loisirs des ouvriers de façons similaires à celles proposées par les organisations ouvrières. Pour eux, le temps libre des ouvriers devait être organisé et canalisé pour produire une classe ouvrière plus propre, plus heureuse et en meilleure santé. Louis Renault préconisait « des travaux publics nécessaires pour l'organisation des loisirs »[79]. Les patrons inflexibles ne s'opposaient pas aux activités sportives et aux loisirs organisés par la CGT et le PCF mais à leurs

75. *L'Unité,* septembre 1936, cité dans Jean-Paul Depretto et Sylvie V. Schweitzer, *Le Communisme à l'usine : Vie ouvrière et mouvement ouvrier chez Renault, 1920–1939* (Paris, 1984), p. 221.
76. *La Vie ouvrière,* 29 octobre 1936 ; E. et G. Lefranc, *Syndicalisme,* p. 33.
77. Louis Chevalier, *Montmartre du plaisir et du crime* (Paris, 1980), p. 445 ; *Annuaire statistique de la ville de Paris*, 1935–1937, pp. 613–15.
78. E. Milhaud, « Intervention », 12 avril 1935, AN, F[12]8800 ; Union française des loisirs, AN, 39AS399.
79. 28 mai 1936, AN, 91AQ16.

tentatives supposées d'endoctriner les jeunes avec le « marxisme »[80]. La revue, *L'Europe nouvelle*, qui défendit avec force la semaine de 40 heures, déclara néanmoins que le repos des ouvriers devait être utilisé à des loisirs, et espérait que dans l'avenir le rêve d'un Paris entouré de stades puisse se réaliser. Un haut-placé en appelait à une « organisation scientifique des loisirs » pour que les ouvriers puissent retourner à leur poste de travail avec plus d'énergie. Les sports, en particulier, pourraient apporter une amélioration physique et mentale, et donc améliorer la production[81]. On demanda aux municipalités de continuer à construire des bains publics et des centres d'accueil de jour. Suivant la tradition philanthropique du XIXe siècle, on soutenait qu'un logement neuf et propre encouragerait les ouvriers à passer plus de temps avec leur famille. Ce que les ouvriers voulaient n'était pas le socialisme mais l'accès à la propriété, en particulier une maison et un jardin.

Dans les années 30 les activités traditionnelles comme le jardinage commencèrent à être remplacées ou secondées par la voiture. À droite comme à gauche, nombreux étaient ceux qui défendaient l'idée que l'avenir des transports, tant pour les loisirs que pour le travail, devait être la voiture privée. Une propagande insistante glorifiait ce moyen de transport et ses conducteurs. Par exemple, à l'été 1938, les actualités parlaient fréquemment du « grand rallye automobile du Trocadéro » où « les voitures les plus récentes et les plus élégantes » étaient présentées par leurs propriétaires, dont on annonçait que « les habits étaient assortis aux couleurs et aux motifs des voitures »[82]. De son côté, l'*Humanité* reprochait aux constructeurs automobiles français de ne pas réussir à « démocratiser » l'automobile[83]. Le PCF se plaignait quotidiennement du fait que « la voiture, ce nouveau – né merveilleux qui donnait tant de travail aux ouvriers » était trop chère pour le prolétariat. Les militants syndicaux et communistes s'entendaient sur le fait que l'automobile était une belle invention et que la prospérité de la nation dépendait de l'industrie des véhicules à moteur. La Fédération des métaux en appelait à une nationalisation de cette industrie si les constructeurs automobiles capitalistes se montraient incapables de fournir « une voiture démocratique »[84]. *Syndicats* posait ainsi la question : « À quoi bon construire plus d'automobiles si la plupart des gens ne peuvent pas les acheter ? »[85] Tant au figuré que littéralement, les

80. *L'Elan social,* 21 et 28 octobre 1937 ; *L'Europe nouvelle,* 22 mai 1937.
81. Becquet, *L'Organisation des loisirs*, pp. 21–23, 64.
82. Actualités cinématographiques de la semaine, 29 juin 1938, AN, F7 13019.
83. *L'Humanité,* 8 et 13 octobre 1937.
84. *Le Guide du métallurgiste*, juillet 1938.
85. *Syndicats,* 23 septembre 1937.

organisations ouvrières contribuèrent à ouvrir la voie d'un futur dans lequel la voiture individuelle allait devenir l'élément central du travail, des loisirs et des transports. Louis Renault était en accord avec ses ennemis de classe sur le fait que le prix des voitures devait être réduit pour qu'« un jour, chaque famille en France puisse avoir sa propre petite voiture »[86]. *Usine*, une publication des industriels de la métallurgie, voulait populariser la voiture comme Kodak l'avait fait pour l'appareil photo.

Les travailleurs étaient aussi encouragés à consommer des marchandises plus accessibles que les voitures. Des publicités, tant dans les publications de droite que dans celles de gauche, propageaient les vertus de la consommation et éveillaient des désirs que beaucoup ne furent capables de satisfaire qu'après la Deuxième Guerre mondiale. Néanmoins, dans les années 30, tout un ensemble de produits – appareils photos, radios, vélos, montres, machines à coudre, aspirateurs, fusils de chasse, literie, cuisine fine, produits de beauté, et bien d'autres encore – était offert à la tentation des ouvriers français. À Paris, des magasins à bas prix – Prisunic, Monoprix et Multiprix – encourageaient la consommation de masse de beaucoup de ces articles. Si les voitures restaient inabordables pour la plupart des ouvriers français, l'achat d'une moto, presque inconnue en Espagne, était plus simple. Le moyen de transport le plus accessible restait le vélo, et son nombre doubla de quatre millions en 1920 à huit millions en 1939. De nombreux salariés se rendaient au travail – aussi pour les grèves – à vélo.

Les radios devinrent plus accessibles aux personnes aux faibles revenus, et leur vente augmenta de 1,3 million en 1933 à 5 millions en 1939[87]. En 1936, plus de 65 % des parisiens détenant un emploi et 28,2 % des Parisiens chômeurs possédaient une radio. Les ménages ouvriers parisiens étaient deux fois plus à posséder une radio que des livres[88]. Les ouvriers détenant un emploi dépensaient plus de 50 % de plus en tabac qu'en livres ou en journaux, démontrant par là que la part orale de la culture ouvrière française ne perdait pas en vitalité. La CGT pensait – sans avoir complètement tort, à ce qu'il semble –, qu'« une famille ouvrière moyenne » pourrait acheter des appareils ménagers comme des aspirateurs « coûteux » si elle réduisait ses dépenses en vin et en apéritifs[89]. Le syndicat aurait pu y ajouter les cigarettes.

86. 22 juin 1936, AN, 91AQ16 ; *Usine,* 3 mars 1938.
87. Fourastié, "Le genre," p. 223.
88. Letellier *et al.*, *Enquête,* 3:134.
89. Centre confédéral d'éducation ouvrière, cycle de conférences sur la condition et le rôle de la femme : Hygiène et logement, (n.d., 1937 ?), Georges Lefranc Collection, Hoover Institution.

Cependant il y avait des ouvriers qui économisaient et travaillaient pour pouvoir se procurer des marchandises et des services plus sains. Après la Première Guerre mondiale, de nombreux hommes ayant appris à se servir des armes dans les tranchées commencèrent à pratiquer la chasse comme un sport, et le nombre de permis délivrés tripla entre la guerre et le début des années 30[90]. La présence de publicités pour des fusils dans la presse ouvrière montrait que de nombreux ouvriers parisiens s'intéressaient au tir. Cependant, comme dans les aéro-clubs, les sportifs des classes dominantes méprisaient les nouveaux chasseurs et leur refusaient l'entrée aux associations élitistes. Pour en empêcher la démocratisation, les riches amateurs de ce sport voulaient augmenter le prix du permis de chasse.

Les femmes, quelle que soit leur classe sociale, participaient au nouveau monde de la consommation, continuant à fréquenter les salons de beauté et utilisant plus de produits cosmétiques que les générations précédentes. Plus d'un tiers des ménages ouvriers parisiens possédaient une machine à coudre[91] ; avec la diffusion de l'électricité aux logements urbains, de nombreux consommateurs firent l'acquisition d'un fer à repasser électrique. De nombreux jeunes ménages achetaient des meubles à crédit. Même quand les ouvriers gagnaient des salaires relativement élevés, ils consacraient moins de leur revenu au logement que les employés de la petite classe-moyenne. Un logement de qualité inférieure en résultait, et la taille des appartements, ainsi que le nombre de chambres étaient insuffisants. Les possibilités de dépenses pour le logement étaient illimitées, en temps et en argent.

Étant donné ce désir et cette soif de consommation, les hausses de salaires constituaient la revendication principale des ouvriers lors de presque toutes les grèves. Les patrons de la métallurgie accusèrent les dirigeants communistes du Syndicat des Métaux de cacher la nature « politique » de leurs grèves en mettant l'accent sur les revendications économiques et professionnelles[92]. Parfois, les ouvriers refusèrent que la semaine de travail descende en dessous de 40 heures. En 1937, une délégation d'ouvriers protesta contre une semaine de 35 heures, attribuée par la direction à un manque de commandes[93]. Il faut remarquer que ce conflit intervint moins de deux semaines avant Noël, une période de consommation accrue. Contrairement aux fêtes de Noël d'avant la Grande Guerre, il était de mise, pendant le Front populaire,

90. Holt, *Sport,* pp. 174–75.
91. Letellier *et al.*, *Enquête,* 3:133–218 ; Fourastié, "Le genre," p. 217.
92. Résumé, p. iv, avril 1938 (?), GIM.
93. Note de service, n° 13.091, 13 décembre 1937, AN, 91AQ83.

d'offrir de nombreux cadeaux et d'acheter un sapin, pratique qui se répandait alors.

Afin de satisfaire leurs besoins, les nouveaux comme les anciens, certains ouvriers demandaient des heures supplémentaires ; d'autres étaient en faveur du travail à la pièce. Quand, à la fin de l'année 1936, les tapissiers se mirent en grève pour la suppression du travail aux pièces, il s'avéra qu'une minorité de travailleurs dans certaines entreprises était en faveur des primes de rendement mais « n'osait pas le dire ouvertement »[94]. Comme à Barcelone, un nombre indéterminé de salariés recourait au travail au noir malgré l'hostilité des syndicats. La CGT accusait parfois les travailleurs des syndicats d'entreprise comme l'Association des ouvriers Gnôme et Rhône de travailler au noir et en conséquence de voler le travail des chômeurs[95]. Des amendes furent établies, non seulement pour les ouvriers qui travaillaient pendant leurs congés payés, mais aussi pour ceux qui les employaient[96]. Cependant, l'ampleur du recours au travail au noir demeure inconnue[97].

L'expansion de l'offre en loisirs en poussait d'autres à travailler dur en vue des vacances futures et des sorties le week-end. Dans la plupart des familles ouvrières, il fallait que les deux parents soient salariés pour pouvoir s'offrir des vacances[98]. À SIMCA – où les baisses de cadence étaient fréquentes même pour ceux qui étaient payés aux pièces– les ouvriers augmentaient la production à l'approche des vacances pour gagner un meilleur salaire aux pièces[99].

Le rôle des ouvriers comme producteurs et leur rôle comme consommateurs étaient parfois en conflit. En juillet 1936, les femmes qui faisaient leurs achats dans les quartiers ouvriers de Paris « étaient ravies que la semaine de 40 heures leur permette de finir leurs corvées ménagères pendant la semaine et leur laisse le week-end libre »[100]. Cependant, l'application de la semaine de 40 heures eut aussi pour conséquence la fermeture des magasins d'alimentation de dimanche midi à mardi matin. Leur fermeture le lundi limitait sérieusement les

94. 22 décembre 1936, APP 1871. L'ouvrier qui défendait le travail à la pièce dénonçait aussi « l'entrée des femmes dans la profession ».
95. Ce que les décolleteurs doivent savoir, juin 1938, F^{7}12966.
96. Voir A. Lorch, *Les Congés payés en France* (Paris, 1938), p. 61. Les amendes étaient versées à la caisse de chômage.
97. Il semble par exemple que seulement 2 % du budget des chômeurs ait été issu d'emplois non déclarés (Letellier *et al.*, *Enquête,* 3:11).
98. Parant, *Problème,* p. 198.
99. Réponse de la direction SIMCA à la note remise au groupe par M. Doury, 3 septembre 1937, GIM.
100. Fermeture des magasins d'alimentation, Paris, 25 juillet 1936, AN, F^{7}12961.

possibilités d'une excursion le week-end car les denrées périssables achetées le samedi ne pouvaient pas tenir jusqu'au mardi pendant les chaleurs estivales. Sans réfrigérateurs, les ouvriers mécontents étaient obligés d'aller faire leurs courses le dimanche matin. Les employés des magasins, pourtant, insistaient sur une répartition de la semaine de 40 heures en cinq jours de huit heures avec le dimanche et le lundi libres, malgré le désir de leurs employeurs de les voir travailler six jours par semaine. Le représentant des employés justifia leur décision en déclarant : « Les ventes ne dépendent plus des horaires d'ouverture des magasins mais du pouvoir d'achat des masses. »[101]

Les propos tenus par la gauche et la droite sur le problème du chômage et des loisirs montrèrent que beaucoup d'entre eux partageaient les valeurs de la « mission civilisatrice ». La solution au problème du chômage était de mettre les chômeurs au travail, de les occuper à la construction de routes pour l'amélioration de la circulation, d'immeubles pour le logement des travailleurs, et de voitures pour permettre aux masses de se déplacer. Les syndicats et les partis du Front populaire trouvèrent la réponse au problème des loisirs dans l'organisation d'activités saines et bénéfiques. La gauche voyait le chômage et les loisirs comme un problème dont la solution se trouvait dans le développement et la construction d'une ville d'habitations à bon marché et d'usines productives à partir desquelles les ouvriers pourraient se rendre dans des espaces consacrés aux loisirs. En ce sens, la conception des loisirs de la gauche était intrinsèquement liée à sa conception de la classe ouvrière comme composée de producteurs dévoués et de potentiels consommateurs sains et équilibrés. Elle réduisit le temps de travail hebdomadaire pour que les chômeurs, supposés impatients de travailler, puissent obtenir des emplois et augmenter leur pouvoir d'achat. Les loisirs destinés aux ouvriers n'avaient pas seulement une valeur en soi, mais pouvaient aussi rendre la classe plus productive au travail. Comme certaines sections du patronat, la CGT, la SFIO et le PCF mettaient en avant le pouvoir régénérateur des loisirs.

En même temps, les dirigeants de la gauche étaient réellement enthousiasmés par le nouveau droit aux loisirs détenu par les ouvriers. Dans un discours très connu tenu par Léon Blum lors du procès organisé pour l'exemple par le gouvernement de Vichy à Riom en 1942, Léon Blum décrit ce qu'il considérait comme un de ses succès principaux :

101. Assemblée générale organisée par la chambre syndicale des employés, section du Bon Marché, 13 février 1937, AN, F^{7}12968.

> Je ne suis pas sorti souvent de mon cabinet ministériel… mais chaque fois que je suis sorti, que j'ai traversé la grande banlieue parisienne, j'ai vu les routes couvertes de ces théories de « tacots », de « motos », de tandems, avec des couples d'ouvriers vêtus de « pull-over » assortis et qui montraient que l'idée de loisir réveillait même chez eux une espèce de coquetterie naturelle et simple, et cela me donnait le sentiment que j'avais malgré tout apporté une espèce d'embellie, d'éclaircie dans des vies difficiles. On ne les avait pas seulement arrachés au cabaret, on ne leur avait pas seulement donné plus de facilité pour la vie de famille, mais on leur avait ouvert une perspective d'avenir, on avait créé chez eux un espoir [102].

Mis à part l'utilisation par Léon Blum de la rhétorique de la gauche sur l'alcoolisme et la famille, nous pouvons néanmoins reconnaître que les ouvriers devinrent très attachés aux réformes du Front populaire accordant une réduction du temps de travail hebdomadaire et des congés payés. Leur désir de réduire le temps de travail entraîna des difficultés pour la coalition. Le Front populaire était coincé entre les promesses productivistes qu'il faisait à la nation et ses éléments consuméristes. Les ouvriers parisiens ne montrèrent pas leur gratitude envers la gauche et sa législation sociale progressiste en travaillant plus dur et en produisant de façon plus efficace. Même si chez Renault la résistance au travail était en déclin avant les vacances du mois d'août, elle reprenait en force à l'automne, après la fin des premières vacances d'été. Malgré le discours revivifiant de la gauche, l'alcoolisme ne déclina pas à Paris et pourrait même être devenu plus répandu. Parallèlement à leur insubordination sur le lieu de travail, de nombreux ouvriers parisiens, comme leurs collègues à Barcelone, continuaient à utiliser leur temps libre d'une façon que les responsables syndicaux, comme les patrons, condamnaient.

Ironie de l'histoire, ce fut l'attachement des ouvriers à la réduction du temps de travail hebdomadaire, peut-être la principale réforme du Front populaire, qui contribua à détruire l'unité de la coalition de gauche et fut un facteur important de sa chute. La popularité du Front populaire venait de son développement du temps libre, et il est peu surprenant que sa fin ait été provoquée par les résistances des ouvriers contre l'augmentation du temps de travail.

---

102. Léon Blum, cité par Georges Lefranc, *Histoire du Front populaire* (Paris, 1974), p. 339.

XIII.
LA FIN DU FRONT POPULAIRE

L'attitude versatile du Parti radical, qui fut souvent la clé des majorités parlementaires dans les dernières années de la Troisième République, causa la rupture du Front populaire. Alors que les députés radicaux dépendaient des votes des socialistes et des communistes pour remporter les élections, nombre d'électeurs radicaux restaient sceptiques quant à la politique économique de la coalition de gauche[1]. Les paysans, les propriétaires de petites entreprises et les membres de la classe moyenne qui acceptaient la défense de l'anticléricalisme et des libertés républicaines que promouvaient les radicaux n'avaient jamais pleinement consenti au programme économique du Front populaire, en particulier la semaine de 40 heures. Les patrons n'appréciaient pas d'être contraints de fermer deux jours par semaine ou de ne pas pouvoir moduler la semaine de travail raccourcie selon leurs besoins saisonniers. Au printemps 1937, les radicaux se plaignaient du pouvoir syndical et des violations du droit au travail. En juin 1937, juste avant la chute du premier gouvernement Blum, Édouard Daladier, le dirigeant radical qui avait soutenu la formation de la coalition de gauche, se faisait l'écho du sentiment anti-Front populaire grandissant au sein de son propre parti, en appelant au rétablissement de « l'ordre » – ce qui était, assez manifestement, un mot de passe anti-Front populaire. Bien que Camille Chautemps, un politicien radical de longue date qui succéda à Blum en juin 1937, se soit impliqué dans le maintien du Front populaire, il mit pourtant en place une commission d'enquête sur la production dans le but de modifier la semaine de 40 heures. Au congrès du parti d'octobre 1937, Chautemps, Daladier et les autres responsables du parti se mirent d'accord pour rester dans la coalition de gauche seulement si elle maintenait « l'ordre » et défendait les classes moyennes.

1. Ce qui suit est basé sur Serge Berstein, *Histoire du Parti radical* (Paris, 1980–1982), 2:455–518.

Après la chute du second gouvernement Blum en avril 1938, Daladier devint Premier ministre. Son gouvernement glissa peu à peu vers la droite alors qu'il faisait face à des pressions internationales et domestiques croissantes sur la production pour sortir de la stagnation de l'économie française et préparer la guerre à venir. En France, ce glissement reflétait le mécontentement des classes moyennes dont la colère à propos des 40 heures grandissait à mesure que l'inflation croissait. Les hausses de prix provenaient des hausses de salaires constantes, le ralentissement de la production dans plusieurs branches de l'industrie et les dévaluations successives du franc, qui avait perdu quasiment 60 % de sa valeur en moins de deux ans. Si les ouvriers syndiqués pouvaient dans une grande mesure suivre la hausse de 75 % des prix de gros et de 47 % des prix de détail, les retraités aux revenus fixes, les rentiers et de nombreux fonctionnaires étaient économiquement lésés par l'inflation, dont ils attribuaient la responsabilité au Front populaire[2]. De plus, nombre de propriétaires de petites affaires devenaient de plus en plus réceptifs aux positions anti-Front populaire des grandes organisations patronales et penchaient vers un « autoritarisme républicain »[3].

La préoccupation des Français et de leurs alliés quant à la mollesse de la production militaire venait s'ajouter aux griefs économiques des électeurs principaux du parti radical. En avril 1938, le général Armengaud se plaignait du faible rythme de production aéronautique et citait, comme une de ses causes, « la quantité – relativement inadéquate – de travail hebdomadaire pour chaque ouvrier ». [4] Le général regrettait que la productivité des travailleurs de l'aviation française était bien inférieure à celle des ouvriers allemands et appelait ses compatriotes à se sacrifier pour la patrie.

Les craintes du général étaient partagées par nombre de bourgeois et d'industriels. La faible production aéronautique obligeait le gouvernement à acheter des avions américains, en dépit des objections formulées de concert par les organisations patronales et ouvrières. Fin septembre 1938, le président nouvellement élu de la SNCASO déclara que la fermeture des usines le samedi et le dimanche était « inaccep-

2. Voir, sous la direction d'Alfred Sauvy, *Histoire économique de la France entre les deux guerres* (Paris, 1972), 2:286, pour des chiffres. Voir aussi Jean-Charles Asselain, *Histoire économique de la France* (Paris, 1984), 2:66 ; Joel Colton, *Compulsory Labor Arbitration in France* (New York, 1951), pp. 82–86.
3. Ingo Kolboom, *La Revanche des patrons : Le patronat face au Front populaire,* trad. Jeanne Etoré (Paris, 1986), p. 291.
4. *L'Europe nouvelle,* 9 avril et 21 mai 1938.

table » pendant une période de tension internationale[5]. Il évoquait un « très sérieux problème » de rendement et recommandait instamment de mettre en place plus de primes à la production. Le journal patronal, *La Journée industrielle*, condamnait le manque de personnel qualifié, la disparition des primes et l'érosion de l'autorité de la maîtrise, qu'il tenait pour responsable de ce qu'il estimait être une baisse de 30 % de la productivité dans l'aviation[6].

Vers la fin du Front populaire, l'Inspecteur général du travail fit allusion au climat social hostile dans un discours aux représentants du patronat et des travailleurs. Ce haut responsable gouvernemental était certain qu'aucun patron ne voulait revenir au patronat de droit divin, mais de leur côté les militants syndicaux devaient « s'efforcer de faire comprendre à leurs camarades » les obligations et les avantages d'une convention collective. Pour autant, les militants « n'avaient pas toujours été compris comme ils auraient du l'être. Leurs directives ne furent parfois pas respectées parce que ceux auxquels ils parlaient n'étaient pas conscients de la responsabilité collective. »[7] L'Inspecteur général affirmait que les organisations ouvrières devaient faire comprendre aux travailleurs que la convention collective était un « pacte de non-agression » ; une fois signé, ils devraient travailler le plus possible pour leurs patrons :

> Les syndicats doivent saisir toutes les occasions pour demander à ce que la convention collective soit appliquée [par leurs membres]. Nul travail n'est possible sans discipline et il n'y pas de discipline sans autorité. Dorénavant, après que la convention collective ait défini cette autorité, qui doit régner sur le lieu de travail, les travailleurs doivent s'y soumettre.

En novembre 1938, Daladier nomma un conservateur, Paul Reynaud, au ministère des Finances. Tout au long du Front populaire, Reynaud s'était opposé à la semaine de 40 heures et s'était battu pour accroître la production française. Il avait continuellement averti que les contraintes imposées à l'économie française conduiraient à la stagnation et à une défense affaiblie. En juin 1937 Reynaud déclara : « Nous avons progressivement essayé de réduire le travail, mais nous avons oublié le rendement et nous avons simultanément augmenté le coût de la vie et les coûts de production. »[8] En tant que ministre, Reynaud remit

5. SNCASO, 27 septembre 1938, SNA.
6. *La Journée industrielle,* 20 novembre 1938.
7. Adresse au Congrès national des commissions paritaires d'offices publics de placement, 8 septembre 1938, AN, 39AS830/831.
8. Reynaud cité in Jacques Delperrié de Bayac, *Histoire du Front populaire* (Paris, 1972), p. 396.

rapidement en cause l'application de la semaine de 40 heures et balaya le week-end. Il établit une semaine de six jours, autorisa les heures supplémentaires jusqu'à neuf heures par jour dans la limite d'une semaine de 48 heures et réduisit la majoration des heures supplémentaires de 10 à 25 %[9]. Pour favoriser une semaine de travail plus longue, les décrets de Reynaud interdisaient la semaine de cinq jours de huit heures sans une autorisation du ministère du Travail. Il déclara aussi nuls et non avenus les conventions collectives qui excluaient le travail à la pièce et il proposa des sanctions pour les travailleurs qui refusaient d'effectuer des heures supplémentaires dans le secteur de la défense. Dans un communiqué radiophonique, Reynaud, qui s'était opposé aux Accords de Munich et plaidait pour une position dure face à l'Allemagne, disait à ses compatriotes :

> En 1933, la France a produit plus de fonte que l'Allemagne. Aujourd'hui elle produit quatre fois moins [que l'Allemagne]… Notre production doit augmenter de 30 à 40 %. Actuellement, tous les chômeurs réunis, même s'ils pouvaient être embauchés demain, ne pourraient accroître notre production que de 7 à 8 %. C'est pourquoi il faut allonger la semaine de travail. Pensez-vous que dans l'Europe d'aujourd'hui la France puisse simultanément maintenir son niveau de vie, dépenser 25 milliards en armement et se reposer deux jours par semaine ? Non. Vous voulez de l'action. Je vous dis que la semaine des deux dimanches a cessé d'exister[10].

L'attaque de Reynaud sur le week-end, de même que d'autres aspects de son programme, souleva une forte opposition parmi les travailleurs. Le socialiste Jules Moch remarquait que l'allocution ministérielle avait provoqué « la stupéfaction et la fureur de la classe ouvrière ».[11] Les industriels constataient « des menaces de grèves » dans les usines qui devaient fonctionner le samedi 26 novembre ; néanmoins, nombre d'entrepreneurs étaient reconnaissants envers Reynaud pour son assaut contre le samedi chômé, qui était rapidement devenu une tradition chère à la classe ouvrière parisienne[12].

D'un autre côté, René Belin, dirigeant du groupe anticommuniste dans la CGT, s'était demandé en août 1938 si Daladier franchirait le

9. *L'Europe nouvelle,* 19 novembre 1938 ; *Usine,* 17 novembre 1938 ; Asselain, *Histoire économique,* 2:68.
10. Reynaud cité in Delperrié de Bayac, *Histoire du Front populaire,* p. 462. Voir aussi Paul Reynaud, *Pourquoi ferait-on la grève ?* Discours radiodiffusé, prononcé le 26 novembre 1938 (Paris, 1938).
11. Jules Moch, *Le Front populaire: grande espérance* (Paris, 1971), p. 310.
12. Procès-verbal, 22 novembre 1938, AN, 39AS852 ; sur la fermeture le dimanche, voir la lettre du Groupement des industriels de la région de Saint-Denis, 8 juillet 1937, AN, 39AS803.

Rubicon en mettant fin à la semaine de 40 heures[13]. Le PCF qui, disait-on, était au départ hésitant à défendre la semaine de 40 heures se montra plus déterminé « quand il réalisa que les masses étaient résolument hostiles au projet [de Reynaud] de mutilation » ; quelques syndicats accusèrent même le programme de Daladier d'être fasciste[14]. Dès septembre 1938, la Fédération nationale des travailleurs du papier assimilait les discours radiophoniques de Daladier, qui appelait à plus de travail, à ceux d'Hitler ou de Mussolini. Les militants CGT de l'industrie du papier soutenaient que le programme de Daladier était un décalque de celui du PSF du colonel de La Rocque, de droite. D'après *La Vie ouvrière*, Daladier était un représentant du « grand capital », qui avait à son tour partie liée avec le fascisme. Un dirigeant CGT, H. Raynaud, accusait Daladier d'avoir « cédé aux aspirations du fascisme de l'Intérieur » [français][15]. Dans ce même numéro, la publication CGT fit paraître un dessin dans lequel Hitler et Mussolini conseillaient au Premier ministre français d'utiliser « nos méthodes avec les ouvriers ». Dans les colonnes de *Syndicats*, R. Froideval, secrétaire du syndicat CGT de la construction de Paris, accusait Paul Reynaud de plagier Hitler[16].

Au congrès de Nantes de la CGT, les trois factions principales de la Confédération – communiste, anticommuniste et un petit nombre de syndicalistes révolutionnaires – se mirent d'accord de façon unanime sur la nécessité d'actions syndicales pour empêcher l'application des décrets de Reynaud. Ils projetèrent une grève générale le 30 novembre qui « exprime la protestation de la classe ouvrière contre les décrets qui la touchent particulièrement, à la fois en mettant fin au repos du samedi sans raison et sans bénéfice pour l'économie nationale et en établissant une réorganisation des heures supplémentaires qui est totalement injustifiée »[17]. E. Jacoud, le secrétaire de la Fédération des transports (CGT) notait que « l'indignation générale que les décrets ont soulevée peu après leur apparition » et demandait : « Quelle fédération pourrait avoir résisté à une réaction si légitime ? »[18] Les militants anticommunistes affirmaient que « les sportifs » défendraient aussi la semaine des deux dimanches, qui était « la réforme la plus satisfaisante de toutes »[19].

13. *Syndicats,* 31 août 1938.
14. *Ibid.*, 14 septembre 1938 ; *Le Travailleur du papier-carton,* septembre 1938.
15. *La Vie ouvrière,* 17 novembre et 3 novembre 1938.
16. *Syndicats,* 29 novembre 1938.
17. *Ibid.*, 19 novembre 1938.
18. *Le Travailleur des transports,* décembre 1938.
19. *Syndicats,* 29 novembre 1938.

Même avant la date prévue du 30 novembre, des grèves sauvages éclatèrent contre la semaine de six jours. De nouveaux horaires obligeant le personnel à travailler le samedi ou le lundi générèrent une opposition intense parmi une foule de travailleurs, dont beaucoup, y compris des catholiques, n'étaient pas réputés pour leur militantisme[20]. À l'usine de pneus Hutchinson de Puteaux, à l'usine chimique Kuhlman à Aubervilliers et à Matières colorantes à Saint-Denis, les travailleurs enclenchèrent des grèves sauvages pour protester contre les nouveaux plannings[21]. D'autres entreprises majeures de la chimie, de l'aviation et de la métallurgie de banlieue furent touchées par des grèves sauvages et la CGT fut contrainte d'appeler ses militants à réfréner les grévistes. Le 24 novembre, dans les usines aéronautiques de la région parisienne, des grèves sauvages eurent lieu avant l'application des décrets de Reynaud[22]. Le président du secteur aéronautique nationalisé déclara qu'« après l'établissement du contrat et des lois sociales, recourir à une grève est une mesure révolutionnaire qui risque de dresser la majorité de la nation contre les travailleurs ». Il annonçait que : « D'après les statistiques, 55 heures de travail par semaine sont nécessaires pour assurer l'existence du pays. »

Le 24 novembre, la plus grande et la plus violente des grèves sauvages éclata chez Renault. Bien que le PCF et ses partisans aient affirmé que les ouvriers de Renault n'étaient pas responsables de la violence ou l'imputaient aux trotskistes, il est certain que les travailleurs de l'automobile avaient pris part à des sabotages et des agressions physiques. Quelques contremaîtres et superviseurs furent battus et on trouva dans les ateliers occupés par les grévistes 42 matraques ou gourdins, ainsi qu'un poignard (qui avaient été fabriqués dans les usines)[23]. Les ouvriers utilisèrent des voitures et des camions neufs pour construire des

20. *L'Echo des syndicats,* (CFTC) décembre 1938. Pendant le Front populaire, même les organisations ouvrières avaient du mal à faire venir les travailleurs le lundi. Par exemple, pour protester contre les licenciements chez Chausson à Gennevilliers, le 21 août (1937 ?), *L'Humanité* appelait tous les travailleurs de cette entreprise – y compris les licenciés – à manifester dans l'entreprise le lundi 23 août. Seuls sept vinrent. (Note concernant l'incident Chausson, AN, 39AS836).
21. *Usine,* 24 novembre 1938 ; *L'Humanité,* 22 novembre 1938. Les travailleurs considéraient le nouveau planning à Hutchinson–7 heures du lundi au vendredi et 9 heures le samedi – comme une insulte.
22. *L'Humanité,* 25 novembre 1938 ; *La Vie ouvrière,* 24 novembre 1938 ; SNCASO, 25 novembre 1938, SNA.
23. Rapporté par M. B., 6 décembre 1938, AN, 91AQ116. Voir aussi les photographies d'armes dans ce dossier ; rapport de la Préfecture de police, janvier 1939, AN, F²2760, et documents dans AN, 91AQ117.

barricades, cassèrent des fenêtres et détruisirent une pointeuse. Les grévistes laissèrent le sous-sol de l'infirmerie rempli d'essence. La police dut évacuer les usines par la force et fut accueillie par un tir de barrage de diverses pièces détachées, allant des carburateurs aux pistons. 46 policiers et au moins 22 grévistes furent blessés dans les affrontements. Beaucoup de travaux en cours furent dévastés et la direction parlait de 200 000 francs de dommages, au bas mot[24].

À peu près 280 ouvriers furent arrêtés, la plupart pour « entraves à la liberté du travail »[25]. De source policière, sur 31 ouvriers fichés, seuls cinq étaient étiquetés « politiques » et membres du PCF. 21 étaient connus pour « ne pas s'occuper de politique » par les services de police et les rapports sur cinq autres ne comportaient aucune mention d'activité politique[26]. Seuls deux des 31 ouvriers avaient un casier. Trois des 33 personnes que la direction de Renault accusa de violer le « droit au travail » et d'avoir participé au sabotage et à la violence étaient des femmes[27]. Les suspects féminins valaient leurs homologues masculins en matière de violence. Une avait lancé un pot de benzine sur une veuve qui continuait à travailler pendant la grève ; les deux autres avaient menacé de « casser la gueule » de leurs collègues féminines qui n'arrêtaient pas de travailler.

Les statistiques de Renault sont extrêmement révélatrices parce qu'elles contredisent les allégations de la direction et du gouvernement Daladier, affirmant que la grève du 24 novembre était « politique », c'est-à-dire une manifestation de militants du PCF contre le gouvernement qui avait signé les Accords de Munich. Ces statistiques reflétaient approximativement le nombre de membres du PCF dans les usines Renault ; d'après les chiffres officieux des militants, le PCF avait 4 000 adhérents sur 34 000 ouvriers[28]. Les chiffres montrent ainsi, de

24. Guy Bourdé, *La Défaite du Front populaire* (Paris, 1977), p. 148.
25. Liste des individus arrêtés à l'usine Renault, AN, 91AQ116. Parmi ces individus arrêtés, 194 furent condamnés à des peines d'emprisonnement–dans certains cas, de deux mois (Jacques Kergoat, *La France du Front populaire* [Paris, 1986], p. 292).
26. Rapports d'inspecteurs de police, décembre 1938, AN, 91AQ117.
27. Exposé, AN, 91AQ117.
28. Voir le rapport d'un indicateur de la direction dans AN, 91AQ16. Sur les 5 délégués CGT nommés dans les rapports de police dans AN, 91AQ117, un seul était un militant communiste et un autre était connu comme sympathisant du PCF ; les trois autres délégués étaient décrits comme « apolitiques ». Les estimations concernant le nombre d'adhérents du PCF varient ; Jean-Paul Depretto et Sylvie V. Schweitzer (*Le Communisme à l'usine : Vie ouvrière et mouvement ouvrier chez Renault, 1920–1939* [Paris, 1984], p. 186, 230) proposent un nombre de 120 membres en mai 1936,

façon inattendue, un faible taux d'adhésion au PCF parmi les ouvriers prétendument les plus militants et tendent à réfuter les affirmations des historiens que le PCF contrôlait Renault pendant le Front populaire[29]. Les rapports de police indiquent que les ouvriers non politisés étaient la force principale de la grève du 24 novembre, de défense du week-end contre les décrets de Reynaud. Il se trouvait peu d'ouvriers avec un casier parmi ceux qui commirent des actes de violence, que ce soit envers de gens ou des biens ; ceci implique que la violence, dans une usine immense et rationalisée comme celle de Renault, ne fut pas causée par des criminels, ou même des militants du PCF, mais par une minorité en colère qui était scandalisée par l'allongement de la semaine de travail.

En effet, tout au long du Front populaire, le PCF et la CGT – comme leurs homologues à Barcelone – étaient tout à fait conscients du niveau généralement bas de militantisme politique parmi la majorité des travailleurs français. Le PCF avait des difficultés à trouver des militants dévoués pour diriger ses cellules et se plaignait de la passivité des ses adhérents chez Renault, qui habituellement omettaient d'acheter les publications du parti[30]. En général, le gros des membres du PCF était moins intéressé par la politique ou les projets futurs du parti que par sa défense de leurs intérêts immédiats. La CGT elle-même prenait grand soin de donner la priorité aux doléances spécifiquement économiques plutôt qu'aux revendications politiques pendant les grèves les plus importantes. Le Syndicats des métaux refusa même d'admettre que la grève d'une heure du lundi 7 septembre 1936, en solidarité avec l'Espagne, ait été exclusivement « politique ». Bien entendu, le syndicat ne contesta pas qu'un des buts majeurs de l'arrêt de travail était d'attirer le soutien pour les républicains espagnols, mais

1 300 en juin 1936, 4 200 en septembre, 5 500 en décembre, et 7 675 en mars 1937. Les propres comptes du PCF dans *Tout faire pour servir le peuple de France,* 5e conférence de la région Paris-ouest du PCF à Gennevilliers (16–17 janvier 1937) et 6e conférence régionale à Argenteuil (4–5 décembre 1937), parlent de plus de 7 650 membres en 1937 et 6 000 en décembre 1936. Une autre entreprise, l'usine aéronautique Bouguenais, avait un nombre d'adhérents du PCF plus bas que celui que l'on aurait pu attendre : sur 700 travailleurs, 60 étaient membres du PCF, d'après le Résumé des rapports, (s.d.), SHAA, Z11607.

29. Voir Bertrand Badie, « Les grèves du Front populaire aux usines Renault, » *Le Mouvement social,* n° 81 (octobre–décembre 1972) ; Robert Durand, *La lutte des travailleurs de chez Renault* (Paris, 1971).

30. Henri Heldman, « Le Parti communiste français à la conquête de la classe ouvrière : Les cellules d'entreprise, 1924–1938 » (Thèse, 3e cycle, Université de Nanterre, 1979), p. 194–213 ; Sections syndicales Hotchkiss, GIM.

il demandait aussi des hausses de salaire et protestait contre les « violation des conventions collectives », « licenciements de personnel » et « non paiement des congés ».

Après 1936, les travailleurs répondirent généralement sans grand enthousiasme aux autres mobilisations politiques. Malgré le fort soutien du Syndicat des métaux, la manifestation du 24 juin 1937 contre le Sénat – qui avait bloqué les initiatives financières de Blum et contribué à la chute de son premier gouvernement – entraîna une mobilisation relativement faible[31]. Pourtant, à l'occasion, de nombreux travailleurs se mobilisèrent pour des raisons politiques. Après tout, la coalition de Front populaire avait été lancée en 1934 par les grèves politiques et les manifestations massives du 12 février qui protestaient contre les émeutes de droite du 6 février. Une manifestation unitaire pour le 14 juillet 1935, les marches du 1er mai 1936 et 1937 et la commémoration en 1936 de la Commune attirèrent plusieurs centaines de milliers de participants à chaque fois. Des dizaines de milliers d'ouvriers parisiens furent aussi partie prenante d'une manifestation contre l'attaque fasciste contre Léon Blum en février 1936. En novembre 1936, des centaines de milliers descendirent dans la rue pour protester contre la presse de droite dont les calomnies avaient causé le suicide de Roger Salengro, le ministre socialiste de l'Intérieur.

La grève qui suivit le massacre de Clichy fut l'une des rares occasions durant le Front populaire où des quantités impressionnantes de travailleurs prirent part à un arrêt de travail essentiellement politique. Le soir du 16 mars 1937, 6 000 à 10 000 manifestants de gauche se rassemblèrent pour manifester contre une réunion du Parti social français de La Rocque, qui était la plus grande formation d'extrême-droite, avec la croissance la plus forte. La foule affronta la police qui avait été envoyée pour séparer les deux groupes belligérants. Les affrontements entrainèrent la mort de cinq ou six antifascistes et blessèrent environ 200 personnes. Les morts et les blessés suscitèrent « une profonde émotion dans les cercles ouvriers »[32]. Le matin du jeudi 18 mars, un très grand nombre d'ouvriers parisiens répondirent à l'appel à la grève de la CGT. La protestation contre le mouvement fasciste de La Rocque et contre les tirs policiers devint la plus importante grève politique du Front populaire[33].

31. Voir le dossier sur cette manifestation dans APP 1867. Pour une vue d'ensemble, voir Julian Jackson, *The Popular Front in France: Defending Democracy, 1934–1938* (Cambridge, 1988), p. 115.
32. Incidents de Clichy et de leurs conséquences, 19 mars 1937, APP 1865.
33. Télégrammes dans APP 1866, dossier, Grève générale du 18–3–37 ; Historique de l'affaire Clarisse, AN, 91AQ16 ; Rapport des sections

Le caractère politique de la grève générale du 30 novembre 1938 fut moins important que sa défense de la semaine de 40 heures, mais elle échoua néanmoins radicalement. Les patrons étaient bien préparés et ils mirent en garde leur personnel : les grévistes perdraient leur ancienneté et leurs congés payés[34]. Quelques industriels déclarèrent qu'être en grève constituerait une violation claire du contrat et que ceux qui ne viendraient pas travailler seraient licenciés ou réembauchés sur une base individuelle après examen de leur dossier. Le gouvernement agit aussi avec force et habileté pour mettre fin aux grèves dans les services publics indispensables. Dans les transports parisiens, le débrayage fut un échec[35]. La grève fut suivie uniquement par quelques travailleurs de la poste et des chemins de fer. Des troupes étaient stationnées dans les stations de métro et de bus et dans les gares pour assurer le trafic, et les patrons affirmèrent que là où un « service d'ordre » (force de police) protégeait le droit au travail, la participation à la grève générale fut minime[36]. René Belin rapporta que Daladier avait efficacement empêché un débrayage dans les services publics en menaçant les grévistes potentiels de la cour martiale[37]. *L'Humanité* disait que l'État avait créé « une atmosphère de terreur » en mettant des soldats dans les centres de transport public. Les syndicalistes révolutionnaires se firent accusateurs, affirmant que « la fascisation de l'État français continue rapidement. »[38] Même le modéré Léon Jouhaux concluait : « Daladier… veut montrer qu'il peut avoir la même attitude envers la classe ouvrière que Hitler. »[39]

Fasciste ou pas, le gouvernement Daladier anticipa sur les pratiques actuelles par une fine manipulation de la radio d'État qui faisait de l'intimidation sur les grévistes actifs ou potentiels. Au même titre que d'autres fonctionnaires, les employés de la radio furent réquisitionnés. Les bulletins d'information, que trustait la radio depuis que les journaux avaient cessé de paraître, avec la grève, encourageaient ou-

---

syndicales, AN, 91AQ16 (?); *Le Jour, Le Journal,* et *Action française,* 19 mars 1937 ; lettre au *Populaire,* 26 décembre 1938, AN, 91AQ16 ; Contre-manifestation, 15 mars 1937, APP 1865.

34. *Usine,* 8 décembre 1938 ; SNCASO, 25 novembre 1938, SNA.
35. Grève générale 30–11–38, 3 décembre 1938, AN, F^{60}640. Ce document prétend que seulement 191 sur les 10 842 travailleurs du réseau de transport public parisien obéirent à l'ordre de grève ; le chiffre paraît trop bas.
36. Grève du 30 novembre 1938, AN, 39AS804.
37. *Le Travailleur des transports,* décembre 1938 ; *Syndicats,* 7 décembre 1938.
38. *L'Humanité,* 1er décembre 1938 ; R. Louzon, « De l'État démocratique à l'État autoritaire, » *La Révolution prolétarienne,* 10 décembre 1938.
39. Jouhaux cité dans Bourdé, *La Défaite,* p. 161.

vertement les briseurs de grèves[40]. Un responsable syndical ferroviaire admit que le « bombardement des ondes était sans aucun doute efficace ». D'autres dirigeants syndicaux concluaient en disant que l'utilisation qu'avait faite le gouvernement de la radio avait aidé les patrons et troublé les ouvriers[41]. La coercition de la police et de l'armée venait s'ajouter à une utilisation intelligente des moyens de communication pour casser la grève générale du 30 novembre. Pendant le Front populaire, la radio devint un moyen de propagande en faveur non seulement de la consommation, mais aussi de la production.

Les branches de l'industrie avancées que nous avons examinées participèrent au mouvement de défense de la semaine de 40 heures et d'opposition au plan de Reynaud. En banlieue, où se trouvaient les plus importantes entreprises d'aviation et d'automobile, le pourcentage de grévistes fut relativement élevé. Les chiffres varient grandement selon les sources : la Fédération des métaux déclara que 80 % des ouvriers participèrent à la grève, alors que le gouvernement et les patrons donnaient une estimation de 25 %[42]. Un document issu des archives Renault montre que 30 à 40 % des ouvriers et 2 à 3 % des employés de bureau de la région parisienne participèrent à la grève ; il montre aussi qu'à Citroën 35 % des ouvriers étaient absents et 70 % chez SIMCA[43]. Dans les entreprises aéronautiques privées d'Issy-les-Moulineaux, plus de 33 % des ouvriers participèrent à la grève générale[44]. Dans l'aviation nationalisée, la grève était quasiment totale aux usines de la SNCASO de Villacoublay, Suresnes et Courbevoie, et le débrayage continua dans ces usines jusqu'au 9 décembre ; à ce moment, la direction rapporta que seuls 20 à 50 % du personnel travaillait[45]. Le président de l'entreprise était particulièrement désappointé par les travailleurs de l'usine de Courbevoie, sous influence CGT, qui, disait-il, étaient revenus sur leurs promesses. Les grévistes de l'aviation menaçaient le personnel non gréviste et refusaient de respecter leur « liberté du travail ». Des

40. André-Jean Tudesq, « L'utilisation gouvernementale de la radio » dans *Edouard Daladier : chef du gouvernement*, éd. René Rémond et Janine Bourdin (Paris, 1977), p. 256–63.
41. *Syndicats,* 21 décembre 1938 ; *La Vie ouvrière,* 8 décembre 1938 ; *Le Travailleur du papier-carton,* décembre 1938.
42. Voir Bourdé, *La Défaite,* p. 204–5. Nationalement, la participation était de 72,48 % dans la métallurgie et 80 % dans la construction (Kergoat, *France,* p. 286).
43. Renseignements obtenus, 30 novembre 1938, AN, 91AQ16.
44. Note sur la grève partielle, 7 décembre 1938, AN, 91AQ115. Un autre rapport affirmait qu'à Renault-Aviation et à Salmson, le travail continuait normalement le 30 novembre (Note, 23 janvier 1939, SHAA Z12947).
45. La suite est basée sur SNCASO, 9 décembre 1938, SNA.

bus qui transportaient des travailleurs vers l'usine de Villacoublay furent sabotés et plus de 50 % du personnel de l'aviation aurait participé aux grèves.

Une répression efficace, bien que controversée, fit suite à l'échec de la grève générale. Les ouvriers qui avaient causé des problèmes de production pendant le Front populaire furent renvoyés. L'historiographie de gauche considère généralement cette répression d'après novembre comme une revanche patronale presque irrationnelle[46]. Elle présente les ouvriers licenciés comme d'innocentes victimes passives qui ne voulaient qu'exercer leurs droits syndicaux garantis par la loi. Pourtant, étant donné la lutte des travailleurs contre le travail et la discipline de l'usine, la répression des patrons semble tout à fait rationnelle. Environ 800 000 travailleurs furent mis à la porte ou renvoyés après l'échec de la grève du 30 novembre. D'après la direction, « seuls » 34 des 140 délégués Citroën furent virés[47]. Chez Renault, la direction renvoya les « meneurs » qui avaient limité la production dans les ateliers ; après que ces ouvriers eurent été licenciés, la productivité bondit de 10 à 25 % dans de nombreux ateliers[48]. Malgré une réduction générale du personnel de 34 000 à 32 000, la production ne baissa pas[49]. Le 1er décembre 1938, Louis Renault notait que pendant le Front populaire le pouvoir de la classe ouvrière avait empêché le licenciement de plusieurs milliers d'ouvriers, dont beaucoup avaient été embauchés à l'automne et l'hiver 1936. Souvent, ces travailleurs nouvellement embauchés étaient des producteurs peu qualifiés, inadéquats, qui étaient « insuffisamment adaptés » à l'usine. Pourtant Renault n'avait pas été pas en mesure de les licencier parce qu'il craignait des grèves de représailles et d'autres actions. Les grèves ratées de novembre lui fournirent l'opportunité d'expurger ses registres de paye, de renforcer la discipline et d'accroître la productivité. Dans les ateliers d'assemblage de la carrosserie, 54 ouvriers sur environ 700 furent licenciés, mais la production se maintint[50]. Dans l'atelier bois, la force de travail fut ramenée de 71 à 58, et pourtant la production ne chuta pas. Dans ces ateliers et dans d'autre, chez Renault, les salaires augmentèrent de fait puisque les ouvriers ne pouvaient plus ou n'étaient plus contraints de

46. Cf. Bourdé, *La Défaite,* p. 223–28 ; cf. aussi Richard F. Kuisel, *Capitalism and the State in Modern France* (New York, 1981), p. 125.
47. *Usine,* 8 décembre 1938.
48. Exemples d'augmentation du rendement, AN, 91AQ116. Depretto et Schweitzer (*Communisme,* p. 268) affirment que 843 responsables syndicalistes furent licenciés chez Renault.
49. Patrick Fridenson, *Histoire des usines Renault* (Paris, 1972), p. 270–72.
50. Exemples d'augmentation du rendement, AN, 91AQ116.

limiter leur production à la pièce[51]. Pendant le Front populaire, les travailleurs chez Renault avaient souvent sacrifié une paye élevée à une cadence de travail moins intense. Fin 1938, la discipline de l'usine fut renforcée par le rétablissement des tourniquets et des inspections afin d'empêcher les vols, qui avaient augmenté depuis le printemps 1936. En sus, les ouvriers n'avaient plus la possibilité d'exercer leur « droit » de quitter l'usine pour un casse-croûte[52].

Pour autant, la réplique patronale ne fut pas complètement sans retenue. Lorsque M. G. Claude de l'Action Française plaida pour un retour aux 48 heures avec des salaires basés sur les 40 heures, *Usine* fit remarquer que, étant donné la lutte des ouvriers pour la semaine de 40 heures, la proposition de Claude était irréaliste[53]. La direction de Caudron calcula que 65 % de ses ouvriers avaient participé à la grève sauvage du 24 novembre, mais établit que beaucoup seraient réembauchés et le 12 décembre 1938, « le travail reprit normalement »[54]. D'après un compte-rendu, le ministère de la Guerre licencia « définitivement » seulement 209 travailleurs sur 100 000, et ceux qui furent renvoyés – dont beaucoup avaient travaillé dans l'aviation – furent rapidement réemployés par le privé[55]. Début janvier 1939, 10 000 ouvriers restaient sans emploi, mais un grand nombre fut réembauché dans les semaines suivantes alors qu'une reprise économique relançait la production industrielle, qui grimpa de 15 % entre novembre 1938 et juin 1939 alors que le chômage chutait de 416 000 en janvier 1939 à 343 000 en juin 1939[56].

Dans l'aéronautique nationalisée, les licenciements sélectifs éliminèrent ceux des ouvriers qui avaient coulé la production. Le 9 décembre

51. *Ibid.* ; Un horaire provisoire, AN, 91AQ15 : « Les usines de Renault étaient pratiquement fermées à partir de midi du 24 novembre au 16 décembre 1938. Pendant cette période, les commandes déjà passées ne pouvaient pas être remplies, et les travailleurs perdirent une bonne partie de leur salaire dont ils avaient réellement besoin, particulièrement à ce moment de l'année… Un grand nombre de nos travailleurs ont signé une pétition réclamant des heures supplémentaires. »
52. Réponse au rapport fourni à tous les groupements du Front populaire, 20 décembre 1938, AN, 91AQ116 ; *La Vie ouvrière,* 22 décembre 1938 et 9 février 1939.
53. *Usine,* 16 décembre 1938.
54. Note sur le débrayage du 24 novembre 1938, AN, 91AQ115.
55. Robert Jacomet, *L'Armement de la France (1936–1939)* (Paris, 1982), p. 271.
56. Bourdé, *La Défaite,* p. 230 ; Antoine Prost, « Le climat social, » dans *Edouard Daladier : Chef du gouvernement,* éd. René Rémond et Janine Bourdin (Paris, 1977), p. 109 ; Sauvy, éd., *Histoire économique,* 2:338 ; Delperrié de Bayac, *Histoire du Front populaire,* p. 513–15.

1938, le président de la SNCASO notait que tous seraient réembauchés « exceptés ceux qui ont commis des infractions au droit au travail, ou des erreurs sérieuses, ou ceux qui n'ont pas eu un rendement normal avant la grève ». D'après le directeur général de la même entreprise, moins de 10 % du personnel serait suspendu, mais même alors certains d'entre eux seraient réemployés dans les semaines suivantes. Un haut dirigeant de la SNCAN déclara que les salariés qui n'avaient pas enfreint le droit au travail seraient rappelés dès que possible[57]. Le président de la SNCAN approuvait pleinement la position du responsable, qu'il explicitait :

> Un examen de tous les cas importants doit être entrepris d'une façon extrêmement sérieuse, dans le but d'éviter la moindre injustice. Pour le personnel à qui on peut reprocher des erreurs sérieuses, il sera constitué des dossiers individuels qui seront soumis à une commission composée de personnes qui sont indépendantes de l'entreprise nationalisée et qui prendront la décision finale.

Le 25 janvier 1939, le responsable de la SNCAN désirait « faire des gestes humanitaires aussi vite que possible », et dit au conseil d'administration qu'il avait « étudié pour certains cas la possibilité de réembauche dans une usine différente que celle où la personne concernée travaillait avant le 30 novembre. D'ores et déjà, plusieurs postes ont été proposés et acceptés sous ces conditions. »[58]

Outre ces licenciements sélectifs, la direction liait dorénavant plus étroitement les salaires à la production en augmentant le poids des primes monétaires. Le 9 décembre 1938, le président de la SNCASO établissait que « la réduction du salaire de base doit être compensée par des bonus ou des primes à la production. »[59] De plus, les patrons réduisirent probablement le contrôle de la CGT sur l'embauche du nouveau personnel. La politique d'après-grève des directions de l'aéronautique fut pour le moins en partie efficace, puisque le nombre mensuel d'avions doubla en quelques mois après les troubles de novembre 1938 : « Depuis la fin 1938… la production a augmenté considérablement… L'effort d'équipement de l'industrie, l'augmentation du nombre de fournisseurs, l'allongement de la semaine de travail… portèrent leurs fruits. »[60]

Ainsi, la croissance rapide de la production ne provenait pas entièrement de la fin de la semaine de 40 heures, puisque la production

57. SNCASO, 9 décembre 1938, SNA.
58. SNCAN, 25 janvier 1939, SNA.
59. SNCASO, 9 décembre 1938, SNA.
60. Jacomet, *L'Armement,* p. 287.

aéronautique dépendait de la planification à long terme et de l'investissement en capital à grande échelle. Paradoxalement, alors que les gouvernements de Front populaire réarmaient et rationalisaient l'industrie de défense, les pressions se faisaient plus fortes pour mettre fin à la semaine de 40 heures, ce qui était, bien entendu, un des acquis majeurs de la période Blum. En 1938, alors que les machines pour la production de masse étaient installées, les industriels firent intensément pression pour allonger la semaine de travail[61]. Reynaud et Daladier répondirent positivement et un mois après l'échec de la grève de novembre, la semaine des constructeurs automobiles était officiellement de six jours de huit heures. Fin 1938, la productivité augmenta de 6,4 %. En février 1939, les travailleurs de toutes les entreprises nationalisées travaillaient au moins 44 heures, et Gnôme et Rhône employait trois équipes, qui faisaient chacune 48 heures. Si la fin de la semaine de 40 heures ne fut pas seule responsable des gains de production et de productivité, le climat, après novembre, d'horaires allongés, de discipline plus stricte et de débâcle syndicale contribua sans nul doute aux hausses de rendement.

Une fois qu'un climat de discipline au travail fut réinstauré, la grande majorité des ouvriers licenciés, dont les qualifications étaient fréquemment requises, furent réintégrés au sein de la main-d'œuvre. Les entreprises privées semblent toutefois avoir été plus punitives que le secteur nationalisé ou les tribunaux d'arbitrage. Les capitalistes saluèrent le « retour du bon sens, du calme et de la seule doctrine saine – le travail ».[62] Il faut noter que les contremaîtres et les agents de maîtrise grévistes, qui formaient une petite minorité de cette couche, ne furent pas rapidement réembauchés, sauf exception. Dans l'aéronautique nationalisée, sur les 835 travailleurs renvoyés environ qui restaient sans emploi au printemps 1939, seuls 7 étaient des contremaîtres et 25 des techniciens ou des ingénieurs. Les directions de l'aéronautique pensaient qu'il n'était pas possible de rouvrir les usines sans une force de police suffisamment forte. En décembre 1938, les contremaîtres et les superviseurs de Renault écrivirent au quotidien socialiste *Le Populaire*, en protestation de son article du 23 décembre, qui affirmait que la demande de licenciements des meneurs était l'œuvre d'une « minorité de mécontents ». Les contremaîtres soutenaient que les renvois étaient

61. Emmanuel Chadeau, *L'Industrie aéronautique en France, 1900–1950* (Paris, 1987), p. 313–22 ; Robert Frankenstein, *Le Prix du réarmement français, 1935–1939* (Paris, 1982), p. 237–38.

62. SNCASO, 25 janvier 1939, SNA. Pour l'aviation nationalisée, voir la Liste nominative du personnel des établissements de l'armée de l'air exclu définitivement à la suite de la grève du 30 novembre 1938, AN, F^{60}640.

approuvés par la plupart de leurs collègues ; leur pétition contre les meneurs avait recueilli 2 500 signatures de la part du personnel d'encadrement. Les contremaîtres affirmaient être satisfaits de la « restauration de l'ordre » qui fit suite aux grèves de novembre[63].

En ce qui concerne les tendances politiques fascisantes des patrons et de leurs subordonnés immédiats, ces élans idéologiques s'amplifièrent pendant le Front populaire, au moins en partie comme réplique au défi de l'autorité par les ouvriers, leur refus de travailler avec zèle et l'incapacité du gouvernement de rétablir l'ordre dans les usines ou sur les chantiers. Le Parti social français, d'extrême-droite, faisait du contrôle de l'embauche par la CGT une de ses thématiques centrales pendant la campagne électorale du début 1937[64]. Chez Renault, une grande partie des contremaîtres et des agents de maîtrise gravitaient autour des syndicats de droite. Parmi les collaborateurs, une catégorie comprenant non seulement les contremaîtres mais aussi les commerciaux et le personnel administratif, la CGT perdait du terrain. En décembre 1936, aux élections des délégués, la Confédération obtenait 64,2 % (3 248 votes), alors que les autres syndicats faisaient un score de 35,8 % (1 812 votes)[65]. Deux ans plus tard, en novembre 1938, les suffrages CGT avaient chuté à 45 % du total, alors que ceux des autres syndicats étaient passés à 55 %. Le soutien aux syndicats professionnels de droite était plus important parmi les contremaîtres et le personnel d'encadrement que parmi les autres collaborateurs. En novembre 1938, toutes les sections des agents de maîtrise élurent des représentants non CGT. Les superviseurs et les contremaîtres choisirent dix délégués de la SACIAT, une organisation autoritaire et anticommuniste qui s'était lamentée de la perte d'autorité des cadres tout au long du Front populaire. Tout en niant fermement être du côté des patrons, la SACIAT affirmait qu'elle défendait « le seul moyen par lequel nous pouvons assurer notre avenir : notre travail ».

Les appels à la restauration de l'ordre et de la discipline sur le lieu de travail étaient le dénominateur commun pour les nombreuses factions de la droite[66]. Le PSF plaidait pour sauvegarder « le droit au

63. Lettre, 26 décembre 1938, AN, 91AQ16.
64. Voir les différents rapports de février 1937 in AN, F^{7}12966.
65. *Bulletin du Syndicat professionnel et amicale des agents de maîtrise, techniciens, et employés des usines Renault,* février 1937 ; *SACIAT* (Syndicat et amicale des chefs de service, ingénieurs, agents de maîtrise et techniciens des industries métallurgiques, mécaniques et connexes), novembre–décembre 1938. Sur SACIAT voir *L'Indépendance syndicale,* août–septembre 1937.
66. Philippe Machefer, *Ligues et Fascismes en France, 1919–1939* (Paris, 1974),

travail ». Le magnat de l'électricité, Ernest Mercier, un promoteur du Redressement français, condamnait « le désordre » ; la Ligue des patriotes demandait de la discipline ; les Bonapartistes voulaient « une autorité centrale très ferme » ; Francisme voulait un dirigeant qui dirige et des suiveurs qui fassent ce qu'on leur dise de faire. Bertrand de Jouvenel, un intellectuel du Parti populaire français de Jacques Doriot, que certains historiens ont qualifié de fasciste, admirait le Troisième Reich pour avoir entrepris « la tâche gigantesque de réconcilier l'homme et son travail ». Pourtant l'extrême-droite n'avait nullement le monopole des appels à l'ordre et à la discipline. Quelques partisans de la première heure du Front populaire, tels les néo-socialistes et les Frontistes, déploraient aussi le manque d'autorité gouvernementale. Comme nous l'avons vu, en novembre 1938, les républicains de la tradition clémenciste, emmenés par Paul Reynaud, rétablirent un climat d'ordre qui conduisit à la remise au pas de la production dans certains secteurs économiques.

Il ne faut pourtant pas en déduire que toutes les branches industrielles connurent une hausse de productivité après l'échec de la grève générale et la répression qui s'ensuivit. Comme à Barcelone, on ne peut pas complètement assimiler les périodisations politiques et industrielles ; un rendement plus élevé dans un certain nombre d'entreprises ne dépendait pas uniquement de l'issue de la confrontation à l'échelle nationale entre le gouvernement et la CGT, le 30 novembre 1938. Par exemple, la productivité augmenta fortement dans les entreprises privées de bus et de transports parisiens après la grève et l'occupation de 44 jours des chauffeurs, fin 1937–début 1938[67]. En outre, l'arbitrage Jacomet du printemps 1938 eut un effet de resserrement sur la discipline dans certaines entreprises aéronautiques.

Bien avant novembre 1938, Jules Verger, un patron de combat, adopta ce qu'il prétendait être une stratégie efficace contre les militants CGT. Verger était le président d'une organisation patronale, la Chambre syndicale de l'entreprise électrique de Paris ; parmi ses 700 membres, seule une poignée employait plus de 100 travailleurs[68]. Il remplaça environ 130 ouvriers qui avaient fait grève en octobre 1936

p. 91–104 ; Philippe Burrin, *La Dérive fasciste : Doriot, Déat, Bergery, 1933–1945* (Paris, 1986), p. 219–93.

67. Société anonyme des transports, assemblée générale du 12 juin 1939, AN, 91AQ52.

68. Agitation, 4 novembre 1936, APP 1870 ; Discours prononcé par M. Jules Verger, 11 août 1937, AN, 39AS843 ; lettre de Verger, président de la chambre syndicale de l'entreprise électrique de Paris, 12 août 1937, AN, 39AS843.

par du nouveau personnel qui était « très content de travailler après une dure période de chômage ». Ses fidèles ouvriers étaient chefs de famille, déterminés à « ne pas se laisser voler leurs emplois, parce que, par dessus tout, ils devaient subvenir aux besoins de leur famille. » L'entrepreneur désirait créer une atmosphère familiale dans sa firme.

Durant la grève des électriciens, la violence physique et verbale était presque constante. Au début novembre, environ 2 200 ouvriers des 3 500 du Syndicat des monteurs-électriciens firent grève en solidarité avec les 130 que Verger avait licencié en octobre[69]. Le propre personnel de Verger, qui était alors au nombre de 166, continua à travailler et, avec d'autres jaunes, devint la cible des grévistes. Verger « demanda à son personnel de répondre à la violence par la violence ». La police fit l'hypothèse exacte que les affrontements se multiplieraient. Les grévistes étaient déterminés à empêcher les jaunes et les membres du syndicat professionnel de travailler et ils mirent un point d'honneur à mettre un coup d'arrêt à l'entreprise de Verger[70]. Le 13 novembre, la police arrêta 4 grévistes pour obstruction au droit au travail. Le jour suivant, la police intervint lorsque 15 grévistes tentèrent d'arrêter le travail de 20 non grévistes. À une réunion, un certain Thomas, probablement un membre du syndicat CGT des électriciens, proclama que la force était la seule façon de faire entendre raison aux jaunes. Le syndicat déplorait que la police soit présente à chaque fois que les grévistes se montraient et accusait le gouvernement d'être aussi réactionnaire et aussi répressif que les sociaux-démocrates allemands l'avaient été.

Les grévistes usaient de vieux tours et de nouvelles tactiques pour parvenir à leurs fins. Leur réseau de renseignements semble avoir bien fonctionné et ils utilisèrent des moyens de transport rapides – voitures, camions et vélos – pour surgir sur les chantiers où les non grévistes étaient actifs. Lors d'un incident, quelques 100 grévistes arrivèrent en voiture, surprenant 30 des hommes de Verger, en blessant 3, et disparurent avant l'arrivée de la police. Les grévistes attaquaient en général seulement lorsqu'ils surpassaient largement leurs adversaires en nombre, comme au Jardin des Plantes où 100 grévistes forcèrent 12 électriciens à quitter leurs postes. À Malakoff, 12 grévistes, qui étaient arrivés sur des vélos, se battirent avec 4 ouvriers. De plus, comme au XIXe siècle, les outils des jaunes pouvaient être égarés, les matières premières confisquées et le travail saboté.

69. Grève générale possible des monteurs-électriciens, 10 novembre 1936, APP 1870 ; 12 novembre 1936, APP 1870 ; Grève de monteurs-électriciens, 19 novembre 1936, APP 1870.

70. Ce qui suit est basé sur des télégrammes de novembre 1936 dans APP 1870

À plusieurs reprises, les grévistes enlevèrent un ou deux briseurs de grèves et les interrogèrent dans un local syndical pendant plusieurs heures. Quand les militants lui demandèrent pourquoi il brisait la grève, un ouvrier répondit qu'il était le père de cinq enfants et qu'il devait travailler pour les nourrir. La moyenne d'âge des grévistes qui furent arrêtés par la police était de 22,9 ans, alors que l'âge moyen des non grévistes était de 29,3 ; ces derniers avaient probablement plus de personnes à charge que les premiers. Bien qu'exagérée, la rhétorique de Verger sur la famille reflétait effectivement un des aspects du conflit. Au cours d'autres grèves, des industriels affirmèrent qu'un parent est moins enclin à arrêter de travailler qu'un célibataire ou un ouvrier plus jeune[71].

Lors de la deuxième semaine de décembre, les contraintes familiales ont pu contribuer à ralentir la dynamique de la grève. En outre, le ministre de l'Intérieur, le socialiste Marx Dormoy, était apparemment déterminé à protéger le droit au travail, même au risque de s'aliéner la CGT :

> Étant donné les incidents causés par les électriciens en grève qui empêchent les non grévistes de travailler et qui les enlèvent : le ministère leur demande d'arrêter et souhaite que nous placions des policiers autour de chaque chantier afin que le droit au travail soit protégé.
>
> Le directeur de la police municipale a été informé.[72]

Comme en Espagne, en France, pendant la première moitié du XXe siècle, un État puissant, prêt à mettre en œuvre ses forces pour garantir l'ordre social, peut avoir été une condition préalable à la discipline du travail dans certaines branches de l'industrie.

Contrairement à son pendant espagnol, le Front populaire français a été le berceau du week-end et du tourisme de masse, non de la révolution. L'alternative soviétique ou anarchosyndicaliste du contrôle et du développement des moyens de production par les ouvriers perdait de plus en plus son intérêt pour les activistes de la classe ouvrière française. Le noyau des militants syndicaux et de gauche, qui avait été la force centrale derrière les collectivisations à Barcelone, joua un rôle complètement différent à Paris. Les communistes et les socialistes en France n'invoquaient plus les soviets ou un contrôle ouvrier révolutionnaire, et les militants anarchosyndicalistes et trotskistes résiduels furent largement ignorés. En France, l'exigence d'une révolution fut supplantée par une guérilla contre le travail.

71. Suggestions des adhérents, 14 avril 1938, GIM.
72. Préfecture de police, cabinet du préfet, 3 décembre 1936, APP 1870. Sur cette note écrite à la main la date est partiellement illisible.

Les voies différentes de la France et de l'Espagne influencèrent les actions et les désirs des militants des organisations ouvrières à Paris et à Barcelone. Plus que son homologue espagnol, la bourgeoisie française développa les moyens de production, créa une solide base agricole et paracheva l'unité et l'indépendance nationales. De plus, au XXe siècle, l'État s'était séparé d'avec l'Église et avait remplacé les valeurs de tradition et de religion par celles de la science et de la technologie. En bref, contrairement à l'espagnole, la bourgeoisie française avait atteint nombre des conditions nécessaires d'un ordre économique moderne.

Les syndicats et partis de gauche français furent directement influencés par le dynamisme de leur bourgeoisie. Puisque les problèmes de séparation de l'Église et de l'État, des compétences relevant des pouvoirs militaire et civil et de régionalisme avaient étaient largement résolus en France dans les années 30, les conflits sur ces questions avaient moins d'importance pour les organisations ouvrières françaises que pour leurs homologues espagnols. Le ressentiment compréhensible et la violence que les ouvriers et les militants espagnols manifestèrent envers une bourgeoisie en grande partie catholique – qui avait, au propre comme au figuré, abandonné ses usines – était moins évident à Paris. Les patrons et les industriels parisiens ne furent pas forcés de fuir pour sauver leur peau. Le consensus politique français était large et permettait même un partage du pouvoir avec les organisations ouvrières et de gauche principales, dans le corps législatif et dans de nombreuses institutions locales, au cours de l'entre-deux-guerres. Ainsi, au lieu de mettre hors la loi et de réprimer les plus importants groupes ouvriers, la société française était assez forte pour intégrer les organisations de travailleurs, dans une mesure telle que la révolution devint plus un effet de rhétorique qu'une possibilité réelle. Les municipalités socialistes et communistes favorisèrent la construction et la modernisation des infrastructures nécessaires à la production. Les syndicalistes français cessèrent progressivement de mettre l'accent sur le contrôle ouvrier des forces productives et poussèrent à une plus forte consommation. Par conséquent, en 1936, la France ne recelait déjà plus ce noyau de syndicalistes révolutionnaires qui, en Espagne, prirent le contrôle des moyens de production et les développèrent. Au contraire, à Paris les militants syndicaux favorisaient souvent ou donnaient suite aux désirs de la base qui voulait éviter les contraintes de l'espace et du temps de travail. Si le système politique et social français plus développé limitait l'option révolutionnaire, il réduisait de même les opportunités d'un coup d'État fasciste ou réactionnaire[73].

73. Cf. Robert Paxton, *Vichy France* (New York, 1982), qui fait référence à

Malgré tous les problèmes de production et l'agitation sociale, les complots d'extrême-droite échouèrent lamentablement pendant le Front populaire français, au contraire total de la situation espagnole[74]. Le corps des officiers français maintint à contrecœur sa loyauté à la république et les républicains sincères se montrèrent capables de briser les principales grèves et de circonvenir les refus de travail.

Bien que la résistance au travail ait accompagné tous les stades de l'industrialisation, la nature des forces productives avancées, que la bourgeoisie française avait continuellement développées depuis la seconde moitié du XIXe siècle, envenimait les luttes contre le travail industriel. Les ouvriers voulaient échapper à des environnements tels que ceux dépeints par *À nous la liberté* et *Les Temps modernes*. Leurs révoltes prirent la forme d'une indifférence, de coulages, d'indiscipline, de retards, d'absentéisme, de vol et même de sabotage et de violence caractérisée. Après la victoire électorale du Front populaire, les salariés parisiens profitèrent de l'accalmie dans la répression de l'État et de la police pour occuper les usines et, ensuite, pour intensifier grandement leurs luttes contre le travail. Fin 1938, un gouvernement fort, désireux de mettre en œuvre les forces à sa disposition, était nécessaire à la restauration de la discipline au travail et à l'accroissement de la production. De la sorte, les changements politiques influencèrent profondément les performances économiques tout comme les rapports sociaux.

Le passage en revue des luttes des ouvriers parisiens pendant le Front populaire remet en questions les allégations de certains historiens, disant que la classe ouvrière française du XXe siècle avait « accepté le système industriel » et qu'elle s'était adaptée à l'usine[75]. Le procès

« la guerre civile naissante » (p. 49), à « la guerre civile française latente » (p. 245), et au « climat de guerre civile » (p. 246) qui aurait supposément existé pendant le Front populaire.

74. Voir Delperrié de Bayac, *Histoire du Front populaire,* p. 407–9, pour une description de l'échec des complots de la Cagoule ; Martin S. Alexander, "Hommes prêts à tout accepter : The French Officer Corps and the Acceptance of Leftist Government, 1935–1937 » (Communication présentée à la Conférence des fronts populaires, Université de Southampton, avril 1986).

75. Voir Peter N. Stearns, *Revolutionary Syndicalism and French Labor: A Cause without Rebels* (New Brunswick, N.J., 1971) p. 106 ; Stearns, *Lives of Labor: Work in a Maturing Industrial Society* (New York, 1925) ; voir aussi Edward Shorter et Charles Tilly, *Strikes in France, 1830–1968* (Londres, 1974), p. 67–75. Beaucoup d'autres auteurs – comme Claude Fohlen (*La France de l'entre-deux-guerres [1917–1939],* [Tournai, 1972], p. 157) – ont écrit que la semaine de 40 heures était un symbole pour les travailleurs.

d'adaptation au système industriel est, bien entendu, extrêmement complexe. La classe ouvrière française s'y était adaptée dans la mesure où elle n'a pas détruit les usines pendant ses occupations et qu'elle travaillait pour acquérir nombre des biens et des services produits par la société industrielle. Le sabotage et la destruction de la propriété ont pourtant existé pendant et après les occupations. La violence n'était pas rare fin 1936 et tout au long des années 1937 et 1938. Bien que le nombre d'adhérents à la CGT ait grimpé d'environ 800 000 en 1935 à presque 4 000 000 en 1937 – un signe de l'adaptation au système de l'usine – la base ignorait ou désobéissait souvent au syndicat. Comme nous l'avons vu, il existait souvent une apathie envers les dirigeants et les directives des syndicats durant le Front populaire. Comme en Espagne, l'adhésion au syndicat signifiait rarement une implication idéologique, mais était plutôt « une expression d'un nouveau conformisme »[76]. Pour beaucoup de travailleurs français, s'affilier au syndicat était une façon de réaliser leurs espoirs de travailler moins et de consommer plus.

En résumé, la coercition devait venir en complément de l'adaptation afin de faire travailler les ouvriers. Par moments, pendant le Front populaire et particulièrement fin 1938, les patrons et l'État se rendirent compte que l'adaptation était insuffisante et ils employèrent la force – police, armée, licenciement, procédures légales et procès – pour faire travailler plus dur et produire davantage les ouvriers. Le week-end disparut, mais seulement pour un temps. Bien qu'il soit devenu incontournable dans la civilisation occidentale contemporaine et apparaisse dans le cinéma de Jean-Luc Godard, comme l'usine le faisait dans les films de René Clair et Chaplin dans les années 30, l'enfantement dans la douleur du week-end et son enfance sauvage furent les conséquences du manque d'adaptation des travailleurs au système de l'usine.

Les communistes, les socialistes et la CGT tentèrent de contrôler les luttes contre le travail en organisant le week-end et les congés payés, et aussi en luttant pour la semaine de 40 heures. Ces syndicats et ces partis affirmaient qu'une semaine de travail plus courte permettrait de résoudre le problème du chômage en mettant les chômeurs au travail. Sur le plan national, la semaine de 40 heures ne parvint que de façon marginale à éliminer le chômage. En fait, il commença à baisser fortement après l'échec de la grève générale du 30 novembre 1938, lorsque la semaine de 40 heures fut supprimée, les dépenses d'armements augmentèrent et l'investissement privé encouragé. Il est difficile de déter-

76. Michel Collinet, *L'Ouvrier français, esprit du syndicalisme* (Paris, 1951), p. 118.

miner quel facteur fut le plus stimulant pour l'économie, mais il est pourtant clair que la semaine de 40 heures ne prenait pas en compte la situation démographique particulière de la France, dans laquelle le manque de travailleurs qualifiés entravait la production.

Si elle ne parvint que marginalement à accroître l'emploi au niveau national, la semaine de 40 heures contraignit les patrons de la région parisienne, dans de nombreuses branches, à embaucher plus d'ouvriers. Mais cette plus grande force de travail ne débouchait pas sur une production accrue, ce que le Front populaire supposait conduire à l'augmentation du pouvoir d'achat des travailleurs. En effet, l'emploi des chômeurs et les mesures correspondantes limitant le temps de travail conduisirent à des coûts plus élevés qui se répercutèrent sur les consommateurs par le biais de l'inflation et de taxes plus importantes. Les hausses de salaire qu'avaient remportées les travailleurs de la région parisienne, qui furent aussi pour partie responsables de la hausse des coûts, furent largement balayées par cette inflation. Des hausses de prix débouchaient sur des grèves pour des augmentations de paye et finalement sur des tensions sociales plus fortes.

La gauche tenta de masquer les problèmes de la semaine de 40 heures sous une idéologie de la productivité. Elle affirmait que les chômeurs voulaient seulement travailler et que les patrons sabotaient la production. Elle refusait d'admettre que de nombreux travailleurs, actifs et chômeurs, en l'espèce, se préoccupaient plus de s'assurer un revenu fixe que d'améliorer le rendement. Même lorsqu'à de rares occasions les dirigeants politiques et syndicaux étaient d'accord avec les accusations de l'opposition sur le fait que le manque de travail qualifié gênait le rendement ou que la production avait baissé, les invocations de ces mêmes dirigeants à plus de travail et à une amélioration de la production restaient lettre morte. La gauche refusait de reconnaître la résistance active des ouvriers à la discipline de l'usine et du salariat. Ses publications ignoraient la violence ouvrière envers les contremaîtres et les collègues qui refusaient de s'affilier au syndicat. La gauche s'employait à dresser le portrait de l'ouvrier sobre, travaillant dur, discipliné et désireux de se sacrifier pour le bien de la patrie et, évidemment, de la production. Nombre d'historiens de diverses obédiences politiques et orientations académiques ont souvent perpétué cette tradition et ont de la sorte méconnu les réalités sociales et les aspects essentiels de la vie de la classe ouvrière.

CONCLUSION

Un examen de ce que j'ai appelé l'utopie du lieu de travail apporte un éclairage sur la résistance au travail durant les fronts populaires. La tradition de l'utopie productiviste s'est développée durant les XVIIIe et XIXe siècles et, bien qu'elle conserve une certaine vigueur, a décliné au XXe. Étant donné les différences entre la France et l'Espagne, il est facile de comprendre pourquoi cette tradition est née en France, la patrie des Lumières, puis s'est propagée en Europe durant la Révolution et l'époque napoléonienne. En Espagne, les influences des Lumières et de la période révolutionnaire furent beaucoup moins importantes. Au XIXe siècle, Marx, Proudhon et Bakounine ont pris appui sur le socle des « Lumières » pour élaborer leurs propres utopies productivistes, qui formèrent la base idéologique des mouvements organisés de la classe ouvrière tant en France qu'en Espagne, quoique plus tardivement. Durant le XXe siècle, pour ce qui concerne les pays européens développés, l'utopie productiviste a été mise en question plus particulièrement en France en 1968. La persistance de cette tradition en Espagne au-delà des années 30 fait ressortir les différences de développement entre ces deux pays.

Les racines de l'utopie du lieu de travail gisent dans la conception du travail peu critique des Lumières. Les philosophes ont associé travail et progrès ; la civilisation signifiant l'effort et non l'oisiveté. Les illustrations de l'Encyclopédie, à l'instar de l'art réaliste socialiste espagnol, idéalisaient les forces productives et ceux qui les mettaient en mouvement. La réalité des ateliers était, bien entendu, bien plus complexe que les images ou même l'idéologie pouvaient le suggérer. Les historiens ont établi que les ateliers du XVIIIe siècle ne représentaient aucun âge d'or du travail. Les conflits de classe, l'absentéisme, le turnover et l'alcoolisme étaient répandus. Afin que les ouvriers travaillent, la coercition exercée par les corporations et le pouvoir d'État étaient nécessaires.

L'abbé Sieyès dans son *Qu'est-ce que le Tiers État ?* poursuivait la glorification du travail et des producteurs. L'oisiveté caractérisant les nobles, devenus inutiles pour la nation. La nation signifiait en fait les classes utiles, concept intégrant quiconque travaillant, y compris même les intermédiaires et les ecclésiastiques. En attaquant l'oisiveté de la noblesse, le pamphlet de Sieyès servait des intérêts politiques immédiats et des buts polémiques mais, tout aussi important, reflétait le dynamisme

bourgeois français et son désir de créer une nouvelle nation plus dynamique, pouvant intégrer les étrangers industrieux. Sa vision soulignait alors, pour les classes moyennes de l'Europe, ce qu'il pouvait y avoir de séduisant dans le projet révolutionnaire et napoléonien. En Espagne, cependant, des secteurs de la population, souvent conduits par des religieux, fomentèrent une guérilla contre le modèle français. Comme nous l'avons déjà vu, dans la Péninsule ibérique, la révolution, bourgeoise ou libérale, demeura enlisée. À la place, au XIXe et durant la première moitié du XXe siècle, l'Espagne va fournir le modèle du *pronunciamento* à ses anciennes colonies comme à d'autres pays du Tiers Monde.

Marxistes et anarchosyndicalistes se sont appuyés sur l'héritage de la Révolution française et des Lumières. Ce n'est pas ici le lieu d'examiner en détail leurs positions à l'égard du travail. Il est suffisant d'indiquer que les deux courants tendirent à prendre, sur le travail, les positions des Lumières et de la Révolution poussées à l'extrême, définissant plus étroitement les producteurs comme travailleurs salariés et éliminant les bourgeois et les curés des classes utiles. Au lieu d'identifier seulement le travail et le progrès, la civilisation et la nation, marxistes et anarchosyndicalistes projetèrent de bâtir leurs utopies sur le lieu de travail avec la coopération enthousiaste des ouvriers. Les pages qui précèdent ont montré les difficultés, voire l'impossibilité, d'un tel projet. Néanmoins, divers courants de pensée marxistes et anarchosyndicalistes fournirent la base idéologique d'organisations de la classe ouvrière en France et en Espagne. Les historiens, mettant l'accent sur les différences entre ces rivaux idéologiques, ont souvent ignoré ce dogme partagé de l'utopie du lieu de travail.

Il est important de noter que ces idéologies furent fréquemment élaborées en France ou en référence aux conditions françaises. Au XIXe siècle, le développement social, économique et politique plus avancé de la France stimula la réflexion sur la place du prolétariat dans la société s'industrialisant. En parallèle des flux commerciaux, l'Espagne a souvent importé de France les idéologies modernes de la classe ouvrière. L'utopie du lieu de travail de Proudhon eut un impact important et sur les anarchistes et sur les républicains espagnols ; par l'entremise des socialistes français Paul Lafargue et Jules Guesde, le marxisme franchit les Pyrénées. Les mouvements révolutionnaires persistèrent en Espagne durant le premier tiers du XXe siècle, alors qu'ils perdaient de leur impact dans les pays d'où ils étaient issus.

Bien que les utopistes du lieu de travail aient en Espagne comme en France appelé les ouvriers à prendre le contrôle des forces productives pour construire une société libertaire ou socialiste, les contacts quotidiens avec les salariés mitigèrent l'engagement théorique de la gauche

dans le productivisme. Durant le XIXe siècle, et au XXe siècle lorsqu'elles ne participaient pas au pouvoir, les organisations ouvrières ont le plus souvent soutenu les revendications de réduction du temps de travail de leurs partisans. En fait, ces organisations auraient probablement perdu de leurs effectifs si elles avaient ignoré les demandes des travailleurs visant à limiter le travail. Pour autant, la défense de l'oisiveté pour elle-même n'est jamais devenue une plateforme publique pour la gauche. Dans les années 30, le loisir était fréquemment défendu dans des termes productivistes, en tant que reconstitution après le travail ou comme partage du travail avec les sans emplois. Les formes de résistance plus subversives – l'absentéisme, les maladies feintes et le sabotage – étaient officiellement ignorées, à l'exception de situations telles que la Révolution espagnole et, dans une moindre mesure, du Front populaire français, quand les partis et syndicats de gauche assumèrent des responsabilités quant à la fluidité du fonctionnement des forces productives et furent ainsi forcées de combattre les résistances. Jusque dans ces périodes, les plaintes des dirigeants des syndicats et des partis concernant la qualité et la quantité de travail fournies par la base ne furent jamais en mesure de contrebalancer le but ultime de contrôler et développer les forces productives.

Pour les historiens sociaux, cette absence d'articulation politique publique de la résistance au travail de la part des organisations de la classe ouvrière ne réduit pas sa signification. Plutôt que d'écarter ce qui est caché, ou d'en faire une question secondaire, les historiens doivent analyser les raisons de l'absence de positions claires sur le sabotage, l'absentéisme, les retards et les maladies feintes. Tout comme le vol, la consommation d'alcool ou de drogues, la résistance au travail éveille des peurs et possède une dimension subversive qui invite à la répression. Dans des sociétés telles que celles de Barcelone et Paris durant les fronts populaires, officiellement vouées au développement des forces productives, le refus du travail confine au crime. Les historiens ne peuvent tenir pour acquis que les discours officiels des partis et syndicats de gauche reflétaient fidèlement les actions et aspirations des travailleurs ; les organisations disposaient de leurs propres raisons pour ignorer et gommer les luttes contre le travail. Après tout, les syndicats dépendaient du lieu de travail pour leur existence organisationnelle, et les partis socialistes et communistes étaient partisans du contrôle des forces productives, pas de leur destruction. Leur rhétorique des potentialités du travail n'était pas complètement désintéressée. Ainsi, peut-être inévitablement, l'utopie du lieu de travail dominait la gauche.

Toutefois, même au XIXe siècle, des voies dissidentes se faisaient entendre. La plus fameuse étant *Le Droit à la paresse* de Paul Lafargue

(1880), qui comme il a déjà été dit, fut traduit dans plus de langues qu'aucun autre ouvrage socialiste à l'exception du *Manifeste communiste*. Le texte demeure, non sans humour, une vigoureuse défense de l'oisiveté, mais révèle une vision partielle, voire déformée de la classe ouvrière française du XIXe siècle. Son sous-titre original souvent omis, était « Une réfutation du "droit au travail" de 1848 ». Lafargue croyait que la revendication d'emploi mise en avant durant la révolution de 1848 représentait le souhait d'une classe ouvrière implicitement unitaire. Comme beaucoup de marxistes, il ne voyait pas que les revendications des partis et syndicats de la classe ouvrière, travestissaient souvent plus qu'elles ne révélaient. Lafargue a interprété littéralement la revendication de travail et brossé un tableau douteux des travailleurs salariés en conséquence. Selon le chef socialiste français, les travailleurs, pris d'une « étrange folie », aimaient le travail. Une classe ouvrière « naïve » et « résignée » se laissait inculquer les dogmes bourgeois de l'effort et de l'abstinence. Lafargue, comme de nombreux autres à sa suite, ont ignoré les luttes des ouvriers du XIXe siècle contre le travail, luttes que l'on pouvait observer jusque dans les fameux Ateliers nationaux de 1848. Il s'est trompé concernant ces ouvriers, dont la plupart n'auraient pas fait d'objection à sa vision d'une société où les machines accompliraient le dur labeur jusque-là assuré par des êtres humains. Son utopie cybernétique, dans laquelle le travail salarié serait aboli, ouvre une voie au-delà de l'utopie du lieu de travail.

Le mise en question du travail s'est poursuivie au long du XXe siècle. Durant les fronts populaires, les loisirs (pas l'oisiveté, ni la paresse) acquirent une certaine légitimité, spécialement en France, où de fait, un ministère des Loisirs (sans équivalent en Espagne) fut créé. Cependant, d'autres formes de résistance au travail restèrent cachées jusqu'après 1968. En France, particulièrement, cette année-là symbolisa le désir de changer la vie quotidienne d'une jeune génération et sa confrontation aux valeurs dominantes de l'Ouest. Dans ce contexte, un des slogans du Mai français – « Ne travaillez jamais » – n'est peut-être pas moins choquant mais il est plus clair. On peut relever que le la mise en question de l'utopie productiviste (qui a survécu à 1968 dans ses formes conseillistes ou démocratiques) se produisit d'abord dans un pays entré dans la société de consommation. La critique du travail émergea plus lentement dans une Espagne qui, en 1968, manifestait politiquement contre un régime autoritaire et commençait à peine à découvrir le consumérisme. C'est seulement après 1975 – dans le modèle espagnol de transition vers la démocratie et vers le consumérisme qui remplaça le vieux modèle du *pronunciamento* – que la critique de l'utopie du lieu de travail pouvait émerger.

Bien que les signes de sa faillite se soient multipliés après 1968, à l'Ouest, la tradition utopiste productiviste a continué d'influencer les conceptions occidentales du travail. Si tous les historiens du travail ne sont pas disposés à bâtir l'utopie sur le lieu de travail, la plupart partagent une conception trop peu critique, voire positive du travail. Les marxistes voient dans la classe ouvrière le désir de s'emparer des forces productives et de se constituer en dépassant son indiscipline et ses propres attitudes rétrogrades ou immatures. Les théoriciens de la modernisation soutiennent que la résistance ouvrière disparaîtra inévitablement durant le passage à un lieu de travail moderne.

Les culturalistes déconsidèrent la résistance en proclamant que les ouvriers trouvent un sens dans le travail salarié. Ils affirment que l'inculcation des valeurs de consommation, de responsabilité, de patriotisme et de conviction politique motivent les travailleurs salariés. Cependant, ces forces attractives se sont révélées insuffisantes dans les années 30 et durent être renforcées par des formes de coercition. Sur les lieux de travail, les dirigeants introduisaient des contrôles et des règles strictes pour améliorer les rendements. À plus large échelle, les pouvoirs répressifs des États et gouvernements s'opposèrent aux luttes contre le travail.

Ainsi, l'analyse des résistances contribue à la compréhension d'une fonction clef de l'État dans les sociétés industrielles, et mène à la conclusion que l'une des fonctions les plus vitales de l'État consiste à faire travailler les travailleurs. Durant les années 30, un État faible ou permissif encourageait la résistance, alors qu'un État répressif – bourgeois ou prolétarien – réduisait les refus du travail. Le développement et l'utilisation du pouvoir d'État à Barcelone et Paris durant les fronts populaires ont amené le doute sur la promesse des utopistes du lieu de travail, à savoir que dans le socialisme ou le communisme libertaire, l'État disparaîtrait. En acceptant le travail sans le critiquer, avec la croyance qu'il procure du sens aux ouvriers, les utopistes productivistes ont conclu que l'État serait superflu lorsque les travailleurs auraient pris le contrôle des forces productives. Toutefois l'expérience historique réelle de la gauche au pouvoir à Paris et Barcelone met en cause une telle vision. En dépit de la présence au gouvernement des partis et syndicats de la classe ouvrière, les ouvriers ont continué de résister aux contraintes de l'espace et du temps de travail, provoquant ainsi l'intervention de l'État pour accroître la production. Les historiens pourraient conclure que l'État pourra être aboli seulement lorsque l'utopie cybernétique de Lafargue sera réalisée.

SOURCES

Périodiques

Espagne

Aeronáutica
Amanecer
Los amigos de Durruti
Boletín del Comité nacional de la CNT para exclusivo uso de los sindicatos
Boletín de información
Boletín del Sindicato de la industria de la edificación, madera y decoración
Boletín del Sindicato de la industria fabril y textil de Badalona y su radio
Butlettí de la Federació catalana d'indústries químiques-UGT
Butlettí interior de la unió general de treballadors
CNT Marítima
Conselleria d'economia
Electricidad
Exito
La Hispano-Suiza
Horizontes
Hoy
Industria catalana
La Industria eléctrica
Institut de Ciències econòmiques de Catalunya
Luz y fuerza
Metalurgia y construcción mecánica
El Mundo deportivo
Las Noticias
Petróleo
Ruta
Sidero-Metalurgia
Síntesis
Solidaridad Obrera
Tierra y Libertad
El Trabajo nacional
UGT Edificación

France

Annales d'hygiène publique, industrielle et sociale
Le Bolchevik de chez Gnôme-Rhône
Le Bulletin du Syndicat professionnel et amicale des agents de maîtrise, techniciens, et employés des usines Renault
Le Défenseur
L'Echo des syndicats
L'Economie nouvelle
L'Etincelle
L'Etoile bleue
L'Europe nouvelle
La Flèche de Paris
Le Guide du métallurgiste
L'Humanité
L'Hygiène sociale
L'Indépendance syndicale
La Lutte finale
Nouveaux Cahiers
Le Petit Parisien
Le Peuple
Le Populaire
La Révolution prolétarienne
Revue internationale du travail
SACIAT
Syndicats
Le Travailleur du papier-carton
Le Travailleur des transports
La Vie ouvrière

Archives officielles

Espagne

Archivo histórico nacional—sección guerra civil, Salamanca (Barcelone et Generalitat)
Archivo histórico nacional, Madrid (Gobernación)
Archivo general de administración, Madrid (Gobernación)

France

Ministère des Affaires étrangères, Paris (Espagne, 1930–1940)
Ministère du Commerce, Archives nationales, Paris (F12)
Ministère de l'Intérieur, Archives nationales, Paris (F2, F7)
Travail et Sécurité sociale, Archives nationales, Paris (F22)
Secrétariat général du gouvernement, Archives nationales, Paris (F60)
Archives d'entreprise, Archives nationales, Paris (AQ)
Archives d'associations, Archives nationales, Paris
Archives du commissariat de l'exposition, Archives nationales, Paris
Service historique de l'armée de l'air, Vincennes
Archives de la Préfecture de police, Paris

Publications patronales

Espagne

Federación de fabricantes de hilados y tejidos de Cataluña, Memoria (Barcelone, 1930–1933)
Federación de industrias nacionales, Memoria (Madrid, 1931–1936)
Fomento de trabajo nacional, Memoria (Barcelone, 1919–1936)

France

Les Ailes
L'Elan social
La Journée industrielle
L'Usine

Achives patronales et ouvrières

Espagne

Archivos de Fomento de trabajo nacional, Barcelona (Actas de la junta directiva)

France

Collection Jules Verger, Bibliothèque nationale, Paris
Archives du groupement des industries métallurgiques et mécaniques de la région de Paris, Neuilly
Société nationale aérospatiale, Paris (SNCAN, SNCASO, SNCASE)
Archives des usines Renault, Billancourt

Publications gouvernementales

Espagne

Anuario estadístico de España, 1934 (Madrid, 1935)
Estadística: resúmenes demográficos de la ciudad de Barcelona (Barcelone, 1935–1939)
Estadísticas básicas de España, 1900–1970 (Madrid, 1975)
Gaseta municipal de Barcelona (Barcelone, 1934–1939)

France

Annuaire statistique de la France, 1934 (Paris, 1935)
Annuaire statistique de la ville de Paris, 1932–1937 (Paris, 1937–1942)

Autres dépôts

Colección Pujol, Barcelona
Internationaal Instituut voor Sociale Geschiedenis, Amsterdam (Rudolf Rocker Collection)
Hoover Institution, Stanford, California (Burnett Bolloten, Ernest Mercier, and Georges Lefranc Collections)

Table des matières

Abréviations 6
Préface 7
Abréviations utilisées dans les notes. 7
Introduction 9
I. La faiblesse de la bourgeoisie barcelonaise 27
II. L'idéologie anarchosyndicaliste 49
III. La CNT à Barcelone 71
IV. Vue d'ensemble sur la Révolution à Barcelone 97
V. Rationalisation 125
VI. La résistance ouvrière 153
VII. La fin de la Révolution espagnole à Barcelone 183
VII. La force de la bourgeoisie parisienne. 197
IX. L'idéologie du contrôle ouvrier 217
X. Les occupations d'usine 243
XI. Révoltes contre le travail 265
XII. Les problèmes du chômage et du temps libre 305
XIII. La fin du Front populaire 331
Conclusion 355
Sources. 361